"J'ai toujours eu un extrême désir d'apprendre à distinguer le vrai d'avec le faux pour voir clair en mes actions et marcher avec assurance en cette vie."
René Descartes
Le discours de la méthode (1637)
Méthode
Revue des Instituts franco-russes
N°20 - Juin - Juillet 2020
DOSSIER CHARLES DE GAULLE
2020
Année De Gaulle
1890 - Naissance à Lille
1940 - "Appel du 18 Juin"
1970 - Décès à Colombey
Véhicules électriques ...
...une bonne idée ?
Histoire du néocapitalisme
par Louise GUERSAN

REVUE « MÉTHODE »

EQUIPE EDITORIALE :

Directeur de la Rédaction :
François MAURICE
Rédactrice en chef :
Elena SYDOROVA
Secrétaire général :
Guennady KLIAGUINE

Rédacteurs :
Franck ABED – Bruno ADRIE – Alexandre ARTAMONOV – Daniela ASARO-ROMANOFF – Karine BECHET-GOLOVKO – Guillaume BERNARD – Nicolas BONNAL – Gaétan BOUCHARD – Gérard BRAZON – David BRET – Bertrand BRISSET – Valérie BUGAULT – Stanislav BYSHOK – Jean-François CARACCI – Julia CASADO – José CASTANO – Erwan CASTEL – Antoine CHARPENTIER – Françoise COMPOINT – Éric CUSAS – Charles DEMASSIEUX – Aliona DENISSOVA – Slobodan DESPOT – Grégory DUFOUR – Marc DUGOIS – Antoine DUVIVIER – Jean-Louis ETIENNE – Sylvain FERREIRA – Anna GICHKINA – Vincent GOJON – Jean GOYCHMAN – Bruno GUIGUE – Laurence GUILLON – Yannick JAFFRÉ – Alexandre LATSA – Pierre de LAUBIER – Emmanuel LEROY – Anatoly LIVRY – Pascal K. MAS – Olivier MILZA – Nikola MIRKOVIC – Michel MOGNIAT – Xavier MOREAU – Frédéric de NATAL – Roland PIETRINI – Marie-Simone POUBLON – Jean RÉMY – Nicolas SAVY – Jocelyne SIGNOUREL CAMBILLAU – Vladimir TCHERNINE – Sébastien TEISSIER – Pascal TRAN-HUU – Jean -Marc TRUCHET – Christian VANNESTE – Athanase VANTCHEV de THRACY – Jean-Michel VERNOCHET – Alexandre WATTIN – Alexander ZAKATOV

Contributeurs à ce numéro :
Luc Olivier d'ALGANGE – Raphaëlle AUCLERT – Gérard BARDY – Yannick BRUN-PICARD – Pierre CABOT – Cyrille DALMONT – Dominique DELAWARDE – Anastasia DOLO – Henri FENG – Sylvain FERREIRA – Christian FERRIER – Samuele FURFARI – Michel GAY – Christian Denis GIACOMEL – Louise GUERSAN – Marc KELLER – Daniel LALLEMANT – Barbara LEFEBVRE – Kateryna LOBODENKO – Michel MAFFESOLI – Antoine MARTINEZ – Yves MONTENAY – Olivier PIACENTINI – Gregor PUPPINCK – Grégory ROOSE – Charles SANNAT – Thierry SCHMITZ – Bertrand SOUBELET

NOS CONTACTS :
Comité de rédaction de la Revue « Méthode »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk,
République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69,
courriel : revuemethode@gmail.com
http://www.revuemethode.org

RÉSEAUX SOCIAUX :
https://www.facebook.com/revuemethode
https://vk.com/revuemethode
https://twitter.com/revuemethode

SOMMAIRE

L'Édito 4

DOSSIER CHARLES DE GAULLE

Alexandre WATTIN
Contribution à l'année Charles de Gaulle 5

Christian FERRIER
Dinant et Charles de Gaulle 17

Sylvain FERREIRA
De Gaulle pendant la campagne de France de 1940 26

François MAURICE
L'appel du 18 Juin et le refus de la fatalité 34

Nicolas BONNAL
Le général de Gaulle face à la mondialisation américaine 40

Gérard BARDY
Les dernières heures du général de Gaulle 44

Christian Denis GIACOMEL
Il fallait oser 58

Alexandre WATTIN
Réhabilitation de la stèle Croix de Lorraine
des Forces Françaises Libres à Djibouti 61

Marc KELLER
L'Héritage gaulliste 70

Daniel LALLEMANT
Permanence et actualité du gaullisme 75

Christian VANNESTE
Macron se référant à de Gaulle : une imposture ! 83

Barbara LEFEBVRE
2022 : France cherche De Gaulle désespérément 85

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

Bertrand SOUBELET
La gestion d'une crise est l'affaire de professionnels
et les politiques n'en sont pas 89

Michel MAFFESOLI
Crise sanitaire, crise civilisationnelle 93

Samuele FURFARI
Les idéologues de l'hystérie climatique vus à l'ombre du Coronavirus 98

Karine BECHET-GOLOVKO
Le système hospitalier ébranlé
par des années de réformes néolibérales 109

Cyrille DALMONT
Traçage numérique. Pourquoi c'est non 113

Thierry SCHMITZ
Prêt à être pucé ? 126

Anatoly LIVRY
Éloge de la frontière 130

Charles SANNAT
L'inculture du risque ! Le temps des questions 132

Christian VANNESTE
Le 9 Mai des Russes et celui des Européens 138

Raphaëlle AUCLERT
Manifeste pour une nouvelle alliance franco-russe (2nde partie) 140

Antoine MARTINEZ
Le coronavirus ne doit pas occulter les autres menaces 148

Jean GOYCHMAN
Main basse sur la FED 152

Marc DUGOIS
Réflexion sur le libre-échange 156

Grégory ROOSE
L'islamisme est-il le nazisme du XXIe siècle ? 158

Dominique DELAWARDE
L'OTAN : artisane de paix ou fautrice de troubles et de chaos ?
(2nde partie) 163

Antoine CHARPENTIER
Que préparent les États Unis en Irak ? 173

Gregor PUPPINCK
Les ONG et les juges de la CEDH (1ère partie) 175

Yves MONTENAY
Le Sénégal de 2020, sa francophonie et son multilinguisme 184

Yannick BRUN-PICARD
Transdisciplinarité et humanisme 191

SCIENCES & TECHNIQUES

Jean-Marc TRUCHET
Le véhicule électrique vu autrement… 201

Michel GAY
Voiture électrique : enfin bientôt plus d'autonomie pour pas cher ? 209

HISTOIRE

Louise GUERSAN
Les maîtres du monde : Histoire du néocapitalisme 214

Vincent GOJON
La maison des légendes 226

Jean-Marc TRUCHET
De Largentière à Moscou et retour à Largentière (2nde partie) 232

Louise GUERSAN
Une brève histoire de masques 243

CULTURE

Olivier PIACENTINI
Vers la chute de l'empire occidental : quand la réalité rattrape les prospectives declinistes 248

Henri FENG
Schopenhauer l'anticorps 255

Franck ABED
Napoléon et les siens par Vincent Haegele 258

Michel MOGNIAT
Guérilla. Le temps des barbares de Laurent Obertone 262

Luc Olivier d'ALGANGE
Éloge de l'enchantement 266

Kateryna LOBODENKO
Figures de la Russie et la caricature émigrée en France 273

Pierre CABOT
Poésie : Élévation d'un théâtre près du Kremlin, septembre 1812 285

Gaétan BOUCHARD
Poésie : Ton sourire dédié à Anna Sherbinina 286

Julia CASADO
Parlons russe ! Leçon 12. Parlons de la pluie et du beau temps 287

SANTÉ & GASTRONOMIE

Anastasia DOLO
Si on cuisinait ? Tvorog et Syrnikis 290

L'ÉDITO

Chères lectrices,
chers lecteurs,

L'année 2020 marque un triple anniversaire du Général de Gaulle : Le 130e anniversaire de sa naissance à Lille le 22 novembre 1890, les 80 ans de l'appel du 18 juin ainsi que le 50ème anniversaire de sa disparition le 9 novembre 1970. Né au XIXème siècle, il a été indéniablement le plus grand chef d'État français du XXème siècle mais il demeure en ce XXIème siècle un exemple et une source d'inspiration pour le retour d'une certaine idée de la France. Nous avons donc souhaité honorer l'Homme du 18 juin dans un dossier spécial composé par différents spécialistes du Général de Gaulle, passionnés d'histoire, politologues ou simplement gaullistes originels, à l'instar de notre directeur de rédaction François Maurice. Un grand merci à l'artiste Kolia Jghenti pour nous avoir créé le superbe tableau qui illustre la couverture de ce numéro.

L'actualité n'est pour autant pas négligée dans cet imposant numéro : l'actualité sanitaire, avec les suites et conséquences de la pandémie de la covid-19, les risques de dérives d'un traçage voire d'un puçage et l'agonie du système hospitalier, l'actualité internationale avec également des risques de dérives qu'ils soient du fait de l'arrogance de l'OTAN et des manœuvres opérées au sein de la CDEH.

Bien sûr l'histoire conserve une place importante dans notre revue et nous avons le plaisir à poursuivre l'aventure de l'Argentière à Moscou avec notre ami Jean-Marc Truchet et celui d'accueillir dans nos colonnes Louise Guersan, docteur en histoire qui nous a proposé deux articles dans ce numéro l'un sur l'histoire du néocapitalisme et, actualité faisant, une brève histoire des masques. Mais la littérature a également une place importante notamment grâce à Michel Mogniat qui est indéniablement le chroniqueur le plus ancien de notre revue et à Franck Abed qui l'a rejoint il y maintenant presqu'un an. La poésie demeure tout aussi présente et nous saluons le retour de notre poète québécois Gaétan Bouchard et l'arrivée de Pierre Cabot qui nous proposera un ensemble de poèmes liés à l'Empereur Napoléon en Russie.

Bonne lecture à tous.

Elena Sydorova,
Rédactrice en chef

Alors que l'on admettait avoir tout lu et tout étudié de l'œuvre magistrale de Charles de Gaulle, qu'elle ne fut pas ma surprise en automne 2000 de découvrir une petite pépite littéraire enregistré jusque-là parmi les articles d'érudition militaire ; alors qu'en fait il s'agissait d'une admirable pièce de théâtre écrite par le capitaine de Gaulle en 1927.

J'étais d'autant plus heureux de cette trouvaille qu'une saynète, écrite par Charles de Gaulle enfant en 1906, avait été monté pour la télévision français en 1980. Par conséquent, la pièce intitulé *Le Flambeau* pouvait être considérée comme étant parfaitement inexploitée. Il y a tout juste vingt ans, et grâce à l'accord de l'Amiral Philippe de Gaulle, j'ai eu la faculté de pouvoir sortir *Le Flambeau* de l'oubli et de présenter cette pièce originale dans une première et très restrictive édition ; puis dans une édition bilingue à l'occasion du 40ème anniversaire du traité de l'Élysée le 22 janvier 2003. Aussi, afin d'honorer la mémoire du Général de Gaulle, en cette année du 130ème anniversaire de sa naissance et du 50ème anniversaire de sa mort, une réédition du *Flambeau*, devrait voir le jour en novembre de cette année. Elle devrait intéresser toutes celles et ceux qui veulent promouvoir auprès des jeunes générations cette pièce présentant deux concepts tombés en désuétude aujourd'hui : le don de soi et l'amour pour la Patrie. Aussi il m'a paru intéressant de réaliser une présentation succincte de Charles de Gaulle jeune écrivain et le contexte de l'époque durant laquelle il a rédigé cette pièce de théâtre et qui devrait assurément intéresser toute celles et ceux qui s'intéresse à étudier la vie de ce personnage hors normes.

Les de Gaulle une famille d'écrivains

« for anything so overdone is from the purpose of playing, whose end, both at the first and now, was and is, to hold, as 'twere, the mirror up to nature.[1]»
Citation du *Hamlet* de Shakespeare.

« Comme César, comme Napoléon, le général de Gaulle a le style de son

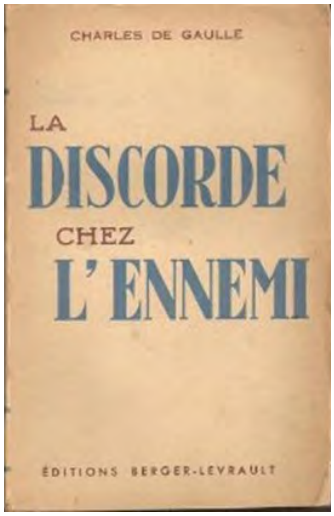
destin, un style accordé à l'Histoire…Le général de Gaulle, en voilà un qui est sûr de son éternité ! les événements le portent, mais plus encore le récit qu'il en fait. Certes, le classicisme, ici, ne s'enrichit d'aucun apport, tout est d'après l'antique : c'est le ton de Bossuet, mais on ne saurait être moins guindé, ni plus brûlant, ni souvent plus corrosif… »
François Mauriac, 11 octobre 1954[2]

A la question « *Comment un écrivain pourrait-il servir la France ?* » que pose Albert Camus[3] au général, Charles de Gaulle répond que « *Tout homme qui écrit et écrit bien, sert la France* », cette réplique au Prix Nobel de littérature illustre et définit non seulement l'auteur de *la Peste,* mais autant la famille de Gaulle à laquelle on peut adjoindre cette citation de Lamartine :

« La source du génie est souvent (…) dans la famille et quelquefois la prophétie de la destinée. ».

En effet, dès son plus jeune âge, Charles de Gaulle baigne dans un univers familial littéraire. C'est à partir de cette époque que se manifeste tout naturellement son intérêt et son inclinaison pour les lettres et la naissance de sa vocation d'écrivain.
C'est une tradition familiale et ses grands-parents, Philippe et Joséphine de Gaulle, consacrent déjà leur vie à la littérature ; parmi de nombreux ouvrages se distinguent la remarquable *Vie de Daniel O' Connor, Libérateur de l'Irlande* ou encore l'*Histoire de Paris et de ses environs* que le poète Charles Nodier[4] honore d'une préface. Son père ensuite, **Henri de Gaulle** professeur de lettres, de latin et de grec chez les Jésuites est un amoureux de la langue. Les influences des littératures grecque et latine[5], prodiguées par son père, conjuguées à celles du grand siècle nourriront largement son style rédactionnel et très tôt son goût se manifeste pour les belles lettres.

Son premier écrit est un texte « prémonitoire » d'une vingtaine de pages intitulé *La Campagne d'Allemagne* où il se représente déjà commandant d'une armée en 1930, levée pour défendre la France contre l'envahisseur allemand…Il a tout juste 15 ans ! Sous le pseudonyme de Charles de Lugale, il rédige d'autres écrits dont une petite saynète comique, publiée en 1906[6], qui met aux prises un bourgeois et un brigand qui s'intitule : *Une Mauvaise rencontre*[7]. Bien que féru d'histoire et des lettres, il choisit néanmoins le métier de armes.



En 1924, le capitaine de Gaulle rédige son premier ouvrage : *La discorde chez l'ennemi*[8]. D'emblée, l'écrivain perce sous l'historien et le politique derrière le militaire, comme le signale si justement Hervé Gaymard[9] dans sa présentation inspirée qui introduit la réédition de cet ouvrage.
Entre les années 1920 et 1930, de Gaulle[10] écrit et publie de nombreux articles dans de nombreux journaux, dont la *Revue militaire française*[11]. Lorsqu'il rédige cette pièce Charles de Gaulle alors âgé de 37 ans, travaillait depuis plusieurs mois, et à la demande du Maréchal Pétain, sur un ouvrage traitant de l'histoire de l'armée française [12] à travers les âges. Il n'est pas interdit de croire que ce fut un effet déclencheur pour la rédaction de sa pièce.
C'est en mars puis en avril 1927[13], qu'il fera publier *le Flambeau* dans les numéros 69 et 70 de la *Revue militaire*. La pièce dans laquelle il exprime la grandeur et la servitude de l'état de soldat entre les guerres de la Révolution à la seconde

Restauration[14].
Toutefois, pour certains biographes son incontestable carrière d'écrivain ne commencerait clairement qu'avec la rédaction de ces mémoires de guerre. Pour ma part je ne peux souscrire à cette appréciation car c'est méconnaitre et faire abstraction de la qualité de ses écrits et comme le souligne justement Pierre Gueniffey : « *Cette pièce (Le Flambeau) fait en quelque sorte le lien entre les premiers essais littéraires et les œuvres de maturité que sont Vers l'armée de métier et La France et son armée*[15] » qui sont unanimement reconnus pour être des œuvres de référence dans leur domaine.

« On a mis en évidence son sens du mot exact, sa maîtrise du vocabulaire qu'agrémente un brin d'archaïsme lorsqu'il fait revivre avec bonheur des mots oubliés.»

Depuis l'antiquité, l'histoire inspire les auteurs et les acteurs de théâtre. Sur toutes les scènes du monde entier, ils retracent les grandes époques pour les faire revivre et connaitre au public. *Le Flambeau*, de Charles de Gaulle, n'y fait pas dérogation.
Œuvre de la parole et théâtre narratif, *Le Flambeau* est une pièce en trois scènes que l'on dénomme aujourd'hui théâtre-témoignage. A travers cet écrit, Charles de Gaulle prouve qu'il maîtrise également le genre théâtral. La pièce entraîne les lecteurs successivement à travers différentes périodes essentielles de l'histoire militaire française pour un voyage dans le temps. Le style, ample et régulier, classique est coupé de formules brèves, entraine le lecteur dans l'épopée de quatre personnages.
Passionné d'histoire, de Gaulle embrasse les guerres révolutionnaires, le Consulat, le 1er Empire et la Restauration. Par cette division, chaque scène forme une partie distincte d'une période achevée. Un des quatre personnages seulement est fictif, et en même temps plausible. En favorisant de recueillir leurs témoignages imaginaires pour en faire une pièce, de Gaulle met leurs paroles au premier plan où l'action est restreinte à son minimum provoquée par la narration. Les faisant dialoguer, l'auteur leur donne consistance ; il en fait des lieux de passage qui nous ouvrent sur les épisodes essentiels de l'armée révolutionnaire puis impériale.
Le Flambeau compile ainsi trois dialogues sur trois scènes s'étalant durant des périodes politiques et militaires majeures de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle. Débutant son récit durant les guerres de l'an IIi, qui feront de l'ancien royaume une France nouvelle, un briscard enseigne à un jeune volontaire les grandeurs et servitudes d'un citoyen aux Armées. Il en est ainsi pendant sept ans.
Il se poursuit dans la seconde scène pendant la période de la campagne d'Italie puis du 1er Empire, « *temps d'arrêt pour toutes les expressions de la vie politique intérieure* [16]», où le briscard mutilé passe les consignes au jeune Coignet et lui confie ardemment le flambeau ; pour s'achever dans la bonne ville d'Auxerre durant la seconde Restauration en 1826ii. Après plus d'une décennie de campagnes napoléoniennes, le capitaine de la garde impériale Coignet termine sa carrière comme demi solde et transmet au jeune Canrobert le flambeau de la conscience et des vertus militaires.
Avec cette pièce, de Gaulle arrive à nous séduire par la légèreté de sa plume et la valeur des principes qu'il véhicule. *Le Flambeau,* devient enseignement en nous permettant de saisir précisément comment se met en place une réflexion sur la conduite des évènements en cas de crise, la conduite à adopter

Le capitaine Coignet

envers les hommes et à tenir face au destin.
En leur prêtant l'action et le prestige du talent militaire au service de la patrie, Charles de Gaulle tend également à élever l'âme et célébrer les nobles sentiments du patriotisme, en particulier lorsqu'il évoque l'histoire et ses grandes figures militaires du passé tout en blâmant les passions sordides et basses.
Au-delà de l'intérêt que suscite tout naturellement cette œuvre originale pour des amateurs érudits d'histoire, et des écrits du Général, c'est toute la philosophie militaire d'un Charles de Gaulle trentenaire qui transpire dans ces textes. Nous retrouvons là une foule d'éléments de la future pensée gaullienne.
Loin d'être anecdotique et, comme le souligne très justement Jean Lacouture[17] dans son ouvrage de référence, c'est « *un repère utile dans l'évolution de la réflexion historique de Charles de Gaulle*[18] ».
Dans les biographies gaulliennes, *Le Flambeau* est invariablement recensé parmi ses écrits et articles et n'est malheureusement pas répertoriée comme une pièce de théâtre à part entière.
Certains textes de Charles de Gaulle sont aujourd'hui tout naturellement au programme des classes littéraires aussi ai-je trouvé nécessaire, en cette année commémorative du 130ème anniversaire de sa naissance et du 50ème anniversaire de son décès, d'honorer sa mémoire par cette édition et sortir de l'oubli ce manuscrit qui traduit bien la philosophie de Charles de Gaulle d'alors.

Une « plume » pour Pétain. Charles de Gaulle 1925 – 1927

À compter du 1er juillet 1925, le capitaine de Gaulle est officiellement détaché à l'état-major particulier du Maréchal Philippe Pétain vice-président du Conseil Supérieur de Guerre[19]. Là, comme officier rédacteur, le héros de Verdun l'a « *chargé d'écrire un travail historique* ». En effet, le maréchal brigue l'Académie française et désire profiter de l'aide de ce brillant officier pour y parvenir et dont il connait par ailleurs la qualité de la plume en ayant lu *La Discorde chez l'ennemi*[20].

Le Maréchal Pétain demande donc de lui préparer la rédaction d'un écrit devant lui permettre de soutenir cette candidature. Le capitaine de Gaulle s'exécute et pendant plusieurs mois entame des travaux d'écriture sous le titre *Le Soldat à travers les âges*.
Seulement, et malgré sa position privilégiée, il est dans l'impérative obligation comme tout officier breveté de l'École Supérieur de Guerre ayant vocation à obtenir un commandement, d'effectuer un cursus au sein d'un État-Major.

Départ pour l'Armée française du Rhin

Le capitaine de Gaulle est alors appelé à rejoindre la ville de Mayence, pour le 5 octobre 1926, au 4ème bureau en charge de

l'intendance de l'état-major de l'armée française du Rhin. De Gaulle fait ainsi partie de ces nombreux officiers qui, au cours de leur carrière, suivent un séjour en zone d'occupation en Allemagne.
Ce n'est pas le poste dont il rêvait, mais seuls les premiers du classement de l'École Supérieur de Guerre peuvent prétendre et obtenir un choix plus prestigieux. Quoiqu'il en soit, c'est un passage obligé pour un officier ayant vocation à occuper des hautes fonctions dans la hiérarchie militaire.

« L'armée française représentait un excellent prisme d'observation. Côtoyant chaque jour les habitants, elle put comprendre leurs préoccupations et leurs aspirations. Instrument fidèle du gouvernement français et des instances interalliées, elle reflétait la politique internationale de l'entre-deux-guerres, ses hésitations et ses ambigüités.[22] »

La présence française sur les bords du Rhin

L'armistice signé, dans la clairière de Rethondes près de Compiègne, le 11 novembre 1918, ne signifie pas l'arrêt des opérations militaires pour l'armée française. En effet, elle sera chargée d'occuper, avec les Alliés, une partie de la rive gauche du Rhin.
Lors de l'entrée des troupes françaises sur le territoire allemand, une partie de ces unités s'installe à Mayence ainsi que dans de très nombreuses communes périphériques ; autant que dans d'autres villes de la zone d'influence française. Dès lors, elles tiendront, durant l'entre-deux-guerres, un rôle politique ou militaire dans un contexte international tendu.
Le gouvernement militaire français est installé dans un immense et majestueux bâtiment au centre-ville à Mayence. Le commandement français a su profiter des très nombreuses infrastructures pour y installer ses services civils et militaires. En l'occurrence, le capitaine de Gaulle occupera un bureau dans un de ces beaux édifices officiels allemands dont l'architecture est tellement appréciée que nombre d'entre eux servent de motifs de cartes postales vendus aux soldats.

Mayence, la plus française des villes allemandes ?

C'est accompagné de son épouse et de ses enfants que de Gaulle prend la direction de l'Allemagne. Ce sera le premier contact avec le pays[23] et la population ennemie à l'issue de la guerre.
Féru d'histoire, le capitaine De Gaulle sait que Mayence a une très vieille tradition française qui ne remonte pas seulement à l'époque de la Révolution française, comme

sous l'Empire napoléonien, mais qu'elle a laissé des traces encore vivaces dans l'esprit commun des guerres de dévastation de Louis XIV dans le Palatinat.

La vie au quotidien

Malgré les pénuries de la fin de la guerre, et les ressentiments de la population à l'égard des Français, Charles et Yvonne de Gaulle apprennent à profiter des charmes de la ville et de ses environs. Ils découvrent dans le vieux centre historique de Mayence, le grand choix de boutiques dans lesquelles les familles et les soldats français se procurent des cadeaux originaux en guise de souvenirs qui sont ensuite envoyés à leur famille en France.
Pour Charles de Gaulle et sa famille, la vie est bien distincte de celle du temps de guerre et bien plus uniforme qu'à Paris. Il y a le service courant entrecoupé de missions. Les régiments stationnés à Mayence et dans les proches environs, s'entraînent et réalisent quotidiennement et par tout temps de nombreux exercices en faveur de l'État-major[24]. En effet, bien que le climat de la région soit océanique, chaud et sans saison sèche, l'hiver est relativement rude à Mayence et le fonctionnement du service est rendu extrêmement pénible et très éprouvant.
Enfin, célébrations privées et commémorations militaires, défilés du 14 Juillet, du 11 Novembre, funérailles, inspections, sont le menu de cette vie de garnison à laquelle Charles de Gaulle participe. Tout laisse à penser qu'outre l'écriture, la famille de Gaulle profite de son affectation en Rhénanie pour visiter les proches environs et découvrir la Région.

Une cohabitation franco-allemande difficile

Le capitaine de Gaulle se rend bien compte

MAYENCE — État Major de l'Armée du Rhin.

qu'il règne au sein de la population allemande, le sentiment d'avoir été injustement traités par les Alliés, mais surtout par les Français.
Le tracé arbitraire des frontières laisse place à l'amertume et à une rancune tenace à leur égard, car des millions d'Allemands sont coupés du Reich[25]. Cette situation ne favorise guère l'amélioration des relations internationales et bilatérales[26]. Ainsi, bagarres et voies de faits sont à l'ordre du jour[27].
Les faits commis contre la population mayençaise appellent de la part des autorités allemandes à consigner les incidents collectifs comme individuels dans de nombreux rapports de police au préjudice de l'armée française. Sont notamment mis en exergue les incidents avec les soldats des troupes coloniales[28]/[29]. A l'occasion de ces incidents[30], le ministère allemand des Affaires étrangères publie « une collection de témoignages, de plaintes et actes de violences commises », pour mettre la France en accusation sur le plan international.
Il y aura pourtant des fraternisations, avec les Rhénans tenants du séparatisme prôné par les autorités civiles et militaires françaises. Des liens personnels sont également tissés entre les soldats français et de jeunes rhénanes, mais dans l'ensemble, ces relations sont toujours marquées par la suspicion et l'inimitié de la part de la grande majorité de la population.

Retour à Paris

Après six mois de stage, le capitaine de Gaulle achève remarquablement son passage en terre rhénane. Très bien noté « *il est dans les conditions pour une inscription au tableau d'avancement* ». Il regagne le cabinet de la vice-présidence du conseil supérieur de guerre[31] du Maréchal Pétain où leur coopération se poursuit.
Malgré les travaux en faveur du Maréchal, le

capitaine de Gaulle se laisse le temps d'écrire des articles dans la *Revue Militaire française*. C'est ainsi qu'en mars et avril 1927, paraissent la 1ère et 2ème partie du *Flambeau*.
Cette dernière date coïncide avec la dissolution et l'évacuation de la brigade mixte de la Sarre ayant déjà débuté en 1927[32], et sur laquelle l'Allemagne s'appuiera notamment pour obtenir du gouvernement français l'évacuation de la Rhénanie, quelques années plus tard.
Charles de Gaulle est le témoin direct des tensions politiques et des bouleversements, que subit la République de Weimar, malgré les tentatives de part et d'autre du Rhin pour inciter à un rapprochement franco-allemand (tels Ferdinand Buisson fondateur et président de la Ligue des Droits de l'Homme, partisan de la première heure de la Société des Nations qui reçoit, avec le professeur allemand Ludwig Quidde[33], le prix Nobel de la Paix).
Depuis son séjour en Allemagne, il sait toutefois que l'opposition latente, entre les tenants du pacifisme et les revanchards nationalistes en France comme en Allemagne, porte des coups fatals contre les deux républiques et freine toute relation normale et durable entre les deux pays.
Sous la houlette, et en présence du Maréchal, le capitaine de Gaulle présente à l'École de guerre trois conférences remarquées, respectivement intitulées : « L'action de guerre et le chef », « Du caractère » et « Du prestige » qui vont servir de matrice en 1932 pour son deuxième ouvrage : *Le Fil de l'épée*.

Départ pour Trèves

C'est alors qu'un différend oppose et sépare bientôt les deux hommes sur l'ouvrage qu'a intégralement rédigé de Gaulle.
D'heureuses nouvelles vont malgré cela réjouir Charles de Gaulle. Il est d'abord promu chef de bataillon au choix le 25 septembre 1927 et prendra le commandement du 19ème bataillon de

chasseurs alpins[34] de la 9ème demi brigade de chasseurs à Trèves le 15 octobre 1927 ; en outre, son épouse Yvonne attend leur troisième enfant.
Impatient de rejoindre sa nouvelle garnison, et de pouvoir enfin reprendre un commandement, Charles de Gaulle quitte promptement les salons feutrés de l'État-major parisien du boulevard des Invalides pour rejoindre en famille l'Allemagne, la ville de Trèves le 11 octobre 1927.
Après avoir servi à Mayence puis durant deux années à Trèves (qu'il quittera en 1929), le chef de bataillon de Gaulle prend rapidement conscience du danger du que représente les nationaux socialistes d'Adolf Hitler. Particulièrement lucide et de façon prémonitoire, il augure déjà que :

« L'armée du Rhin n'en a plus pour longtemps. La force des choses abat ce qui demeure en Europe des barrières convenues et précieuses. Il faut être convaincu que l'Anschluss est proche, puis la reprise par l'Allemagne, de force ou de gré, de qui lui fut arraché à la Pologne. Après quoi, on nous réclamera l'Alsace. Cela me parait écrit dans le ciel. »
Lettre de C. de Gaulle à son ami le capitaine Nachin.[35]

A.W.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Le théâtre est aussi un miroir tendu à la nature : le spectateur, comme l'acteur, vient chercher une réponse, se construire une identité.

2. In : Bloc-notes, Ed. Flammarion, Pris, 1958, pp. 129-120

3. Lors d'une visite à Colombey-les-deux églises dans les années 1950.

4. Jean Charles Nodier est un écrivain, romancier et académicien français (29 avril 1780 - 27 janvier 1844). On lui attribue une grande importance dans la naissance du mouvement romantique français.

5. In : Prof. Alain Larcan, Charles de Gaulle, Itinéraires intellectuels et spirituels, presses ….

6. Ces textes ont été rassemblés par l'Institut Charles de Gaulle sous le titre Articles et Écrits, (Plon 1975). En 1980, cette œuvre se verra monter à la télévision française.

7. Écrite en Alexandrins, la pièce met aux prises un bourgeois et un brigand. À l'époque le jeune de Gaulle participera à un concours littéraire à Lille où il présentera sa pièce. Ayant été retenu comme lauréat, le prix cette première consécration lui permettra de la faire publier. Par conséquent c'est le premier ouvrage officiellement enregistré au sein de la Bibliothèque Nationale de France.

8. Premier livre publié par Charles de Gaulle, en 1924, La Discorde chez l'ennemi est un essai d'histoire d'immédiate, le seul d'envergure consacré aux causes profondes et directes de l'effondrement du Reich wilhelmien. L'auteur explique et raconte les dissensions au sommet, les erreurs stratégiques et diplomatiques, comme la guerre sous-marine à outrance ; enfin la crise militaire et politique entraînant la déroute de l'automne 1918, conclue par la chute de Guillaume II et l'armistice du 11 novembre.

9. Hervé Gaymard, né le 31 mai 1960 à Bourg-Saint-Maurice en Savoie, est un homme politique français. Plusieurs fois secrétaire d'État, il est nommé ministre de l'Agriculture (2002-2004) puis ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (2004-2005). Il préside la Fondation Charles de Gaulle depuis 2018.

10. De février 1921 jusqu'à mai 1922, Charles de Gaulle est professeur d'histoire à Saint-Cyr. Le 2 mai 1922, il est admis à l'École Supérieure de Guerre où il restera deux ans. Ayant obtenu des notes médiocres il est affecté dans un emploi subalterne à l'État-major de Mayence en 1924. Le maréchal Pétain l'appelle à son cabinet comme officier rédacteur et l'impose comme conférencier à l'École de Guerre, à la fin de cette affectation il obtiendra le commandement du 19ème BCP en Rhénanie occupée en 1927.

11. « (...) la première version de la Revue militaire française apparaît en janvier 1869. Rédigée principalement par des officiers. D'esprit très positiviste, la revue a pour but initial de vulgariser le goût des études scientifiques militaires à une époque où le corps de l'état-major, censé produire une réflexion intellectuelle, est fortement contesté. Durant la courte vie de la première mouture de Revue militaire générale, les auteurs présentent essentiellement soit des rapports de la commission militaire française soit des résumés des conférences régimentaires, soit enfin après 1870 les conférences du ministère de la Guerre où il est déjà question, près de vingt ans avant Lyautey, du rôle social de l'armée. La Revue militaire française réapparaît brièvement en 1875, à un moment où le corps d'état-major connaît une ultime réforme (1873) avant sa disparition définitive en 1880. En juillet 1921, une nouvelle revue militaire française réapparaît. Publiée avec le concours de l'état-major de l'armée. Dans le cadre de la sortie de guerre, il s'agit donc de faire renaître une revue militaire destinée à l'élite politique et militaire du pays afin que celle-ci soit « exactement renseignée sur l'évolution future de la puissance des autres États, de posséder des données précises, contrôlées, sur l'enchaînement des causes et des effets au cours de la lutte mondiale qui s'achève à peine », d'aider enfin ces élites à prendre leurs décisions en connaissance de cause. Il s'agit donc simplement de faire revivre le meilleur de ce qu'avait produit l'armée entre 1870 et 1914 tout en orientant davantage l'écriture vers deux grandes catégories d'analyses : les études de renseignement transmises par le 2ème bureau et les analyses du Service historique (...), la plupart des auteurs appartiennent à l'élite de l'armée de l'entre-deux-guerres que ce soit Gamelin, de Gaulle, Doumenc, Delmas et il ne fait de doute pour personne que la revue sert de tribune aux plus hautes instances militaires françaises de l'entre-deux-guerres, à quelques exceptions près (Pétain). » In : La Revue militaire française par Julie d'Andurain L'ancienne en 1869-1875

12. Le manuscrit servira de base à la France et son armée qu'il publiera sous son nom en 1938.

13. Bien que présenté en 1927, l'origine de ce texte remonterait à une version abandonnée d'un chapitre du Soldat à travers les âges. Ce travail tient sa source d'une étude consacrée à l'histoire militaire française en 1925 commandée et sous la direction du Maréchal Philippe Pétain, mais écrite par de Gaulle. La décision du Maréchal de revendiquer la paternité des textes rédigés par de Gaulle sera la source d'un important contentieux entre les deux hommes et le début d'un désaccord grandissant qui scellera leur destin en 1940, In : Herbert R. Lottman, coll. Tempus, De Gaulle/Pétain-règlement de compte, Ed. Perrin, 2008.

14. La Seconde Restauration est le régime politique de la France de 1815 à 1830. Elle succède aux Cent-Jours, qui avaient vu Napoléon revenir brièvement au pouvoir. Après une période de confusion, Louis XVIII revient sur le trône. Débute l'expérience d'une monarchie constitutionnelle qui essaie de recréer une unité dans le pays sur des bases héritées à la fois de la Révolution et de l'Ancien Régime. Après une période marquée par un bref retour au pouvoir des monarchistes absolutistes ultras, qui se caractérise notamment par la Terreur blanche, le régime prend de 1816 à 1820 un tournant plus libéral. En 1824, à l'arrivée de Charles X sur le trône, c'est sous son règne que sont adoptées les mesures les plus ancrées dans l'idéologie absolutiste. La fin des années 1820 marque une opposition de plus en plus marquée de la part des libéraux. Les réponses inadaptées du souverain face à l'opposition entraînent la Révolution de 1830 et la mise en place de la monarchie de Juillet. Si l'historiographie républicaine a souvent présenté la période comme un retour en arrière et une parenthèse sans grande importance, la Restauration reste un moment clé pour la France du XIXe siècle, puisqu'elle voit le pays s'initier à certaines des libertés acquises depuis la Révolution, mais aussi le développement économique du pays qui s'industrialise progressivement. La fin de cette période voit également les débuts de la présence française en Algérie. Sources : Benoît Yvert, Histoire de la Restauration (1814-1830) : naissance de la France moderne, Perrin, 1996

15. In : De Gaulle et Bonaparte, deux héros français, Ed. Perrin 2017.

16. In : De Gaulle, France Informations n ° 138, p.14.

17. In : Théodore Muret, L'Histoire par le théâtre, 1789 -1851. La Révolution, le Consulat, l'Empire, Amyot Éditeur Paris, 1865.

18. Dans les années 1950 et 1960, il fut l'un des plus vigoureux détracteurs du général de Gaulle. À la fin des

années 1980, sa biographie de De Gaulle (De Gaulle ou l'éternel défi) tranchait avec ses opinions de jeunesse. Il reconnut alors avoir évolué et être devenu un de ses plus grands admirateurs.

19. In : Jacques Lacouture, De Gaulle, Tome I, Ed. Seuil, 1984.

20. « Le Conseil supérieur de Guerre est normalement présidé par le Ministre de la Guerre. Il arrive cependant que le Président de la République soit invité aux réunions les plus importantes. La vice-présidence est assurée par le militaire de plus haut rang, qui de fait assure un rôle de chef des armées de terre, et supervise le Chef d'État-Major Général de l'Armée, et donc de l'EMA. Le vice-président du CSG est en outre pressenti pour prendre la tête de l'armée de terre en cas de conflit, et à partir de 1922 désigné Inspecteur Général de l'Armée. » In : Jean-Michel Jolas - 19/04/2018 - © wikimaginot.eu

21. Publié en 1924.

22. In : Emmanuel Pénicaut, L'Armée française en Sarre, 1918-1930, Revue historique des armées.

23. Aux côtés de ses camarades des régiments de l'aéronautique militaire et de la flottille du Rhin, les condisciples du capitaine de Gaulle, ainsi que leurs soldats, stationnent sur l'ensemble des villes et communes de la zone d'occupation française.

24. Aux premiers jours du printemps les unités accomplissent le cycle des grandes manœuvres et mobilisent la plus grande partie des régiments pour livrer à l'État-major des exercices communs entre les escadrilles des régiments de l'aéronautique militaire avec les divisions d'infanterie.

25. Il faut avoir dans l'esprit qu'au sein des écoles allemandes, tous les enfants connaissent les territoires amputés ainsi que les milliards de réparations exigés par les Alliés.

26. Dès le début de l'occupation, des soldats français molestent civils et officiels rhénans. Les agressions contre l'occupant sont également monnaie courante. Sous des airs de (fausse ?) relative passivité allemande, l'omniprésence militaire française comporte son lot de tensions avec les membres de la communauté rhénane qui dégénèrent régulièrement en rixes sanglantes.

27. Incidents entre les troupes et la population et incidents collectifs ou anonymes concernant les troupes de couleur. Septembre 1919-avril 1923. Pour appuyer notre propos, ci-joint quelques plaintes enregistrées dans les rapports des policiers allemands. Collision entre soldats français et policiers allemands à Mannheim ; plainte contre le capitaine Turnes pour voies de fait sur deux Allemands à Mayence ; bagarre entre policiers allemands et tirailleurs indigènes au Stadtpark à Mayence ; trois soldats marocains molestent trois personnes sur le pont de Mayence ; incident de la Synagogenstrasse à Mayence ; incident entre le sous-officier Grevel et le gérant du cabaret « Sans-Souci » à Mayence ; agression de Wolf, Davinast et Weil par trois sapeurs à Mayence ; tirailleur blessé à coups de couteau dans un café de Mayence ; agression d'un officier français à Mayence ; incident survenu entre deux agents de la Sûreté française et un agent de police allemand à Mayence ; le chef de la musique des Marocains maltraite sa propriétaire à Mayence-Kostheim ; Incidents divers et mémoires allemands. 1920-1925

28. Mémoires du commissaire allemand concernant des incidents avec les troupes de couleur : n° 1 (juillet 1920), mémoire et traduction, lettres de principe et circulaires, divers (1920-1922) ; n° 2 (novembre 1920), texte et traduction, lettres et circulaires, articles de presse (1920) ; n° 3 (juin 1921), texte, lettres de principe et circulaires, articles de presse, divers, réponse au commissaire d'Empire (1921). Mémoire du ministre de l'Intérieur allemand sur les excès commis par les troupes alliées d'occupation en territoires occupés de 1918 à 1922, intitulé « Die Ausschreitungen der Besatzungstruppen im besetzten rheinischen Gebiet » (Berlin 1923). Incidents dans la Ruhr en 1923 : correspondance, extraits de journaux, brochure concernant les actes d'atrocités des troupes franco-belges, intitulée « Sammlung eidlicher Aussagen über Gewaltakte der französisch-belgischen Truppen im Ruhrgebiet », publié par le ministère allemand des Affaires étrangères (erste Folge, Berlin 1923).

29. Sur les 95 000 soldats français présents deux ans plus tard, 20 000 appartiennent aux régiments coloniaux et sont originaires pour la majorité d'Afrique du Nord. Les chiffres divergent selon les sources. Certains parlent de 10 000 soldats coloniaux sur un effectif total du corps d'occupation de 85 000 militaires. D'autres estiment qu'entre 1919 et 1921, il y a 14 000 à 40 000 soldats coloniaux. In : Les troupes coloniales françaises et l'occupation de la Rhénanie (1918 - 1930) Christelle Gomis. 5 juin 2014.

30. Exacerbant encore le racisme latent qui connaîtra son paroxysme lors de l'occupation de la Ruhr

31. le conseil supérieur de la guerre a été créé par décret le 27 juillet 1872 ; il était formé pour réunir les principaux généraux des différentes armes, en présence du chef d'état-major et en l'absence du ministre, pour coordonner les différentes actions au sein de l'armée.

32. SHD/DAT, arch. de Russie, EMA 1, c. 84, d. 2, lettre du ministre de la Guerre au général commandant les troupes de garnison de la Sarre, Paris, 29 mars 1927.

33. Ludwig Quidde était un historien, un écrivain, un pacifiste et un homme politique libéral allemand sous l'Empire allemand et la République de Weimar. En tant que pacifiste, il s'engage de nombreuses années comme chef de la Deutsche Friedensgesellschaft (DFG), participe à de nombreux congrès internationaux pour la paix et organise par exemple le seizième congrès mondial de la paix en 1907 à Munich. Ludwig Quidde meurt en exil en Suisse en 1941, à l'âge de 83 ans.

34. « Le séjour de Germersheim fait date dans notre histoire. Si l'absorption des derniers éléments du 32èmeB.C.P., vieux compagnon d'armes de Saint-Quentin, que le 19ème relève sur les bords du Rhin, ne constitue pas un évènement capital, si la garde au pont de bateaux est médiocre mission pour les chasseurs de Grivesnes, c'est à` Germersheim que le bataillon troque son bonnet de police contre le grand béret. Devenu 19ème B.C.A., il s'équipe sur le mode alpin : des mulets

remplacent ses voiturettes porte-mitrailleuses. Puis, le 15 septembre, les nouveaux alpins remontent la Queich et s'installent à Landau pour rendre les honneurs au général Gérard qui commande la 8ème armée d'occupation. Et, lorsqu'au mois d'octobre la cessation des hostilités est enfin reconnue sur le plan administratif, que les deux armées d'occupation font place à l'« Armée du Rhin », le quartier général de Landau est dissout et la 47ème division se regroupe entre Nahe et Moselle. Fanfare en tête, le 19ème B.C.A. défile dans les rues de Trèves, sa nouvelle résidence. » In : Le Lieutenant-colonel Montagnon, commandant le 19ème BCP, Historique du 19ème BCP - Page 37 de 60 – 15 septembre 1950. Numérisé par MT .

35. In : Paul Zing, De Gaulle en Lorraine : Histoire de fidélité, ED. G. Louis 1992.

[i] L'an II du calendrier républicain, correspond aux années 1793 et 1794 du calendrier grégorien. Le calendrier entre en vigueur à partir du 6 octobre 1793 (15 vendémiaire II), au lendemain de la date du décret l'instituant, l'année se termine le 21 septembre 1794.

[ii] « *La Restauration est l'héritière malgré elle d'une triple tradition militaire : la première remonte aux années de l'Ancien Régime, qui ont vu l'émergence d'un ministère fort sous l'égide d'un certain nombre de ministres, (...). La deuxième est révolutionnaire, et synonyme d'une armée nationale, axée sur la conscription et l'émergence d'une économie de guerre. La troisième, enfin, la plus immédiate et la plus spectaculaire est impériale. Régime d'essence militaire, l'Empire a construit la plus grande partie de sa réputation, appelée à devenir légende, sur une administration rigide et centralisée où l'armée occupe une place particulière, directement placée sous la direction de l'empereur, secondée par plusieurs entités tenant avant tout à des personnalités (...). En 1815, le retour des Bourbons à la tête de la France est le prélude d'un grand nombre de bouleversements politiques et sociaux (...). Les cadres des régiments sont entièrement reformés, tandis qu'un certain nombre d'anciens émigrés récupèrent leurs commandements, au prix de vives polémiques.* » In : Vincent Haegele, « *Le marquis de Clermont Tonnerre, ministre de la Guerre, et le renforcement de l'armée française sous Charles X (1825-1828)* » *Revue historique des armées,* pp. 93-104, 270/2013.

DINANT ET CHARLES DE GAULLE

Christian FERRIER
Président du Cercle d'Etudes Charles de Gaulle

Aperçu biographique

C'est à Lille que Charles de Gaulle naît le 22 novembre 1890, chez ses grands-parents maternels. Second fils d'Henri de Gaulle et de Jeanne Maillot, il a trois frères et une sœur.
Dès 1900, il fréquente le collège des jésuites de l'Immaculée Conception, rue de Vaugirard à Paris où il obtient son bac en 1907.

Le château des princes de Ligne à Antoing (Photo Christian Ferrier)

C'est à Antoing, en Belgique, qu'il passe l'année scolaire 1907-1908 au château des princes de Ligne, à quelques kilomètres de Tournai où son collège a émigré à la suite de la loi Combes qui expulsait les congrégations religieuses hors de France.

En 1908, il effectue une année préparatoire à St-Cyr au collège Stanislas à Paris.

De Gaulle, soldat

Charles de Gaulle intègre l'armée le 10 octobre 1909 au 33e régiment d'infanterie à Arras (Caserne Schramm) où il doit obligatoirement effectuer une année dans un corps de troupe avant d'intégrer l'école des officiers.
Le 14 octobre 1910, il fait son entrée à Saint-Cyr. Il en sort deux ans plus tard 13e sur 211 avec le grade de sous-lieutenant. Ayant fait le choix de l'infanterie, il revient dans son ancienne caserne à Arras au 33e RI commandé par un nouveau chef de corps, le colonel Philippe Pétain.
Durant son séjour à Arras, Charles ne manquera pas de profiter de quelque permission pour se rendre à Charleroi où habite sa sœur ainée, Marie-Agnès, épouse d'un ingénieur des mines belge, Alfred Cailliau.
Été 1914, tandis que de tragiques événements se préparent, Marie-Agnès annonce à Charles qu'elle a loué une villa pour le mois d'août à Dinant où il est invité avec son frère Pierre à passer quelques jours de vacances dans la jolie cité mosane.
Hélas, le destin va en décider autrement. Charles viendra à Dinant, seul, et précisément le 15 août, premier jour de ce qui aurait dû être des vacances. La guerre, la grande guerre aura commencé et c'est là, à Dinant, précisément, par le plus grand des hasards, que Charles de Gaulle y recevra son

baptême du feu et sera blessé.

L'armée allemande envahit la Belgique - L'intervention des troupes françaises

Le 4 août 1914, l'armée allemande viole la neutralité de la Belgique et envahit son territoire. Après une résistance héroïque, notamment à Liège et à Namur, l'armée belge se replie sur Anvers puis gagne l'Yser où elle se battra durant quatre années sans que l'ennemi parvienne à l'en déloger.

AU PEUPLE BELGE

C'est à mon plus grand regret que les troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de Belgique. Elles agissent sous la contrainte d'une nécessité inévitable. La neutralité de la Belgique ayant été violée par des officiers français qui, sous un déguisement, ont traversé le territoire belge en automobile pour pénétrer en Allemagne.

BELGES !

C'est à mon plus grand désir qu'il y ait encore moyen d'éviter un combat entre les deux peuples qui étaient amis jusqu'à présent, jadis même alliés. Souvenez-vous des glorieux jours de Waterloo où c'étaient les armes allemandes qui ont contribué à fonder et à établir l'indépendance et la prospérité de votre Patrie.

Mais il nous faut le chemin libre. Des destructions de ponts, de tunnels, de voies ferrées, devront être regardées comme des actes hostiles.

BELGES !

Vous avez à choisir ! J'espère que l'armée allemande de la Meuse ne sera pas contrainte de vous combattre. Un chemin libre pour attaquer, c'est tout ce que nous désirons.

Je donne des garanties formelles à la population belge qu'elle n'aura rien à souffrir des horreurs de la guerre, que nous payerons en or-monnaie les vivres qu'il faudra prendre au pays, que nos soldats se montreront les meilleurs amis d'un peuple pour lequel nous éprouvons la plus haute estime, la plus grande sympathie.

C'est de votre sagesse et d'un patriotisme bien compris qu'il dépend d'éviter à votre pays les horreurs de la guerre.

Le Général Commandant en Chef l'Armée de la Meuse.

Von EMMICH

TEXTE FLAMAND :

AAN HET BELGISCHE VOLK

Het is tot mijn overgroot spyt dat de duitsche legers zich verplicht zien van de belgische grenzen te overtreden zij handelen onder eene onvermydelyke verplichting. De onzydigheid van België door fransche officiers gedwongen zynde welke, onder eene verkleeding de belgische grond hebben met eenen automobile door gereden, om in Duitschland te sluipen.

BELGEN !

Het is myn grootsten wensch dat er nog een middel is een geveld te myden tusschen twee volkeren welke bevriend waren tot heden, vroeger selfs verbonden. Herrinnerd u de glorieryke dagen van Waterloo waar het de duitsche wapens waren die beslist hebben van de onafhankelykheid en de voorspoedigheid van uw vaderland te vormen en in te stellen.

Maar wy moeten den weg vry hebben. De vernietiging van bruggen, van ondergronden, van yzerwegen meten aan zien worden als aangenomen daden.

BELGEN !

Gy hebt te kiezen ! Ik hoop dat de duitsche legers der Maas niet zullen verplicht zyn van u slag te leveren. Een vreien weg om aan te vallen, is alles wat wy wenschen.

Ik geef de noodige waarborgen aan de belgische bevolking dat zy niets te lyden zal hebben van de wreedheden der oorloog, dat wy met goede geld de levensmiddelen, zullen betalen, welke wy zullen moeten nemen in het land, dat onze soldaten zich zullen de beste vrienden toonen van een volk voor het welke wy de hoogste achting, de grootste vriendelykheid toonen.

Het is aan uwe wysheid en uwe wel verstaande vaderlandsliefde dat het afhangt, de vreedheden van den oorlog te myden.

De opper commandant generaal van het leger der Maas

Von EMMICH.

Le général Joffre avait par ailleurs prévenu personnellement le roi Albert 1er que le corps de cavalerie du général Sordet (4 divisions) pénétrerait le 7 août en Belgique par les Ardennes. La veille, le 1er bataillon du 148 RI débarquait à la gare de Dinant.
Tandis que la IIe armée allemande du général von Bulow se dirige vers Namur avec quatre divisions, la IIIe armée du général baron von Hausen a pour objectif Dinant et la Meuse en direction de Charleville-Mézières.

Le 33e régiment d'infanterie entre en scène

Le 33e régiment d'infanterie auquel appartient le lieutenant Charles de Gaulle fait partie du 1er Corps d'armée commandé par le général Franchet d'Esperey. Il prend position à l'extrême gauche du dispositif de la Ve Armée, de Charleville-Mézières à Verdun.
Dès le début du conflit, Charles de Gaulle va tenir, au jour le jour, un carnet dans lequel il va consigner le déroulement des opérations ainsi que ses propres réflexions[1].
Le 5 août, le 33e RI quitte Arras en train jusqu'à Hirson puis à marche forcée vers Rocroi et Fumay. Le 13 août, il passe la frontière belge aux environs de Treignes. L'accueil de la population est enthousiaste à l'arrivée des Français qu'elle prend pour des libérateurs.
Le lendemain, 14 août, à 2 heures du matin,

Le château d'Ostemerée où le 33 RI avait établi son cantonnement. (Photo Christian Ferrier)

le régiment quitte Treignes et fait mouvement en direction d'Anthée, village situé sur la route Philippeville-Dinant, à 10 km de Dinant. Le régiment établit son cantonnement dans le petit village de Serville, à 2 km d'Anthée, dans le parc du château d'Ostemerée, propriété de la famille de Ribaucourt-Stoclet[2].

Destination : DINANT !

Ce même 14 août, alors que les soldats se préparent à dîner, vers 17 heures, le 33e RI reçoit l'ordre de se diriger vers Dinant.

TROIS OBJECTIFS

1. Renforcer les éléments déjà en place, notamment dans la citadelle, en particulier ceux du 148e RI.
2. Tenir à tout prix les passages sur la Meuse : Dinant et Anseremme
3. Occuper la citadelle, place forte stratégique.

Le 14 août au soir, bien que les Allemands occupent les hauteurs de Dinant sur la rive droite, ils ne sont pas encore entrés dans la ville.
La nuit du 14 au 15 août se passe dans le calme. Les soldats se reposent tant bien que mal dans les rues de Dinant (quartier St-Médard, rive gauche).
La 11e compagnie, celle du lieutenant de Gaulle, est en réserve. Les 10e et 12e ont pour mission de franchir la Meuse et de prendre position dans la citadelle et sur les hauteurs, au nord de celle-ci.

La bataille de Dinant et le baptême du feu de Charles de Gaulle

Si, pour Charles de Gaulle, Dinant reste le lieu de son baptême du feu, c'est aussi le premier contact avec la guerre meurtrière et le choc des premiers camarades tombés au champ d'honneur.

DEUX TEXTES IMPORTANTS QUI SONT DES SOURCES DIGNES DE FOI NOUS PERMETTENT DE SUIVRE LE DÉROULEMENT DES COMBATS DE DINANT, LE 15 AOÛT 1914.

1) La relation des évènements par Charles de Gaulle lui-même, relation écrite dans ses *Carnets* dès le 8 septembre au cours de sa convalescence à l'hôpital militaire Desgenettes à Lyon[3].
2) Le texte manuscrit émanant du ministère de la Défense concernant le 33e régiment d'infanterie[4].

L'ouvrage le plus mal défendu est sans nul doute le pont de Dinant dominé par la citadelle. A supposer que l'ennemi fût maître de celle-ci, le pont se retrouverait directement sous le feu des canons disposés sur la crête des rochers et dans la forteresse même. Les éléments du 148e RI qui occupent la citadelle se voient ainsi renforcés par les 10e et 12e compagnies.
L'heure du début des combats est sensiblement différente selon que l'on se réfère à de Gaulle qui la situe à 6 heures tandis que les archives militaires mentionnent 5 h 15 du matin.

COMMENT CHARLES DE GAULLE RELATE-T-IL L'ÉVÉNEMENT[5] ?

« À 6 heures du matin, boum ! boum ! la danse commence, l'ennemi bombarde Dinant avec fureur. Ce sont les premiers coups que nous recevons de la campagne. Quelle impression sur moi ? Pourquoi ne pas le dire ? Deux secondes d'émotion physique : gorge serrée. Et puis c'est tout.
Je dois même dire qu'une grosse satisfaction s'empare de moi : Enfin ! On va les voir ? J'avale un café dans un caboulot de la route et je parcours la compagnie. Les hommes ont fait le café.

Ils entendent les coups de canons et les obus qui éclatent. Ils ont commencé par être graves, puis la blague reprend le dessus et ne les quittera plus. Je plaisante avec eux.
Allons ! De ce côté-là, je parle de la frousse possible, tout ira bien ! Mais nous sommes bien mal ici. Les obus éclatent au-dessus de nos têtes. Nous nous rapprochons donc de Dinant.
La compagnie est d'abord menée derrière un pâté de maisons, puis dans la tranchée du chemin de fer, de chaque côté du passage à niveau.
Là-haut, sur la citadelle, on entend une fusillade enragée. Les balles commencent à pleuvoir sur Dinant même. Les obus font rage, mais pas grand mal. Les hommes rigolent toujours. »

A droite du passage à niveau, la tranchée du chemin de fer qui protège les hommes du 33e RI. (photo C. Ferrier)

L'artillerie allemande est donc entrée en action alors que l'artillerie française brille par son absence. Dans la nuit, elle a pris position à l'est de Dinant et la citadelle est menacée d'être attaquée par son point le plus faible (côté Est). En réalité, le fort se trouve déjà encerclé. Très vite, face à la supériorité allemande, il apparaît que la défense de la position dominant la ville ne pourra être tenue bien longtemps.
Toute la matinée du 15 août, les combats font rage et, finalement, l'ennemi arrive aux abords de la citadelle. La retraite est ordonnée aux soldats français, contraints de redescendre la colline par les 408 marches et de retraverser le pont en courant pour gagner la rive gauche, tout en subissant de lourdes pertes.

« Voici que les débris des 10e et 12e compagnies, une poignée d'hommes blessés, ont évacué la citadelle par ordre. Le commandant Grasse est pâle et triste comme la mort. Il est resté là-bas jusqu'au bout. Ces tristes débris franchissent le pont de la Meuse aussi vite que peuvent les porter leurs membres blessés.
Il leur a fallu d'abord dégringoler l'escalier de pierre de la citadelle et plus d'un a été pris et massacré sur place par l'ennemi. La 1re compagnie, écrasée par le feu partant de la rive droite, est entraînée par le flot et tout cela reflue dans la rue du passage à niveau.[6] »

Le passage à niveau de la rue Sodar exposé au feu de l'ennemi (Photo C. Ferrier)

La 11e compagnie qui est toujours en réserve reçoit, fin de matinée, l'ordre de passer la Meuse à son tour afin de repousser l'ennemi lancé à la poursuite des Français qui battent en retraite vers la rive gauche.

« C'est à nous d'intervenir. Car nous sommes une suprême réserve destinée avec deux sections du 148e

à exécuter, si l'ennemi tente de passer le pont sur les talons de nos compagnies massacrées, une contre-attaque à la baïonnette.
[…] Quelques mots aux hommes : « Attendez un peu ! La 11e va donner. On va les f… à la Meuse. » Tous sont pleins de résolution. On les conduira où on voudra.
Il faut, pour aller de la tranchée du chemin de fer où nous sommes à la rue où nous devons aller, franchir le terrible passage. Je le fais franchir quatre par quatre et au galop.
Le capitaine Bosquet nous crie : « La 11e en avant ! Sur leurs talons ! De l'autre côté du pont ! La 1re section en tête ! »
Je hurle : « Première section ! Avec moi en avant ! » et je m'élance, conscient que notre seule chance de réussite est de faire très vite avant que l'ennemi, qu'on voit refluer précipitamment, n'ait eu le temps de se retourner[7]. »

La première section commandée par le lieutenant de Gaulle s'élance vers le pont, baïonnette au canon. C'est alors que Charles de Gaulle est blessé à la jambe droite par un projectile vraisemblablement tiré du haut de la citadelle[8].

La citadelle de Dinant vue d'en haut

Par deux fois, la contre-attaque sera relancée et, par deux fois, elle sera repoussée. Décimée, ayant subi de lourdes pertes, la compagnie se retire du pont. Les soldats survivants se réfugieront plus en arrière dans les maisons abandonnées.

LE RÉCIT DE CHARLES DE GAULLE ÉCRIT QUELQUES SEMAINES PLUS TARD, LORS DE SA CONVALESCENCE, EST UN TÉMOIGNAGE PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANT[9].

« J'ai à peine franchi la vingtaine de mètres qui nous séparent de l'entrée du pont que je reçois au genou comme un coup de fouet qui me fait manquer le pied. Les quatre premiers qui sont avec moi sont également fauchés en un clin d'œil. Je tombe, et le sergent Debout tombe sur moi, tué raide. Alors c'est pendant une demi-minute une grêle épouvantable de balles autour de moi. […] Je me tiens le raisonnement suivant : « Mon vieux, tu y es ! »
Puis, à la réflexion : « La seule chance que tu aies de t'en tirer, c'est de te traîner en travers de la route jusqu'à une maison ouverte à côté par bonheur » (à une cinquantaine de mètres).
La jambe complètement engourdie et paralysée, je me dégage de mes voisins, cadavres ou ne valant guère mieux, et me voici rampant dans la rue sous la même grêle qui ne cesse pas, traînant mon sabre par sa dragonne encore à mon poignet. Comment je n'ai pas été percé comme une écumoire durant le trajet, ce sera toujours le lourd problème de ma vie. […] Enfin je parviens à la maison. Elle est pleine de gens qui, pris par la rafale, s'y sont rués en la voyant ouverte. Presque tous sont blessés.
[…] L'artillerie ennemie, jusque-là modérément harcelante, se manifeste maintenant violemment au-dessus de nos têtes et dans les rues, écrasant les nôtres sans contrepartie.
[…] Dehors la canonnade n'a pas cessé du côté de l'ennemi, mais la fusillade s'apaise. Sur la route couverte de mourants, un concert de

lamentations et d'appels au secours. La bonne vieille qui habite la maison nous offre du café. Elle est à moitié folle de terreur.
Et nous passons là près d'une heure d'angoisse. L'ennemi ne vient toujours pas ! »

Ce dessin un peu naïf, représente le lieutenant de Gaulle s'élançant à la tête de sa section à l'assaut du pont de Dinant. Seule manque la dragonne reliant son sabre à son poignet. (Auteur inconnu)

L'artillerie française entre en action

Curieusement, l'ennemi qui n'a plus de résistance sérieuse devant lui n'en profite pas pour passer le pont et gagner la rive gauche.
Pourquoi ? Sans doute ne se rend-il pas vraiment compte de l'état de faiblesse dans lequel se trouvent les troupes françaises. Lui -même ayant perdu beaucoup d'hommes éprouve-t-il le besoin de souffler un peu. C'est l'impression du lieutenant de Gaulle qui, de son refuge provisoire, observe, impuissant, les évènements.
Mais en début d'après-midi, l'espoir va renaître. Restée jusque-là étrangement silencieuse, l'artillerie française entre enfin en action tandis que des renforts arrivent : deux bataillons du 73e RI et deux du 8e RI qui reprendront bientôt la citadelle en montant les 408 marches au départ de la place Astrid, tandis que la cavalerie française poursuivra l'ennemi par la rue Saint-Jacques en direction de Ciney.

« [...] Mais voici que la canonnade française commence. Tous nous tendons l'oreille, haletants ! Les obus français passent en geignant au -dessus de nos têtes. Un homme valide grimpe sur le toit et aperçoit notre infanterie qui couronne les hauteurs à l'ouest.
L'espoir renaît dans nos cœurs. Il y a une heure de combat furieux d'une crête à l'autre !
Puis soudain sur la route de Philippeville, une dégringolade d'infanterie qui roule vers Dinant.

Cette photo montre bien l'endroit où Charles de Gaulle fut blessé : « La vingtaine de mètres qui nous séparent de l'entrée du pont ... »

A gauche, la maison de madame Meurice, avenue des Combattants où le lieutenant de Gaulle s'est réfugié. (Photo C. Ferrier)

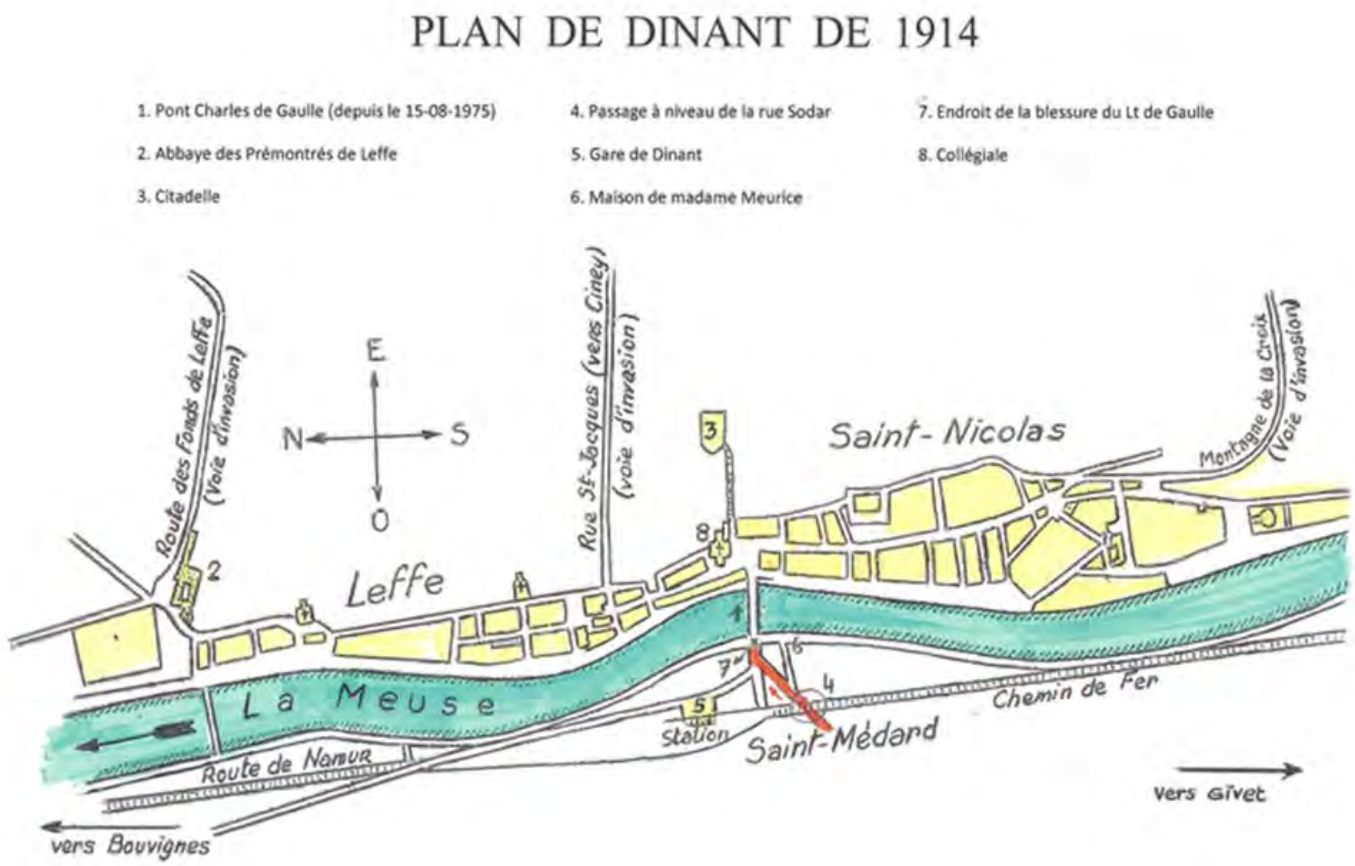
Nous regardons. C'est le 73e qui court nous venger.
Je me précipite dehors, appuyé sur un caporal que je rencontre, et rallie en route une poignée d'hommes du 33e qui sont épars dans les maisons. Mais un officier du 73e me dit que le 33e a ordre de se rallier à Anthée, son premier cantonnement de la veille, car il n'est plus bon à grand-chose.
N'importe, je veux voir la fin. Boitant et lamentable, je me traîne jusqu'au pont de la Meuse. Notre artillerie fait rage. Il est bien temps ! Le feu de l'ennemi s'éteint fort vite et il évacue presqu'aussitôt la citadelle que le 8e, ou mieux un bataillon du 8e, accouru par une autre route plus au sud, reprend d'un élan en chantant le chant du départ. »

C'est le sergent-major Bouchez du 8e RI qui arrivera le premier à la citadelle et arrachera de la hampe le drapeau allemand et le remplacera par le drapeau français. En 1927, un monument à sa gloire sera inauguré au cimetière militaire français de la citadelle par le maréchal Pétain.

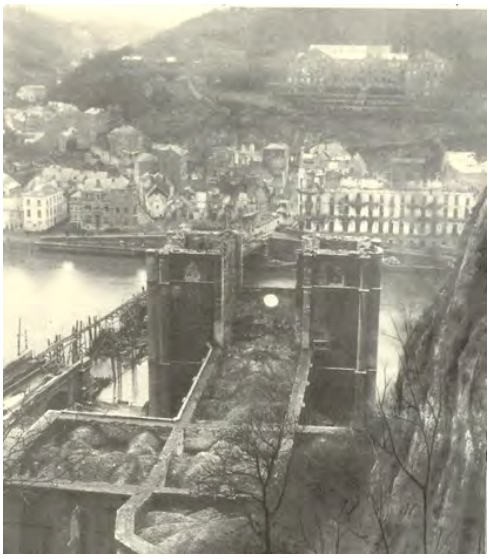
Monument l'Assaut d'Alexandre Daoust au cimetière militaire français de la citadelle. (Photo C. Ferrier)

« Malgré les projectiles qui tombent encore par-ci par-là, les habitants sont sur leurs portes maintenant ouvertes et acclament les soldats. Une cinquantaine d'Allemands étaient parvenus à passer la Meuse et sont rejetés à la baïonnette dedans[10]. »

Bataille de Dinant, le 15 août 1914 (Extrait du panorama de la Guerre de 1914)



23 août 1914 et les jours suivants



Ce qui reste du pont, de la collégiale et du quartier St-Médard

Les combats meurtriers dureront jusqu'au 23 août, jour où Dinant sera victime de la barbarie teutonne : des centaines de maisons détruites, 674 morts et 400 déportés en Allemagne !

Retour vers Anthée

Fortement éprouvé par les combats de cette journée du 15 août, le 33e RI a reçu l'ordre de rallier le village d'Anthée, son premier cantonnement de la veille.

« Mais comment aller à Anthée maintenant, à 12 kilomètres d'ici ? Je ne peux pas marcher. Je me rends à la gare fort abîmée. (à 200 mètres) Il y a là plusieurs hommes du 33e, la plupart blessés, qui s'y étaient réfugiés. Je m'occupe de faire glaner dans Dinant tout ce qui y traîne du régiment en état de marcher et je les envoie à Anthée en détachement.
La nuit tombe, ma tâche est finie. [...] Les paysans organisent par voitures le transport en arrière des blessés qui encombrent Dinant. Je monte dans une de nos voitures.
Nous voici à Anthée où je croyais

L'école communale d'Anthée - commune d'ONHAYE (Photo C. FERRIER)

trouver le 33e Mais non, c'est le 84e qui s'y trouve. Le 33e a reçu Surville[11] comme lieu de ralliement. Ah ! ma foi tant pis ! Je n'en puis plus. Nous descendons au poste de secours du 84e. C'est l'école. Instituteurs extrêmement aimables. Je ne veux rien savoir d'autre que dormir. Deux œufs gobés ! Voici un lit. Et allons-y ! Du premier coup en plein sommeil. »

Fin de la première partie – Suite et fin dans le prochain numéro de Méthode.

C.F.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Charles de Gaulle, 1980, Lettres, Notes et Carnets, 1905-1918, Plon. NDLR : Charles de Gaulle arrête la rédaction de son carnet le 14 août 1914 et la reprend le 8 septembre 1914 à Lyon, au cours de sa convalescence.

2. Le comte Xavier de Ribaucourt, petit-fils du comte Adrien de Ribaucourt, ne peut confirmer la présence du 33e RI dans la propriété de ses grands-parents, en août 1914. (Témoignage du comte à l'auteur)

3. Charles de Gaulle, Lettres, Notes et Carnets, 1905-1918, Plon, 1980.

4. Journal de Marche et des Opérations – JMO - Service historique des Armées, Château de Vincennes, Paris.

5. Charles de Gaulle, Lettres, Notes et Carnets, 1905-1918, Plon, 1980, p.85

6. La rue Sodar.

7. Charles de Gaulle, 1980, Lettres, Notes et Carnets,1905-1918, Plon, p.87

8. Plaie au péroné droit avec paralysie de la sciatique par balle.

9. Charles de Gaulle, 1980, Lettres, Notes et Carnets,1905-1918, Plon, p.88

10. Ibid. pp89-90.

11. Charles de Gaulle et les historiens mentionnent toujours «Ostricourt » au lieu d'Ostemerée. Il ne peut s'agir que de la contraction du nom du hameau d'Ostemerée et du nom de Ribaucourt, propriétaire du château à cette époque, ainsi que Serville au lieu de Surville !

Cet épisode fondateur est trop souvent négligé par l'historiographie tant l'histoire militaire rebute toujours la majorité des chercheurs français. Pourtant, pour bien comprendre l'homme du 18 juin, il faut se pencher sur la participation du colonel puis général de Gaulle aux combats de la campagne de France. Certes, je ne reviendrai pas sur le déroulement détaillé des combats, je vous renvoie à mes précédentes publications[1], mais sur l'analyse que l'on peut en faire.

Le commandement d'une division cuirassée

Tout commence fin mars 1940 lorsque le colonel de Gaulle reçoit le commandement de la 4e Division Cuirassée (D.C.r) qui n'existe pas encore et dont il doit assurer le rassemblement pour qu'elle soit opérationnelle à la date du 15 mai. Si c'est une sorte de consécration pour lui et pour ses idées mais il sait que la tâche est immense. Par ailleurs, cette nomination ne change toujours pas la doctrine d'emploi des blindés français, y compris de sa division, à savoir soutenir l'action de l'infanterie

De Gaulle présente son unité de chars au président de la République, 23 octobre 1939

alors que de Gaulle préconise leur emploi groupé sur le modèle allemand ou soviétique.
Malgré tous les efforts mis en œuvre par de Gaulle, le 15 mai, alors que l'offensive surprise de la Wehrmacht a commencé depuis cinq jours, sa division est loin d'être opérationnelle pour mener une mission de combat.

Pourtant, face à l'urgence de la situation, de Gaulle reçoit l'ordre suivant du **général Doumenc** : « *le commandement veut établir un front défensif sur l'Aisne et sur l'Ailette pour barrer la route de Paris. La VIème Armée, commandée par le général Touchon et formée d'unités prélevées dans l'Est, va s'y déployer. Avec votre division, opérant seule en avant dans la région de Laon, vous avez à gagner le temps nécessaire à cette mise en place.* » Il s'agit donc d'une mission classique de couverture qui correspondrait mieux à une DLM (Division de Légère Mécanique) mais la 4e D.C.r est la seule unité disponible.
De Gaulle doit rendre compte directement au général Georges, commandant le front Nord-Est. Celui-ci le reçoit pour lui confirmer sa mission et le choix que l'État-major a fait en le mettant à la tête d'une telle unité : « *Allez, de Gaulle ! Pour vous, qui avez, depuis longtemps, les conceptions que l'ennemi applique, voilà l'occasion d'agir.* »

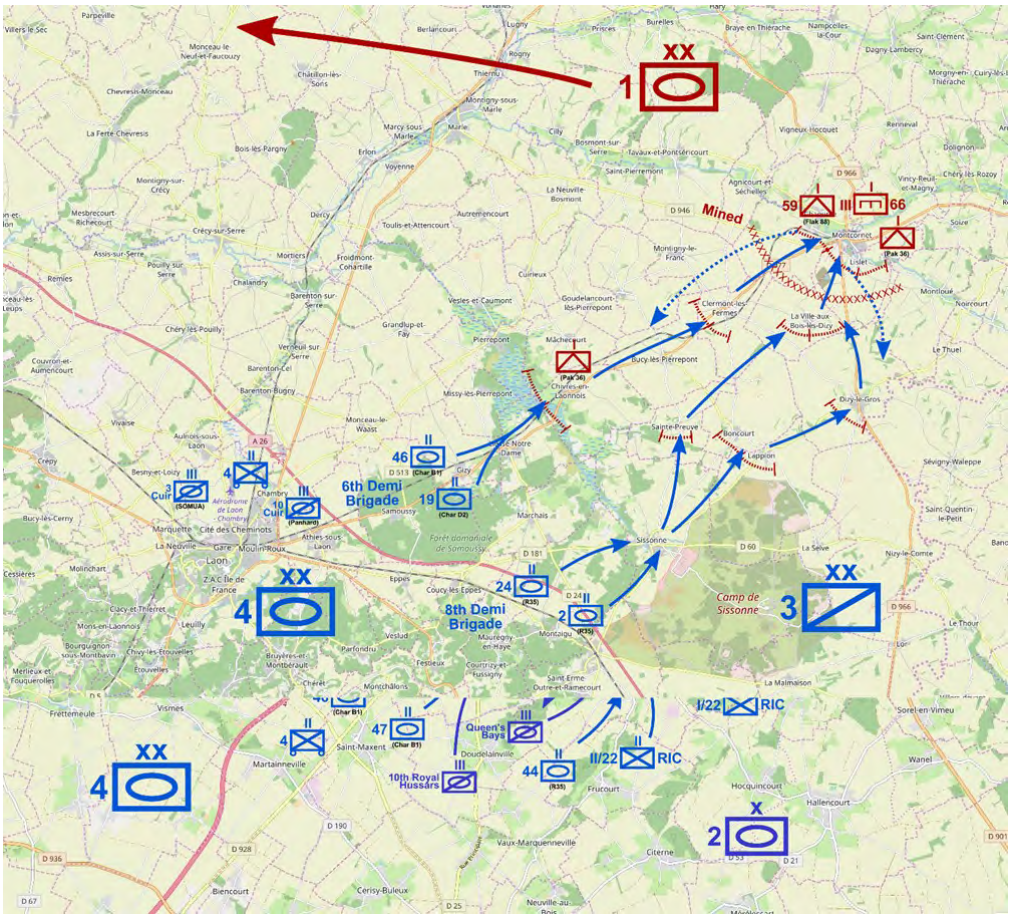
Premier sang

De Gaulle ne dispose alors que de deux jours pour se déployer prématurément dans le secteur de Bruyères près de Laon. Les moyens disponibles sont acheminés par voie ferrée mais plusieurs composantes de la division ne pourront donc pas participer aux opérations : aucune unité anti-char et anti-aérienne n'est disponible, seuls deux groupes d'artillerie du 322e R.A.T.T.T. sont déployés le 17 mai au soir, le reste de l'artillerie divisionnaire ne participera pas à la bataille. De plus, les éléments de découverte (10e Cuirassiers) sont eux aussi indisponibles car toujours en cours d'acheminement, ils rejoindront la division dans la journée du 18. Enfin, la composante « infanterie » de la division se limite au seul 4e Bataillon de Chasseurs à Pied (B.C.P.) mais il ne dispose quasiment d'aucun moyen motorisé (aucune automitrailleuse A.M.D, aucune voiture tout terrain de commandement, pas de camion atelier et un seul camion de dépannage) et les chasseurs sont transportés à bord de bus réquisitionnés. Le 7e R.D.P (Dragons Portés) ne rejoindra la division qu'après les combats. Autre problème majeur qui va sérieusement handicaper le déroulement de l'attaque française : aucune unité divisionnaire ne possède postes T.S.F à l'exception des unités blindées. Elles ne pourront donc pas communiquer entre elles ou avec le PC divisionnaire pour coordonner leurs actions. En ce qui concerne les unités blindées, De Gaulle peut compter sur deux demi-brigades : la 6e demi-brigade lourde aux ordres du Lieutenant-Colonel Sudre s'articule autour du 46e Bataillon de Chars de Combat (B.C.C) sur B1 bis (22 engins disponibles le 17 au matin, la troisième compagnie sera disponible le 19) et de la 345e Compagnie Autonome de Chars de Combat (C.A.C.C.) sur D2 (14 chars). Bref, les conditions d'engagement à partir du 17 mai à l'aube sont loin d'être idéales. Si les blindés parviennent à atteindre Montcornet – leur objectif – en montrant leur supériorité sur l'infanterie et les chars légers allemands, la coordination entre les différentes unités et la liaison interarmes sont totalement chaotiques, ce qui engendre notamment de nombreux retards et empêchent les fantassins de coopérer efficacement avec les chars. Enfin, l'absence de moyens anti-aérien permet à la Luftwaffe de lancer des raids dévastateurs pour les blindés français en fin de journée.

Néanmoins le 17 mai au soir, de Gaulle peut être satisfait. Sa mission de couverture en profondeur sur le flanc de l'ennemi est une réussite. Malgré l'absence de moyen d'éclairage et d'infanterie, les chars français ont tout écrasé sur leur passage.

De Gaulle écrit : « *Il y a, sur le terrain, plusieurs centaines de morts allemands et nombre de camions ennemis brûlés. Nous avons fait 130 prisonniers. Nous n'avons pas perdu 200 hommes. A l'arrière, sur les routes, des réfugiés ont cessé de fuir. Certains, même, rebroussent chemin. Car le bruit court dans les tristes colonnes que les troupes françaises ont avancé.* »

Son succès est décuplé parce que de Gaulle a eu la bonne idée d'emmener avec lui le journaliste Charles Giron qui parcourt le champ de bataille et qui rapporte à Paris le succès de l'opération de la 4e D.C.r. Au G.Q.G aussi, le succès de Montcornet ne passe pas inaperçu. De Gaulle y apparaît comme l'auteur du premier succès de la guerre. Enfin, de Gaulle n'hésite à appeler directement Paul Reynaud, dont il est le protégé, pour lui rendre compte de l'évolution positive de sa mission. C'est donc un succès à la fois psychologique et tactique que ce combat de Montcornet. Néanmoins, il faut souligner que l'arrivée tardive du 4e B.C.P et les problèmes de communication entre les trois unités de chars ont démontré, sans grande conséquence, les limites de l'action menée par de Gaulle. Limites qui concernent les moyens de sa division et non pas ses capacités de commandement comme certains voudraient encore le faire croire aujourd'hui.



Bataille de Montcornet

Crécy-sur-Serre

Si la journée du 18 mai permet aux éléments engagés de souffler, de Gaulle reçoit du général Georges une nouvelle mission pour le lendemain : se porter depuis Laon vers le nord en direction de la Serre pour attaquer les importantes forces allemandes qui marchent depuis Marle vers l'ouest et menace La Fère. Il faut leur couper la route. Les reconnaissances menées par le 10e Cuirassiers tout au long de la journée du 18 confirment que les Allemands occupent le secteur avec des moyens importants. En moins de 24h et avec des moyens toujours limités, le colonel de Gaulle établit un plan d'attaque pour atteindre son objectif : Crécy -sur-Serre. Il faut souligner que face à son manque d'infanterie, il demande des renforts à la 28e D.I. installée à Soissons, mais il essuie un refus catégorique de la part du général Lestien qui commande l'unité.
L'opération démarre donc le 19 mai à l'aube dans des conditions similaires à celle contre Montcornet, même si de Gaulle a reçu l'appoint de deux groupes d'artillerie dotés de canons de 75 et que l'artillerie de la 3e Division Légère de Cavalerie (D.L.C.) voisine est également disponible pour appuyer l'attaque. Côté chars, de Gaulle également du 19e Bataillon de Chars de Combat, équipés de chars D2, qui est enfin arrivé sur zone. Grâce à ces moyens, le début de l'opération se déroule bien, mais une fois arrivée sur les bords de la Serre, la résistance allemande se durcit et dans Crécy -sur-Serre, les blindés français, les chars R35 et D2, tombent dans une véritable embuscade. Tout au long de la journée, les rues du village sont le théâtre d'un combat dantesque entre les chars français et allemands, ces derniers étant soutenus par de nombreuses pièces antichars. Dès 10h45 face à la résistance allemande, de Gaulle comprend qu'il doit suspendre l'offensive pour ne pas être coupé de ses bases. Certaines unités en pointe, notamment celles qui combattent encore à Crécy-sur-Serre, ne reçoivent l'ordre de repli que bien plus tard dans l'après-midi faute de liaisons radios. Le repli s'effectue sous de violents bombardements aériens qui causent encore de nombreuses pertes en blindés. Pire, deux B1 bis sont détruits par des Somua du 3e Cuirassiers et le lieutenant Kressmann raconte comment les 75 du 32ème R.A.T.T.T l'ont pris pour cible lors de son repli ! Les chars B ne portaient pas encore leurs cocardes tricolores et les artilleurs n'avaient reçu leurs carnets de silhouettes. Heureusement, ce tir fratricide n'entraînera qu'une grosse frayeur pour les tankistes.

Un bilan mitigé

À l'inverse de la reconnaissance en force sur Montcornet qui a été un succès tactique et psychologique, celle sur Crécy-sur-Serre n'a rien apporté. Certes, Guderian dira dans ses mémoires que les chars français sont arrivés à portée de son PC, mais leur action n'a en rien entravé la marche vers l'ouest des Panzers. Toujours soutenus par la *Luftwaffe* et une nombreuse artillerie, les Allemands ont stoppé les chars français une fois laissés seuls en pointe pour prendre des villages !

Soldat de la Wehrmacht posant devant le char D2 « L'Alma » du 19e bataillon de chars de combats (BCC) détruits à l'entrée de Crécy-sur-Serre le 19 mai 1940

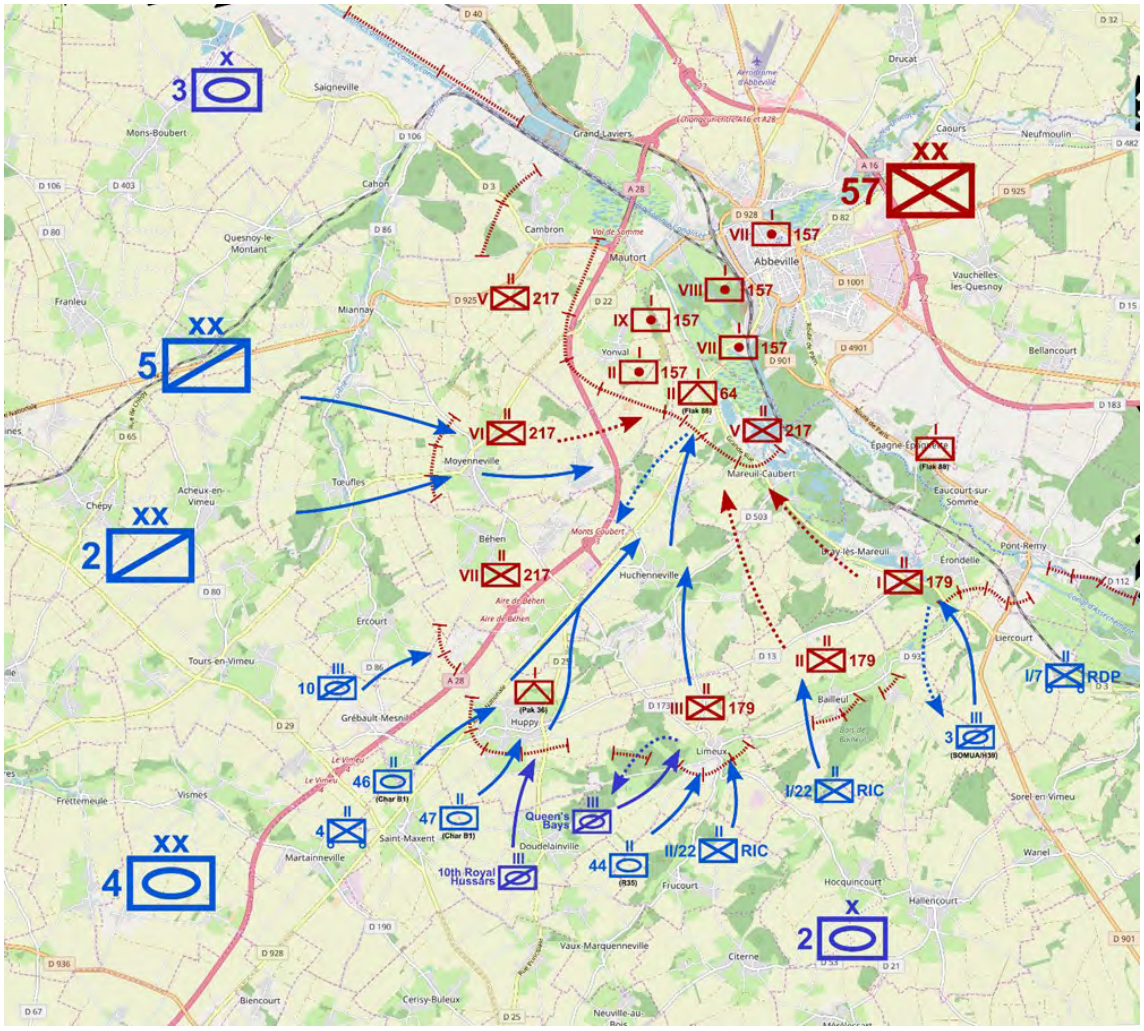
Mieux, les Allemands en large supériorité numérique ont pu sérieusement menacer les flancs de la 4e DCr. ce qui contraindra à la suspension des opérations et à un repli précipité des unités engagées pour éviter leur capture. Néanmoins, si le général

Georges valide le repli ordonné par de Gaulle, c'est parce que la mission opérationnelle de couverture demandée a été menée à bien et que le déploiement de la 6e Armée Touchon est terminé. Le colonel de Gaulle aura au moins eu le mérite d'accomplir une des rares actions offensives au cours de cette quinzaine catastrophique pour les Alliés.

Le choc d'Abbeville (28 - 30 mai)

Alors que les meilleures forces franco-britanniques sont encerclées dans la poche de Dunkerque et tentent d'évacuer par la mer, le 27 mai, le commandement français décide de lancer une nouvelle opération conjointe avec les Britanniques pour réduire la tête de pont allemande d'Abbeville, défendue par la seule *57. Infanterie-Division*, par une offensive blindée le 28 mai. Depuis le 25, de Gaulle, toujours à la tête de la 4e D.C.r, a été nommé général de brigade à titre temporaire. Sa division fait partie des unités retenues par le commandement du 3e groupe d'armée pour mener cette mission. Les moyens blindés de la division ont changé depuis l'attaque contre Crécy-sur-Serre avec l'entrée en lice du 47e B.C.C et ses chars B1 bis, du 44e B.C.C avec 45 chars Renault R-35 ainsi que le 3e Cuirassiers qui a récupéré ses chars Hotchkiss H-39. De plus, l'infanterie divisionnaire dispose enfin du 7e Régiment de Dragons Portés (R.D.P.).

De Gaulle peut également compter sur l'infanterie du 22e Régiment d'Infanterie Coloniale (R.I.C.) et l'artillerie de la 2e



D.L.C. Seule ombre au tableau, les moyens radios sont toujours limités ce qui ne va pas faciliter la coordination des différentes unités de la division au cours de cette nouvelle attaque mais aussi avec la 3e D.L.C qui doit elle aussi participer à cette opération.

Le 28 mai à 13h, de Gaulle rassemble ses subordonnés au Château de Mérélessart là où est installé son PC. Il explique son plan d'attaque et donne ses ordres. L'opération doit débuter à 17h ce qui laisse peu de temps pour transmettre les ordres et mettre en branle les unités engagées. L'opération commence donc avec un retard de 30 minutes. L'artillerie française avec ses pièces de 105mm déversent un déluge de feu et d'acier sur les positions allemandes au sud d'Abbeville.

Le village d'Huppy qui constitue le premier objectif est totalement dévasté et brûle. Les chars B1 bis progressent facilement malgré le terrain détrempé par les pluies de la veille. Comme à Montcornet et Crécy-sur-Serre, les antichars allemands ne peuvent arrêter les mastodontes français, mais malheureusement, faute de coordination, l'infanterie ne suit pas. Dans le secteur de Caumont, les Allemands se débandent et les chars français atteignent Mareuil-Caubert détruisant tout sur leur passage. Les Allemands, paniqués, s'enfuient. Leur front dans le secteur est crevé mais faute de communication rapide, le succès français n'est pas exploité. Le lendemain, l'attaque reprend mais les Allemands se sont réorganisés. Le début de l'assaut français manque de coordination entre l'artillerie et les troupes d'assaut. De Gaulle doit se porter au carrefour des Croisettes pour évaluer la situation par lui-même. En fin de matinée, le village de Villiers-sur-Mareuil finit par tomber entre les mains des coloniaux appuyés par les B1 bis. Mareuil-Caubert est aussi reconquis au prix de durs combats où s'illustrent les chars R35, mais les Allemands tiennent toujours les débouchés au nord du village. Au centre, la résistance allemande semble néanmoins faiblir et des unités se replient même sans ordre. A midi, de Gaulle décide alors d'en profiter pour porter l'estocade.

À 14h, la 4e D.C.r, soutenu à l'ouest par les Britanniques, s'élance à nouveau en direction du Mont de Caubert. Mais le temps d'organiser cet ultime bond en avant a laissé assez de temps aux Allemands pour se ressaisir. Partout, les attaques françaises sont stoppées. Pourtant, une nouvelle tentative est planifiée pour le lendemain même si les moyens blindés commencent à se réduire en raison des pertes importantes subies par la division depuis le début de l'opération.

Le 30 mai, de Gaulle décide de s'emparer du Mont de Caubert par une attaque en tenailles. Mais les Allemands ont déployé huit pièces de 88mm sur cette formidable position défensive qui contrôle les abords sud d'Abbeville. Le temps de coordonner leurs plans avec les Britanniques de la *51st Highland Division*, l'assaut ne peut démarrer qu'à 16h45 par un puissant barrage d'artillerie qui cible le Mont de Caubert. À 17h, pour la première fois depuis le 28, les bombardiers de la RAF sont en action pour pilonner eux aussi les défenses allemandes et parviennent même à détruire deux canons de 88. Mais ces succès sont insuffisants et les six pièces restantes vont repousser tous les assauts des blindés français qui tentent courageusement de s'approcher des positions allemandes.

Lorsque la nuit tombe, de Gaulle sait que sa division n'a plus les moyens de poursuivre le combat et, dès le 31 mai, il en informe sa hiérarchie pour qu'elle soit retirée du front. Le lendemain, de Gaulle est appelé à Paris où il voit Paul Reynaud puis Weygand, devenu généralissime depuis le limogeage de Gamelin. Selon le capitaine Nerot, Weygand aurait alors dit à de Gaulle : « *Je vous félicite. Vous avez sauvé l'honneur.* »

Huppy, 29 mai 1949, premier rassemblement des anciens de la 4e D.C.R. Devant son P.C. des 29 et 30 mai 1940 de Gaulle s'adresse à eux : « Je vous le dis ici, à Huppy : c'est de ces événements-là qu'est partie une autre histoire, qui fut la lente, longue, dure histoire de notre redressement militaire... »

Après le retrait de la 41e D.C.R. le 31 mai, une troisième division blindée sera lancée le 4 juin contre la tête de pont allemande, la 2e D.C.R. du colonel Perré. Cette photo a été prise du haut du mont de Caubert le 4 juin, qu'un char français a atteint avant d'être détruit. On distingue, derrière les fumées des explosions, le bois de Villers que tiennent les Français. (Photo E.C.P.A.)

trouve aucune notion précise et détaillée de tactique ou d'art opératif à l'inverse des ouvrages de certains autres penseurs comme Guderian, Fuller ou Isserson. Il est donc inutile de les placer dans ce débat. La pensée militaire du général de Gaulle a porté pleinement ses fruits à partir de son retour en mai 1958. L'analyse des batailles de la 4e D.C.r en mai 1940 est d'ordre tactique comme nous venons de le démontrer.

S.F.

Des moyens inadaptés

En fait, la bataille d'Abbeville a été une nouvelle démonstration des forces et des faiblesses de l'armée française et en particulier de ses divisions cuirassées. Si tactiquement, les chars français résistent à toutes les armes antichars allemandes et inspirent la terreur aux *Landser*, ils ne peuvent occuper seuls les villages. Les problèmes de coordination avec l'infanterie mais aussi avec l'artillerie demeurent tant les moyens de communication sont limités. De Gaulle a fait ce qu'il a pu avec les moyens dont il disposait et dans un temps très court pour planifier correctement une attaque aussi complexe qui engageait pourtant une coopération interalliée. Certains ont voulu voir dans cet échec le désaveu des idées préconisées par de Gaulle avant-guerre. Rien n'est plus faux. En effet, les concepts évoqués par de Gaulle dans ses ouvrages sont d'ordre stratégique et politique. On n'y

NOTE

1. Ferreira, Sylvain, *De Gaulle attaque à Montcornet !*, Batailles & Blindés n°78, Caraktère, 2017, pp.

BIBLIOGRAPHIE

JMO 4ème D.C.R, 46ème B.C.C, 2ème B.C.C, 345ème C.A.C.C, 24ème B.C.C

Souvenirs du lieutenant Kressman : http://www.chars-francais.net/2015/index.php/28-documentation/jmo-historiques/1688-1940-46e-bcc-kressmann

Militaria Hors-série n°4, « Guderian perce à Sedan »

Mémoires de Guerre, l'Appel 1940-1942, Charles de Gaulle, éd. Plon 1954

Histoire de Guerre, Blindés & Matériels n°83 et 84

Panzer IV vs Char B1 bis, France 1940, Steven J. Zaloga, Osprey 2011

SITES INTERNET

http://www.chars-francais.net

http://www.atf40.fr

www.unabcc.org/

« Il ne restera, de ceux qui ne combattent pas pour un rêve, que la trace des esclaves ou la vaine poussière des armées vaincues… »

André Malraux

En ce mois de juin 2020 nous commémorerons le quatre-vingtième anniversaire de l'appel du 18 juin prononcé par le général de Gaulle. Si elle est aussi anniversaire d'une défaite (la bataille de Waterloo) cette date du 18 juin, anniversaire d'un acte fondateur, marque incontestablement l'histoire de la Nation française. Elle constitue même sa propre histoire, suffisamment efficiente pour ne pas avoir besoin de rappeler le millésime, ne parle-t-on pas de l'« Appel du 18 Juin », de l'« Homme du 18 Juin » sans autre précision ?

En guerre contre l'Allemagne nazie depuis septembre 1939, l'armée française, dès le mois de mai 1940, ne parvient plus à faire face à l'offensive éclair des chars ennemis. La situation en France est critique. Des millions de civils fuient face à la débâcle militaire et l'avancée des troupes allemandes.

A 49 ans, Charles de Gaulle, tout juste nommé général de brigade à titre temporaire, entre le 5 juin dans le gouvernement présidé par Paul Reynaud, au poste de sous-secrétaire d'État à la Défense nationale et à la Guerre. Dès le 6 juin, De Gaulle explique à Paul Reynaud qu'il faut admettre que la bataille est perdue sur le sol français, mais que l'on doit continuer la guerre dans l'Empire[1].

Lorsque le 9 juin 1940, le général de Gaulle atterrit dans la capitale britannique, c'est la première fois qu'il met le pied sur le sol de l'Angleterre et la première fois qu'il rencontre Winston Churchill. Sur place, la première impression est celle du contraste entre un pays en déroute et le calme olympien de Londres. « C'était dimanche, écrit-il dans ses Mémoires, la capitale anglaise offrait l'aspect de la tranquillité, presque de l'indifférence. Les rues et les parcs remplis de promeneurs paisibles, les longues files à l'entrée des cinémas, les autos nombreuses, les dignes portiers au seuil des clubs et

Gouvernement de Paul Reynaud

des hôtels, appartenaient à un autre monde que celui qui était en guerre [2]»

Roland de Margerie

Chargé par le président du Conseil français de demander au gouvernement anglais un envoi massif en France de nouveaux moyens aériens et terrestres, il est accompagné de Roland de Margerie, chef du cabinet diplomatique de Reynaud, qui appartient comme lui au camp des « jusqu'au-boutistes », et de son aide-de-camp, le lieutenant Geoffroy de Courcel, un diplomate qu'il avait recruté afin de disposer d'un collaborateur de confiance « parlant l'anglais ».

Cependant, rien n'eût été possible, si dans la semaine du 10 au 17 juin précédant l'appel, un nouvel axe franco-britannique ne s'était substitué à l'axe Churchill-Reynaud[3]. Ce nouvel axe, qui allait durer, avec bien des vicissitudes et bien des tempêtes, pendant cinq années, c'était l'axe Churchill-de Gaulle, alors en train d'émerger au milieu de la débâcle et du désarroi.

Si Londres constitue sans doute la meilleure plate-forme pour organiser une phalange de volontaires français décidés à poursuivre le combat sous leur propre drapeau, l'analyse stratégique du Général, telle qu'elle sera exposée dans l'appel, rejoint celle de Churchill dans son discours du même jour aux Communes sur « la plus belle heure » : à savoir la vision d'une guerre planétaire et non d'une guerre purement européenne[4]. Car aux yeux de De Gaulle comme à ceux de Churchill, la guerre en cours est une guerre mondiale. Si la première bataille a été perdue, d'autres peuvent être gagnées, et à l'horizon luira le soleil de la victoire.

« La première chose à faire était de hisser les couleurs. La radio s'offrait pour cela. Dès l'après-midi du 17 juin, j'exposai mes intentions à M. Winston Churchill. Naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre, qu'aurais-je pu faire sans son concours ? Il me le donna tout de suite et mit, pour commencer, la BBC à ma disposition.
Nous convînmes que je l'utiliserais lorsque le gouvernement Pétain aurait demandé l'armistice. Or, dans la soirée même, on apprit qu'il l'avait fait[5]. »

Mais si Churchill autorise l'accès au micro

de la BBC, le *War Cabinet* soulève une objection : le général de Gaulle est *persona non grata* du gouvernement français. Or les Anglais estiment qu'il reste encore une possibilité que ce gouvernement agisse contre l'Allemagne.
Tandis que Churchill passe sa journée à préparer un discours qu'il doit prononcer devant les élus de la Chambre des communes, Edward Spears, ancien chef du MI6 en France qui deviendra le représentant du gouvernement britannique aux côtés de Charles de Gaulle, obtient l'accord du cabinet.
L'allocution du général de Gaulle n'est donc autorisée que tardivement et avec un texte modifié dans son entrée en matière.
À 18 heures, le 18 juin, le général de Gaulle entre dans le bâtiment de la BBC qui surplombe Oxford Circus. Sont présents dans le studio d'enregistrement Jean Marin, correspondant de l'agence Havas à Londres, future voix de la France Libre, de l'émission « Les Français parlent aux Français », et un collaborateur de la BBC, Gibson Parker. Ils installent le général devant un microphone, lui propose un essai de voix. De Gaulle dit alors « la France », le technicien répond : « parfait, nous sommes prêts ».
De Gaulle débute alors cet appel qui va, comme son orateur, entrer l'histoire :

Le général Charles de Gaulle avec le brigadier Edward Spears, à Londres, le 17 juin 1940

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.
Certes, nous avons été, nous sommes submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne de l'ennemi.
Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer.
Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.
Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.
Cette guerre n'est pas limitée au territoire de notre malheureux pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.
Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialisés des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.
Quoi qu'il arrive, la Flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.
Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres.»

« À mesure que s'envolaient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. À quarante-neuf ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries.[5] »
L'enregistrement du discours n'ayant pas été conservé par la **BBC**[6], il ne reste aujourd'hui que peu de traces de l'**appel du 18 juin**, hormis le **manuscrit** dont certains passages diffèrent de la version prononcée par le général de Gaulle et retranscrite dans la presse locale française.
Mais alors qui a entendu l'appel ? Si plusieurs hommes politiques comme Pierre Mendès France ou Maurice Schumann disent avoir entendu le général de Gaulle le 18 juin même, d'une manière générale, peu de Français ont entendu l'Appel du 18 Juin le jour même. En 1940, les émissions de la BBC sont encore peu écoutées en France, les nouvelles circulent par le bouche à oreille, la BBC fournit à la presse française une version du texte, reprise par les journaux comme Le petit Provençal qui publie le texte de l'appel, dès le 19 juin. « Je n'ai pas entendu l'appel du 18 juin et je ne crois pas en avoir eu connaissance avant la fin de 1941 mais dès le mois de juillet 1940 j'ai connu le défi relevé par le général de Gaulle. Je l'ai appris par les Allemands... ».

ÉDITION DE MARSEILLE
Le Petit Provençal
Les armées françaises continuent la lutte
CONTINUER LA RÉSISTANCE
Le communiqué officiel
Un appel du général de Gaule
Des députés réunis à Bordeaux font confiance au maréchal Pétain
La Grande-Bretagne combattra jusqu'au bout
Les bombardements de la R.A.F. en Erythrée
LE MESSAGE de M. Winston Churchill
HITLER et MUSSOLINI vont conférer à Munich

A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!
Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.
Luttons tous pour la sauver!

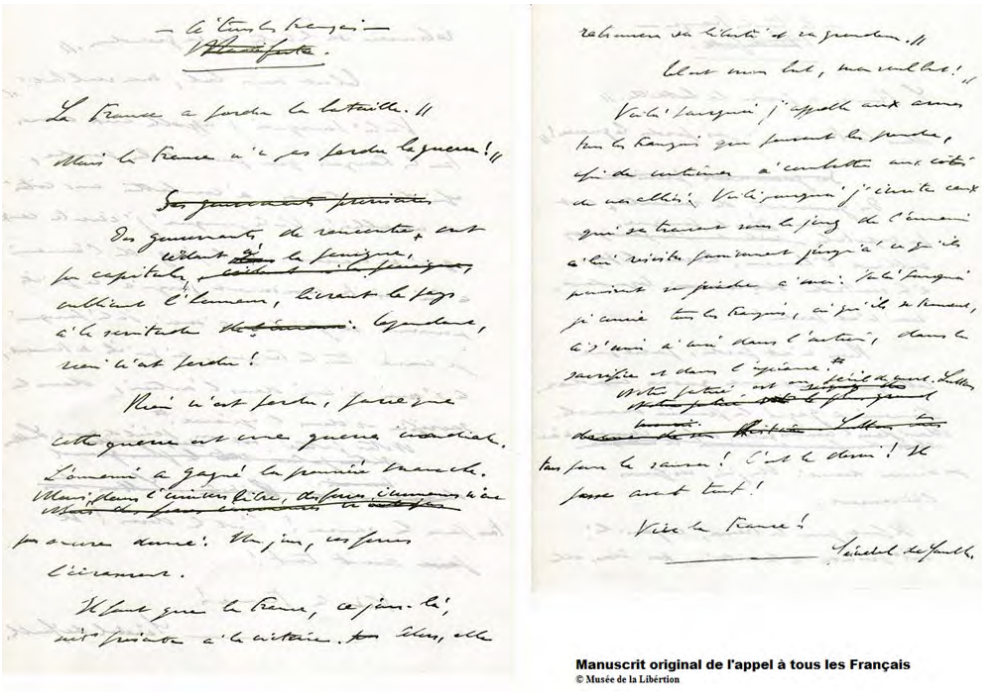
VIVE LA FRANCE !

GÉNÉRAL DE GAULLE

C'est en ces termes que Jean-Louis Crémieux-Brilhac s'exprime pour la revue Résistance, se faisant sans doute l'écho de nombreuses situations de 1940.
Le général de Gaulle réitère son appel à plusieurs reprises en juin 1940 et, jusqu'à la fin du mois de juillet, il s'exprime régulièrement à la radio de Londres.

Le 30 juillet, il fait réaliser une affiche qui synthétise sa position et s'adresse « A tous les Français »
Dès l'été 1940, des milliers de volontaires rejoignent l'Homme du 18 juin qui, avec le soutien des Britanniques, constitue une organisation de résistance extérieure, la France Libre.
Au sein des rangs des Forces Françaises Libres, ces premiers Français qui ont rejoint le Général de Gaulle vont, aux côtés des Alliés, poursuivre le combat contre le nazisme.

Un appel pourtant longtemps ignoré



Manuscrit original de l'appel à tous les Français
© Musée de la Libération

Si le 18 juin 1940 est devenu "le 18 JUIN", ce ne fut pas du jour au lendemain. Combien de Français, même parmi les résistants précoces, même parmi les plus fervents gaullistes de France, connaissaient, quatre ans plus tard, au jour de leur libération, la date et le texte de l'Appel ? Du moins ont-ils su très tôt que de Gaulle avait été le premier à exprimer le refus et à le faire savoir, grâce au miracle de la radio -et qu'il avait été

apparemment le seul, puisque la brutalité de la défaite avait tétanisé les masses et que le gouvernement du Maréchal avait contraint au silence les rares protestataires potentiels. Ainsi la prise de conscience de ce que représentait le geste du général de Gaulle a sans aucun doute existé largement et précocement parmi les Français, même chez ceux qui n'étaient pas gaullistes[7].

L'appel du 18 juin 1940 aura été la source de la "la souveraineté de la gloire". Par la volonté de son auteur et du fait de l'autorité grandissante qu'il acquiert, l'Appel aura été acte fondateur, et même doublement fondateur. Acte fondateur de la Résistance, tous les mouvements de résistance et tous les actes de la résistance autochtone découlant, dans la vision gaullienne, du 18 Juin. Acte fondateur aussi d'un régime, même si celui-ci naîtra seulement vingt ans plus tard : tel a été, en effet, le talent politique du général de Gaulle, telle aura été la force du mythe créé et incarné par lui[7].

L'Appel du 18 Juin marque ainsi le début de la France libre et, entre juin et juillet 1940, quelque 7.000 Français prennent le chemin de la Grande-Bretagne. Parmi eux, des centaines de futurs compagnons de la Libération, souvent âgés d'une vingtaine d'années, révoltés par le genou plié du « vainqueur de Verdun ».

Depuis, l'Appel du 18 Juin, célébré chaque année, est devenu en France le symbole du refus de la défaite et c'est à ce titre qu'il représente encore aujourd'hui un symbole fort pour tous ceux qui n'acceptent pas ce que la France est devenue par le renoncement des gouvernements successifs.

F.M.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Sur les journées cruciales des 26-28 mai à Londres, cf. F. Bédarida, Churchill, Fayard, 1999, pp. 295-196 ; sur l'entretien de Gaulle-Reynaud du 6 juin, cf. C. de Gaulle, Mémoires de guerre, t. 1, L'appel, pp. 43-44.

2. C. de Gaulle, Mémoires de guerre, t. 1, L'appel, p. 46.

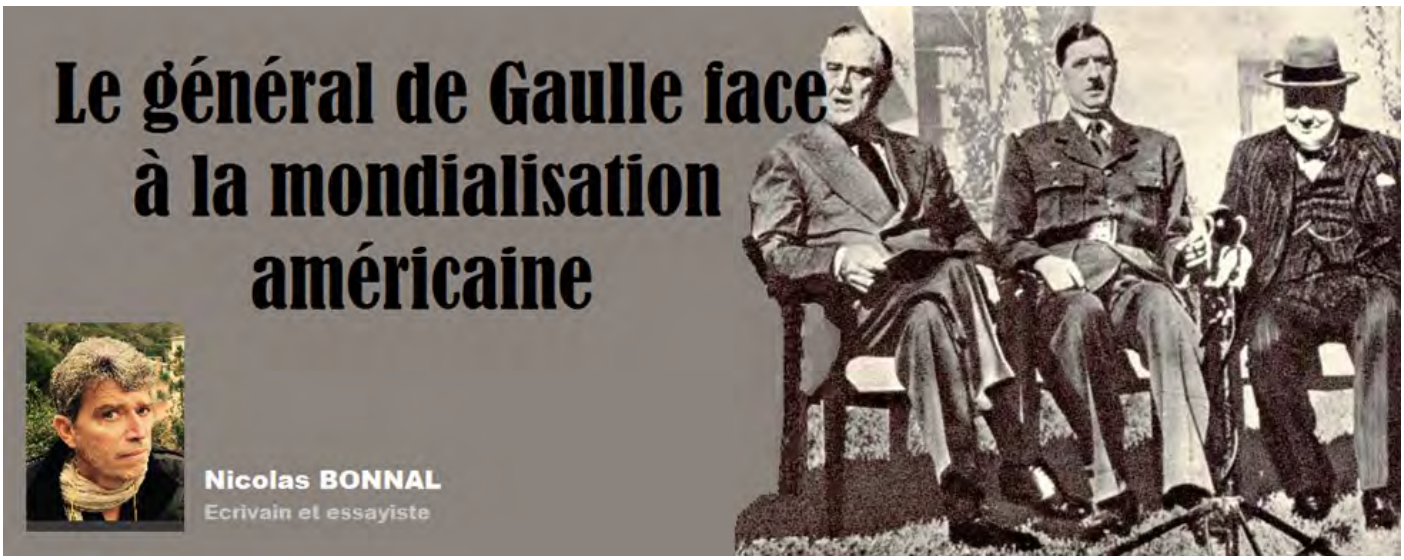
3. François Bédarida, « Sur la préhistoire du 18 juin », Espoir n°123, juin 2000

4. En témoigne le discours découvert et cité par Anne et Pierre Rouanet dans leur livre sur Charles de Gaulle - un discours prononcé le 21 mai à Savigny-sur-Ardres au lendemain de la bataille de Montcornet et radiodiffusé quelques jours plus tard. La parenté de l'inspiration avec le texte du 18 juin est frappante : « Nous avons déjà vaincu sur un point de la ligne [...]. Un jour nous vaincrons sur toute la ligne. » Certes, « l'ennemi a remporté sur nous un avantage initial », mais avec de meilleurs outils on peut prophétiser « nos succès de demain et notre victoire » (l'appel du 18 juin dit : « les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire ») Cf. Anne et Pierre Rouanet, L'inquiétude outre-mort du général de Gaulle, Grasset, 1985, pp. 101-102 et 355.

5. Charles de Gaulle – Mémoires de Guerre – Tome I : L'Appel, 1940-1942 – Plon (1954)

6. Aussi incroyable que cela paraisse, on n'a aucun enregistrement de l'appel prononcé par de Gaulle le 18 juin. Mais nous avons celui d'un autre discours, assez proche du premier, prononcé quatre jours plus tard, le 22 juin 1940, jour de l'armistice franco-allemand, où le général développe son argumentaire.

7. Jean-Louis CRÉMIEUX BRILHAC, « Du 18 Juin aux 18 juin », Espoir n°123, 2000



« Le général expose que le rétablissement d'une France forte constitue, sur le continent, avec une Russie puissante la meilleure garantie de sécurité. »
Mémoires de Guerres, 3, p. 364.

Nous assistons à une agonie difficile de l'ordre US… Malheureusement nos élites risquent de pratiquer la politique de la terre brûlée[1] pour se maintenir.
Dans ses Mémoires de guerre, le Général entrevoit et dénonce la mondialisation, le déclin de l'Europe, la fin des empires coloniaux, la liquidation du millénaire État-nation, liquidation à laquelle nos élites ou supposées telles ont depuis pris une si joyeuse part. C'est d'ailleurs pour cela que le Général de Gaulle ne cesse de vouloir se rapprocher de la Russie, fût-elle dirigée par le Maréchal Staline. Ce dernier apparaît sous sa plume comme un gentil ogre avec qui il faut apprendre à s'entendre.

Mais commençons par l'ange luciférien Roosevelt.
Car le Général explique régulièrement que la menace c'est Roosevelt. Roosevelt est très pédagogue. Le futur ordre mondial sera basé sur le dollar, le business, la fin des frontières et sur la base américaine. Roosevelt, porte-parole des élites hostiles, lui explique en souriant que la race blanche est dans une situation critique en Asie (aujourd'hui elle l'est en Europe comme en Amérique!).
L'ubris américaine est une donnée permanente. Roosevelt sait qu'il a gagné le monde grâce à cette inutile guerre européenne qu'il a inspirée sans la livrer. Voici ce qu'écrit le Général :

« Dès lors que l'Amérique faisait la guerre, Roosevelt entendait que la paix fût la paix américaine, qu'il lui appartînt à lui-même d'en dicter l'organisation, que les États balayés par l'épreuve fussent soumis à son jugement, qu'en particulier la France l'eût pour sauveur et pour arbitre. »

De Gaulle souligne ensuite l'instinct dominateur américain :

« Les États-Unis, admirant leurs propres ressources, sentant que leur dynamisme ne trouvait plus au-dedans d'eux-mêmes une assez large carrière, voulant aider ceux qui, dans l'univers, sont misérables ou asservis, cédaient à leur tour au penchant de l'intervention où s'enrobait l'instinct dominateur. »

Les USA contrôleront les anciennes colonies. Et cet instinct dominateur aboutira à la fin de notre indépendance :

« Cependant, devant l'énormité des ressources américaines et l'ambition qu'avait Roosevelt de faire la loi et de dire le droit dans le monde, je sentais que l'indépendance était bel et bien en cause. »

Quand il rencontre Roosevelt à Washington (ce dernier lui donnera sa photo dédicacée !), le Général lui fait quand même part de son inquiétude :

« En tenant l'Europe de l'Ouest pour secondaire, ne va-t-il pas affaiblir la cause qu'il entend servir : celle de la civilisation ?... Sa conception me paraît grandiose, autant qu'inquiétante pour l'Europe et pour la France (...) Passant d'un extrême à l'autre, c'est un système permanent d'intervention qu'il entend instituer de par la loi internationale. »

En évoquant le futur et permanent état de

guerre (pardon, interventionnisme) américain, le Général ne plait pas à tout le monde. Il rappelle que pour Roosevelt « Alger peut-être, n'était pas la France » (l'Afrique du Nord pour Washington n'est plus la France), et il nous explique pourquoi il est alors fascisé par la presse internationale aux ordres.

« La plupart avançaient que j'étais candidat à la dictature ; que mon entourage, noyauté de fascistes et de cagoulards, me poussait à instituer en France, lors de la libération, un pouvoir personnel absolu. »

Rien de nouveau sous le soleil décidément... Venons-en à la vision du Général de Gaulle de la Russie et du Maréchal Staline.

« J'ajoute que la position si favorable prise à notre égard depuis longtemps par le maréchal Staline et le Gouvernement de l'Union soviétique, dont le rôle dans la guerre est capital comme il le sera demain dans la paix, nous donne lieu d'espérer que la France et la Russie pourront, dès que possible, fixer entre elles les modalités de l'étroite collaboration dont dépendent, je le crois, la sécurité et l'équilibre futurs de l'Europe. »

Aujourd'hui le Général serait poursuivi pour

des phrases comme celle-là.
Il devine des tendances diplomatiques profondes :

> **« Assurément, tout porte le Kremlin à désirer qu'il renaisse une France capable de l'aider à contenir le monde germanique et de rester indépendante à l'égard des États-Unis. »**

Puis le Général espère même rassembler les États-Unis et la Russie :

> **« En effet, la France est à la fois puissance européenne et puissance mondiale. Comme puissance européenne, elle tient à être d'accord avec la Russie. Dans la mesure où elle est puissance mondiale, elle doit avoir de bonnes relations avec les États-Unis. Nous trouverions donc intolérable une situation d'hostilité entre ces deux pays. »**

Mais les Américains et leurs agents créeront dès la fin de 1945 la bonne guerre froide, en diabolisant l'ennemi soviétique et le « totalitarisme soviétique » !

De Gaulle évoque « l'appétit d'ogre » de Staline. Ce dernier lui rappelle alors que les petits pays comme la Hongrie et la Bulgarie ont joyeusement participé à l'atroce invasion nazie de son pays. De Gaulle rappelle que la Pologne a occupé deux fois Moscou et il souligne de toute manière la bonne volonté anglo-saxonne en la matière (la guerre froide, c'est pour après cette guerre, histoire de maintenir la présence anglo-saxonne en Europe).
Puis il lui fait la proposition suivante :

> **« Le fait que la Russie et la France s'étaient séparées avait influé sur le déchainement des ambitions germaniques, le désastre français puis l'invasion du territoire soviétique… J'esquissais la perspective d'une entente directe entre les gouvernements de Moscou et Paris pour fixer les bases d'un règlement… ».**

Et Staline lui propose de mettre à l'étude un pacte franco-russe pour se prémunir contre une nouvelle agression allemande.
Grace à de Gaulle, « le Maréchal estime que la France doit reprendre la place qu'elle mérite » dans le chœur des nations.

dominée. Pour la dominer aussi, on s'acharne à vouloir la faire entrer dans un machin supranational aux ordres de Washington. De Gaulle ne veut pas de ça. Alors, on n'est pas content, on le dit à longueur de journée, on met la France en quarantaine. [2]»

De Gaulle assiste ensuite à la messe à Saint-Louis des Français, voit des spectacles folkloriques et conclut joliment :

> **« Nous n'en marquions que mieux à l'égard de ce grand peuple, notre amicale admiration. »**

Et comme on parle tellement de quarantaine, on ajoutera une citation ultérieure. Vingt ans plus tard, de Gaulle déclare à Peyrefitte : « **Il n'y a que la France en Europe qui ne soit pas**

N.B.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Lire Lucien Cerise

2. Mémoires de Guerre, tome 2 et 3.

"Méthode" recommande

Pourquoi de Gaulle adorait la Russie: Suivi de Chroniques anti-globales

de Nicolas BONNAL

Toute sa vie, on redécouvre de Gaulle. Je l'ai redécouvert à Jaén, dans le parador sublime où il écrivit quelques pages de ses prestigieuses mémoires. L'édifice en retentit encore, le personnel en parle. Je l'ai redécouvert par hasard sur le web, sur un des sites qui le citent encore. Je l'ai redécouvert un soir à Paris en croisant son fils avec mon propre père ; nous avons discuté quelques instants, et c'était céleste. Le coucher de soleil, le Ranelagh, les jardins, le fils qui se rappelait et qui comme son père habite dans une autre dimension. Je me sentais tout près de Jean Parvulesco qui a sublimement évoqué le Général et sa brigade qui n'est pas de ce monde. Lorsqu'effaré par la tournure que prend notre hostilité commanditée envers la Russie, j'ai écrit pour Sputnik j'ai retrouvé, toujours par hasard, ses pages extatiques sur la Russie, celles de la Guerre et celle du discours de son voyage à Moscou. Elles étaient sublimes, et en quelques heures j'avais des dizaines de milliers de lecteurs ; car les Français attendent un réveil – au moins ceux qui veillent. Puisse ce livre divisé en deux parties (et non deux partis…) y contribuer. La première évoque le général et ses formidables incartades contre le machin européen et la domination anglo-saxonne ; la deuxième reprend mes chroniques de Dedefensa.org et de reseautinternational.net, prises et reprises sur des dizaines d'autres sites de la résistance locale et globale… Les gens dorment, et quand ils meurent, ils réveillent, aurait dit le prophète

Broché : 163 pages
Editeur : Independently published (9 décembre 2017)
Langue : Français
ISBN-10 : 1973503506
ISBN-13 : 978-1973503507
Dimensions du produit : 15,2 x 1 x 22,9 cm

Les dernières heures du général de Gaulle

Gérard BARDY
Journaliste et écrivain
Ancien président de l'Union de la Presse Francophone (UPF)

Un chêne abattu dans la forêt dépeuplée des grands hommes. Les bourrasques de l'automne venaient d'emporter le général de Gaulle quelques jours avant ses quatre-vingts ans. L'un des géants de son siècle renonçait aux honneurs officiels pour être porté en terre par les hommes de son village. C'était il y a cinquante ans…

La vérité d'un homme peut-elle se lire dans ses dernières heures, quand la vie s'écoule de façon presque banale sans laisser deviner que tout est joué, que déjà les dés roulent qui, sans bruit, l'entrainent vers l'abîme ?

Ce 9 novembre 1970, le général de Gaulle était chez lui, à La Boisserie, sa gentilhommière de Colombey-les-deux-Eglises, dans la Haute-Marne. Une maison austère à son image. Avec des murs épais pour mieux le protéger des bruits et rumeurs du monde dont il voulait désormais se tenir à l'écart. Un refuge pour les souvenirs d'une vie hors des séries. Et surtout, un ermitage propice à la réflexion sur l'action passée et sur ce qu'il en resterait demain dans une époque qui suscitait souvent chez lui incompréhension et inquiétudes.

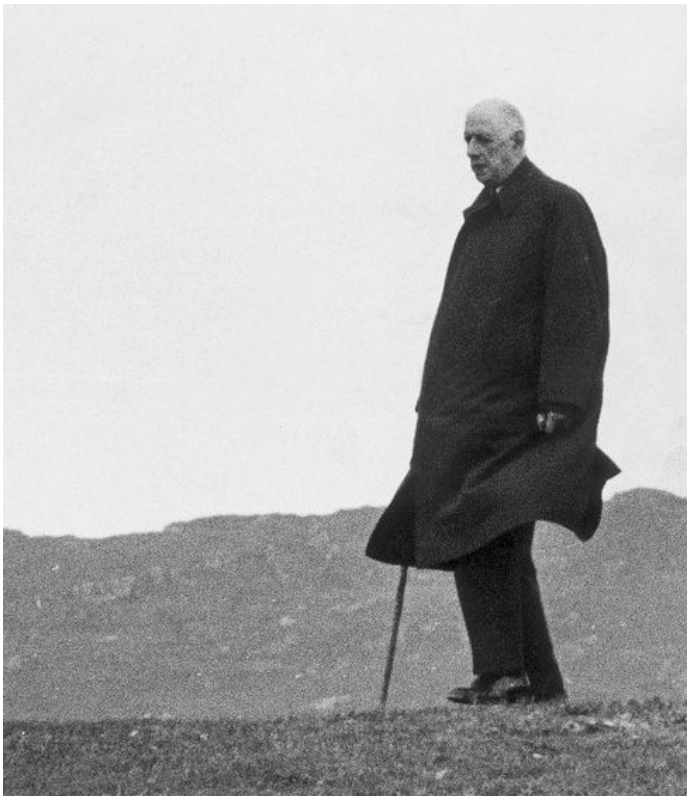
Comme chaque jour, il avait pris son petit-déjeuner avec Yvonne, son épouse, dans leur chambre du premier étage où la servante avait l'habitude de leur monter le plateau. Jamais avant huit heures. Puis, avant de passer dans la salle de bains, il s'était plongé dans la lecture de la presse du jour rapportée de la ville voisine par le chauffeur. En levant les épaules parfois, ou en bougonnant à la lecture de tel article dont l'orientation le surprenait.

Seul le quotidien catholique « La Croix » avait été supprimé de ses lectures en raison de ses positions trop progressistes à son goût. De Gaulle n'oubliait pas que le journal avait soutenu les nombreux prêtres-ouvriers – les « curés rouges » - qui avaient agité les usines pendant la crise de mai 1968. Lui, le catholique pratiquant, n'avait pu accepter que des prêtres de son Église puissent prêter main forte aux « gauchistes » qui cherchaient à le balayer !

Nul n'a rapporté si, ce dernier matin, le Général enfermé dans sa salle de bains avait ou non sifflé un morceau des « Rapsodies hongroises » comme cela lui arrivait souvent lorsqu'il était de bonne humeur,

selon le témoignage de sa famille.
Il était alors descendu au rez-de-chaussée, ses cent kilos faisant craquer les marches de l'escalier de bois sous lequel était accroché l'unique téléphone de la maison. Vêtu d'un costume gris sombre, chemise blanche et cravate noire, il avait salué la femme de chambre et la cuisinière avec sa simplicité habituelle, comme des membres de la famille qu'elles étaient devenues au fil des années. « Tante Yvonne » se tenait près de la cuisinière, occupée à établir les menus de la semaine.
Une journée vraiment ordinaire.
C'est alors que le Général avait pris son chapeau et sa canne pour aller faire le tour de son parc, à grandes enjambées, pour se dégourdir les jambes et respirer le bon air avant de gagner son bureau. Parcourir les allées de ce qu'il qualifiait modestement de « grand jardin » faisait partie de ses plaisirs quotidiens.

Il y sacrifiait généralement trois fois par jour, empruntant le même parcours dans le même sens, s'arrêtant aux mêmes endroits pour y contempler les lointains et les ondulations de la forêt des Dhuits jusqu'à la vallée de l'Aube.
« De ce parc, j'en ai fait des milliers de fois le tour » avait-il dit à son fils, heureux de cette proximité avec la nature où il guettait le cycle des saisons avec une grande attention après avoir lui-même passé commande de ses graines chez un pépiniériste parisien.
Un jour de janvier 1967 où, en manteaux et chapeaux noirs, ils étaient ensemble immobiles face aux lointains blanchis par le gel, n'avait-il pas dit à son fils, l'amiral Philippe de Gaulle :
« A propos, connais-tu l'histoire de Hindenburg * et de son fils ?
« Sentant sa mort prochaine, le vieux maréchal dit à son fils : « Tu me diras quand Asraël, qui est l'ange de la mort, entre dans la maison. »
« Un peu plus tard, Hindenburg s'alita. Alors son fils lui dit : « Père, il n'est pas dans la maison, il n'est pas à la porte, mais il est dans le jardin. » »
Et de Gaulle d'ajouter : « Un jour, je te poserai la même question. (1) »
Ce 9 novembre 1970, Asraêl était déjà dans le jardin mais de Gaulle ne le savait pas. Alors il avait repris sa marche par le sentier conduisant au verger avant de revenir vers la maison, le gravier crissant sous ses pas.
Quand il disposait de plus de temps et qu'il se retrouvait en famille, avec celle de Philippe de Gaulle ou celle de sa fille Elisabeth, mariée au général de Boissieu, rien ne le réjouissait plus que d'entreprendre une longue marche sous les hautes futaies des forêts alentours dont il connaissait le plan dans les moindres détails. Quelques semaines avant le jour fatal, on l'avait vu en bonne forme, d'excellente humeur, sauter un fossé pour aller cueillir lui-même les champignons dont il se régalerait le soir même !
Avec les siens qu'il invitait à observer la majesté des grands arbres, il évoquait leur pérennité à travers les siècles et leur durée de vie bien supérieure à celle des hommes. Ce sont eux, disait-il en substance, qui sculptent les paysages et leur pouvoir y est bien supérieur à celui de l'homme.
« La marche à pied me permet de rêvasser. Sinon, je suis sec » l'avait-on souvent entendu dire pour expliquer combien le contact avec la nature était pour lui une source d'inspiration essentielle avant de se plonger dans ses travaux d'écriture.
Bien sûr, avec l'âge, sa silhouette s'était sensiblement alourdie. Plus que jamais, il correspondait à la description faite de lui par la presse britannique en 1940 : « the French shouldered giant » (« le géant



français aux épaules en pente »). Mais l'homme n'avait rien perdu de sa prestance de chef et ses rares visiteurs restaient impressionnés, à la fois par sa stature et par son autorité naturelle. Tout chez lui renvoyait à ce qu'il avait écrit en 1934, dans « L'Armée de métier : « Planté droit sur ses jambes, le colosse en impose ; mais s'il chancelle, il n'est qu'attristant. »

A l'approche de ses quatre-vingts ans qu'il allait fêter le 22 novembre (« ce terrible anniversaire », avait-il dit), Charles de Gaulle avait gardé une bonne forme physique mais surtout toutes ses capacités intellectuelles. A ses enfants et petits-enfants comme à ses invités, à l'heure du café, il lui arrivait souvent de réciter de longs passages des textes classiques, parfois même en latin…

Ses proches s'amusaient aussi de son solide coup de fourchette. L'âge n'avait rien enlevé à son appétit ni à son goût pour les plats familiaux « un peu canaille », comme la blanquette de veau ou la choucroute garnie. Il fallait que les déjeuners fussent servis en quatre services, avec un honnête vin français qui ne soit ni un grand cru ni une quelconque piquette.

C'étaient donc des plats choisis par Yvonne pour plaire au Général que la cuisinière préparait à l'office quand de Gaulle était rentré de sa marche, traversant le salon et la

bibliothèque pour rejoindre son bureau installé dans la tour de La Boisserie.
Bien installé dans son fauteuil, avec les fenêtres dans le dos pour ménager ses yeux, de Gaulle passait là l'essentiel de ses jours au milieu de ses souvenirs et de ses livres les plus précieux. Sa seule obsession était de pouvoir achever la rédaction de ses « Mémoires d'Espoir » avant de mourir. A ses visiteurs comme dans ses courriers, il n'avait cessé de souhaiter que Dieu lui prête vie pour arriver au terme de sa grande œuvre. Il parlait même d'un délai de quatre ans. « Mais, disait-il, j'aurai quatre-vingt-quatre ans. C'est loin… »
Homme d'une grande culture classique, pétri d'histoire, il ambitionnait non pas d'écrire un énième livre de général à la retraite, « comme Pétain », mais de faire de ses Mémoires une véritable œuvre historique et littéraire. « Pas comme Churchill, disait-il encore, qui a rempli des volumes en tirant à la ligne et en faisant écrire l'essentiel par d'autres ».
Après la publication de ses « Mémoires de guerre », au lendemain de son départ du pouvoir en janvier 1946 « pour échapper au régime des partis », il avait longuement reçu, à Colombey-les-deux-Eglises, la visite de Georges Duhamel, le Secrétaire perpétuel de l'Académie française, venu lui demander de rejoindre sous la Coupole les bans des « immortels ». De Gaulle, flatté que la qualité de ses œuvres ait été remarquée, avait été tenté d'accepter jusqu'au moment où Yvonne lui avait dit, dans un large sourire : « Mais voyons, Charles ! Vous vous voyez avec un bicorne sur la tête ! » L'affaire avait été aussitôt classée sans autre commentaire…
Dans ses « Mémoires d'Espoir », prévu en trois tomes et dont le premier volume était sorti quelques semaines plus tôt, aussitôt vendu à 750.000 exemplaires, le Général avait tenu à expliquer sa politique de redressement pendant ses années de présidence, entre 1958 et 1969. Le référendum perdu d'avril 1969, qui l'avait conduit à démissionner, lui avait laissé un goût amer. Il ne comprenait pas pourquoi les Français, après l'avoir massivement maintenu au pouvoir à l'issue de la crise de

mai 1968, lui avaient subitement montré la porte de sortie un an plus tard. Lui qui avait tant sacrifié à la France !
Alors, il était devenu très important d'expliquer ses décisions, d'en démontrer la pertinence, de les situer dans le contexte historique de l'ouverture au monde qui justifiait que la France se réformât avec ardeur pour y trouver sa place…
Il avait l'habitude de travailler entouré de ses livres préférés : les Mémoires de Poincaré, de Foch et de Churchill, mais aussi des œuvres complètes et dédicacées de François Mauriac et d'André Malraux. Et de quelques autres. Dans le but de nourrir ses

écrits, il gardait aussi, à portée de main, la transcription intégrale de tous ses échanges avec les grands de ce monde rencontrés pendant la guerre ou pendant ses années au pouvoir.
Dans les armoires vitrées étaient rangées quelques précieux souvenirs ; cadeaux des chefs d'État qu'il avait bien connus, comme un petit éléphant en or offert par l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny ou encore des objets lui rappelant la glorieuse période de la France-Libre.
Déjà le Général prévoyait le contenu du troisième et dernier volume qu'il voulait conclure en se mettant lui-même en scène face aux grands hommes de l'histoire de France. Il voulait absolument se confronter à Clovis, Charlemagne, Richelieu, Louis XIV, Colbert, Napoléon et Clémenceau, et comparer son action à celle de ces géants de notre roman national. Cet exercice lui tenait tellement à cœur qu'il en avait parlé plusieurs fois à ses enfants et à ses plus proches collaborateurs.
Au fidèle André Malraux aussi, il en avait fait la confidence, certain de provoquer de sa part une réaction qui l'éclairerait sur la façon d'aborder cette grande et ambitieuse fresque dont il serait l'un des héros.
André Malraux aura été son dernier visiteur

de marque, le dernier du carré des intimes à franchir la porte de La Boisserie pour un échange situé d'emblée sur les hauteurs de l'esprit. Rien pourtant, à priori, ne pouvait prévoir leur rapprochement au moment de leur première rencontre à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'alchimie de leur complicité allait rester un mystère.

L'écrivain talentueux et fantasque engagé dans la guerre d'Espagne puis dans les maquis français, le compagnon de route du Parti communiste était pourtant devenu, et pour toujours, le protégé d'un de Gaulle austère et rigoureux, dont le conservatisme était à l'opposé de la vie débridée de Malraux.

« Il se peut que l'un des plus hauts pouvoirs de l'art soit de donner conscience à des hommes de la grandeur qu'ils ignorent en eux ». Alain Peyrefitte, l'un des plus proches ministres du Général, affirmait que cette définition de la culture, écrite par Malraux en 1934, avait beaucoup joué dans l'intérêt porté par de Gaulle à l'écrivain.

Leur dernier face-à-face avait eu lieu le 11 décembre précédent, dans une atmosphère crépusculaire. L'historique ministre de la Culture (celui qui avait inauguré la fonction créée par de Gaulle) et le vieil ermite de Colombey s'étaient laisser aller à échanger sur le sens de la vie et de la mort, leur grand mystère partagé.

L'effort, l'abnégation, la marche de l'histoire, le courage des hommes, la fragilité des héritages, le caractère mortel de toute civilisation… leur conversation s'était déroulée dans le foisonnement brouillon et la complicité intellectuelle de deux hommes libres de tout préjugé. « Il est étrange de vivre consciemment la fin d'une civilisation, avait dit de Gaulle. Ce n'est pas arrivé depuis la fin de Rome ». Puis, questionné sur le sens de la vie par son visiteur agnostique, il avait lâché : « Pourquoi faut-il que la vie ait un sens ? »

Les deux hommes s'étaient quittés sur le pas de la porte, sans savoir qu'ils ne se

reverraient plus.
« Seul à Colombey entre le souvenir et la mort, comme les grands maîtres des chevaliers de Palestine devant leur cercueil, il est encore le grand maître de l'Ordre de la France. Parce qu'il l'a assumée ? Parce qu'il a, pendant tant d'années, dressé à bout de bras son cadavre en faisant croire au monde qu'elle était vivante ? (...) Maintenant, le dernier grand homme qu'ait hanté la France est seul avec elle : agonie, transfiguration ou chimère. » écrira Malraux, à propos de cette ultime rencontre racontée dans son beau livre « Les chênes qu'on abat... » (Gallimard, 1971)
Peu avant dix-sept heures, abandonnant son travail, le Général avait rejoint Yvonne pour prendre le thé comme ils le faisaient de façon rituelle depuis leur période londonienne. Exceptionnellement, le service n'avait pas été fait dans la bibliothèque mais à l'étage, dans la chambre conjugale où l'ex-Première dame terminait de sécher ses cheveux sous un casque chauffant.
Puis il avait rejoint son bureau pour envoyer quelques courriers personnels à des parents et amis qui s'étaient manifestés pour lui souhaiter sa fête, le 4 novembre.
Charles de Gaulle venait de prendre place dans le salon, derrière la table où il aimait faire une réussite en attendant les informations régionales télévisées quand, peu avant dix-neuf heures, soudainement, il avait poussé un cri de douleur et murmuré : « Oh ! j'ai mal, là, dans le dos... ». Puis Yvonne l'avait vu porter la main sur la partie droite de son dos avant de s'affaisser doucement, la tête en avant, laissant tomber ses lunettes à terre.
Il venait de perdre connaissance et ne devait plus reprendre conscience.
À la demande de Madame de Gaulle qui avait su garder son sang-froid, Charlotte, l'une des deux servantes, avait appelé aussitôt le docteur Guy Lacheny dont le cabinet se trouvait à Bar-sur-Aube, à quelque quinze kilomètres. Dans le même temps, l'autre employée de maison, Honorine, s'était chargée d'alerter le chauffeur Francis Marroux qui logeait dans une maisonnette, en face du portail de La Boisserie, pour lui demander d'aller chercher de toute urgence le curé du village, l'abbé Jaugey, proche des de Gaulle.
Arrivés en même temps, les deux hommes s'étaient succédés auprès du Général dont le corps avait été allongé sur le matelas d'un divan posé à même le sol de la bibliothèque. Le médecin d'abord qui, dira-t-il, entendait « des gémissements qui étaient des râles » et compris tout de suite que « tout était fini ». Comme le cœur du Général battait encore, il lui avait fait une piqûre de morphine pour lui épargner toute souffrance.
Puis Honorine était allée chercher le prêtre qui attendait dans l'entrée. Agenouillé tout comme le médecin, l'abbé Jaugey avait donné le sacrement des malades alors que la mort expirait peu à peu. Il était dix-neuf heures vingt-cinq. Le cœur de Charles de Gaulle avait cessé de battre.
Prévenue d'un signe de tête par le médecin, Madame de Gaulle n'avait rien laisser paraître de sa douleur. « Il a tant souffert depuis deux ans ! », murmura-t-elle

simplement, faisant allusion au grand chagrin muet de son mari après le référendum perdu d'avril 1969.
La mort qui venait de le cueillir n'était pourtant pas étrangère aux pensées du Général ; cette mort qui le hantait depuis plusieurs années, non pour son propre destin qu'il appréhendait avec la sérénité d'un croyant mais pour le temps dont elle le priverait pour achever sa grande œuvre d'écriture.
Dès ses jeunes années, dans sa vie de soldat, et notamment pendant la guerre de 1914-1918 qui avait été son baptême du feu, il avait appris à faire de la mort une compagne. Il avait dix-huit ans lorsqu'elle lui avait inspiré un beau poème dans lequel il confessait :

« Quand je devrai mourir (…)
J'aimerais que ce soit le soir. Le jour mourant
donne à celui qui part un adieu moins pesant
Et lui fait un linceul de voiles ;
(…)
J'aimerais que ce soit, pour mourir sans regret,
Un soir où je verrais la Gloire, à mon chevet
Me montrer la patrie en fête,
Un soir où je pourrais écraser sous l'effort,
Sentir passer avec le frisson de la Mort,
Son baiser brûlant sur ma tête. »

Il n'avait pas attendu la mort pour rencontrer une gloire qui l'accompagnerait bien au-delà de la tombe. Si de Gaulle était devenu de Gaulle le 18 juin 1940, il lui avait fallu attendre le défilé triomphal de la victoire, le 26 août 1944 sur les Champs-Élysées à Paris, pour que cette gloire rêvée si jeune aille à sa rencontre et lui offre dans Paris libéré l'enivrant spectacle de « la patrie en fête ».
On sait qu'il évoquait souvent sa fin de vie, depuis de nombreuses années, s'en remettant à la volonté de Dieu ; de Dieu et de cette providence qui lui avait fait échapper à la mort d'abord pendant la guerre puis lors des tentatives d'attentat lorsqu'il était revenu au pouvoir, en 1958,

pour régler cette douloureuse guerre d'Algérie qui avait cristallisé tant de haine sur sa personne.
Une semaine avant son grand départ, en accompagnant le couple de Boissieu sur la tombe de sa fille Anne, cette enfant née trisomique et morte en 1948 à l'âge de vingt ans, il avait tranquillement évoqué sa propre mort en souhaitant que la porte du cimetière de Colombey-les-deux-Eglises soit élargie car, le jour venu, il y aurait, avait-il dit sur un ton détaché, « peut-être des visiteurs en nombre ».

Depuis le référendum perdu dix-huit mois plus tôt, il savait que plus rien n'était à attendre que le jour de l'échéance ultime. Comme en témoignent ses écrits et ses confidences faites aux proches, cette idée de la mort était indissociable de sa solitude.
« Dans le tumulte des hommes et des évènements, la solitude était ma tentation. Maintenant, elle est mon amie. De quelle autre se contenter quand on a rencontré l'Histoire » avait-il écrit dans ses « Mémoires de guerre ». Déjà.
Allongée dans son uniforme kaki de général deux étoiles seulement orné de la Croix de Lorraine, la dépouille du Général avait aussitôt été installée au centre du salon. Yvonne s'était empressée de glisser entre ses mains un chapelet de nacre claire offert par le pape lors de leur dernier voyage officiel au Vatican, en mai 1967. Un drapeau tricolore recouvrait le défunt jusqu'au niveau des poches de la vareuse. Un cierge, un crucifix et une soucoupe avec un rameau de buis trempé dans de l'eau bénie étaient disposés sur un guéridon. Aux pieds du corps, le chauffeur Marroux avait installé le grand livre à couverture d'argent de l'Ordre de la Libération, où étaient inscrits les noms de tous les Compagnons de la Libération : individus, unités militaires et hauts lieux de la Résistance. Cette couverture avait fière allure, avec sa croix de Lorraine ornée d'un glaive noir sur un fond d'émail vert. Le noir de la mort et le vert de l'espérance.
C'est alors que sont arrivés les visiteurs : la famille d'abord, puis le président Pompidou accompagné de son Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, puis quelques frères d'armes et anciens collaborateurs. Des visites en nombre restreint, à la demande d'Yvonne de Gaulle qui avait voulu que le cercueil soit fermé dès le lendemain de la mort pour éviter les curiosités malsaines, et aussi les photos volées.

« Il est très impressionnant. Il nous fait penser à une statue. Celle de quelque roi momifié » dira Madame Solange Galichon, épouse de l'ancien directeur de cabinet du

Général à l'Élysée, arrivée avant la fermeture du cercueil.
Dès le 16 janvier 1962, après avoir assisté la veille aux obsèques de son compagnon le maréchal de Lattre de Tassigny, de Gaulle avait rédigé son testament, refusant par avance tous les honneurs que la France pourrait vouloir lui témoigner. L'exemplaire numéro un était destiné à Georges Pompidou, les deux autres aux enfants.
« Je veux que mes obsèques aient lieu à Colombey-les-deux-Eglises. Si je meurs ailleurs, il faudra transporter mon corps chez moi, sans la moindre cérémonie publique.
« Ma tombe sera celle où repose déjà ma fille Anne et où, un jour, reposera ma femme. Inscription : Charles de Gaulle (1890-...). Rien d'autre.

« La cérémonie sera réglée par mon fils, ma fille, mon gendre, ma belle-fille, aidés par mon cabinet, de sorte qu'elle soit extrêmement simple. Je ne veux pas d'obsèques nationales. Ni présidents, ni ministres, ni bureaux d'assemblées, ni corps constitués.
Seules, les armées françaises pourront participer officiellement en tant que telles, mais leur participation devra être de dimensions très modestes, sans musique, ni fanfare, ni sonnerie.

« Aucun discours ne devra être prononcé, ni à l'église, ni ailleurs.

Pas d'oraison funèbre au Parlement. Aucun emplacement réservé pendant la cérémonie, sinon à ma famille, à mes Compagnons membres de l'ordre de la Libération, au conseil municipal de Colombey.
« Les hommes et les femmes de France et d'autres pays pourront, s'ils le désirent, faire à ma mémoire l'honneur d'accompagner mon corps jusqu'à sa dernière demeure. Mais c'est dans le silence que je souhaite qu'il y soit conduit.
« Je déclare refuser d'avance toute distinction, promotion, dignité, citation, décoration, qu'elle soit française ou étrangère. Si l'une quelconque m'était décernée, ce serait en violation de mes dernières volontés.

« C. de Gaulle. »

Il ne voulait pas être élevé, à sa mort, à la dignité de maréchal de France, comme cela avait été le cas pour son camarade de Lattre de Tassigny. Et encore moins recevoir l'hommage officiel d'une classe politique pour laquelle son mépris n'avait jamais faibli.
On avait aussitôt fait appel au menuisier du village pour fabriquer un simple cercueil de chêne clair orné d'un crucifix. L'artisan avait bien fait remarquer à Madame de Gaulle qu'il s'agissait d'un cercueil très ordinaire et qu'il fallait « sans doute mieux » pour le Général, mais sans être entendu. Bois précieux et capitons luxueux étaient considérés comme superflus.
Porté par un engin blindé dont on avait retiré la tourelle - ceci pour rendre hommage à celui qui, avant la Seconde Guerre mondiale, s'était battu en vain pour imposer une armée mécanisée - le cercueil du plus illustre des Français de son siècle, recouvert d'un immense drapeau tricolore, après avoir franchi le portail de La Boisserie, s'était approché très lentement de l'église du village pour une cérémonie religieuse ordinaire ; celle réservée à tous les paroissiens.
« Pour mon père, la liturgie romaine était suffisamment belle pour enterrer un chrétien pour lequel la mort est un

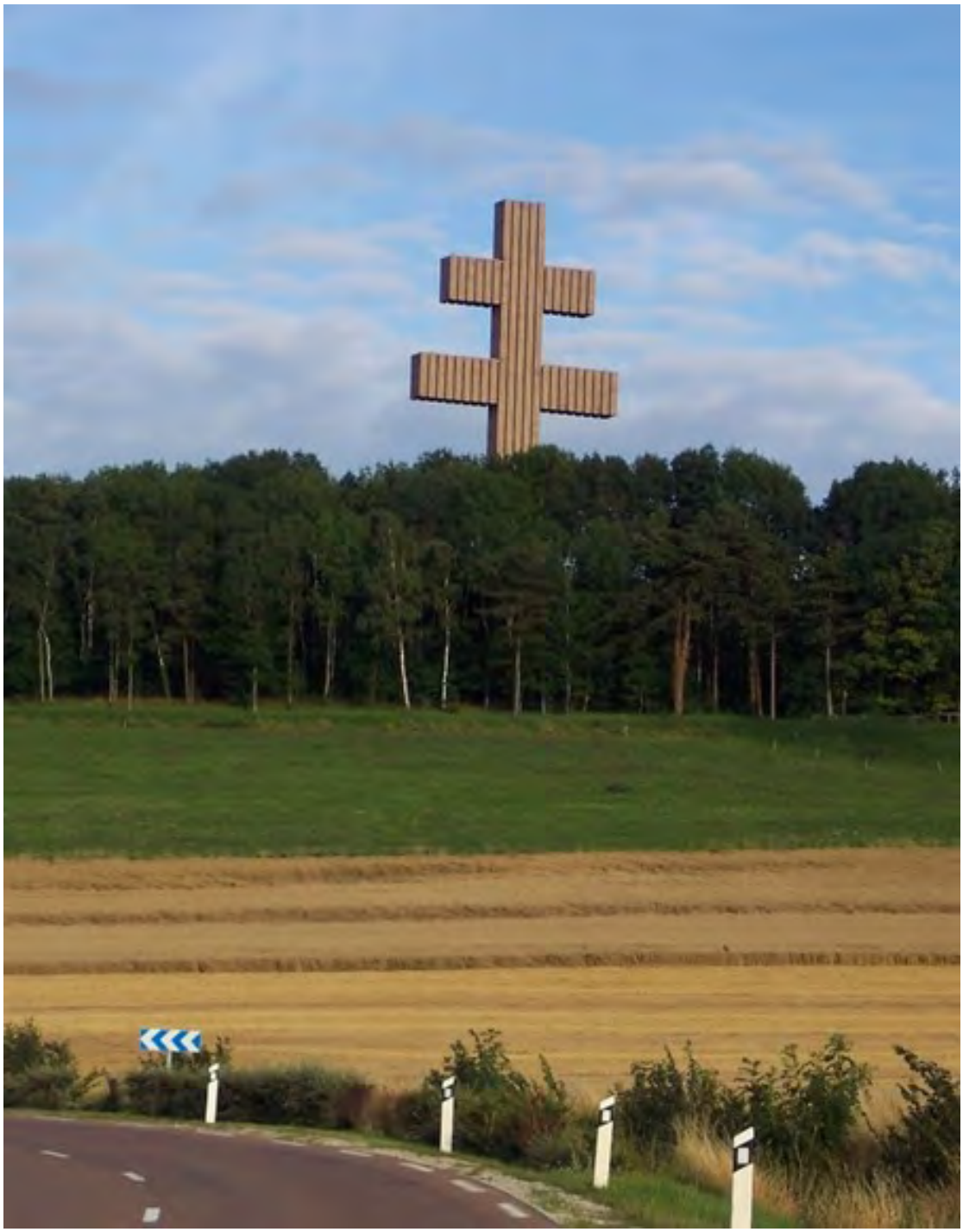
triomphe » dirait plus tard l'amiral de Gaulle.
Plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes de tous âges étaient accourus, parfois de très loin, souvent à travers champs, débordant le service de sécurité. Beaucoup d'hommes portaient leurs décorations. Des femmes en prière d'étaient mises à genoux dans les rues au passage du convoi. Un silence avait paralysé cette immense foule qui avait littéralement noyé Colombey-les-deux Églises, devenu le cœur de la France en deuil.
Avec quatre saint-cyriens autour du cercueil et des détachements légers des quatre armes, l'hommage des armées était conforme aux volontés du défunt.

Aucun officiel. Aucune musique. Seul le glas qui, dans cet après-midi d'automne venteux, sonnait à l'unisson de tous les clochers de France. Et six jeunes hommes du village pour porter la dépouille du Général de Gaulle jusqu'à la tombe de pierre blanche, surmontée d'une croix, où l'attendait sa chère fille Anne.
Du dépouillement extrême avait émané ce jour-là beaucoup de grandeur et de dignité.

Ce même jeudi 12 novembre, le matin, s'était déroulée en la cathédrale Notre-Dame de Paris un hommage solennel de la nation auquel s'étaient joints plus de quatre -vingts dirigeants venus du monde entier. La reconnaissance des puissants avant le pèlerinage du peuple de France à Colombey-les-deux-Eglises.
Il y avait côte-à-côte l'américain Richard Nixon et le soviétique Nikolaï Podgorny, l'israélien David Ben Gourion et l'éthiopien Haïlé Sélassié 1er... symboles de la place de la France, restaurée par de Gaulle, dans le concert des nations ; voix originale et écoutée entre les deux blocs qui se faisaient face.Le continent africain était particulièrement représenté par une vingtaine de chefs d'Etat très émus, le plus souvent nés de la volonté du Général de permettre à leurs pays d'accéder à l'indépendance.

C'est en groupe que tous, le lendemain, avaient pris le chemin de Colombey-les-deux-Eglises pour s'incliner sur la tombe de celui qu'ils vénéraient comme un sage et que le pittoresque Centre-africain Jean-Bedel Bokassa appelait « papa ».

En mémoire de la place tenue par l'Afrique dans le cœur du Général, la famille avait même exceptionnellement ouvert les portes de La Boisserie, jusqu'à permettre quelques minutes de recueillement dans le bureau du disparu.
Puis, dès le lendemain des obsèques, pour que ne puisse naitre un quelconque culte de la personnalité qu'il n'aurait pas voulu, Yvonne de Gaulle avait brûlé tous les effets et objets personnels de son défunt mari, au point que la fumée noire s'échappant de la cheminée de la maison avait alerté les villageois ! Il avait fallu beaucoup d'efforts à Phillipe de Gaulle et à Alain de Boissieu pour sauver un costume et deux képis qui devaient ensuite être confiés au musée de



l'ordre de la Libération.
Cinquante ans après, une immense croix de Lorraine de granit rose domine la colline de Colombey-les-deux-Eglises. Des nostalgiques de tous âges viennent chaque année par milliers visiter le Mémorial construit à ses pieds. Et poursuivent par La Boisserie où rien n'a été changé dans les pièces du rez-de-chaussée transformées en musée.
Le général de Gaulle, informé peu avant sa mort du projet d'érection de cette croix, ne s'y était pas opposé mais sans y voir une grande nécessité.
« Personne n'y viendra, sauf quelques lapins pour y faire de la résistance… » avait-il dit à André Malraux.
Il était ainsi de Gaulle, alternant humour et pessimisme, utilisant le premier pour dissimuler le second. Mais il marchait sur ses deux jambes : son patriotisme et sa foi chrétienne. Et c'est bien cette dernière qui, jusqu'au bout, avait fait vivre en lui l'espérance, ainsi que le montre ce qu'il avait écrit dans ses « Mémoires de guerre » :

« Le destin est-il donc scellé ? Est-ce, pour toujours, la victoire de la mort ? Non ! Déjà, sous mon sol inerte, un sourd travail s'accomplit. Immobile au fond des ténèbres, je pressens le merveilleux retour de la lumière et de la vie. »

G.B.

NOTE

1, In « De Gaulle, mon père », entretiens de Philippe de Gaulle avec Michel Tauriac, tome 2. Plon, 2004

Charles le Catholique

de GÉRARD BARDY

Aucun président de la République française n'a autant été guidé que le Général de Gaulle par les enseignements de l'Évangile.

Issu d'une famille profondément chrétienne, élevé dans le strict respect des valeurs catholiques, Charles de Gaulle a intimement associé son patriotisme et sa foi toute sa vie. Son éducation et ses engagements au service de l'Église marquèrent ses années de jeunesse avant d'imprimer chez l'officier une doctrine de comportement attachée essentiellement à la dignité de l'homme. De la France libre qu'il vécut comme une croisade à la présidence de la République, où il conduisit une politique directement inspirée de la doctrine sociale du Vatican, de Gaulle respecta les principes de laïcité sans jamais cesser de redonner à la France sa place de fille aînée de l'Église.

Ce document raconte de façon vivante et souvent inédite les événements – petits et grands – qui, tous, s'expliquent par la foi chrétienne du Général. Pour la première fois, la vie de l'homme, du soldat et du chef d'État se trouve éclairée par sa relation à Dieu : sa vie familiale, et notamment sa relation bouleversante avec sa fille Anne, née trisomique, la place laissée à Yvonne, son épouse, les hommes de Londres et les religieux qui l'entourent, ceux de la " traversée du désert " et la présidence de la République, le pardon de la réconciliation franco-allemande, ses rapports étroits avec le Vatican, son regard sur le monde... Un portrait étonnant de " Charles le Catholique ", le dernier " roi chrétien ".

Broché : 396 pages
Editeur : Plon (3 novembre 2011)
Collection : Hors collection
Langue : Français
ISBN-10 : 2259212573
ISBN-13 : 978-2259212571

De Gaulle parle aux gilets jaunes... et à Macron

de Gérard Bardy

Il y a cinquante ans, le 28 avril 1969, le général de Gaulle choisissait de quitter le pouvoir après avoir affronté les événements de mai 1968. Aujourd'hui, la France entière, son président, son gouvernement, ses élites sont confrontés à une crise du dialogue sans précédent. Écoutons les mots que de Gaulle, visionnaire attentif et exigeant, consacrait déjà aux enjeux et questions qui animent notre "grand débat national". Il s'adresse aux Gilets jaunes, au président Macron et à chaque citoyen concerné.

Broché : 125 pages
Editeur : Editions Télémaque (23 mai 2019)
Collection : GRANDS DOCUMENT
Langue : Français
ISBN-10 : 2753303614
ISBN-13 : 978-2753303614
Dimensions du produit : 12,1 x 1,0 x 20,1 cm

Les moines-soldats du Général

de Gérard BARDY

L'histoire bouleversante et héroïque – jamais racontée – des quinze religieux qui sauvèrent l'honneur de l'Église pendant la Seconde Guerre mondiale et qui figurent au panthéon des Compagnons de la Libération.

Engagés dernière le général de Gaulle dans l'aventure de la France Libre ou de la Résistance, ces quinze religieux – missionnaires, prêtres ou évêque – ont participé aux combats, secouru des soldats sous les balles ennemies, porté la parole des Évangiles face à la barbarie nazie, organisé des réseaux clandestins, soustrait des Juifs de la déportation... Parfois jusqu'au sacrifice de leur vie. Leur foi en Dieu n'avait d'égal que leur amour de la patrie.
Certains sont connus, comme Thierry d'Argenlieu, amiral de la Flotte de la France Libre, ou Mgr Jules Saliège, archevêque de Toulouse. D'autres sont restés dans l'ombre : en tant qu'aumônier de l'armée d'Orient à Bir Hakeim, ou auprès de Leclerc dans la 2e DB ou encore dans le Commando Kieffer.
En attribuant à ces " moines-soldats " la plus prestigieuse des distinctions – la croix de Compagnon de la Libération –, le général de Gaulle a gravé à jamais dans le marbre de l'histoire les noms de ces hommes de Dieu prêts à mourir pour la France.
A partir d'archives pour la plupart jamais ouvertes, la vie de ces religieux patriotes nous est racontée de façon captivante dans un livre qui plonge le lecteur dans les grandes heures de la Seconde Guerre mondiale.

Nombre de pages : 267 pages
Langue : Français
Editeur : Plon (8 novembre 2012)
ASIN : B00A9PA1A0

Les femmes du Général

de Gérard BARDY

Il n'a jamais été raconté tout ce que le général de Gaulle a apporté à la cause des femmes. Et pourtant, aucun président de la Ve République n'a autant fait pour elles. Gérard Bardy met en avant les avancées dues au Général et dresse le portrait des femmes qui ont compté dans la vie du grand homme.

Ce document est inédit. Jamais il n'avait été raconté tout ce que le général de Gaulle a apporté à la cause des femmes. Et pourtant, aucun président de la République n'avait fait – et ne fera – autant que lui pour donner un nouveau statut à la femme française. Droit de vote (y compris, dans un second temps, pour les femmes musulmanes d'Algérie), loi sur la contraception (dite " loi Neuwirth "), abolition de facto de la peine de mort, nomination de la première femme ministre de la République (de confession musulmane), droit d'ouvrir un compte en banque, de signer seule un contrat de travail, etc.

Ce livre raconte aussi l'histoire attachante des cinq femmes qui ont été très proches de lui et qui ont incontestablement joué un rôle déterminant dans sa sensibilisation à la condition féminine. Chacune à sa façon : Jeanne, sa mère, qui lui a transmis sa foi en Dieu et son amour de la patrie ; Yvonne, l'incontournable pilier de sa vie " sans qui rien ne se serait fait ", Anne, " ce tout petit ", sa fille pas comme les autres ; Geneviève de Gaulle-Anthonioz, dite " l'autre de Gaulle ", sa nièce résistante et déportée à Ravensbrück ; et Élisabeth de Miribel, la " Jeanne d'Arc de la France Libre ", qui tapa l'appel du 18 Juin et servit de Gaulle pendant toute la guerre avant d'entrer au Carmel.

Nombre de pages : 288 pages
Editeur : Plon (19 avril 2018)
Langue : Français
ASIN : B07C487SRB

De Gaulle avait raison : Le visionnaire

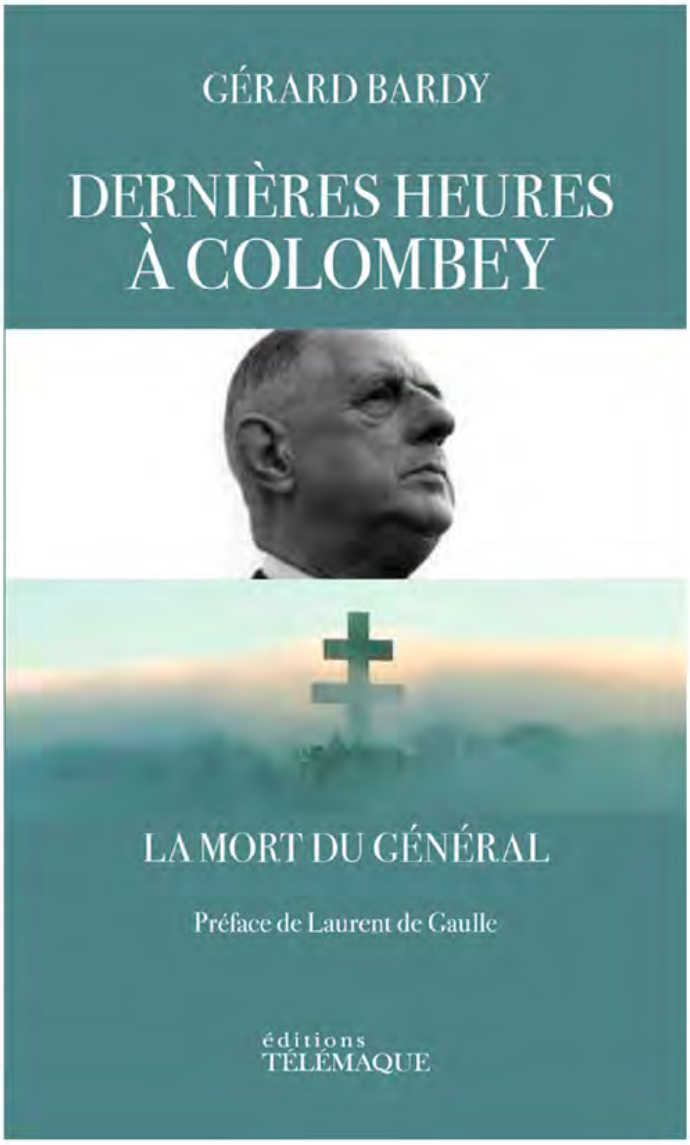
de Gérard Bardy

Combien de fois, dans le contexte politique actuel, jaillit ce cri du coeur : Fort de ce besoin impérieux, Gérard Bardy a décidé de passer au crible les mots de de Gaulle, sa pensée, ses écrits sur des sujets fondamentaux qui animent notre société : discrédit de la classe politique, vertige des déficits, rôle central de l'école, technocratie de Bruxelles et abandons de souveraineté, financiarisation de l'économie et précarité des salariés, menace d'un islam identitaire conquérant... Les analyses du Général sont troublantes de justesse. Plus de quarante-cinq ans après la mort de leur auteur, elles proposent des pistes de réflexion et des clés d'analyse spectaculaires de lucidité et de pertinence pour le citoyen d'aujourd'hui. Le vrai programme politique d'un futur candidat homme d'Etat ?

Broché : 190 pages
Editeur : Editions Télémaque (4 octobre 2016)
Collection : ESSAI
Langue : Français
ISBN-10 : 2753302855
ISBN-13 : 978-2753302853
Dimensions du produit : 14,6 x 1,7 x 21,6 cm

Gérard Bardy est journaliste et écrivain. Auteur de plusieurs livres sur le général de Gaulle, il nous a fait l'honneur de contribuer à ce numéro exceptionnel de METHODE et nous vous encourageons vivement à découvrir ses oeuvres et à vous procurer son prochain ouvrage "Dernières heures à Colombey".

A paraitre le 18 juin 2020 :
« Dernières heures à Colombey – La mort du Général »
Editions Télémaque



Nous sommes en 2020 et qui aurait pu imaginer, un compagnon venu de l'ombre, un gaulliste. Un gaulliste de nos jours ? Une certaine idée de la France.
« Oui le gaullisme n'est pas mort. » Beaucoup de sujet politique sont encore à ce jour en brouillement dans la marmite, des contradictions règlementaires des deux chambres. Rien n'a changé. Nos élus en quête de pouvoir se chamaillent pour leurs propres intérêts (Privé ou idéopolitique).

Moi De Gaulle

Il y a 50 ans, le 9 novembre 1970, Je me réveille comme tous les matins et je vais prendre mon petit déjeuner. Il ne faisait pas trop chaud comme tous les mois de septembre de chaque année où déjà l'hiver montre le bout de son nez. Après mon petit déjeuner je décide de faire une petite promenade autour de la Boisserie.
J'aime flâner entre mes chênes et sapins, l'herbe est un peu humide, la rosée du matin

en témoigne, et je me dis à moi-même « *Il y a maintenant à peu près un an que les français et françaises ont dit non au référendum sur la régionalisation, et la réforme du Sénat et la suppression du conseil économique* ».
Au seuil de mes 80 ans peut-être mon grand âge m'a joué un tour, je n'ai pas écouté mes conseillers et mes ministres, m'ont prévenu *(mon Général : il ne faut pas faire ce référendum c'est votre perte.)*

« SI J'AVAIS GAGNÉ RIC-RAC, MA TÂCHE DE CHEF DE L'ÉTAT AURAIT ÉTÉ IMPOSSIBLE »

En somme je suis content d'avoir ainsi quitté le pouvoir, et content de ce que j'ai fait.
Voilà les français et française ne m'aime plus, alors c'est aussi bien de se reposer chez soi. Ce qui m'a permis de terminer mon livre *: Mémoires d'Espoir*.
Oui je sais la situation n'a rien de comparable à celle de janvier 1946, lorsque je démissionnais de la présidence du Gouvernement provisoire. Seul maintenant en faîte j'ai toujours été seul, et a la seconde je suis seul.
Les cloches de l'églises me préviennent, il est midi mon général, je me dirige vers la salle à manger, Yvonne m'attends, la table est mise, je mange et termine pour 12H55 pas question de louper mon journal télévisé de 13H, comme a l'habitude l'ORTF nous rabâche les mêmes informations ? Rien de nouveau.
Après avoir écouté tous ces soi-disant bien-

pensants, sans un mot je m'allonge sur le sofa pour une petite sieste.
Les journées sont courtes en en hiver, en fin journée et début soirée machinalement je m'installe devant ma petite table de jeux, la réussite est un jeu de hasards mais qui est guidés par le joueur, on ne pense à rien d'autre avec les cartes. Soudain :!! Yvonne j'ai mal...., j'ai mal ..... Seule la mort a eu raison de ce grand homme.
Il y a 50 ans, en novembre 1970, Moi De Gaulle je quitte la scène politique, et je quitte ce monde pour l'autre monde celui de ma fille Anne que j'ai temps chéri. Aujourd'hui on parle de l'homme que j'étais, mais on ne parle plus de la France « *de ce qu'elle était* ».
Colombey-les-Deux-Églises, mon village, La Boisserie, mon refuge...
Si vous passez dans le coin, une croix simple sur une pierre tombale blanche vous y attend.
Vive la France, Vive De Gaulle.

C.D.G.

« En cette année du 80ème anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle, il serait juste qu'un témoignage honore sur le sol djiboutien le dévouement et le sacrifice de ces braves qui volontairement ont rejoint les Forces Françaises Libres pour se battre et mourir afin de défendre et reconquérir le sol de France en 1945. Cet article a également pour prétention de rappeler le rôle joué par le Bataillon Somali à la Libération de la France et la raison d'être de cette croix de Lorraine dans cette partie de la Corne de l'Afrique »

Alexandre Wattin
Vice Président de l'Union des Gaullistes de France et initiateur du Projet.

Genèse d'une opération de sauvetage mémorielle

Dès mon arrivée à Djibouti en août 2015, j'ai été consterné par l'état de délabrement du rond-point de la croix de Lorraine de Djibouti réalisée en son temps par René Troadec[1]. Cette stèle représente non seulement la participation armée des Djiboutiens durant la Seconde Guerre mondiale mais honore surtout celles et ceux tombés sous les balles et morts au champ d'honneur pour la

France. Seul symbole visible de la fraternité d'armes franco-djiboutienne, cette croix de Lorraine se devait de rappeler à l'importante communauté française, mais surtout au peuple djiboutien, le droit à la mémoire que méritent les Djiboutiens qui ont combattus héroïquement en Europe. Il était donc parfaitement légitime que soit réhabilité cet emblème de la France Libre érigé en l'honneur de celles et ceux tombés sous les balles des vichystes à Djibouti et ceux des tirailleurs fauchés par les tirs des troupes nazies en France[2].

Après m'être informé auprès des résidents de longue date tous, sans exception, confirmèrent que la croix de Lorraine avait été laissée totalement à l'abandon depuis de très nombreuses années par les autorités civiles et militaires françaises. Constat d'autant plus amer que celle-ci ne se trouve qu'à quelques mètres seulement de l'Ambassade de France...quel symbole ! Ne pas la restaurer, au risque de la voir disparaître, portait atteinte à l'honneur de la France et risquait de démontrer le peu d'intérêt porté au sacrifice consenti par les FFL djiboutiens. En effet les sacrifices consentis et les mérites reconnus, de ces valeureux militaires venus des confins de la mer Rouge, devaient nous rappeler non seulement qu'en 1945, le Bataillon Somali allait se couvrir de gloire lors des combats de la Pointe de Grave en avril 1945...

« (...) A mené pendant 7 jours dans la pointe de Grave, du 14 au 20 avril, un combat exceptionnellement dure contre un ennemi enragé à se défendre, allant jusqu'à se faire sauter plutôt que de se rendre, très fortement armé et appuyé sur des ouvrages cuirassés à toute épreuve, couvert par un terrain d'inondation dont les passes étroites étaient littéralement bourrées de mines. A tué 947 Allemands, pris 100 ouvrages bétonnés et 90 pièces de canon, fait 3.300 prisonniers. Fait d'armes qui mérite de prendre rang dans les annales de cette guerre. (...) »

Citation du général de Larminat à chaque unité (ordre général N° 102)

... mais que certains ont payé de leur vie l'aide apporté aux premiers Français Libres

Avant les travaux

de Djibouti, et par conséquent ont bien brandi la flamme de la Résistance dès 1940 ! J'avais donc tenté d'inciter l'ambassadeur de France et l'attaché militaire de l'époque à enfin respecter le devoir de mémoire partagée et les inciter à commémorer l'appel du 18 juin et du 8 mai sur cette place rénovée ! Avec un peu de naïveté, je concevais pouvoir compter sur leur soutien. Mais devant le manque d'intérêt et le peu d'empressement des autorités françaises à Djibouti je me suis lassé de recevoir des fins de non-recevoir. Je me suis donc tout naturellement tourné vers les autorités djiboutiennes, qui m'ont réservé le meilleur accueil qui soit. Il était en effet impensable de me lancer dans des travaux sans l'avis et l'accord des autorités locales. Dans un premier temps, j'ai eu le privilège d'obtenir l'autorisation du Préfet de Djibouti pour prendre la direction de cette opération de rénovation. Puis très rapidement, et grâce à l'intervention de Monsieur Alexis Mohamed chargé de mission à la présidence, son Excellence Monsieur Ismaël Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti à bien voulu concéder son haut patronage au projet pour que l'on puisse mener à bien cette réhabilitation.

Aussi nous avons pu travailler durant trois années à la réhabilitation du site, la remise en peinture, de lourds travaux de rénovation, et enfin la mise en place de deux mâts des couleurs offerts ainsi que de plaques commémoratives par un mécène bien connu à Djibouti[3].

Afin de permettre une future inauguration officielle, j'ai eu de nombreux entretiens avec les représentants du protocole et du ministère de la défense djiboutiens qui attendaient de trouver la date anniversaire la plus propice ; les autorités françaises s'en désintéressant totalement jusqu'alors. Avant mon départ en septembre 2018 c'est non sans fierté que j'ai ressentis la satisfaction d'avoir pu mener à bien ce

projet mémoriel, envers et contre tous, en hommage à tous les anciens frères d'armes Djiboutiens des FFL aujourd'hui disparus ; mais permettant à leurs familles d'être fières de l'engagement pris par leurs ainés pour participer à la Libération de la France.

C'était pour moi un acte de reconnaissance que de contribution vouloir entretenir la mémoire des Djiboutiens morts pour la France et encourager les jeunes générations à découvrir l'histoire de ceux qui ont sacrifiés leur vie pour notre pays.

Djibouti, terre de la France Libre

« Un lien très étroit unit la France à Djibouti pour lutter contre l'ennemi allemand lors des deux guerres mondiales, On ne peut envisager l'histoire militaire de la France au XXe siècle, sans évoquer les soldats djiboutiens. L'aventure du Bataillon Somali commence dans le cadre de la reconquête et la Libération de la France, en particulier pour lutter contre l'Allemagne. Les Allemands étant pratiquement deux fois plus nombreux que les Français, de nombreux contingents africains, dont le Bataillon Somali, débarqueront sur le sol français. »

« (...) Si les morts (Djiboutiens) pour la France furent beaucoup moins nombreux que durant la Grande Guerre, ils ne peuvent pour autant être occultés sous prétexte qu'ils ont participé à des opérations secondaires et tardives. »[4]

Le conflit débute en quelque sorte à Djibouti en 1935, date du début du conflit italo-éthiopien[5] où durant cinq ans Djibouti doit faire face aux pressions politiques, coloniales et territoriales du gouvernement fasciste de Benito Mussolini qui convoite le port et le chemin de fer français. Cette période correspond à la militarisation de la colonie. Quelques jours seulement après l'appel du Général de Gaulle, il revient à deux officiers[6] de prendre l'initiative de la création officielle des Forces françaises libres de la Cote Française de Somali. Durant l'été 1940, les FFL/CFS s'organisent avec les moyens du bord et sont immédiatement poursuivis par le tristement célèbre gouverneur vichyste Pierre Nouailhetas qui vient d'être nommé par le gouvernement Pétain qui exerce sans tarder une répression féroce[7] contre toute attitude jugée hostile à Vichy[8].

Malgré cela des volontaires se présentent, et le détachement FFL des CFS[9] compte

promptement plus de 300 hommes dans ses rangs. Très rapidement les éléments s'étoffent et le détachement F.F.L. de la C.F.S. devient un corps Somali. La fin de l'année 1942 va accélérer le ralliement de la CFS[10] à la cause gaulliste. En 1943, le bataillon se complète sur le type britannique, tout en poursuivant son instruction, il se dédouble, de façon à former un bataillon de marche et un bataillon de souveraineté. Enfin, le 27 février 1944, un premier détachement est mis en route pour l'Afrique du Nord et se trouve regroupé en Tunisie où il est restructuré et équipé pour le départ en France.

Composé de trois bataillons, le bataillon Somali débarquent, le 22 février, à Marseille pour compléter, avec le Bataillon de Marche n° 14 et 15 déjà sur place, le régiment de marche d'Afrique Équatoriale Française et Somali.

Le 23 mars, le régiment d'AEF et Somali est incorporé au sein de l'armée française de l'Atlantique sous les ordres du général de Larminat. Il est affecté, dans le secteur de la pointe de Grave pour relever deux bataillons FFI. Une très grande activité de patrouilles de nuit, escarmouches, bombardements violents sont le lot quotidien de nos Somalis et permettent d'aguerrir les tirailleurs. Pour les Forces françaises rattachées aux armées alliées et placées sous l'autorité du général américain Jacob Devers (à Vittel), lui-même agissant sous contrôle du commandement suprême des Forces Alliées en Europe, commence alors une période d'attente dans des conditions difficiles. En attendant l'attaque finale, il ne se passe que quelques escarmouches aux frontières de la poche, qui se soldent en général par des échecs

allemands et cessent à partir de janvier 1945.

Le Bataillon face aux « forteresses du Führer »

« Le Führer ordonne : Dans le territoire placé sous les ordres du commandant général des forces armées du front de l'Ouest, les secteurs défensifs côtiers suivants sont désignés comme "Festungen" : (...) d) dans le secteur de la 1ère armée : les rives nord et sud de la Gironde [...]. Jodl, Directive du 19 janvier 1944.

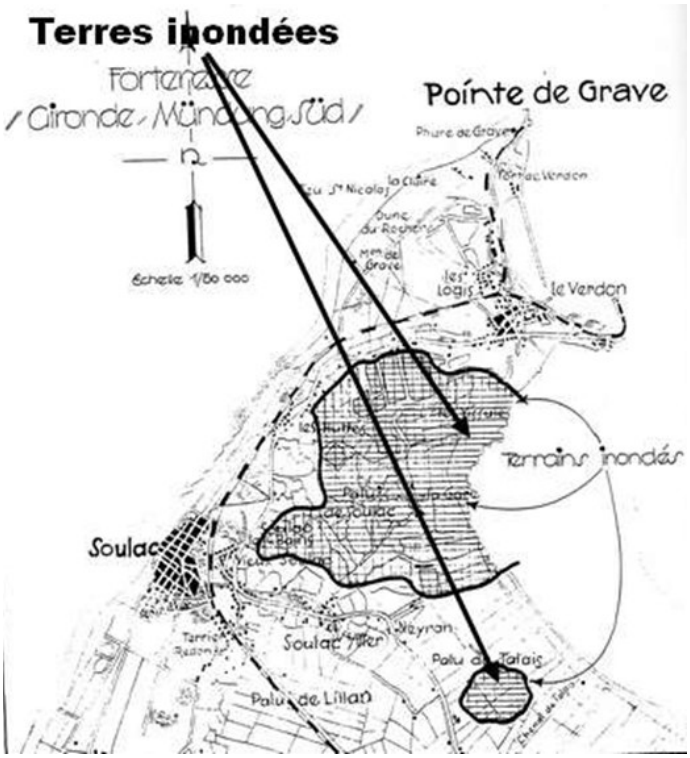
Dès janvier 1944, Hitler avait donné l'ordre à ses Généraux de prendre toutes les mesures possibles destinées à dissuader les Alliés de lancer un débarquement. Les

1er bataillon de tirailleurs somalis

Allemands vont profiter des mois qui précèdent le débarquement pour développer leur système défensif et étendre les champs de mines. Pour ce faire, il font renforcer et lourdement fortifier les plus importantes villes côtières françaises tout au long du mur de l'Atlantique dans l'espoir de pouvoir arrêter ou ralentir l'avance des Alliés en faisant la jonction entre villes « forteresse ». Les batteries d'artillerie allemandes forment ainsi un ensemble de plusieurs éléments bétonnés et fortifiés composant un ensemble qui permet à chaque batterie d'assurer non seulement sa propre protection mais aussi sa logistique et son intendance. À l'intérieur des terres, les troupes allemandes confortent les axes routiers qui desserve la forteresse par des tranchées anti chars équipés de cloches blindées sur des abris en béton. Hitler pense ainsi assurer l'emploi opérationnelle des ses sous-marins et empêcher les Alliés d'utiliser les ports de la *Kriegsmarine*. Parmi ses sites figuraient en bonne place les forteresses[11] de la poche de Royan[12] et la pointe de Grave[13]« *en allemand Festungen Girondemündung Nord und Süd.* »
Courant mars 1944, les commandants de forteresse côtières reçoivent du Haut commandement de la *Wehrmacht* une directive soulignant l'importance stratégiques de leur site et qu'en cas de tentative de débarquement de se battre « jusqu'au dernier homme » ou « jusqu'à la dernière cartouche » sans jamais capituler tout en infligeant le plus grand nombre de pertes à l'ennemie.

Le BMS attaque la pointe de Grave !

Le bataillon Somali sera engagé dans les combats de la Pointe de Grave le 15 avril 1945, dans une zone inondée et parsemé de blockhaus. Les positions ennemies fortement défendus par les mitrailleuses lourdes sont enlevées de haute lutte à la grenade, après de très dures progressions. Acharnés à prouver leur vaillance au combat, les hommes du bataillon nettoient les positions ennemies souvent au crops à corps et encerclées les premiers Allemands se rendent.



À cette occasion, le bataillon subi ses premières pertes sérieuses mais le premier objectif fixé est atteint à l'entière satisfaction du commandement.
Le 18 avril, l'offensive reprend et le B.M.S. reçoit pour objectif le fossé antichars de la pointe de Grave puis le réduit bétonné de Soulac, constituant le P.C. des forces ennemies. Après une difficile progression à travers les marais, truffés de mines, et sous un violent bombardement de canons de 155 mm les hommes du bataillon poussent à travers bois pour objectif de libérer le village

de Soulac. Malgré une lutte de tous les instants, tous les objectifs sont atteints et 20 avril la garnison allemande au bout de ses forces se rend au bataillon. Après ce fait d'armes, le bataillon passe en soutien et s'installe au nord de la ligne Soulac-les-Bains - Soulac-le-Vieux, où ils installent leur P.C. Mais la fougue et l'habileté manœuvrière portent aussi son lot de malheur, les chiffres de leurs pertes suffisent à montrer l'âpreté des combats qu'ils ont livré au cours de ces combats. En effet, les pertes du bataillon somali s'élèvent à 41 tués et 106 blessés soit 147 hommes sur un effectif de 860.

De Gaulle honore le bataillon

Depuis le début des opérations, les Somalis avaient fait preuve d'un allant et d'un mordant magnifique et se sont montrés dignes des tirailleurs Somalis de la Grande Guerre, héros de Verdun. Le 22 avril, au cours d'une prise d'armes qui rassemblait des éléments de toutes les forces de la pointe de la Grave, le général de Gaulle accroche lui-même une croix de guerre avec palme au fanion du bataillon, à côté de celle qui rappelait l'héroïsme au cours de la dernière guerre par le 1er bataillon Somali. Elle était accompagnée de la citation suivante :

« Bataillon qui, sous le commandement calme et énergique du chef de bataillon de Bentzmann a, par sa valeur, sa bravoure et son opiniâtreté, réussi le 15 avril 1945, le franchissement de vive force, sous le tir violent et ajusté de l'ennemi, de la ligne d'eau du Gua, large de plus de 400 mètres, par son habile manœuvre, a fait tomber les défenses ennemies du Pont du Gua. Dans la journée du 18 avril a bousculé l'ennemi sur les fortes positions d'un fossé antichars, et d'un seul élan, a enlevé le village de Vieux-Soulac, ainsi que l'ensemble très fortement bétonné et vigoureusement défendu des ouvrages constituant le poste de commandement de la forteresse ennemie de la Pointe de Grave. Au cours des deux journées de combat a fait 300 prisonniers. — Citation à l'ordre de l'armée attribuée au bataillon de marche somali (BMS) du régiment de marche d'Afrique équatoriale française et somalie pour avoir réussi le franchissement de la ligne d'eau du Gua au cours des combats de la pointe de Grave, Décision no 1 058 du 20 août 1945, Charles de Gaulle. »

Le général de Gaulle, lui, n'oubliera jamais que ce sont les colonies africaines qui furent les premières à se rallier à la France libre.

Fin de campagne et retour au pays

Le 25 avril, le B.M.S. quitte Soulac pour le secteur de La Rochelle, et le 14 juillet 1945, c'est le défilé à travers les rues de Bordeaux, les Bordelais font au bataillon une ovation indescriptible, saluant en eux les libérateurs de la Pointe de Grave.
À l'issue le bataillon sera chargé d'assurer la sécurité d'une portion de la frontière et de la

répression de la contrebande dans cette région. Le 1er août 1945 le B.M.S. reprenant, son autonomie, et devenu entre-temps une « Unité de Rapatriables », quitte Bayonne pour la région bordelaise, où il est affecté au service de garde des P.G. Allemands. Un dernier défilé le 17 avril 1946 à Soulac avant de débuter les détachements successifs qui s'échelonnèrent jusqu'au mois de juin 1946, date à laquelle le bataillon sera dissous et où les tirailleurs Somalis rentrèrent à Djibouti.

Au regard de la bravoure et de l'héroïsme démontrés durant la Seconde Guerre mondiale par les tirailleurs somalis, il m'apparaissait un devoir que d'honorer dignement ces soldats morts contre la barbarie nazie sur le sol de France. Aussi en relation avec l'Union des Gaullistes de France, dont j'étais à l'époque conseiller du Président, et le Souvenir Français.

A.W.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Érigé à l'époque par René Troadec, Compagnon de la Libération, et ancien aide de camp du Général Leclerc.

2. L'une des quelques centaines d'unités de tirailleurs indigènes mobilisés par les troupes coloniales de l'armée française durant la seconde Guerre Mondiale.

3. Monsieur Larry MODI, des Établissements Fratacci.

4. Laurent Joly. In : Les tirailleurs Somali : le métier des armes instrumentalisé.

5. Dès 1941, les Italiens, balayés par les troupes anglo -saxonnes, se retirent du jeu politique régional. Ce sont les Britanniques qui prennent alors l'initiative dans la région avec celles de la France libre.

6. Chef de bataillon Appert et du capitaine Magendie.

7. Une vie humaine comptait peu sous le gouvernement de Nouailhetas et le tribunal militaire la sacrifiait toujours sans hésiter quand on estimait nécessaire une exécution à grand spectacle. Des Somalis dont le seul crime était d'avoir transporté des messages des lignes gaullistes aux nôtres furent sans pitié passés par les armes « (….) Le 10 mai 1941, deux femmes sont exécutées à Ali Sabieh, elles sont soupçonnées d'inciter à la désertion les tirailleurs sénégalais qu'elles fréquentent. Le même jour, un jeune garçon de 13 ans est fusillé également à Ali Sabieh pour avoir porté des messages gaullistes. Le 13 mai, c'est un ancien combattant qui est condamné à la peine capitale par le tribunal militaire, il est exécuté le lendemain. Il s'agit de Fareh Abdi (…) il était titulaire de la Croix de guerre, de la médaille interalliée et de la médaille commémorative de la Grande Guerre. Un seul Européen fut exécuté pour son soutien aux gaullistes, mais plusieurs colonisés furent victimes des décisions du gouverneur.

8. Henry de Monfreid, pourtant dépourvu de sympathies à la cause gaulliste, décrit en ces termes cette répression : « (…). Il déploya pour les combattre une férocité digne du fanatisme d'un moine inquisiteur.

9. L'instruction n° 621/CO/2958/I du 26 juin 1941.

10. à la fin de l'année 1942, les FFL/CFS comptent 407 hommes dont 361 originaires de la CFS. Leur nombre n'a donc pas augmenté sensiblement entre janvier et décembre, les moyens limités en sont responsables, tout comme la volonté d'entraîner au mieux les premières recrues afin de les envoyer éventuellement sur un théâtre d'opération extérieur.

11. La poche n'est pas d'un seul tenant puisqu'elle est constituée d'une part d'une zone de 500 km² (dite Gironde Nord) qui s'étendait du sud de l'île d'Oléron jusqu'à la hauteur de l'estuaire de la Gironde, comprenant la presqu'île d'Arvert et centrée sur la ville de Royan, et d'autre part d'une zone de 200 km2 (dite Gironde Sud) constituée par la pointe de Grave jusqu'à Saint-Vivien-de-Médoc et Vensac.

12. Constituant un des principaux verrous de l'estuaire de la Gironde et du port de Bordeaux, La poche de Royan est constituée d'une part d'une zone de 500 km² (dite Gironde Nord) qui s'étendait du sud de l'île d'Oléron jusqu'à la hauteur de l'estuaire de la Gironde (la Seudre au nord) comprenait la presqu'île d'Arvert et centrée sur la ville de Royan

13. et d'autre part d'une zone de 200 km2 (dite Gironde Sud) constituée par la pointe de Grave jusqu'à Saint-Vivien-de-Médoc et Vensac transformée en forteresse, ceinturée par une double, voire triple ceinture de champs de mines et d'ouvrages fortifiés, est au cœur de ce dispositif.

Alors que tant d'hommes politique font référence au général de Gaulle, on est en droit de se poser la question : que reste-t-il de l'héritage gaulliste ? La question est d'autant plus pertinente que Charles de Gaulle correspond comme un maitre étalon à la citation de James Freeman Clarke **:** « *Un politicien pense à la prochaine élection. L'homme d'État, à la prochaine génération.* »

L'héritage politique

De ce point de vue force est de constater qu'il n'y a depuis longtemps plus de vrai gaulliste dans les sphères du pouvoir. La mort de Georges Pompidou a pris les stratèges du gaullisme au dépourvu et la guerre intestine des candidatures « Chaban-Chirac » a mis fin au gaullisme vertueux. L'élection de Valery Giscard d'Estaing a marqué l'éloignement de la doctrine gaulliste. Celle de Mitterrand a été le dernier coup de poignard dans le dos. Le « grand » Jacques Chirac, rad-soc corrézien bien plus que gaulliste a eu des accents gaulliens mais la vraie gaulliste dans sa famille est son épouse, née Chaudron de Courcelles et nièce d'un aide de camp historique du général : celui qui l'a accompagné en exil à Londres.
Sarkozy alors candidat « gaulliste » à la présidentielle a admis dans une interview ne pas connaitre l'œuvre littéraire du Général : c'est le dernier clou enfoncé dans le bois déjà vermoulu du cercueil ! Depuis, de l'extrême gauche à l'extrême droite on cite le Général quand ça arrange et on l'oublie quand ça dérange. Mais surtout on fait tout pour minimiser l'œuvre du « plus grand français de tous les temps », de peur que son fantôme ne désapprouve ce qui se fait en son nom…

L'héritage institutionnel

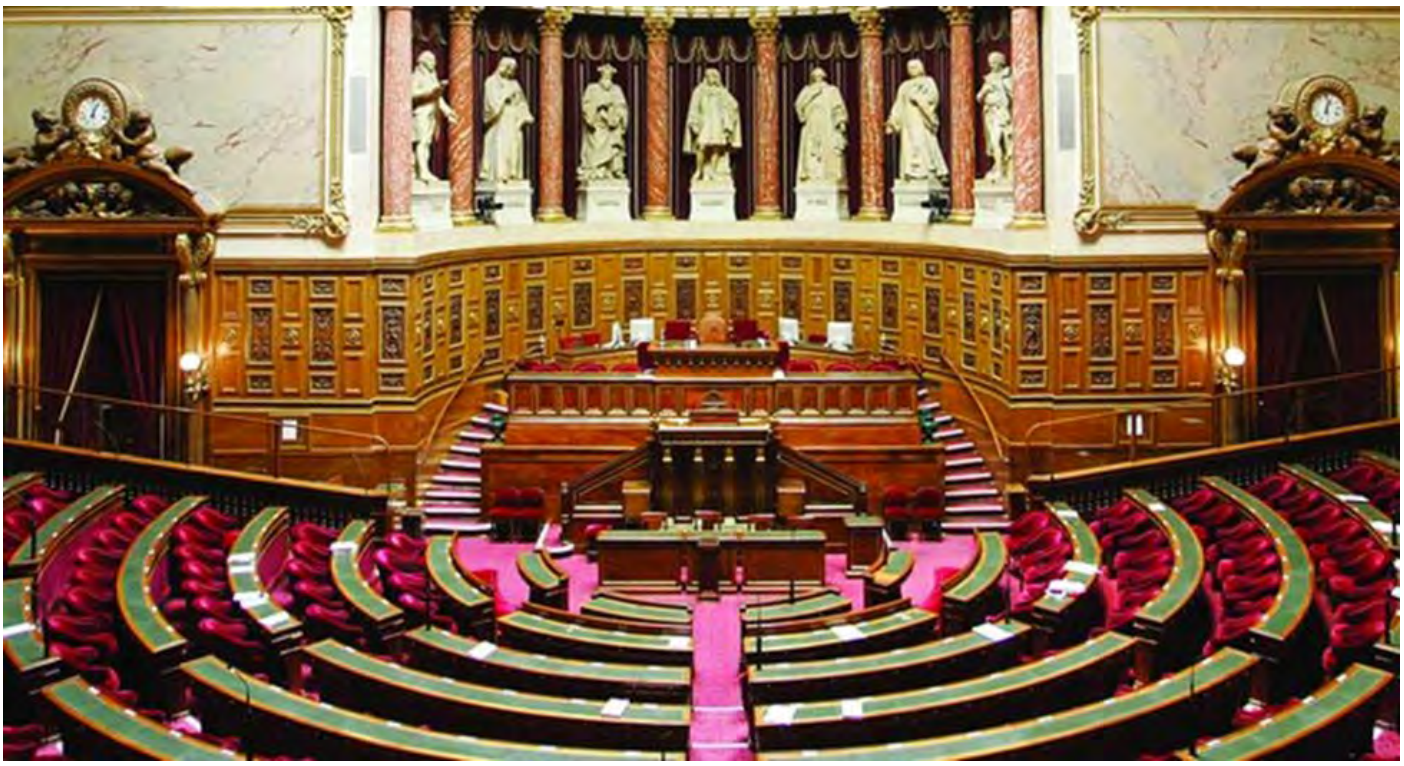
Dans ma jeunesse les critiques contre la Constitution de la 5ème République étaient constantes : après la disparition du général, les « Partis » ont voulu se réapproprier le pouvoir à tout prix.

Mais l'exécutif a tenu bon et cette constitution qui fête cette année son 62ème anniversaire aura été la plus longue en vigueur en France jusqu'à présent. Cette Constitution a été longuement et mûrement préparée puisqu'elle a occupé bien des réflexions pendant les 12 années de traversée du désert, de 1946 à 1958.

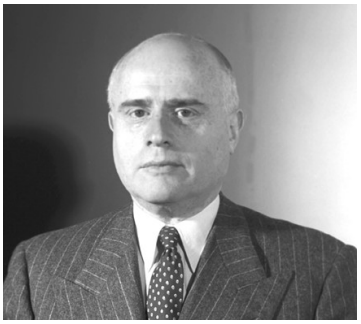
Sur un plan technique, elle est l'œuvre de **Michel Debré**, qui, rappelons-le, était docteur en droit et constitutionaliste.
Très originale puisqu'elle se détache du modèle parlementaire, sans pour autant verser dans le modèle présidentiel à l'américaine, la Constitution de la 5ème République a été construite pour permettre un exécutif fort tout en préservant la démocratie avec 2 chambres bien fournies.
Il a été reproché à la constitution d'être construite sur mesures pour le général de Gaulle. Ce qui s'est avéré faux à l'usage puisque chaque président y a trouvé sa place.
Elle relève d'une construction subtile où chaque position a été mûrement réfléchie, pour préserver les équilibres nécessaires au bon fonctionnement du pays. Ce que certains n'ont pas compris ! Chirac, par exemple, qui a cru bon de transformer le septennat présidentiel en quinquennat : une erreur fondamentale qui déséquilibre le rapport de force et enlève sa hauteur au président.
Toujours est-il que cette fameuse constitution est une œuvre maitresse, l'épine dorsale de notre république, et un héritage majeur du gaullisme. Comme tous les grands hommes d'État, Charles de Gaulle a été un grand législateur. Sous son égide nombres de lois ont été revues, modernisées, ou créées.

L'héritage économique

N'ayant ni la formation, ni la vocation pour être un haut-fonctionnaire, le général n'en a pas les travers : pour lui un sou est un sou. Il faut le retourner trois fois dans sa main avant de le dépenser. Et le déficit budgétaire n'est pas qu'une ligne comptable, mais un constat d'échec.



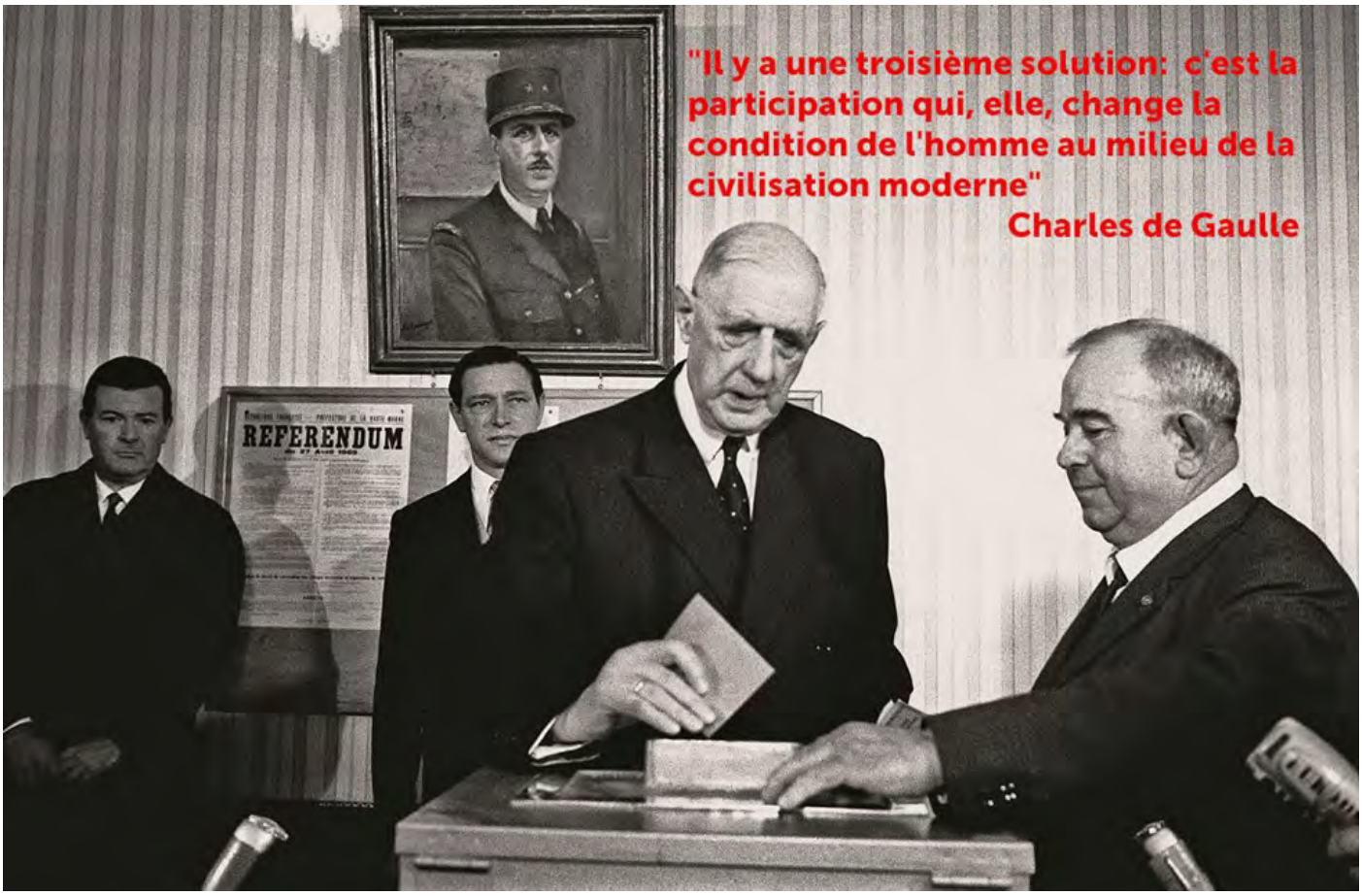
En héritant d'une France en faillite, le général s'est adjoint deux économistes iconoclastes : Antoine Pinay pour la main droite et Jacques Rueff pour la main gauche (selon une citation non vérifiée du général).
C'est ainsi qu'est né très rapidement le Nouveau Franc et le fameux « Emprunt Pinay » qui ont permis à l'économie française de redémarrer. Un Antoine Pinay raillé par les « sommités de l'économie » et surnommé « l'épicier de St Etienne ».



Le rôle de **Jacques Rueff** était beaucoup plus discret. Ce conseiller de l'ombre était cependant très écouté du général : aucune décision d'ordre économique sans le consulter. Ce n'est pas un hasard si le plan de relance portait le nom « Pinay-Rueff ».
Une anecdote est significative : la force du dollar résidait dans sa convertibilité en Or. Rueff a donc convaincu le général de demander le remboursement d'un prêt fait aux USA en OR. Ce qui dégarnissait fortement les réserves de Fort Knox. Quand les allemands ont fait la même manœuvre à la fin des années 60, les américains se sont empressés en 1971 de supprimer la convertibilité du dollar en or.
L'autre pierre angulaire de la réussite gaulliste était « l'Économie de Plan ». Un concept importé de la gestion militaire, un terrain bien connu du général. Le commissaire au plan occupait une fonction centrale et un siège éjectable : il se faisait cuisiner à chaque conseil des ministres et gare si le « Plan » n'était pas respecté… C'est grâce à cette dynamique rigueur que la France a des Autoroutes, des aéroports, des voies de chemin de fer et des infrastructures modernes.

L'héritage social

La dimension sociale du général est moins connue. Et pourtant, il a développé dans ce domaine un concept révolutionnaire : la Participation.



En 1968, après mai et au moment de préparer le fameux référendum, la Participation figurait en bonne place dans la première mouture. Pressé d'achever sa « révolution permanente », Charles de Gaulle voulait à tout prix offrir cet héritage au français. Il en a été dissuadé par son entourage « libéral », dont Pompidou.
La Participation c'était tout simplement une règle : 1/3 des bénéfices pour les salariés, 1/3 des bénéfices pour l'investissement (on dirait la R&D aujourd'hui), 1/3 des bénéfices pour les actionnaires.
Une règle que le général voulait graver dans le marbre, ce dont il a été empêché, et c'est paradoxal, par « Mai 68 ».
Aujourd'hui, 70 ans après, une seule entreprise (à ma connaissance) applique scrupuleusement cette règle : c'est le groupe Dassault. Ce qui peut se vérifier sans problème en consultant le bilan sur internet. En effet Marcel Dassault faisait partie avec Michel Debré, Pierre Messmer ou André Malraux et quelques autres de ces militants « plus gaullistes que le général lui-même ». Et Serge Dassault a perpétué cette belle tradition. Je signale au passage que cela n'a pas empêché le Groupe Dassault de se hisser sur les plus hautes marches au niveau mondial. Mais cela a certainement ralenti l'enrichissement de la famille Dassault.
Pour information les autres grands groupes français attribuent à leurs salariés entre 6 et 8% des bénéfices. Et 10 fois plus pour les actionnaires. Ce qui n'est pas pareil. Plus largement de Gaulle n'était pas partisan d'une aide sociale à fond perdu. Comme elle se pratique par clientélisme depuis sa disparition. Il croyait en la vertu de l'effort et à ce titre récompenser le plus largement possible le travail était pour lui la meilleure solution.

L'héritage international

Nul n'est prophète en son pays. Et c'est valable même pour le général de Gaulle. S'il est vrai qu'il est souvent cité en France, et surtout en période électoral, où chacun veut prouver sa « gaullitude », il n'en est pas moins vrai que les grandes lignes du succès qu'il a tracées ont été depuis longtemps abandonnées : plus d'économie de plan, plus aucun budget en équilibre depuis 45 ans, une inflation d'emplois publics… au détriment du service public ! Et j'en passe et des meilleures…
Aujourd'hui les références positives à Charles de Gaulle viennent plus souvent de l'étranger !
Par exemple de Pologne, pays qui tenait au cœur du général puisqu'il a été instructeur à l'école d'officiers de Rembertow. Le rond-point central de Varsovie sur « Nowy Swiat » (les champs élyséens polonais) a été baptisé « Rond-Point Charles de Gaulle ».

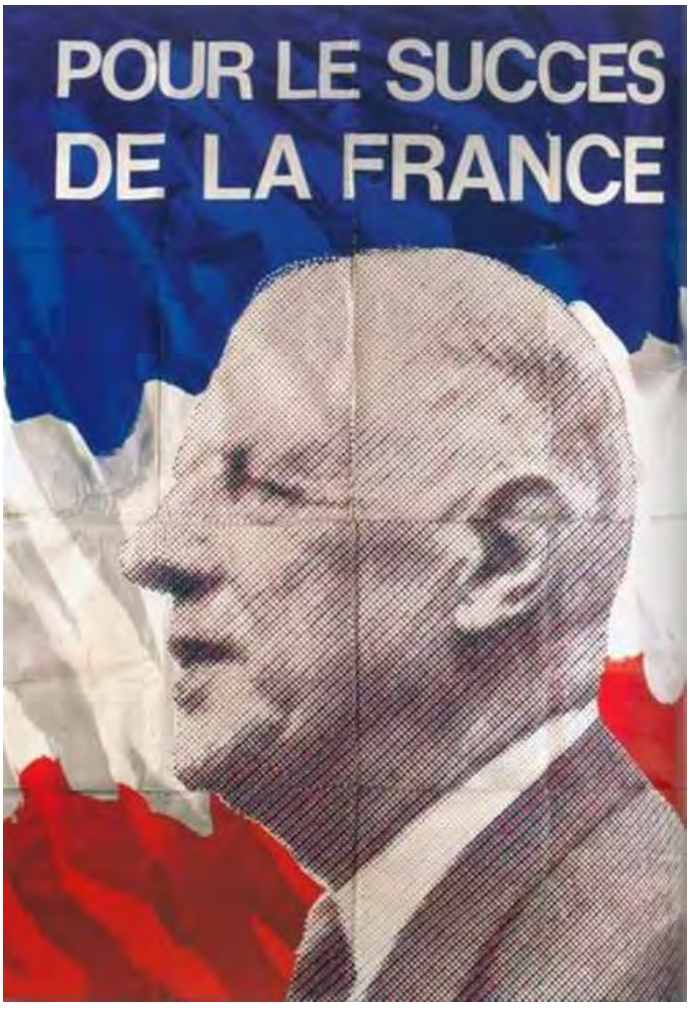
Rond-point Charles de Gaulle - Varsovie

Statue du Général de Gaulle au Musée national de Chine

Et les dirigeants de la Pologne moderne se réfèrent souvent à lui. Ainsi de Jaroslaw Kaczinski, pourtant taxé de xénophobe et très avare de compliments, qui cite le général dans le texte ou revendique une « Europe des Nations, selon les principes de Charles de Gaulle.
Mais plus étonnant encore est le culte voué à de Gaulle par la Chine. Non seulement en 2016 le cinquantenaire de la reconnaissance de la Chine de Mao par la France de de Gaulle a fait l'objet d'une « Année de Gaulle » avec nombre de conférences et d'expositions. Mais les dirigeants chinois revendiquent haut et fort de devoir le succès actuel de la Chine à l'Économie de Plan, selon Charles de Gaulle. Un concept suivi avec rigueur comme aurait dû le faire la France !
Sans oublier la Russie du Président Poutine qui, lui non plus, n'est pas avare de références gaullistes.
L'héritage gaulliste c'est tout cela. Mais c'est aussi l'œuvre littéraire du général, tous ses discours et citations qui sont souvent d'une brûlante actualité. Charles de Gaulle est le seul homme politique français qui est constamment cité 50 ans après sa mort et dont la bibliographie ne cesse de croitre d'année en année.

M.K.

Une principale ligne de force du gaullisme est le constat que la France « vient du fond des âges, qu'elle vit, que les siècles l'appellent et qu'elle demeure elle-même au long du temps ».
Contrairement aux politiciens qui veulent avoir leur vision de la France, De Gaulle cherche donc ce qui la constitue fondamentalement et à en faire application constante.



Si l'on veut réfléchir à la permanence et à l'actualité du gaullisme, il faut étudier d'où est parti le Général dans la conjoncture de son temps, voir les similitudes que peut présenter la situation actuelle - il n'en manque pas - et ce qu'il a fait pour redresser la barre et maintenir le vaisseau à flot. Un premier point essentiel, c'est l'indépendance nationale. Certes, notre pays n'est pas occupé, du moins militairement. La Wehrmacht a été chassée mais nous ne sommes pas indépendants. Ce ne sont plus les Allemands ni les Russes qui prétendent nous conquérir ; c'en est d'autres, soit des pays comme les États Unis d'Amérique qui ont vassalisé l'Europe, l'Union Européenne elle-même qui se constitue en empire et veut soumettre les nations, c'est l'Islam qui veut conquérir la planète le cimeterre à la main.
Mais en plus insidieux, c'est aussi un Soros qui veut nous dissoudre et nous faire entrer dans son fantasme de gouvernement mondial. Et vis à vis de ces velléités, il ne manque pas de munichois ; C'est dire les périls qui nous menacent de tous côtés, auxquels on peut ajouter l'OTAN qui entretient une hostilité dangereuse et hors du temps avec la Russie.
Nous ne sommes pas seuls, heureusement. La France peut s'appuyer sur des planches solides.
La France vient du fond des âges ; elle n'est pas née en 1789, pas plus qu'en 1974. La France, c'est Vercingétorix, Clovis, Bertrand Du Guesclin, Jeanne d'Arc, Bayard, de grands rois qui, au cours du temps ont fait

ou défendu la France. On ne peut que se souvenir de Bouvines, d'Orléans, entre autres qui ont été des marqueurs de notre histoire.

Certes, le France n'a pas été épargnée par les divisions :il y a ceux qui ont pris le parti des Romains, ceux qui se sont soumis à la domination de l'Anglais, les guerres de religion par exemple mais il y a surtout ce fil continu cherchant l'unité ; notre unité ne date pas du XIXème siècle.
La France n'existera que si elle reste elle-même ; passé présent et avenir sont indissolubles et l'État qui répond de la France est en charge de son héritage d'hier, de ses intérêts d'aujourd'hui et de ses espoirs de demain... Il est garant de l'unité et la continuité nationales. Périodiquement, il faut un homme - ou une femme - qui conduise le pays au salut.
Quelle situation trouvée par De Gaulle en arrivant au pouvoir ? D'abord en 1945. Au sortir du gouffre, la France reparaissait comme un état indépendant et victorieux, en possession de son territoire et de son empire, recevant avec l'Amérique, l'Angleterre et la Russie la capitulation du Reich, compensant ses dommages, fondant avec les autres grands l'Organisation des Nations Unies, accédant au Conseil de Sécurité avec droit de veto. De Gaulle a rétabli les fonctions régaliennes et restauré l'unité et l'autorité de l'État. À nouveau on a pu parler d'ordre, de liberté, de progrès.
Mais la France revenait de loin : asservissement, prédation financière, déportation, travail obligatoire, privations, persécutions, énormes dégâts matériels, bref elle était dans un état calamiteux rappelant sa situation à la veille de Bouvines ou à l'heure de Jeanne d'Arc. Mais malgré les transports ravagés, les destructions des ports, des ponts, des villes, en 1945, la France reprenait sa marche, tant bien que mal les besoins élémentaires des populations recevaient satisfaction, les absents retrouvaient leur place. L'accroissement des recettes par le rude impôt de solidarité nationale, l'immense succès de l'emprunt de 1945 rapprochaient le pays de l'équilibre budgétaire. Quelques mois après la victoire, l'État était debout, l'unité rétablie, l'espérance ranimée, la France à sa place dans le concert des nations.
Mais pour en arriver là, il fallait l'adhésion massive du peuple, mais pas celle des organisations électorales, économiques, syndicales, rapidement retournées à leurs jeux, leurs prétentions, ambitions et surenchères. Les partis réapparaissaient avec leurs luttes de pouvoir, leurs prétentions discordantes, leurs divisions. Or De Gaulle a le souci de l'unité française, de l'intérêt supérieur du pays, de l'action nationale ; C'est là que lui vient la conviction que les institutions doivent dépendre d'une tête directement mandatée par l'ensemble de la nation, une tête qui ait des objectifs et une stratégie. C'est sans doute là que ressort sa formation militaire. C'est là aussi qu'apparait sa méfiance à l'égard des partis politiques.
Toute ressemblance avec l'époque actuelle n'est évidemment pas fortuite.
Avant de partir, De Gaulle prend soin d'instituer le référendum. Dix-sept présidents du Conseil lui succèderont et vingt-quatre ministères. Un véritable ballet.

La France n'avait plus de puissance et l'étranger en obtenait ce qu'il voulait. Les déficits étaient permanents, le franc s'affaiblissait, la faillite menaçait , les infrastructures prenaient du retard. Sur le plan extérieur, l'Europe commençait à réduire l'indépendance et la France glissait sous l'hégémonie des Anglo-Saxons. C'est au même moment que fait surface le projet d'une communauté européenne de défense, revenant à confondre les forces françaises avec les allemandes et les italiennes qui venaient d'être vaincues. L'affaire de Suez nous montrait que la France ne décidait plus de la paix et de la guerre. Dans l'empire, les velléités d'indépendance se multipliaient. Les affaires du Maroc, de Tunisie et particulièrement d'Algérie s'avéraient particulièrement graves. Face à ces évènements, le France ne connaissait que tergiversations, louvoiements.

Si, en 1952, De Gaulle se retire pour écrire ses Mémoires de Guerre, il ne doute pas que les désordres et l'infirmité déboucheront sur une grave crise nationale. Il ne fut donc pas surpris lorsqu'éclata la révolte du 13 mai 1958. Pour un certain nombre de protagonistes, l'idée de faire appel au Général relevait du salut public, face à la déliquescence du régime que nul ne soutenait plus.

Toute comparaison avec la situation actuelle pourrait ne pas être fortuite.

Il fallait donc, pour éviter l'aventure et la guerre civile qu'une autorité nationale, extérieure et supérieure au régime politique du moment rassemblât l'opinion, prît le pouvoir et redressât l'État. De Gaulle se convainquit que cette autorité ne pouvait être que la sienne. Le but à atteindre lui apparait clairement : il lui faut résoudre le problème de la décolonisation, mettre en œuvre la transformation économique et sociale du pays à l'heure de la science et de la technique, rétablir l'indépendance de la politique et de la défense, faire de la France le champion d'une Europe européenne, de lui rendre l'audience et le rayonnement qu'elle connaissait au long des siècles.

Il faut qu'apparaisse un gouvernement capable d'assumer les responsabilités nationales. Quel serait aujourd'hui le processus régulier nécessaire à la mise en place d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance de notre pays ? Interdire toute action qui mette en cause l'ordre public ? On pourrait ajouter : qui sape l'essence-même de la France ? Certes, on peut s'attendre à ce que le régime se livre à des soubresauts pour assurer sa survie mais n'est-il pas trop tard ? Tant de ministres et de proches du pouvoir se sont déjà retiré ou se sont trouvé disqualifiés et écartés…

Il en est de même sur le plan diplomatique, que pèse aujourd'hui la France? plus rien, comme en 1958. Certes le sommet français tente bien de prévaloir sur l'Allemagne - et c'est tant mieux- mais comment monter une alliance de revers lorsqu'on se heurte au Groupe de Visegrad, que l'on n'a aucune influence réelle sur le monde latin, que l'on ferme les yeux sur l'agitation islamique dans les Balkans, que l'on ne cesse de battre sa coulpe devant nos anciennes possessions, que l'on est inexistant chez les BRICS, à Shanghai, en Asie Centrale, dans le Caucase ? En Amérique Latine ? Il est

question d'abandonner les Iles Eparses. La France n'a jamais été aussi inexistante ni aussi vassalisée. Le tableau est sombre.
Le plan économique et financier n'est pas plus brillant. Comment un pays qui lève tant d'impôts et de taxes peut-il se surendetter ? Où passe cet argent ? Des services publics autrefois réputés, les trains, la Poste, les routes, les ports sont en souffrance quand ils ne sont pas abandonnés à l'étranger ? L'agriculture enregistre les suicides de ses travailleurs, l'industrie est partie ailleurs, le chômage a explosé, l'agro-alimentaire, un de nos fleurons est en recul.
Un gouvernement de salut national n'est-il pas indispensable ? Bien sûr, il y a les partis, la presse, les syndicats peut-être mais les Français sont tellement las, écœurés que tout est possible s'ils veulent imposer leur volonté. Le parallèle avec 1958 est frappant.
Il convient donc de rétablir l'autorité de l'État sur la totalité du territoire, notamment sur les endroits prétendument perdus de la République, remettre en place un plan quinquennal de redressement qui constitue la stratégie pour atteindre les objectifs définis par les instances républicaines. C'est évidemment la mort du libéralisme, encore plus du libéralisme sociétal. Qui s'en plaindra ? Il convient de donner au pouvoir régalien : police, justice, armée les moyens nécessaires et non de les pressurer. Il faut redonner au secteur de la santé toute sa puissance et son efficacité, conserver nos hôpitaux, nos maternités, contrôler les EHPAD : ce sont nos besoins fondamentaux. Il faut donc que la France se renouvelle. Il faut une transformation, pas une révolution. Il faut que le gouvernement soit formé selon les compétences des hommes et femmes retenus, pas selon les copinages politiques ou les manœuvres occultes.
Le pays n'a pas l'impression de vivre dans l'ordre normal. Les Gilets Jaunes ont montré la pauvreté d'une partie de la nation, les besoins criants de certaines familles, la nécessité d'un redressement social ne peut plus être estompée et beaucoup souhaitent l'avènement d'un pouvoir qui remettra le pays sur pied, restaurera l'autorité de l'État, redonnera à la France son prestige et son rayonnement.
Bien entendu, ce régime doit rester républicain et De Gaulle y attachait beaucoup d'importance.
Ainsi en est-il de la démission du gouvernement qu'entraîne une censure de l'Assemblée Nationale. Il faut évidemment s'attendre à ce que les partis tentent de maintenir leurs jeux mais le peuple n'a pas ce genre d'arrière-pensée. Pour le peuple, il s'agit, d'une direction qui, tout en respectant les libertés, puisse avoir la capacité d'action et de responsabilité, parce que la France est en jeu.

La question est celle du Parlement où les manigances politiciennes ne manquent pas de se poursuivre. Il faut donc y avoir une majorité conforme. Alors, l'horizon est ouvert, notamment à l'État, au progrès et à l'indépendance.
Concernant l'Outre-Mer, la conjoncture mondiale poussant à la libération des peuples, il s'agit de donner la liberté à notre empire, tout en gardant des liens d'amitié et 'estime suffisamment puissants pour que les intérêts matériels et moraux de la France soient sauvegardés. Cette politique est toujours en vigueur. Il est clairement impossible d'assimiler les Musulmans au peuple français. C'est toujours vrai ; on le constate dans nos banlieues.
Si la France veut restaurer sa politique, sa puissance, son influence, sa grandeur et assurer le bonheur de ses habitants, il faut qu'elle en ait les moyens. Ce fut vrai de tous les temps. L'économie est donc l'objet majeur des préoccupations publiques. Force est de constater que notre industrie a connu

un déclin, que notre agriculture est bridée, que nos services sont à vau-l'eau, que notre balance extérieure est de plus en plus déficitaire, que la France se surendette, que l'euro nous appauvrit. La prospérité n'est plus au rendez-vous. Bien sûr, la politique économique doit être adaptée à son époque. Or, à cet égard la France ne manque pas de potentiel pour redresser la barre. La nécessité est de coordonner les compétences et les efforts pour déterminer les objectifs, fixer les urgences, établir les priorités, adapter les moyens.

Il est clair qu'il faut un nouveau Pinay aux Finances : c'est la base du redémarrage d'un plan complet de redressement. Comme en 1958, il faudra procéder à une révision déchirante de nos dépenses pour soulager le Trésor, avoir un souci permanent de rigueur. On se souviendra à cet égard de Borloo qui, il n'y a pas si longtemps voulait relancer la politique de la ville au prix de 43 milliards d'euros. Il faudra museler les innombrables budgétivores, publics ou privés. Peut-être faudrait-il concevoir un grand emprunt capable de drainer les assurances-vie et qui rémunère de manière assurée et durable l'épargne des Français. Sans doute faudra-t-il des mesures pour faire revenir l'argent parti, notamment celui des évasions fiscales. Il est clair qu'à cet égard, la France doit se libérer de l'Arabie Saoudite et du Qatar, entre autres. Donc une grande politique de stabilisation nationale.

A cet égard, l'Europe, si elle a un mérite, c'est d'empêcher l'inflation, du moins jusqu'ici. L'épargne s'en trouve favorisée et la masse de l'épargne française est phénoménale. Une prédation serait catastrophique quand il s'agit au contraire de rétablir la confiance. Il faut en outre que la production se tourne vers l'exportation. Ainsi augmente-t-on le niveau de vie.

Tout parallèle avec la situation actuelle pourrait ne pas être fortuit…

Un impératif : il faut sans cesse moderniser mais répartir rationnellement sur l'ensemble du territoire, il faut mobiliser le monde du travail en le faisant participer à la marche des entreprises et à leurs bénéfices. Le progrès passe par le charbon, le pétrole, le gaz, l'atome, les satellites, les transports de toutes sortes, la construction immobilière. Bien entendu, les campagnes veulent profiter de ces rattrapages et il faut réaménager les surfaces, organiser la production et la vente.

Se pose bien évidemment la question de l'Europe. De la fin de l'ère napoléonienne à la guerre de 1940, la France a subi humiliations, défaites, en dehors du premier conflit mondial qui lui a permis, grâce à l'Alsace-Lorraine de reconstituer sa substance mais à un prix gigantesque. Étant sortie dans son unité et son entièreté de la deuxième guerre mondiale, elle peut, à l'avènement du Général De Gaulle être telle qu'elle l'entend et se conduire comme elle veut. L'Allemagne est effondrée et notre pays et entouré de terres amicales. Certes existe et prévaut l'hostilité entre deux mastodontes que sont l'Amérique et l'Union Soviétique, disposant chacun du feu nucléaire qui en fait un protecteur irrésistible. La France a donc un intérêt tout particulier à la paix. Elle est en effet, de par sa géographie spécialement vulnérable. Toutefois, elle n'a aucune ambition territoriale, ne revendique rien. C'est donc sa voix qui peut être entendue, sa main qui peut être saisie par chacun des Grands mais à condition que sa parole et cette main soient libres ; ce d'autant que nombre de peuples du monde regardent vers elle. Elle voit ainsi s'ouvrir un rôle de premier plan, confirmé par l'enthousiasme des peuples, ravis de voir la France se comporter en grande puissance, en nation indépendante.

De Gaulle, définit l'Europe, nonobstant une diversité parmi ses peuples comme un ensemble de même race blanche, de même origine chrétienne, de même manière de vivre, liées entre elles depuis toujours par d'innombrables relations de pensée, d'art, de science, de politique, de commerce. Il est donc logique qu'elles en viennent à former un tout. Déjà, depuis l'empire romain de nombreuses tentatives ont eu lieu pour la rassembler. Pourtant, aucun de ces fédérateurs n'a obtenu des pays soumis qu'ils renoncent à être eux-mêmes. Au contraire, l'arbitraire centralisation a toujours provoqué par choc en retour la

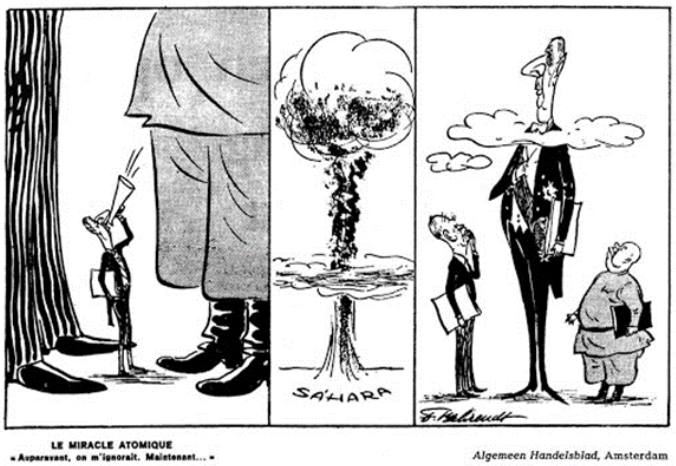
virulence des nationalités. L'union de l'Europe ne saurait donc être la fusion des peuples mais elle doit résulter de leur systématique rapprochement. Il faut donc instituer un concert des États européens pour que grandisse en eux une solidarité. De là, si un danger menace pourra naitre une confédération…

Se trouve donc exclue l'éventualité, qui pourrait venir d'une Grande Bretagne, d'une dérive vers l'atlantisme incompatible avec l'Europe européenne. Également tout doit être fait pour écarter de l'Allemagne, le retour de ses mauvais démons pangermaniques. Il faut donc maintenir les frontières que la guerre lui a imposées, rien ne saurait subsister de ses prétentions d'antan sur la Tchécoslovaquie, tout Anschluss doit être exclu, qu'elle doit être privée de la détention et de la fabrication d'armes atomiques. Alors, elle peut être partie à cet ensemble allant d l'Atlantique à l'Oural et au Caucase.

Contrairement à l'Allemagne qui peut espérer trouver sa sécurité sous le parapluie américain, la France peut certes rester dans l'Alliance atlantique mais elle doit s'émanciper de la tutelle de l'OTAN, d'autant qu'elle s'engage dans l'armement atomique. Par-dessus tout, elle veut l'indépendance politique pour sa survie. La France a été pendant des siècles le mastodonte de l'Europe et il s'agit de retrouver sa mission internationale, faute de laquelle elle se disloquerait. C'est ainsi que la France peut attirer et retenir l'Allemagne. Ainsi s'établit la coopération franco-allemande, coopération directe et étroite.

L'Europe, c'est à l'origine le Marché Commun mais rapidement, il apparait à De Gaulle que des manœuvres se font jour, qui viseraient à empêcher la France de disposer d'elle-même. Dès le départ, l'institution européenne comporte une ambiguïté : vise-t-elle à la coordination des intérêts des États ou bien à fusionner ceux-ci dans une entité unique qui aurait son gouvernement, entité née dans la cervelle des technocrates. N'ayant pas de goût pour les chimères, le Général choisit la première option. Mais pour les champions de l'intégration, le « gouvernement européen existe déjà : c'est la Commission et ses « experts » réels ou prétendus. Walter Hallstein est le président de la Commission, qui épouse la thèse d'un super- état. Mais Hallstein est surtout un Allemand. On connait aujourd'hui son passé nazi. De Gaulle est en désaccord avec lui, les deux visions étant inconciliables.

C'est l'époque d'une épreuve de force où la



LE MIRACLE ATOMIQUE
« Auparavant, on m'ignorait. Maintenant… »

Algemeen Handelsblad, Amsterdam

A droite Walter Hallstein président de la CEE de 1958 à 1967

France finit par s'imposer, après avoir envisagé la rupture. C'est ainsi que l'agriculture entre dans un Marché Commun que les Anglais s'efforcent de torpiller. L'Italie par contre, pays de très grand passé entend y être reconnue et veut rendre solidaires les peuples de l'ancien monde et un grand courant se créée entre la France et le monde transalpin bien que Rome tienne à ce que soient maintenus des liens avec les Anglo-Saxons. Il apparait que la construction européenne sera une œuvre de longue haleine et elle ne pourra se faire qu'en partant des réalités c'est à dire des États. Toutefois, les propositions françaises se heurtent notamment à la Belgique qui veut que l'Angleterre soit associée au projet.
Le monde est alors face à la menace soviétique mais l'équilibre des forces destructrices de l'Amérique et de l'URSS montre qu'ils ne peuvent s'affronter directement mais par contre, rien ne les empêcherait de se combattre au travers de l'Europe. Dès lors, le parapluie américain ne joue plus, au contraire. Il est clair qu'une hostilité à l'URSS ne peut que pousser Moscou vers l'Asie. C'est là qu'il apparait clairement que la France a un rôle important à jouer mais il faut alors qu'elle en ait la puissance et si elle ne l'a pas, qu'elle se la donne. Sur le plan stratégique, la France n'a plus d'intérêt à rester dans l'OTAN. Elle s'affirme au plan international où sa diplomatie s'exprime. Elle existe à nouveau dans le monde.
Derrière le fait communiste se tient la Russie. Or l'intérêt russe, c'est la paix et c'est alors que la France expérimente une bombe atomique, issue de sa propre technologie. Cette nouvelle situation parait convenir à l'Angleterre et Mac Millan exploite ses liens d'amitié avec le Général.
Paris poursuivra donc dans le sens de la détente et Khrouchtchev fait une visite en France au cours de laquelle De Gaulle prône la détente et la coopération, ce qui rencontre

Charles De Gaulle et Harold Macmillan (Novembre 1961)

un écho favorable chez le responsable soviétique qui vante le potentiel économique de son pays.
Une première pierre est posée et De Gaulle va en porter le message à ses alliés, notamment aux Anglais qui le reçoivent avec faste. L'Angleterre, c'est la stabilité des institutions, c'est le respect de la démocratie , avec laquelle on peut construire la paix dans la sagesse et la fermeté.
Ensuite, se rendant au Canada, il y trouve confirmation de l'impasse que constitue une fédération de communautés différentes et y voit aussi le souci de se démarquer des Américains.
Aux États-Unis, les contacts sont bons avec la population et comme toujours avec le président Eisenhower, esprit lucide et pacifique, comprenant qu'il appartient à l'Europe de régler ses propres problèmes, que la France doit y avoir l'initiative. Puis devant le Congrès, la politique française est exposée : instaurer la détente internationale, réduire les oppositions entre les régimes, organiser par coopération de l'Est et de l'Ouest l'aide aux pays qui en ont besoin, réaliser le désarmement.

Le président argentin Arturo Illia reçoit Charles de Gaulle, le 4 octobre 1964

L'avènement de Kennedy changera la donne : il sera affronté à la position indépendante de la France qui lui montre combien les politiques divergent, notamment en Asie du Sud-Est. La France s'affirme d'ailleurs dans tout ce qui est non-aligné : Afrique, Iran, Indochine, Moyen-Orient, Amérique Latine et même l'Espagne et l'Autriche, enfin le Québec.
Pour finir, il faut réfléchir à la situation du Général de Gaulle qui ne relève d'aucune hérédité comme les rois, ni d'une autorité à vi, conférée par un referendum, comme les empereurs.
De Gaulle répond, lui à l'appel de la France. Il est son recours, il assure l'intérêt national, l'indépendance de la France. Il a les moyens d'en appeler directement à la nation. Son rôle consiste à tracer les orientations, fixer des buts, donner des directives. On sent là le militaire formé à la stratégie. Le souci permanent est la souveraineté dans l'unité nationale, de l'intégrité du territoire. Le Président veille à s'entourer de gens compétents et de poids. Le souci est la durée et la continuité, le contact avec les départements et leurs populations.
En conclusion, le constat fait par De Gaulle des nécessités de la France et celui que l'on peut faire aujourd'hui apparaissent proches. Au plan intérieur, l'autorité de l'État sur la totalité du territoire est impérative, la maîtrise des budgets s'impose, l'action sociale est indispensable, la politique doit prédominer sur l'oligarchie et les intérêts particuliers. Au plan extérieur, la France doit s'imposer en Europe, se dégager de l'OTAN, entretenir des rapports amicaux avec les États Unis mais dans l'indépendance, travailler à la détente avec Moscou, répondre aux aspirations du Tiers Monde, prendre toute sa part au développement technologique. Le champ est vaste...

D.L.

Macron se référant à de Gaulle : une imposture !

Christian VANNESTE
Député honoraire
Président du Rassemblement pour la France (RPF)

Dans *Le Fil de l'épée*, le général de Gaulle écrivait : *« Le prestige ne peut aller sans mystère, car on ne révère pas ce que l'on connaît trop bien. Tous les cultes ont leur tabernacle et il n'y a pas de grand homme pour ses domestiques. »* La distance et une part de secret qui intrigue, une différence qui tient en respect : tels étaient, selon le fondateur de la Ve République, les éléments qui distinguent le chef, celui qui peut et doit conduire les autres. Il y ajoutait « la sobriété du discours » et parfois « le silence » qui rehausse l'autorité.

À comparer l'occupant actuel de l'Élysée à son illustre prédécesseur, on ne peut s'empêcher de voir apparaître les images d'un dessin animé – *L'Apprenti sorcier* – où Mickey veut imiter son maître et répète les formules magiques entendues. Il ne maîtrise rien. La magie s'emballe et part dans tous les sens. L'apprenti est dépassé. Macron a lu de Gaulle, a sans doute étudié un peu son histoire.

Il en a retenu la présidence jupitérienne qu'il a voulu, selon lui, restaurer à grands coups de monuments historiques et de mise en scène grandiose dans des décors prestigieux.

De Gaulle a sauvé l'honneur de la France le 18 juin. Il a fondé la République actuelle, dont la stabilité et le fonctionnement régulier ont redonné au pays un crédit international et, jusqu'en 1981, assuré une politique sérieuse et continue. On ne peut, comme le fait le Président actuel, se réclamer à la fois de De Gaulle et de Mitterrand. Si l'on se libère de la foule des courtisans et des communicants qui ont osé la comparaison, on doit se rendre à l'évidence que le premier tentait une

restauration du pays quand le second, ambigu plus que mystérieux, jouisseur du pouvoir plus qu'homme d'État, a amorcé une décadence qui n'a pas cessé depuis lors. Embardées économiques, cohabitations malsaines, coups tordus et vie privée indigne protégée par l'État : cet homme est l'exact contraire du Général. Son mépris glaçant n'avait rien de commun avec la distance imposée par un véritable chef d'État.

Le signe de cette imposture est l'excès, « l'ubris », comme dit Collomb. Démesure théâtrale du Louvre ou de Versailles, démesure de l'envolée rhétorique accompagnée du poing qui martèle le pupitre de l'ONU, démesure inverse de la proximité « tactile » auprès de Trump, qui s'en amuse au point de la rendre ridicule, démesure extrême des enlacements déplacés jusqu'à devenir suspects aux yeux de certains, dans une séquence incroyable à Saint-Martin.

Zemmour soulignait le contraste saisissant entre la leçon faite de haut à un gamin « blanc » qui l'avait appelé « Manu » et les photographies avec deux jeunes Antillais bien bâtis et torses nus, l'un délinquant, l'autre faisant un « doigt d'honneur » où le Président perd toute contenance et noie son prestige. Une autre image hante désormais les esprits : le couple Macron, en extase, au milieu d'un groupe de chanteurs et de danseurs noirs qui affichent leur homosexualité avec ostentation.

C'est à l'Élysée : imagine-t-on le Général dans cette posture ? Mais, pour le coup, on n'imagine aucun de ses successeurs ni aucun des concurrents de l'élu de 2017 dans une situation aussi grotesque.

Macron, qui veut une fois de plus modifier la Constitution, va devant le Conseil constitutionnel pour célébrer son 60e anniversaire. On a déjà beaucoup trop réformé le texte et le premier acte de respect envers son créateur serait de ne plus y toucher. La politique du Général n'a pas été parfaite aux yeux de tous. Sa politique algérienne a notamment laissé bien des meurtrissures. En revanche, l'appel de 1940 et la Constitution de 1958, qui à deux reprises ont permis à la France de compter dans le monde, devraient fonder une union sacrée des Français et leur interdire de s'affronter sur ces sujets. Jean-Louis Debré le rappelait récemment.

C.V.

2022 : France cherche de Gaulle désespérément

Barbara LEFEBVRE
Essayiste et enseignante

Professeur d'histoire-géographie, Barbara Lefebvre a publié différents ouvrages sur la jeunesse, l'école, la société. Cette hussarde de la République qui refuse de croire que la défaite est inéluctable nous a autorisé de reproduire, dans le cadre de ce dossier spécial « Année De Gaulle », un article publié en juin 2019 dans FIGAROVOX/TRIBUNE, où elle fustige le « carnaval des opportunismes » qui s'érige à l'horizon de 2022.

F.M.

Les résultats des élections européennes ont donné lieu à des surinterprétations voire des extrapolations qui en disent long sur l'état calamiteux de notre vie politique française. Loin d'avoir contribué à sa recomposition pour le bien commun, l'élection d'Emmanuel Macron avec son parti attrape tout en aura accélérée la décomposition actée dès 2002. Que des éditorialistes et des analystes aient essayé de faire croire à l'opinion publique qu'à lui seul, surgi d'un pseudo-néant, Emmanuel Macron avait renversé la table, est une fable largement déconstruite aujourd'hui. Ces mêmes observateurs ne jubilaient-ils pas déjà de voir le Parti socialiste imploser sous l'effet de scissions irréconciliables durant le quinquennat Hollande, ce que les primaires de la gauche, la sécession du ministre Macron, la non-candidature du président sortant, viendront définitivement valider. Ils jubilent devant l'achèvement de la décomposition finale de LR, entamée par le calvaire de la campagne Fillon sous l'œil goguenard de ses « amis » Sarkozy et Juppé, les conflictualités internes sous la présidence Wauquiez et surtout l'impossibilité pour LR de survivre à un parti de gouvernement assumant d'incarner la synthèse des centrismes bourgeois.

Nous tournons en rond.

Voici des décennies que tous les observateurs de notre vie démocratique soulignent la crise que traverse la France. Ses fractures sociales, économiques, culturelles ont fait l'objet de tant de livres, de débats sans fin, que nous en sommes presque tous lassés. En 2019, les médias feignent encore de découvrir des analyses qui ont pourtant été posées il y a vingt ans. Cela illustre la gravité de la crise de la démocratie: nous tournons en rond. Et si tous les dirigeants élus en ont conscience, aucun n'a été véritablement capable de trouver des solutions à ces crises de confiance devenue, au fil du temps, défiance radicale. Élections après élections, déceptions après trahisons, le peuple électeur s'est détaché de la politique. Le premier parti de France est bien celui de l'abstention, celui d'une relation entre le *demos* et le *cratos* tellement altérée qu'on peut considérer qu'à un certain degré le *demos* s'est détaché du *cratos* et inversement. Dans ce cas, quel pouvoir peut se déclarer légitimement démocratique? Faut-il se contenter de parler à «son électorat» aussi réduit soit-il mais suffisant

pour décrocher la queue de Mickey en 2022, ou faut-il tenter d'aller - enfin - chercher les abstentionnistes pour les reconnecter à la politique en leur proposant un projet commun concret, sérieux, applicable, rassembleur, et non en leur racontant un conte pour enfant comme en 2007, en 2012 et en 2017?

Si au cours des trois ans qui viennent, chaque camp - constitué en parti, en mouvement ou en cénacle d'influence - développe un programme visant telle ou telle portion de l'électorat pour s'assurer la victoire, la France repartira dans un nouveau cycle négatif, voire de désespérance qui pourrait conduire à la mort de la démocratie. Et à écouter les uns et les autres ces dernières semaines, la politique des boutiques semble hélas avoir encore de beaux jours devant elle. Depuis les résultats des Européennes et le sauve-qui-peut général au sein de LR, certains boutiquiers politiques (ou idéologues sous-traitants professionnels) commencent à élaborer plans et stratagèmes pour 2022, sautant allégrement par-dessus les Municipales de 2020 et les régionales de 2021, élections locales autrement plus significatives du paysage politique français que les Européennes.

On le voit aujourd'hui, aucun parti, aucun mouvement ne cherche à parler au peuple français dans son ensemble.

Dans quel mur serons-nous encore conduits en 2022, si... Le parti des inclus dans la mondialisation (les anywhere de la théorie politique de David Goodhart), LaRem, ayant absorbé élites socialistes et républicaines, s'occupera de parler seulement aux bourgeoisies de cette «UMPS convergent» comme l'appelait déjà de ses vœux, en mars 2017, le macronien **Jean-Pierre Mignard**.

Grandes bourgeoisies - au pluriel - enfin unies dans le même projet de défense de leurs intérêts de classe, qui s'engagent dans l'acte 2 du quinquennat à se montrer en public moins méprisantes à l'égard de la plèbe.

Les Insoumis, incapables de refaire le coup du populisme souverainiste de gauche de 2017, se contenteront de taper aux portes des derniers gauchistes de plus en plus acquis au délire multiculturaliste voire indigéniste.

La minorité refusant de céder à l'islamo-gauchisme abandonnera le radeau de la mélenchonie ou sera repêchés par le RN. Les bobos écolos se diviseront eux aussi entre «internationalistes» et «localistes» (on ne prononce pas les mots dérivés de nation chez les écologistes puisque notre pays c'est la planète) ; l'écolo des villes rejoindra LaRem, l'écolo des champs fera 2% aux présidentielles. Le RN

ne cherchera qu'à asseoir son socle électoral populaire, celui des exclus de la mondialisation (réels ou se vivant comme tels), ces *somewhere* dont un certain nombre sont enracinés davantage par obligation (chômage, insécurité sociale et économique) que par volonté patriotique.
On le voit aujourd'hui, aucun parti, aucun mouvement ne cherche à parler au peuple français dans son ensemble. Chacun tient sa part de marché, et fait la retape auprès de ses fidèles consommateurs… Malgré les belles déclarations sur «la France périphérique» des Gilets jaunes qu'on ne devrait plus ignorer, la politique des boutiquiers est toujours là.

Personne ne semble capable de penser l'économie autrement qu'en opposant libéralisme et antilibéralisme.
Personne ne semble avoir l'audace intellectuelle de bâtir un socle idéologique qui parle aux *anywhere* ET aux *somewhere*, comme s'il était acté que ces deux France étaient irréconciliables. Personne ne semble porter une vision civilisationnelle produisant une synthèse inédite et puissante, d'une part de notre héritage gréco-romain et judéo-chrétien et d'autre part de la pensée laïque et émancipatrice des Lumières et des droits de l'homme. Personne ne semble capable de penser l'économie autrement qu'en opposant libéralisme et antilibéralisme, comme si aucun modèle tiers ne pouvait être inventé ; comme si nous n'avions pas d'autre choix que le capitalisme financier d'une mondialisation prédatrice ou l'étatisme économique le plus obtus et dispendieux. Personne ne paraît capable d'apporter des réponses viables à long terme aux défis posés depuis quatre décennies par l'immigration de masse et ses conséquences politiques, démographiques et culturelles ; on n'a le choix qu'entre un discours lénifiant sur le *pasdamalgame* et le vivre-ensemble ou a contrario des programmes illusoires et comminatoires de quasi re-émigration forcée qu'aucun esprit sérieux ne peut soutenir.
Qui réussira à redonner confiance aux exclus en leur proposant de rebâtir une nation protectrice du peuple français, tout en ne faisant pas douter les inclus sur la capacité d'une France souveraine à se projeter dans l'économie mondiale? Il y a soixante ans, la France sut trouver le chemin de l'unité démocratique à un moment de son histoire où elle était menacée par des conflits intérieurs d'une violence inouïe, où le régime républicain s'avérait incapable d'unir les Français pour engager un projet de long terme et, dès lors, se décomposait à vue d'œil. Elle confia son destin à un militaire qui était aussi un homme d'État. Il donna à la France de son temps une constitution permettant une République stable pour une nation gouvernable. Il s'appuya souvent sur le *demos* par l'usage du référendum, et en respecta toujours la décision.

Et si en mai 2022, un autre général, au-dessus des boutiques de partis, s'engageait pour sortir la France de la dépression sévère dans laquelle sa classe politique l'a plongée depuis quarante ans ?

Mais en six décennies, la France a subi des mutations profondes sur le plan économique (les effets de la mondialisation) et démographique (l'immigration de masse), sur le plan politique (l'intégration européenne et la perte de souveraineté qui en a découlé), sur le plan sociétal (le triomphe des intérêts individuels sous l'effet de la marchandisation de la société et ses effets délétères sur le plan de la morale commune). Au niveau de la politique

LE GÉNÉRAL DE GAULLE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ

politicienne, la République de 1958 s'est abîmée dans d'interminables querelles partisanes, dans la réforme du quinquennat, dans une bipolarisation artificielle, dans l'avidité et la corruption d'une part de la classe politique et des élites qui en constituent la cour, dans la compétition des opportunistes qui se joue à ciel ouvert avec la révolution de l'information depuis quinze ans.

En décembre 1965, le général de Gaulle fut le premier président de la République élu au suffrage universel. Et si en mai 2022, un autre général, au-dessus des boutiques de partis, s'engageait pour sortir la France de la dépression sévère dans laquelle sa classe politique l'a plongée depuis quarante ans ?

B.L.

Lors de sa dernière allocution télévisée, Emmanuel Macron a annoncé la fin du confinement pour le 11 mai.

Dans un entretien à *Boulevard Voltaire*[1], le général Bertrand Soubelet est revenu sur son plan de sortie de crise, en particulier pour le domaine économique, et a apporté son regard d'expert sur la gestion de crise. Il nous a permis de proposer aux lecteurs de « Méthode » cette entrevue avec notre confrère.

Récemment, vous avez proposé un plan méthodique de sortie de crise. Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

À vrai dire, pour proposer un plan de sortie de crise complet et pertinent, il est nécessaire de disposer de toutes les informations concernant l'évolution de la pandémie, avec les hypothèses minimalistes et maximalistes, et d'en évaluer les effets sur notre quotidien au regard des mesures nécessaires pour la protection des Français.

Seules les autorités de notre pays disposent de ces analyses.

En revanche, Objectif France, par la voix du **docteur Guy André Pelouze**, proposait, il y a déjà trois semaines, une méthode pour la sortie de crise sanitaire[2] :

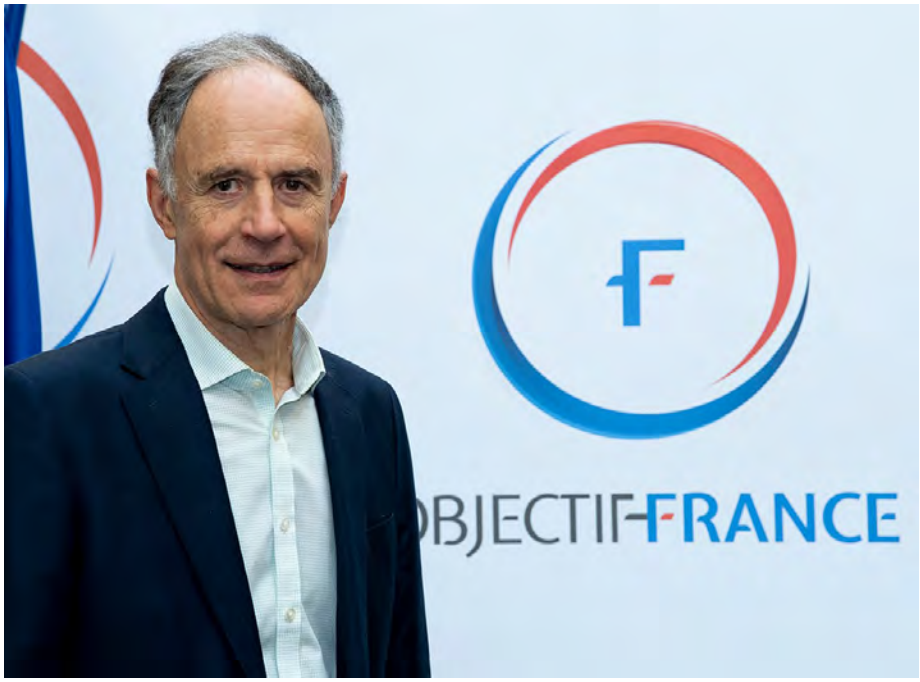
– Tester massivement en organisant cette manœuvre avec tous les laboratoires publics et privés afin d'avoir une idée précise de la présence du virus dans notre pays. Ces informations permettant de prendre des décisions différenciées en termes de confinement, compte tenu des disparités sur notre territoire.

– Déconcentrer les mesures de déconfinement en confiant cette mise en œuvre aux régions.

Mais ces propositions valaient pour la crise sanitaire dont l'évolution est quotidienne.

La crise sanitaire n'est probablement plus la question la plus cruciale si les gestes barrière continuent d'être appliqués ainsi que les consignes de confinement et la règle de la quarantaine en cas d'infection.

Le plus inquiétant, à mon sens, est la menace qui pèse sur les entreprises et donc



sur notre économie. Je ne parle pas des grands groupes, qui ont une capacité à résister financièrement, mais surtout des PME, TPE, des commerçants et artisans.

C'est leur survie qui est en jeu et les prêts garantis par l'État ne sont pas une solution pérenne, compte tenu des charges qui pèsent sur ces entreprises.
Il faut les autoriser à reprendre leur activité en respectant les préconisations sanitaires. Il faut faire confiance aux entrepreneurs et aux salariés car, sinon, ce sera une crise sociale profonde qui suivra.
Ce que nous vivons démontre clairement la fragilité de notre système en raison, notamment, d'une pression financière de l'État trop importante sur les entreprises qui n'ont aucune réserve et peu de trésorerie.
C'est probablement une des premières réformes de « l'après ».
Cette crise révèle aussi, à nouveau, l'incapacité de l'État à prendre des décisions claires et à faire respecter les règles sur l'ensemble du territoire national. Là aussi, il y aura des enseignements à tirer au-delà de ceux de l'absence de masques, de gel hydroalcoolique et de tests sérologiques.
L'enseignement le plus évident est que la logique politicienne se montre incapable de répondre aux exigences d'une crise car il s'agit d'une situation exceptionnelle qui demande des réactions rapides mais pesées et des décisions rationnelles déconnectées des enjeux d'image et électoraux. Le maintien du premier tour en est une désastreuse illustration.
Le président de la République a annoncé, lundi soir, la date du 11 mai comme début de sortie du confinement. À travers cette allocution, avez-vous perçu un plan réfléchi ou avez-vous le sentiment qu'au sommet de l'État, on « pilote à vue » ?

L'intervention du président de la République a confirmé que rien n'est clair. Une seule information concrète en est sortie : le 11 mai. En effet, l'interprétation générale est qu'il s'agit du début de la sortie du confinement. Rien n'est moins sûr. Notre prochain rendez-vous est le 11 mai et, d'ici là, un certain nombre de choses vont enfin se mettre en place. Les masques et les tests, notamment, dont nous ne disposons pas aujourd'hui en quantité suffisante. Cela va changer la donne.

Ma conviction est que la gestion d'une crise est l'affaire de professionnels et les politiques n'en sont pas. La lutte contre le virus et les mesures pour le combattre sont du ressort du milieu médical.

Ensuite, la question de la mise en œuvre du confinement et de l'ordre public c'est l'affaire des forces de sécurité.

Dans les deux domaines, il est nécessaire de déléguer à des professionnels en leur donnant les moyens de remplir leur mission.

Une crise, c'est toujours du pilotage à vue, mais il y a des invariants.

Quelles sont les priorités, quelles sont les contraintes, quelles sont les marges de manœuvre, quelle est la ligne rouge qui pourrait amener à reconsidérer la stratégie. Et il faut décider.

Gérer une crise, c'est un métier.

Le général Lizurey, ancien directeur général de la gendarmerie nationale, s'est vu confier, le 30 mars, par le Premier ministre, une mission d'auditeur dans la crise du coronavirus en apportant « un regard extérieur sur la crise », pour reprendre les mots de Matignon. Que vous inspire cette décision qui rappelle celle du général Georgelin à la reconstruction de Notre-Dame ?

Mon sentiment sur le rappel du général Lizurey est très positif. C'est une bonne décision, même s'il peut s'agir d'une demi-mesure. Demander à un général d'armée qui a dirigé la gendarmerie pendant plusieurs années, en gérant notamment la période des attentats ou l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes, de venir « apporter un regard extérieur » ne me paraît pas correspondre à la hauteur des enjeux et à la dimension de l'intéressé.

J'espère qu'il ne s'agit pas d'une opération de communication de plus à l'image de ce que le gouvernement pratique depuis près de trois ans. Car l'exécutif a bien compris que les militaires ont, aujourd'hui, les faveurs d'une majorité de Français.

Un chef militaire a pour vocation de conseiller les responsables politiques sur une stratégie puis d'agir pour la mettre en œuvre.

À ce stade, je ne sais pas ce que fait exactement le général Lizurey, mais j'espère qu'il est écouté, car c'est un homme d'expérience. Il est en mesure de proposer des solutions rationnelles et efficientes.

D'une manière générale, je pense que les responsables militaires amènent une plus-value importante dans la résolution des crises et dans la vie publique en général. Mais, ce faisant, ils constituent une sorte de menace pour les hommes politiques car, dans leur esprit, ils deviennent des concurrents. J'observe, en effet, que cela fait deux fois, avec le général Georgelin, que des responsables militaires sont sollicités. C'est un signe positif et j'espère qu'il ne sera pas sans lendemain.

RÉFÉRENCES

1, https://www.bvoltaire.fr/general-soubelet-la-gestion-dune-crise-est-laffaire-de-professionnels-et-les-politiques-nen-sont-pas/

2, http://www.objectif-france.org/of/p/2020-Covid-19-les-4-mesures-qu-il-est-encore-temps-de-prendre-pour-eviter-une-epidemie-a-l-italienne-en-france.html

"Méthode" recommande :

Sans autorité, quelle liberté ?
de Bertrand SOUBELET

« J'ai été l'un des plus hauts responsables de la gendarmerie française. À la demande des élus de la République, j'ai expliqué les carences et les défis auxquels nous devions faire face. Cette vérité, détaillée dans un livre, m'a coûté cher : Tout ce qu'il ne faut pas dire a provoqué mon exclusion de cette institution qui était ma vie. Désormais libre de parole et loin de la "Grande Muette", je ne veux plus rien cacher. "La France va dans le mur", "On ne peut plus continuer comme ça" : tous les citoyens font ce constat d'échec, quand les politiques, eux, s'obstinent à rester aveugles, à diviser au lieu de rassembler. Qu'il s'agisse de la justice ou du maintien de la tranquillité publique, il est grand temps d'apporter les remèdes pour guérir un système malade. De mon poste, j'ai vu ce que la société française comportait d'espoir, de besoin de changement et d'institutions fortes. J'ai vu, aussi, ses zones de non-droit et ses exclusions. Il faut s'indigner, lutter, rétablir une autorité bienveillante. Pour la France, je continue à dire ma vérité haut et fort. » B. S.

Broché : 280 pages
Editeur : Les éditions de l'observatoire (5 avril 2017)
Collection : EDITIONS DE L'O
ISBN-13 : 979-1032900215
ASIN : B01MSBRQG0
Dimensions du produit : 13,5 x 1,6 x 21,5 cm

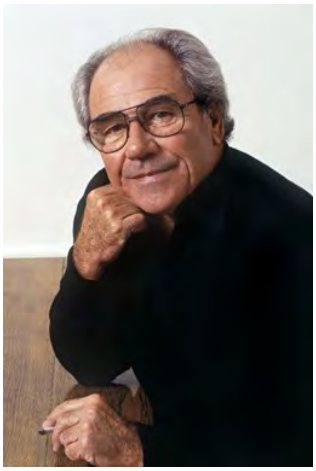
Crise sanitaire, crise civilisationnelle

Michel MAFFESOLI
Professeur émérite à la Sorbonne,
Membre de l'Institut universitaire de France
Docteur en sociologie

Au-delà de nos humeurs, craintes, convictions, réactions, consentement, toutes choses étant de l'ordre de l'opinion, il convient d'aller à l'essentiel. C'est-à-dire, qu'au-delà des apparences, ce que le poète nomme bellement « le clapotis des causes secondes », revenir à l'être des choses. En-deçà des « médiations », de ces évidences déversées *ad nauseam* par l'intelligentsia, revenir à ce qui est immédiatement évident. Ce que la sagesse populaire a su formuler d'une manière lapidaire : tout passe, tout casse, tout lasse !

En la matière fin d'une Modernité en bout de course. Saturation d'un ensemble de valeurs de plus en plus désuètes.

Rappelons-nous, ici, d'une des étymologies du terme crise : « krisis » comme le jugement porté par ce qui est en train de naître sur ce qui est en train de mourir.



Cela, on l'oublie trop souvent, en réduisant la crise à son aspect économique. Simple dysfonctionnement de ce que mon regretté ami, **Jean Baudrillard**, nommait « la société de consommation »., que quelques ajustements d'ordre politique ne manqueraient pas de corriger pour le plus grand bien de tous.

C'est ainsi que l'on peut comprendre la « crise sanitaire » comme une modalité d'une crise sociétale en cours, d'un changement de paradigme bien plus profond.

En d'autres termes, la crise sanitaire comme expression visible d'une dégénérescence invisible. Dégénérescence d'une civilisation ayant fait son temps. Civilisation dont le paradigme n'est plus reconnu. La matrice de l'être-ensemble est devenue inféconde.

Le rationalisme à courte vue peut concéder qu'il s'agit là d'une allégorie quelque peu mystérieuse, voire mystique. Mais l'histoire ne manque pas d'exemples en ce sens. Il y en a même à foison. Je me contente de rappeler la grande peste corrélative de la fin de l'Empire romain. La fameuse peste « antonine » en 190, tout en causant des millions de morts marqua le début de la décadence romaine.

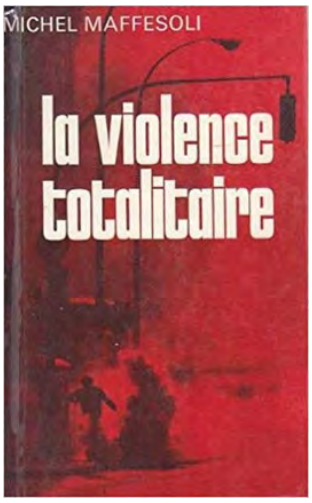
Une gravure antique montrant les corps de personnes victimes de la peste antonine

Et que dire de la « peste noire », appelée également « mort noire » qui au XIVème

siècle fut corollaire de la fin du Moyen-Âge ? La Renaissance devait lui succéder. Ce que les historiens nomment *Black Death* exprime bien le deuil qu'il convenait de faire vis-à-vis d'un ensemble de valeurs n'étant plus en adéquation avec un nouvel esprit du temps en gestation.

Terminons-en avec la métaphore. Mais voilà fort longtemps qu'avec quelques autres, tout en subissant les foudres d'une intelligentsia apeurée, je pointe, souligne, analyse la **décadence de la modernité**.

La fin d'un monde n'étant plus défendu que par des castes fières de leur supériorité illusoire continuant à seriner leurs fallacieuses élucubrations. Il s'agit là d'une « société officielle » de plus en plus déconnectée de la vie réelle. Et donc incapable de voir la dégénérescence intellectuelle, politique dont les symptômes sont de plus en plus évidents.



Dégénérescence de quoi, sinon du mythe progressiste ? J'avais montré dès 1979 que corrélativement à l'idéologie du service public, ce progressisme s'employait à justifier la domination sur la nature, à négliger les lois primordiales de celle-ci et à construire un monde selon les seuls principes d'un rationalisme dont l'aspect morbide apparaît de plus en plus évident. *La Violence totalitaire* d'un progressisme à la fois benêt et destructeur.

J'ai dit qu'il convenait de s'attacher à l'essentiel. Le point nodal de l'idéologie progressiste, c'est l'ambition voire la prétention de tout résoudre, de tout améliorer afin d'aboutir à une société parfaite et à un homme potentiellement immortel.

Qu'on le sache ou non, la dialectique, thèse, antithèse, synthèse est le mécanisme intellectuel dominant. Le concept hégélien de « dépassement » (*Aufhebung*), est le maître mot de la mythologie progressiste. C'est *stricto sensu*, une conception du monde « dramatique », c'est-à-dire reposant sur la capacité à trouver une solution, une résolution à ce qui peut faire obstacle à la perfection à venir.

Il est une formule de K. Marx qui résume bien une telle mythologie : chaque société ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre. Ambition, prétention de tout maîtriser. C'est l'économie du salut ou l'histoire du salut d'obédience judéo-chrétienne qui, dans les grands systèmes socialisant du XIXe siècle deviennent « profanes », et vont inspirer tous les programmes politiques, gauche et droite confondues.

C'est bien cette conception **dramatique**, donc optimiste qui est en train de s'achever. Et, dans le balancement inexorable des histoires humaines, c'est « le sentiment du tragique de la vie » (Miguel de Unanumo) qui à nouveau, tend à prévaloir. Le dramatique, je l'ai dit, est résolument optimiste. Le **tragique** est aporique, c'est-à-dire sans solution. La vie est ce qu'elle est.

Plutôt que de vouloir dominer la nature, on s'accorde à elle. Selon l'adage populaire, « on ne commande bien la nature qu'en lui obéissant ». La mort, dès lors, n'est plus ce que l'on pourra dépasser. Mais ce avec quoi il convient de s'accorder.

Voilà ce que rappelle, en majeur, la « crise sanitaire ». La mort pandémique est le symbole de la fin de l'optimisme propre au progressisme moderne. On peut le considérer comme une expression du mystique pressentiment que la fin d'une civilisation peut être une délivrance et, en son sens fort, l'indice d'une renaissance. « Index », ce qui pointe la continuité d'un vitalisme essentiel !

La mort possible, menace vécue quotidiennement, réalité que l'on ne peut pas nier, que l'on ne peut plus dénier, la mort qu'inexorablement l'on est obligé de comptabiliser, cette mort, omniprésente, rappelle dans sa concrétude que c'est un ordre des choses qui est en train de s'achever.

Ce qui est concret, je le rappelle : *cum crescere*, c'est ce qui « croît avec », avec un réel irréfragable. Et ce réel, c'est peut-être ? réellement ? la mort de cet « ordre des choses » ayant constitué le monde moderne !

Mort de l'économicisme dominant, de cette prévalence de l'infrastructure économique d'origine marxiste, cause et effet d'un matérialisme à courte vue. Outre la « société de consommation », Jean Baudrillard a fort bien montré en quoi toute la vie sociale n'était qu'un « *miroir de la production* ». Ce qui est la réduction d'un **être-ensemble** essentiel à un « étant » on ne peut plus abstrait, uniquement préoccupé par le matériel que l'on ne maîtrise plus. On ne possède plus les objets, l'on est possédé par eux !

Mort d'une conception purement individualiste de l'existence. Certes, les élites déphasées continuent à émettre des poncifs du type « compte tenu de l'individualisme contemporain », et autres sornettes de la même eau. Mais l'angoisse de la finitude, finitude dont on ne peut plus cacher la réalité, incite, tout au contraire, à rechercher l'entraide, le partage, l'échange, le bénévolat et autres valeurs du même acabit que le matérialisme moderne avait cru dépasser.

Même «confinés » dans leur appartement, il est intéressant de noter que les chants patriotiques ou celui du répertoire populaire, sont repris en commun. Et ce afin de conjurer, collectivement l'angoisse propre au sentiment de finitude et, ainsi, d'exprimer la solidarité devant la mort.

Encore plus flagrant, la crise sanitaire signe la mort de la mondialisation, valeur dominante d'une élite qui, toutes tendances confondues, reste obnubilée par un marché sans limite, sans frontière où, là encore, l'objet prévaut sur le sujet, le matériel sur le spirituel.

Souvenons-nous de la judicieuse expression

Avril 2020, des fosses communes pour les morts non réclamés à New-York (USA)

du philosophe **Georg Simmel**, rappelant que le bon équilibre de toute vie sociale est l'accord devant exister entre le « pont et la porte ». Le pont nécessaire à la relation, et la porte relativisant cette relation afin d'accéder à une harmonie bénéfique pour tout un chacun.

Cette mondialisation à outrance est, c'est difficile à le reconnaître, l'héritage de l'**Universalisme** propre à la philosophie des Lumières du XVIIIe siècle. Et la saturation d'un tel état de choses va valoriser le localisme. Ce que l'École de Palo Alto, en Californie, a nommé avec justesse, la « proxémie ». C'est-à-dire l'interaction existant entre l'environnement naturel et l'environnement social.

Ce que j'ai appelé « Ecosophie », sagesse de la maison commune, ou, en termes plus familiers, reconnaître que « **le lieu fait lien** ». Toutes choses rappelant qu'à l'encontre du leitmotiv marxiste : « l'air de la ville rend libre », formule archétype du déracinement, la glèbe natale retrouve une force et vigueur indéniables.

Enracinement dynamique rappelant que, comme toute plante, la plante humaine a besoin de racines pour pouvoir croître, avec force, justesse et beauté ! Ainsi face à la mort on ne peut plus présente, est rappelé la nécessité de la solidarité propre à un « **idéal communautaire** » que certains continuent à stigmatiser en le taxant, sottement, de communautarisme.

Certains ? Qui sont-ils ? Tout simplement ceux qui ayant le pouvoir de dire et de faire, continuent à défendre bec et ongles l'économicisme, l'individualisme, le mondialisme, le matérialisme dont il a été question.

La consanguinité des élites est chose évidente. Leur endogamie est chose mortifère. Cet entre-soi est, on ne peut plus, manifeste dans les poncifs moraux dont les oligarques se gargarisent. Lieux-communs cachant mal, leur culte atavique de l'argent, leur orthodoxie économiciste et leur célébration d'une échelle de valeurs de fait dépassée. Tout ceci à coup d'incantations : démocratie, valeurs républicaines, laïcité, progressisme, etc.

Tout cela s'exprimant dans des formules alambiquées où les esprits aigus et le bon sens populaire repèrent aisément les amphibologies et les cercles vicieux. Formules stéréotypées ne traduisant que l'essence de leurs pratiques et le fondement de leur désir profond, celui d'une « **suradministration** » leur assurant un pouvoir indépassable sur un peuple indécrottablement débile.

Ces élites ayant oublié que commander c'est servir. Ce que traduit l'adage exprimant au mieux la cohésion sociale : *regnare servire est*. En bref, l'équilibre devant exister entre la puissance de l'instituant et le pouvoir de l'institué, c'est-à-dire des institutions économiques, politiques, sociales.

C'est parce qu'elles ne saisissent pas que la mort quotidienne, se rappelant à notre bon souvenir, signe inéluctablement, la mort de la matérialiste civilisation moderne, qu'il va y avoir ce que le sociologue Vilfredo Pareto nommait, justement, la circulation des élites.

Le jardin communautaire les Arpents Verts de Magog

Circulation qui, Internet aidant, prend acte de la mort de la verticalité du pouvoir au profit de l'horizontalité de la puissance sociétale. Je l'ai souvent rappelé, la postmodernité n'est rien d'autre que la **synergie de l'archaïque et du développement technologique**.

Autre manière de dire le retour du partage, de l'échange, de la solidarité et autres valeurs premières, fondamentales que la paranoïa des élites modernes avait cru, dialectique aidant, pouvoir « dépasser ».

La mort de la civilisation utilitariste où le lien social est à dominante mécanique, permet de repérer la réémergence d'une solidarité organique. Organicité que la pensée ésotérique nomme « **synarchi**e ». Ce qu'avait également bien analysé Georges Dumézil en rappelant l'interaction et l'équilibre existant, à certains moments, entre les « trois fonctions sociales ».
La fonction spirituelle, fondant le politique, le militaire, le juridique et aboutissant à la solidarité sociétale. Ainsi, au-delà de la suradministration déconnectée du Réel, c'est bien un tel holisme que l'on voit resurgir de nos jours.
Mais la prise en compte d'une telle **synarchie organique** nécessite que l'on sache le dire avec les mots étant le plus en pertinence avec le temps. Il est amusant, il vaudrait mieux dire désolant, de lire sous la plus d'un éditorialiste bien en cour, que la situation est dramatique et quelques lignes plus loin parler de son aspect tragique.
La formule de Platon, toujours d'actualité : « la fraude aux mots », est le signe inéluctable d'une dégénérescence achevée. La conception « dramatique » est le propre d'une élite croyant trouver à tout une solution opportune. Le « tragique », bien au contraire, s'accorde à la mort. Il sait, d'un savoir incorporé, savoir propre à la sagesse populaire, vivre la mort de tous les jours.
Voilà en quoi la crise sanitaire porteuse de mort individuelle est l'indice d'une crise civilisationnelle, celle de la mort du paradigme progressiste ayant fait son temps. Peut-être est-ce cela qui fait que le tragique ambiant, vécu au quotidien, est loin d'être morose, conscient qu'il est d'une résurrection en cours. Celle où dans l'être-ensemble, dans l'être avec, dans le visible social, l'invisible spirituel occupera une place de choix.

M.M.

« Méthode » vous recommande l'ouvrage de notre ami le Professeur Michel Maffesoli et d'Hélène Strohl

Une critique sans concession d'une maladie hexagonale par le philosophe de la postmodernité.

Un livre contre le " bon vieux temps " de l'unité.
Face au resurgissement du besoin d'affirmation des différences, des spécificités langagières et idéologiques, des rassemblements autour d'une commune origine, réelle ou mythifiée, quelle attitude adopter ? Qu'elles soient musicales, religieuses, sportives, sexuelles ou culturelles, ces " tribus " postmodernes occupent le nouvel espace public. À l'harmonie abstraite d'un unanimisme de façade est ainsi en train de succéder une harmonie conflictuelle. Ne faudrait-il pas mieux accompagner cet idéal communautaire, plutôt que le dénier ?

Editeur Cerf

Date de parution 03/10/2019

Format 11cm x 17cm

EAN 978-2204123303

ISBN 2204123307

Nombre de pages 225

Les idéologues de l'hystérie climatique vus à l'ombre du Coronavirus

Prof. Samuele FURFARI
Docteur en sciences appliquées
Ecrivain, conférencier et enseignant en géopolitique de l'énergie

Il semble morbide et cynique, alors que des milliers de personnes meurent du Coronavirus, d'insister en ce moment sur l'impérieuse nécessité d'agir contre le changement climatique. Pourtant, des idéologues, qui sont aussi et surtout ceux de la remise en cause de l'économie de marché, osent le faire. Ils ne ratent aucune occasion d'essayer de faire croire que le changement climatique cause ou exacerbe cette crise. Il est nécessaire de les dénoncer pour préparer l'avenir.

Un climatologue français[1] semble regretter que « *ce qu'on fait pour le Coronavirus, c'est deux ans de financement climat* » car, d'après lui, si on dépense de l'argent pour sauver des vies, on pourrait tout aussi bien redoubler d'effort pour sauver la planète. *Un climatologue belge*[2] a eu l'outrecuidance de tweeter à la Première ministre belge et à son vice-Premier ministre en charge du budget qu'ils profitent de cette crise pour introduire une taxe sur l'énergie : « *#Covid_19 : C'est le bon moment pour instaurer une vraie taxe CO2 sur les carburants, le mazout [fioul en Belgique] et le gaz fossile. Leur prix ayant fortement baissé, ce sera indolore. Cela permettra de dégager des ressources pour compenser les effets de la crise.* » Sur Facebook, ce

L'UE a le choix de s'entêter et continuer à s'enfoncer dans le cul-de-sac de cette transition énergétique absurde dans laquelle l'entraine le Commissaire en charge du climat, Franz Timmermans. (Crédits : Reuters)

Quand Edwy Plenel s'amuse du coronavirus qui fait "un krach boursier"

Par valeursactuelles.com / Jeudi 19 mars 2020 à 14:04 2

Edwy Plenel. Photo © Christophe Ena/AP/SIPA

membre éminent du GIEC s'est fait traiter de « charognard », entre autres épithètes.
En pleine crise, « *presque hilare* », *un commentateur politique*[3] *bien connu a apprécié que ce « virus révolutionnaire » empêchait la privatisation des aéroports de Paris* et s'en est pris aux « *banques mondiales [qui] échouent lamentablement face à la crise climatique en injectant des billions dans les combustibles fossiles*».
De son côté, l'architecte de l'Accord de Paris (COP-21) a déclaré[4] que « *nous avons une crise massive = une opportunité à saisir. Nous ne pouvons pas nous permettre de la gaspiller. La relance doit être verte* ».
Quant au Secrétaire général des Nations unies, il a profité, comme à chaque échec d'une COP, d'annoncer l'aube d'un jour nouveau[5]: "*Nous avons un cadre d'action - l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Nous devons tenir nos promesses pour les populations et la planète*". Un chercheur de l'Université de Liège (Belgique) s'est demandé s'il était « utile de sauver toutes les compagnies aériennes, notamment les *low cost* ?[6]», alors que l'on a assisté grâce à elles au développement du tourisme, ce qui a également apporté du bonheur aux voyageurs dans un monde de plus en plus difficile.
Certains conseillent[7] de mettre en œuvre le « biorégionalisme », en fait une variante permanente du confinement temporaire que nous vivons en ce moment, car « *il va se développer après l'effondrement de la civilisation occidentale : il n'y aura plus le choix, il faudra avoir un mode de vie biorégional, qui prenne soin de la nature* ».
Il suffit de voir la difficulté des autorités à faire respecter pendant quelques jours la « distanciation sociale » et le confinement pour comprendre qu'une telle « solution » est, elle aussi, à la fois utopique et contraire aux plus élémentaires besoins humains. Même les chasseurs-cueilleurs de jadis, leur modèle (sans la chasse sans doute), se déplaçaient loin de leur « biorégion » d'origine.

Libération

ENQUÊTE

Biorégions, et au milieu coule une frontière

Par Nicolas Celnik — 26 février 2020 à 18:11

Photo Arnaud Finistre. Hans Lucas

Remettant en cause le découpage administratif, le biorégionalisme propose de repenser le territoire en fonction des écosystèmes.

Occasion de générer plus de confusion

Arrêtons là cette énumération d'idées scandaleuses, au moment où nos hôpitaux sont sur le point de sombrer et qu'il y a plus de 4.000 morts en Italie seulement. Ce florilège aberrant, cette litanie lugubre, montre d'évidence que la crise du Coronavirus est considérée par les écologistes de tous les partis comme une occasion de générer plus de confusion encore auprès de nos concitoyens et de manipuler l'opinion publique et sur les causes de la crise et ses solutions, afin d'imposer leur vision totalitaire, primitiviste, dangereusement utopique et quasi-carcérale à notre mode de vie.
Comme l'a parfaitement résumé en mars 2007 le Professeur du MIT Richard Lindzen, un des plus éminents climatologues et membre démissionnaire du GIEC, et rappelé au Sénat des États-Unis en octobre 2007 [8]: « *Contrôler le carbone est le rêve des bureaucrates. Si vous contrôlez le carbone, vous contrôlez la vie* ».

Nous y voilà.
C'est pourquoi, même si cela peut sembler en contradiction avec la première phrase de cette contribution, les citoyens et les décideurs ne peuvent pas laisser le champ libre aux ennemis de la liberté pour continuer leur abjecte stratégie, en profitant d'une souffrance physique et morale inégalées depuis la Seconde guerre mondiale en Europe.
La peste au 14e siècle, la grippe espagnole (mes deux grand-mères en sont mortes en 1918), le choléra de Naples en 1973 et tant d'autres épidémies et pandémies semblables à celle que nous vivons devraient nous convaincre que ce virus n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec le « changement climatique », « l'économie de marché », « la globalisation » et « les banques ». Il est par ailleurs infâme d'utiliser une panique sanitaire concrète et immédiate afin de propager une panique modélisée par ordinateur pour des décennies. Car c'est là que réside leur incohérence : ils osent mettre en concomitance la mort d'innocents avec la montée des eaux ou de la température. Comme le rappelle Pascal Bruckner[9] « *pour l'écologie profonde, l'ennemi est devenu l'homme lui-même* » et les pauvres jeunes et moins jeunes qui, à juste titre, rêvent de justice sociale, suivent sans se rendre compte de la manipulation à l'œuvre.

Une nouvelle raison d'être

Rêve. En effet, après la chute du communisme, l'UE avait besoin de se trouver une nouvelle raison d'être, une nouvelle métaphore, comme le préconisait le rapport « Les religions face à la science et la technologie, églises et éthiques après Prométhée[10] » remis au président de la Commission européenne de l'époque, Jacques Delors, en novembre 1991. Ce rapport concluait « *qu'il est nécessaire d'inventer une nouvelle métaphore qui fasse pénétrer l'Europe dans le XXIe siècle dans la mutation culturelle, c'est-à-dire le réenchantement* ». Elle a choisi de faire du « développement durable » cette nouvelle métaphore. Le reste du monde, qui, lui, n'avait pas besoin de « nouvelle métaphore », a continué la quête du progrès et du développement technologique.
Soyons donc conscients que dans un monde

globalisé - et sans retour vers le repli sur soi -, nous devrons soit poursuivre la nouvelle métaphore de l'UE et régresser, soit rejoindre le reste du monde qui a choisi de poursuivre sur la voie que nous avions nous-mêmes initiée auparavant. J'ose espérer que l'UE va se ressaisir et adopter cette seconde option. Que faire pour cela ?

Regardons d'abord le passif. L'UE s'est enflée d'un zèle moralisateur en matière climatique et tentait de forcer, à coups de milliards, les pays en développement à suivre la même politique suicidaire. Ainsi, le Conseil européen de décembre 2009[11] a décidé d'accorder 7,2 milliards d'euros sur trois ans afin d'amadouer les pays en développement pour qu'ils lui emboitent le pas dans la réduction des émissions de CO_2 lors de la COP-15 de Copenhague. Ce fut de nouveau le cas avec le Fond vert de l'Accord de Paris[12] devant mobiliser 100 milliards de dollars par an avant 2020. Nous sommes en 2020 et on attend toujours cet argent malgré le *One Planet Summit* de décembre 2017 organisé par Emmanuel Macron, car bien entendu personne n'a assez d'argent pour aller construire des parcs d'éoliennes en Afrique alors qu'on ne parvient pas à le faire chez nous !

Cessons notre nombrilisme européen

Cessons ensuite notre nombrilisme européen, car malgré son économie déjà poussive avant la crise, l'UE a feint d'ignorer, ou a sous-estimé, depuis 25 ans, l'extraordinaire développement économique, social et humain que vivent la plupart des pays asiatiques, et pas seulement la Chine. C'est justement leur développement économique, social et technologique qui leur a permis de commencer à sortir de la crise du Coronavirus, et non une quelconque « frugalité volontaire », « décroissance voulue » et autres utopies.

Pendant que l'UE se lançait dans la conversion intérieure et des pays en développement, les pays d'Asie choisissaient de ne pas se mettre en danger, tout en agissant concrètement.

Ainsi, la Corée du Sud : ses dirigeants et ses industriels ont misé sur la croissance, l'éducation et la recherche... et les énergies fossiles. Elle se classe ainsi parmi les cinq premiers importateurs mondiaux de gaz naturel liquéfié, de charbon, de pétrole brut et de produits raffinés. Les Coréens récoltent maintenant les fruits de ces investissements, les énergies renouvelables ne représentant que 2% de leur consommation d'énergie primaire.

Ainsi, le Japon : il est devenu le spécialiste mondial de la technologie des centrales propres au charbon que, avec le soutien de son système bancaire, le gouvernement japonais s'empresse de vendre à ses voisins asiatiques. Dans le même temps, le fleuron français de l'énergie - Engie - s'est interdit lui-même de participer aux appels d'offres pour la construction de ce type de centrales propres parce qu'il fallait que tout le monde suive le modèle européen des énergies renouvelables. Triste échec, qui a sans doute conduit ou contribué au licenciement de la directrice générale du groupe, mais le mal est fait.

Prenons à nouveau l'exemple de la Corée du Sud et de Taiwan, deux démocraties considérées unanimement comme des exemples de gestion démocratique de la crise du Coronavirus. Ces pays - rappelons le, d'un grand libéralisme économique combiné à une intervention de l'État mesurée et dans les domaines essentiels- ont pu arriver à ces résultats parce qu'ils étaient riches.

Cette richesse a permis à ces sociétés de développer rapidement la technologie, le matériel médical et les tests nécessaires au combat sanitaire. D'où vient cette richesse, inclus celle de ces États ? D'une activité économique privée en croissance, et non principalement de la planche à billets. Et comment cette activité est-elle soutenue ? Par une énergie abondante, permanente et bon marché. C'est d'ailleurs ce que les activistes verts et rouges ont compris : une telle énergie est le talon d'Achille de

l'économie de marché. Bloquer l'arrivée de ce sang énergétique causera l'AVC qui terrassera, espèrent-ils, ce système économique qu'ils maudissent.

L'Asie avance

L'Asie avance et que propose l'UE à ses citoyens ? Un paradis vert utopique, rempli d'illusions et de belles paroles. Le Conseil européen de décembre 2009[13] s'est engagé, à l'exception de la Pologne, à mettre en œuvre le Green deal européen proposé par Ursula von der Leyen en portant les émissions de CO2 à presque zéro. Ce projet est tout simplement impayable et surtout inutile, car le reste du monde a résolument pris une autre direction : depuis que l'UE prétend réduire les émissions de CO2, et les siennes diminuent en effet, elles ont augmenté de 58% dans le monde. Rappelons en passant que ces émissions européennes ne représentent que 9% du total mondial. L'orgueil moralisateur de l'UE sortira renforcé de la mise en œuvre de Green deal européen, mais son économie aura vécu.

Le président Macron a promis de « tirer » les leçons de l'épreuve que traverse actuellement la France. En effet, après cette crise, on ne pourra pas continuer comme avant. On ne sait pas ce qu'il a en tête, mais il serait très judicieux qu'il propose d'abandonner ce coûteux Green deal européen qu'il appelle « transition énergétique ».

En 2008, nous avons vécu une crise du surendettement spéculatif qui a conduit au sauvetage de banques essentiellement européennes qui s'étaient lourdement trompées (et nous avaient lourdement trompés) et d'États qui s'étaient imprudemment surendettés. Cette fois, nous avons à faire à une crise généralisée menant à une récession qui durera. Elle ne pourra être résolue que par l'intervention massive des banques centrales en faveur de tous les secteurs économiques. Le fameux pacte de stabilité (les jusqu'ici intouchables critères de Maastricht - les Grecs apprécieront !) vient fort opportunément d'être suspendu, sans doute pour quelques années. Il faudra dépenser de l'argent pour relancer l'économie d'une UE asphyxiée. Il est hautement souhaitable que cet argent - que nous n'avons pas - n'aille pas alimenter les extravagances d'un Green deal européen même affublé du qualificatif de « juste ». Rien n'est juste lorsqu'on gaspille de l'argent, à plus forte raison l'argent des autres. Or, on retrouve 49 fois les mots

« financement »[14] et ses dérivés dans la résolution du 15 janvier 2020 du Parlement européen en faveur du Green deal européen. Bien entendu, alors que la crise n'était pas prévisible à ce moment-là, cette résolution devait être la prémisse qui devait — avant la suspension du pacte de stabilité — permettre d'amplifier les politiques keynésiennes en vue de relancer l'économie européenne aux abois par les dépenses publiques, c'est-à-dire in fine par la levée de nouvelles taxes, qu'elles soient appelées "carbone" ou autrement. Pour preuve, cette résolution "*se félicite de la proposition prévue d'une révision de la directive sur la taxation de l'énergie*". Oui, le Parlement européen et les politiques européens étaient prêts à gaspiller notre argent pour s'occuper des émissions de CO_2.

Gaspiller notre argent pour faire quoi ?

- Pour fermer les centrales nucléaires, comme celle de Fessenheim, pourtant amortie et en parfait état de marche ? Monsieur Macron ferait preuve d'une stature d'homme d'État s'il revenait sur cette décision absurde.
- Pour remplacer des centrales nucléaires par des éoliennes qui ne fournissent de l'électricité que 20 à 25% du temps[15], ce qui induit que les 3/4 du temps il faudra quand même utiliser les équipements de production traditionnels ? Chacun comprendra le gaspillage que cela représente. Rappelons aussi que depuis 2000, dans l'UE, on a dépensé plus de mille milliards [16] d'euros pour que les énergies éolienne et solaire ne représentent au final que 2,5% de notre demande d'énergie primaire, alors que le but du Green deal européen est d'arriver à presque 100%.
- Combien coûtera donc l'effort pour passer de 2,5 à 100% ? La Cour des comptes et une commission d'enquête parlementaire en 2019 ont conclu que la filière éolienne française avait coûté 7 milliards d'euros[17] tout en augmentant le prix de l'électricité au consommateur de 35%. Les montants destinés aux éoliennes pourraient être bien plus utiles au ministère de la Santé (7 milliards représentent 9% du budget des hôpitaux français). De plus, notre crise nous démontre combien l'électricité est indispensable pour la vie et doit être disponible en permanence, abondamment et à prix raisonnable, et pas seulement pour les hôpitaux. On félicitera au passage les opérateurs industriels qui assurent la

LA TRIBUNE ECONOMIE BOURSE ENTREPRISES & FINANCE TECH VOS FINANCES IDÉES

L'échec annoncé de la politique éolienne

Par Samuel Furfari | 03/03/2020, 19:39 | 1257 mots

(Crédits : Reuters)

OPINION. La fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim a suscité un mouvement croissant d'opposition à l'abandon du nucléaire. Car si les énergies renouvelables n'émettent pas de gaz à effet de serre, leur production intermittente et leur implantation sur le territoire génèrent de nombreuses nuisances. Par Samuel Furfari, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, Président de la Société Européenne des Ingénieurs et Industriels (*).

MENU Le Point Économie

Énergies renouvelables : la charge sévère de la Cour des comptes

Les magistrats de la Rue Cambon publient un rapport sur la politique en faveur des énergies renouvelables. Un dispositif extrêmement coûteux et peu efficace.

Par Michel Revol

Publié le 18/04/2018 à 17:36 | Le Point.fr

ABONNEZ-VOUS

La Cour des comptes n'aime sans doute pas se répéter. Or, il y a cinq ans, ses magistrats avaient déjà fait les gros yeux. Dans un rapport consacré aux « politiques publiques de soutien aux énergies renouvelables », ils jugeaient sévèrement les pratiques

continuité du service public[18] au cours de cette crise.

- Pour investir dans des véhicules électriques, ce qui exige des investissements massifs pour renforcer le réseau électrique[19] si on veut que ne serait-ce que 10% du parc automobile abandonne le moteur thermique ? En plus, l'électricité d'origine renouvelable subventionnée ne représente qu'une trentaine de pourcentage du total de l'électricité consommée.
- Pour punir le secteur automobile parce que les automobilistes n'achètent pas assez de véhicules électriques et partant reprocher aux constructeurs ne pas avoir atteint l'objectif européen en matière d'émissions de CO2 ? Ces amendes devrait avoisiner les 14,5 milliards d'euros pour les treize principaux[20] constructeurs automobiles européens, milliards qui alimenteront le gaspillage du Green deal européen. L'ensemble du secteur automobile fournit des emplois[21] directs et indirects à 13,8 millions de personnes dans l'UE. Il mérite d'être protégé pour son rôle crucial pour la santé, la protection et la distribution de l'alimentation de la population européenne comme la crise nous le révèle.
- Pour continuer à dire que l'on doit construire des maisons passives ? Une Directive de 2002 s'en occupait déjà et l'Article 9 de celle de 2010[22] exigeait même que « *les États membres veillent à ce que d'ici au 31 décembre 2020, tous les nouveaux bâtiments soient à consommation d'énergie quasi nulle* » ; cette date était même anticipée au 31 décembre 2018 pour « *les nouveaux bâtiments occupés et détenus par les autorités publiques* ». Objectif totalement raté ! Mais à présent on le propose à nouveau et comme si c'était une nouveauté. Entendons-nous bien : il est souhaitable de poursuivre la réduction de la consommation d'énergie des bâtiments, mais la voie législative suivie depuis 18 ans est un échec patent. Mieux, et c'est l'ingénieur que je suis qui parle : on a préféré financer des panneaux solaires et des éoliennes alors que tant d'immeubles publics et de maisons particulières ont encore des fenêtres à simple vitrage.

Arrêtons ici cette litanie. Devant l'ampleur de la crise économique qui arrive, il n'est pas impossible que la Commission européenne soit considérée comme le fusible, le bouc-émissaire, alors que c'est le «co-législateur » (Parlement européen et Conseil de l'UE) qui prend les décisions. Elle est déjà largement critiquée par les populistes. Par exemple, l'hebdomadaire satirique *flamand't Pallieterke* dénonce la Commission, en faisant un parallèle avec les sinistres commissaires du peuple soviétiques : « *une dictature avec la Commission européenne dans le rôle de l'ancien Politburo* ».

PALINGÉNÉSIE

Vivre, c'est agir. (Anatole France)

Les nouveaux « commissaires du peuple »

Lors du sommet européen de décembre dernier, les dirigeants de tous les pays de l'UE, à l'exception de la Pologne, s'étaient engagés à mettre en œuvre les décisions du Traité de Paris sur le climat. Les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites à zéro d'ici 2050. Ces résolutions ne sont pas seulement ambitieuses, estime l'hebdomadaire satirique flamand *'t Pallieterke* dans son numéro de jeudi dernier (12 mars 2020), elles sont tout bonnement utopiques.

Abandonner le principe de précaution

L'UE a le choix de s'entêter et continuer à s'enfoncer dans le cul-de-sac de cette transition énergétique absurde[24] dans

laquelle l'entraine le Commissaire en charge du Climat, Franz Timmermans. Ceci ne manquera pas d'aggraver le désamour qu'elle suscite déjà. Pourtant, l'UE peut aussi se ressaisir, comme beaucoup le pensent. Ainsi, le Premier Ministre tchèque, Andrej Babiš, prône l'abandon du Green deal européen[25] afin de donner la priorité aux conséquences dramatiques du Coronavirus.

Bien entendu, il n'y aura pas de solutions simples pour relancer l'économie, mais ce ne sera certainement pas à travers l'onéreux Green deal européen.

D'abord, en matière de développement durable, l'UE aurait déjà intérêt à abandonner le principe de précaution que **Jean de Kervasdoue** a justement appelé[26] « principe de salaud » car il musèle l'initiative et la prise de risques indispensables au progrès. S'il avait appliqué le principe de précaution,

Christophe Colomb n'aurait jamais navigué vers l'ouest et on n'aurait jamais osé utiliser les vaccins au 19e siècle.

Ensuite, comme à ses débuts, l'Union doit donner la priorité à la consommation d'énergie, car comme le met en évidence la crise que nous vivons, l'énergie c'est la vie !

Car une énergie abondante, permanente et bon marché permet d'assurer le bon fonctionnement de nos infrastructures sanitaires, et permettra de relancer l'économie qui, par l'impôt, financera les aides économiques aux citoyens et entreprises impactés. Petit rappel historique : en juin 1955, les six pays fondateurs du futur Marché Commun ont déclaré dans l'historique « résolution de Messine[27] » qu'il n'y aura pas d'avenir sans énergie bon marché et abondante. Ils s'étaient basés sur la science – la vraie et non pas celle de la modélisation informatique – pour l'affirmer.

En conséquence, fournissons de l'énergie bon marché et abondante et mettons de côté l'utopie du Green deal européen. Après tout, ce Green

VALEURS ACTUELLES

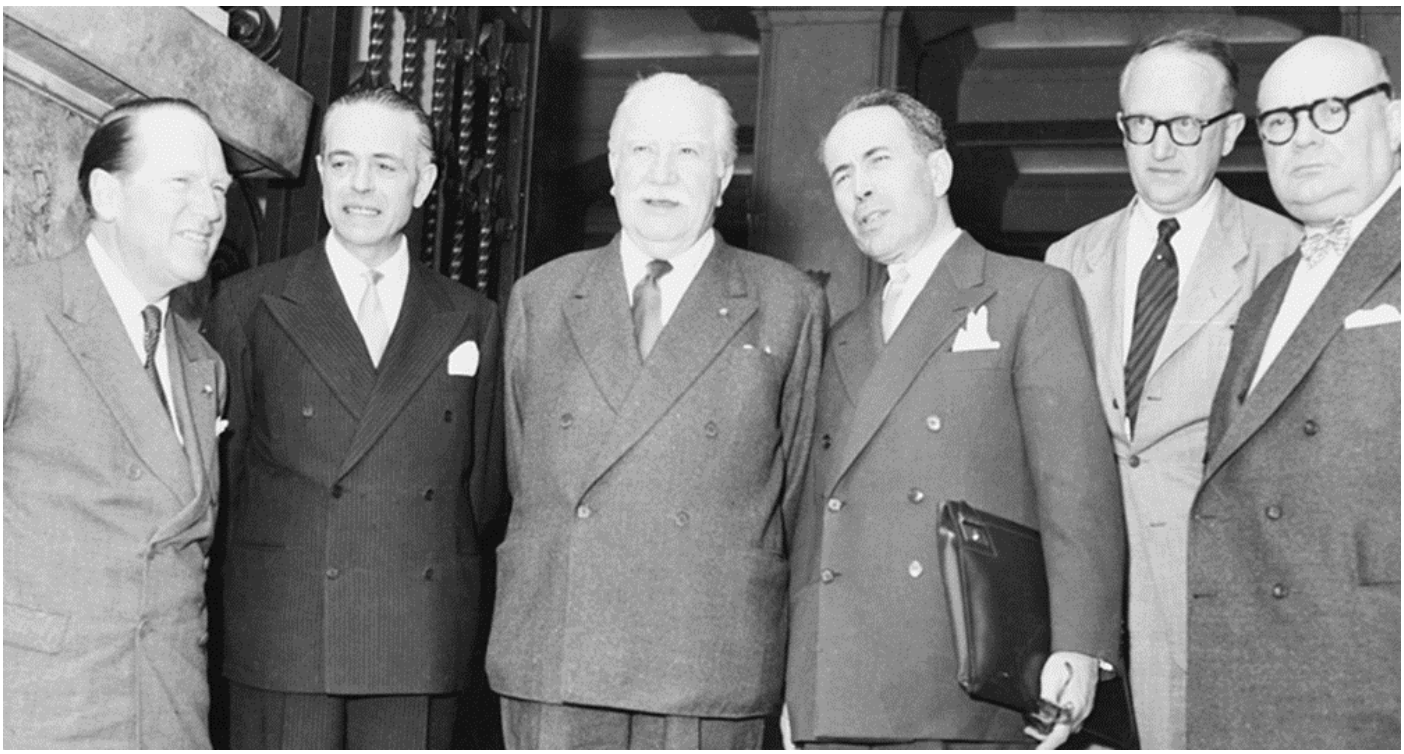
Politique | Société | L'incorrect | Monde | Économie | Culture | Histoire

La politique énergétique absurde de l'Union européenne pourrait bien donner lieu à d'autres « Brexit

Par Mickaël Fonton / Vendredi 7 février 2020 à 12:15

13

Obsédée par ses objectifs de réduction d'émission de CO2, l'Union européenne entend contrôler les modes de vie de chacun. (Photo © Francisco Seco/AP/SIPA)



J. Beyen, G. Martino, J. Bech, A. Pinay, PH. Spaak - Conférence de Messine, 1er juin 1955 - Crédits : Communauté européenne

deal européen n'a rien de neuf si ce n'est la communication qui l'entoure. En effet, la stratégie de l'utopie de la transition énergétique existe depuis plus de 20 ans et elle n'a pas marché et ne marchera pas, car elle est coûteuse et surtout inefficace. Notre système économique et énergétique a bien des défauts – y compris l'origine de certaines pollutions – mais c'est celui qui nous fait vivre et a prouvé son efficacité dans ce domaine. Les Européens ont besoin de vivre et donc d'énergie abondante, constante et bon marché, tout le contraire de l'objectif de la transition énergétique.

De plus, cessons de croire que nous sommes « les meilleurs », alors que la crise nous a finalement montré le contraire : l'Asie a pris le leadership technologique et est en passe de prendre celui de l'économie. Ils ne nous suivront pas dans la transition énergétique. Essayons de les émuler et de les rattraper avant qu'il ne soit définitivement trop tard. Il est dès lors indispensable de promouvoir et aider plus encore la recherche, en particulier dans le domaine de la santé, mais en mettant fin à la gestion bureaucratique actuelle qui laisse « Bruxelles » décider jusque dans le menu détail les secteurs qui bénéficieront des financements. Les chercheurs des laboratoires nationaux et des industries savent bien mieux que les nombreux « comités d'experts » qui choisissent - pas toujours de manière transparente - quelles recherches ils doivent mener. Si on veut sérieusement aider la recherche et le développement technologique, on pourrait commencer par supprimer la TVA dans ce secteur, et réduire drastiquement les prélèvements et charges qui pèsent sur le personnel de recherche. C'est infiniment plus simple, plus rapide et plus efficace. L'avenir dépendant du progrès technologique, y compris pour juguler d'autres crises imprévisibles et éviter les pollutions atmosphériques et des eaux, il faudra remettre à l'honneur l'enseignement des sciences fondamentales et appliquées et financer sérieusement l'enseignement universitaire, y compris ses laboratoires, dans ces domaines précis, et favoriser le recrutement des étudiants dans ces domaines-là, au détriment, éventuellement, d'autres filières « plus populaires » s'il faut faire des choix budgétaires. Car dans les années à venir, on aura besoin plus que

jamais de bien plus d'ingénieurs, de scientifiques et de médecins.

Lancer une vraie politique de protection civile européenne

Une fausse bonne idée serait de renforcer des mesures européennes de santé ; laissons cela à la subsidiarité - si chère à Jacques Delors et à l'église catholique romaine - : ne rêvons pas d'une machinerie bruxelloise pour gérer la santé de 550 millions d'habitants. Par contre, pourquoi ne pas lancer une vraie politique de protection civile européenne ? Cette crise et d'autres passées montrent combien le besoin de « solidarité entre les États membres » (article 3 et 122 du traité de Lisbonne) est crucial. Observons qu'actuellement l'aide d'urgence de la Commission européenne est mieux structurée et plus efficace pour intervenir dans les pays en développement que dans l'UE. Ce serait là un vrai deal européen qui rencontrerait les besoins et la reconnaissance des Européens.
Un dernier mot. Il faudra aussi donner la priorité à l'humain et non aux peurs que nous ont instillées les écologistes de tous les partis. Madame Ursula von der Leyen, qui est médecin et a été chercheuse assistante en médecine sociale, devrait me semble-t-il être plus intéressée par cette initiative que par l'utopie verte. Il est aussi urgent d'instiller dans la population européenne les anticorps nécessaires pour résister au virus de l'idéologie propagée par les écologistes de tous les partis, par ceux qui osent dire que la pandémie du Coronavirus est finalement due à notre qualité de vie, alors que ce qui mènera à la dégradation assurée de celle-ci sera sans aucun impact sur le climat. Qu'ils osent le dire aux Européens dans 6 mois, ou bientôt en Afrique, où on produit peu de CO_2, mais où l'hécatombe qui va arriver si le virus n'est pas éliminé par la chaleur sera bien plus dramatique. Les Africains vivent quotidiennement dans la pauvreté énergétique, le manque d'électricité[28], la décroissance et la frugalité involontaires. C'est cette pauvreté si terrible, et non le changement climatique, qu'ils essaient de fuir au péril de leur vie.

S.F.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. https://www.france24.com/fr/20200319-ce-qu-on-fait-pour-le-coronavirus-c-est-deux-ans-de-financement-climat

2. https://twitter.com/JPvanYpersele/status/1238353425852706816?fbclid=IwAR1gEl-laNEBLng1O19o-3BtIJ9NWCXaKptf9sJb6dJp56pGVfvqD9OKhps

3. https://www.valeursactuelles.com/societe/quand-edwy-plenel-samuse-du-coronavirus-qui-fait-un-krach-boursier-117286

4. https://twitter.com/CFigueres/status/1240586719029796865

5. https://www.climatechangenews.com/2020/03/20/historic-opportunity-climate-weekly/

6. https://www.lepoint.fr/environnement/coronavirus-c-est-une-occasion-unique-d-operer-une-veritable-transition-ecologique-19-03-2020-2367867_1927.php

7. https://www.liberation.fr/debats/2020/02/26/bioregions-et-au-milieu-coule-une-frontiere_1779711

8. https://www.epw.senate.gov/public/index.cfm/press-releases-all?ID=b4f81115-802a-23ad-4e54-f0137d7a406f&Issue_id=

9. https://www.lepoint.fr/debats/debat-bruckner-shellenberger-l-occident-est-fatigue-et-deprime-19-11-2019-2348391_2.php

10. https://www.epw.senate.gov/public/index.cfm/press-releases-all?ID=b4f81115-802a-23ad-4e54-f0137d7a406f&Issue_id=

11. https://ec.europa.eu/commission/

presscorner/detail/fr/DOC_09_6

12. https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9rence_de_Canc%C3%BAn_de_2010_sur_les_changements_climatiques

13. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/DOC_09_6

14. https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/mille-milliards-pour-atteindre-la-neutralite-carbone/10207221.html

15. https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/l-echec-annonce-de-la-politique-eolienne-841120.html

16. https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/mille-milliards-pour-atteindre-la-neutralite-carbone/10207221.html

17. https://www.lepoint.fr/economie/energies-renouvelables-la-charge-severe-de-la-cour-des-comptes-18-04-2018-2211765_28.php

18. https://www.connaissancedesenergies.org/tribune-actualite-energies/coronavirus-quels-impacts-pour-le-secteur-electrique

19. https://rienergia.staffettaonline.com/articolo/34499/La+mobilit%C3%A0+del+Green+Deal+sar%C3%A0+immobile/Furfari&utm_source=email&utm_medium=Newseletter

20. https://www.paconsulting.com/newsroom/expert-quotes/forbes-eu-10-year-co2-demands-pose-existential-threat-to-europes-auto-industry-5-march-2020/

21. https://www.acea.be/news/press-release

22. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32010L0031&from=FR#d1e39-13-1

23. https://mailchi.mp/5af0d3ea933e/les-nouveaux-commissaires-du-peuple?e=088e06f426

24. https://www.valeursactuelles.com/monde/la-politique-energetique-absurde-de-lunion-europeenne-pourrait-bien-donner-lieu-dautres-brexit-115849

25. https://www.euractiv.fr/section/climat/news/green-deal-facing-delays-due-to-coronavirus-eu-admits/

26. https://fr.slideshare.net/coopagora/intervention-jean-de-kervasdoue

27. https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/102300b1-57f8-4ba0-a349-c9cbf09dccb2

28. https://www.iveris.eu/list/notes/471-lurgence_delectrifier_lafrique

(*)

Pour plus d'informations sur le sujet, nous invitons nos lecteurs à découvrir le livre de notre ami le Professeur FURFARI :

Energie 2019: Hystérie climatique et croissance des énergies fossiles (Français)

de Samuele Furfari (Auteur), Samuel Furfari (Auteur)

L'année 2019 pourrait rester comme celle de l'hystérie climatique avec des excès inconsidérés d'annonces catastrophiques et d'espoirs lointains. Mais en fait, c'est une année normale sur le front de l'énergie et de la géopolitique de l'énergie. Depuis qu'en 2014 la spéculation sur le prix de l'énergie à fait long feu, le marché est redevenu raisonnable. L'année 2019 a vu consolider la primauté des énergies fossiles, un certain renouveau de l'énergie nucléaire et une stagnation des énergies renouvelables. Ce livre reprend 28 articles que l'auteur a publié au cours de 2019 en étant chaque fois dans l'actualité du moment. Cette anthologie de l'année énergétique 2019 montre que le monde de l'énergie évolue, mais pas dans la direction de celle annoncée par les médias et les politiciens.

Broché : 230 pages
Editeur : Independently published (31 décembre 2019)
Langue : Français
ISBN-10 : 1652319433
ISBN-13 : 978-1652319436
Dimensions du produit : 15,2 x 1,5 x 22,9 cm

Le système hospitalier ébranlé par des années de réformes néolibérales

Karine BECHET-GOLOVKO
Docteur en Droit
Enseignante Juriste

La surcharge momentanée liée à l'arrivée du coronavirus, au-delà de l'étrange méthode de décompte des cas[1] met en lumière l'échec des réformes néolibérales, qui se sont démultipliées ces dernières années. Réduction des lits, réduction du personnel soignant, endettement des hôpitaux publics, privatisation, mise en concurrence interne ... C'est la notion même de service public qui a été bafouée, pour faire de l'hôpital une entreprise, dont le but n'est pas de soigner au mieux la population, mais de faire des économies faute de ne pouvoir faire des bénéfices. Et répétons-le c'est un échec.

Nous le voyons clairement aujourd'hui, avec des structures, déjà saturées, qui ont du mal à faire face à une poussée supplémentaire. Pourtant, personne ne cherche à évaluer « l'efficacité » de ces réformes néolibérales, le cours idéologique n'est pas remis en cause. Retour sur ces réformes en France et en Russie.

En France, **l'histoire du démantèlement[2] de l'hôpital public** remonte aux années 80, quand avec la réforme de 1983, le forfait journalier met fin à la gratuité des soins. Forfait qui, depuis, n'a cessé d'augmenter. La loi Evin de 1991, sous couverture **d'autonomie**, renforce finalement les pouvoirs du préfet pour *fermer les lits et restructurer des établissements*. Ensuite, le plan Juppé prépare un mouvement de **privatisation** par l'obligation **d'austérité** et confie les pleins pouvoirs budgétaires à une Agence régionale, dont le directeur peut également décider du regroupement des établissements et de leur privatisation. Ce mouvement de privatisation se poursuit et est même aujourd'hui largement recommandé par la Caisse[3]_des dépôts et consignations, dans le langage creux du néomanagement:

« Dans son sabir technocratique, la CDC préconise en effet de "*mettre en place des PPP* - Partenariat public-privé, ndlr. - *vertueux intégrant des démarches de développement durable (construction, modernisation, exploitation, ...) particulièrement innovantes et performantes*". Piqûre de rappel : très populaires dans les années 2000, les PPP permettent à une collectivité locale ou à l'État de confier à un seul opérateur privé - en général, un consortium réunissant des entreprises du BTP et des services -

la conception, la construction et le financement d'un équipement public, mais aussi son exploitation sur une longue période allant de vingt-cinq à trente ans. Pendant cette période, l'utilisateur public paie un loyer, avant de finalement devenir propriétaire de l'équipement en question. »

Cette pratique a surtout permis de créer des surcoûts ... donc il faut prévoir une aide de l'État pour restructurer la dette des établissements ... privés non lucratif, bref privé. Le plan Juppé était assumé comme devant **faire de la place au privé**, rien n'a changé. Mais continuons. La loi Aubry des 35 heures, cumulée au plan Juppé, c'est-à-dire sans l'embauche de personnels supplémentaires, a mis l'hôpital public en grande difficulté.
Ensuite, en 2007, toujours plus vite, toujours plus loin, un grand plan de réforme de l'hôpital public est lancé, faisant entrer le service public dans la **logique primaire du management**, avec mise en **concurrence** interne.

Roselyne BACHELOT, Ministre de la Santé en 2007

« La réforme hospitalière instaurée en 2007[4] a entraîné le passage d'un financement global à un financement par activité. En clair, les ressources ne sont plus distribuées à partir de la prise en charge globale des patients sur l'ensemble de leur séjour, mais en fonction des actes réalisés. Les différents pôles sont donc payés en fonction de leur activité pendant l'hospitalisation du patient. Ainsi, plus le nombre d'actes effectués est élevé, plus le financement le sera. Une logique qui entraîne une inévitable course à l'activité. Mais certains services sont moins rentables que d'autres et les hôpitaux se sont petit à petit endettés. L'État les a donc priés de réduire leur budget. Or, la masse salariale en représente la majorité, ce secteur a donc subit les principales coupes. Les hôpitaux doivent économiser l'équivalent de 22.000 postes en trois ans, jusqu'en 2017. »

Ainsi, la coupe continue. Par ailleurs, le *refinancement prévu est conditionné à des regroupements avec le privé ou à des partenariats public-privé*. C'est donc une incitation à la privatisation de l'hôpital public. La loi Bachelot ensuite renforce le mouvement d'austérité budgétaire en plus de la logique du marché, les revenus du directeur de l'Agence et des médecins vont dépendre en partie de leur « performance ». La *distinction public / privé s'efface*, au profit du privé. La réforme de 2012 n'arrange rien, la machine[5] est lancée :

« Les trois lois de financement de la Sécurité sociale votées depuis 2012 n'ont fait qu'aggraver la situation des établissements hospitaliers. En 2013 et 2014, plus d'un milliard d'euros supplémentaires ont été ponctionnés sur les budgets de l'hôpital public. Mais aujourd'hui c'est une « purge » beaucoup plus violente qui est en cours avec le « pacte de responsabilité ». (...) 860 millions d'euros de « maîtrise de la masse salariale » sont annoncés dans ce document. Ils équivalent à 22 000 suppressions de postes (soit 2 % des effectifs de la fonction publique hospitalière) en 3 ans. »

L'hôpital n'est plus un service public, mais une entreprise. Il n'a plus vocation, comme service public, à donner un soin d'une meilleure qualité possible à la population, mais à coûter le moins cher possible, voire à faire du profit.
Dans cette logique, l'hôpital[6] doit continuer à soigner, avec le moins possible de personnel et le moins de lits :

« En 2018, 4172 lits en hospitalisation complète ont été supprimés dans les quelque 3000 établissements de santé que compte l'Hexagone (1356 hôpitaux publics, 681 établissements privés et 999 cliniques privées). Cela représente une baisse de 1% sur un an et ramène le nombre de lits disponibles à 395.693. «Depuis 2013, ce sont 17.500 lits d'hospitalisation complète qui ont ainsi été fermés, soit une baisse de 4,2% en cinq ans», souligne la Drees. »

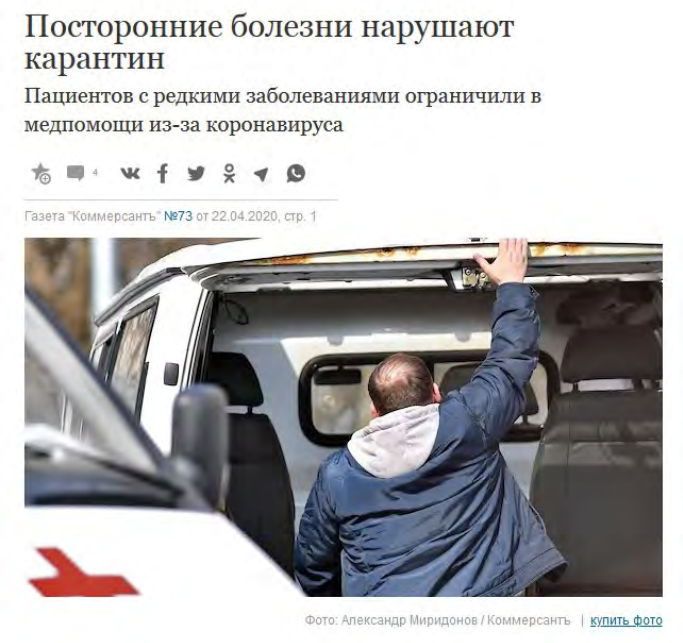
Évidemment, ça ne marche pas. On le voit depuis de nombreuses années. C'est flagrant aujourd'hui, au-delà de l'hystérie socio-politique, qui est montée autour du coronavirus, **l'hôpital public a objectivement été mis en situation de survie.**

La Russie a suivi la même voie, avec les mêmes conséquences. Le **partenariat public - privé** est à la mode dans tous les services publics, mais la manière dont "**l'optimisation**" de la médecine a été conduite ces dernières années, cumulée au **culte du tout-technologique** remplaçant l'humain, est un échec. Entre ***2000 et 2015, le nombre d'établissements médicaux publics est passé de 10 700 à 5 400*** dans le pays. Pour ce qui concerne l'infectiologie, domaine qui est appelé à réagir en période dite de pandémie virale, la coupe sèche fut pire que dans la médecine générale.

Si la *baisse des médecins fut de 2% en général, des spécialités ont quasiment disparu, notamment les infectiologues, allergologues, dermatologue - 10%*. Selon les données officielles, le **nombre de lits en infectiologie est passé de 70 500 en 2010 à 59 000 en 2018**. Dans de nombreux cas, tout le département a été fermé d'un coup. Il reste environ 6 000 spécialistes infectiologues dans le pays, surtout à Moscou et Saint-Pétersbourg, mais certaines régions ont des problèmes : 6 en Tchoukotka ou 2 dans la région des Nenets, par exemple. C'est un secteur sous-financé, à 2% du budget médical (voir le journal Nasha Versia, 20-26 avril 2020, N°15, P. 16).

Aujourd'hui, la pandémie idéologique du coronavirus oblige à réagir. Et « l'optimisation » mise en œuvre soulève tout autant de questions - qui pourtant ne sont pas soulevées. En toute logique, lorsque des corpus spéciaux étaient construits en infectiologie, ils étaient isolés des autres, afin d'éviter tout risque de contagion. Maintenant, en plus de la **construction en vrac d'établissements temporaires**, des départements dans certains hôpitaux sont **reprofilés** vers le coronavirus. Selon le ministère de la Santé, **100 000 lits existants doivent être reprofilés**. Rappelons que grâce à la méthode inclusive de dénombrement, il y a en Russie aujourd'hui près de 60 000 cas, que 80% d'entre eux n'est pas grave, que 50% des nouveaux cas sont carrément asymptomatiques et que 0,016% des décès en Russie sont liés au coronavirus. En outre, ce virus n'est pas éternel - si on laisse les gens s'immuniser. Mais en jouant sur les statistiques, on peut encore faire durer le phénomène.

Pendant ce temps, les autres maladies existent toujours, aussi incroyable que cela puisse paraître ... Et certains patients commencent à avoir des difficultés d'accès aux soins[7]. De nombreux patients, de 18 régions différentes, se sont plaint de difficultés pour les maladies chroniques de


Посторонние болезни нарушают карантин

Пациентов с редкими заболеваниями ограничили в медпомощи из-за коронавируса

Газета "Коммерсантъ" №73 от 22.04.2020, стр. 1

Фото: Александр Миридонов / Коммерсантъ | купить фото

l'intestin, de la mucoviscidose ou de l'hépatite B et C. Ils ne peuvent avoir un accès régulier ni au médecin, ni au traitement - ce qui peut être ici réellement fatal. Le problème est que ces traitements sont délivrés en milieu hospitalier. Et certains établissements se sont vus reprofilés vers le coronavirus.

Par exemple, à Moscou, le Centre de traitement de l'hépatite s'occupe désormais du Covid et les patients malades de l'hépatite B et C ne savent pas où s'adresser pour leur traitement ... Dans d'autres secteurs, en oncologie notamment, le délai d'attente avant d'avoir accès aux soins a été allongé. *Ce peut aussi être une méthode pour faire baisser la proportion de décès liés au coronavirus - que d'augmenter les autres ...*

Étrangement, personne ne s'interroge sur « l'efficacité » des réformes néolibérales dans nos pays, qui ont conduit à cette situation aberrante ... Bien au contraire, puisque ça ne marche pas, allons encore plus loin.

K.B-G.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Lire « Cet étrange décompte très « inclusif » des cas de coronavirus : de la médecine à l'oracle https://russiepolitics.blogspot.com/2020/04/cet-etrange-decompte-tres-inclusif-des.html

2. http://www.inprecor.fr/article-Les-contre-r%C3%A9formes-%C3%A0-l%E2%80%99h%C3%B4pital-et-leurs-cons%C3%A9quences?id=1840

3. https://www.marianne.net/societe/hopital-public-o-surprise-la-caisse-des-depots-recommande-de-poursuivre-la-privatisation

4. https://www.lejdd.fr/Societe/Reduction-du-personnel-conditions-difficiles-les-infirmiers-en-souffrance-811651

5. http://www.inprecor.fr/article-Les-contre-r%C3%A9formes-%C3%A0-l%E2%80%99h%C3%B4pital-et-leurs-cons%C3%A9quences?id=1840

6. https://www.lefigaro.fr/flash-eco/hopitaux-pres-de-4-200-lits-supprimes-en-2018-20191017

7. https://www.kommersant.ru/doc/4327842?from=main_2

"Méthode" recommande :

Russie. La tentation néolibérale (Français) Broché – 31 janvier 2018
de Karine BECHET-GOLOVKO

La vague néolibérale mondiale a-t-elle échoué à atteindre la Russie ? Le calme de façade de la politique intérieure du pays couvre des turbulences que nous ne soupçonnons pas. Derrière la personnalité de V. Poutine, ce sont des clans néolibéraux et conservateurs qui s'affrontent à travers les organes de pouvoir, font passer des réformes, lancent des contre-réformes. Cette gouvernance russe s'est ouverte aux modalités néolibérales et revendique sa place dans la mondialisation.

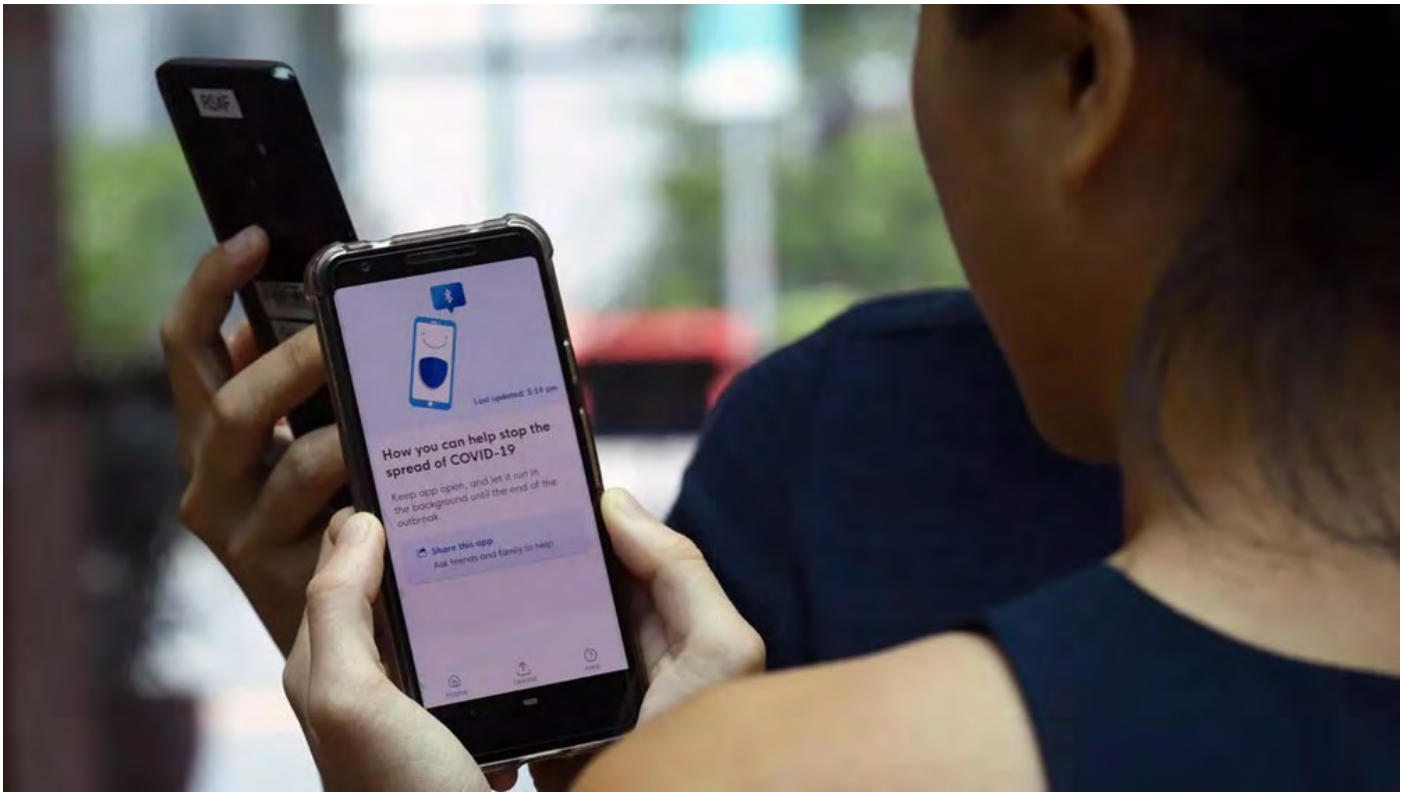
Broché : 240 pages
Editeur : Editions L'Harmattan (31 janvier 2018)
Collection : Questions contemporaines
ISBN-10 : 2343140804
ISBN-13 : 978-2343140803
Dimensions du produit : 13,5 x 1,4 x 21,5 cm

Traçage numérique
Pourquoi c'est non

Cyrille DALMONT
Chercheur associé à l'Institut Thomas More

Le gouvernement français travaille actuellement à la création d'une application de traçage numérique, baptisée StopCovid. Le mardi 28 avril, l'Assemblée nationale est appelée à se prononcer sur le plan de déconfinement ainsi que sur ses « innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de covid-19 ». Nous appelons les députés à voter massivement contre et les Français à prendre la mesure du danger qu'une telle initiative fait courir à nos libertés et à nos droits. Définition, acteurs impliqués, effets sur nos vies, risques éthiques, garde-fous techniques, garde-fous institutionnels, préparation de l'avenir : tous les aspects sont passés en revue. Cette note explique pourquoi il faut dire non au projet du gouvernement.

Beaucoup de voix se sont déjà fait entendre sur la question du traçage numérique dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du coronavirus. Des outils de suivi des populations sont déjà en vigueur en Chine, à Singapour ou en Corée du sud mais également en Europe, en Pologne et en Italie depuis peu.
Présenté dans un premier temps comme



« contraire à la culture française » par le ministre de l'intérieur, le projet d'un outil de traçage, baptisé StopCovid, s'est vite imposé à l'exécutif après le vote de la loi d'« urgence sanitaire » le 23 mars dernier. Il a pris forme notamment grâce à la contribution de **Mounir Mahjoubi**, député (LREM) de Paris, ancien président du Conseil national du numérique et ancien Secrétaire d'État chargé du numérique qui a présenté un plan d'action très complet le 6 avril dans une note parlementaire intitulée *Traçage des données mobiles dans la lutte contre le Covid-19*. Depuis, le projet prend chaque jour plus de réalité.

Le mardi 29 avril, le Premier ministre présentera devant l'Assemblée nationale une Déclaration du gouvernement « relative à la stratégie nationale du plan de déconfinement ainsi qu'aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de covid-19 », suivie d'un débat et d'un vote. Nous appelons les députés à voter massivement contre. Nous appelons les Français à s'élever contre une initiative qui, au nom de la lutte contre le virus, constitue un danger inédit pour les libertés individuelles et les libertés fondamentales. Outre les atteintes à nos libertés concrètes (liberté de circulation, vie privée, données), la création d'un tel outil fait courir de trop grands risques éthiques et politiques à la nation. Les garde-fous légaux et techniques mis en avant par les défenseurs du projet (volontariat, Bluetooth et anonymisation des données), sont largement insuffisants. Les garde-fous institutionnels (Conseil constitutionnel par exemple) ne remplissent plus leur fonction traditionnelle du fait de l'« état d'urgence ».

La rapidité avec laquelle la France, comme la plupart des pays européens, a basculé dans ce cauchemar numérique est extrêmement inquiétante. Elle justifie un « non » clair et sonore au projet de l'exécutif. Elle réclamera de prendre des initiatives massives et courageuses en faveur de la protection de nos libertés numériques dans un second temps. Explications en dix points clés.

1. Le traçage numérique, qu'est-ce que c'est ?

Le traçage numérique (en anglais, *tracking*), est une méthode employée pour connaître les déplacements des populations. Le « retour sur trace » ou « retour arrière » (en anglais, *backtracking*) permet quant à lui d'identifier les relations interpersonnelles des individus tracés par le système. Le terme « trace numérique » désigne toutes les informations qu'un dispositif numérique enregistre sur l'activité ou l'identité de son utilisateur au moyen de traceurs tels que les cookies, soit automatiquement, soit par le biais d'un dépôt intentionnel. Moteurs de recherche, blogs, réseaux sociaux, sites de commerce électronique, mais aussi cartes à puce, titres de transport, téléphones mobiles : tous les systèmes qui requièrent une identification ou une interaction sont susceptibles de capter des informations sur l'utilisateur – parcours, requêtes, préférences, achats, connexions, évaluations, coordonnées. Les traces ne sont pas des messages, mais des données qui, prises isolément, n'ont guère de sens mais qui, regroupées, traitées et combinées dans d'importantes bases de données, peuvent révéler des informations significatives, stratégiques ou sensibles.

La technologie du traçage numérique n'est pas nouvelle en France puisqu'elle est déjà utilisée pour les personnes détenues à qui il est proposé, sous certaines conditions, le port d'un « bracelet électronique » ou Placement sous Surveillance Électronique (PSE)[1]. Il s'agit d'un régime instauré par la loi du 12 décembre 2005 sur la récidive des infractions pénales et élargi à la « surveillance de sûreté » par la loi n° du 25 février 2008 relative à la rétention. Le 21 avril, Ludovic Le Moan, président de la

société Sigfox, spécialiste français des réseaux très bas débit pour les objets connectés, a proposé la distribution d'un bracelet électronique, comme alternative à une application de traçage numérique, à tous les Français dans la perspective du déconfinement[2]. C'est déjà le cas à Hong-Kong, où le port d'un capteur au poignet a été imposé aux personnes en quarantaine, et des tests sont en cours au Liechtenstein et en Corée du Sud pour certaines catégories de personnes considérées comme « à risque ».

2. En quoi consiste le projet d'application StopCovid du gouvernement ?

Il s'agit d'un projet d'application, faisant appel au système Bluetooth **(Point 6)**, de « suivi de contacts » (ou « *contact tracing* »), c'est-à-dire de traçage des personnes et de leurs relations interpersonnelles grâce à leurs smartphones afin de pouvoir suivre les malades et les personnes qu'ils sont susceptibles d'avoir infectées lors de leurs déplacements quotidiens. Selon Cedric O, secrétaire d'État chargé du numérique et Olivier Véran, ministre de la santé, *« l'idée serait de prévenir les personnes qui ont été en contact avec un malade testé positif afin de pouvoir se faire tester soi-même, et si besoin d'être pris en charge très tôt, ou bien de se confiner »*[3].

Ce type de dispositifs existe déjà dans certains pays. Il peut être obligatoire (comme en Chine, en Corée du Sud, à Taiwan, en Pologne ou en Israël) ou facultatif avec des degrés d'incitation variables (comme à Singapour). Si le gouvernement français, qui travaille actuellement avec d'autres gouvernements européens, se veut rassurant en expliquant que le dispositif sera basé sur le volontariat

des personnes, il convient de rappeler que ces outils, du plus doux au plus contraignant, sont cumulables entre eux et reposent sur les mêmes prérequis : identifier les personnes, les suivre dans leurs déplacements et leurs relations interpersonnelles et, éventuellement, contrôler leur lieu de résidence.

3. Qui sont les acteurs impliqués dans le traçage numérique ?

Dans sa note intitulée « Traçage des données mobiles dans la lutte contre le Covid-19 », le député de Paris (LREM) Mounir Mahjoubi explique que les données de cartographie des mobilités collectives sont déjà très largement utilisées, notamment par les collectivités locales qui les rachètent aux opérateurs téléphoniques (en particulier pour analyser les flux touristiques). Il propose d'utiliser les données de cartographie des mobilités individuelles et précise que *« de nombreux opérateurs mobiles et fournisseurs d'application se disent disposés à travailler avec les autorités sanitaires »*. Il explique en effet que *« pour transmettre ou recevoir de l'information, qu'il s'agisse d'un appel, d'un SMS ou d'un accès à Internet, les téléphones mobiles se connectent à l'antenne relais la plus puissante étant à leur proximité. Lors des transferts de données, les opérateurs enregistrent des informations de connexion et les conservent en mémoire durant une année. Il leur est alors possible d'attester de la présence d'un téléphone autour d'une borne, dans un périmètre donné, avec un historique de 12 mois. Orange, Free, SFR et Bouygues Télécom se partagent en France 40 000 pylônes relais »*[4].

Pour pouvoir mettre en place un système de traçage numérique, la participation et l'accord de plusieurs acteurs est en effet nécessaire : l'Union européenne en premier lieu afin de déroger aux règles de la protection des données personnelles (RGPD), les acteurs du numérique afin de concilier les outils de traçage créés avec les systèmes d'exploitation des smartphones, les États européens pour rendre compatible les différents systèmes entre eux dans l'hypothèse de permettre la libre circulation des personnes et enfin les opérateurs téléphoniques pour avoir accès à leurs données globales de cartographie des populations. Rapide tour d'horizon des forces en présence.

L'UNION EUROPÉENNE

Le 20 mars dernier, le Comité européen de la protection des données (CEPD, en anglais *European Data Protection Board*) a levé l'interdiction sur l'échange et le traitement des informations personnelles des citoyens membres de l'Union européenne, en indiquant que *« le RGPD permettait aux autorités sanitaires compétentes de traiter les données personnelles dans le contexte d'une épidémie, conformément au droit national et dans les conditions qui y sont fixées »*[5]. Le 23, Thierry Breton, Commissaire européen chargé du marché intérieur et du numérique, a demandé aux opérateurs mobiles européens de fournir aux États membres qui le souhaitent les données de géolocalisation de leurs clients[6].

LES ACTEURS DU NUMÉRIQUE

Apple et Google ont annoncé le 10 avril une démarche commune visant à la mise en place d'une infrastructure logicielle pour les applications de « traçage social », dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19[7]. Il aura finalement fallu moins de vingt jours entre la décision du CEPD et l'annonce de la collaboration des deux géants du numérique. Cette annonce ne pose pourtant rien de moins que les bases d'un système mondial de traçage des populations et de partage de leurs données[8].

LES ÉTATS

Il y a quelques jours, Cédric O, secrétaire

d'État chargé du numérique, annonçait que l'Allemagne, la France, l'Italie, Monaco, le Royaume-Uni et la Suisse étaient en pourparlers pour développer ensemble un système de traçage numérique propre, ne faisant pas appel à la solution proposée par Apple et Google :
« C'est une question de souveraineté sanitaire et technologique », argumentait-il[9].
Le 26 avril, l'Allemagne a annoncé sa sortie du consortium et son ralliement à la solution des deux géants du web : *« notre objectif est que l'application de traçage soit prête à être utilisée très bientôt et qu'elle soit largement acceptée par la population »*, ont déclaré Jens Spahn, ministre de la Santé, et Helge Braun, chef de cabinet de la chancelière Angela Merkel[10]. Alors qu'elle était l'un des premiers pays européens à y avoir réfléchi, la Belgique a annoncé qu'elle renonçait à ses projets[11].

☰ MENU Le Point Sciences

Actualité > Sciences et technos

Application de traçage : l'Allemagne mise finalement sur Apple et Google

Le gouvernement allemand, qui donnait la priorité à une solution nationale, a fait face à des critiques sur l'usage des données personnelles.
Source AFP

Publié le 26/04/2020 à 15:24 | Le Point.fr

LES OPÉRATEURS TÉLÉCOMS

Le 17 avril dernier, le PDG d'Orange Stéphane Richard déclarait au micro de la radio France Inter : *« Aujourd'hui, on a un prototype d'application qui fonctionne »*[12]. Il s'est dit prêt à apporter l'expertise de son groupe à l'application « StopCovid » souhaitée par l'exécutif. Le patron d'Orange milite pour le recours au Bluetooth.

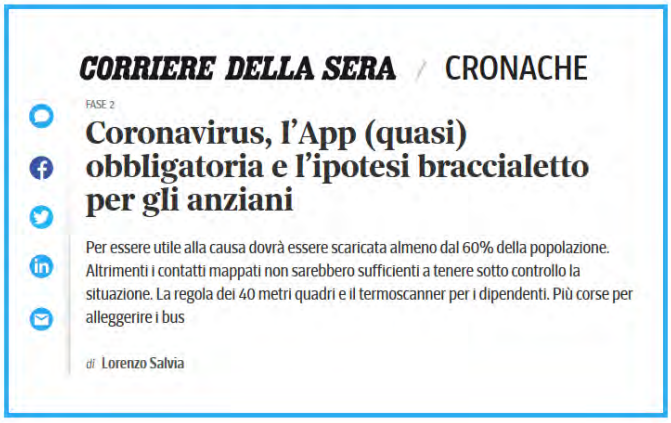
4. Liberté de circulation, vie privée, données : quels effets du traçage numérique sur nos vies ?

Au niveau individuel, les effets potentiels du traçage numérique sur nos vies sont multiples. On se contentera ici de les synthétiser en quatre points.
Le traçage numérique représente intrinsèquement une atteinte majeure à la liberté fondamentale d'aller et venir. A ce stade, il est certes basé sur le volontariat **(Point 2)** mais il est également présenté comme l'une des conditions nécessaires à un déconfinement réussi : rien ne garantit donc que l'utilisation de ce dispositif ne deviendra pas obligatoire demain, en cas de deuxième vague ou de nouvelle épidémie.
Cela représente également une atteinte à la vie privée puisque les relations interpersonnelles de l'utilisateur et ses déplacements seront connus au travers des échanges continus entre le smartphone de l'utilisateur et tous les objets connectés qu'il va rencontrer dans une journée.
Cela permettra en outre à de multiples applications autres que StopCovid de collecter des données dans l'hypothèse où le protocole Bluetooth de l'utilisateur sera activé en permanence. Il y a un risque de concaténation des données brutes collectées par les acteurs du numérique ; ce qui leur permettrait d'établir de futurs profils numériques et d'accéder aux données de santé, qui les intéressent particulièrement alors qu'elles étaient jusqu'ici souvent hors d'atteinte.
Il y a enfin un risque non négligeable que

l'exception devienne la règle et que ce type d'outils soit dans le futur utilisé pour de multiples usages, toujours bien sûr au nom de la sécurité des participants et des autres : suivi des manifestations de rue, suivi des supporters dans les manifestations sportives, suivi des participants aux grands événements culturels comme les festivals, etc.

5. Désignation du « bon citoyen », risque de bascule vers un système obligatoire et menaces sur l'après-crise : le traçage numérique soulève de graves risques éthiques

Les technologies de traçage numérique soulèvent des risques éthiques majeurs. De fait, ce type d'outils permet de retrouver les personnes qui ont été en contact avec une personne porteuse du Covid-19 et de retracer les déplacements de cette dernière. Mais dans quel but ? Faire respecter le confinement et automatiser et simplifier les contrôles que les forces de l'ordre se refusent à faire par manque de moyens et de matériels de protection[13]. Allons jusqu'au bout de la logique : une automatisation des sanctions n'est-elle pas à craindre en cas de déplacements interdits ?
C'est là qu'on atteint le point de bascule éthique. Si la comparaison avec le système de « crédit social » chinois paraît encore excessive à certains[14], force est de constater que la logique du traçage numérique nous


CORRIERE DELLA SERA / CRONACHE

FASE 2

Coronavirus, l'App (quasi) obbligatoria e l'ipotesi braccialetto per gli anziani

Per essere utile alla causa dovrà essere scaricata almeno dal 60% della popolazione. Altrimenti i contatti mappati non sarebbero sufficienti a tenere sotto controllo la situazione. La regola dei 40 metri quadri e il termoscanner per i dipendenti. Più corse per alleggerire i bus

di Lorenzo Salvia

en rapproche : il n'y a certes pas de notation des comportements mais cette pente mène à dresser le portrait du « bon citoyen » et, par contraste, celui du « mauvais citoyen ». Les autorités argueront naturellement que leur intention est à cent lieues de cela.
Mais en matière de libertés, on ne juge pas des intentions mais des actes.
Ensuite, quelle garantie a-t-on qu'à une première phase basée sur le volontariat, ne succèdera pas, dans l'hypothèse où elle ne permettrait pas d'atteindre l'objectif attendu, une seconde phase obligatoire ? Le débat est d'ores et déjà posé en Italie, où certains plaident pour que l'application de traçage *Immuni* soit obligatoire dès sa mise en service et pour que le port du bracelet électronique soit imposé aux personnes âgées[15].
Mais la question éthique la plus importante est la suivante : une fois le Rubicon franchi, que se passera-t-il ? Qui peut sincèrement imaginer que l'on rangera ces outils technologiques dans la boîte de Pandore que l'on vient d'ouvrir parce que la crise sanitaire sera achevée ? Dans les pages du *Financial Times* du 19 mars dernier, Yuval Noah Harari mettait en garde : *« les mesures prises dans l'urgence ont la mauvaise habitude de rester en place même après l'urgence, d'autant qu'il y a toujours de nouvelles menaces »*[16]. L'histoire récente lui donne hélas raison : il y aura toujours une autre crise, un autre attentat, une autre urgence pour justifier l'usage de ces technologies. Que s'est-il passé avec les lois antiterroristes et les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence en France entre 2015 et 2017 ? Elles ont été en grande partie intégrées au Code de la Sécurité intérieure.

Le temporaire est devenu permanent.
Pourquoi demain, l'urgence politique, économique et sociale ne justifierait-elle pas le recours au traçage dans les domaines du terrorisme, du blanchiment d'argent, de la lutte contre la fraude fiscale, du travail dissimulé, de la prostitution ou du trafic d'être humain, voire tout simplement de l'absentéisme scolaire ?

6. Bluetooth et anonymisation des données : l'illusion des garde-fous techniques

Les défenseurs du projet mettent en avant deux garde-fous techniques en réponse aux inquiétudes éthiques et politiques qui se manifestent contre le projet d'application StopCovid : l'utilisation de la technologie Bluetooth et l'anonymisation des données.
Le Bluetooth est une norme de communication permettant l'échange bidirectionnel de données à très courte distance en utilisant des ondes radio UHF (ultra haute fréquence). Elle sert à simplifier les connexions entre les appareils électroniques en supprimant des liaisons filaires. L'idée du gouvernement est de s'appuyer sur le protocole Robert (pour *ROBust and privacy-presERving proximity Tracing*), récemment développé par l'INRIA (Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique, France) et la Fraunhofer AISEC (Allemagne) dans le cadre de l'initiative PEPP-PT (*Pan-European Privacy-Preserving Proximity Tracing*). Selon ses créateurs, ce protocole *« pourra être utilisé pour la construction d'applications mobiles de suivi de contacts. Il a été conçu pour respecter strictement le cadre européen de protection des données et pouvoir être résistant à des attaques crédibles »*[17]. Il n'y aurait donc pas de problème à utiliser le Bluetooth. C'est également l'avis de Mounir Mahjoubi qui, dans sa note parlementaire affirme que *« les applications Bluetooth de* contact tracing *semblent créer un consensus du fait de leur aspect plus protecteur* [que le GPS] *des libertés individuelles »*[18].
Plus protecteur que le GPS mais pas très protecteur quand même ! Chacun sait que le Bluetooth est un aspirateur permanent de données brutes. Les spécialistes parlent même de *« protocole bavard »*, cherchant en permanence à s'appairer avec les autres outils disposant de ce protocole : ce qui est logique puisque c'est sa fonction première[19]. Cela signifie que l'appareil connecté (ici le smartphone) interagira avec tous les autres appareils connectés, pas uniquement ceux dotés de l'application StopCovid.

Pendant ce temps, des quantités illimités de données brutes seront collectées par les géants du numérique sur nos smartphones. Les géants du numériques font déjà cela en temps normal mais, avec l'obligation de maintenir le Bluetooth activé, le phénomène ne pourra que s'accroître. Pour s'en convaincre, il suffit de se remémorer quelques scandales récents : celui de Cambridge Analityca en 2018, dans lequel Facebook a été accusé d'avoir récupéré, sans leur consentement, les données personnelles de cinquante millions d'utilisateurs[20]; celui de la mise en cause de Google avec le projet Nightingale qui a

Capital

ECONOMIE ET POLITIQUE VOTRE ARGENT POLEMIK ENTREPRISES ET MARCHÉS IMMOBILIER MANAGEMENT

ENTREPRISES ET MARCHÉS

Surprise, Apple vendrait aussi nos données personnelles

APPLE + SUIVRE

CLAIRE DOMENECH | PUBLIÉ LE 27/05/2019 À 21H07 | MIS À JOUR LE 27/05/2019 À 22H46

capturé les données de santé de millions d'Américains[21]; ou encore celui d'Apple accusé dans le cadre d'une plainte collective de revendre les données personnelles des utilisateurs d'iTunes[22].

Selon le cabinet Strategy Analytics, il y aurait 22 milliards d'objets connectés dans le monde (smartphones, enceintes, téléviseurs, montres, tablettes, ordinateurs, consoles de jeux, alarmes, caméras, distributeurs automatiques, bornes de transports en commun, etc.) et il y en aura environ 50 milliards d'ici 2030[23]. Ils n'utilisent pas tous le système Bluetooth mais, afin d'être compatibles avec les smartphones, la plupart le sont.

Enfin, dernier point et non des moindres, le système Bluetooth est piratable comme tous les systèmes et de nombreuses failles de sécurités sont régulièrement découvertes. La dernière remonte d'ailleurs à quelques semaines : en février 2020, Google a publié un correctif pour une faille critique qui touche le sous-système Bluetooth d'Android et permet potentiellement de prendre le contrôle de tout appareil vulnérable à portée. Les spécialistes ont alors conseillé aux utilisateurs d'Android de désactiver le Bluetooth en attendant de recevoir la mise à jour[24].

Il en va de même pour l'anonymisation des données. Elle constitue une défense bien fragile. Le bouclier européen du RGPD – dorénavant suspendu, rappelons-le – constituait déjà une ligne de défense largement dépassée puisque, si elle garantissait les individus contre l'arbitraire de fichages que l'on peut qualifier de basiques (sexe, race, orientation sexuelle, tendance politique ou syndicale, etc.), elle ne constituait en rien une protection efficace contre la « concaténation » de données brutes non personnelles qui, une fois agrégées et reconstituées, permettent d'arriver au même résultat[25].

En effet, en assemblant une foule de données concernant par exemple nos déplacements (de notre lieu d'habitation, de travail, de vacances, etc.), nos habitudes (types de produits consommés, requêtes sur les moteurs de recherche, etc.), les personnes que nous rencontrons (croisements de données de plusieurs utilisateurs), les paiements que nous effectuons, nos heures de réveil et de coucher, le tout recoupé avec les données brutes équivalentes des autres occupants de notre domicile ou des autres salariés de notre entreprise (également équipés d'appareils connectés), les géants du numérique peuvent déjà obtenir un profilage non-personnel plus efficace, plus précis et possédant une valeur marchande bien plus importante que les quelques données personnelles protégées par le RGPD.

Mais au-delà, avec les interactions Bluetooth permanentes, il sera extrêmement simple d'identifier un individu. Luc Rocher, chercheur à l'ICTEAM (*Institute of Information and Communication Technologies, Electronics and Applied Mathematics*) de l'Université catholique de Louvain, affirme en effet qu'*« aux USA – nous avons notamment travaillé sur des données américaines –, quinze informations démographiques (âge, sexe, etc.) suffisent pour que la ré-identification soit possible dans 99,98% des cas »*, en partant de données brutes non personnelles et anonymisées[26]. Quinze informations ? L'application StopCovid, avec l'activation permanente du Bluetooth, permettra d'en collecter des centaines par jour, voire des milliers.

7. CNIL, Conseil d'État et Conseil constitutionnel : les garde-fous institutionnels regardent ailleurs

Face à l'initiative de l'exécutif, on pourrait s'attendre à ce que certaines institutions ou certaines autorités s'élèvent au nom de la préservation de nos libertés et de nos droits fondamentaux. Ce serait sans doute le cas en temps normal – du moins faut-il l'espérer… En situation d'« état d'urgence » sanitaire, il en va hélas différemment.

LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS (CNIL)

Lors de son audition au Sénat le 16 avril dernier, Marie-Laure Denis, présidente de la CNIL, a certes demandé de privilégier *« les solutions les moins intrusives »*, insisté sur le *« caractère temporaire »* que devra avoir l'application StopCovid et réclamé *« une suppression des données »* à l'issue de la crise. Elle a également souligné les limites de l'outils au regard des zones blanches numériques et du déficit d'équipement de certaines personnes (notamment les personnes âgées). Mais elle ne s'est pas montrée particulièrement offensive dans la défense des libertés des citoyens et n'a pas un instant discuté le principe même du traçage numérique.

Cette frilosité est conforme à l'évolution de la doctrine de la CNIL (qui a bien changée depuis la grande loi fondatrice du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) et de ses missions sous l'influence de la législation de l'Union européenne, qui a progressivement imposé une logique de droit commercial primant sur la protection des libertés publiques. Depuis l'apparition du RGPD et son système de sanction économique auprès des entreprises, la CNIL est passée d'un rôle de gardienne des libertés publiques à celui de garant du droit de la concurrence. Les propos de Marie-Laure Denis confirment simplement cette évolution.

Sous le poids des critiques, la CNIL a nuancé dix jours plus tard la position de sa présidente en appelant formellement *« à la vigilance »* et en soulignant *« que l'application ne peut être déployée que si son utilité est suffisamment avérée et si elle est intégrée dans une stratégie sanitaire globale. Elle demande certaines garanties supplémentaires »*. Elle demande *« à pouvoir se prononcer à nouveau après la tenue du débat au Parlement, afin d'examiner les modalités définitives de mise en œuvre du dispositif, s'il était décidé d'y recourir »*[27].

LE CONSEIL D'ÉTAT

Le 18 mars, le Conseil d'État a rendu son avis sur le projet de loi et le projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, présenté par le gouvernement. Sans grande surprise, le Conseil les a approuvés[28]. Il a appliqué sa jurisprudence classique en cas de « circonstances exceptionnelles », à savoir que *« l'existence de circonstances exceptionnelles est de nature à justifier des mesures qui seraient, dans des circonstances normales, considérées comme illégales »*[29]. Il convient néanmoins de rappeler que cette jurisprudence fut élaborée pour répondre à l'urgence pendant la Première guerre mondiale[30]. On peut donc s'étonner de son application à une crise sanitaire.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel a été saisi cinq jours plus tard. Dans sa décision, il valide la position du Conseil d'État : *« Afin de faire face aux conséquences de l'épidémie du virus covid-19 sur le fonctionnement des juridictions, l'article unique de cette loi organique se borne à suspendre jusqu'au 30 juin 2020 le délai dans lequel le Conseil d'État ou la Cour de cassation doit se prononcer sur le renvoi d'une question prioritaire de constitutionnalité au Conseil constitutionnel et celui dans lequel ce dernier doit statuer sur une telle question. Il ne remet pas en cause l'exercice de ce recours ni n'interdit qu'il soit statué sur une question prioritaire de constitutionnalité durant cette période »*[31]. *« C'est bien la première fois que le Conseil fait sienne la soi-disant « théorie du Conseil d'État », sans rien y ajouter »*, a estimé Paul Alliès, professeur émérite à la Faculté de Droit de Montpellier[32].

8. Le traçage numérique constitue une première étape vers la marchandisation des données de santé au niveau européen

Un point insuffisamment soulevé dans le débat sur le traçage numérique est l'enjeu, pourtant bien réel, que constitue le marché des données de santé. Pour bien comprendre l'ambition des acteurs du numérique qui se positionnent sur du traçage numérique (notamment à travers le rapprochement inédit entre Google et Apple), quelques chiffres sont éclairants : en octobre 2019, le cabinet Frost & Sullivan a estimé à 234,5 milliards de dollars la valeur du marché mondial de la santé numérique d'ici 2023 (soit une hausse de 160% par rapport à 2019), dans un marché de la santé au sens large (numérique, diagnostiques, soins, prothèses, etc.) estimé de 6 500 à 7 000 milliards de dollars, ce qui

correspond à environ 8,5 à 9,3% du PIB mondial[33]. A ceci, il faut ajouter le marché de l'internet des objets (IoT) qui, selon une étude Fortune Business Insight, pourrait atteindre plus de 1 100 milliards de dollars d'ici 2026[34].

Quelle est la relation entre les données de santé et le traçage numérique ? Elle a commencé il y a dizaine d'années au travers de différents rachats et prises de participations dans une multitude de start-up de santé, avec l'objectif très clair de devenir « tiers de confiance » entre l'utilisateur et son soignant au travers de l'internet des objets[35]. Pour cela, les géants du numérique se sont lancés dans la collecte massive de données, si insignifiantes puissent-elles paraître de prime abord, et leur traitement au travers d'algorithmes ou de l'Intelligence artificielle afin de nous connaître mieux que notre propre médecin, parfois mieux que nous-même. Google a d'ailleurs été épinglé il y a quelque mois par le *Wall Street Journal* au sujet de son projet Nightingale (« Rossignol » en français), qui lui a permis de recueillir les données personnelles sur la santé de millions d'Américains grâce à un partenariat avec Ascension, le deuxième réseau de santé américain[36].

Au travers du traçage numérique, des interactions interpersonnelles et des échanges de données entre objets connectés, les acteurs du numérique pourront très facilement établir les profils numériques des personnes malades et de leur prise en charge (thérapeutes, hôpitaux, traitements, etc.) – ceci à terme afin d'être capables de leur proposer leurs futures solutions de santé avec un ciblage client extrêmement précis.

9. Pourquoi les députés doivent voter contre le projet du gouvernement ?

Pour toutes les raisons que nous venons d'évoquer, les députés doivent voter contre la Déclaration du gouvernement qui leur sera soumise le mardi 28 avril. Si elles ne les convainquent pas, une dernière devrait suffire : on leur demande d'approuver un outil extrêmement sensible dont le fonctionnement n'est pas encore connu puisque, de l'aveu même de Cédric O, Secrétaire d'État chargé du numérique, le développement de l'application StopCovid ne sera pas achevé à cette date[37].

Mais le *« souci de la liberté »* cher à Camus, la morale la plus élémentaire, la prudence la plus banale, la recommandation de Montesquieu aux législateurs de tous les temps selon laquelle *« il ne faut toucher aux lois que d'une main tremblante »* ne sont manifestement plus des guides pour nos responsables politiques. La création d'un instrument de traçage numérique de la population française, même sur la base du volontariat, même avec les prétendus garde-fous annoncés, constitue une authentique catastrophe – du mot grec καταστροφή, *katastrophê* qui signifie « renversement ». Comment expliquer pareil recul, pareil basculement ?

L'exceptionnalité de la situation n'y suffit pas. Cela vient de loin. L'évolution entamée dans les années 1990, qui a vu se multiplier, sans réels garde-fous et sans résultats probants, des politiques sécuritaires toujours plus restrictives des libertés fondamentales, a largement contribué à ce résultat. Plus de cinquante lois de ce type ont été votées depuis trente ans. L'exemple, cité plus haut, des mesures prises pendant l'état d'urgence entre 2015 et 2017 et intégrées dans le code de la Sécurité intérieure illustre ce triste état de fait. L'exception devenant la norme au travers des « états d'urgence » successifs, le Parlement est devenu, chaque fois un peu plus, un simple observateur atone de l'action du gouvernement[38].

Parallèlement, les prérogatives dérogatoires du droit commun de l'administration se sont accrues d'autant. L'hubris technologique n'est plus l'apanage des GAFAM mais devient celui du ministre de

l'Intérieur (et du policier) ou du ministre des Finances (et du fonctionnaire de Bercy). La généralisation de la vidéosurveillance, la biométrie et la surveillance des réseaux sociaux offrent à l'État des instruments inédits de contrôle sur nos vies, qui contribuent à créer une nouvelle relation du pouvoir au citoyen. Pourtant, ce grignotage patient des libertés publiques ne semble jamais suffisant à un État hypercentralisé, hyperadministré et, malgré cela, d'une rare inefficacité dans une crise comme celle que nous traversons[39].

Pour toutes ces raisons, lorsqu'ils voteront, les députés devront avoir en tête les mots que leurs illustres prédécesseurs ont gravé dans le préambule de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « *Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements* [...] ». Les libertés publiques et les droits fondamentaux ne sont jamais acquis de manière définitive mais toujours l'enjeu de luttes de pouvoirs et le résultat d'équilibres précaires.

10. Préparer l'après : les libertés publiques et les droits fondamentaux ne sont pas faits que pour les jours heureux ?

Une crise en remplace une autre, une urgence cède la place à la suivante. Il y aura toujours de bonnes raisons pour reporter la réflexion de fond pourtant indispensable sur nos libertés numériques. Pourtant, les libertés publiques et les droits fondamentaux ne sauraient être considérés comme des sujets de beaux discours, dont on s'occupera peut-être un jour si les jours heureux reviennent.

Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réflexion profonde et globale visant à garantir les libertés publiques et les droits fondamentaux face aux atteintes de plus en plus systématiques des acteurs du numérique et, désormais, des États, ou parfois même de la collaboration des uns avec les autres (il n'est en effet pas inutile de rappeler que, dans notre propre pays, des fonctionnaires travaillent depuis plus d'un an avec Facebook à l'élaboration d'une stratégie commune « de lutte contre les contenus haineux », sans que cela émeuve outre mesure).

Cette réflexion devra aboutir à une révision de notre système juridique et la création de nouveaux outils permettant de ralentir ces dérives sécuritaires et le basculement de nos démocraties occidentales vers la généralisation de l'identification et du suivi des personnes. L'Institut Thomas More travaille actuellement à une telle solution.

C.D.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ministère de la Justice, « Le placement sous surveillance électronique », 10 mai 2019, http://www.justice.gouv.fr/prison-et-reinsertion-10036/la-vie-hors-detention-10040/le-placement-sous-surveillance-electronique-11997.html

2. Ludovic Le Moan, « On va dire que je vends ma soupe, mais un bracelet, c'est mieux qu'une appli de tracing », *Les Echos*, 21 avril 2020, https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/on-va-dire-que-je-defend-ma-soupe-mais-un-bracelet-cest-mieux-quune-appli-de-tracing-1196849

3. Cédric O et Olivier Véran, « « L'application StopCovid retracera l'historique des relations sociales » : les pistes du gouvernement pour le traçage numérique des malades », *Le Monde*, 8 avril 2020, https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/04/08/stopcovid-l-application-sur-laquelle-travaille-le-gouvernement-pour-contrer-l-epidemie_6035927_3244.html

4. Mounir Mahjoubi, « Traçage des données mobiles dans la lutte contre le Covid-19. Analyse des potentiels et des limites », Note parlementaire, 6 avril 2020, http://d.mounirmahjoubi.fr/TracageDonneesMobilesCovidV1.pdf

5. CEPD, « Statement on the processing of personal data in the context of the COVID-19 outbreak », 20 mars 2020, https://edpb.europa.eu/sites/edpb/files/files/file1/edpb_statement_2020_processingpersonaldataandcovid-19_en.pdf

6. « Coronavirus : la Commission européenne réclame des données d'opérateurs téléphoniques pour évaluer l'effet des mesures de confinement », *Le Monde*, 25 mars 2020, https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/03/25/coronavirus-l-europe-reclame-des-donnees-d-operateurs-telephoniques-pour-evaluer-l-effet-des-mesures-de-confinement_6034432_4408996.html

7. « COVID-19 : Apple et Google travaillent ensemble à une technologie de traçage des contacts », Apple, communiqué de presse, 10 avril 2020, https://www.apple.com/fr/newsroom/2020/04/apple-and-google-partner-on-covid-19-contact-tracing-technology/

8. Cyrille Dalmont, « Comment les Gafam veulent surfer sur la crise sanitaire mondiale », Marianne, 17 avril 2020, https://www.marianne.net/debattons/billets/comment-les-gafam-veulent-surfer-sur-la-crise-sanitaire-mondiale

9. « Application StopCovid: le gouvernement n'utilisera pas la plateforme d'Apple et Google », BFM TV, 26 avril 2020, https://www.bfmtv.com/tech/application-stopcovid-le-gouvernement-n-utilisera-pas-la-plateforme-d-apple-et-google-1901564.html

10. « Application de traçage : l'Allemagne mise finalement sur Apple et Google », *Le Point*, 26 avril 2020, https://www.lepoint.fr/sciences-nature/application-de-tracage-l-allemagne-mise-finalement-sur-apple-et-google-26-04-2020-2372940_1924.php

11. « Le traçage via téléphone portable a du plomb dans l'aile », RTBF, 25 avril 2020, https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_le-tracage-via-telephone-portable-a-du-plomb-dans-l-aile?id=10489619

12. Stéphane Richard, « La question sera celle des garanties qu'on peut donner », France Inter, 17 avril 2020, https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-d-ali-baddou/l-invite-d-ali-baddou-17-avril-2020

13. « Coronavirus : les syndicats de policiers lancent le mot d'ordre « pas de masque, pas de contrôle » », France Bleue, 26 mards 2020, https://www.francebleu.fr/infos/societe/coronavirus-les-syndicats-de-policiers-lancent-le-mot-d-ordre-pas-de-masque-pas-de-controle-1585223797

14. Emmanuel Dubois de Prisque, *Le système de crédit social : comment la Chine évalue, récompense et punit sa population*, Institut Thomas More, note 36, juillet 2019, http://institut-thomas-more.org/wp-content/uploads/2019/07/ITM-Note36-201907-2.pdf

15. « Coronavirus, l'App (quasi) obbligatoria e l'ipotesi braccialetto per gli anziani », *Corriere della Sera*, 20 avril 2020, https://www.corriere.it/cronache/cards/coronavirus-l-app-quasi-obbligatoria-braccialetto-gli-anziani/scaricare-immuni.shtml

16. Yuval Noah Harari, « The World after Coronavirus », *Financial Times*, 19 mars 2020, https://www.ft.com/content/19d90308-6858-11ea-a3c9-1fe6fedcca75

17. INRIA, « Publication du protocole ROBERT (*ROBust and privacy-presERving proximity Tracing*) », 18 avril 2020, https://www.inria.fr/fr/publication-du-protocole-robert

18. Mounir Mahjoubi, *op. cit.*

19. Hervé Le Mar, *Connexion Bluetooth : comment ça marche ?*, Échos du Net, 6 août 2019, https://www.echosdunet.net/dossiers/bluetooth

20. Julia Carrie Wong, « The Cambridge Analytica scandal changed the world – but it didn't change Facebook », *The Guardian*, 18 mars 2019, https://www.theguardian.com/technology/2019/mar/17/the-cambridge-analytica-scandal-changed-the-world-but-it-didnt-change-facebook

21. Rob Copeland, « Google's 'Project Nightingale' Gathers Personal Health Data on Millions of Americans », *Wall Street Journal*, 11 novembre 2019, https://www.wsj.com/articles/google-s-secret-project-nightingale-gathers-personal-health-data-on-millions-of-americans-11573496790

22. « Surprise, Apple vendrait aussi nos données personnelles », *Capital*, 27 mai 2019, https://www.capital.fr/entreprises-marches/surprise-apple-vendrait-aussi-nos-donnees-personnelles-1339813

23. Strategy Analytics, « Global Connected and IoT Device Forecast Update », 19 mai 2019, https://www.strategyanalytics.com/access-services/devices/connected-home/smart-home/reports/report-detail/global-connected-and-iot-device-forecast-update

24. « Android : grosse faille de sécurité sur le Bluetooth », Futura Tech, 10 février 2020, https://www.futura-sciences.com/tech/actualites/smartphone-android-grosse-faille-securite-bluetooth-79538/

25. Cyrille Dalmont, « Données personnelles : pourquoi le RGPD est déjà dépassé », *Les Echos*, 22 novembre 2019, https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/donnees-personnelles-pourquoi-le-rgpd-est-deja-depasse-1149930

26. Luc Rocher, « Des données anonymes...ou pas ! », ICTEAM, Université catholique de Louvain, 18 septembre 2019, https://uclouvain.be/fr/sciencetoday/actualites/des-donnees-anonymes-ou-pas.html

27. CNIL, « Publication de l'avis de la CNIL sur le projet d'application mobile « StopCovid » », 26 avril 2020, https://www.cnil.fr/fr/publication-de-lavis-de-la-cnil-sur-le-projet-dapplication-mobile-stopcovid

28. Conseil d'État, Avis sur un projet de loi et un projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, 18 mars 2020, https://www.conseil-etat.fr/ressources/avis-aux-pouvoirs-publics/derniers-avis-publies/avis-sur-deux-projets-de-loi-d-urgence-pour-faire-face-a-l-epidemie-de-covid-19

29. Ordre des avocats de Paris, « Circonstance exceptionnelle en droit administratif », La Grande Bibliothèque du droit, https://www.lagbd.org/index.php/Circonstance_exceptionnelle_en_droit_administratif_(fr)

30. Jean Massot, « Le Conseil d'État face aux circonstances exceptionnelles », *Les Cahiers de la Justice*, vol. 2, n°2, 2013, pp. 27-39, https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-justice-2013-2-page-27.htm

31. Conseil constitutionnel, Décision n° 2020-799 DC du 26 mars 2020, https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2020/2020799DC.htm

32. Paul Alliès, *Crise sanitaire et crise démocratique. La normalisation de l'exception (2/5)*, Mediapart, 11 avril 2020, https://blogs.mediapart.fr/paul-allies/blog/110420/crise-sanitaire-et-crise-democratique-la-normalisation-de-lexception-25

33. BPI, « E-santé : vers un marché de 234,5 milliards de dollars », 31 octobre 2019, https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/E-sante-vers-un-marche-de-234-5-milliards-de-dollars-48051

34. Fortune Business Insight, « IoT Connected Machines Market Size », octobre 2019 https://www.fortunebusinessinsights.com/industry-reports/iot-connected-machines-market-101781

35. « Les « Gafam » s'intéressent de plus en plus à notre santé », France Info, 4 mai 2016, https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/nouveau-monde/les-gafam-s-interessent-de-plus-en-plus-a-notre-sante_1782305.html

36. Rob Copeland, « Google's 'Project Nightingale' Gathers Personal Health Data on Millions of Americans », *Wall Street Journal*, 11 novembre 2019, https://www.wsj.com/articles/google-s-secret-project-nightingale-gathers-personal-health-data-on-millions-of-americans-11573496790

37. « Coronavirus : l'application StopCovid « ne sera pas prête » avant le débat parlementaire qui lui sera consacré », *Le Monde*, 17 avril 2020, https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/04/17/coronavirus-l-application-stopcovid-ne-sera-pas-prete-avant-le-debat-parlementaire-qui-lui-sera-consacre_6036922_4408996.html

38. Ordre des avocats de Paris, « L'état d'urgence dans le droit commun : quand l'exception devient la règle au mépris des libertés », 30 octobre 2017, http://www.avocatparis.org/letat-durgence-dans-le-droit-commun-quand-lexception-devient-la-regle-au-mepris-des-libertes

39. On pense ici aux masques, aux tests, aux réanimateurs, aux plus banales blouses, charlottes ou sur-chaussures pour les soignants). On lira une illustration navrante de tout ceci dans « Dépistage du coronavirus : les raisons du fiasco français sur les tests », *Le Monde*, 24 avril 2020, https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/04/24/nous-attendons-d-etre-contactes-par-l-ars-mais-il-ne-se-passe-rien-le-fiasco-des-tests-en-france_6037647_3244.html

Chère lectrice, cher lecteur,
Depuis le début de la pandémie, Bill Gates finance abondement les recherches d'un vaccin pour contrer le coronavirus.
Mais cet Américain, fondateur et ancien PDG de Microsoft, longtemps l'homme le plus riche du monde, est un personnage trouble :

Curieusement, cela fait 5 ans qu'il prévoit l'arrivée d'une pandémie[1] ...
À lui seul, il contribue à près de 7% du budget total de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)[2].
L'OMS n'a pas prévenu assez vite de la dangerosité du coronavirus. Pire, elle a accéléré la pandémie, en dénonçant les pays qui voulaient fermer leurs frontières à la Chine[3].
Étrange quand on connaît les rapports étroits entre Bill Gates et Tedros Adhanom Gebreyesus, directeur général de l'OMS et ancien ministre de la santé en Éthiopie, comme en atteste un projet de la célèbre université de Yale[4].

Bill Gates finance 7 vaccins pour vaincre le coronavirus [5] ! Il a investi 250 millions de dollars, et puise une partie dans son fonds de 2,5 milliards de dollars[6] !
Pourquoi une si exubérante philanthropie ?
Prêt à être pucé comme les chiens ?
C'est peut-être que ce vaccin s'accompagnera d'un dispositif de puçage du vacciné.

Les Echos

En direct Le Journal Newsletters Podcasts

À la une Idées Économie Politique Monde Tech-Médias Entreprises Bourse Finance - Marchés Régions Patrimoine

Coronavirus : la Fondation Gates accroît son soutien pour accélérer l'arrivée d'un vaccin

Déterminée à aider les pays aux revenus les plus faibles pour lutter contre la pandémie, notamment en Afrique et en Asie du Sud, la fondation Gates porte son aide financière de 100 à 250 millions de dollars. Elle puisera aussi dans son fonds d'investissement stratégique, doté de 2,5 milliards de dollars, pour accélérer l'avènement d'un vaccin.

Lire plus tard Enjeux internationaux Commenter

Oui, de PUÇAGE, comme les chiens!
Le projet est une collaboration tout ce qu'il y a de plus officielle de la fondation de Bill Gates et du MIT[7].
Enfin… Bill Gates ne l'appelle pas ainsi.
C'est un « nano-tatouage », preuve de votre vaccination, qui sera indispensable à l'obtention d'un passeport, lequel vous décrira sous toutes les coutures, jusqu'au moindre détail de l'iris.
Près de 3000 réfugiés en Thaïlande, auraient au moins « bénéficié » de ce dispositif [8et 9].
Il va sans dire que si la France adopte ces systèmes, vous faire pucer pourrait devenir obligatoire - et si on vous laisse le choix, vous risquez de devenir un vrai paria si vous n'acceptez pas que le gouvernement sache à tout instant ce que vous faites.
Le Danemark a rendu les vaccins obligatoires
Autre fait bien étrange, celui du vote du Danemark pour faire vacciner de force ses citoyens, alors qu'il n'y avait pas encore l'ombre d'un vaccin, en ce 13 mars, jour du vote.
Il s'en est fallu de peu que la police acquiert le droit de rentrer chez les gens sur simple suspicion de Covid19.
Vous trouvez cette information qui paraît folle dans le Local, un site d'actualités en ligne [10].
Il faut dire que la fondation Bill et Melinda Gates est très proche du Danemark.
En partenariat avec l'université de Copenhague, celle du Danemark du sud et la Maternity Foundation, la Fondation Gates finance une application numérique bien spéciale.
Celle-ci a pour vocation de guider les mères des pays pauvres, pour leur fournir des gestes utiles… mais aussi des listes de médicaments à acheter, et des instructions compatibles avec les recommandations de l'OMS[11].
Quel type de vaccin conseilleront-ils, sinon celui de Mr Gates ?
Vacciner pour contrôler la population
L'introduction d'une puce dans le corps humain donne un pouvoir démesuré à celui qui l'installe, en termes de surveillance et même de modification chimique du corps.
Si cette technologie venait à être couplée à celle des nanorobots de la taille de cellules, comme celles que fabrique le MIT [12], partenaire institutionnel de Mr Gates, les possibilités de nuisance seraient infinies.
A ce titre, il est important de savoir que le premier nanorobot a été construit déjà il y a dix ans[13], et le graal que les chercheurs en nanoscience veulent atteindre, est le nanorobot auto-réplicateur, qui agirait en fin de compte comme un

BIOMETRIC UPDATE.COM

About Us | Subscribe

BIOMETRICS NEWS | BIOMETRICS STOCKS | ID FOR ALL | FEATURES & INTERVIEWS | INDUSTRY INSIGHTS

ID2020 and partners launch program to provide digital ID with vaccines

Sep 20, 2019 | Chris Burt

The ID2020 Alliance has launched a new digital identity program at its annual summit in New York, in collaboration with the Government of Bangladesh, vaccine alliance Gavi, and new partners in government, academia, and humanitarian relief.

virus[14].

Or comme le veut l'adage de lord Acton, le pouvoir rend fou, et un pouvoir absolu rend absolument fou.

Le tatouage de Bill Gates, c'est ça :

Mais moi, je vois ça : ce sont les tatouages des camps de concentration.

Emmanuel Macron nous a dit dans son discours qu'il attendait un vaccin, serait-ce celui de Bill Gates ? Bill Gates à la conquête de la France ?

Ce ne serait clairement pas la première collaboration de Bill Gates avec l'institut Pasteur, car on en compte au moins 3 précédentes[15].

En tout cas, la dangereuse accumulation du pouvoir entre ses mains, et l'impossibilité qu'ont les Français de protester dans l'espace public à cause du confinement, lui donne la possibilité de le faire sans la moindre opposition.

Cette pétition n'a rien de drôle. Vous pensez peut-être que tout ça est de la science-fiction. Et sincèrement, je préférerais que ça le soit.

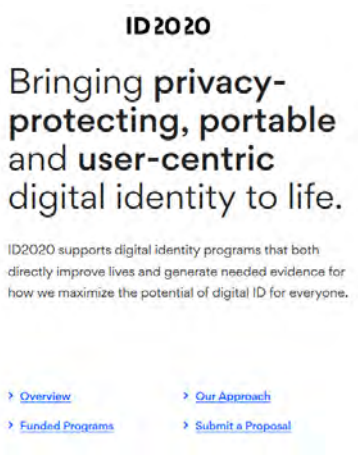
Les Américains, eux, prennent ça très au sérieux. Ils ont déposé une pétition au parlement américain qui demande à ce qu'une enquête soit faite sur Bill Gates[16].

Le nombre de pétitionnaires requis a été atteint.

Cette pétition trouve suspect que le coronavirus se soit produit inopinément en Chine, suite aux Jeux militaires mondiaux du mois d'octobre, et... à une simulation organisée à New York par la fondation de Mr Gates, concernant un coronavirus, l'évènement 201.

Le journal Le Monde, qui cherche à nier le lien entre Bill Gates et l'apparition du

coronavirus17, ne trouve rien d'autre à répondre que :
Les intentions de la fondation sont bonnes. La simulation a pris pour exemple une exploitation agricole au Brésil. Les résultats de la simulation ne concordent pas avec la réalité !
La pétition pointe aussi le fait que depuis qu'a commencé l'épidémie de Coronavirus, jamais autant de données n'ont été récoltées à l'insu des citoyens.
Elle souligne le fait que Bill Gates, l'OMS et l'UNICEF ont été accusés « de manière crédible » d'avoir essayé de stériliser des enfants kenyans, ce qui a en effet été relevé par des médias indépendants[18].



D'autant que Bill Gates avait dit quelque temps avant, qu'il était possible de réduire la croissance de la population africaine de 10 à 15% « en allongeant la durée de vie »[19].
Enfin, c'est écrit noir sur blanc : un partenariat entre Microsoft, les Nations Unies et d'autres acteurs puissants, nommé ID2020, a pour but « altruiste » avoué de donner une identité indélébile à 1,1 milliards de personnes « qui en ont le plus grand besoin »[20].
On devine que ce sera rapidement indispensable pour tout le monde…
Et on se demande pourquoi le terme de pandémie, qui correspond à une mortalité de 12% des malades, a été attribué par l'OMS au coronavirus qui tue moins de 3 % des personnes touchées[21], déclenchant ainsi le confinement planétaire d'un individu sur deux.
Tout ceci est affolant. C'est pourquoi je vous demande, s'il vous plaît, de partager cet article autant que possible. Discutez-en autour de vous. Le pire serait que nous soyons pris au dépourvu.

Dr. T.S.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. https://www.mercurynews.com/…/coronavirus-bill-gates-predi…/

2. https://www.ouest-france.fr/…/sante-le-budget-de-l-oms-celu…

3. https://www.institutmontaigne.org/…/loms-la-pandemie-et-lin…

4. https://web.archive.org/…/108272_Bradley-et-al_Grand-Strate…

5. https://www.businessinsider.fr/…/bill-gates-factories-7-dif…

6. https://www.lesechos.fr/…/coronavirus-la-fondation-gates-ac…

7. https://www.presse-citron.net/a-quoi-sert-ce-tatouage-invi…/

8. https://www.biometricupdate.com/…/id2020-and-partners-launc…

9. https://www.biometricupdate.com/…/nec-and-simprints-join-fo…

10. https://www.thelocal.dk/…/denmark-passes-far-reaching-emerg…

11. https://www.maternity.dk/proudly-announcing-support-from-t…/

12. http://news.mit.edu/…/cell-sized-robots-sense-their-environ…

13. http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php…

14. http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article22

15. https://www.pasteur.fr/…/lutte-contre-virus-hepatite-c-vih-…

16. https://petitions.whitehouse.gov/…/we-call-investigations-b…

17. https://www.lemonde.fr/…/coronavirus-la-fondation-gates-a-t…

18. https://www.globalresearch.ca/mass-sterilization-ke…/5678295

19. https://www.snopes.com/…/bill-gates-vaccinations-depopulat…/

20. https://id2020.org/projects

21. https://fr.statista.com/themes/6050/le-coronavirus-covid-19/

Éloge de la frontière

Anatoly LIVRY
Docteur ès Lettres - Philosophe

Depuis des décennies, chacun des pays de la Vieille Europe subit un matraquage cosmopolite : « Les frontières n'existent pas ! » – et quand elles existent, elles doivent être effacées. Les gouvernants de l'Union dite européenne doivent donc remplir cette seconde condition d'une culture de mort (la première étant de ne pas avoir d'enfant) et souscrire au fanatisme du sans-fontiérisme, un extrémisme auquel les *Gauleiter* au service de la Commission « européenne » sont dressés et duquel il leur est interdit de s'écarter au risque de perdre non seulement l'ensemble des acquis carriéristes mais aussi toute chance de se faire une place dans le futur gouvernement global, récompense que chacun d'eux convoite avec obstination. Quant à la république dite française, elle continue de jouir de l'aura qu'elle avait usurpée en décapitant ses souverains légitimes tout en poursuivant ce long holocauste des Français que les « colonnes infernales » avaient lancé en Vendée. Le sans-frontiérisme est donc un poison que, sur fond des images du Louvre et de Versailles, les présidents français versent dans les esprits de tout l'Occident boréal, pourrissant littéralement l'âme de ses peuples.

Depuis plus d'un quart de siècle, je démontre la simplicité avec laquelle les frontières de l'Europe pourraient être contrôlées, m'appuyant pour cela sur l'histoire de l'URSS, cet empire qui s'étalait sur 1/6e de la terre ferme de notre planète mais dont chaque mètre du *limes* était gardé quasi infranchissable, et cela, pendant des décennies et avec des moyens techniques depuis longtemps surpassés.

Voici par exemple ce que j'écrivais[1] voici cinq ans :

Lorsque, Juif, j'étais en Union soviétique, il fut dit à la synagogue de Moscou que Bush et Gorbatchev s'étaient rencontrés, qu'un accord avait été passé et que leurs conseillers avaient fixé le nombre de Juifs soviétiques auquel il était permis de quitter l'URSS à 50 000 personnes. C'était clair. Le nombre ainsi que l'ethnie des émigrés ont été strictement respectés, tout comme ceux des vagues suivantes. Il était certes toujours possible à une personne, voire à une famille, de fuir à l'improviste l'URSS. En revanche,

même en l'absence des caméras actuelles (omniprésentes), les populations restaient clouées sur place jusqu'à ce que l'agrément de l'autorité leur soit accordé.

L'Exode de Jacob (vers 1535), Grand Curtius, Liège

Car jamais – même dans l'Antiquité ! – le pouvoir authentique, à présent supra-étatique, et qui depuis a prodigieusement renforcé ses dispositifs de surveillance, n'a permis de larges déplacements de groupes humains sans au préalable les autoriser. Ceux qui proclament que des millions de personnes peuvent fuir d'un continent à l'autre sans qu'on puisse les arrêter vous prennent pour des intelligences sous-humaines ou, excusez-moi de ce terme non-académique, pour de vrais tarés !

Les récents événements liés à la pandémie ont totalement confirmé mon analyse. Ils ont même renforcé l'avertissement que je lançais quant au danger que représentent les gouvernants français : face à un virus qu'eux-mêmes pourtant présentent comme mortel pour la population, ils continuent de se contredire frénétiquement, préférant lutter contre le nationalisme car les frontières doivent rester ouvertes, le coronavirus, cela est bien connu, n'ayant « pas de frontières, pas de passeport[2]. Jusqu'à présent, les frontières de la république « française » continuent donc *de jure* à être ouvertes. Cela va à l'encontre, par exemple, de la politique de la Suisse où la population n'est pas maintenue à résidence par la peur, les menaces ou la violence et où, hormis quelques exceptions, les frontières sont closes, ce qui permet au pays de ne pas sombrer dans ces guerres civiles qui commencent à métastaser à travers les territoires occupés français. Car, à défaut de cette sagesse basique qui consisterait à rendre impénétrables les frontières extérieures, on a transformé la république « française » en un État policier embastillant chacun de ses habitants, créant donc une multitude de *limites*. Cette attitude, au-delà de son coût exorbitant, démontre les failles psychiques incurables de tout ce qui est issu de la Ve république et la suite de ridicules gouvernementaux, tels que l'incapacité à fabriquer des masques ou à trouver suffisamment de places dans les hôpitaux publics, ne constitue que les derniers soubresauts de l'agonie de ce monstre encore partiellement francophone.

A.L.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. https://fr.novopress.info/194750/sauver-suisse-lattribution-post-mortem-du-prix-nobel-paix-mouammar-kadhafi/

2. Cf. l'interview de Macron du 12 mars 2020, à partir de 18:55 https://www.corsenetinfos.corsica/Macron-le-coronavirus-n-a-pas-de-frontieres-pas-de-passeport_a48335.html

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes »
(JFK)

Voici ce que j'écrivais en 2015, il y a quelques années, dans un édito consacré à l'inculture du risque ce qui montre que le temps passe vite, sauf actuellement… Le temps est relatif, ce que nous savons depuis Einstein et… la pandémie.
Ce qui est bien avec l'inculture du risque, c'est qu'elle est comme l'imprévoyance applicable globalement à tous les sujets.
L'inculture du risque touche tous les pans de nos habitudes.
Cela va des inondations aux cyclones en passant par les attentats, les guerres, ou tout simplement les coupures d'électricité et les tempêtes… ha, j'oubliais aussi les crises économiques ou les pandémies.
Prévoir ne sert à rien, être prévoyant

ne sert à rien.
Je pense que l'on va enfin pouvoir discuter entre gens sérieux d'un sujet sérieux qui est celui de la prévoyance, et n'imaginez pas que les cigales seront récompensées.
Pour vous le dire autrement, quand les riches maigrissent, les pauvres meurent.
Quand les fourmis souffrent, les cigales grillent.
C'est la revanche des fourmis et des prévoyants.
Les autres se sont tout simplement trompés. Ce n'est pas bien grave. Les blessures d'égo même douloureuses sont nettement moins gênantes que les blessures physiques.
Prenez bien soin de vous, et cigales comme fourmis, unis et solidaires.

Charles SANNAT

L'inculture du risque, l'incompétence et l'indécision voilà ce qui explique le nouveau drame que nous avons vécu dans le sud de notre pays.
Ce drame se reproduira ici, là-bas ou ailleurs. Cela se reproduira tant que nous laisserons l'inculture du risque se développer dans notre pays, l'indécision et l'incompétence.
Vous allez me dire qu'il n'y a rien d'économique dans les inondations qui viennent d'avoir lieu. Et bien si… il va falloir indemniser tout ce bazar matériel. Pour les morts, hélas, aucune indemnisation ne pourra venir réparer leur disparition. Disparition que je trouve révoltante. C'est donc bien un sujet économique, mais en réalité c'est surtout un sujet sociologique qui touche le comportement de l'ensemble des acteurs de la société face à un évènement brutal, violent et par nature imprévisible.

L'indécence de Mamamouchi 1er donnant des conseils aux gens… une fois l'orage passé…

Personne ne l'a encore formulé alors je le fais. Le président de la République n'a pas à s'abaisser à donner des conseils du niveau de « bison futé » l'intelligence en moins. Il fallait les conseils AVANT le drame. Pas après.
« Oui mais on ne pouvait pas savoir »… si on pouvait savoir… car tout cela n'est qu'une question de culture du risque, de compétence et de prise de décision.
Si vous me confiez la responsabilité d'une maison de retraite (et je ferai sans doute pleins d'autres bêtises), je sais d'avance que mes anciens ne pourront pas courir un 100 mètres en cas de problème. Alors ceux du rez-de-chaussée auront le droit, à chaque alerte orange, d'être monté à l'étage PRÉVENTIVEMENT c'est-à-dire avant que l'eau ne monte… alors évidemment les abrutis comme moi passent pour des « fous », des « emmerdeurs » quant au camping je réveille tout le monde en pleine nuit parce que l'orage est violent… Mais comme disait le pépé, « un homme averti en vaut deux »… (je sais ce n'est pas du pépé mais il le disait quand même). Alors oui c'est pénible mais c'est cela la culture du risque et de la compétence. On ne se laisse pas surprendre parce que l'on sait d'avance qu'il y aura des inconnues. C'est ce que l'on appelle avec humour les « inconnues connues ».
On trouvera toutes les excuses du monde possible. Il n'y en a pas. C'est de l'incompétence, de l'inculture du risque et de l'indécision. L'incapacité de réagir, d'anticiper, de réfléchir, de prendre une décision.
Bilan, nos anciens noyés dans leur chambre. Aucune excuse. Aucune. Que le président rentre vite en son Palais et qu'il s'y cache.

Sortir la voiture du sous-sol… et pour la mettre où ?

Voilà encore une fois une conséquence dramatique de notre inculture du risque, de la croyance que l'État peut tout, que les pompiers seront là, que l'hélitreuillage aura lieu à temps, que le portable marchera, que tout ira bien parce que nous sommes en sécurité.
Tout cela est faux. Lorsqu'il y a un accident, les services de secours peuvent être à 15 minutes et pendant ces 15 minutes vous êtes seul. Les citoyens sont seuls face au problème.
Notre sinistresse de l'Éducation nationale nous explique tout plein de réformes, mais jamais, jamais, on a pensé qu'une seule fois rendre obligatoire pour tout bachelier le brevet de secourisme. Connaître les premiers gestes, responsabiliser, autonomiser, savoir et être capable de prendre soin de l'autre, de son voisin, de ses proches. Voilà de la solidarité concrète, par de la solidarité à la sauce « Terra Nova » et autres donneurs de leçons de salon.
Alors l'inculture du risque a atteint de tels sommets que désormais les gens descendent dans les sous-sols inondés pour sortir des voitures assurées par ailleurs… pris au piège ils meurent noyés. Je n'en veux pas à ces pauvres bougres, je suis profondément peiné pour ceux qu'ils ont laissés. J'accuse en revanche notre société toute entière de décrédibiliser ceux qui véhiculent une culture du risque, de l'anticipation, de la préparation, de la formation et de la responsabilisation en les faisant passer pour des « paranos », des « fous furieux » et parfois au mieux pour des doux dingues…
Aucune personne n'aurait dû perdre la vie dans un sous-sol inondé, si ceux qui avaient un boulot à faire avaient convenablement fait leur boulot ! Parce que les gens doivent être formés et informés à s'aider et à aider les autres. Si un copain bourré comme un

coing veut prendre sa voiture après votre soirée vous aurez normalement la présence d'esprit de le retenir y compris en étant pas « sympa », pourquoi ? Parce que la sécurité routière a fait œuvre de pédagogie, d'information et vous a expliqué ce qu'il fallait faire… pour éviter un drame. Il en va de ce principe pour tous les autres domaines.

Un concert de Johnny et un match de foot

Une alerte orange… indécision. Incompétence. Deux rassemblements majeurs. Des milliers de personnes et je vais vous dire ce que je pense, c'est que ces milliers de concitoyens ont su faire preuve d'une immense intelligence collective en l'absence de toutes consignes de l'État et que le bilan est remarquablement léger par rapport à ce qu'il aurait pu être !

« On pouvait pas savoir »… l'excuse des gémiards et des victimes !

Oui mais on ne pouvait pas savoir… dès lors la propagande médiatique se met en branle, il faut que le système se protège. Ce n'était pas sa faute, l'intensité était exceptionnelle, on ne pouvait pas savoir, c'est pas la faute à Météo-France, si la météo peut pas prévoir, la préfecture peut rien faire, si la préfecture peut rien faire, alors les pompiers et les gendarmes peuvent rien faire non plus… et pourtant !

Et pourtant pas un abruti pour appuyer sur les boutons des sirènes… oui vous savez la sirène en cas d'attaque, de bombardement ou de problèmes nettement moins graves mais qui veut dire… « Allumez vos radios, écouter les consignes, mettez-vous à l'abri »… on est face à un gros problème que vous devez, chacun à vos postes, traiter comme un gros problème.

Encore une fois, l'inculture du risque, l'indécision et l'incompétence. Voilà ce qui décrit parfaitement le fonctionnement ou devrais-je dire le non-fonctionnement de la

société française…

Passer pour un con quand on a 4 packs d'eau d'avance… Expérience sociale à faire chez soi ou au travail. Édifiant !

C'est à tous les niveaux que nous faisons face à cette déresponsabilisation, en cette fausse croyance consistant à croire qu'il n'y aura jamais de problème et que l'État peut tout. Combien de fois ai-je vu au mieux de l'incompréhension au pire de l'inquiétude concernant ma santé mentale lorsque j'expliquais que j'avais de quoi tenir quelques jours en cas de pépin… « mais il va pas bien celui-là »… si, il va bien, mais il y en a 20 qui vont encore moins bien que moi vu qu'ils sont carrément morts…

Pourtant sur le site même du ministère du Développement durable sensé avoir en gestion la notion de « prévention des risques » on vous explique qu'il faut avoir un Kit de survie… oui, oui, c'est officiel. Bon il faut fouiller parce que si on le disait trop fort les gens pourraient être effrayés…. « heiiiiin, koi…. On népa en sécurité ? » si, nous sommes en sécurité jusqu'à ce qu'un problème arrive…

Bon voilà la liste qui vous fera passer pour un fou furieux auprès de vos collègues à la machine à café. Faites l'expérience et dites que vous avez d'avance dans un « Kit d'attente des secours pendant 3 jours » (dénomination officielle) les articles listés ci-après tout en leur faisant un topo le plus sérieusement du monde en reprenant mot- pour mot ce qui a été écrit sur le site du ministère…

Tu sais Pierre, Paul, Jacques (en fonction du prénom du collègue que vous prendrez à témoin) « Dans une situation d'urgence, les réseaux d'eau courante, d'électricité, de téléphone peuvent être coupés. Il faut être prêt à vivre de manière autonome quelques jours (72 heures) avec certains articles essentiels, à son domicile (confinement) ou en dehors après un ordre d'évacuation. Attention à ce que le sac ne soit pas trop chargé. Il faut préparer les objets de première nécessité indiqués ci-après et les regrouper dans le sac d'urgence qui sera placé dans un endroit facile d'accès pour pouvoir le prendre le plus rapidement possible ».

Normalement à la fin de ce paragraphe votre gentil et aimable collègue pense déjà qu'il faut vous transférer en psychiatrie…

Et maintenant achevez-le avec la liste précise des éléments de survie…

« À la maison : disposez en permanence des articles suivants :

- Eau potable : deux litres par personne par jour, pour au moins trois jours
- Nourriture non périssable : provision pour au moins trois jours consommant peu d'eau : barres énergétiques, fruits secs, conserves, petits pots pour bébé
- Outils de base : ouvre-boîte manuel, couteau de poche multifonction…
- Radio à piles : piles de rechange ou à dynamo
- Lampe de poche : piles de rechange ou à dynamo
- Bougies
- Briquet ou allumettes
- Trousse de premiers soins : antiseptiques, analgésiques, bandages adhésifs, compresses de gaze stériles, ciseaux…
- Lunettes de secours et appareils d'assistance

- Double des clés de maison pour éviter d'avoir à les chercher et risquer de laisser sa porte ouverte ou de se retrouver bloqué dehors ensuite
- Double des clés de voiture pour éviter de les chercher ou de les oublier et perdre du temps en cas d'évacuation par la route
- Panier et nourriture pour le transport des animaux domestiques et laisse, muselière

Pour encore plus de précaution :

- Sifflet pour signaler votre présence aux secouristes
- Masques antipoussières pour filtrer l'air contaminé

Ces articles essentiels permettront à vous et votre famille de subsister pendant les 3 premiers jours d'une situation d'urgence. Ce délai de 3 jours est le temps que pourraient prendre les secours pour venir en aide aux sinistrés ou que pourraient mettre les services essentiels à se rétablir ».

Voilà, vous venez de perdre tous vos collègues…vos amis ne vous parlent plus. Vous êtes seuls… Votre femme veut vous quitter !

Par un mécanisme que je ne suis pas capable d'expliquer, nous avons abdiqué tout bon sens, toute prudence, toute préparation, toute précaution, et finalement nous avons perdu la notion même de culture du risque.
À la limite pourquoi pas… mais encore plus fort, celui qui veut tout de même adopter une attitude responsable, qui souhaite anticiper, se préparer, est vu comme un fou furieux et ce phénomène est encore plus grave car il pose comme principe implicite que le « prudent » et le « prévoyant » n'est pas normal, pire, son existence même montre aux autres imprévoyants qu'ils sont inconséquents ce qu'il leur est insupportable. Il est donc plus facile de dire que l'autre est fou que de s'avouer à soi-même ses propres manques. C'est l'éternel combat entre les cigales et les fourmis, sauf que les cigales l'ont largement emporté.
Désormais nous évoluons dans une société de l'inculture du risque, l'incompétence et l'indécision. Vous devez vous en souvenir pour chaque acte de votre vie. Au prochain krach et il aura lieu on vous dira « on ne pouvait pas savoir ». A la prochaine catastrophe, et elle aura lieu, on vous dira « on ne pouvait pas savoir ». Ne soyez pas victime de ce système.

Alors, en attendant, préparez-vous, il est déjà trop tard !

C.S.

Insolentiae.com est le site sur lequel Charles Sannat s'exprime quotidiennement et livre un décryptage impertinent et sans concession de l'actualité économique. Merci de visiter son site. Vous pouvez vous abonner

Le 9 Mai des Russes et celui des Européens.

Christian VANNESTE
Député honoraire
Président du Rassemblement pour la France (RPF)

Le 9 Mai correspond à un double anniversaire. C'est pour la Russie le jour de la victoire à l'issue de la Grande Guerre Patriotique menée contre l'Allemagne nazie et ses alliés.

La Russie, à un jour près, cultive sa différence, mais il ne s'agit plus de l'URSS de Staline, le bloc communiste rival menaçant pour les anciens alliés occidentaux. Désormais, la Fédération de Russie a perdu le contrôle des pays de l'Est de l'Europe, et a reconnu l'indépendance des anciennes républiques socialistes soviétiques dont certaines lui sont devenues hostiles. La brutalité de cette situation, le rôle des Occidentaux, États ou groupes de pression, dans cette évolution ont créé une tension superflue et périlleuse avec des pays comme la Géorgie et surtout l'Ukraine.

La Russie est jalouse de son identité fondée sur l'histoire d'un peuple qui est toujours parvenu à sauvegarder son indépendance, souvent au prix d'énormes sacrifices contre les Tartares, les Teutoniques, les Suédois, les Français et les Allemands. Par ailleurs, cette identité s'appuie sur une culture d'une extraordinaire richesse, où l'occident chrétien l'a emporté sur les influences orientales. Elle est toujours une grande puissance grâce à son potentiel militaire qui a fait ses preuves en Syrie, à son immensité et aux richesses de son sous-sol. Dans un monde où la Chine et les États-Unis sont devenus les deux principaux acteurs, il n'y avait aucune raison pour l'Europe de traiter la Russie en ennemie sinon pour obéir à une stratégie américaine discutable à Washington, et absurde à Bruxelles.

La Russie défend son influence sur des États qui ont été russes durant des siècles, et qui sont habités par de nombreux russophones, souvent russes d'ailleurs. Tenter de les opposer à la Russie en les intégrant à l'Union Européenne ou à l'Otan est une provocation inutile et dangereuse. La Russie actuelle n'est plus une menace pour les démocraties occidentales. Sa stratégie emprunte deux axes : d'une part, protéger les populations russes dans les États indépendants voisins ; d'autre part, intervenir pour soutenir ses alliés.

Le premier objectif explique l'annexion parfaitement justifiée de la Crimée. Le second s'est exprimé dans une intervention en Syrie qui a sauvé le pouvoir baasiste de Damas.

Face aux Frères Musulmans et autres islamistes, ce sont les Russes qui avaient fait le bon choix, et les occidentaux, le mauvais. Le soutien à Maduro au Vénézuela est plus discutable : il replace la Russie dans les pas

de l'URSS, sans doute par volonté de rétorsion contre les empiétements occidentaux dans sa sphère d'influence légitime. Néanmoins, on retrouve là la rivalité entre un régime socialiste aberrant soutenu par la Russie et une opposition démocratique et libérale soutenue par les États-Unis et leurs alliés.

Ce retour en arrière est d'autant plus consternant que la Russie d'aujourd'hui n'incarne plus ni le socialisme, ni le progressisme de l'URSS. Au début du défilé de ce jour sur la Place Rouge, le Ministre de la défense s'est signé selon le rite orthodoxe. La Russie se veut chrétienne, conservatrice, et patriotique. Ses ressources naturelles en font le complément de l'Europe non l'adversaire.

Mais, contre tout bon sens, nombre de responsables européens brandissent une idéologie et des valeurs qui conduiraient à faire de l'Europe l'ennemie de la Russie, comme si la domination économique des Américains et des Chinois n'était pas un problème plus préoccupant.

On trouve dans cette attitude le signe persistant de ce que Philippe de Villiers dénonce dans « J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu. »

Le 9 Mai, c'est aussi l'anniversaire de la déclaration lue le 9 mai 1950 devant les journalistes par Robert Schuman dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay et qu'on a élevée au rang d'acte fondateur de la « construction européenne ». Ce texte devait peu à Schuman. C'est Jean Monnet qui l'a inspiré avec une note écrite de sa main, et on sait que « Mister Monnet of Cognac » était vraiment très, très proche des Américains.

Qui plus est, Dean Acheson, le secrétaire d'État américain est venu à Paris le 8 mai pour relire et corriger le projet. Autrement dit, ce que certains commémorent aujourd'hui, c'est un énorme mensonge et une imposture qui ont fait croire aux Européens qu'ils allaient construire une puissance indépendante et démocratique, face au bloc totalitaire de l'Est, capable d'imposer la paix.

Or l'Europe n'est pas indépendante. Elle continue à être pilotée par les États-Unis notamment en raison du prétendu danger que constituerait la Russie. Il n'est pas interdit de penser que la priorité donnée par Trump à l'intérêt immédiat des États-Unis ne libère d'une certaine manière les Européens de cette dépendance.

Par ailleurs, l'Europe est de moins en moins démocratique, puisque l'abandon progressif des souverainetés nationales au profit de la technocratie bruxelloise liée aux oligarchies des pays membres, est évidemment un recul du pouvoir des peuples, accusés de « populisme » dès qu'ils renâclent. C'est **Delors** qui vendit la mèche en 1999 : « Cette construction à l'allure technocratique, progressant sous l'égide d'un despotisme éclairé… » L'Europe est un engrenage auquel il est difficile d'échapper qui entraîne les peuples vers un destin qu'ils n'ont pas choisi. Est-ce qu'il s'agit de faire leur bonheur malgré eux ? Rien n'est aujourd'hui moins sûr !

Les Russes ont raison de fêter le 9 Mai. Pour les autres européens, la question se pose !

C.V.

Manifeste pour une nouvelle alliance franco-russe

Raphaëlle AUCLERT
Docteur en études slaves, spécialiste de la Guerre froide et de la propagande soviétique.

2nde partie

Les exemples de mésalliance républicaine ne manquent pas : les guerres « sous-traitées » à la France sous l'égide de l'OTAN au service exclusif des intérêts américains en Yougoslavie ou en Lybie, l'Union pour la Méditerranée de Sarkozy, les liaisons pour le moins envahissantes avec les monarchies du Golfe (Hollande ne décora-t-il pas le PDG de Qatar Airways de la Légion d'honneur en 2015 ?), etc.

Pourtant, si l'on se fie à l'adage « les alliances ne servent à rien si elles associent des impuissances, » le choix de la Russie s'impose de lui-même. En effet, elle est bel et bien une puissance avec des indicateurs économiques à faire pâlir d'envie bon nombre de pays de la « prospère » Union européenne : 5% de chômage, 562 milliards de dollars de réserves de change (à comparer aux 226 de l'Allemagne, 197 de la France et 177 du Royaume Uni), sixième PIB mondial et une dette publique qui s'élevait à 14% en 2018 (contre 98% pour la France !). Certes, l'économie russe souffre de sa grande dépendance aux matières premières (qui comptent, par exemple, pour 84% de ses exportations avec la France) et d'un développement insuffisant et inégalement réparti. Toutefois, le lancement par le Kremlin en 2018 d'un vaste programme d'investissements publics visant à moderniser les infrastructures du pays[1] est un signal qui doit inspirer l'optimisme ; un premier bilan est attendu dans le courant de l'année 2020. De plus, contrairement à notre république qui donne sans compter à ses « chances pour la France », la Russie – et l'Union soviétique auparavant – a toujours vu sa chance, elle, dans l'éducation et l'innovation scientifique, comme en témoignent les technopôles d'Akademgorodok (datant de 1957 et doté récemment d'un parc technologique dédié aux technologies de l'information) et le centre de recherches de Skolkovo. Legs de la période soviétique, la population russe est bien formée et a donné une myriade d'éminents spécialistes tant dans les sciences, les lettres que les arts. Du reste, ce potentiel unique au monde n'a pas échappé aux Etats-Unis qui, après avoir critiqué pendant cinquante ans le modèle communiste comme inepte et dénué de toute valeur, se sont empressés, avec un parfait cynisme, de débaucher par chaires d'université entières les fleurons de ce même modèle.

Et puisque les alliances utiles se doivent d'être des synergies de puissances, gardons à l'esprit que la France est, elle aussi, un partenaire de choix pour la Russie. Outre la proximité culturelle évoquée plus haut, n'oublions pas que notre pays, par ses territoires hérités de son ancien empire colonial, est la deuxième puissance maritime au monde (avec ses 10,7 millions de kilomètres carrés de Zone économique exclusive, juste derrière les Etats-Unis), de surcroît dans des secteurs de l'océan Indien, de l'océan Atlantique ou du Pacifique sud où la Russie peut difficilement être présente et exercer son influence. Or, la puissance maritime est aujourd'hui plus que jamais déterminante, tant pour la maîtrise des échanges (90% d'entre eux sont opérés par la mer) et de ressources devenues de plus en plus rares, que pour y déployer sa puissance militaire. À cet égard, rappelons également que la France est la troisième des huit nations nucléaires mondiales et la première en Europe de l'ouest. Sur le plan technologique, la France se classait en 2018 à la deuxième place européenne et à la sixième place mondiale dans le dépôt de nouveaux brevets. Cet exploit mérite d'être salué dans le contexte de la vente à la découpe effrénée de tous nos fleurons nationaux par nos félonnes élites (Alstom, Latécoère, Technicolor pour ne citer que quelques-uns des récents scalps que ces dernières ont laissé les Américains prélever sur notre économie).

Notons en outre que la France dispose de pôles de recherches de renommée internationale, auxquels le Professeur Didier Raoult a récemment fait honneur en remportant une victoire décisive sur le coronavirus, à la barbe d'une communauté scientifique réduite à l'impuissance devant ce désastre. La vigueur technologique et scientifique française est donc un attrait considérable pour une Russie qui a fait de sa modernisation une priorité majeure et dispose elle-même d'un trésor de savoirs et de savants capables d'exploiter ces découvertes et de développer des collaborations fructueuses.

Réciproquement, la puissance française, envoyée en soins palliatifs depuis une bonne vingtaine d'années par les ardeurs mondialistes de nos dirigeants, aurait tout à gagner d'une interaction plus étroite avec la Russie. L'ex-ambassadeur russe à Paris et

secrétaire général du dialogue de Trianon **Alexandre Orlov** le rappelait il y a peu : « Dans les domaines de l'espace, de l'énergie, notamment de l'énergie nucléaire, de l'aéronautique, de la biotechnologie, du numérique, des sciences fondamentales, de la médecine, la coopération avec la Russie peut permettre à la France de retrouver la souveraineté industrielle et technologique indispensable pour la souveraineté et l'indépendance politique, notamment vis-à-vis de Washington. »[2]

C'est précisément cette indépendance politique qui fait cruellement défaut à la France depuis 1945, et plus encore depuis 1949 et son adhésion à l'OTAN. Notre pays s'est alors mis dans la situation décrite par le juriste allemand Carl Schmitt : « Quand un peuple craint les tracas et le risque d'une existence politique, il se trouve tout simplement un autre peuple qui le décharge de ces tracas en assumant sa protection contre les ennemis extérieurs et par conséquent la souveraineté politique ; c'est alors le protecteur qui désigne l'ennemi en vertu de la corrélation constante entre protection et obéissance [...] *Protego ergo obligo*, voilà le *cogito ergo sum* de l'État. »[3]

Il suffit de lire les écrits du politologue et conseiller de la Maison Blanche Zbigniew Brzeziński pour apercevoir la stratégie dite du Grand Échiquier suivie par le « protecteur » américain en vassalisant la France et l'Europe. Tout d'abord, il part du constat que, depuis cinq siècles, l'Eurasie a dominé le reste de la planète ; c'est un « supercontinent qui est l'axe du monde » (*Eurasia is the world's axial supercontinent*). Mais au XXème siècle les États-Unis, sans être une puissance eurasiatique, ont fait exception à cette règle et ont étendu leur hégémonie au monde entier. Néanmoins, l'Eurasie demeure selon lui le Grand Échiquier où continue de se jouer la lutte pour la domination mondiale.
Par conséquent, poursuit-il, « la politique étrangère américaine ne doit pas délaisser la dimension géopolitique et doit user de son influence en Eurasie de sorte à créer un équilibre stable sur le continent dont les États-Unis seraient l'arbitre [...] en outre, elle doit veiller à éviter les collusions entre vassaux et à les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité [...] il est impératif qu'aucun concurrent eurasien n'émerge, capable de dominer l'Eurasie et de remettre en cause l'Amérique. »[4]
L'actualité de cette doctrine sera confirmée ce printemps avec l'opération *Defender Europe 20*, à laquelle 37 000 soldats de 18 pays dont 20 000 Américains participeront du 20 avril au 20 mai prochains.[5] Il s'agira du plus grand déploiement et exercice militaire américain en Europe depuis vingt-cinq ans, qui vise à simuler un débarquement au cas où l'Europe serait attaquée ou envahie. Le théâtre des opérations doit couvrir des territoires situés en Belgique, aux Pays-Bas, en Pologne et dans le pays baltes. Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN a tenu à préciser auprès de l'AFP que *Defender*

Europe 20 « n'est dirigé contre aucun pays en particulier et doit démontrer la capacité à déployer rapidement des forces américaines en Europe pour aider à la protection des alliés de l'OTAN, en cas de nécessité » et permettre « la liberté et la sécurité de l'Europe ». Loin de rassurer, cette initiative a suscité l'indignation de responsables politiques européens, notamment celle du parti allemand de gauche Die Linke : «Le fait que l'Otan joue de façon irresponsable avec la stabilité militaire en Europe dans la période autour du soixante-quinzième anniversaire de la prise de Berlin par l'Armée rouge et de la victoire sur le fascisme hitlérien est un affront à la population russe ».[6] Au-delà des Russes, il est évident que cette démonstration de force est avant tout un affront à la souveraineté-même de l'Europe et de la France, qui se voient réduites à l'état de pions sur leurs propres cases de l'échiquier.

Dépasser la rhétorique gaullienne pour lui préférer une praxis robuste déclinée en quatre volets

A l'inverse de cette attitude passive, la France doit à nouveau s'allier étroitement à la Russie, non sans avoir posé au préalable de nouvelles bases. Soixante ans après, il est grand temps de jeter aux oubliettes le vieux mantra gaullien qui n'a jamais produit que des gros titres et des malentendus et, à aucun moment, ni puissance ni richesses. Commençons par nous interroger sur cette devise, « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural. » J'aimerais qu'on nous explique pour quelle raison le général s'arrêtait-il à l'Oural. Ignorait-il que la Sibérie – où il s'était pourtant rendu lors de sa visite d'Akademgorodok en 1966 – fût russe ? Sinon, pourquoi ajouter une frontière là où il n'y en a pas ? À cause des montagnes ? Dans ce cas, pourquoi ne pas choisir les Carpates ou l'Altaï ? Quitte à prôner une alliance franco-russe, c'est toute la Russie qu'il faut y inclure et non la moitié de celle-ci.

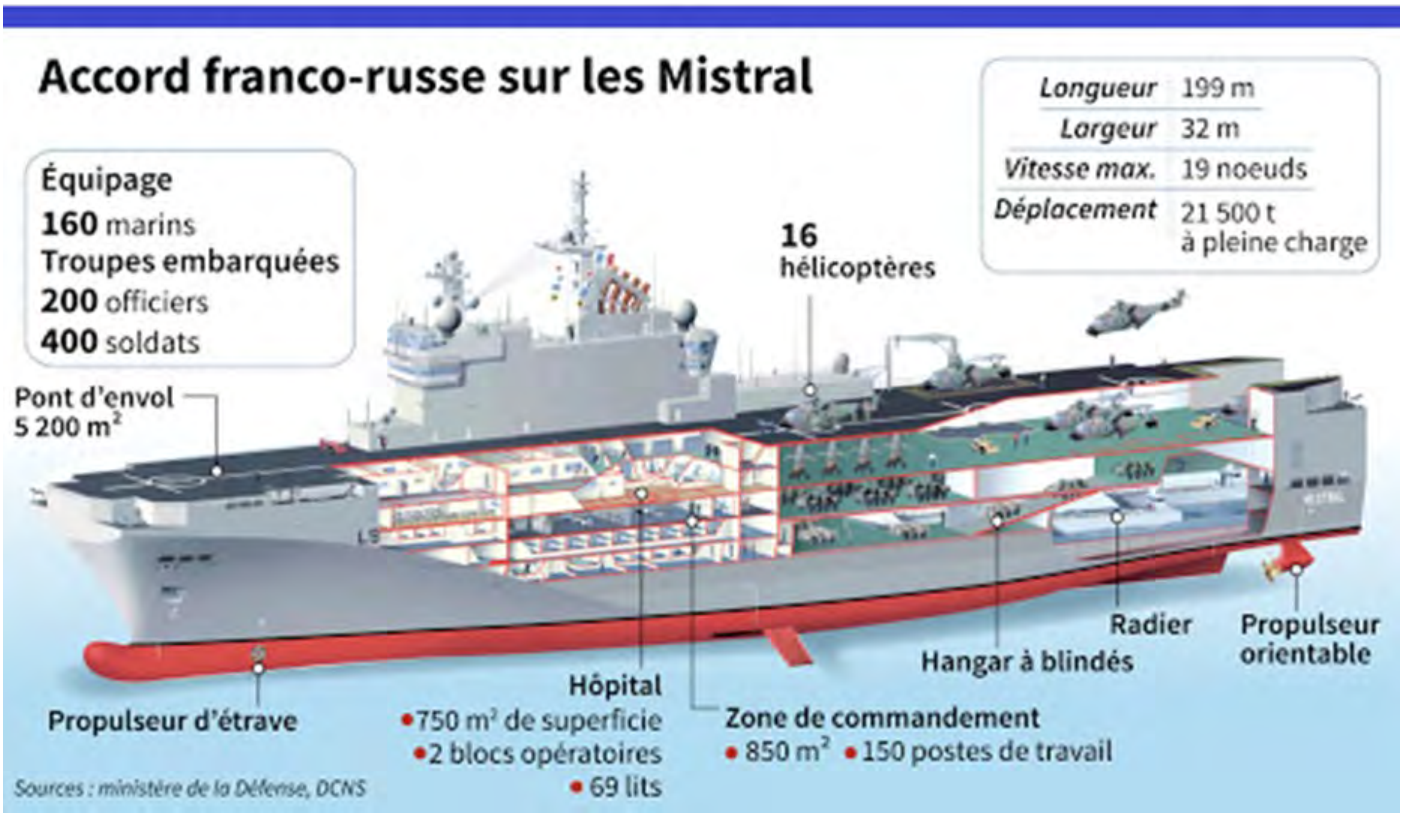
En référence à la terminologie de Brzeziński qui définit le supercontinent eurasien, il serait alors plus pertinent de parler non d'Europe mais d'une *super-Europe allant de l'Atlantique au Pacifique*. Le conseiller du président Carter ajoutait à juste titre que le rôle sur le long terme de la Russie en Eurasie dépendrait de la façon dont elle se définirait elle-même. De sorte que si la Russie se percevait non comme un empire mais comme un axe rivé à la France à l'ouest, la masse critique de cette super-Europe suffirait à contrebalancer les forces centrifuges à l'œuvre en Europe occidentale et centrale, autant que les foyers de déstabilisation alimentés par les États-Unis dans ses marges et au Proche-Orient.

Nous nous inspirons ici de la théorie d'un géopoliticien belge contemporain, **Jean Thiriart** (1922-1992). Après un engagement sulfureux dans la collaboration à l'âge de dix-huit ans qui lui valut rois ans de prison à la libération, il ne reprit une activité militante qu'au début des années 1960. Il fonda alors *Jeune Europe*, un mouvement visant à la création d'une Europe unitaire, puissante, communautaire contre le bloc soviétique et les États-Unis. Mais dès les années 1970 et le rapprochement entre Washington et Pékin, sa doctrine évolua en faveur de la formation d'un empire euro-soviétique, allant de Reykjavik à Vladivostok, pour s'opposer à l'axe USA-Chine.[7]

En 2020 où cet antagonisme fait la une de toutes les parutions économiques, force est de constater le caractère visionnaire de ses analyses. Toutefois, contrairement à lui, qui se désignait lui-même comme un « jacobin de la très grande Europe » et professait un nationalisme européen centralisé et transnational sur le modèle de l'empire romain, nous excluons quant à nous de fusionner les nations et affirmons la primauté de celles-ci comme acteurs du jeu géopolitique.

Ainsi, pour que l'axe France-Russie soit solide, une coopération bilatérale pragmatique doit être établie. Elle visera non des déclarations tonitruantes mais des *résultats concrets* et s'articulera sur quatre volets dont nous ébauchons ci-dessous les contours et les priorités. En premier lieu, la nouvelle alliance franco-russe disposera d'un volet militaire. Mais, à la différence de l'ancienne alliance, ce n'est plus l'Allemagne qui sera prise en étau par les frontières est de la France et ouest de la Russie. Ce seront désormais les territoires se trouvant, si l'on peut dire, de l'autre côté du globe : entre la frontière ouest de la France et la frontière est de la Russie, comprenez les États-Unis. En effet, situés aux deux pôles de l'axe eurasien, les deux pays jouissent d'une situation géographique remarquable, leur permettant de jouer le rôle d'avant-postes voués à *contenir les velléités hégémoniques américaines* à l'extérieur du continent eurasien et à en empêcher toute tentative d'ingérence, tant dans la politique interne des États que dans les relations interétatiques. A l'instar des années 1900 où les États-majors se concertaient et préparaient des plans de bataille en commun, le volet militaire prévoira des contacts réguliers entre les forces armées et des stratégies communes face aux risques du terrorisme, des réseaux de criminalité, de crises localisées et de toute intrusion hostile sur le sol européen. Cette coopération comprendra en outre des achats d'armements et des échanges de technologies sensibles pour que plus jamais on assiste à un fiasco monumental tel que fut, pour la partie française, celui des Mistral.[8]

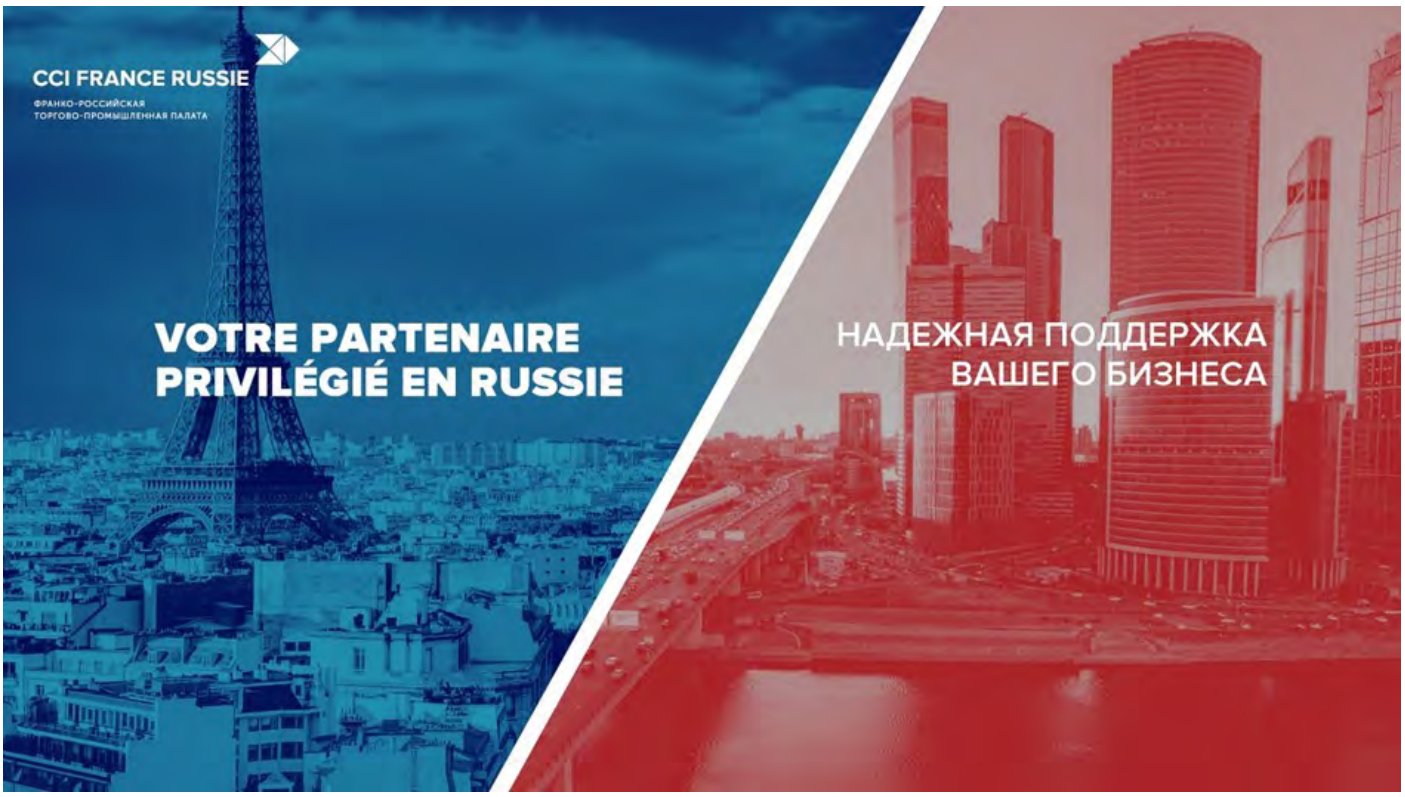
Le volet économique s'attachera d'abord à abandonner ces sanctions absurdes et à cesser de se soumettre au principe délirant d'extra-territorialité du droit américain, qui prétend régenter les échanges entre États souverains. D'ailleurs, l'expérience a prouvé que les sanctions étaient absolument impuissantes à infléchir le cours



diplomatique du Kremlin ; en outre, elles ont eu des effets contre-productifs en pénalisant les exportations des industries européennes (par le biais des contre-sanctions) et en favorisant un renouveau du secteur agricole en Russie.[9] *En dernière analyse, il apparaît clair que le matraquage de sanctions poursuit un double objectif : restreindre l'influence politique potentielle de la Russie et l'empêcher de se moderniser en lui bloquant l'accès aux technologies de pointe développées par certains pays de l'Union européenne.*[10] On privilégiera au contraire une politique de partenariats dont le but sera de développer la présence française en Russie et réciproquement ; notons que la France y est déjà le premier employeur étranger, engageant plus de 160 000 personnes dans ses entreprises, et que 35 des 40 membres du CAC 40 sont installés sur le sol russe.

Ces partenariats comprendront un troisième volet scientifique et éducatif offrant un cadre propice à la circulation des savoirs et des savoir-faire, dont la Russie n'est pas en reste, nous l'avons vu. Notons que cette dernière est déjà bien intégrée à l'espace académique européen ; d'une part, par sa participation depuis 1993 au Programme Tempus, qui finance des bourses individuelles et des projets visant à la modernisation du système éducatif russe et à sa convergence avec les systèmes européens ; d'autre part, par son adhésion en 2003 au « processus de Bologne » qui met en place des équivalences entre diplômes et un système unique de crédits dans le but de promouvoir la mobilité des étudiants.

À n'en pas douter, les coopérations scientifique, académique, mais aussi culturelle (quatrième volet) sont de loin les plus dynamiques de toutes, apportant une note positive au tableau de nos relations



bilatérales. Un acteur-clef dans ce domaine est le **Dialogue de Trianon**, un forum franco-russe des sociétés civiles créé à l'occasion de la visite du président russe à Versailles en 2017.

Parmi les récentes manifestations organisées, on peut citer plusieurs expositions qui ont remporté un franc succès : à Moscou sur Saint Louis en 2017 et sur Napoléon en 2019 ; à Paris en 2017 et 2019, celles de la collection du mécène Chtchoukine et une autre intitulée *Rouge*, proposant respectivement aux visiteurs des joyaux du patrimoine artistique européen et un aperçu des œuvres du réalisme socialiste et de l'avant-garde soviétique.

Tout récemment, en janvier 2020, furent lancées à Paris les *Saisons russes*, une initiative du ministère de la Culture de Russie rendant hommage aux *Ballets russes* créés en 1909 par Sergueï Diaghilev et visant à promouvoir la culture russe en organisant tout au long de l'année une kyrielle d'événements artistiques (438 au total) à travers l'hexagone.

Tout ce charivari musical et ces bruits de froissements de costumes ne peuvent que susciter l'enthousiasme et appeler à un approfondissement de nos liens culturels. Néanmoins, un préalable nécessaire est le développement de l'enseignement du russe en France dès le collège ; c'est malheureusement loin d'être le cas et, dans le supérieur, on constate avec surprise qu'une grande part des effectifs est composée de jeunes Russes venus s'installer en France, soit qu'ils se destinent à l'enseignement du russe ou simplement qu'ils trouvent par ce biais un motif pour obtenir un titre de séjour. On peut regretter dès lors que cet important phénomène ne contribue en rien à l'augmentation du nombre de Français russophones. La question des politiques linguistiques fit d'ailleurs l'objet d'une conférence organisée à Moscou en décembre dernier par le Dialogue de Trianon.[11] Un autre aspect notable des échanges culturels est le soutien apporté au financement de traductions d'œuvres littéraires et de films. Toutefois, pour obtenir des résultats dans ces domaines, les déclarations officielles et les initiatives bilatérales devront être étayées par une volonté politique qui, hélas, fait souvent défaut.

***

Jacques Bainville commençait son article intitulé « L'alliance russe »[12] par cette réflexion : « En lisant les commentaires embarrassés et un peu froids de la presse officieuse sur la rencontre de M. Fallières et de l'empereur Nicolas II, nous songions que ce serait une triste et instructive histoire à écrire que celle de l'amitié franco-russe ». Au terme du panorama que nous venons de proposer, il est difficile de ne pas partager son sentiment. À chaque fois, la renonciation à cette alliance n'était due qu'à la myopie stratégique, à un orgueil sans bornes et mal placé – dans le cas de Napoléon –, aux petits calculs politiciens et à la frivolité des dirigeants français. A chaque fois, en faisant le choix d'agir contre la Russie ou juste sans la Russie, les

politiques français ont entraîné le pays à la catastrophe pour finalement en faire ce qu'il est devenu aujourd'hui : une puissance ruinée, envahie, déchue.
Et pourtant, à chaque fois, la Russie a répondu présente à l'appel de la France lorsqu'elle était en danger ou meurtrie dans sa chair : lors du Congrès de Vienne de 1815, en 1915, en 1944 (pas de débarquement possible sans le front de l'est) et il y a un an à peine pour reconstruire Notre Dame. Il est donc impératif que nos élites, actuelles ou futures, finissent enfin par tirer les leçons de mille ans d'histoire et renouent *dans leurs actes* une nouvelle alliance franco-russe pour bâtir ensemble une super-Europe de l'Atlantique au Pacifique. Il en va non seulement de la paix et de la prospérité de la France, mais aussi et avant tout de sa liberté.

R.A.

NOTES ET RÉFÉRENCES

[1] Voici quelques domaines concernés par le programme de «grands projets » approuvés par Poutine pour le mandat 2018-2024 : équipements de prestige (« L'île des rêves », un Disneyland russe) et sportifs ; projets de construction aérospatiale, aéronautique et balistique ; construction de bâtiments de marine, de ponts, de voies ferrées, routières, de stations de métro, d'équipements portuaires et aéroportuaires ; construction de voies de transport d'énergie de type gazoducs et lignes électriques, de centrales hydrauliques, thermiques et d'équipements nucléaires ; exploitations de nouveaux gisements de gaz, de pétrole et de pierres précieuses ; développement des industries automobile et chimique ; construction de logements.

[2] « Donner du corps aux relations bilatérales », interview d'Alexandre Orlov dans *Le Spectacle du Monde* № 622, 7 novembre 2019, p. xv.

[3] Carl Schmitt, *La notion de politique*, Paris : Flammarion, 1992, pp. 93-94.

[4] Zbigniew Brzeziński, *The Grand Chessboard. American Primacy and its Geostrategic Imperatives,* New York : Basic Books, 1997 ; voir aussi son article « A Geostrategy for Eurasia », *Foreign Affairs*, Sep.-Oct. 1997.

[5] En raison de l'épidémie de Coronavirus, l'Alliance atlantique a annoncé dans un communiqué qu'elle « modifierait la taille et les objectifs de Defender Europe 20. » Quatre exercices conjoints seront annulés et une partie des forces américaines présentes en Europe seront rapatriées. Il est rappelé que « depuis janvier, la Défense avait déployé 6000 soldats américains dont un quartier général de division et une brigade de combat blindée, acheminé 9000 véhicules et pièces d'équipement depuis des entrepôts situés en Europe et 3000 pièces d'équipement depuis les États-Unis par voie maritime. » Voir le communiqué du 17 mars 2020 sur le site de l'OTAN.

[6] « Les exercices à la frontière russe considérés comme un affront aux Russes par un parti allemand », *Sputniknews*, 18 février 2020 consultable sur https://fr.sputniknews.com/international/202002181043086182-les-exercices-a-la-frontiere-russe-consideres-comme-un-affront-aux-russes-par-un-parti-allemand/

[7] Jean Thiriart, « L'Europe jusqu'à Vladivostok », *Nationalisme et République*, septembre 1992, № 9.

[8] En 2010, la Russie avait commandé à la France deux porte-hélicoptères Mistral français. Suite au rattachement de la Crimée à la Russie en 2014, la France dénonça le contrat et dut rembourser à la Russie près d'un milliard d'euros correspondant aux sommes avancées et aux dépenses de la Russie pour l'aménagement du port de Vladivostok et la formation de 400 marins. Alors que l'annulation avait été conçue comme une mesure de représailles contre les Russes, ils n'en ont subi aucun préjudice car ils ont récupéré la totalité des sommes avancées et en prime 150 000 pages de documentation technique fournies au titre du transfert de technologie, tant est si bien qu'ils ont ainsi pu lancer la construction de leur propre version du Mistral. C'est en revanche une perte nette pour la France qui, en plus des sommes perçues et de ses technologies, a perdu les 400 millions d'euros que devait lui rapporter le contrat de maintenance. Les bâtiments ont finalement échu à l'Égypte, qui n'est qu'un partenaire stratégique de second ordre de la France et dont les intérêts sont loin d'être convergents avec les nôtres.

[9] Voir Raphaëlle Auclert, « Les conséquences des sanctions pour la Fédération de Russie et les pays de l'Union européenne » dans l'*Almanach de Sécurité et Contrôle des Armements 2015-2016 de l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des Sciences de Russie (IMEMO)*, éd. Natalia Boubnova et Alekseï Arbatov, Moscou : Rosspen, 2016, pp. 165-175 (en russe).

[10] Lorsqu'il était président de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev avait insisté sur la nécessité de poursuivre la modernisation du pays en ayant recours aux nouvelles technologies maîtrisées par la France, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis et, à cet effet, d'engager un rapprochement avec eux. Voir son discours du 12 juin 2010 lors de sa rencontre avec les ambassadeurs et représentants russes dans les organisations internationales http://kremlin.ru/transcripts/8325.

[11] « Les politiques linguistiques en France et en Russie : enjeux et perspectives », conférence organisée à l'Université d'État de Moscou le 11 décembre 2019.

[12] Jacques Bainville, *Ibid.*

Le coronavirus ne doit pas occulter les autres menaces

La pandémie du coronavirus touche aujourd'hui l'ensemble de la planète et force est de constater que tous les États consacrent tous leurs efforts pour la maîtriser et l'éradiquer dans les meilleurs délais. C'est une priorité car la menace que représente ce virus et les conséquences de la crise générale provoquée est réelle mais elle occulte tout le reste, mis en sommeil à présent, et notamment d'autres dangers, c'est à dire ceux qui touchent à la sécurité des États et des peuples.

Parmi ces derniers, la Turquie en représente un sérieux. Il ne faut, en effet, pas oublier l'attitude indigne et hostile du président turc, M. Erdogan, manifestée il y a deux mois avec ce qu'il convient de qualifier de déclaration de guerre à l'Europe contre laquelle il a décidé d'appliquer des mesures de représailles et de chantage injustifiées et inacceptables. Car, effectivement, en quoi l'Europe est-elle responsable des lourdes pertes subies par l'armée turque sur le territoire syrien qu'elle avait envahi et sur lequel elle opérait aux côtés des milices islamistes ?

En ouvrant, selon sa propre déclaration, les portes pour les migrants après la mort de ses soldats visés par les bombardements aériens des forces syriennes, M. Erdogan a voulu faire pression sur l'Union européenne (UE) et les membres de l'OTAN pour obtenir – invoquant effrontément leur appartenance à la même alliance militaire – leur soutien dans ses opérations militaires engagées, il faut le souligner, illégalement contre un État souverain.

Le chantage scandaleux exercé par la Turquie sur l'UE s'est traduit par la menace de l'envoi de millions de migrants en Europe après l'ouverture de ses frontières. C'est ainsi que des milliers de migrants clandestins, dont une grande partie originaires du Maghreb et de l'Afrique sub-sahélienne ou d'Afghanistan, ont été poussés vers la frontière grecque dans l'intention de provoquer une nouvelle submersion migratoire en Europe. Les forces grecques ont cependant, pendant plusieurs jours, réussi à refouler ces hordes de migrants agressifs, fanatisés et manifestement conditionnés par les autorités turques en faisant usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

Le président turc, obsédé par son rêve du retour de l'empire ottoman et du

rétablissement du califat islamique a voulu profiter de la confusion et de l'affolement provoqués par la pandémie du coronavirus pour ouvrir les vannes d'une nouvelle invasion en Europe à l'image de celle de 2015 dont il est, il ne faudrait pas l'oublier, l'un des artisans. Mais la Turquie ayant elle-même été touchée par cette pandémie, M. Erdogan a dû momentanément modifier ses plans et ses priorités laissant les migrants découragés rebrousser chemin, certains d'entre eux étant contaminés par le Covid 19.

Là ne s'arrête pas son irresponsabilité d'ailleurs, puisque, profitant de la crise sanitaire, la présidente de la Commission européenne a réussi à obtenir des membres

de l'UE l'ouverture de négociations pour l'adhésion de l'Albanie, pays mafieux par excellence où tous les dirigeants sont corrompus et où opèrent de nombreuses mafias et trafiquants d'armes, et de la Macédoine du Nord dont la plupart des hommes politiques sont corrompus par les mafias albanaises ! C'est délirant !

Face à cette situation critique créée par l'attitude hostile et irresponsable du président turc, chacun a pu constater avec sidération le silence assourdissant de nos dirigeants politiques qui ont même poussé la soumission jusqu'à présenter les condoléances de la France pour les soldats turcs tués sur le territoire syrien ! Nos dirigeants sont-ils simplement devenus fous ? Quant à l'UE, comme en 2015, elle confirme son incompétence, son incapacité à protéger les peuples européens et son inaptitude à gérer une situation de crise.

Cela étant exposé, il faut bien comprendre que le dangereux président turc n'a pas renoncé à son projet de déclencher une nouvelle invasion de clandestins sur l'Europe. Dès que les effets de la crise sanitaire dus à la pandémie se seront estompés, il recommencera. Nos dirigeants politiques et les responsables de l'UE le savent et sont prévenus. Ils ne pourront pas

dire qu'ils ne savaient pas. Compte tenu de leur absence de réaction forte il y a deux mois, il faut douter de leur volonté d'anticiper et d'élaborer une stratégie diplomatique et militaire visant à ramener M. Erdogan à la raison.

Ce serait pourtant nécessaire car aider et pousser des clandestins à franchir par la force une frontière, en l'occurrence celle de la Grèce qui constitue une partie de la frontière extérieure de l'UE, est une déclaration de guerre. Par ailleurs, il faut bien reconnaître que jusqu'ici, nos dirigeants politiques et les médias aux ordres se sont bien gardés de faire connaître la situation difficile à laquelle ont été soumis sur le terrain nos amis Grecs que nous devons remercier car ils ont défendu nos frontières. Que feront nos dirigeants lorsque les Turcs reprendront leur opération que ce soit en termes de réponse à une telle agression ou que ce soit en matière d'information continue à destination des citoyens sur les développements de la situation réelle sur le terrain ?

C'est pour tenter de satisfaire ce besoin de savoir qui pourrait être contenu, voire réduit et contrôlé par nos dirigeants et donc répondre à la nécessité d'informer notamment nos compatriotes sur la situation réelle sur le terrain que les Volontaires Pour la France (VPF) ont établi des contacts fructueux avec des patriotes grecs pour mettre en place une coopération en matière d'échange d'information. C'est ainsi qu'une cellule chargée d'assurer la veille/alerte en relation avec nos amis grecs

est en cours de mise en place par les VPF. Elle sera en mesure d'élaborer, en fonction des informations collectées au cours de la veille ou du suivi de la situation ou d'informations d'alerte communiquées en cas d'incident ou d'événement grave, des synthèses élaborées ou des flashs d'information qui seront publiés sur le site des VPF et diffusés largement. Il est, en effet, important que face à l'apathie et à l'absence de volonté de défendre nos frontières contre une invasion islamique démontrées jusqu'à présent que ce soit par l'UE ou que ce soit par nos dirigeants politiques – et ils continueront dans la même voie criminelle et suicidaire – nos compatriotes puissent disposer d'informations et suivre la situation. Ils pourront alors se mobiliser pour appeler à défendre les intérêts des peuples européens et notamment l'intégrité territoriale de leurs États.

La délivrance de ce savoir est essentielle et comporte plusieurs objectifs. Le premier, c'est d'informer malgré la rétention d'information organisée par les gouvernants et les médias complaisants, voire lèche-bottes. Un deuxième objectif découle tout naturellement de notre rôle de lanceurs d'alerte : développer notre capacité d'influence sur nos compatriotes ou sur le pouvoir politique. Enfin, un troisième objectif vient ponctuer notre démarche : montrer à nos amis grecs, par les contacts, les échanges établis et nos actions, le soutien des patriotes français à leur combat contre l'invasion islamique. Leur combat est le nôtre, c'est celui des Européens fidèles à leur héritage historique, spirituel et culturel qu'ils comptent bien défendre. Au-delà, c'est le réveil des peuples européens face à une UE incapable de les protéger et qui les trahit et nuit gravement à leur identité, à leur civilisation et donc à leur avenir qui doit être visé.

Ainsi, fidèles à notre vocation, nous refusons de rester spectateurs et avons résolument choisi d'être acteurs. Le patriotisme, c'est l'avenir.

A.M.

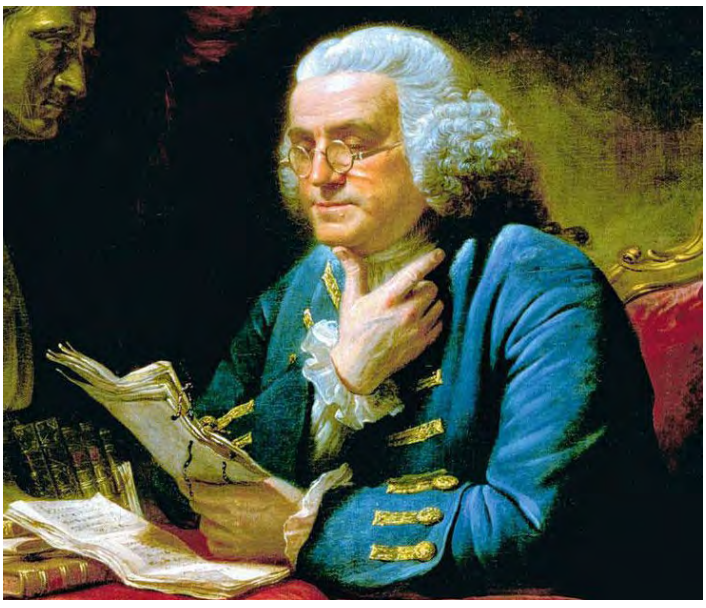
Pendant que les médias se focalisent sur le coronavirus et ses méfaits, la Terre continue de tourner.

C'est ainsi que l'on apprend, en toute discrétion, qu'un événement majeur est en train d'ébranler profondément tout le système financier international. Alors que beaucoup de ses prédécesseurs à la Maison Blanche ont échoué à redonner au peuple américain le contrôle de sa monnaie, quelquefois au péril de leur propre vie, Donald Trump semble être en passe d'y réussir.

Un conflit qui date de plus de deux siècles

Pour commencer, donnons la parole à Benjamin Franklin :

« Si l'Angleterre n'avait pas privé ses colonies du droit d'émission de leur monnaie, créant ainsi du chômage et du mécontentement, leurs membres auraient été heureux d'ajouter une taxe sur le thé et d'autres produits. L'incapacité des colons du pouvoir d'émettre leur propre monnaie est la principale raison de l'éclatement de la guerre d'indépendance[1] »



Toute l'histoire des États Unis depuis leur indépendance a fait l'objet de cet attribut essentiel, qui est l'émission de la monnaie américaine. Ceux qui sont appelés « les pères fondateurs » ne s'y étaient pas trompés et avaient gravé dans le marbre de la constitution américaine de 1787[2] ce droit imprescriptible du peuple américain.

Hélas, ce droit ne fut réellement exercé que très épisodiquement. La dernière tentative date de JFK qui promulgua l'executive order N° 11110 le 4 juin 1963[3]. Le sort qu'il subit ressemble étrangement à celui que connut Abraham Lincoln...

Après une longue période plus ou moins indécise, les banquiers internationaux cités par Eustace Mullins dans le livre « Les secrets de la Réserve Fédérale » finirent par gagner la partie. Ils obtinrent, au travers du *Federal Reserve Act*, un vote du Congrès fin 1913 instituant une banque centrale américaine. Cet organisme privé avait le droit d'émettre la

monnaie américaine en contrepartie des bons émis par le Trésor Américain, moyennant un intérêt perçu sur chaque dollar. Ces intérêts étaient naturellement payés par les contribuables américains au moyen d'un impôt fédéral.

Un fonctionnement plutôt opaque

Il convient de rappeler que, depuis la fin du XIXème siècle, l'opinion publique américaine était largement opposée à l'idée même d'une banque centrale. D'après Antony G Sutton[4], l'origine du mouvement lancé par « les puissances de l'argent » en faveur d'une banque centrale américaine vient de deux évènements :

- *La panique financière de 1907, mise à profit par les banquiers et leurs alliés pour montrer l'urgente nécessité d'une banque centrale (bien que cette panique était elle-même accélérée par Wall Street, chose qui ne fut établie que longtemps après)*
- *L'ascension fulgurante du banquier germanique Paul Warburg, qui promouvait une copie conforme de la Reich Bank.*

Le texte instituant la FED a été dirigé d'un bout à l'autre par les banquiers internationaux réunis sur l'ile Jekill[5] au large de la Caroline en novembre 1910. Il a fallu attendre l'élection de Woodrow Wilson en 1912, après avoir fait éclater le parti de William Taft, pour que ce texte soit adopté - sans majorité- par le Congrès le 23 décembre 1913 très tard dans la nuit...
Le député Charles August Lindbergh (Père de l'aviateur) avait déclaré en séance :

« Cette loi établit le plus gigantesque trust que la Terre ait porté. En ratifiant cette loi, le Président légalisera le gouvernement invisible du Pouvoir Monétaire. Il est possible que le peuple ne s'en aperçoive pas immédiatement mais il suffira de quelques années pour qu'il en prenne conscience »[6]

Ce modèle de banque centrale indépendante allait se propager dans plus de 150 pays. Elles allaient constituer un gigantesque réseau qui allait préfigurer la future organisation financière mondiale.
Les accords de Bretton Woods en Juillet 1944 allaient consacrer le dollar comme monnaie de réserve internationale et donner à ce « Gouvernement invisible de la finance » cité par Charles Augut Lindbergh un pouvoir incommensurable sur les peuples de la planète. La dernière étape fut en 1971 l'abandon de la parité-or du dollar. La FED pouvait alors imprimer et créer en partant de rien toute la monnaie qu'elle voulait.

Et alors ? Trump est arrivé...

Parti, comme aurait dit Léon Zitrone, « du Diable vauvert », Donald Trump remporta la course à la Maison Blanche avec plusieurs longueurs d'avance, déjouant ainsi tous les pronostics. Avant même son entrée en fonction, la campagne qualifiée de « populiste » qui l'avait opposé à Hillary

Clinton l'avait positionné en adversaire résolu du « nouvel ordre mondial ». A l'origine de cette architecture mondialiste, se trouve ce qu'il est convenu d'appeler le « deep state » (littéralement État profond) dénoncé par le député Lindbergh.

Illustration de la vision états-unienne du continent américain selon la doctrine Monroe

Depuis le début de son mandat, Donald Trump s'oppose à cet État profond. Fort de son assise électorale dans le « peuple profond américain », il a repris à son compte la célèbre « doctrine de Monroe [7]» . Cette doctrine est le support intellectuel de l'isolationnisme américain, qui s'oppose par essence à la vision mondialiste du *deep state*. Chacun de ses discours est empreint de cette opposition, en particulier ceux qu'il a pu prononcer devant l'ONU. Le dernier en date est celui de septembre 2019, dans lequel il dit que « les mondialistes n'ont plus d'avenir[8] »

De cette lutte sans merci, Trump a déjà gagné des batailles importantes. Le procès intenté contre lui sur ses relations avec la Russie de Poutine n'a pas prospéré.

La procédure « d'*empeachment* » déclenchée par la Présidente de la Chambre des Représentants Nancy Pelosi n'a pas aboutie. Les mesures prises sur le plan économiques, notamment l'abandon de certains traités de libre-échange et la mise en place de barrières douanières ont portés leurs fruits. Entretemps, il a progressivement repris le contrôle de l'armée américaine, auparavant sous l'influence de l'État profond. Il l'a retiré, conformément à sa logique, d'un certain nombre d'endroits, notamment au Moyen-Orient.

Le seul bastion qui lui restait à prendre, probablement le plus difficile, était le contrôle de la monnaie américaine.

Une stratégie discrète mais efficace

Depuis trois ans, Donald Trump se faisait de plus en plus pressant auprès de la FED. Jérôme Powell a remplacé Janet Yellen à la tête de la FED mais a poursuivi sa politique de remontée progressive des taux, destinée à maîtriser une inflation naissante. Trump était partisan des taux les plus bas possibles qui incitaient le public à aller vers les marchés à terme. Le Dow Jones aurait alors augmenté, selon lui, de 10 000 points. Les relations avec la FED[9] se sont donc tendues.

La crise du coronavirus et ses répercussions sur la finance mondiale ont conduit la FED à réagir dans l'urgence. Un article paru sur Bloomberg signé par Jim Bianco en date du 27 mars 2020[10] relate les actions engagées :

«Au cours des dernières semaines, la Fed a réduit ses taux de 150 points de base pour les ramener à un niveau proche de zéro, et a passé en revue l'ensemble de son manuel sur la crise de 2008. Mais cela n'a pas suffi à calmer les marchés. La banque centrale a donc également annoncé 1 000 milliards de dollars par jour en accords de rachat et en

Le Journal du Dimanche — POLITIQUE SOCIETE INTERNATIONAL ECO PARIS CULTURE SPC

Pourquoi Trump est en conflit avec la Banque centrale américaine

12h48 , le 1 août 2019

Par Arnaud Focraud

DECRYPTAGE AFP La Banque centrale américaine a réduit mercredi ses taux d'intérêt pour la première fois en 11 ans. Mais ce n'est pas assez pour Donald Trump, qui faisait pression pour doper davantage la croissance et critique régulièrement le président de l'institution, Jerome Powell.

Donald Trump s'en est pris au patron de la Banque centrale américaine, Jerome Powell. (Reuters)

assouplissement quantitatif illimité, dont 625 milliards de dollars d'achat d'obligations par semaine, ce qui est difficile à comprendre. À ce rythme, la Fed détiendra les deux tiers du marché du Trésor dans un an. »

Plusieurs programmes de financement destinés à relancer certains secteurs de l'économie américaine ont été mis en œuvre. Le problème est venu de ce que la FED avait outrepassé ses droits en finançant des entreprises privées, ce que la loi ne lui permet pas. A-t-elle été poussée dans ce sens ? Difficile à dire.
Le résultat est que sa fusion avec le Trésor Américain devenait inévitable. C'est, de fait, une nationalisation de la Réserve Fédérale, à l'inverse de l'objectif pour lequel elle a été créée.
Pour être en conformité avec la loi, c'est donc au Trésor qu'il appartient de réaliser ces financements, en utilisant un fonds dit « de stabilité des changes » Cela signifie que c'est le Trésor, et non plus la FED comme par le passé, qui achète les actions et garantit les prêts. Cependant, il appartient à la FED, en tant que banque, d'assurer ces financements. Pour acheter ces titres sur les marchés, elle a utilisé les services du fonds Blackrock. Toutefois, elle n'a pu le faire qu'après avoir accepté d'être nationalisée par le biais d'une fusion avec le Trésor américain.

Quelles seront les conséquences ?

De fait, c'est le Président et le Congrès qui reprennent le contrôle de la FED, et donc de l'émission de la monnaie américaine, et surtout du taux d'intérêt auquel cette monnaie est émise.
À court terme, Donald Trump va pouvoir disposer d'un instrument essentiel pour sa réélection, car il va pouvoir imprimer de l'argent sans limite pour faire monter les indices boursiers.
À moyen et long terme, le fait de redonner au peuple américain le contrôle de sa

monnaie peut remettre en question l'existence même d'une monnaie émise sur une dette publique par une banque privée percevant des intérêts payés par les contribuables.
Le retour vers l'étalon-or est peut-être en train de se profiler ?
Il faut noter, et ce n'est peut-être pas qu'une simple coïncidence, que la Banque d'Angleterre a pris le même chemin…

J.G.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. La guerre des monnaies p57 HongBing Song éditions Le retour aux sources

2. Article 1, section 8 - https://mjp.univ-perp.fr/constit/us1787.htm#1

3. http://alarecherchedelaverite.blogspot.com/2008/10/jfk-la-suite-de-lenqute.html

4. Le complot de la reserve fédérale Antony Sutton éditions nouvelle terre page 87

5. https://lumieresurgaia.com/la-conspiration-de-lile-jekyll-contre-les-peuples/

6. Le complot de la reserve fédérale opus citendi p 135

7. https://les-yeux-du-monde.fr/ressources/15691-quest-ce-la-doctrine-monroe

8. https://www.lefigaro.fr/flash-actu/trump-l-avenir-n-appartient-pas-aux-mondialistes-mais-aux-patriotes-20190924

9. https://www.lejdd.fr/International/pourquoi-trump-est-en-conflit-avec-la-banque-centrale-americaine-3912505

10. https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2020-03-27/federal-reserve-s-financial-cure-risks-being-worse-than-disease

Réflexion sur le libre-échange

Marc DUGOIS
Auteur et écosophe

Le libre-échange est la base de l'économie pour toute personne qui s'intéresse à la vie des nations et qui n'est pas protectionniste, mais les Libéraux, sans doute influencés par le nom qu'ils se sont donnés, n'ont plus vu que le mot libre en oubliant le mot échange.

L'échange est pourtant la base de toute vie en commun sachant que cette communauté peut être aussi bien dans le temps que dans l'espace. La communauté dans l'espace est le regroupement de gens qui se ressemblant, se sont assemblés et ont créé ensemble une civilisation et des nations. Ces communautés partagent des mœurs communes. La communauté dans le temps est simplement la simultanéité d'existences de communautés aux mœurs inconnues les unes des autres.

Les échanges y sont fondamentalement différents car dans un cas il y a des valeurs communes connues et dans l'autre, si elles existent, ces valeurs communes sont totalement inconnues.

Si l'on veut des exemples de ces deux types d'échange, on peut regarder ce qui se passe dans une famille et comment cela s'est passé entre Christophe Collomb et les Indiens d'Amérique qu'il voyait aux Indes et dont le territoire a été appelé America sur le planisphère de 1507 en l'honneur d'Americo Vespucci (Aymeric en français) qui le premier à compris que c'était un nouveau continent. Dans un cas l'échange est du troc, dans l'autre l'échange dépasse l'échange des avoirs et est un échange des êtres. Cela n'a rien à voir. Entre nations l'échange est du troc. À l'intérieur d'une nation l'échange cherche à se rapprocher de l'échange familial.

La monnaie a été utilisée dans les deux types d'échange mais elle n'a pas eu la même utilité.

À l'intérieur des nations la monnaie n'est apparue que parce que certains oubliaient de rendre quand on leur avait donné. La monnaie à l'intérieur des nations est donc un titre de créance sur n'importe quel membre de la nation car elle représente un travail qui est à la fois déjà effectué et utile à la nation. C'est ce qui en limite la quantité. C'est la collectivité qui cherche son euflation, sa bonne quantité de monnaie, ni inflation où il y en a trop, ni déflation où il n'y en a pas

assez. Elle ne peut confier la réponse à cette recherche qu'à elle-même, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui où la fausse monnaie légale se fabrique à la pelle pour la satisfaction des fausses élites.
Entre nations les monnaies ne sont que des conséquences puisque le fondement est le troc.
C'est en chiffrant de part et d'autre avec sa propre monnaie, les deux tas de biens et de services considérés de part et d'autre comme équivalents, que l'on déduit la vraie parité des monnaies. Mais les nations se moquent de la vraie parité des monnaies. Elles trichent en appelant libre-échange un échange non plus entre des biens et des services mais entre des biens et des services d'un seul côté et de la monnaie de l'autre. Elles appellent ces échanges import et export, elles se soumettent à l'Office Mondial du Commerce (OMC) en effaçant l'Office International du Commerce (OIC) qui exigeait dans la Charte de La Havane, signée par tous les pays en 1948, que l'import et l'export s'équilibrent. Avec l'OMC unanimement encensé par les Socialistes et les Libéraux, on échange librement des biens et des services contre de la fausse monnaie légale. Le résultat est que des pays comme la Chine ou l'Allemagne se trouvent créanciers de pays comme les Etats -Unis, la France ou l'Espagne et que le troc se rétablit automatiquement par un abandon de la souveraineté des débiteurs. La réaction des débiteurs peut être la violence et le chantage comme le font les Etats-Unis ou la soumission comme le fait la France ou la Grèce.
Dans tous les cas le bon sens est absent et il est navrant de voir les malheureuses banques allemandes incapables de récupérer sur les pays de l'Europe du sud, les milliards qu'elles leur ont prêtés pour que ces pays achètent allemand.
En arriver à ce que le **port du Pirée** ou l'aéroport de Toulouse soit des possessions chinoises, montre bien que la fausse monnaie légale permet d'oublier que seul le troc est valable entre nations et qu'il se reconstitue naturellement par un abandon de soi-même quand on l'a oublié.
Les Libéraux comme les Socialistes l'ont tous oublié. Ils nous entraînent ensemble, tout en faisant semblant de discutailler entre eux, vers un abandon de nous-mêmes. C'est la très saine réaction à cet abandon inacceptable, qui se génère partout actuellement.

M.D.

L'islamisme est-il le nazisme du XXIe siècle ?

Grégory ROOSE
Auteur, Directeur de la publication d'Adoxa Infos

L'Europe se libérait du joug nazi voici 75 ans. Le temps d'une vie humaine s'est écoulée depuis le 8 mai 1945, celle de la génération « Baby-boom » qui doucement s'éteint sans n'avoir connu ni la guerre, ni la famine, ni les pandémies meurtrières. La nature politique de l'homme ayant horreur du vide, un totalitarisme en aura immédiatement chassé un autre. Le communisme s'est emparé de l'Est, le progressisme s'est répandu à l'Ouest. Oh, bien entendu, ces deux totalitarismes ne revêtent ni la même forme, ni ne provoquent les mêmes drames. Le communisme aura engendré, sur un fond idéologique vertueux, au moins 60 millions de morts et soumis bien plus d'âmes à son diktat. Le progressisme ne tue pas directement. C'est une autre forme de totalitarisme de la pensée, bien plus pernicieuse en ce qu'il est difficilement détectable, condamnable, affrontable mais sa finalité est la même : manipuler à des fins politiques et contrôler les corps et les esprits. Le communisme est mort, même en chine qui en revêt les oripeaux, avec la chute du mur de Berlin.

Le progressisme a encore de beaux jours devant lui et semble préparer le terrain d'une idéologie par nature totalitaire, dont l'efficace discrétion des débuts fait place à la revendication : l'islam, présentée comme une « religion de paix et d'amour », même après chaque attentat sanglant perpétré en son nom. Le ministre français de l'intérieur, Christophe Castaner, aveuglé par ce besoin viscéral d'appartenir au camp du bien, déclarait le 23 novembre 2017 sur RMC que l'islam est une « religion de bonheur et d'amour »[1], allant jusqu'à admettre devant le Sénat que « personne ne fait de lien entre la religion musulmane et le terrorisme »[2].

Cette erreur d'appréciation, partagée par de nombreux Français malgré les milliers de morts que provoquent chaque année l'islam à travers le monde[3], relève de la même crédulité apathique que celle des Français dans les années 1930 qui ne voyaient pas en Hitler un danger pour la France et n'avaient pas lu le très explicite *Mein Kampf*, véritable programme du dictateur qui y expose sa conception du monde avec ses composantes hégémoniques et belliqueuses.

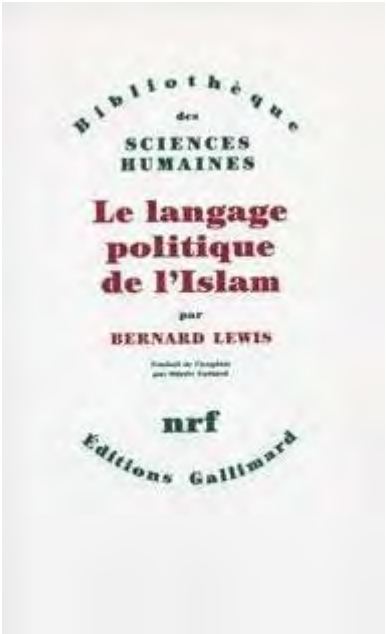
Pourtant très largement diffusé en Allemagne[4], il n'a que très peu été lu en en France. La traduction et la publication de *Mein Kampf* en France relevait d'une démarche patriotique, et la dimension

antifrançaise de ce livre n'est connue à l'époque de quelques-uns, rappelle l'historien Emmanuel Debono[5]. L'ouvrage regorge en effet d'imprécations et d'attaques contre la France, « ennemi impitoyable du peuple allemand », décrite comme un « État mulâtre » en pleine dégénérescence raciale et dont les « principes égalitaires » sont vivement critiqués. La haine de la France et des Juifs était clairement exprimée dans *Mein Kampf*. La haine des infidèles et la volonté de domination totale du monde sont clairement exprimées dans le Coran, pourtant considéré comme le livre de la religion « de paix et d'amour » par nos élites dirigeantes. Le projet qu'Adolf Hitler mettra à exécution quelques années plus tard, faute de réaction adaptée et anticipée de la part des nations européennes, était presqu'intégralement couché dans les pages de ce livre que le caporal revanchard avait rédigé en prison après sa tentative avortée du putsch de Munich. Ceci nous donne l'occasion d'établir une seconde similitude entre islamisme et nazisme : la tentative de domination par la force ayant échoué, les nazis passeront par les urnes. Pareillement, l'islam qui a échoué à dominer le monde par la force, s'emploie à user de la ruse, de la politique, du pouvoir de l'argent et de sa puissance démographique pour conquérir de nouveaux territoires sur le temps long.

La haine de la France et des Juifs était clairement exprimée dans Mein Kampf. La haine des infidèles et la volonté de domination totale du monde sont clairement exprimées dans le Coran

Cependant, le nazisme est une idéologie qui n'a pas survécu à son créateur. L'islamisme, qui est davantage une idéologie politique qu'une religion, a non seulement survécu à son prophète Mahomet, mais s'est depuis largement répandue depuis sa création au VIIe siècle. Les horreurs perpétrées au nom de l'islam en Occident depuis plusieurs décennies attestent que ses guerriers sont déjà dans une démarche de conquête alors que des millions de musulmans vivent désormais dans la vieille Europe. En cela, l'islamisme est plus à craindre que le nazisme puisqu'aucun changement de régime ne saurait étouffer ses velléités séculaires : dominer l'humanité.

En Islam, le monde se divise en deux catégories : le territoire musulman, dit *Dâr-al-islam* (territoire conquis) et les territoires non-musulmans, dans lesquelles sont menées des actions de conquête lorsque l'occasion se présente, dites *Dâr-al-harb* (territoire de la guerre). Dans cette vision binaire, l'objectif ultime de tout « bon musulman », c'est-à-dire de croyant qui s'applique à respecter les commandements du Coran auquel il doit se soumettre, est de participer, plus ou moins activement, plus ou moins pacifiquement, au Djihad, cette « lutte », cet « effort » pour propager et défendre l'Islam à travers le Monde par l'application de la Charia, la loi islamique.



Si ces notions de *Djihad* et de *Charia* n'ont pas d'origine explicite dans les textes classiques de l'Islam, l'historien britannique Bernard Lewis[6] explique qu'elles tirent leur légitimité en ce qu'elles viennent tout simplement de Dieu en tant qu'elles sont les expressions extérieures et immuables des commandements de Dieu à l'humanité. C'est sur l'un de ces commandements que se fonde la notion de guerre sainte, de Charia. Il ajoute que « L'obligation du djihad se fonde sur l'universalité de la révélation musulmane. La parole de Dieu et le message de Dieu s'adressent à l'humanité ; c'est le devoir de ceux qui les ont acceptés de peiner (djâhada) sans relâche pour convertir ou, tout au moins, pour soumettre ceux qui ne l'ont pas fait.

Cette obligation n'a de limite ni dans le temps, ni dans l'espace. Elle doit durer

jusqu'à ce que le monde entier ait rallié la foi musulmane ou se soit soumis à l'autorité de l'État islamique ». Dans ce Djihad, la première étape consiste à réformer les pays musulmans qui ont fait des compromis avec l'Occident et à transformer les pays musulmans en États islamiques régis par la charia. Ce processus a déjà commencé dans plusieurs pays, dont le système juridique s'inspire plus ou moins fortement de la loi islamique : l'Arabie saoudite, le Koweït, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Qatar, Oman, le Yémen, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, la Malaisie, Brunei et l'Indonésie ou quelques régions de la Somalie ou du Nigéria. Ensuite, il convient d'islamiser les chrétiens et les autres minorités religieuses[7] vivant dans les pays musulmans, ce qui se produit partout où les guerriers de l'islam, appelés musulmans « extrémistes », « fondamentalistes » ou encore « radicaux » sont présents, comme au Pakistan, au Bangladesh, en Égypte, en Irak. Vient enfin la conquête de l'Occident, et en particulier de l'Europe, qui se fait lentement par l'endoctrinement de jeunes musulmans, immigrés ou nés en Europe, par le biais d'imams enseignant des idéologies radicales dans les mosquées, les prisons ou les librairies.

Dans la main de ses guerriers, l'Islam s'épanouit en système de domination, d'oppression et de répression comme l'était le nazisme. Comme le nazisme qui tenta de s'imposer par la force avant d'employer des moyens plus discrets en s'adaptant à un contexte politique et culturel, l'islam a d'abord tenté, à de multiples reprises, de s'imposer par la force en conquérant de nouveaux territoires. La guerre sainte de l'islam commença quelques années à peine après la mort de son prophète Mahomet en Arabie en 632 ap. JC.

Les armées musulmanes de la dynastie Omeyyade[8] avaient établi un empire islamique qui s'étendait sur l'ensemble de la péninsule arabique et le sud du bassin méditerranéen de 661 à 750, s'emparant également de l'Afrique du Nord et de l'Espagne. Cette première incursion militaire de l'Islam en Occident a finalement été repoussées en 732 à Poitiers lorsque Charles Martel et l'armée celtique des Francs ont tué Abd-er Rahman. Il a ensuite fallu attendre 1492 pour que l'Islam boute l'islam hors d'Europe.

La deuxième vague de conquête islamique a atteint son apogée vers la fin du XVIe siècle. Après la conquête de Constantinople en 1453, l'empire Ottoman, a établi un système

juridique basé sur la charia. Sous Suleiman le Grand (1520-66), l'Empire ottoman s'étendait du Yémen, en passant par la Syrie, l'Irak, l'Anatolie, le Kurdistan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, les Balkans et la Crimée jusqu'en Hongrie et à l'ouest le long de la côte nord-africaine de l'Égypte à Algérie. A cette époque, l'Occident chrétien était en danger perpétuel et imminent de conquête militaire au nom de l'Islam. Après plusieurs tentatives d'incursion militaire en Europe, l'empire Ottoman a finalement décliné et fut aboli en 1922. Il ne faudra attendre que quelques années pour voir émerger une nouvelle forme de velléité dominatrice de l'islam. En 1928, suite à la chute de l'empire ottoman, Hassan el-Banna fonde en Egypte l'association islamiste des Frères musulmans, nourrie de haine occidentale et de détestation de la laïcité des occidentaux, contraires aux préceptes de l'islam. Une nouvelle forme de conquête est née. Elle sera culturelle, politique, mais par-dessus tout démographique. L'ancien président algérien Houari Boumediene a ainsi déclaré en avril 1974 à la tribune de l'ONU cette phrase en rien prophétique, mais absolument programmatique : « Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère sud pour aller dans l'hémisphère nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire. »

Sans tarder, les gouvernements européens doivent prendre des dispositions pour renverser la progression de l'islam

L'Europe observe avec beaucoup de légèreté la progression de l'islam sur son propre sol, avec cette même légèreté qui caractérisait les futurs alliés contre la montée du régime nazi dans les années 1930 et jusqu'à la veille de la guerre. Cet aveuglement mêlé de crédulité est un poison pour les peuples, un poison pour la paix. Sans tarder, les gouvernements européens doivent prendre des dispositions pour renverser la progression de l'islam. Elles devront être de plus en plus fermes et radicales à mesure que le danger grandit. Le temps presse. La première de toutes les mesures serait de se libérer de la dépendance énergétique de l'OPEP, en particulier des puissances musulmanes du golfe qui jouent de leur avantage géopolitique pour financer l'islam en Europe, particulièrement en France[9], et empêcher les pays énergétiquement dépendants d'agir contre la diffusion de l'islam à l'intérieur de leurs frontières. Par ailleurs, la construction européenne devra être réformée, libérée du joug technocratique et hors-sol de Bruxelles. Mais par-dessus tout, il s'agira de combler le vide identitaire européen, provoqué par la mondialisation uniformisante, qui a amputé nos modes de vies et nos territoires de leur coutumes, traditions et caractères et dans lequel l'Islam s'engouffre. L'Islam, qui est un puissant conservatisme (exogène), comble en effet ce vide identitaire dont les individus ont besoin, flatte l'instinct grégaire de l'homme en lui offrant d'appartenir à une communauté de croyants transnationale, la *oumma*, un but à atteindre qui transcende la temporalité d'une vie d'homme (la conquête du monde), un cadre strict, des traditions fortes. L'islam achève un système que nous, occidentaux, laissons périr. Ravivons notre instinct conservateur, redonnons vie à nos coutumes, nos traditions occidentales : elles ont un solide rempart à la pénétration musulmane sur nos territoires !

Il faut combler le vide identitaire européen, provoqué par la mondialisation uniformisante, dans lequel l'Islam s'engouffre

Si nous ne parvenons pas à freiner l'immigration massive et l'islamisation de la France, elle sera majoritairement musulmane avant la fin de ce siècle. Si aucune mesure de précaution n'est prise dans les prochaines années, nous n'aurons d'autres choix que de mettre en œuvre des politiques de défense plus radicales pour tenter de sauvegarder ce qu'il restera de notre peuple. « La complaisance pour l'adversaire est le signe distinctif de la débilité, c'est-à-dire de la tolérance, laquelle n'est en dernier ressort qu'une coquetterie d'agonisant », écrivait Emil Michel Cioran. Les puissances occidentales confrontées à la menace islamique, ainsi que l'est la France, devront choisir entre soumettre ou être soumis. Il est encore temps de décider de soumettre l'islam à nos lois en refusant tout signe visible de sa présence dans l'espace public, supprimant toute subvention aux associations « cultuelles » ou « culturelles » qui promeuvent l'expansion de l'islam, en ne donnant aucun écho aux revendications panislamiste dans les médias.
L'islam doit se soumettre aux lois françaises, ce qui est éminemment incompatible avec sa nature et sa vocation. Dans le cas contraire, c'est l'islam qui soumettra la charia aux Français.

G.R.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. https://www.lepoint.fr/politique/christophe-castaner-communautariste-meme-marine-le-pen-n-a-pas-ose-16-10-2018-2263357_20.php

2. https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/personne-ne-fait-de-lien-entre-la-religion-musulmane-et-le-terrorisme-assure-christophe-castaner-devant-la-commission-des-lois-du-senat-1193174.html

3. http://www.adoxa.info/1-178-attentats-et-10-314-morts-au-nom-de-lislam-en-2019

4. L'ouvrage, qui était offert aux jeunes mariés allemands, totalisait un tirage d'environ dix millions d'exemplaires en 1945 (https://www.livreshebdo.fr/article/que-faut-il-faire-de-mein-kampf)

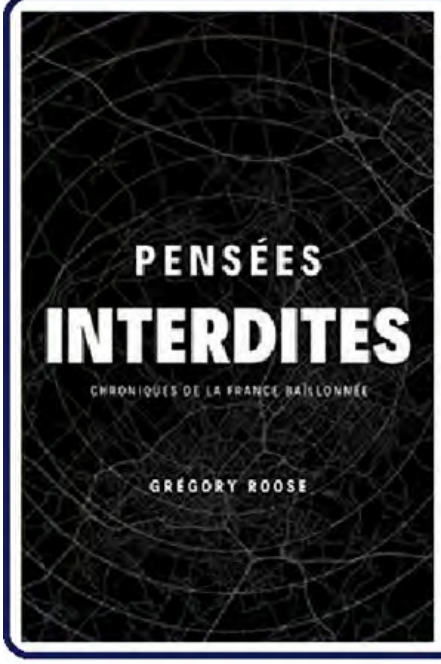
5. https://www.lemonde.fr/blog/antiracisme/2015/10/27/publier-mein-kampf-en-francais-1934/

6. Bernard Lewis, Le langage politique de l'islam, Gallimard, 1988, pp. 111-112.

7. Grecs pontiques, Assyro-chaldéens, Syriaques orthodoxes, maronites, Syriaques catholiques, Coptes..

8. En arabe : الأمويون / al-umawiyyūn ou أمية بنو / banū umayya

9. Comment le Qatar finance l'islam en France - https://www.lesechos.fr/idees-debats/livres/comment-le-qatar-finance-lislam-en-france-1024566



"Méthode" recommande :

Pensées interdites: Chroniques de la France baîllonnée

de Grégory Roose

Dictature des minorités, justice partiale, médias militants, indignation à géométrie variable, immigration et islamisation galopantes...La France subit des changements radicaux dans un contexte d'interdiction moralisatrice de les critiquer.

L'auteur franchit cet interdit qu'il dénonce avec originalité. Dans ce recueil de réflexions brèves et d'aphorismes, il avance sans tergiverser que les dérives du progressisme accélèrent le risque d'effondrement de notre civilisation. Cette politique libertaire promeut un impossible «vivre-ensemble» alors que les méfaits du communautarisme, l'immigration africaine submersive, devenue inassimilable, et l'islamisation diffuse ont déjà dépassé leur point de non-retour.

Face à ce péril civilisationnel, le « Grand Rapatriement » de cette immigration subie est la seule politique efficace à mettre en œuvre pour se libérer du « Grand Remplacement ».

Nombre de pages : 117 pages
Editeur : Editions Adoxa (19 novembre 2019)
ASIN : B081R93ZP3

2ème réactualisation post-guerre froide du Concept stratégique de l'OTAN

En avril 1999, le concept stratégique de l'OTAN subit une nouvelle réactualisation alors même que les bombardements sur la petite Serbie sont toujours en cours. Sans surprise, on constate un nouvel élargissement du spectre des menaces, des centres d'intérêt, des zones géographiques. Ce nouveau texte ouvre des portes toujours plus grandes à l'ingérence pour une OTAN qui perçoit et présente son action en ex-Yougoslavie, et ses bombardements sur la Serbie comme une grande victoire. Cinq remarques sur le concept stratégique de 1999.

1 - C'est un texte moins « néoconservateur » que celui de 1991. Les références à l'ONU y sont donc beaucoup plus nombreuses.

2 – La volonté d'élargissement y est clairement affichée. Comme il ne peut être qu'à l'Est, il viendra forcément en violation des promesses faites à la Russie en 1990 et sera perçu par cette dernière comme un encerclement toujours plus menaçant. Le Partenariat pour la Paix, antichambre d'une adhésion pleine à l'OTAN y est fréquemment évoqué.

3 – La Méditerranée toute entière et ses pays riverains entrent dans le champ de préoccupation et d'action de l'OTAN.

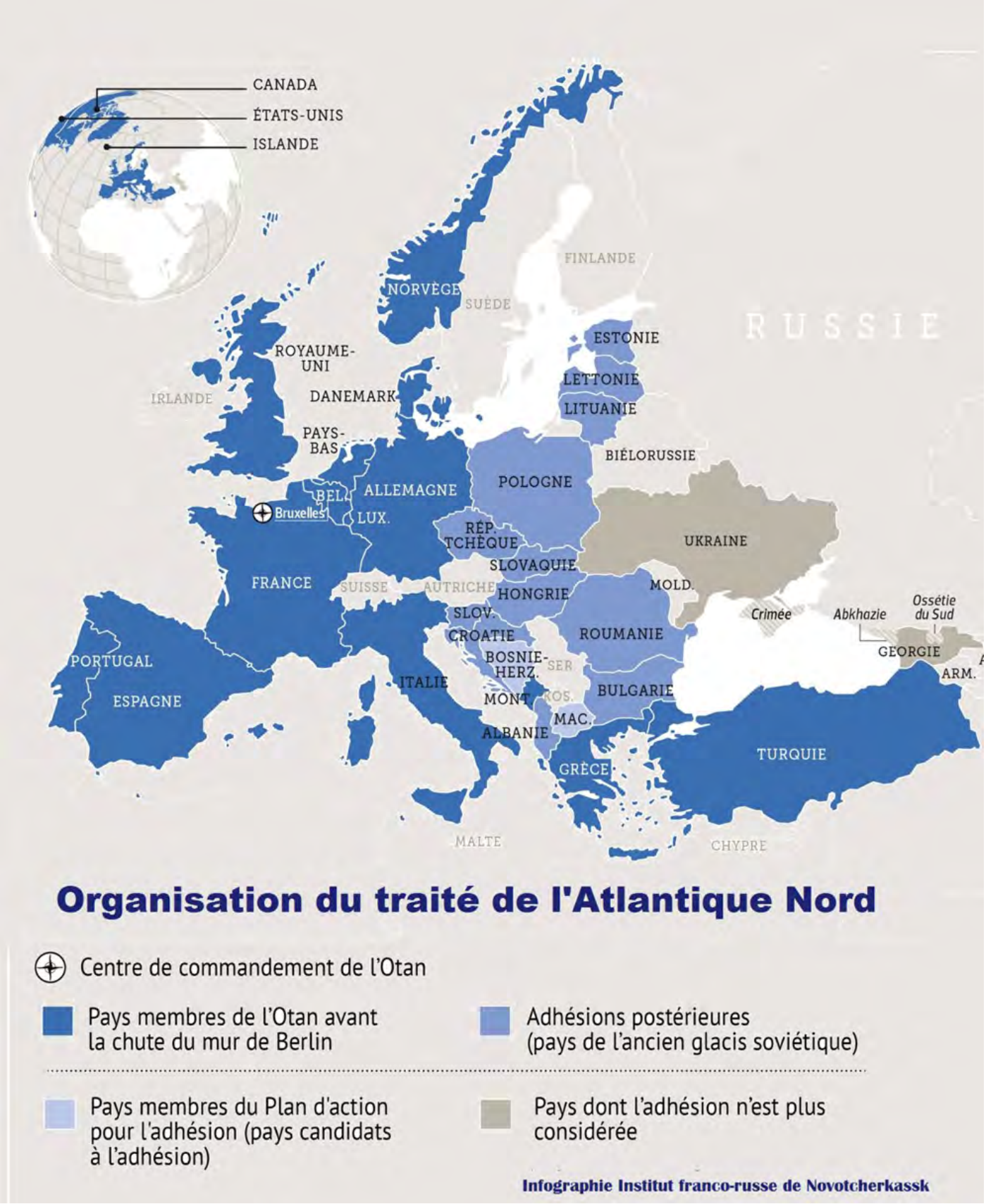
4 – L'Ukraine est l'État le plus cité dans ce concept stratégique 1999. (déjà...)

5 – La prolifération des armes de destruction massives NBC et les attaques possibles contre les systèmes d'information sont des menaces désormais prises en compte par l'OTAN.

LE BILAN DES ACTIONS DE L'OTAN LORS DE LA DÉCENNIE 2000-2010 EST TOUT AUSSI DÉSASTREUX QUE CELUI DE LA DÉCENNIE PRÉCÉDENTE

Il y a d'abord les élargissements à l'Est, perçus par Moscou comme autant de violations des promesses de février 1990 et justifiant un réarmement russe à marche forcée, initié par Poutine dès 2001.

Pas moins de 9 États est-européens rejoignent l'OTAN au cours de la décennie 2000-2010 : La Bulgarie, les 3 pays baltes, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Croatie et l'Albanie. L'OTAN compte donc



24 états en 2010.
Il y a bien sûr, l'opération en Afghanistan, très loin de l'Atlantique Nord, initiée en 2001 avec le feu vert de l'ONU. L'OTAN se retirera 13 ans plus tard, laissant seuls les américains et sans avoir obtenu de résultats tangibles et durables.
En 2003, sans accord de l'ONU, les USA échouent à faire participer l'OTAN à la guerre en Irak sous le faux prétexte des

armes de destruction massive. Mais dans cette opération irakienne, il y a eu, tout de même, une très forte « empreinte de l'OTAN » représentée par les USA, chef incontesté de l'organisation militaire intégrée et par une dizaine de pays membres de cette organisation : le Royaume -Uni, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, le Danemark, les Pays Bas, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la République tchèque. Pour les populations victimes de cette agression, c'est bien un noyau dur « OTAN » qui était à la manœuvre ... A noter que le prêcheur en chef US de cette croisade ne s'appelait pas Pierre l'Ermite, mais **Paul Wolfowitz** (encore lui) revenu aux affaires en 2001 après huit ans d'absence pour occuper la place de numéro 2 au Pentagone.

Une moyenne de 800 sorties aériennes par jour pendant 4 mois, soit près de 100 000 sorties, des pertes humaines directes et indirectes (post conflit) considérables de plusieurs centaines de milliers de morts, la légalisation de la torture aux USA, les images détestables d'Abu Ghraib et de Guantanamo, des bavures à répétition dans les bombardements, **la montée incontestable de la haine contre l'Occident** chez les populations injustement agressées et la montée du terrorisme qui accompagne la haine, **la création de l'organisation «État Islamique»,** les premières vagues migratoires ....etc : voilà le résultat chaotique de l'action de l'OTAN lors de la décennies 2000-2010.

Même si la France, l'Allemagne et le Canada ont refusé de participer à la croisade anti-irakienne, sauvant ainsi l'honneur de l'OTAN, onze des dix-huit états membres de l'OTAN de l'époque ont accepté, sans discuter, de mentir et d'agir avec leur chef de meute US, presque autant que pour les bombardements de la Serbie. Ils ont sali durablement l'image de l'OTAN, devenue pour de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, une coalition d'états menteurs, d'états voyous, utilisant les sanctions économiques, la menace et la force sans modération, méprisant l'ONU.

Toute action entraînant une réaction, la Russie et la Chine se sont réarmées à marche forcée, mais dans la discrétion, au cours de la décennie 2000-2010. La Chine a

bénéficié d'une montée en puissance extrêmement rapide de son PIB. L'OCS, créée en 2001 et les BRICS créés en 2008 ont constitué les deux premiers embryons d'opposition organisée à l'unilatéralisme hégémonique occidental.

*

3ème réactualisation post-guerre froide du concept stratégique de l'OTAN

Le 19 novembre 2010, un nouveau concept stratégique de l'OTAN voit le jour. Il constitue la nouvelle référence pour la période 2010-2020, donc celle qui est en vigueur aujourd'hui, et qui devrait être réactualisée l'année prochaine.
C'est le concept stratégique le plus offensif jamais proposé aux membres de l'alliance.
Il a été rédigé par une équipe clairement néoconservatrice. **Anders Fogh Rasmussen**, le secrétaire général de l'OTAN en charge de l'élaboration de ce texte, était un ancien premier ministre danois, très proche de l'administration Bush. Il avait soutenu la guerre d'Irak de 2003 et y avait même envoyé des troupes danoises. Il a dû sa cooptation et sa promotion par les US à la tête de l'OTAN au fait qu'il était un « néoconservateur européen assumé ». Cela semble être d'ailleurs une condition « *sine qua non* » pour accéder au poste de Secrétaire général de l'OTAN depuis 1991 ...

Par ailleurs, c'est un groupe d'experts présidé par l'ancienne Secrétaire d'État américaine, **Madeleine Albright**, qui a été chargé de dresser un bilan des enjeux auxquels l'Alliance devait faire face. Ce même groupe d'experts a été chargé de rédiger des recommandations pour ce concept stratégique 2010. Pour rappel, Madeleine Albright a toujours été, elle aussi, une néoconservatrice pure et dure. En 1996, elle déclarait sur CBS news que « **la mort de 500 000 enfants irakiens liée aux sanctions US contre l'Irak était un prix à payer qui en valait la peine** ».

Elle s'est ensuite excusée de cette déclaration qui révélait, en fait, sa véritable nature.
Sans entrer dans les détails de ce concept stratégique 2010, les deux premiers mots du

titre, qui en compte quatre, constituent, à eux seuls, tout un programme : « **Engagement actif ».**
L'OTAN n'a donc plus pour seule vocation de « défendre » ou de « dissuader », mais de « s'engager activement ».
C'est à l'évidence, une fois de plus, la porte grande ouverte aux ingérences dans les affaires des états souverains, au seul profit des intérêts américains. Il est aussi intéressant d'observer que sur un texte de 4800 mots, le mot « ONU » n'est plus prononcé que trois fois. C'est dire la considération que les rédacteurs du texte apportent désormais à l'instance qui représente pourtant la légalité internationale...
Au cours de la décennie 2010-2020, les ingérences de l'OTAN se multiplient un peu partout sur la planète.
On la retrouve dans les printemps arabes et en particulier dans la campagne libyenne qui a largement outrepassé la résolution onusienne, a fait sauter la digue retenant les flux migratoires venus d'Afrique et a engendré un chaos régional et une guerre civile toujours en cours avec, une fois de plus, **un bilan économique et humain désastreux pour les populations locales**. La déstabilisation des pays

riverains qui en a résulté a permis au terrorisme islamiste de s'y implanter toujours plus et a conduit la France à y empêtrer son armée.
On retrouve aussi cette ingérence de l'OTAN en Ukraine, derrière le coup d'état pro-occidental visant à élargir toujours plus à l'Est, l'influence de l'Alliance Atlantique en violation des promesses de février 1990 faites aux russes par les occidentaux. On la retrouve aussi en Syrie, au Yémen ou en Afghanistan où, sous le faux prétexte de combattre le terrorisme qu'elle instrumentalise, la « coalition occidentale »

La place Maidan en pleine insurrection (Ukraine)

cherche à imposer des changements de régime et/ou un remodelage des frontières qui lui profitent.
On la retrouve au Venezuela, où les diplomaties des pays membres de l'OTAN s'accordent à soutenir l'opération de changement de régime initiée par les USA.
On la retrouve dans la crise iranienne, dans laquelle, contraints et forcés, les pays membres de l'Alliance ont dû appliquer la politique de sanctions décidée par les seuls USA.
Au cours de la décennie 2010-2019, ce sont de 300 à 350 000 bombes qui auront été larguées par des pays membres de l'OTAN sans pour autant régler le moindre problème sur la planète. Alors, que peut-on attendre aujourd'hui de la réactualisation du concept stratégique de2020 ?

*

Trois hypothèses sont à envisager pour ce concept 2020.

1ÈRE HYPOTHÈSE : LA FUITE EN AVANT

Faisant preuve d'une assurance dépassant largement les moyens dont ils disposent, les responsables politiques de l'OTAN pourraient être tentés d'élargir davantage encore le spectre des menaces (cyberguerre, guerre de l'information ...) et des zones d'intérêt à prendre en compte. (Asie de l'Est et mer de Chine, Afrique Sub-saharienne, zones polaires, espace). Le but serait de s'efforcer de conserver, par la puissance militaire, économique, financière, médiatique, technologique, numérique et spatiale, l'hégémonie qui est, encore aujourd'hui, occidentale quoique sérieusement contestée.
Le problème posé par cette solution est d'abord un problème de moyens dans un occident en déclin économique. Comment faire toujours plus, avec moins ? A force de vouloir être partout le premier, ne risque-t-on pas de l'être nulle part ? Comment conserver la position du fort au faible partout avec des moyens déclinants et sur un échiquier de plus en plus vaste ? Quelles

seront les priorités ? L'Europe orientale ou la mer de Chine ? L'espace ou le numérique ? L'Afrique subsaharienne ou les zones polaires ?
Le deuxième problème posé par cette fuite en avant est celui de la cohésion de l'Alliance et celle des opinions publiques de chaque état membre.
Si défendre son territoire ou le territoire d'un membre de l'Alliance pourrait peut-être faire consensus entre les pays de l'Alliance, mourir au fin fond de l'Europe orientale ou de l'Asie, qu'elle soit Proche ou moins Proche, sous un prétexte douteux et pour des intérêts dont on percevra tôt ou tard qu'ils ne sont pas les nôtres, n'enthousiasmera probablement pas le soldat européen.
On ne gagne pas avec des soldats qui ne croient pas en leur cause. A l'heure d'internet, et des réseaux sociaux, la propagande de guerre et la manipulation médiatique des foules ne marchent pas toujours aussi bien que prévu.
Cette fuite en avant n'est pas invraisemblable. Les hommes politiques européens ont parfois tendance à surestimer la force de l'OTAN et à sous-estimer celle de ses adversaires potentiels. Espérons qu'ils ne feront pas d'erreur d'appréciation.

2ÈME HYPOTHÈSE : LE RETRAIT UNILATÉRAL DES USA

La 2ème hypothèse d'évolution du concept stratégique de l'OTAN pourrait être liée à un retrait brutal et unilatéral des USA. Cette éventualité a été évoquée à plusieurs reprises par Trump fin janvier début février 2019. Elle correspondrait d'ailleurs au discours de campagne du locataire de la Maison Blanche qui qualifiait l'OTAN d'obsolète en 2016.
Cette solution aurait, pour les européens, l'immense avantage de les mettre devant leurs responsabilités et de les contraindre à organiser et à assumer, eux-mêmes, la défense de l'Union Européenne. Ils y retrouveraient une part de leur souveraineté et de leur indépendance. Ils y retrouveraient aussi des avantages économiques considérables avec la liberté de pouvoir commercer avec qui bon leur semble, la liberté de pouvoir concevoir et fabriquer eux-mêmes leurs propres matériels majeurs de défense, sans se les voir imposer par l'oncle SAM au fumeux prétexte d'une meilleure interopérabilité.
Il est toutefois peu probable que le Congrès US laisse faire. L'allié européen constitue un partenaire commercial captif très important et solvable pour les USA, notamment pour le marché de l'armement. Il est difficilement envisageable que les USA renoncent à leur position dominante sur ce marché d'autant que celle-ci leurs donne un pouvoir de veto sur toutes les opérations militaires avec emploi de matériels « *made in USA* ».

F-16 polonais

Par ailleurs, après 70 ans de soumission et de dépendance, la quasi-totalité des pays de l'UE, à l'exception notable de la France, préfère le status-quo au grand saut dans l'inconnu. Affecté d'un véritable syndrome de Stockholm, **les dirigeants européens sont prêts à payer et à faire de nouvelles concessions aux USA,** pour qu'ils continuent de « patronner » l'Alliance. Il n'y a donc pas grand-chose à attendre de ce côté-là.

3ÈME HYPOTHÈSE : LE RÉÉQUILIBRAGE

La 3ème hypothèse concernant le concept stratégique de l'OTAN serait celle d'un rééquilibrage de l'alliance qui serait constituée de deux piliers dont une composante européenne assumant une

responsabilité beaucoup plus importante pour sa propre défense.
Les USA ont besoin vital et urgent de reporter leur effort militaire sur l'Asie face à une Chine qui monte très rapidement en puissance et qui est nommément désignée comme adversaire principal dans les dernières analyses stratégiques US. Si rien n'est fait à cet égard, la place de première puissance mondiale économique et militaire sera gagnée par la Chine lors de la décennie 2020-2030.
Les américains, comme les européens, n'auraient-ils pas intérêt, à rechercher un **nouvel équilibre géostratégique mondial, seule source de paix,** en associant les russes à l'OTAN, ce qui réduirait les tensions en Europe et tiendrait la Chine en respect pour quelques décennies au moins ?

*

Sans plus tarder, venons-en à la conclusion, c'est à dire à la réponse à la question posée dans le titre de l'article.

Incontestablement, l'OTAN a été un facteur de paix lors de la période 1949-1990. Aucune bombe otanienne n'est venu perturber la quiétude de l'Europe ni celle de la planète pendant 41 ans.
L'OTAN a imposé la paix par une dissuasion efficace, par un équilibre de la terreur et par l'idée d'une destruction mutuelle assurée en cas de conflit Est-Ouest.
Incontestablement aussi, l'actualisation du concept stratégique de 1991 sous influence néoconservatrice US **a changé la nature de l'OTAN et ouvert la porte aux ingérences tous azimuts et sous tous prétextes.** En moins d'un quart de siècle 1995-2019, plus d'un million de bombes ont été larguées par des pays membres de l'OTAN agissant en coalition de circonstance.
Plusieurs millions de victimes, directes ou indirectes, de ces ingérences et de ces bombardements sont à déplorer dans une indifférence coupable des opinions publiques occidentales. **Il est d'ailleurs à craindre que nous payions un jour au prix fort le prix de la haine que nos**

ingérencesmeurtrières ont suscité.
Les prétextes avancés ont souvent été fallacieux. Le mensonge a régné en maître, le plus souvent relayé par les médias mainstream. Que ce soit la fausse histoire des couveuses du Koweït en 1990, le faux massacre de Racak de 1999 pour le Kosovo, la fiole de poudre de perlimpinpin présentée en 2003 par Colin Powell à l'ONU censée représenter l'arme de destruction massive de Saddam Hussein, les faux massacres de Bengazi pour justifier l'intervention en Lybie, les attaques au gaz sous faux drapeau en Syrie pour justifier la ridicule frappe conjointe US-UK-FR de 2018, le faux combat contre un terrorisme que nous avons contribué à créer en Syrie, terrorisme que nous avons instrumentalisé, financé et soutenu, directement ou indirectement avec la collaboration de nos «bons alliés du Golfe», pour renverser Bachar et démembrer la Syrie au seul profit d'Israël.
Alors oui, l'OTAN est devenue fautrice de troubles et de chaos depuis la fin de la guerre froide.

Les Atlantistes forcenés, faisant abstraction de ces troubles, de ces chaos, et de ces victimes, me rétorqueront qu'après tout, nous n'avons pas connu la guerre en Europe depuis 1999, fin de la campagne aérienne de l'OTAN sur la Serbie.
Je leur répondrai que **l'action de l'OTAN a fait, et continue de faire, le lit des conflits de demain** en suscitant le réarmement de la Russie et de la Chine, en provoquant des vagues migratoires qui déstabilisent l'Europe, en faisant naître et en entretenant la haine de l'Occident et la montée du terrorisme qui l'accompagne.

*

Emmanuel Macron a jeté un pavé dans la mare le 7 novembre dernier, en jugeant l'OTAN **en état de « mort cérébrale »** dans un entretien avec le magazine « The Economist ». Mais il ne l'a sans doute pas fait pour les bonnes raisons que j'ai pu évoquer ci-dessus. Il l'a fait pour trois raisons : l'une bonne, l'autre discutable, la dernière mauvaise.

1 – La bonne raison est celle de la dénonciation de l'unilatéralisme hégémonique des USA sur l'OTAN et, en raison sous-jacente, l'opposition à l'extraterritorialité du droit US qui minent l'indépendance et la souveraineté des états de l'UE.

2 – La deuxième raison, plus discutable, est celle de son opposition à l'intervention turque dans le nord syrien au prétexte que celle-ci, en contraignant les kurdes syriens à la soumission au gouvernement de Damas, vient réduire à néant le projet « occidental », pour ne pas dire otanien, de démembrement de la Syrie au profit d'Israël.

3 – La troisième raison possible que je qualifie de mauvaise est de déclarer l'OTAN en état de mort clinique pour tenter de convaincre ses états membres d'entreprendre un effort de « réanimation ». Chacun comprendra qu'un tel effort, s'il réussissait, ne pourrait conduire qu'à de nouveaux désastres. Si l'OTAN est **en état de « mort cérébrale »** alors qu'elle est plus que septuagénaire, considérons donc qu'elle a fait son temps. **L'acharnement thérapeutique n'est pas souhaitable dans ce cas précis.** Qu'elle repose en paix. **Cela fera le plus grand bien à la planète.**

Je voudrais terminer par une petite devinette, en forme de boutade.
Quel homme politique connu a déclaré récemment dans un amphithéâtre universitaire : *« La devise de mon école de formation était: Ne mentez pas, ne trichez pas, ne volez pas et ne tolérez pas que d'autres le fassent. Dans le cadre de mes fonctions, nous avons menti, triché et volé. Nous avions des sessions d'entraînement entières consacrées à cela… » ?*
C'est **Mike Pompeo**, actuel Secrétaire d'État US, ancien directeur de la CIA, major de sa promotion à West Point, lors d'une intervention auprès d'étudiants de l'Université A&M du Texas, en avril dernier. Le pire, c'est qu'il a été applaudi par l'auditoire qui a trouvé cette déclaration très amusante…

D.D.

Que préparent les États-Unis pour l'Irak ?

Antoine CHARPENTIER
Journaliste et écrivain politique
spécialiste du Moyen Orient

Malgré la crise que le monde vit actuellement à cause du Coronavirus, les États-Unis persistent dans l'application de leur idéologie guerrière, essayant de profiter de la situation mondiale extrêmement difficile, afin d'accomplir leurs projets au Moyen-Orient. Des données concrètes et des informations révélées le 19 mars par le New-York Times laissent présager une éventuelle opération militaire contre l'Irak, en l'occurrence contre sa résistance.

L'armée américaine s'est redéployée en quittant les bases militaires du K1 et Kayara ainsi que d'autres bases considérées de tailles petites et moyennes, pour regrouper ses troupes dans ses bases militaires de Ain Al-Assad et d'Erbil. Les États-Unis se trouvent dans une phase très délicate en Irak, comme dans l'ensemble du Proche-Orient, notamment

après le vote du parlement irakien d'une loi exigeant le
départ définitif de son armée, à la suite de l'assassinat du général Qassem Soleimani et son compagnon Mahdi Al-Mouhandes et leurs camarades.

Les États-Unis semblent travailler actuellement sur deux stratégies parallèles en Irak. La première est un plan de frappes militaires contre la résistance irakienne, notamment les brigades du Hezbollah d'Irak, afin de tenter de briser ces groupes qui constituent l'obstacle suprême pour son maintien en Irak. Cependant, frapper le Hezbollah irakien est aussi considéré comme une tentative d'affaiblir son homologue libanais, ce qui laisse penser qu'«Israël» n'est pas loin de ces manœuvres. La seconde stratégie consiste à inviter les irakiens à un dialogue politique. La question est quelle forme prendra ce dialogue ? Qui sont les irakiens qui participeront ? Quels sont les objectifs envisagés ? Toutefois, les américains tenteront par ce dialogue de transformer leur présence en Irak, d'une forme militaire à une forme économique. Les militaires deviendront des chefs d'entreprises, des entrepreneurs et des investisseurs. Ce qui permettra aux États-Unis de se maintenir en Irak et continuer leur ingérence, spoliant ses richesses pétrolières. L'histoire récente a bien montré que les États-Unis n'ont jamais respecté l'Irak ni en tant qu'institutions politiques, ni en tant que peuple. Donald Trump ainsi que son administration savent pertinemment que leur présence en Irak et au Moyen-Orient va être à l'avenir très compromise et intenable, donc ils tentent

plusieurs stratagèmes, dont l'idée de frappes préventives contre la résistance irakienne, et les négociations politiques qui leur permettent de gagner du temps. L'objectif des américains est bien clair pomper les richesses pétrolières de l'Irak, tout en menant une guerre d'usure contre l'Iran et la Syrie.

Un scenario de frappes militaires contre la résistance irakienne peut aboutir à des ripostes contre les soldats américains en Irak, voir au Moyen-Orient. L'administration Trump opterait pour ce choix afin de détourner les attentions de ses politiques défaillantes, la dernière en date étant la crise du Coronavirus. La fuite en avant face au recul des États-Unis au niveau international, depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir serait-elle une nouvelle guerre au Moyen-Orient sous la fausse bannière de la lutte contre le terrorisme ? Cependant, toutes potentielles opérations militaires en Irak pourraient-elles constituer également une explication au désespoir de Donald Trump de se voir élu pour un second mandat ?

Toutefois, deux théories s'affrontent actuellement au sein de l'establishment américain. La première consiste à démontrer les difficultés des États-Unis d'admettre devoir quitter le sol irakien, laissant derrière eux une manne pétrolière et financière conséquente. Les adeptes de cette vision n'admettront pas non plus des opérations contre leurs militaires présents en Irak, d'où l'idée de frappes préventives contre la résistance irakienne.

La seconde théorie met en garde contre de telles formes d'opérations en Irak.

De surcroît, le **commandant de l'état-major américain en Irak** se fait le porte-parole de ce camp qui estime bien l'ampleur des dégâts et les conséquences désastreuses que cela pourrait avoir sur les États-Unis, d'où la nécessité de tenter une négociation politique, avec des personnalités et des groupes qui leurs sont proches et fidèles.

Le Général William H. Seely

Toutefois, les États-Unis sont conscients que leurs marges de manœuvres sont très réduites en Irak. De ce fait, ils essayent d'exercer une pression politique et en même temps mener une guerre psychologique.

Tout présage de nos jours de frappes américaines contre la résistance en Irak et l'arrivée de Mike Pence et ses réunions avec des responsables politiques de premier rang s'inscrivent dans ce registre. Enfin, les États-Unis se rendent bien compte qu'ils ne sont plus les bienvenus en Irak, donc ils s'engagent dans une démarche suicidaire pour eux ainsi que pour leurs alliés au lieu de développer la voie de la raison et la logique d'entente et de paix avec les autres.

A.C.

Les ONG et les juges de la CEDH

Grégor PUPPINCK
Docteur en droit, directeur de l'ECLJ

1ère partie

En février 2020, Grégor Puppinck, directeur de l'European Center for law and Justice, publie sur le site de cette ONG[1], un rapport extrêmement bien documenté sur les liens entre les ONG en général, et le réseau Soros en particulier, et la CEDH. Ce rapport fut présenté comme explosif par le journal Le Figaro, et ce en raison de la précision des liens personnels établis entre le parcours des juges, l'implication des ONG dans la procédure d'examen des affaires et l'activisme de la Cour ces dernières années contre les valeurs traditionnelles et la religion, pour le lobby LGBT, pour les migrants ou encore pour le néoféminisme. Des journaux français ont cité ce rapport, de manière plus ou moins détaillée ; la revue Valeurs actuelles en a fait la Une (N°4343 du 20 au 26 février 2020). Grégor Puppinck a eu la gentillesse de donner l'autorisation de présenter des extraits de ce rapport aux lecteurs de la revue « Méthode ».

Plusieurs études ont déjà été consacrées à la description et à l'analyse des modes d'intervention des organisations non-gouvernementales (ONG) auprès des juridictions et des quasi-juridictions internationales[2], en particulier auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)[3]. Ces études se sont concentrées sur l'analyse de l'action des ONG comme requérants, représentants ou tiers intervenants[4], ainsi que sur leur contribution au suivi de l'exécution des arrêts. Elles ont révélé la variété, l'influence et l'utilité de l'action des ONG.

La présente étude entend aborder cette même question mais sous un angle complémentaire : celui des relations entretenues entre les ONG et les juges. En effet, ces relations ne se limitent pas aux voies formelles d'actions des ONG auprès de la Cour ; elles sont aussi beaucoup plus profondes et informelles puisque la Cour est composée, dans une proportion significative, d'anciens collaborateurs d'ONG.

La lecture des *curriculum vitae*[5] des juges ayant siégé durant les dix dernières années (entre le 1er janvier 2009 et le 1er octobre 2019) permet d'identifier sept ONG étant à la fois actives à la Cour et comptant parmi leurs anciens collaborateurs au moins une personne ayant siégé comme juge permanent de la CEDH depuis 2009. Sur les

cent juges permanents ayant siégé durant cette période, il apparaît que 22 ont eu des liens forts, avant leur élection comme juge, avec l'une ou plusieurs de ces sept organisations, que ce soit comme dirigeants, bénéficiaires de leurs financements ou comme participants notables et réguliers à leurs activités. En outre, en prenant également en compte des liens plus indirects, d'autres juges pourraient être ajoutés à cette liste.

Cette étude entend aller cependant plus loin, puisqu'elle vise à examiner les interactions entre ONG et juges *après l'entrée en fonction de ceux-ci*. L'examen des 185 affaires dans lesquelles ces sept ONG ont agi de façon visible durant ces dix dernières années a en effet permis de constater qu'à de nombreuses reprises, des juges ont siégé dans des affaires introduites ou soutenues par l'ONG avec laquelle ils avaient collaboré. Les liens entre juges et ONG sont donc plus complexes et profonds qu'il n'apparaît ordinairement. Cette étude a pour objet de mettre en lumière cette réalité significative, de s'interroger sur ses causes et de prendre la mesure des difficultés qu'elle pose.

Au-delà, le but de cette étude est de contribuer au bon fonctionnement du système européen de protection des droits de l'homme, en particulier à son indépendance, qui doit être garantie à l'égard du pouvoir non seulement des États, mais aussi de celui, non négligeable, des grandes ONG.

L'ECLJ est elle-même l'une des ONG les plus actives auprès de la Cour depuis plus de vingt ans.

I. Les liens professionnels passés entre ONG et juges

EXPOSÉ FACTUEL DES LIENS

Il a été possible d'identifier sept ONG qui, étant actives à la Cour, comptent parmi leurs anciens collaborateurs au moins une personne ayant siégé comme juge permanent de la CEDH depuis 2009. Il s'agit (par ordre alphabétique) de A.I.R.E. Centre (Centre sur les droits individuels en Europe), Amnesty International, la Commission Internationale des Juristes (CIJ), le réseau des comités et fondations Helsinki[6], *Human Rights Watch* (HRW)[7], *Interights* (Centre international pour la protection judiciaire des droits de l'homme), et l'*Open Society Foundation* (OSF) et ses diverses branches, en particulier l'*Open Society Justice Initiative* (OSJI).

Les collaborations entre ONG et futurs juges existent à différents degrés, allant de la fondation et direction d'ONG, à la participation significative à leurs activités[8]. Il n'y a pas lieu de porter un jugement sur ces engagements qui relèvent de la liberté individuelle, mais de les constater dès lors que ces ONG sont actives à la Cour. Ce tableau est probablement incomplet car documenté principalement par les informations présentées dans le cadre de la procédure de sélection des juges, et accessibles sur le site de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Ce tableau ne mentionne pas les personnes ayant participé, même de façon régulière, à des réunions et conférences organisées par ces ONG, ni les adhésions personnelles à celles-ci. Enfin, certains juges ont collaboré à d'autres ONG, mais ils ne sont pas mentionnés ici car celles-ci ne sont pas actives à la Cour de Strasbourg. Cette étude ne porte pas non plus sur les juges *ad hoc*. Enfin, les diverses appartenances d'ordre politique, religieux ou autres sont naturellement ignorées. Les noms des intéressés ne sont mentionnés que par nécessité.

Concernant l'A.I.R.E. Centre, le juge Eicke a été membre de son Conseil d'administration de 2000 à 2008.

Concernant Amnesty International (AI), trois juges ont collaboré à divers degrés avec cette ONG. Le juge Pinto de Albuquerque a été membre du comité de direction d'Amnesty International de 2008 à 2012[9]. Le juge Šikuta fut également en lien avec Amnesty International[10]. Quant au juge Felici, il a participé à la section protection des droits de l'homme d'Amnesty International de 1993 à 1995.

Concernant les Comités Helsinki, sept juges ont collaboré à divers degrés avec les branches nationales de ce réseau. Le **juge Grozev** a fondé le comité bulgare et la juge Kalaydjieva a été membre de celui-ci. D'autres juges ont organisé ou animé divers programmes et groupes de travail. Il s'agit des juges Garlicki, Shukking, Šikuta. Le juge Karakaş fut membre de l'Assemblée des citoyens d'Helsinki[11]. Le juge Yudkviska a collaboré dans une moindre mesure : elle a suivi des formations du Comité Helsinki et l'a représenté en justice.

Concernant la Commission Internationale des Juristes (CIJ), cinq juges y ont exercé des fonctions.

• La juge Motoc fut membre du conseil de la Commission jusqu'en 2013.

• La juge Schukking y fut experte en 2014 et en 2016.

• La juge Ziemele a fondé en 1995 la section lettonne de la CIJ dont elle est membre depuis.

• Le juge Cabral-Barreto a été membre du groupe « Droit et justice » de la section portugaise de la CIJ12.

• Le juge Kucsko-Stadlmayer a été membre de la CIJ Autriche depuis 2000.

Concernant *Human Rights Watch*, le juge Pavli a été chercheur dans cette organisation de 2001 à 2003.

Concernant *Interights*, le juge Eicke a été membre de son conseil d'administration de 2004 à 2015.

Concernant l'*Open Society Foundation* (OSF), 12 juges ont collaboré à divers degrés avec cette organisation :

• Le juge Garlicki a été membre d'un programme « individu contre État » de la *Central European University* depuis 1997, et a participé à plusieurs programmes d'enseignement en coopération avec l'*Open Society Institute* de Budapest et la *Central European University* de Budapest, université fondée et financée par l'OSF[13].

• Le juge Grozev a été membre du Conseil d'administration de l'*Open Society Institute* de Bulgarie de 2001 à 2004 ainsi que de la direction centrale de l'*Open Society Justice Initiative* (OSJI, New York), de 2011 à 2015.

Le juge Kūris a été membre du conseil d'administration de l'Open Society Foundation de Lituanie de 1993 à 1995, membre du conseil de coordination de 1994 à 1998, expert du programme

Iulia Antoanella MOTOC

Jolien SCHUKKING

Ineta ZIEMELE

Gabriele KUCSKO-STADLMAYER

d'édition de 1999 à 2003 et membre d'un autre conseil de 1999 à 2003. Il y fut donc actif de 1993 à 2003.
La juge Laffranque a été membre entre 2000 et 2004 du conseil exécutif du Centre d'études politiques – PRAXIS, organisation fondée en 2000 et financée depuis par l'*Open Society Institut*[14].
• Le juge Mijović a été membre du Conseil exécutif de l'*Open Society Foundation* de Bosnie-Herzégovine de 2001 à 2004, ainsi que membre de l'équipe d'un projet de l'OSF de Bosnie en 2001.
• **Le juge Mits** a enseigné à partir de 1999 à l'École supérieure de droit de Riga[15], dont il est devenu vice-recteur, ainsi qu'au Centre de formation judiciaire de Lettonie, tous deux fondés et cofinancés par l'Open Society de Lettonie.

• Le juge Pavli, ancien élève de la *Central European University*, a été avocat au sein de l'*Open Society Justice Initiative* de 2003 à 2015 puis directeur des programmes de l'OSF pour l'Albanie de 2016 à 2017.
• Le juge Sajó a été membre de la direction centrale de l'*Open Society Justice Initiative* (OSJI, New-York) de 2001 à 2007, ainsi que professeur de 1992 à 2008 à la *Central European University* à Budapest.
• Le juge Šikuta a été membre des comités d'experts de l'*Open Society Foundation* de Slovaquie de 2000 à 2003. Il n'a pas été rémunéré pour cette fonction.
• La juge Turković a été membre du Conseil d'administration de l'*Open Society Institute* de Croatie de 2005 à 2006 et membre de l'équipe de recherche de cette même organisation de 1994 à 1998.
• Le juge Vučinić a écrit différents articles pour l'*Open Society Institute* et a contribué à la rédaction de ses rapports en 2005 et en 2008 ; membre du comité directeur de deux ONG financées par l'OSF.
• La juge Ineta Ziemele enseigne, depuis 2001, à l'École supérieure de droit de Riga, fondée et cofinancée par l'*Open Society* de Lettonie.
D'autres juges ont aussi collaboré de façon moins formelle[16], par conséquent nous ne les intégrerons pas dans le reste de l'étude.
Ce phénomène n'est pas limité aux membres de la Cour. Ainsi, Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe de 2012 à 2018, a également été directeur des programmes de l'Open Society de Lettonie jusqu'à 2012. En 2009, il expliquait que l'Open Society souhaite créer un homme nouveau – l'*homo sorosensus* [en référence à Soros] – l'homme de la société ouverte, par opposition à l'*homo sovieticus*[17]. Dans le cadre de ses fonctions, il a condamné plusieurs initiatives du gouvernement hongrois, notamment le projet de loi dit « *anti-Soros* »[18].

DE MULTIPLES CAUSES

Il convient de rappeler, à toutes fins utiles, que la Cour compte autant de juges que d'États parties à la Convention. Lorsqu'un

András SAJO

Ján ŠIKUTA

Ksenija TURKOVIC

Nebojša VUCINIC

siège est à pourvoir, le gouvernement concerné établit et soumet une liste de trois candidats à l'APCE qui en élit un, pour un mandat de 9 ans non renouvelable. L'APCE a le pouvoir de refuser la liste dans son ensemble[19].

L'élection à la CEDH de juristes issus d'ONG a de multiples causes. L'une d'entre elles est à rechercher dans le fait que, dans certains pays, c'est principalement au sein des ONG que l'on peut identifier des juristes à la fois expérimentés en matière de droits de l'homme et ayant une certaine indépendance à l'égard du gouvernement. Cela est accru par l'importance de la présence et de l'influence de certaines ONG dans de « petits » pays. Les juges qui, antérieurement à leur nomination, ont été salariés ou responsables officiels d'ONG viennent pour la plupart d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Croatie, de Hongrie, de Lettonie et de Roumanie. À titre d'exemple, en Albanie, pays pauvre et marqué par la corruption[20], deux des trois candidats à la fonction de juge en 2018 étaient des dirigeants de l'*Open Society Foundation* et l'un d'entre eux a été élu[21]. Or, l'*Open Society Foundation* a investi dans ce pays plus de 131 millions de dollars depuis 1992[22]. De même, les deux derniers juges élus au titre de la Lettonie sont collaborateurs de l'École supérieure de droit de Riga, fondée par la Fondation Soros de Lettonie, laquelle a investi plus de 90 millions de dollars dans ce pays entre 1992 et 2014[23]. Les deux derniers juges bulgares sont aussi issus d'ONG soutenues par l'OSF[24]. Ainsi, dans de tels petits pays, l'OSF et ses fondations sont devenues incontournables pour toute personne engagée au plan social et médiatique. Elles sont des employeurs et des financeurs majeurs. À titre d'exemple, l'OSF dépense actuellement plus de 90 millions d'euros par an en Europe, principalement en Europe de l'Est et dans les Balkans[25].

La présence d'anciens collaborateurs d'ONG au sein de la Cour a été renforcée par l'adoption de « Lignes directrices concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme » qui prévoient l'intervention d'ONG à tous les stades de la phase nationale de la procédure[26]. Celles-ci sont autorisées « soit à inviter des personnes appropriées à postuler, soit à désigner elles-mêmes de telles personnes »[27]. L'organe national chargé de soumettre une liste de candidats au gouvernement peut également comporter des représentants d'ONG[28]. Enfin, les ONG interviennent encore, de façon informelle, en faisant du lobbying auprès des députés membres de l'APCE afin de les convaincre d'élire leur candidat.

La forte proportion de juges issus d'ONG résulte aussi du fait que les gouvernements peuvent présenter comme candidats à la Cour des juristes sans expérience de la magistrature. Ainsi, 51 des 100 juges qu'a comptés la Cour depuis dix ans ne sont pas magistrats de profession. On observe également que parmi les 22 juges ayant des liens avec ces ONG, 14 ne sont pas magistrats professionnels.

II. Les interactions avec les ONG pendant le mandat des juges

L'ACTION DE CES ONG AUPRÈS DE LA COUR

Le système international de protection des droits de l'homme a été institué après la Seconde Guerre mondiale pour juguler le pouvoir des États. Il a engendré un nouvel ordre politique, une gouvernance globalisée faite de réseaux d'influences et de *soft law*. Les ONG sont devenues les principaux acteurs sur ce terrain normatif globalisé des droits de l'homme, à tel point que certaines d'entre elles sont à présent plus puissantes politiquement que des États et disposent de ressources supérieures au budget de fonctionnement d'organismes publics de protection des droits de l'homme, y compris à celui de la CEDH. Certaines de ces ONG, tels que les Comités Helsinki et Amnesty International, ont accompli un travail remarquable, en particulier à l'époque du « rideau de fer », et poursuivent cette action en de nombreux domaines. Il faut néanmoins observer qu'elles ont, par la suite, défendu une interprétation des droits de l'homme plus controversée et marquée idéologiquement.

Les sept ONG dont sont issus des juges agissent auprès de la Cour dans des affaires importantes susceptibles de poser un précédent jurisprudentiel, et ayant trait le plus souvent à la liberté d'expression, au droit d'asile, aux droits LGBT, aux conditions de détention, et aux droits des minorités. Elles agissent notamment par le biais de recours contentieux stratégiques (*strategic litigations*), c'est-à-dire en employant les recours judiciaires comme moyens pour atteindre un objectif plus global de nature politique[29].

À la CEDH, il s'agit, à partir d'un cas concret, d'obtenir la condamnation de pratiques ou de législations nationales contraires aux intérêts ou aux valeurs de l'organisation. Bien que n'ayant, en théorie, qu'une portée limitée au cas de l'espèce, la jurisprudence de la CEDH fait autorité au sein des 47 États membres, et inspire de nombreuses instances au-delà de l'Europe. Cette action stratégique a été particulièrement performante pour promouvoir les droits des personnes LGBT en Europe, ainsi qu'en matière de GPA.

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. » Beaumarchais

La Russie condamnée par la CEDH pour son refus d'enregistrer des associations LGBT

Par Le Figaro avec AFP
Publié le 16 juillet 2019 à 11:48

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné mardi la Russie pour avoir refusé d'enregistrer les statuts de trois associations car elles défendaient les personnes LGBT, un motif «inacceptable» au regard de la Convention européenne des droits de l'homme.

À lire aussi : **Le Français Philippe Delpal pris dans les filets de la justice russe**

Les requérants sont trois organisations russes de promotion des droits de la communauté LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres) - Rainbow House, Movement for Marriage Equality, Sochi Pride House -, ainsi que leurs quatre fondateurs ou présidents. Entre 2006 et 2011, ils ont à plusieurs reprises demandé à être légalement enregistrés, en vain. Parmi les raisons avancées par les autorités russes pour justifier les refus: la promotion des droits LGBT pourrait déboucher sur la

La Russie condamnée par la CEDH pour son refus d'enregist... Imprimer P

L'*Open Society Foundation* (OSF) s'est imposée comme la plus riche et influente organisation en la matière. Par sa politique de fondation et de financement d'autres organisations, elle s'est placée au sommet d'un important réseau d'ONG.

Or, les objectifs et l'action de l'OSF suscitent autant d'enthousiasme que d'inquiétudes et d'interrogations. Outre ses actions de nature géopolitique, l'OSF milite et finance des initiatives en faveur, par exemple, de la liberté d'expression, de l'éducation des Roms, ainsi que de la libéralisation de la

drogue[30], de la prostitution[31], de l'avortement, des comportements LGBT, ou encore des droits des réfugiés et des minorités. Au sein du réseau de l'OSF, l'*Open Society Justice Initiative* s'est spécialisée dans le contentieux stratégique. Cette organisation, comme quelques autres, est capable d'agir simultanément auprès de toutes les instances internationales où s'élabore le droit, et de mettre ainsi en œuvre des stratégies globales d'affirmation de nouvelles normes internationales.

Depuis 2009, on recense au moins 185 affaires ayant donné lieu à la publication d'une décision de la CEDH dans laquelle l'une au moins des sept ONG dont sont issues des juges a visiblement agi. Dans 72 d'entre elles, l'une au moins de ces ONG a visiblement agi comme requérante[32], ou comme représentant légal du requérant[33]. Sur cette même période, ces ONG ont en outre été autorisées à intervenir comme tierce partie dans plus de 120 affaires ayant donné lieu à la publication d'un jugement[34]. Il arrive fréquemment qu'en raison de l'importance stratégique d'une affaire, plusieurs de ces ONG s'associent pour intervenir ensemble[35], témoignant ainsi de leur proximité doctrinale.

Le mode d'action privilégié des ONG auprès de la Cour est la tierce intervention, également appelée *amicus curiae* (ami de la cour). Cette procédure est une pratique importée de la *Common law* par laquelle une personne physique ou morale soumet à l'attention de la Cour des éléments d'appréciation sur une affaire dans laquelle elle n'est pas partie à la procédure initiale. L'auteur de la tierce intervention devient alors une « tierce partie » dans l'affaire. Cette procédure est très bénéfique, même si la neutralité et l'extériorité des intervenants ne sont souvent que de façade. En effet, la CEDH doit souvent juger des questions complexes, importantes et ayant de fortes conséquences sociales. La Cour est alors placée au-dessus des autorités nationales, même législatives. Les ONG intervenantes ont alors tout à la fois un rôle d'expert, de corps intermédiaire, mais aussi de lobby. Outre les éléments d'information factuelle, tant sociologiques que juridiques, les ONG peuvent aussi présenter à la Cour une pluralité d'approches idéologiques ou philosophiques de la question en cause, à condition que des ONG de diverses tendances interviennent. Elles permettent ainsi d'enrichir la procédure et les débats. En intervenant dans une affaire, l'objectif des ONG est d'éclairer la Cour et ce faisant

de la convaincre d'adopter sa propre position, et ainsi de contribuer à l'élaboration de sa jurisprudence, et à travers elle, à celle du droit européen. L'influence des tierces interventions est variable. Elle peut être nulle mais aussi très significative, la Cour pouvant adopter le raisonnement d'une ONG, et même la citer.

Fin de la première partie.
Suite et fin de l'article dans le prochain numéro de « Méthode ».

G.P.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. https://eclj.org/?lng=fr

2. Voir en particulier : Heidi N. Haddad, "The Hidden Hands of Justice: NGOs, Human Rights, and International Courts", Cambridge University Press, 2018 ; Luisa Vierucci, "NGOs before international courts and tribunals", in NGOs in international law : efficiency in flexibility ? / edited by Pierre-Marie Dupuy, Luisa Vierucci. – Cheltenham; Northampton, Mass. : Edward Elgar, 2008, p. 155-180.

3. Voir en particulier Rachel A. Cichowski, "Civil society and the European Court of Human Rights", in The European Court of Human Rights between law and politics / edited by Jonas Christoffersen and Mikael Rask Madsen. – Oxford ; New York : Oxford University Press, 2011, p. [77] – 97 ; Laura Van Den Eynde, "The ECtHR's enigmatic relationship with civil society organisations", in Human rights as a basis for reevaluating and reconstructing the law : acts of the 4th ACCA Conference held in Louvain-la-Neuve on May 29th, 2015 / Arnaud Hoc, Stéphanie Wattier et Geoffrey Willems (eds.). – Bruxelles : Bruylant, 2016. p. [199]-211 ; Julie Ringelheim, « Le rôle des ONG dans le contentieux international des droits de l'homme", Journal européen des droits de l'homme, n° 2 (oct. 2018), p. 71-125 ; Antoni Nowicki Marek, « Le rôle des organisations non gouvernementales dans les procédures devant la Cour EDH », in La réforme de la Convention européenne des droits de l'homme : un travail continu : une compilation des publications et documents pertinents pour la réforme actuelle de la CEDH / préparée par le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH). – Strasbourg : Editions du Conseil de l'Europe, 2009, p. 187-190.

4. Laurence Burgorgue-Larsen, « Les interventions éclairées devant la Cour européenne des droits de l'homme ou le rôle stratégique des amici curiae »., in La conscience des droits : mélanges en l'honneur de Jean-Paul Costa / [ouvrage coordonné par Patrick Titiun et réalisé avec l'assistance de Patricia Dumaine]. – Paris : Dalloz, 2011, p. [67] – 82 ; Nicole Bürli, Third-party interventions before the European Court of Human Rights : amicus curiae, member-State and third-party interventions, Intersentia, 2017 ; Emmanuel Decaux (ed.) La tierce intervention devant la Cour européenne des droits de l'homme et en droit comparé : Actes du colloque organisé à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Bruxelles : Bruylant : Nemesis, 2009 ; Françoise Elens-Passos, « La tierce intervention dans la procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme », in Regards croisés sur la protection nationale et internationale des droits de l'homme, Liber amicorum Guido Raimondi / Linos-Alexandre Sicilianos ... [et al.] (eds.). – Tilburg: Wolf Legal Publishers (WLP), 2019, p. 255-275 ; F. Lonardo. "Il ruolo dell'amicus curiae negli organismi giurisdizionali internazionali", Roma, Biblioteca della Rivista di studi politici internazionali (Nuova Serie), n° 3, 2009.

5. Tels que publiés sur le site de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

6. La Fondation Helsinki pour les droits de l'homme (Pologne) (HFHR), le Monitor Helsinki grec, le Comité Helsinki roumain (Association pour la défense des droits de l'homme en Roumanie – le Comité Helsinki (APADOR-CH)), le Comité Helsinki hongrois, le Comité Helsinki bulgare, le Comité Helsinki norvégien, le Comité Helsinki pour les droits de l'homme de la République de Macédoine, le Comité Helsinki pour les droits de l'homme en Moldavie... Ces ONG du réseau Helsinki étaient réunies sous l'égide de la Fédération internationale Helsinki pour les droits de l'homme jusqu'en 2007, date de sa dissolution. Voir la Human Rights House Foundation qui rassemble certains de ces comités et fondations : https://humanrightshouse.org/ (consulté le 01/02/2020) ou encore la Civic Solidarity Platform qui compte parmi ses nombreux membres les comités Helsinki, la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme (Pologne) : https://www.civicsolidarity.org/members (consulté le 01/02/2020).

7. À l'origine en 1978, cette ONG portait le nom de Helsinki Watch. En 1988, Helsinki Watch et ses affiliés sont devenus Human Rights Watch. https://www.hrw.org/our-history (consulté le 01/02/2020).

8. L'ensemble des informations concernant les juges a été principalement trouvé dans les CV mis en ligne par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) lors de l'élection des juges, ou par de simples recherches sur internet.

9. Il faut souligner que M. Pinto de Albuquerque est le seul juge, à notre connaissance, à s'être explicitement engagé à cesser immédiatement ses fonctions au sein de l'ONG en cas d'élection à la Cour, montrant en cela qu'il avait conscience du risque de conflit d'intérêt (cf. son CV sur le site d'APCE).

10. Voir ses propos dans son CV sur le site de l'APCE.

11. Ce réseau d'individus, de mouvements et d'organisations n'a jamais appartenu à l'ancienne Fédération internationale Helsinki pour les droits de l'homme. En revanche, le choix de la bannière « Helsinki » et la participation de ses branches nationales à des initiatives communes à celles des Comités Helsinki nous conduisent à associer l'Assemblée des citoyens d'Helsinki aux Comités Helsinki.

12. Le CV de ce juge, sur le site de l'APCE, ne précise pas les dates de cette fonction.

13. La Central European University a été dotée de 880 millions de dollars : https://www.chronicle.com/article/For-President-of-Central/65338/ (consulté le 01/02/2020).

14. http://www.praxis.ee/en/organisation/think-tank/ (consulté le 01/02/2020).

15. L'OSF a fondé et cofinance l'École supérieure de droit de Riga avec les gouvernements de Suède et de Lettonie.

16. Le juge Bošnjak a été membre d'une équipe du Peace Institute (Institute for Contemporary Social and Political Studies) en 2005 sur un projet co-financé par l'Open Society Institute. Le Peace Institute est financé et partenaire de l'OSF. Il a participé comme intervenant à une conférence, tenue le 26 mai 2006, du Peace Institute. Le juge Harutyunyan a donné des cours en 2007 et 2008 à la Central European University et à des instituts de l'Open Society Foundation. La juge Zdravka Kalaydjieva a fondé et a été membre de l'ONG « Bulgarian Lawyers for Human Rights » de 1993 à 2008 (puis de 2015 à aujourd'hui). Cette ONG est financée notamment par l'Open Society Institute de New York et de Sofia. Elle a également assuré des cours dans le cadre d'une formation destinée aux praticiens du droit des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, organisée par l'Open Society Institute, à Bichkek au Kirghizistan en 1999. Le juge Kovler a enseigné en 1997 et en 1998 au sein de la Fondation Soros du Kirghizistan. Le juge Zupančič a donné des conférences à la Central European University à Budapest en 1997.

17. Nils Muižnieks, Creating the "Open Society Man" (and Woman!), Open Society News, Fall 2009, p. 6 : "Many of us (that is veteran staff, board members, and/or grantees of the various branches of the Open Society Institute) assumed that within two decades we could help create a new "open society man." This "new man"—homo sorosensus—would replace homo sovieticus, whose remains would slowly decompose on the ash heap of history (located in a dark alley behind the gleaming main streets of the new, "normal" open societies we would build)." https://www.opensocietyfoundations.org/publications/open-society-news-eastern-europe-where-do-open-societies-stand-20-years-later#publications_download (consulté le 01/02/2020).

18. « Hongrie. Le Conseil de l'Europe critique la loi « anti-Soros » », Ouest France, 15 février 2018 : https://www.ouest-france.fr/europe/hongrie/hongrie-le-conseil-de-l-europe-critique-la-loi-anti-soros-5567285 (consulté le 01/02/2020).

19. Pour rappel, le processus de sélection des juges de la Cour comprend deux phases : une première nationale consistant en la sélection de trois candidats proposés par le Gouvernement, et une seconde consistant en l'élection des juges par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Un Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection de juges intervient entre les deux phases pour porter une appréciation sur la qualité des candidats.

20. AFP, La justice albanaise malade de la corruption, 18 juillet 2016, https://www.lepoint.fr/monde/la-justice-albanaise-malade-de-la-corruption-18-07-2016-2055240_24.php (consulté le 01/02/2020).

21. À deux reprises avant cette élection, la liste des candidats fut rejetée par l'APCE « étant donné que la procédure de sélection nationale n'est pas en conformité avec les normes requises par l'Assemblée et le Comité des Ministres », APCE, Rapport d'activité, Doc. 14150 Add. II, 06 octobre 2016.

22. https://www.opensocietyfoundations.org/newsroom/open-society-foundations-albania (consulté le 01/02/2020)

23. Anciennement elle s'appelait la Fondation Soros de Lettonie, le changement de nom date de 2014 : https://www.fondsdots.lv/en/foundation-dots/open-society-/ (consulté le 01/02/2020).

24. Les juge Grozev et Kalaydjieva furent membres ou financés par l'Open Society

25. https://www.opensocietyfoundations.org/what-we-do/regions/europe (consulté le 01/02/2020).

26. Comité des ministres, 1138 Réunion, 28-29 mars 2012, Lignes directrices du Comité des ministres concernant la sélection des candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme https://www.coe.int/t/dgi/brighton-conference/Documents/Guidelines-explan-selection-candidates-judges_fr.pdf, § 41 (consulté le 01/02/2020).

27. Comité des ministres, Lignes directrices, préc., § 44.

28. Comité des ministres, Lignes directrices, préc., § 48.

29. Extrait du rapport Strategic Litigation de 2018 de la Fédération Helsinki pour les droits de l'homme (Pologne), p. 3 : "Strategic litigation as a method of obtaining ground-breaking decisions with a view to changing laws and practices could in no way do without the use of such a measure as the ECtHR application". Voir également le rapport de l'OSJI « Global Human Rights Litigiation Report », avril 2018 : https://www.justiceinitiative.org/uploads/4e9483ab-a36f-4b2d-9e6f-bb80ec1dcc8d/litigation-global-report-20180428.pdf (consulté le 01/02/2020).

30. Voir par exemple : "Why We Need Drug Policy Reform", avril 2019, https://www.opensocietyfoundations.org/explainers/why-we-need-drug-policy-reform (consulté le 01/02/2020)

31. Voir par exemple : "Understanding Sex Work in an Open Society", avril 2019, https://www.opensocietyfoundations.org/explainers/understanding-sex-work-open-society (consulté le 01/02/2020) ; "Ten Reasons to Decriminalize Sex Work", avril 2015, https://www.opensocietyfoundations.org/publications/ten-reasons-decriminalize-sex-work (consulté le 01/02/2020).

32. Au titre de l'article 34 de la Convention. C'est par exemple le cas dans l'affaire CEDH, "Comité Helsinki arménien" c. Arménie, n° 59109/08, 31 mars 2015.

33. Au titre de l'article 36 du règlement de la Cour.

34. L'ECLJ est intervenu en tierce intervention dans 36 affaires depuis 2009.

35. Dans l'affaire CEDH, M.S.S. c. Belgique et Grèce [GC], n° 30696/09, 21 janvier 2011, relative à la pratique de l'asile en Grèce, AIRE Centre, Amnesty International et Greek Helsinki Monitor sont intervenus.

Le Sénégal de 2020,
sa francophonie et son multilinguisme

Yves MONTENAY
Président de l'Institut Culture, Economie et Géopolitique.
Docteur en démographie politique,
Conférencier et auteur en Démographie, Géopolitique et Francophonie.

L'occasion d'un voyage au Sénégal m'a été donnée par le **Rotary club** qui finance la mise en place de ressources en eau pour des agriculteurs de la ville de Fimela. Ce voyage avait comme objectif la mise à jour de mes connaissances sur ce pays avec, en prime, l'exploration de la Casamance que je ne connaissais jusqu'à présent que par mes lectures.

La Chine et ses virus vue de Dakar

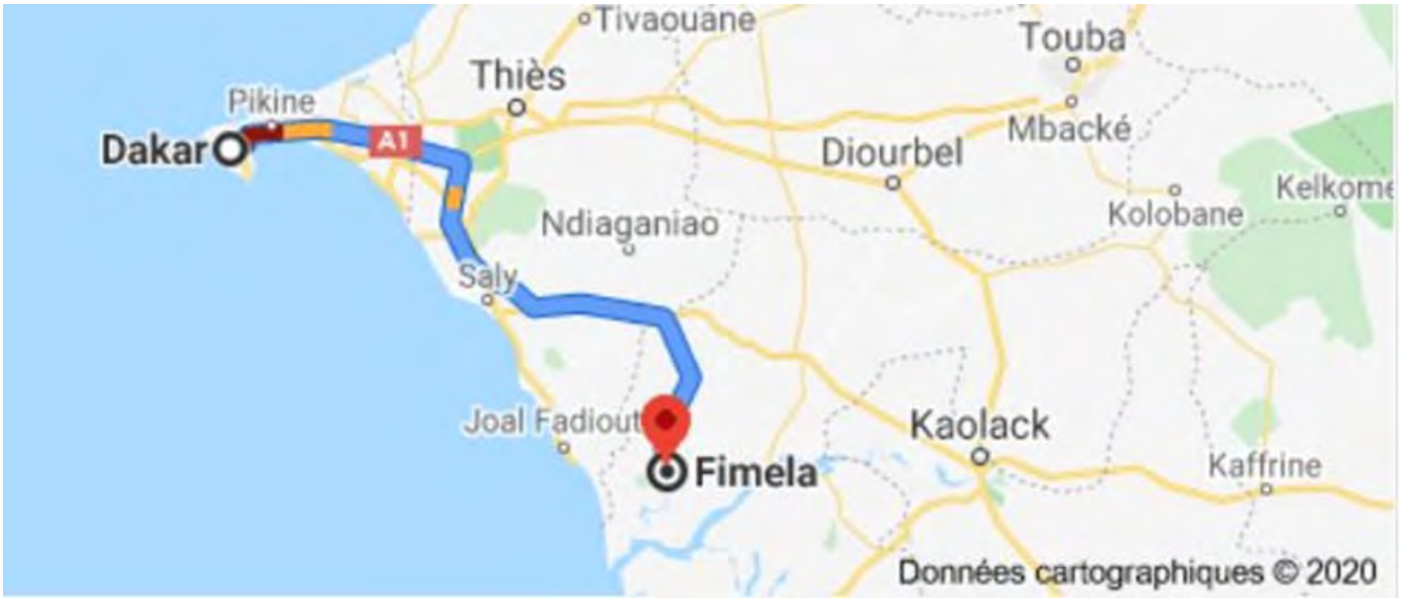
J'ai été d'abord accueilli par le Rotary club « doyen » de Dakar, c'est-à-dire le club le plus ancien de ce pays, fondée en 1940, qui regroupe des acteurs de la société sénégalaise dans sa diversité : chrétiens et musulmans, Européens, Libanais et Sénégalais.
Ce club m'avait demandé de faire un exposé sur la situation chinoise.
L'actualité m'a imposé comme fil conducteur « **la Chine et ses virus** » ces derniers étant soit médicaux *(SRAS de 2003, peste porcine, Coronavirus de 2019)*, soit d'une autre nature, comme la crise démographique et l'étouffement de la libre information, étouffement qui me paraît

menacer son développement à long terme, notamment scientifique.
J'ai donc présenté la Chine comme « un succès mais non un miracle [1]», les causes de ce succès étant en train de s'affaiblir.
La discussion a fait apparaître la variété des points de vue sénégalais sur ce pays qui, comme en France, d'un côté impressionne et de l'autre inquiète[2].
En particulier la Chine venait de « rafler » la récolte d'arachide, principal produit agricole du Sénégal, en l'achetant au-dessus du prix garanti et en l'exportant à l'état brut. Cela a fait le bonheur des agriculteurs, mais le malheur des huileries et de toute la chaîne aval qui se retrouve sans travail.
D'où le débat : l'influence politique, culturelle et financière, ainsi que l'immigration chinoise sont-ils du néocolonialisme ?
Mais revenons au Sénégal.

Dakar

Le contraste entre l'aérodrome international de Dakar et l'aérodrome parisien de Roissy Charles De Gaulle est vertigineux : **tout y est en français**, langue officielle et scolaire, à part l'inévitable « sortie/exit » et autre signalisation basique. **Rien en anglais**, ni d'ailleurs en wolof ou arabe.
À force de chercher, on finit certes par trouver quelques mots anglais dans une phrase de l'opérateur Orange, mais qui fait bien pire en France !
Depuis mon dernier passage, la ville de Dakar a accueilli une **autoroute** démarrant en centre-ville et allant jusqu'au **nouvel aéroport** international Blaise Diagne, situé à 47 km au sud-est de Dakar, et le long de laquelle est en train de se construire une véritable ville nouvelle, Diamniadio[3].
Cela n'empêche pas le centre-ville de se densifier avec de plus en plus d'immeubles de hauteur sans élargissement des trottoirs ni espaces verts supplémentaires. Cela maintient dans la ville les gaz d'échappement et l'air chaud des climatiseurs… Bref on étouffe, malgré la situation remarquable de la ville, presqu'île plongée dans l'océan, qui pourrait être verte et fraîche…
Le décor urbain, là aussi, est resté d'une **francophonie quasi totale**. Le marché populaire du plateau *(le centre-ville historique, terme que l'on retrouve d'Abidjan à Montréal)* n'a pas beaucoup changé.
L'offre s'est diversifiée avec des produits alimentaires plus variés en général sous emballage francophone, et venant souvent

Diamniadio



de France, voisinant avec une marée de petits matériels électroniques sous emballage en anglais et mandarin…
Après Dakar, direction Fimela !

Fimela

Notre groupe Rotary part dans la provisoire fraîcheur matinale (il fera bientôt 40 à l'ombre) pour Fimela, ville sur la rive nord du Siné Saloum, un ensemble de bras de mer ayant envahi le cours inférieur des

Bras de mer Siné Saloum à Fimela

petits fleuves Siné et Saloum.
C'est une des régions touristiques du Sénégal qui en comporte de nombreuses, de Saint-Louis à l'extrême nord du pays au Club Méditerranée du Cap Skirring à son extrémité sud.
Nous rejoignons le reste de l'équipe agricole à la mairie, très modeste… bien que d'une agglomération d'environ 30 000 habitants.
Cette agglomération est très active entre ses nombreux hôtels et activités touristiques sur la rive du bras de mer, son agriculture et production de jus de fruits (avec l'aide de vastes panneaux solaires), sans parler des activités habituelles dont un lycée. J'ai eu la chance de pouvoir réaliser une entrevue en vidéo du maire de la commune de Fimela, **Karim Sène**, que vous trouverez plus bas.
Et cette activité n'est pas seulement le petit commerce et l'artisanat d'objets « traditionnels », comme le retiennent les touristes, mais aussi la production, dont de

Les puits de Fimela avec la plaque du Rotary

nombreux éléments nécessaires au bâtiment privé ou administratif, dont la croissance reflète la démographie, ainsi que ceux qui nécessaires pour l'automobile et autres engins à moteur.
Notre équipe se dirige vers le petit complexe agricole que nous soutenons, qui comprend 7 lots, dont l'un attribué à une femme, avec chacun leur puits et une base commune comprenant un centre de formation à la culture biologique.
L'inspection se révèle satisfaisante et permettra le déblocage du solde de l'aide du Rotary.
Après Fimela, direction la Casamance !

La Casamance

Pour aller dans cette région du sud du Sénégal, il faut d'abord traverser la **Gambie**, colonie anglophone enfoncée profondément en territoire sénégalais et vivant notamment de contrebande.
Des pays moins pacifiques que le Sénégal auraient « réglé le problème » depuis longtemps, mais on ne peut pas avoir une chose et son contraire : un pays calme et une aventure politique, et éventuellement militaire, visant un pays faisant alors partie du Commonwealth, et qui vient d'y adhérer de nouveau.
La Casamance, c'est aussi le nom d'un profond bras de mer, qui se subdivise en d'innombrables canaux et lagunes entrecoupées de mangroves.

La capitale, **Ziguinchor**, lointainement fondée par les Portugais avant son acquisition à l'amiable par les Français, borde la Casamance et son charme attire de nouveau les touristes depuis la fin des « désordres » en 2013.
« Désordres » et non «guerre civile » est le terme aujourd'hui politiquement correct, même si on admet qu'il était dangereux de s'éloigner de Ziguinchor. Ces troubles étaient le reflet de l'opposition climatique (terre et eau en abondance), ethnique et religieuse avec le reste du Sénégal.
D'où une immigration venue du nord du pays largement musulman et wolophone, alors que la population locale est souvent catholique et parle le dioula.
Heureusement la tolérance générale a fini par l'emporter, couplée à la promesse d'une

Casamance, Sénégal

réunification administrative de la Casamance et de son autonomie. J'espère avoir bien compris…

Mes interlocuteurs ont insisté sur une spécificité culturelle de la Casamance : la permanence du **fond culturel « animiste »** tant chez les chrétiens que chez les musulmans, « animisme » conçu non comme une religion mais comme un rapport à la nature… en avance sur l'**écologisme** occidental rajoutent certains.

Mon expérience africaine me suggère néanmoins que cette permanence discrète de l'animisme ne se limite pas à la Casamance.

Revenons aux **paysages verdoyants** contrastant avec la sécheresse du nord du pays : de Ziguinchor à la côte, on a l'impression de ne pas quitter niveau de la mer et les mangroves : une grande partie du paysage disparaît à marée haute.

Néanmoins, là où il y a suffisamment de terre ferme, la pluie de l'été évacue le sel et est stockée dans des rizières. Si on y ajoute les cultures fruitières et le tourisme, on a une économie locale relativement prospère.

Le tourisme est illustré par le Club Méditerranée bien connu du **Cap Skirring**, qui, avec quelques autres hôtels agréables, illustre parmi 1000 autres dans le monde, la trilogie « soleil, palmiers, plage ».

Club Med Cap Skirring – Sénégal

Le français, le wolof et les autres langues à l'école

À chacune de nos étapes – Dakar, Fimela, la Casamance – les conversations, en excellent français, ont été très libres sur tous les sujets et particulièrement ceux qui concernent mon activité et celle de l'ICEG, à savoir le développement économique et la

situation relative des langues dans le pays.
Si le français est l'unique langue officielle et scolaire, la majorité de la population parle le wolof, une plus grande majorité le comprend et l'utilise occasionnellement à côté des autre langues « nationales » dont le sérère et le dioula.
L'interview d'élèves du primaire et du secondaire impressionne par la qualité de leur français et l'ambition des manuels. Il s'y ajoute les autres compétences en langues (le wolof, la langue locale, et deux langues étrangères, l'anglais et une autre langue européenne, parfois le portugais assez présent avec les Cap-verdiens et les originaires de la Guinée-Bissau).

Le hasard m'aurait-il fait tomber sur les meilleurs élèves ? Le contraste est net avec la masse des adultes et des « vieux » non scolarisés.
En simplifiant beaucoup, la fraction de la population scolarisée dans l'enseignement public ou privé, hors écoles coraniques[4], a donc une bonne connaissance du français. Quel est l'importance de cette fraction ? Une synthèse rapide des chiffres très variés de l'Unesco donne autour de 65 % d'alphabétisés chez les 15/24 ans mais seulement de 50 % pour l'ensemble des adultes.
Bref il reste beaucoup à faire, tant pour la connaissance du français que pour le développement économique du pays.

… dans la vie courante

Cette fraction scolarisée sait utiliser verbalement le français, même si son usage n'est pas quotidien, sauf dans certains métiers où certaines circonstances comme le prêche dominical pour une partie des chrétiens, tandis que le prêche musulman, massivement majoritaire, serait en arabe puis traduit, surtout en wolof. En effet, même les anciens des écoles coraniques ne parlent pas arabe : réciter le Coran par cœur ne suffit pas pour cela.

Toutefois, malgré l'usage général du wolof, et lorsque les deux parents et tous les enfants ont été scolarisés, on voit, selon certains témoignages, apparaître des conversations familiales en français, ce qui rappelle le début du processus, beaucoup plus ancien et beaucoup plus avancé, qui a fait du française la langue familiale dans une partie notable de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Gabon…
L'usage du français à l'écrit est prépondérant, car le wolof et les autres langues nationales n'étant pas enseignées à l'école, souvent on ne sait pas les écrire.
Ce contexte explique qu'il y ait sur les réseaux sociaux un débat assez vigoureux sur la nécessité de réduire le rôle du français[5], voire de le supprimer, et d'augmenter celui du wolof (donc dans un 2e temps de l'arabe et de l'anglais).
Beaucoup d'interlocuteurs estiment toutefois ce débat tout à fait artificiel et limité à certains milieux éloignés des

nécessités économiques et intellectuelles pratiques, ou le fait de politiques qui veulent « se poser en s'opposant ». Des arguments pédagogiques se mêlent à des sensibilités politiques, et je laisse ce débat aux Sénégalais.

Le français, outil de coopération

Je constate que les opérationnels (par opposition aux « purs » intellectuels) participent à une coopération importante, officielle, mais surtout « décentralisée » avec la France ou des O.N.G. francophones, qu'illustre bien mon interview du maire de la commune de Fimela :
Cette « coopération décentralisée » s'oppose à « l'officielle », c'est-à-dire d'État à État ou en provenance d'organisations multilatérales, dont les fonds suivent des circuits plus administratifs et … « moins sécurisés » (façon polie d'évoquer la corruption).
Les municipalités comptent par exemple sur la coopération avec les communes du Nord pour résoudre le problème des déchets, envahissants comme dans la plupart des autres pays du Sud. La prise de conscience est faite et les municipalités travaillent à le résoudre.
Ces opérationnels -pas seulement municipaux- ont ainsi conscience de participer à la famille francophone. Et non « française ». C'est l'occasion de rappeler une phrase d'Emmanuel Macron : « *Il n'y a plus de culture française, mais une culture francophone* ». Phrase malheureusement tronquée (« *Il n'y a plus de culture française* ») par des ignorants de l'Afrique.

Un masochisme français

Je ne vois pas pourquoi beaucoup d'intellectuels français insistent sur le côté « colonial » de notre langue, à l'opposé des anglophones et des arabophones, pourtant tout aussi « coloniaux » au sud du Sahara.
Ces intellectuels regroupent bizarrement deux camps opposés : à gauche les « repentants du colonialisme » et, à droite, les épouvantés par une immigration africaine que la communauté de langue dirigerait d'abord vers la France : « *je préférerais qu'ils parlent anglais et ne viennent pas chez nous, tant pis pour l'avenir du français.* ».
Les Français sous-estiment par ailleurs souvent la qualification réelle des immigrés africains, tant maghrébins que sub-sahariens, et les métiers qu'ils exercent en France : on pointe « les assistés » non qualifiés, parfois délinquants, en oubliant qu'ils sont souvent interdits de travail en attendant l'examen de leur dossier ; on ne voit pas les médecins et les informaticiens… tout simplement parce qu'ils sont intégrés.
Une meilleure information, ni méprisante ni « victimaire », serait un grand progrès, mais c'est un autre sujet.
Bref, **venez au Sénégal**, un des pays les plus calmes et les plus démocratiques d'Afrique, et qui nous aide à **sauvegarder le français**, langue mondiale et maintenant surtout africaine.

Y.M.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. https://www.yvesmontenay.fr/2019/01/24/croissance-il-ny-a-pas-de-miracle-chinois/

2. https://www.yvesmontenay.fr/2018/10/26/chinafrique-mythes-et-realites/

3. https://www.jeuneafrique.com/618143/economie/senegal-diamniadio-la-ville-nouvelle-qui-veut-redonner-un-souffle-a-dakar/

4. https://www.yvesmontenay.fr/2017/08/23/le-francais-le-walof-et-le-coran-au-senegal/

5. https://www.yvesmontenay.fr/2019/10/11/loffensive-anti-francaise-en-afrique-y-menace-les-systemes-scolaires/

Transdisciplinarité et humanisme

Yannick BRUN-PICARD
Docteur en géographie, auteur

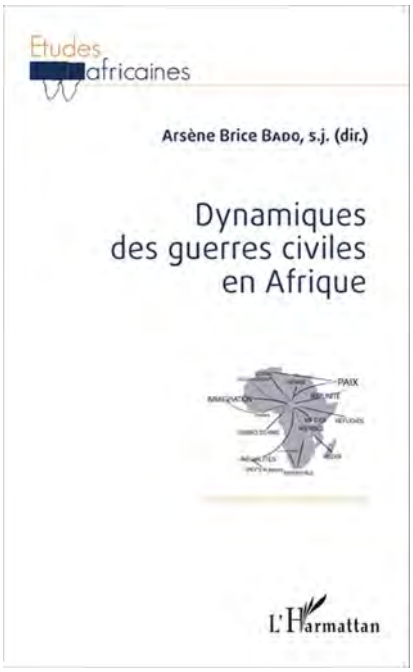
Les évènements sanitaires mondiaux récents liés au COVID-19 ont été exposés, dans le précédent numéro de la revue « Méthode »[1], pour leurs premières conséquences, implications, tensions et incompréhensions. Ils sont journellement médiatisés dans leurs phases d'expansion selon les territoires et les conséquences pour les populations, les économies ou les structures sociétales. Les intervenants de tous les domaines scientifiques exposent dans leurs développements, sans les nommer, des pratiques transdisciplinaires et une conscientisation humaniste indispensable pour répondre aux maux auxquels nos sociétés ont à répondre et auxquels elles auront à faire face.

En toute subjectivité objectivée, il est donné, à chaque observateur des phénomènes en action au sein des interfaces sociétales que nous partageons et pour lesquelles nous sommes des constituants, la capacité de pouvoir affirmer qu'aucune action ou décision ne peut être prise pour elle-même sans concevoir ses interdépendances ni ses conséquences sur les domaines connexes. Cela sous-tend que la transdisciplinarité devient une norme silencieuse avec laquelle composent les intervenants et les décideurs. Simultanément, la prise en considération du vivant, de nos sociétés, de l'avenir et de la qualité de vie sur la Terre met en avant l'émergence tout aussi discrète d'une forme d'humanisme.

Aspirer à œuvrer avec méthode pour répondre aux évolutions contemporaines s'effectue, tout en concevant le monde d'après-demain, afin que la diversité du vivant soit préservée et que nos dépendances soient réduites sans pour cela éradiquer les moteurs mercantiles, en mettant en œuvre des démarches transdisciplinaires vectrices d'humanisme. Ce positionnement se trouve marginalisé, pour ne pas dire frappé du sceau de « non scientifique », voire il subit l'inquisition de la norme, laquelle n'est pas prête à admettre l'interpénétration des domaines scientifiques au service de savoirs de nature scientifique et du devenir de l'Humanité.

Comment mettre à la disposition du plus grand nombre la transdisciplinarité et l'humanisme tout en

préservant la scientificité des démarches entreprises, quelques soient les domaines d'intervention, mais plus spécifiquement ceux des sciences humaines, sociétales et éducatives ?



Les lectrices et les lecteurs fidèles ou occasionnels de la revue ont déjà pris connaissance des axes particuliers sur lesquels s'appuient les travaux tendus en direction du paradigme de durabilité[2]. Pour les lignes à venir, il est proposé d'aller un peu plus loin dans les pratiques méthodiques et méthodologiques propices à une meilleure compréhension du monde des faits. Des facettes ont été développées il y a quelques années[3] pour les domaines spécifiques des conflits en Afrique. Aujourd'hui, l'association de la transdisciplinarité et de l'humanisme est une forme d'agrégation pragmatique de deux ouvrages[4/5] afin que chaque personne s'approprie les potentialités expansives de ces pratiques sans amputer la qualité de ses productions.

Ainsi, pour entrer en résonnance[6] avec les inquiétudes immédiates du monde en mouvement, celles plus profondes de la gestion des phénomènes, celles de nature conceptuelle de ce que nous voulons construire et celles qui sont pour l'heure non préhensiles de l'esprit qui orientera cette effervescence, il est posé des jalons indicatifs et incitatifs sur ce qu'est la transdisciplinarité et l'humanisme. Puis, une contextualisation des mises en œuvre plus ou moins visibles prépare la diagonalisation d'exemples et la reconnaissance des freins et des limites à cette orientation méthodique. Enfin, la notion d'outil paradigmatique pour tous finalise cette brève incursion au cœur d'une conception projective des pratiques des études des faits sociétaux à l'œuvre dans nos territoires.

Trans-disciplinarité et humanisme

Présenter la transdisciplinarité et l'humanisme par le menu en quelques lignes serait incongru. Seuls des traits majeurs et sélectifs sont très brièvement exposés afin de percevoir l'étendue de ce qu'il reste à étudier pour ces deux domaines participant à la construction des savoirs et des connaissances. La transdisciplinarité[7] est suivie de l'humanisme géographique[8] car l'orientation essentielle de ces lignes est de faire en sorte que les personnes intègrent le support terrestre et ce qui constitue l'épiderme dans les constituants indispensables à l'optimisation de nos compréhensions et de nos propositions. En outre, en limitant l'humanisme employé, il est plus simple de s'immerger au cœur des interfaces humanité/espaces terrestres pour discerner l'impact de l'anthropisation sans conscience, si ce n'est celle de briller ou de faire du profit. Cette conception limitative conduit aux deux aspects suivants que l'on trouve dans un ouvrage récent[9].

TRANSDISCIPLINARITÉ

Dans un cadre contextuel large, elle est la mise en synergie socioconstructive d'actants de différents domaines scientifiques, dans un esprit de moindre contrainte, d'effervescence cognitive, afin d'œuvrer à la finalisation d'objectifs collectifs et sociétaux

partagés par la mise en application d'une collaboration coopérative, de nature praxéologique, produite par une médiance trajective induite par les participants, hors de toute hiérarchie ou d'une soumission à un dogme idéologique et/ou méthodologique. Ainsi, les sciences préservent leur identité, sous l'impulsion de leurs producteurs, tout en construisant une œuvre, collective ou individuelle, responsable adaptée à une réalité que les intervenants aspirent à voir évoluer au service de la progression des savoirs.
Les frontières des spécialités sont dissoutes pour qu'une trajection soit opérée par les individus. Ils exposent des résultats vérifiables, reproductibles, transposables et falsifiables. Ils sont soutenus dans cette dynamique par une émulation socioconstructive alimentée avec une convivance recherchée lors des échanges, des dialogues, des réciprocités transformatives et des validations des différentes étapes de la production finalisée au service de l'ensemble des parties en présence et plus largement de l'Humanité. Lorsqu'elle est mise en œuvre individuellement, par une personne qui étudie un phénomène sociétal spécifique, l'actant construit une trajection entre les domaines connexes constituant les contextes d'étude, d'investigation, d'analyse ou de critique afin d'user de tous les ressorts des savoirs disponibles pour rendre préhensiles les réalités comprises puis explicitées en toute impartialité. Elle est alors une démarche pragmatique vectrice de scientificité pour des œuvres collectives aux ancrages diversifiés tout en étant un cadre méthodologique ouvert pour chaque actant en mesure d'œuvrer au cœur d'une complexité évolutive en acceptant la richesse du monde des faits et ses interdépendances.

HUMANISME GÉOGRAPHIQUE

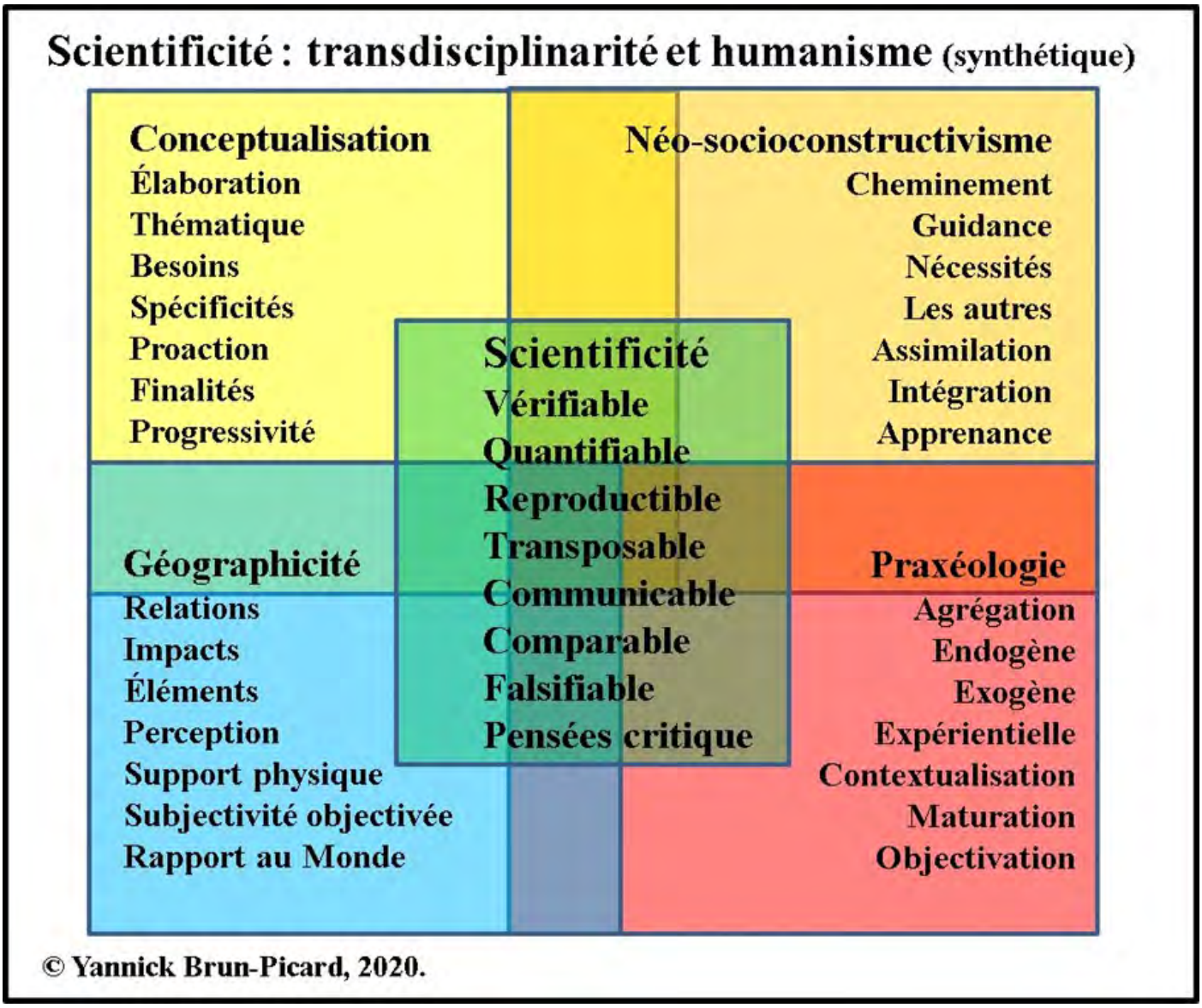
C'est une conception des pratiques scientifiques, de l'engagement individuel et collectif pour laquelle une bienveillance et une distanciation empathique orientent les interventions des actants afin que le vivant

soit préservé dans ses diversités, que la Terre et l'épiderme terrestre demeurent vivables pour les prochaines générations, que nos sociétés œuvrent à la plénitude de chaque individu tout en participant aux progrès de l'évolution, et que les savoirs largement diffusés soient une image intègre des réalités qui ont participé et qui participent au monde que l'Humanité vit et qu'elle laissera en héritage.
Il est une conscientisation des maux causés par l'avidité d'une anthropisation irraisonnée, tout en concevant l'œuvre à accomplir au service du plus grand nombre, en faisant de l'Humanité un élément dépendant de son environnement ainsi que de son seul lieu de vie : la Terre.
Les deux ensembles définitoires proposent à la perception des leviers originaux pouvant être personnalisés afin de répondre au mieux aux réalités auxquelles s'attache un analyste. L'insistance avec laquelle la transdisciplinarité est exposée, bien que trop superficiellement, met en perspective l'étendue des possibles en particulier dès lors que la contextualisation des constructions cognitives s'applique à rendre les faits et les phénomènes tels qu'ils sont et non tels qu'un dogme ou une conviction laisse entendre qu'ils sont.

Contextualisation de mise en application

Les bases sont jetées. La transdisciplinarité est en place accompagnée par un humanisme géographique que l'on veut voir s'appliquer pour les territoires, l'épiderme terrestre, le vivant ainsi que pour les dynamiques sociétales qui s'impriment dans ces lieux de vie. Afin de contextualiser une mise en application de ces axes méthodiques, il est nécessaire de montrer ce qu'est la scientificité indissociable de la pensée critique tout en insistant sur la praxéologie. Cette dernière est très proche des sciences de l'ingénieur pour lesquelles les intervenants acceptent l'erreur et vont jusqu'au point de rupture pour ne jamais reproduire les maux déjà rencontrés.

Vous aurez remarqué que la terminologie mise en œuvre dans cette affirmation de la transdisciplinarité accompagnée de l'humanisme induit des réentrées fonctionnelles des concepts sur eux-mêmes en relation avec les aspects connexes. Cela indique que la scientificité attendue est elle aussi un produit des dynamiques internes produites par l'analyste lors de ses études et de ses explications. Ces imbrications à multiples niveaux se retrouvent de manière synthétique dans la figure suivante où sont associés les éléments principaux à cette démarche. Toutefois, deux aspects sont définis ci-après, car leur utilisation est rare sans être explicitée.



PENSÉE CRITIQUE

Elle est un processus de décorticage d'une réalité afin de mettre en relief ses articulations, ses forces, ses faiblesses, ses orientations pour comprendre ses agencements, percevoir ses finalités et pouvoir proposer des alternatives transposables et réalistes dans l'exercice de l'Enseignement. Elle exige une argumentation et fondée et alimentée en relation étroite avec le contexte de mise en œuvre et l'implication des apprenants. Elle impose de la rigueur, une distanciation empathique, une mise à l'écart des croyances, des certitudes, des convictions et des dogmes pour parvenir à une expression autonome, diffusable, partageable et transposable des résultats. Elle permet aux actants d'exprimer leurs analyses sur des faits, des phénomènes, des savoirs et des activités en explicitant leurs perceptions tout en prenant en compte l'avis des pairs, les différences, les mouvances et les divergences d'approche ou de conception pour enrichir les savoirs disponibles sur le monde des faits.

PRAXÉOLOGIE

La praxéologie est une démarche méthodique, au cœur de l'action, articulée selon des modèles complémentaires et parfois en tension. Elle agrège les aspects pertinents, selon le principe de moindre contrainte dans une orientation de nature transdisciplinaire, des modèles systémiques, socioconstructifs, structurels, cognitivistes, génétiques, pragmatiques et dialogiques de conscientisation récursive et autorégulée sur : l'agir, le perçu, le produit et la destination. L'analyse, structurée et construite, implique l'ensemble des dimensions, des mises en synergie, afin d'atteindre la réalisation d'une production professionnelle en fonction de ses temporalités, ses dynamiques de rupture/ continuité de la structuration de l'interface de contact pour l'ensemble des agissants.
Ainsi s'atteignent pour l'actant des ajustements fonctionnels des savoirs évolutifs sur le domaine d'étude et s'acquièrent des capacités innovantes de prévisibilité, d'anticipation et de projection. Sa finalité s'exprime dans la production d'une théorie à même de nous éclairer sur une réalité et par extension sur notre Humanité.
La pensée critique et la praxéologie au sein d'une pratique transdisciplinaire participent à la production de la scientificité indispensable à toute production de savoirs diffusables et assimilables. Cela implique que des interfaces de contact et des interfaces territorialisées[10] soient intégrées dans les structurations analytiques soumises aux destinataires. La scientificité conceptualisée par une représentation synthétique permet à chaque lecteur désireux de l'appliquer de sélectionner les éléments pertinents pour son objet d'étude en préservant la qualité de ses travaux.

Exemples diagonalisés

La scientificité brièvement exposée laisse une large liberté au concepteur d'une étude. Afin, de percevoir les fonctionnalités de la scientificité ainsi caractérisée des exemples sont diagonalisés. La pensée critique mise en œuvre dans une démarche praxéologique conduite par l'exercice d'une transdisciplinarité de nature humaniste a été mise en application dans des recherches où il était nécessaire d'aller plus profondément que l'évidence factuelle qui trop souvent donne satisfaction, car elle ne permet pas de mettre en exergue les causes ni les responsabilités.
Lors de communications et de conférences

Congrès de l'ACFAS, Montréal, mai 2016

données essentiellement lors du congrès annuel de l'ACFAS (Association francophone pour le savoir) qui se déroule au mois de mai au Québec ces axes méthodologiques ont été exposés, défendus, débattus et reconnus par nos pairs. Que ce soit pour l'intégration de l'analyse systémique de durabilité (ASD) ou pour dynamiser l'élan motivationnel en éducation des plus jeunes au plus âgés ces démarches ont été démontrées comme étant pertinentes pour répondre contextuellement à des difficultés ponctuelles ou à la mise en place de solutions pérennes.

Quatre exemples imagent l'application de la transdisciplinarité et de l'humanisme en particulier géographique. Le premier s'attache aux restanques en Provence. Le second prend en considération la motivation des apprenants. Le troisième l'évolution de la graphie des jeunes élèves. La quatrième prête un intérêt soutenu à l'intégration de la notion d'interface humanité/espaces terrestres pour la gestion des risques lors des phénomènes dus aux évolutions climatiques.

Ces quatre domaines imposent l'existence d'un territoire spécifique où la thématique d'étude prend forme et donne sa texture à des réalités. Pour les restanques ce sera un bassin versant où des exploitants agricoles ont développé des techniques de stabilisation du sol, de son irrigation et de sa productibilité en construisant des murs en pierres sèches. La motivation des apprenants est prise en compte dans la salle de classe au même titre que le cas de la graphie tout en conservant une porte ouverte sur l'externalisation des activités au service des actions d'enseignement effectuées à destination des apprenants. La gestion des risques induits par les phénomènes climatiques englobe des territoires étendus, des échelles de réponses, d'interventions et d'implications pouvant inclure la totalité d'une rivière ou d'un fleuve.

Les acteurs en présence sont les intervenants qu'ils soient des éduquants, des aménageurs, des agriculteurs ou des habitants qui aspirent à mieux vivre le monde qui est le leur. Les techniques mises en œuvre relèvent essentiellement des méthodes collaboratives et des pratiques pédagogiques appartenant à la pédagogie socioconstructive pour laquelle la réciprocité transformative dessine en pointillés l'effort transdisciplinaire.

Pour les quatre domaines des dynamiques relationnelles animent des constructions, les relations, les échanges, les implantations en présence qui façonnent les territoires physiques et immatériels que partagent les

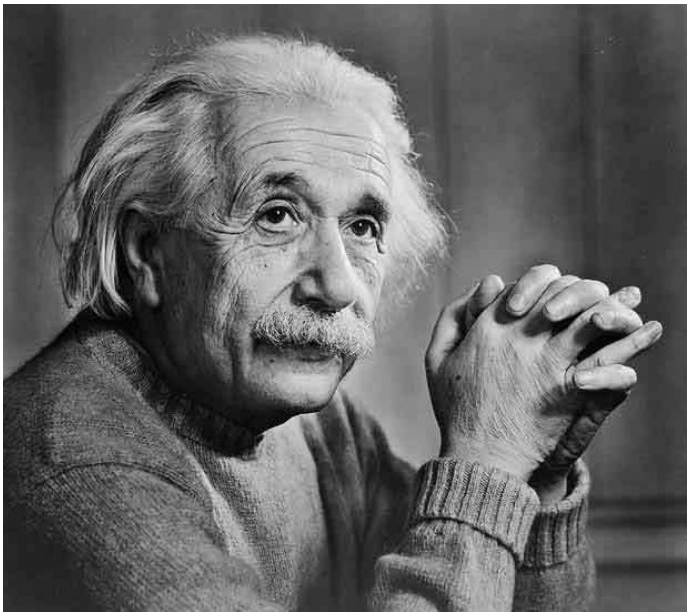
Congrès ACFAS, Université du Québec en Outaouais, mai 2019

participants. À ces dynamiques se soudent les contextes propres et les thématiques pour lesquelles des solutions doivent être proposées pour une plus grande efficience des actions entreprises.
Il est alors possible de structurer une étude transdisciplinaire où les acteurs, les supports, les dynamiques et les réalités spécifiques sont pris en considération pour que chaque partie en présence ne soit pas lésée sous le prétexte qu'elle est trop faible pour s'exprimer. Cette intégrité méthodique annonce des limites et des freins à cette pratique humaniste.

Des freins et des limites

Toute méthode a ses limites et la transdisciplinarité même humaniste ne déroge pas à cette réalité. Toutefois, à l'inverse des autres démarches méthodologiques enfermées dans leur domaine d'exercice, la transdisciplinarité est alimentée par toutes les influences disponibles sans pour cela qu'elle devienne un mouvement brownien incontrôlé.
Cet afflux est une limite concrète. Il laisse entendre aux utilisateurs que tout est possible pour arriver à ses fins. Ce n'est pas le cas. La transdisciplinarité associée à l'humanisme est un auto-contrôle de l'action d'investigation, par la mise en action de réentrées pragmatique de l'actant sur lui-même, afin de préserver l'intégrité des travaux ainsi que leur impartialité. En effet, toute étude de nature transdisciplinaire expose la trame méthodologique appliquée au domaine d'étude. Là, se pose très souvent le problème de la reproductibilité des faits sociétaux, des phénomènes ou des modes opérationnels. Il est impossible de reproduire à l'identique une situation d'interaction entre des individus. Seules des similitudes serviront à l'émergence de particularités propices à la conservation d'enseignements adaptatifs.
La crainte de l'individualisme méthodologique est toute proche. La densité de connaissances, la dimension des objets de recherche et d'étude, la complexité des interactions, des imbrications et des interdépendances au cœur des réalités sociétales, ou encore les inductions insoupçonnées des domaines proximaux font que l'individualisme n'est pas miscible dans les pratiques aux destinations scientifiques. Il est admissible qu'une personne produise une démarche originale et trajective, mais celle-ci doit pouvoir être reproduite de manière similaire par ses pairs, ce que ne permet pas l'individualisme méthodologique qui pose des limites physiques à la transdisciplinarité lorsque celle-ci est employée par ce biais.
Les freins à l'intégration de la transdisciplinarité dans les pratiques scientifiques sont nombreux. Le premier qui suffirait à lui seul est la préservation de l'emprise d'un domaine scientifique sur une parcelle de la production des savoirs. Aucune personne ne tolère que son territoire d'expression intellectuelle puisse être rongé par des producteurs qui ne sont pas des purs spécialistes. Viennent ensuite les partages d'informations horizontales qui devraient être trajectives afin de servir toutes les personnes en présence. Les partages demeurent trop souvent disciplinaires, voire interdisciplinaires, c'est-à-dire que les intervenants conservent les limites, les frontières entre les spécialités et n'agissent qu'en fonction des règles de leur domaine en ignorant le plus souvent ce qui est fait de l'autre côté du couloir. Il est vrai que des groupements de chercheurs existent, que des laboratoires regroupent une large diversité de profil, que des bureaux d'études associent des spécialistes de différents domaines, mais tout ceci n'est que ponctuel et enfermé dans une réalisation où les normes du domaine dominant délimitent le cadre d'intervention et d'analyse.
L'inertie institutionnelle freine de toute son énergie contre l'instauration d'une démarche pour laquelle l'hégémonie d'un domaine ne serait plus la norme, où les pairs ne pourraient plus « évaluer » en fonction de l'appartenance.
Quelque part, cette inertie fait appel au

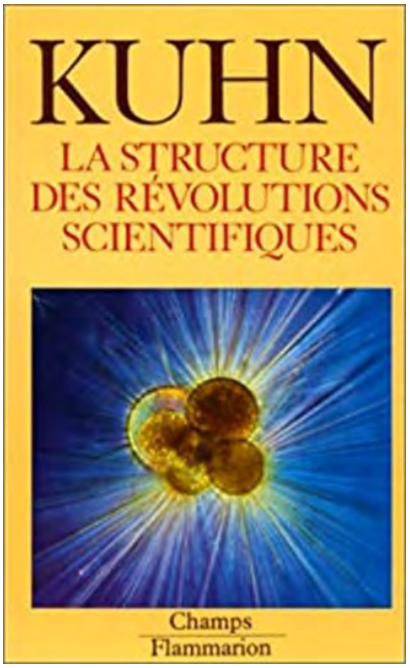
« syndrome Einsteinien » qui fera l'objet probablement de quelques pages ultérieurement. Ce syndrome rappelle le statut d'**Einstein** avant que le soutien de Planck ne permette la large diffusion de ses travaux. Les mandarins ne peuvent pas admettre que des productions transdisciplinaires viennent bousculer leur contrôle sur les publications dites scientifiques, car leur légitimité s'en trouverait amoindrie.



C'est là que l'argument de la méthode vient discréditer toute démarche transdisciplinaire et humaniste puisque celle-ci ne respecte pas les canons d'un domaine et qu'elle intègre une part de subjectivité intolérable pour les tenants d'un quantitativisme restrictif dépendant des seuls chiffres, oubliant que la mesure est effectuée par une personne en fonction d'un contexte et d'une destination.
Les limites et les freins à la pratique transdisciplinaire humaniste sont bien plus denses que les traits superficiels présentés. Ceux-ci indiquent l'immensité du travail à accomplir pour faire maturer les esprits tout en conservant dans un coin de la tête que : « L'obscurantisme se répand lorsque les consciences ne tolèrent que ce qui les conforte. » Une telle limite cognitive et ontologique annonce que cette option possède les qualités pour devenir un outil paradigmatique à la portée de chacun.

Un outil paradigmatique pour tous

Les freins et les limites à l'intégration de la transdisciplinarité et de l'humanisme dans les pratiques scientifiques à même d'étudier les réalités sociétales en cours de réalisation sont parfois gommés pour des activités collectives pour lesquelles les capacités des actants sont cumulatives et s'interpénètrent afin de parvenir à un optimum.
Le néo-socioconstructivisme prend alors toute la place qui peut être la sienne. Il participe à la scientificité attendue dans toute production de savoir. Il contribue à une diffusion impartiale des connaissances. Il apporte une diversité ouverte sur les autres et les cheminements possibles tout en suscitant une guidance dans les réalisations effectuées. Il favorise l'intégration des antagonismes afin de mieux comprendre les faits et leurs conséquences pour l'élaboration de réponses efficaces. Il est indissociable de l'apprenance[11] qui devrait pouvoir être intégrée dans les pratiques d'enseignement et non simplement distillée.
La conceptualisation de l'œuvre à entreprendre dans un contexte de production scientifique est considérée comme un outil tout en étant une étape de la scientificité. Cela signifie que la conceptualisation permet la délimitation et la définition vérifiable de l'objet d'étude tout en donnant le cadre conceptuel de l'analyse développée. Le pragmatisme de James[12] n'est pas très loin. Dans le cas présent, l'intervenant agit objectivement[13] sur la construction de son argumentation tout en reconnaissant la part incompressible de subjectivité présente dans toute perception des réalités due au prisme et à la perspective de lecture des faits. La proaction interne à la conceptualisation catalyse les finalités avec la progressivité indispensable aux particularités abordées.
La transdisciplinarité associée à l'humanisme essentiellement géographique



pour le cas présent est un outil paradigmatique, car elle invite tout actant à modifier ses pratiques pour accepter un décentrement propice à une appropriations des réalités moins déformées que par les outils institutionnels.
L'influence de Kuhn[14] est très présente.
Cependant, pour la transdisciplinarité, il reste un cheminement semé d'habitudes, de certitudes, d'inerties et de facilités pour laquelle l'accès au statut de paradigme novateur est encore long.
Un outil paradigmatique doit permettre de s'extraire des normalités qui ne donnent pas accès aux réalités avec intégrité et équité. Il doit favoriser la responsabilisation des intervenants sociétaux et des producteurs de savoirs pour inciter et inviter les concitoyens à œuvrer pour après-demain et non pour demain matin.
Il imbrique de manière trajective les constituants d'un phénomène pour rendre explicite le monde de faits et pour participer à la construction de solutions pérennes aux maux auxquels nos sociétés doivent et devront répondre. En outre, un tel outil ouvre les frontières des disciplines pour créer des passerelles fonctionnelles et démontrer la somme des interdépendances entre les actants initiateurs de nos interfaces évolutives.
L'acceptation et la mise en œuvre d'un outil paradigmatique qui met sur un pied d'égalité tous les domaines scientifiques ainsi que tous les participants à la construction de savoirs collectifs frôle l'utopie. Toutefois, il est envisageable que les réalités partagées par nos sociétés et les obligations de conscientiser l'impact de nos démissions conduisent les acteurs institutionnels à l'intégration de la transdisciplinarité liée à l'humanisme, au minimum géographique, pour améliorer l'efficience de nos actions au sein des multiples territoires où nous évoluons et auxquels nous appartenons.

Conclusion

La transdisciplinarité alimentée par l'humanisme soutenu par la praxéologie et la pensée critique, lesquelles font appel à la subjectivité objectivée de tout individu propose des perspectives de lectures du monde des faits expurgées des croyances, des convictions, des dogmes et de l'hégémonie d'une méthode. Cette orientation expose et rend explicite les outils, les moyens, les biais, les contextes d'appropriation des phénomènes et des évènements présentés par l'analyste. Ce dernier dépasse l'exposition, la compilation et le commentaire de texte trop présents et pourtant source exclusive de légitimité. En se donnant la peine de comprendre la méthode transdisciplinaire pour que l'objet d'étude ne soit pas tronqué, les observateurs se dotent d'un outil performant où l'humanisme trouve toutes ses dimensions.
Il est vrai que dans les contextes scientifiques actuels où le quantitativisme est déifié, ou les méthodes institutionnelles sont les seules reconnues, où l'intolérance à la différence et à la diversité fait que toute émergence est tancée, où les décideurs n'acceptent qu'une réalité en adéquation avec leurs convictions et leurs croyances, une telle démarche transdisciplinaire et humaniste ne peut faire que bondir les critiques.
Néanmoins, la prise en compte en toute scientificité des contextes, des acteurs, des dynamiques et des supports permet s'immerger au cœur des phénomènes et de rendre préhensiles les réalités en toute intégrité et impartialité. Décrire les faits en détails est une démarche pour ainsi dire journalistique, laquelle trouve sa place en tant qu'axe d'approche des actants. Ainsi, une méthodologie reproductible est exploitable pour l'étude, la compréhension,

l'explication et la diffusion de savoirs au service de l'humanité.
Il demeure énormément de chemin à parcourir pour que la transdisciplinarité et l'humanisme soient mis en œuvre avec les leviers internes présentés. Toutefois, l'emprise des faits sur nos sociétés, l'impact croissant des phénomènes naturels dans nos territoires, les obligations de réponses viables et non plus seulement économiques et spéculatives ou encore la nécessaire prise en considération de la multitude à laquelle nous appartenons sont autant d'appels à faire en sorte que la transdisciplinarité et l'humanisme soient intégrés dans les pratiques méthodologiques, tout en se préservant d'en faire un dogme source d'errance, d'où l'impérative conscientisation critique qui accompagne cette démarche.

Y. B-P.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Revue Méthode n°19 https://fr.calameo.com/read/001127514389O914ff108

2. Revue Méthode n°17 https://fr.calameo.com/read/001127514l7a78848aefa

3. Brun-Picard Yannick, 2015, Vers une théorisation de l'interface de conflictualité, in, Dynamiques des guerres civiles en Afrique, Bado Arsène Brice, L'Harmattan, pp.39-66.

4. Brun-Picard Yannick, 2019, Transdisciplinarité, Mettre en pratique dans les réalités éducatives, L'Harmattan : https://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=64808

5. Brun-Picard Yannick, 2020, Voyage en géographie, Enseigner et éduquer à une pratique humaniste, L'Harmattan : https://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=65563

6. Littré, Dictionnaire de la langue française, 7 volumes. P. 5550

7. Nicolescu Basarab, 1996, La transdisciplinarité, Monaco, Éditions du Rocher.

8. Bailly Antoine, Scariati Renato, 1990, L'Humanisme en Géographie, Anthropos.

9. Brun-Picard, 2020, p.33 et p.144

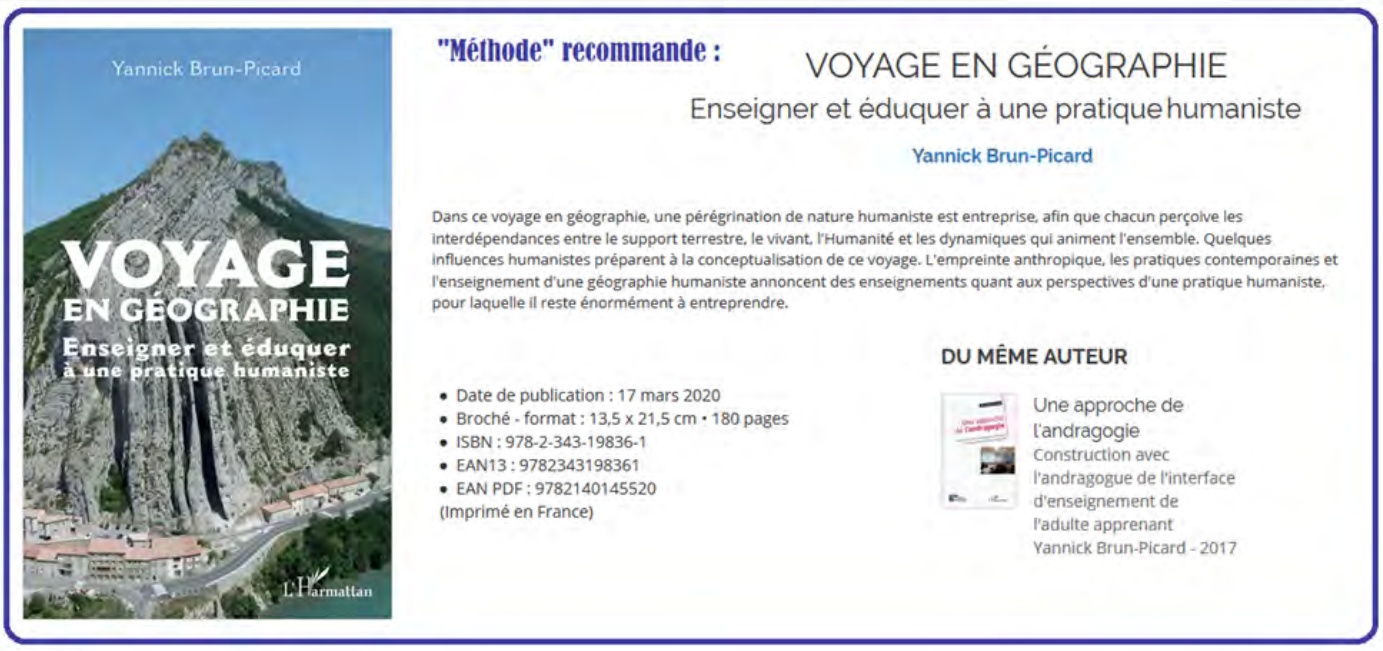
10. Ferrier Jean-Paul, 2010, Géographie des interfaces, Versailles, Quae.

11. Brun-Picard, 2020, pp.110-116.

12. James William, 2011, Le pragmatisme, Flammarion Champs classiques.

13. Popper Karl, 2009, La connaissance objective, Flammarion Champs classiques.

14. Kuhn Thomas, 1972, La structure des révolutions scientifiques, Flammarion.



LE VÉHICULE ÉLECTRIQUE VU AUTREMENT…

Jean-Marc TRUCHET
Ingénieur en nucléaire civil et auteur

Énergie éolienne, énergie photovoltaïque, véhicules électriques… au-delà des informations et des incitations souvent alléchantes diffusées par les gouvernements et/ou les médias, il est évidemment important d'analyser ce mode de propulsion qui progresse sur le marché automobile courant dont le mot écologie apparaît comme le principal argument. Toutefois, encore faudrait-t-il savoir de quelle écologie il s'agit…

En effet, sans entrer dans trop de détails, lorsque l'on veut pratiquer de la vraie écologie, pas de l'écologie-business et/ou de la politique électoraliste, l'une et l'autre généralement financées par le contribuable, il faut remonter jusqu'au bout d'un procédé et ne pas s'arrêter en route en flattant le cœur dudit consommateur.

C'est ce que l'on appelle l'analyse de la valeur ou le cycle de vie d'un produit, quel qu'il soit. Ce n'est pas évident car il s'agit ici d'un gros travail en commençant depuis la mine ou depuis ce qui concourt à la naissance d'un produit jusqu'à son élimination la plus totale, incluant tant la quantité d'énergie consommée que sa qualité mais aussi son impact sur l'environnement.

Naturellement, il ne peut être question d'aller aussi loin dans ce document qui se contentera nécessairement de l'essentiel.

Le véhicule électrique

Dans le cas du véhicule électrique, par mesure de simplification nous partirons du générateur de production d'énergie électrique et pour le véhicule à moteur thermique depuis la pompe à carburant.

Toutefois, convenons que c'est un peu juste car pour être précis, en ce qui concerne les énergies primaires non renouvelables il faudrait dans un cas comme dans l'autre remonter jusqu'au bout de la filière, autrement dit, au puits de pétrole ou de gaz naturel et à la mine de charbon ou d'uranium.

Pour mémoire, les rendements moyens pour les générateurs électriques aux bornes du transformateur haute tension (HT) sont les suivants :

Centrale thermique à charbon : » 44 %

Centrale thermique à gaz naturel ou à fuel : » 46 %

Centrale nucléaire type à eau pressurisée (REP) : 33 %

Centrale nucléaire surgénérateur (^{239}Pu) : » 45 %

Turbine à Gaz (TAG) de grande puissance : » 62 % [1]

Centrale hydraulique : » 85 % [2]

Générateur électrique éolien sortie transformateur HT ou électronique de puissance : » 80 %

Concernant les rendements moyens des différents véhicules légers, hors phase de roulement, c'est-à-dire sans considérer les frottements des pneumatiques, de l'air et de la transmission :

Motorisation essence : 25 %

Motorisation diesel type HDI (injection très haute pression) ou similaire : 35%

Voiture automobile à propulsion électrique : 80 % (incluant le rendement des batteries)

Concernant les deux types de moteurs thermiques d'automobiles, si l'on considère le véhicule dans son ensemble roulant, soit en réalité environ 20 % pour la voiture à essence et 25/28 % pour la voiture à moteur diesel récent type HDI... Nous ne sommes donc pas loin des meilleures locomotives à vapeur, type Chapelon, avec un rendement de » 15 à 16 % (141 R, 241 P, etc.).

En effet, pour être juste, cette chute de rendement doit être considérée en incluant tous les régimes de fonctionnement du moteur et non pas le rendement au meilleur point du cycle thermodynamique ainsi que les pertes de roulement comme les pertes aérodynamiques qui, pour ces dernières, sont contenues pour la plupart des voitures courantes entre un Cx de 0.25 à 0.30 (coefficient de trainée aérodynamique), hors véhicules utilitaires.

Multiplions les h... (h = rendement)

Examinons maintenant suivant chaque cas le rendement moyen en % d'un véhicule électrique léger suivant la source de production d'énergie :

Centrale thermique à charbon : » 44 x 0.80 = 0.35 %

Centrale thermique à gaz naturel ou à fuel : 46 x 0.80 = 36.8 %

Centrale nucléaire type à eau pressurisée (REP) : 33 x 0.80 = 26 %

Centrale nucléaire surgénérateur (^{239}Pu) : » 36 %

Centrale hydraulique : 80 x 0.85 = 68 %

Voiture électrique NISSAN LEAF 2 (version 2018). Capacité 40 kW/h. Photo JMT 2020

Générateur électrique éolien sortie transformateur HT ou électronique de puissance : 80 x 0.80 = 64 %

Turbine à Gaz (TAG) de grande puissance : 62 x 0.80 = 49.60 %

À cela doivent se soustraire les pertes en lignes du réseau électrique (HT, MT, BT) entre le générateur, tous types confondus et le consommateur, soit 7 à 8% de la production ce qui, toutefois, ne signifie pas 8% de rendement en moins [3].

En première conclusion

Que l'on modifie un peu les rendements ci-dessus dans le sens de l'amélioration ne change pas fondamentalement le résultat. Ainsi, la conclusion s'énonce d'elle-même car si l'on ne considère que le rendement final incluant la propulsion et le roulement, la voiture, dite électrique, n'a guère d'intérêt qu'avec la production d'énergie d'origine hydraulique ou éventuellement éolienne puisque l'une et l'autre ne font que de transformer de l'énergie mécanique (le vent et l'eau) en une autre forme d'énergie également mécanique.
Ce n'est évidemment pas le cas des centrales thermiques à combustibles fossiles, comme d'ailleurs les actuelles centrales nucléaires qui transforment l'énergie thermique en énergie mécanique.
Cela s'accompagne suivant l'incontournable loi de Sadi Carnot, d'une importante variation de l'entropie et donc d'une perte[4]. Autrement dit, pour près des deux tiers de l'énergie originelle, celle-ci chauffe les oiseaux et les poissons pour leur plus grand plaisir…
Contrairement à ce qui peut se raconter ici ou là, soyons certains qu'ils ne s'en plaignent pas !
Afin d'être rigoureux et en faisant abstraction de l'autonomie actuelle pour la voiture électrique qui certainement s'améliorera, il faut aussi en considérer la masse roulante, soit entre 25 et 30 % de plus que le même véhicule à moteur thermique ce qui augmente d'autant les pertes par frottement au niveau du roulement et suivant le relief.
In fine, si l'on considère qu'en moyenne suivant les années, 70 à 75% de la production électrique d'un pays comme la France est d'origine nucléaire REP (Réacteur à Eau Pressurisée) ce qui conduit à un rendement énergétique moyen du réseau, tous type de production comme ci-dessus exposé, vers 38 %.
On constate immédiatement que le rendement final réel de la voiture dite électrique, toujours hors pertes par roulement, se situe au mieux vers 38 x 0.8 = 30% suivant que l'une des sources de production augmente ou non sa participation au mix global[5].
En première approche et d'un point de vue réduit au seul rendement énergétique et non financier, en l'état actuel de la production d'énergie électrique française, la voiture dite électrique ne présente pas ou peu d'intérêt par rapport à la voiture diesel HDI ou similaire.
Ce n'est évidemment pas le cas pour des pays à forte production d'énergie électrique d'origine hydraulique comme la Norvège, la Finlande ou le Canada, par exemple, puisqu'elle y est largement majoritaire.

Énergie d'origine renouvelable, hors hydraulique

Que ce soit en France ou en Europe et même ailleurs, on constate une forte implication de nombreux gouvernements pour l'énergie d'origine éolienne comme photovoltaïque, largement soutenues par les mouvements, dits écologistes.
Toutefois, c'est oublier deux choses pourtant fondamentales, à savoir :

- Que la fabrication, l'implantation comme la destruction de ces matériels n'ont strictement rien d'écologique.
- Qu'il y a confusion, entretenue ou non, entre la puissance installée et la

production réelle d'énergie électrique, seul élément important pour le consommateur.

- Si l'on veut bien retenir K comme coefficient entre la puissance installée et la production annuelle d'énergie électrique, pour un pays comme la France mais c'est aussi plus ou moins vrai ailleurs, il convient de diviser cette puissance par :
  - ⇒ K = 5 pour l'éolien.
  - ⇒ K = 7 pour le photovoltaïque.

Ceci pour trouver la puissance continue durant une année calendaire, permettant d'obtenir la quantité d'énergie réellement produite[6].
On comprend ainsi immédiatement qu'en France pour l'année 2019 malgré une puissance totale installée éolien + photovoltaïque de 15 935 + 9 083 = 25 018 MW, la part de cette production n'a contribué qu'à concurrence de 9.74 % au réseau national.
À titre de comparaison, cela représente pourtant 40 % de la puissance installée des centrales nucléaire REP, soit 63 130 MW mais qui ont fourni 75 % de la consommation du pays !

Consommation nationale d'énergie électrique pour l'alimentation des véhicules légers électriques

Un point sur lequel il se raconte et s'écrit à peu n'importe quoi. Dans un avenir plus ou moins proche, si l'on suppose un parc de 5 millions de véhicules électriques opérationnels dans un pays comme France pour une capacité de 60 kW/h par véhicule.
Tous ne sont pas en permanence en circulation mais évidemment, le volume circulant nécessite des recharges périodiques. Supposons qu'il en soit ainsi pour 50 %, soit 2 500 000 véhicules tout au long de l'année calendaire qui compte 8 760 heures.
La quantité d'énergie électrique nécessaire pour alimenter les batteries concernées est alors la suivante :
2 500 000 (véhicules) x 60 kW (capacité batteries) x 8 760 h (une année) = 1.314 TW/h.
Sachant que la production d'électricité fut de 584 TW/h en 2019 pour la France, la consommation nécessaire afin d'alimenter les véhicules légers électriques, ramenée à cette année, ne représenterait que 0.99 % de la production nationale ce qui est tout à fait négligeable.

Le véhicule électrique léger et l'environnement

SOURCE DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

Suivant la promotion qui est faite pour l'équipement des individus en véhicules électriques, que ce soit en France ou ailleurs, il convient naturellement de s'interroger au sujet de l'aspect écologique de ce type de propulsion.
Suivant ce qui précède et en première approche, on observe immédiatement que des pays largement alimentés en énergie électrique d'origine hydraulique sont évidemment favorisés par rapport à ceux qui le sont nettement moins ce qui conduit ces derniers à recourir à des centrales thermiques, qu'elles soit à combustibles fossiles ou nucléaires.
Pour ces derniers, la situation s'aggrave dans la mesure où, sous la pression des mouvements dits, écologistes, des centrales nucléaires sont alors mises à l'arrêt, nécessitant alors de redémarrer d'anciennes unités à combustibles fossiles ou d'en construire de nouvelles.

C'est ici particulièrement le cas de l'Allemagne.
Suivant cela, il devient difficile de considérer le véhicule électrique léger comme écologique mais néanmoins, ainsi qu'il fut ci-dessus exposé, la consommation d'un important parc par rapport à la production globale, reste faible, sinon marginale.
Par conséquent, pour les pays disposant de faibles ressources en énergie électrique d'origine hydraulique, cela change peu le résultat final.

BATTERIES

Dans leur grande majorité, au moins à ce jour, les véhicules électriques légers sont équipés de batteries Lithium-ion (Li-ion)
Cependant, cela présente plusieurs difficultés dont en particulier :

- Les prélèvements dans la nature de métaux disponibles en quantité plus ou moins limitée (lithium, cobalt et autres suivant le type de batterie...).
- La quantité d'énergie nécessaire pour la fabrication puis le recyclage de ces batteries (très énergétivore) [7].
- La complexité du recyclage suivant la nature des batteries pas toujours bien identifiée ($LiCoO_2$ - $LiNiO_2$ - $LiFePO_4$ - NCM). [8]
- La dangerosité du recyclage, en particulier via l'énergie électrique résiduelle et les réactions chimiques pouvant se produire (risque d'incendie, d'explosion, pollution de l'environnement).
- La très faible quantité de lithium recyclé (entre 1 et 20 % au mieux).
- Le fait que les fabricants préfèrent utiliser des matériaux neufs plutôt que recyclés afin d'obtenir de meilleurs rendements.

En conclusion

Comme on peut déjà le constater simplement à travers ce document nécessairement limité, le monde enchanteur de la voiture électrique vu à travers d'alléchantes publicités, au moins à ce jour, mérite tout de même quelque attention.
Comme toute solution, il y a les avantages et les inconvénients...

INCONVÉNIENTS DU VÉHICULE LÉGER ÉLECTRIQUE

L'analyse de la valeur (cycle de vie) complet reste à effectuer puis à comparer par

rapport à un véhicule équivalent à moteur thermique moderne.
Le rendement final est directement lié à la source de production d'énergie.
Dans la majorité des cas, le rendement final ne dépasse pas celui d'un véhicule moderne type HDI et s'avère même inférieur (cas des centrales thermiques et nucléaires actuelles).
Tant la fabrication des batteries que leur recyclage n'ont rien d'écologique auxquels il convient d'ajouter le transport des batteries jusqu'à l'usine concernée.
Le prix reste très élevé, au moins à ce jour en Europe dont particulièrement en France.
Pour de nombreux pays d'Europe dont en France, le nombre de points de recharge en état opérationnel reste limité.
Plus la capacité des batteries augmentera et donc l'autonomie, plus il deviendra difficile d'effectuer des recharges à domicile (intensité disponible, temps…).
L'autonomie, sauf pour certains véhicules haut de gamme reste limitée, surtout en hiver (chauffage interne, éclairage…). D'une manière générale, par rapport à ce qui est annoncé par les constructeurs, il convient d'ôter de l'ordre de 50 km, voire un peu plus.
Cependant, il est évident qu'entre un véhicule circulant dans une région à fort relief et le même roulant habituellement en

Une ergonomie attrayante, pas de changement de vitesses et le tout sans guère de bruit. Photo. JMT 2020

plaine, le résultat final ne sera pas identique.

AVANTAGES DU VÉHICULE LÉGER ÉLECTRIQUE

Le véhicule électrique, au moins en usage urbain et périurbain présente d'indéniables avantages dont l'absence de pollution aérienne comme une forte limitation du bruit.
Son confort est à souligner.
Grande facilité de conduite, y compris pour des personnes à mobilité réduite.
Très peu d'entretien mécanique, sinon pas du tout.
Au moins à ce jour, ce qui reste évidemment à vérifier dans l'avenir, son usage est peu onéreux (frais d'entretien, de consommation électrique, d'assurance…).
Une fiabilité certaine comme une longévité très intéressante.
Vraisemblablement dans l'avenir, des perfectionnements au niveau des batteries et de l'autonomie comme une baisse du prix d'achat.

Compte tenu du faible impact au niveau de la consommation nationale d'énergie électrique, même pour un important parc de véhicules, ceci conduit à l'autonomie du pays considéré par rapport à l'importation de produits pétroliers, sous réserve du lieu de fabrication des batteries.

Quoi qu'il en soit, l'observation montre ainsi que les considérations écologistes méritent souvent d'être sérieusement tempérées car il ne faut certes pas tout mélanger mais bien poursuivre le raisonnement jusqu'au bout de la chaine.
Dans le cas contraire il ne s'agit plus d'écologie mais d'autre chose dont par exemple des intérêts corporatistes, politiques, voire électoralistes, etc.
Toutefois, quel que soit le schéma il ne faut pas oublier que, in fine, c'est le contribuable qui paie.
Particulièrement, observons qu'actuellement et pas qu'en France, le véhicule électrique doit d'abord son relatif succès aux aides financières d'État et des régions, aides financières que chacun paie à travers ses impôts, même s'il ne dispose pas d'un tel moyen de locomotion. On peut donc également s'interroger quant à un tel système économique mais dont l'existence apparaît en réalité largement autoalimentée par le contribuable/consommateur ce qui ressemble quelque peu au mouvement perpétuel appliqué à l'économie financière mais convenons qu'il s'agit d'un autre débat mais qui a son importance…
Admettons que pour finir, il revient à chacun d'analyser la justification du véhicule à propulsion électrique suivant le besoin comme l'intérêt exprimés.

Un autre type de civilisation ?

Que l'ère du pétrole et de sa pollution généralisée de l'atmosphère de la planète s'achève ou non, il apparaît néanmoins que l'énergie électrique constitue une source d'avenir, naturellement sous réserve que sa production réponde à des critères à la fois de sûreté et d'environnement les plus stricts.
C'est ainsi et quoi que l'on en dise, l'énergie nucléaire actuellement produite par des réacteurs type REP participe déjà à limiter les effets nocifs issus de l'énorme consommation de combustibles type charbon et pétrole avec tous les inconvénients géostratégiques qui en découlent inévitablement puisque représentant une nécessité vitale pour les nations industrielles.
Dans ce contexte, l'éventuel avènement de réacteurs à fusion nucléaire et non à fission comme actuellement, conduirait à des rendements électriques finaux, soit à partir d'un système MHD[9], soit à partir d'un cycle eau-vapeur classique, nettement supérieurs à celui des centrales actuelles, type REP ou autres qui ne dépasse guère 33 %, sauf pour les RNR[10] mais qui sont très peu nombreux en activité.
Le véhicule électrique, quel qu'en soit le modèle y compris pour des engins lourds et des transports en commun dont des trains

(12), prendrait ainsi toute sa justification.
Compte tenu du faible impact de leur consommation d'énergie électrique pour la recharge des batteries, cette voie nécessiterait dès aujourd'hui d'être mieux explorée qu'elle ne l'est dans un pays comme la France, justifiant à terme l'affaiblissement de la demande en carburant et en combustibles d'origine organique comme le pétrole et le charbon.
Alliée à une orientation écologique des cultures, il s'agit donc ici d'une autre forme de civilisation, certainement beaucoup plus agréable à vivre que ce qui fut développé et exploité jusqu'ici...
S'opposant aux tenants d'une société de type malthusien, cette évolution comme ci-dessus décrite, mérite assurément toute attention.

J-M. T.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Société Général Électrique (GE - USA). Documents techniques accessibles par Internet.

2. Caractéristiques retenues dans le présent document. Divers documents techniques de fabricants.

Rendement d'une turbine hydraulique de grande puissance » 0.90

Rendement d'un alternateur de grande puissance : » 0.95

Rendement d'une éolienne de grande puissance : » 0.80

3. Source : Électricité De France (EDF). Documents internes à la société.

4. C'est ce que l'on appelle le rendement de Carnot ou le cycle thermodynamique de Carnot. Consulter les cours de thermodynamique.

Nicolas Léonard Sadi Carnot, ingénieur physicien français, père de la thermodynamique. Né à Paris le 1er juin 1796, décédé à Ivry sur Seine le 24 août 1832.

5. EDF- RTE (Réseau de Transport d'Electricité). Statistiques 2019 via Internet.

6. ENERGIES RENOUVELABLES... VRAI PROGRES OU AUTRE CHOSE ?.. Eolien-Photovoltaïque. Jean-Marc TRUCHET. Autoédition LA PLUME DU TEMPS. A paraître en 2020.

7. Etude Wang, Sung : A critical review and analysis on the recycling of spent lithium-ion batteries. Académie chinoise des sciences. Via Internet.

8. $LiCoO_2$ = Lithium Cobalt Oxygène - $LiNiO_2$ = Lithium Nickel Oxygène - $LiFePO_4$ = Lithium Fer Nickel Potassium - NCM = Lithium Nickel Cobalt Manganese. Documents généraux de cours de chimie.

9. Magnéto Hydro Dynamique ce qui, dans le principe, consiste à faire transiter une source de chaleur à haute température à travers un flux magnétique.

10. Réacteur à Neutrons Rapide = Réacteur surgénérateur.

11. Au début du XXè siècle, des tramways électriques à batteries au plomb frurent déjà exploités et 1982, dans le parc industriel d'Aubervilliers, près de Paris, il existait encore des locotracteurs de ce type circulant sur un réseau privé.

BIBLIOGRAPHIE

« Les modifications climatiques en question » 2008 - Du même auteur, Jean-Marc TRUCHET. Autoédition LA PLUME DU TEMPS. Accès numérique uniquement, en cours.

« Energies renouvelables... vrai progrès ou autre chose ?.. Eolien-Photovoltaïque. » Jean-Marc TRUCHET. Autoédition LA PLUME DU TEMPS. Accès numérique uniquement, en cours.

Hespul. systèmes photovoltaïques. fabrication et impact environnemental. Energies renouvelables et efficacité énergétique. 2009.

Sites Internet RTE et EDF - Statistiques 2019.

Ministère de la transition écologique et solidaire (France)

Commissariat général au développement durable - Observations et statistiques.

« Eoliennes : un scandale d'état » , Alban d'Arguin.

« Eolien, une catastrophe silencieuse » Jean-Louis Butré

« Pourquoi l'éolien est un danger pour la France » Jean-Louis Butré

« Les mirages de l'éolien » Grégoire Souchay

Documents de fabricants (éoliennes et solaire photovoltaïque).

Texte et photographies :
© Jean-Marc TRUCHET - Avril 2020
Courriel : jmtr1947@gmail.com

Voiture électrique : enfin bientôt plus d'autonomie pour pas cher ?

Michel GAY
Membre de l'Association des écologistes pour le nucléaire (AEPN)
Lauréat du Prix Yves Chelet (2016)

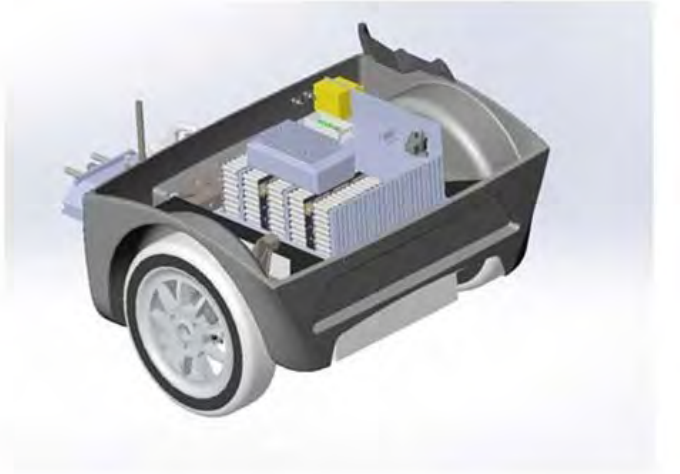
Vous pourriez bientôt utiliser une voiture électrique comme une voiture thermique, et pour le même coût total de possession, grâce à l'EP Tender, si ce concept se développe en France et en Europe.
Ça tient en une phrase, et c'est aussi simple que ça.
En d'autres termes, vous pourriez alors choisir une voiture électrique adaptée à vos moyens financiers et à ce que vous avez envie de faire, et vous ne seriez plus obligés de vous adapter à ce qu'elle peut faire !

L'EP Tender…

La batterie dont on a besoin, quand on en a besoin, pour allonger l'autonomie. C'est la plus-value d'EP Tender[1], cette batterie additionnelle qui allonge l'autonomie uniquement en cas de besoin.
Les clients qui souhaitent acheter une voiture électrique sont confrontés à un dilemme : dépenser une somme importante pour disposer d'une batterie de grande capacité (et donc une voiture plus lourde) permettant une autonomie importante (plus de 300 km), ou bien payer moins cher une petite voiture avec une autonomie d'environ 200 km.
La start-up EP Tender propose une solution permettant de résoudre grandement ce problème avec la location d'**une remorque** maniable (voir vidéo sur le site pour la marche arrière) **intégrant une batterie supplémentaire occasionnelle appelée « Tender ».**
D'une capacité actuelle de 36.5 kilowattheures (kWh) et 50 kWh dès 2021, **elle permet d'ajouter ponctuellement 200 km** à n'importe quel véhicule électrique uniquement en cas de besoin. L'objectif de cette entreprise est d'insérer dans le Tender une batterie de 60 kWh ajoutant ainsi 300 km d'autonomie d'ici 5 ans.
Ce Tender permettra aussi de ne pas attendre une heure ou plus dans une station de recharge… lorsque la borne est disponible.
Pendant les périodes de départ en vacances, un risque d'embouteillage existe aux stations de recharge qui peuvent être occupées pendant plusieurs heures pour recharger une même voiture.
En revanche, le Tender serait réservé à

Specifications of the battery Tender

- Max 350 kg
- 36,5 kWh (target 60 kWh)
- 120S (500 V), 18650 cells, 270 Wh/kg
- DCDC boost-buck 200V-500V 25kW
- DCDC 12 V
- Charging from CCS of Tender + vehicle
- Charging from docking station (rectified 240 V AC or 400V DC of nearby charger battery buffer)
- Charging from vehicle while in charge
- Wireless rental and maintenance management
- SOC budgeting of vehicle at destination
- Self-steering when backing
- Autonomous mating with vehicle (v2)

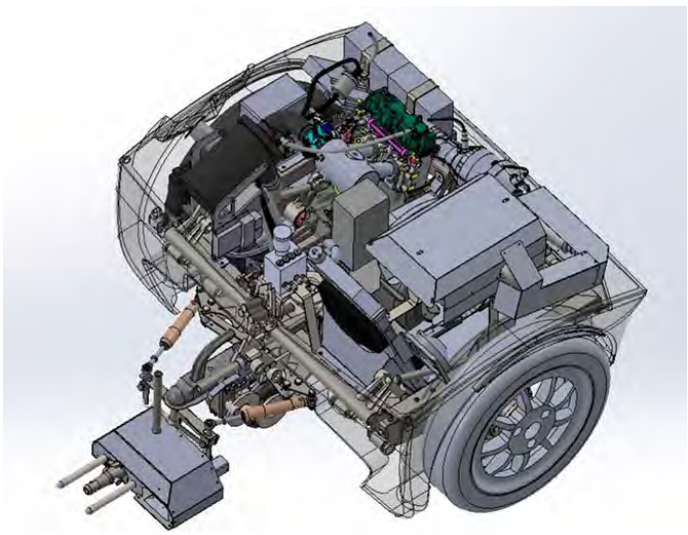


l'avance pour éviter les surprises. L'équilibre entre l'offre et la demande s'établira au cours du temps.
Ce concept de « Tender » est prometteur car il permet de conserver quasiment la même simplicité d'action et la même liberté de déplacement qu'avec une voiture thermique et pour le même prix global.
S'y ajouteront le confort et le plaisir d'une conduite silencieuse, nerveuse et douce à la fois (pas de vitesses à passer), avec un coût d'entretien réduit, une meilleure fiabilité, peu d'émission de polluants et de CO_2 (surtout en France).
En France, par exemple, plus de 90% de l'électricité est produite sans émissions de CO_2 grâce principalement au nucléaire, à l'hydraulique et aux autres énergies renouvelables. Les voitures électriques émettent (tout compris) moins de 10 grammes de CO_2[2] par km parcouru contre environ 100 grammes[3] pour les meilleures "thermiques" équivalentes.
De grosses voitures électriques lourdes (1,5 à 2 tonnes) utilisées en zone urbaine sont une hérésie, autant pour le coût d'achat élevé que pour les ressources en produits nécessaires pour fabriquer et recycler leurs batteries. La masse importante de ces véhicules est due aux imposantes batteries qui doivent être baladées inutilement pour les petits parcours (dont le total inférieur à 150 km sans recharger). De plus, les futurs véhicules pourraient bientôt être taxés selon leur poids[4]...
Il est en effet dommage de payer et de transporter en permanence une massive et coûteuse batterie de plus de 50 kWh qui pèse déjà 330 kg[5] (ou un moteur thermique pour les hybrides) qui ne serviront que 3 ou 4 fois par an pour parcourir plus de 200 km en une seule fois dans la journée (et peut-être même jamais...).

Coût versus autonomie

Avec un abonnement annuel minime de 40 €, le coût de location occasionnel[6] de l'EP Tender serait de 15 € par jour pour la remorque avec un prix de l'électricité soutirée depuis le Tender de 0,75 c€/kWh. Ce qui est tout à fait acceptable (de 30 à 45 € pour ajouter 200 km) dans le cadre d'une utilisation occasionnelle.
L'entreprise souhaite implanter des stations de remorques échangeables sur les principaux itinéraires de vacances et chez certains concessionnaires. La remorque pourrait même s'accroche de façon

autonome à l'arrière de la voiture.
Un Tender déchargé serait ainsi échangé avec un Tender chargé contenant 50 kWh en deux minutes (et peut-être ultérieurement jusqu'à 60 kWh).
Ce « *swap* » correspondrait à un branchement sur une station de recharge délivrant 1,5 mégawatt (1500 kW), alors que les plus puissantes aujourd'hui[7] ne délivrent que 100 kW au maximum, en diminuant la durée de vie de la batterie !
Même en supposant que cet échange dure 5 minutes, c'est acceptable (et la charge équivalente serait encore de 600 kW).
Un point d'échange avec un accès permanent tous les 100 km (soit 100 points en France comportant 40 remorques) serait une situation confortable pour débuter.
La start-up cible 4000 remorques en 2024, pour 60.000 « adhérents »... si les voitures électriques sont rapidement habilitées à remorquer l'EP Tender.
A l'heure actuelle, la plupart des véhicules électriques ne sont pas homologués pour le remorquage. Mais EP Tender indique que cela devrait changer à partir de 2022 car les constructeurs de voitures électriques (dont Renault et PSA) pourraient homologuer et installer en usine l'attelage et les connecteurs nécessaires pour tracter cette remorque.
L'installation (600 €) de l'attelage et des connecteurs pourraient aussi être proposée en option aux particuliers non équipés de série.



A l'origine, la société EP Tender a étudié un moteur à combustion de 20 kW dans la remorque, avec un réservoir de 35 litres d'essence donnant une autonomie supplémentaire de 400 km (80kWh) par plein, en vue de transformer occasionnellement les voitures électriques en véhicules hybrides.
6 remorques de ce type ont été construites et utilisées lors de pilotes avec des Renault Zoe ou des Kangoo électriques.
Mais, hélas, l'image négative d'une « béquille thermique » (bien qu'ayant du sens) risquant de provoquer une « *dissonance cognitive*» pour les clients potentiels, ainsi que la baisse du coût des batteries, ont convaincu l'entreprise de changer sa stratégie.
La version de l'EP Tender avec moteur à combustion n'est plus développée depuis cette année.

Voiture électrique et EP Tender : pour qui ?

Pour presque tous (plus de 90%) ! C'est une tranquillité d'esprit, une assurance de pouvoir ajouter 200 km d'autonomie en cas de nécessité,... pour 40 € par an.
Un véhicule électrique de type Zoé 40 avec 150 km à 200 km d'autonomie **réelle** sur autoroute (jusqu'à 300km en ville) en une

seule fois est idéal pour des utilisateurs (hors professionnels routiers) possédant un garage ou une place de parking avec une prise électrique.
En rechargeant tranquillement la nuit sur une simple prise domestique (cette charge lente améliore la longévité de la batterie), l'autonomie de cette voiture permet de « tout faire » (aller au travail, dans une salle de sport, faire les courses, rechercher ses enfants à l'école,...).
Et ce véhicule peut même parcourir plus de 200 km par jour en rechargeant pendant les arrêts, au travail par exemple, ce qui permet d'allonger la distance journalière (la voiture recharge (« regagne ») 15 km d'autonomie par heure de recharge sur une prise standard de 3 kW).
L'inconvénient de l'autonomie inférieure à 200 km ne se présente que rarement : entre zéro et cinq fois par an à l'occasion des départs en vacances ou de visites à des parents ou amis éloignés par exemple.
Alors, comment faire pour parcourir (rarement) des distances de plus de 200 km en une seule fois ?
Dans ce cas, lorsque le concept « Tender » sera développé, un concessionnaire (ou une agence) louera ce prolongateur électrique afin de l'utiliser pendant un ou plusieurs jours. Il faudra le déposer à l'arrivée chez l'agent le plus proche ou dans une station dédiée et en reprendre un autre pour rentrer chez soi.
Un véhicule thermique (voir annexe) peut aussi être loué exceptionnellement pour les longs trajets supérieurs à 400 km, mais ce sera sensiblement plus cher.

Une contrainte « intelligente »

*Cette remorque est une « **contrainte intelligente** ». Il est plus « intelligent » et économique de supporter cette contrainte quelques rares fois dans une année (et peut -être jamais) que les inconvénients du véhicule thermique au quotidien.*
Le coût total de possession (ou TCO, Total Cost of Ownership en anglais) d'une voiture électrique devient alors identique à celle d'une voiture thermique.
En effet, la première est plus chère à l'achat (comme c'est aussi le cas des voitures diesel), mais son coût d'utilisation (en rechargeant à domicile) et d'entretien (pas de vidange ni d'entretien du moteur et des batteries) est plus faible. Il compense le surcoût à l'achat sur la durée d'utilisation.
Une batterie tient actuellement 1000 cycles de charges-décharges (en limitant les charges rapides qui l'usent prématurément), ce qui correspond à 150.000 à 200.000 km avec une batterie de 40 kWh. Soit une durée de 15 ans à raison de 10.000km par an. (Et au-delà avec un Tender...)

Les performances ne sont pas dégradées

À vitesse élevée, (sur autoroute à 120 km/h), 85% de la consommation d'un véhicule est liée au frottement de l'air... qui diminue si le véhicule est plus long. Et c'est justement le cas avec le Tender qui améliore l'aérodynamique (le coefficient de trainée « *Cx* » est amélioré de 6% sur une Zoé) et compense ainsi la résistance supplémentaire des pneus du Tender.
Au final, la consommation d'un véhicule type Zoé à 120 km/h est inchangée, avec ou sans Tender ! (mesures confirmées par des essais).
De plus, lorsque le Tender n'est pas utilisé, il pourrait servir de « batterie tampon » dans une station de recharge pour soulager le réseau, ou intégrer un dispositif de charge stationnaire.
Le plaisir de conduire une voiture électrique sans le stress de la panne « sèche » grâce à cette nouvelle combinaison (prolongateur et, éventuellement, location ponctuelle) devrait être prochainement accessible aisément pour la majorité des Européens.
Ce concept de batterie additionnelle en remorque développé par la société de Jean-Baptiste Segard pourrait donc faciliter la délicate décision de passer d'une voiture

« thermique » à une « électrique » tributaire des capacités de recharge.
L'EP Tender aplani les obstacles techniques et financiers qui freinent l'acte d'achat en donnant l'assurance de pouvoir franchir 200 km de plus avec une voiture « peu chère » à l'achat (et probablement moins chère qu'une thermique en coût total de possession sur la durée), sans perdre du temps à recharger.
Le Tender est le « chaînon manquant[8] » dans l'offre globale de la mobilité électrique.

Le prolongateur Segard

Appelle un autre regard,

Assurément bénéfique,

Sur la voiture électrique.

M.G.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. http://eptender.com/

2. https://www.rte-france.com/fr/article/bilans-electriques-nationaux

3. https://ccfa.fr/analyse/le-taux-moyen-d-emission-de-co2137406/

4. https://www.automobile-propre.com/bientot-un-bonus-malus-selon-le-poids-des-voitures/

5. https://cdn.group.renault.com/ren/fr/product-plans/brochures/zoe/X102VEVPZOE_fr.pdf.asset.pdf/1574758864761.pdf
6. http://eptender.com/devenir-client/

7. Ionity

8. https://www.contrepoints.org/2016/06/29/258589-voiture-electrique-chainon-manquant-arrive

Trois cas « génériques » couvrent une grande variété de situations (annuellement)

<u>Premier cas : petit rouleur</u> : 6400 km / an
Ce kilométrage représente une moyenne de 10 km/jour pendant 320 jours (= 3200 km), plus 4 « sorties » / an directement à 400 km du domicile (= 4 x 800 km A/R = 3200 km).
(Recharge pendant 12 heures à destination, la nuit par exemple, avant retour).
Il est aussi possible de louer (à la place du Tender) une voiture thermique (6 litres /100 km) qui consommera 192 litres. Soit une consommation **moyenne annuelle de 3 litres/ 100 km** (6400 km avec 192 litres).

<u>Deuxième cas : moyen rouleur</u> : 16.000 km / an
40 km / jour pendant 320 jours (= 12.800 km), plus 4 "sorties" à 400 km (= 4 x 800 km A/R = 3200 km).
Le Tender rend possible ces "sorties" directes
(Recharge pendant 12 heures à destination, la nuit par exemple, avant retour).
La location du même type de voiture (à la place du Tender) consommera 192 litres. Soit une consommation **moyenne annuelle de 1,2 litre /100 km** (16.000 km avec 192 litres).

<u>Troisième cas : grand rouleur</u> : 27.400 km / an
70 km / jour pendant 320 jours (= 22.400 km), plus 5 "sorties" à 500 km (5 x 1000 km A/R = 5000 km).
La voiture et le Tender devront être rechargés partiellement sur le trajet.
La location du même type de voiture (à la place du Tender) consommera 300 litres. Soit une consommation moyenne annuelle de 1,1 **litre / 100 km** (27.400 km avec 300 litres)
Bien entendu, si aucune « sortie » n'est effectuée dans l'année, ou uniquement avec le Tender, la **consommation de carburant tombe à zéro.**

LES MAÎTRES DU MONDE :
UNE HISTOIRE DU NEOCAPITALISME

Louise GUERSAN
Docteure en Histoire
Ancienne professeure de l'Education Nationale,
Diplomée du Conservatoire des Arts et métiers

I. Naissance du neocapitalisme

Grâce à ces remarquables lanceurs d'alerte que sont William Binney, celui qui le premier dénonça en 2002 la politique de collecte de données massives de la NSA, Thomas Drake, lui aussi de la NSA, qui dénonça le projet Trailblazer (la surveillance généralisée des télécommunications), Edgar Snowden, encore de la NSA, qui a révélé de la même façon la mise sous surveillance de l'ensemble des télécommunications privées mondiales, John Kiriakou qui accusa les États-Unis d'utiliser la torture de la simulation de noyade, Bradley Manning et Julian Assange, lourdement condamnés pour avoir mis en ligne des milliers de documents sur la corruption et les graves abus des institutions américaines er de leur politique internationale, nous sommes de plus en plus informés, à moins de jouer aux autruches et de refuser de voir le mur contre lequel nous allons tous nous écraser.

Julian Assange

Mais d'autres aussi, moins connus, nous alertent, publiant livres, articles, s'exprimant hors des médias officiels (ceux qui collaborent avec ces institutions hautement néfastes au monde entier). Or une institution ne signifie rien en elle-même sans les hommes qui la dirigent, et aujourd'hui on en sait beaucoup plus sur les autorités occultes qui mènent le monde à sa perte.

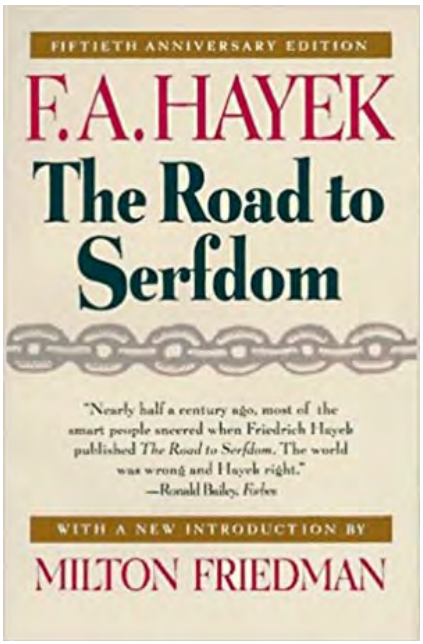
Mais peut-être conviendrait-il d'en remonter à la source. De façon succincte, cela s'entend. Car nous ne pouvons en quelques articles écrire ce qui prendrait des livres entiers, et il appartiendra à nos lecteurs de nous pardonner ce survol. Nous ne prétendons nullement à l'exhaustivité, notre propos n'étant que de mettre en lumière certains aspects de cette politique dont les conséquences pourrissent nos vies.

Mais quoi qu'il en soit, l'origine du mal réside essentiellement dans l'élaboration de doctrines économiques effrayantes du fait qu'elles éliminent l'humain au profit du seul dieu FRIC, qu'on lui donne les surnoms de Dollar, d'Euro, de Marks (l'euro n'est que le mark étendu à l'ensemble de la communauté européenne). Le fondement du système réside dans les doctrines de l'ultralibéralisme et du néolibéralisme.

L'ultralibéralisme prône la déréglementation des marchés, la concurrence sauvage (laquelle à terme élimine tout le monde au profit de la plus

grosse entreprise, placée alors en situation de monopole absolu qui lui permet d'établir les prix qu'elle veut au détriment des consommateurs), et la disparition progressive du secteur public au profit du secteur privé. Une catastrophe.
Le néolibéralisme, lui, né en partie en opposition au système soviétique, s'oppose principalement à l'État-providence (disons pour simplifier à l'État social) et à son interventionnisme pour laisser la place à l'initiative privée.

À l'origine de ces doctrines, **Friedrich Von Hayek** et Ludwig Von Mises, deux professeurs d'économie – entre autres – autrichiens, qui contribuent en 1938 au colloque Walter Lippman, lequel rassemble des universitaires opposés à l'intervention économique de l'État, en opposition au fascisme et au communisme. Sans doute ce pourrait être louable si le New Deal instauré par le président Roosevelt pour lutter contre le chômage considérable entraîné par la terrible crise de 29 n'était pas également dans leur ligne de mire. Les deux hommes se connaissent bien, et Hayek participe aux colloques organisés par Mises, dans lesquels se retrouvent également des économistes du monde entier, tels Jacques Rueff, Luigi Finaudi, Ludwig Erhard, Murray…
Et il est notable de signaler qu'en 1931 Hayek avait été nommé professeur à la London School of Economics, laquelle était financée par la Fondation Rothschild. Suivez mon regard.
Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les deux hommes se persuadent que le seul combat contre le communisme doit se jouer sur le plan économique, ce qui en soi n'est peut-être pas faux sauf que…
En 1944 Hayek publie The Road to Serfdom (en français : La route de la servitude), son credo, dans lequel il dénonce toutes les entraves mises par l'État sur les mécanismes d'un marché qui doit être libre.



C'est en même temps une mise en garde faite aux Anglais dont il est évident à ce moment que les élections seront remportées par le parti travailliste anglais l'année suivante : il leur annonce leur mise en servage quoique de façon moderne. Quant à Mises, proche de la Fondation Rockfeller , après avoir publié en 1944 un livre dans lequel il annonce la montée en puissance des bureaucraties, il expose en 1960 dans sa Constitution de la Liberté son programme qui fera écho à beaucoup d'entre nous : privatisation, déréglementation, diminution drastique des aides sociales et du pouvoir des syndicats, programme auquel il ajoutera en 1976 la dénationalisation de la monnaie et la privatisation des banques. Qui dit mieux ? Que cela vous rappelle-t-il ?
Or justement au sortir de cette guerre, l'État -providence se met en place. C'est ainsi qu'en France de nombreuses mesures économiques et sociales sont prises : nationalisation de banques, d'entreprises, (dont Renault), de l'énergie avec la création d'EDF et de GDF, la Sécurité sociale, des régimes de retraite, etc. etc. Mesures en totale opposition avec l'idéologie des hommes comme Hayek. Celui-ci voit s'éloigner les grands principes qu'il a mûrement développés et réagit en réunissant au Mont Pèlerin, en Suisse, les partisans de sa « doctrine de l'État minimal ».

On ne saurait s'étonner au regard du réseau tissé par Hayek que sa doctrine ait été adoptée par les gouvernements de Thatcher et de Reagan. Mais également par celui de Pinochet.
Dans cette société du Mont Pèlerin, qui se réunit pour la première fois en 1947, adhèrent tant des journalistes que des politiciens ou que nombre d'économistes dont huit obtiennent le « prix de la banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel » (vous savez, celui qui avait interdit de donner le moindre prix à son nom aux savants et intellectuels juifs et qui doit se retourner dans sa tombe tant les Juifs pourtant en ont obtenu).
Lors de la première réunion, on notera entre autres les noms de Ludwig von Mises bien sûr mais aussi de Karl Popper, le monétariste Milton Friedman, Maurice Allais, Lionel Robbins. William E. Rappard, Walter Lippman, Michael Polanyi, Wilhelm Röpke, tous hommes auxquels on attribue la tâche de divulguer la doctrine néolibérale. Par la suite d'autres se joindront aux réunions, comme James Buchanan. Inutile de préciser que ces réunions sont financées par des fondations : la fondation Trelm et Earhart, la fondation John Olin, la fondation Roe, la fondation Garvey, et d'autres encore, toutes issues de la même mouvance.
Tout cela en parfait accord avec la CIA qui organise entre les années 1950 et 1967, avec une partie des mêmes hommes, une autre organisation : le Congrès pour la liberté de la culture.

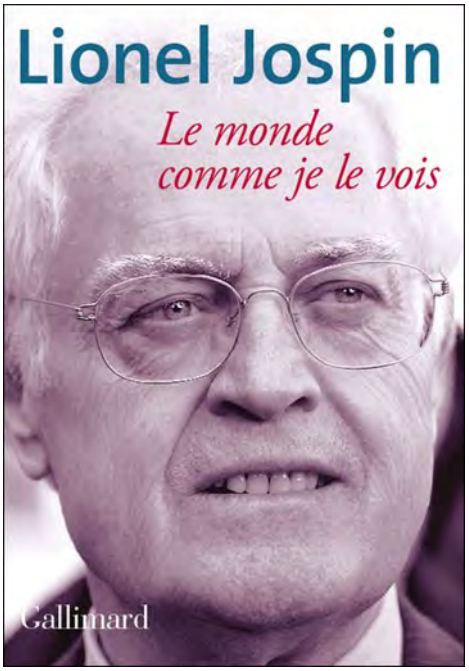
II. L'ultra-liberalisme dans la crise des années 70 et le règne des think tanks

On voit donc se mettre en place les structures de la domination économique du monde par des groupes de pression qui ne tarderont pas à influencer le monde politique afin de le faire adhérer à leur idéologie dévastatrice qui conduit aujourd'hui à la destruction de l'ensemble du tissu économique, bancaire, social, environnemental… L'ultra-libéralisme et son frère jumeau le néo-libéralisme sont certainement la pire catastrophe que l'humanité ait eu à affronter.
Curieusement dans les années 70 (dites années des crises pétrolières, mais notre propos n'est pas de rentrer dans les causes structurelles de la crise), le Royaume-Uni, sous l'impulsion de Margareth Thatcher, entre dans une sorte de révolution conservatrice. Le credo de Margareth Thatcher est totalement libéral : « Vous ne pouvez pas aller à l'encontre des marchés », proclame-t-elle, affirmant sa vision néo-libérale de la prééminence du privé sur le public et sa méfiance de l'intervention de l'État.

On lui reconnaît cependant son hostilité à l'indépendance de la banque centrale et au contrôle des banques sur les taux d'intérêt. Cependant le chômage, devenu très important, place les travailleurs dans une position intenable : puisque le travail manque, ceux qui veulent travailler n'ont qu'à bien se tenir et le rôle des syndicats faiblit considérablement. Comme dans les autres pays européens d'ailleurs.

Les think tanks – ou clubs de réflexion – néo-libéraux prennent alors du poil de la bête et Hayek redresse la tête. En 1974 il reçoit le prix Nobel, ce qui est également le cas de ses partisans Milton Friedman (1976), George Stigler (1982), James Buchanan, Maurice Allais (1988), Ronald Coase (1991) et Gary Becker (1992). Les choses sont claires. La crise des dockers anglais est assez symptomatique du thatchérisme : certes les dockers, de tradition et sans doute partout, bénéficient de quelques privilèges. Cependant dans son désir de réaliser des économies à tout prix, Thatcher introduit une politique d'une grande dureté à l'égard des classes les plus pauvres, ce que la Couronne affirme désapprouver, et laisse les dockers de Londres s'enferrer durant deux ans dans une grève qui les réduit à la misère (on peut légitimement supposer que c'est le modèle adopté par Macron avec les Gilets jaunes, à ceci près qu'il ne sent pas venir une révolution inscrite dans le sens de l'Histoire, ce qui n'était pas le cas des docker anglais).
Et Mitterrand qui peut avoir la dent dure dit de la fille de l'épicier qu'elle a le regard de

Caligula. Le chanteur Renaud qui jouerait plus tard le rôle de Lantier dans Germinal et aimait les femmes parce qu'il pensait qu'elles ne sont pas guerrières, met de côté cependant la Thatcher. (« Femme je t'aime parce que Lorsque le sport devient la guerre Y a pas de gonzesse ou si peu Dans les hordes de supporters ... à part peut-être Madame Thatcher »).



Le cas de la France est différent. Les années 70 voient fleurir les aides sociales, mais pour peu de temps. Car dès les années Mitterrand, la rigueur s'impose. Pas à la manière de Thatcher cependant, malgré l'apparition de think tanks néo-libéraux dont les noms des participants nous étonnent. Lionel Jospin, dans son livre « Le monde comme je le vois », écrit : « L'un des traits les plus originaux de la période, dans le champ des structures sociales, et qui est aussi l'un des plus troublants, est l'émergence d'un nouveau groupe dominant. Bien qu'il soit d'un type récent, il tend à emprunter certains traits des anciennes aristocraties. [...] Sur le plan des principes, elle affirme le caractère fécond de l'inégalité. [...] D'où émerge-t-elle ?

D'une alliance implicite entre des grands dirigeants d'entreprise, des financiers, des cadres élevés de l'industrie et des services, certains hauts fonctionnaires de l'État et des privilégiés des médias. »

Ainsi est créé en France Le Siècle, un club de réflexion auquel collaborent les plus grands noms de la politique, de l'industrie et des médias, qui se réunissent dix fois par an, le dernier mercredi du mois au Cercle de l'Union interalliée du 33 rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris. Fondé en 1944 par des résistants, et composé d'un nombre non négligeable de francs-maçons, ses objectifs initiaux – la réunion d'élites de tous horizons sociaux politiques – ont vite viré du côté d'un libéralisme exacerbé à partir des années 70. On ne s'étonnera donc pas qu'en fassent partie quasiment tous les inspecteurs généraux des finances, les dirigeants des plus importantes entreprises, ceux des services financiers, nombre de journalistes et de personnalités politiques. De syndicalistes, d'artistes, etc... Pouvoir

occulte s'il en est.
La liste des participants ou ex-participants n'est d'ailleurs pas tenue secrète, et on la trouvera aisément sur Internet, en se disant : « Ah ! lui aussi ! ».
On y trouve en particulier et sans surprise parmi ses 500 membres cooptés auxquels il faut ajouter deux cents invités annuels : Martine Aubry, Manuel Valls, Michel Pébereau, Pierre Bilger, Louise Gallois, Guillaume Pépy, Yannick Bolloré, Philippe Bon, Laurent Fabius, Élisabeth Guigou, Olivier Dassault, Étienne Davignon qui siège aussi au Bilderberg, Claude Bébéar,

Laurence Parisot, Gérard Worms, Jean Claude Trichet, Louis Gallois, Bernard Attali, **Jacques Attali** (le pape de l'ultralibéralisme), Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Jean-Pierre Chevènement, et autres Coppé, Juppé, Raffarin, Sarkozy, j'en passe et des meilleurs car je ne vais pas y inscrire le près des mille personnes qui en font ou en ont fait partie.

Mais il semble que beaucoup l'aient délaissé pour un think tank beaucoup plus inquiétant : le groupe Bilderberg, dans lequel se réunissent annuellement depuis 1954 non des centaines de dirigeants et de personnalités comme au Siècle, mais une centaine seulement. Sous très haute protection et de façon totalement opaque, les dirigeants et les principaux leaders économiques d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest décident de l'avenir du monde. Pour certains, ce serait un embryon du gouvernement mondial. Sa première réunion fut organisée près d'Arnhem par le prince Bernhard des Pays-Bas dont nul n'ignore le passé parfaitement nazi puisqu'il servit dans la cavalerie SS avant la guerre. Autrement dit un nazisme totalement assumé et choisi.
Le but de cette première réunion ? Se mobiliser contre le communisme à une époque où Staline avait des visées réelles sur l'Europe occidentale. OK, ça peut se comprendre, on est entrés dans la guerre froide qui oppose deux systèmes sur tous les plans, et on parle de monde bipolaire.
Cependant, ce que les participants ignorent alors, c'est qu'en arrière-plan se dissimule l'Otan, avec le double objectif de développer un libéralisme exacerbé en Europe et de créer la CED, communauté européenne de défense, afin de faire entrer dans l'Otan l'armée allemande que les décisions d'après-guerre avait interdite et démembrée. Car le commanditaire de l'affaire est Charles D. Jackson, le conseiller en guerre psychologique de la Maison-Blanche, et son metteur en scène William Donovan, ancien commandant de l'OSS chargé en outre de créer le Gladio dont nous parlerons dans la prochaine partie.
Ainsi le prince Bernhard n'est-il qu'un pantin. Ce qui signifie que la véritable gouvernance mondiale à travers le groupe Bilderberg, c'est l'Otan, et que les participants lui servent de lobbyistes. En ont-ils conscience dans les débuts du Bilderberg ? Je ne le crois pas. Savent-ils qu'ils sont manipulés ? Je ne le crois pas davantage. Mais d'autres sont parfaitement au parfum, parmi lesquels **David Rockefeller**, dont la fortune alors est bien inférieure à ce qu'elle est devenue par la suite avec les effets d'une mondialisation exacerbée.

La seconde tenue du groupe a lieu en 1955 en France, à Barbizon, dans un déploiement exacerbé de forces militaires, et l'on décide de se réunir annuellement en invitant certaines personnalités dont l'influence peut être favorable aux objectifs du groupe, donc des Américains.
En vrac on y trouve des banquiers européens et américains, des hommes politiques de premier plan (Premiers ministres, ou Présidents, ou députés dont le vote sera favorable aux plans du groupe, ambassadeurs, commissaires européens dont on comprend l'importance dans une structure si peu démocratique dans laquelle le pouvoir est essentiellement détenu par des non élus, mais aussi Hillary Clinton et Barack Obama), les directeurs des plus grosses sociétés mondiales, dans tous les domaines (pharmacie, informatique, aéronautique, automobile, télécommunications, agro-industrie, etc...), les directeurs de presse, les directeurs des principales sociétés financières, des universitaires qui peuvent influencer leurs étudiants.
Mais si le groupe Bilderberg s'est constitué en opposition à l'expansion communiste en Europe, pourquoi existe-t-il toujours aujourd'hui puisque les États communistes d'Europe ont disparu dès les années 90 ? Ce groupe n'aurait-il pas dû être dissous ?
L'explication est bien entendu moins jolie qu'on pourrait le croire : le groupe n'a qu'une visée réelle : celle d'étendre l'influence étasunienne en Europe, et bien entendu de sa créature : l'Otan.

Arrivées d'Henry Kissinger et de Mike Pompeo au Montreux Palace pour la tenue de la 67ème réunion annuelle du Groupe de Bilderberg

III. Quand un juge italien découvre un groupe armé créé par l'OTAN

La société du Mont-Pèlerin, le Siècle, le groupe Bilderberg ne sont pas les seules créations largement inspirées par l'Otan passé maître dans l'art des coups fourrés. En 1972, trois carabiniers italiens sont les cibles d'un attentat qu'on met faussement sur le compte des Brigades rouges. Dans le petit village de Peteano, ils sont informés par un appel anonyme de la présence d'une Fiat 500 abandonnée, et ayant essayé d'en ouvrir le coffre, ils sont victimes d'une explosion qui fait parmi eux un mort et un blessé. Un piège pour les trois pauvres types. L'un meurt, l'autre est sérieusement blessé. Deux jours plus tard, un autre appel anonyme revendique l'attentat au nom des Brigades rouges, un organisme terroriste d'extrême gauche qui s'est rendu célèbre par des prises d'otages et des assassinats planifiés de hauts personnages de l'État italien. Certes ce ne sont pas des innocents, mais ils ne sont cependant pas responsables de l'attentat de Peteano. On l'apprendra des années plus tard.
Cet attentat n'est pas le seul perpétré dans les années 70. Des bombes ont déjà explosé à Rome, à Milan où elles ont tué à l'aveugle 6 innocents et blessé quelques 80 passants, et après Peteano d'autres attentats très meurtriers ont lieu, notamment le plus

Les ruines de la gare de Bologne après sa destruction par les terroristes de l'OTAN (1980)

sanglant à Bologne où en 1980 on relèvera 85 morts et plus de 200 blessés. Mais déjà, dès l'affaire de Peteano, des bruits couraient sur la collusion des services secrets italiens et en 1974, le juge Tamburino inculpe le général Vito Miceli, chef du SID, pour avoir « promu, mis en place et organisé, avec l'aide de complices, une association secrète regroupant civils et militaires et destinée à provoquer une insurrection armée visant à modifier illégalement la Constitution et la composition du gouvernement », accusations que le général reconnaît par ces mots : « Si je disposais d'un super-SID sous mes ordres ? Bien sûr ! Mais je ne l'ai pas monté moi-même dans le but de tenter un coup d'État. Je n'ai fait qu'obéir aux ordres des États-Unis et de l'Otan » !

Mais revenons à l'affaire de Peteano. En 1990 le juge Casson relance l'enquête. Il a découvert de nouveaux éléments, et des irrégularités du dossier l'intriguent passablement. Il se rend compte en particulier que les expertises sont volontairement falsifiées et que l'explosif utilisé, loin d'être celui que les Brigades rouges emploient d'habitude, est l'un des fleurons du matériel de l'Otan.

Sans entrer dans les détails de son instruction, Casson met donc en évidence le rôle joué par des groupuscules italiens d'extrême droite armés et dirigés par l'Otan, et il parvient à identifier le poseur de la bombe de Peteano : **Vincenzo Vinciguerra**, qui ne tarde pas à tout déballer. Et les déclarations de l'homme sont particulièrement explicites : « C'est tout un mécanisme qui s'est mis en branle, ça signifie que, des carabiniers au ministre de l'Intérieur en passant par les douanes et les services de renseignement civils et militaires, tous avaient accepté le raisonnement idéologique qui sous-tendait l'attentat. »

Il explique que le réseau d'extrême droite auquel il appartient, Ordine Nuovo, mais d'autres groupes nationalistes aussi tels que Avanguardia Nazionale, ont étroitement collaboré avec les services secrets italiens (le SID) pour préparer l'opération, et qu'une armée secrète stay-behind, organisée secrètement par l'Otan, porte en Italie le nom de code GLADIO (« le glaive »).* Bref on s'est retrouvé dans les années 70 entre un terrorisme d'extrême gauche représenté par les Brigades rouges, qui d'ailleurs sont défaites au bout de quelques années par le pouvoir, et les réseaux fascistes du Gladio chapeautées par l'Otan. Aussi le juge Casson dénonce-t-il un véritable terrorisme d'État, financé par l'argent des contribuables et visant à à créer « un climat de tension » dans la population. Personnellement je remplacerais le mot « tension » par « terreur », mais c'est le terme qui a été adopté par les commanditaires. Travail difficile pour Casson car durant le procès, de

nombreux documents disparaissent.
En août 1990, sommé de s'expliquer devant la commission parlementaire, le Premier ministre Andreotti confirme que le Gladio agit sur ordre de l'Otan. C'est énorme ! Par Andreotti on apprend que le Gladio, organisé comme une armée, dispose d'un arsenal considérable fourni par la CIA et enterré dans 139 caches, dont celle qui vient d'être déc ouverte et a relancé l'instruction. L'emplacement de ces caches relevait de la plus pure fantaisie, selon les lieux où les participants au Gladio étaient installés sur le territoire italien, et on n'a pas de mal à imaginer de tout petits groupes allant enterrer la nuit, dans le plus grand silence, cet armement secret au milieu de forêts dont on marquait les arbres, dans des cimetières avec la complicité des curés, au milieu de champs privés et donc interdits de passage, ou ailleurs.
L'armement était de toutes sortes, du plus lourd au plus léger, comme pour la préparation d'une guerre contre des futurs envahisseurs. Le peuple italien se montra outré par les révélations d'Andreotti, donnant lieu à de nombreuses manifestations et à la recherche des caches, avec bien entendu beaucoup d'excès. Pris de court cette année 1990, Andreotti, Premier ministre ordonna "d'informer le parlement dans les 60 jours à venir au sujet de l'existence, des caractéristiques et des raisons d'être d'une structure parallèle occulte dont on dit qu'elle a opéré au sein de nos services de renseignements militaires, avec l'objectif de conditionner la vie politique du pays." S'ensuit une longue instruction.
Dès lors l'affaire prend un tour nouveau. En 2002 Andreotti, âgé de 83 ans, est condamné à 24 ans de prison après avoir révélé être à l'origine de l'assassinat d'Aldo Moro, le président de la République italienne. Lors du procès les juges, menacés de mort, sont placés sous une étroite protection. Mais si durant le procès Andreotti affirme la disparition des réseaux Gladio en 1972, les enquêtes menées par les journalistes démontrent le contraire. Et aujourd'hui encore le Gladio serait toujours actif.
La guerre souterraine ne s'encombre ni d'humanité ni de morale. Il faut faire exploser la chair des innocents afin d'effrayer. Une façon de convaincre les populations de la nécessité d'agir. Mais ceux que l'on vise dans les années 1990, ce ne sont pas les véritables coupables mais les ennemis idéologiques. Et dans ce monde bipolaire, ce sont les gauches. Lorsque éclate le rideau de fer, tout pourrait s'arrêter sauf que l'Otan a de nouvelles visées : affaiblir une Russie qui contrôle les ressources de son aire, pétrole, gaz naturel, eau, et étendre le pouvoir des oligarques sur l'ensemble de l'Europe.
Or le mécanisme mis en place est bien rodé : celui de faire des victimes afin de justifier intervention et répression, une répression parfois totalement inique. Ainsi, pour certains spécialistes très pointus, le 11 septembre sera la justification des attaques contre l'Irak. Ou encore cette affaire des plus troubles du stade de France en 2015 dans laquelle le dossier judiciaire comporte des contradictions et soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Entre autres. Car les exemples ne manquent pas.
Et c'est bien ce que le terroriste Vincenzo Vinciguerra avait révélé : "Il fallait s'en prendre aux civils, au peuple, aux femmes, aux enfants, aux anonymes sans lien avec un quelconque jeu politique. La raison en est très simple, c'est censé forcer les gens, le peuple italien, à se tourner vers l'État pour demander plus de sécurité. C'était la logique politique derrière tous ces massacres et les attentats à la bombe qui restèrent impunis, du fait que l'État ne peut pas s'accuser lui-même, ou se déclarer lui-même responsable pour ce qui s'est passé."

IV. Une pression économique sans borne

Le magazine Forbes, destiné principalement aux grandes fortunes, a établi une fois de plus la liste des 50 personnes les plus riches du monde. Le premier cette année est Jeff Bezos, le patron d'Amazon, qui pèse 160 milliards de dollars, suivi de près par Bernard Arnault – 100 milliards – puis par Bill Gates – 96,5 milliards. Et 2 153 milliardaires ont été comptabilisés – la population d'un tout petit village – pour un total de 8,7 billions de dollars soit 8 700 milliards. Nous sommes ici dans des chiffres à 12 zéros. 8,7 billions, cela s'écrit 8 700 000 000 000. Une situation parfaitement anormale au regard de l'histoire.

Un calcul rapide montre qu'à eux seuls ces 2 300 milliardaires disposent d'autant que les budgets de plus de 150 États les moins riches sur un total de 207 d'après les chiffres 2019 donnés par la banque mondiale. Afin de se rendre compte de ce que cela signifie, le total des PIB de l'ensemble de ces pays est égal à quelques 8,5 billions de dollars (il s'agit des PIB par État et non par individu) :

Pakistan, Chili, Finlande, Bangladesh, Égypte, Vietnam, République tchèque, Roumanie, Portugal, Irak, Pérou, Grèce,

Nouvelle-Zélande, Qatar, Algérie, Kazakhstan, Hongrie, Hongrie, Koweït, Ukraine, Maroc, Équateur, Angola, Slovaquie, Porto Rico, Cuba, Sri Lanka, Kenya, Éthiopie, République dominicaine, Oman, Guatemala, Syrie, Birmanie, Luxembourg, Ghana, Bulgarie, Panama, Croatie, Costa Rica, Biélorussie, Uruguay, Tanzanie, Liban, Macao, Slovénie, Lituanie, Serbie, Ouzbékistan, Libye, Azerbaïdjan, Tanzanie, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Jordanie, Paraguay, Soudan, Turkménistan, Tunisie, Bolivie, Cameroun, Bahreïn, Lettonie, Zimbabwe, Estonie, Népal, Ouganda, Yémen, Zambie, Salvador, Micronésie, Cambodge, Chypre, Sénégal, Honduras, Nouvelle Guinée, Trinité, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Afghanistan, Laos, Mali, Gabon, Géorgie, Jamaïque, Malte, Namibie, Albanie, Burkina Faso, Brunei, Maurice, Mozambique, Mongolie, Nicaragua, Macédoine nord, Guinée équatoriale, Bahamas, Arménie, Madagascar, îles Anglo-Normandes, Moldavie, République du Congo, Tchad, Guinée, Haïti, Bénin, Rwanda, nouvelle Calédonie, Niger, Kirghizistan, Kosovo, Tadjikistan, Somalie, Malawi, Érythrée, Île de Man, Liechtenstein, Monaco, Mauritanie, Maldives, Monténégro, Fidji, Togo, Barbade, Sierra Leone, Îles Vierges des USA, Guyana, Liberia, îles Caïmans, Burundi, Andorre, Surinam, les Mariannes du nord, Antigua-et-Barbuda, îles Seychelles, Gambie, Guinée Bissau ; îles Salomon, Grenade, Comores, Saint Christophe, Vanuatu, Samoa, Saint Vincent, Samoa américaines, Dominique, Tonga, Sao Tomé, Palaos, îles Marshall, Kiribati, Nauru, Tuvalu. (J'ai dû en oublier quelques-uns).

Et la fortune de ces 2 300 milliardaires représente plus que les PIB de tous les États cités ci-dessus.

Si l'on se rabat sur les 100 hommes les plus riches de la planète, ils possèdent ensemble près de 1 700 milliards de dollars. Peut-on imaginer monde plus fou ? Sans doute une partie de leurs avoirs est-elle constituée en actions et en obligations, et il va de soi que lorsque la Bourse s'écroulera, ce qui ne tardera sans doute pas, ces avoirs disparaîtront comme l'air d'un ballon qui se perce, mais tout de même ! Bon, cela serait finalement de peu d'importance si les sociétés possédées par ces hommes ne prétendaient pas influencer nos vies, les diriger, décider ce que l'on a le droit ou non de dire sur la toile, et même ce que nous devons penser. Ce serait de peu d'importance si ces hommes, à travers leurs sociétés, n'exerçaient pas une pression intolérable sur nos hommes politiques, nos journalistes, nos grands dirigeants qu'ils tiennent dans leurs mains, pour imposer un système économique inhumain qui les enrichira encore plus au détriment des populations, des gens au travail, des esclaves des pays dits en développement. ¨

Pour appréhender ce pouvoir exorbitant, prenons l'exemple de Black Rock.

Black Rock, c'est une société privée qui pèse 6 300 milliards de dollars d'actifs. 6 000 000 000 000 $, un nombre à 12 zéros. Quasiment le triple du PIB de la France. C'est colossal et difficilement croyable. C'est une société new-yorkaise introduite en bourse en 1999, il y a vingt ans seulement, et dirigée par Lawrence Fink. Black Rock n'est pas une banque, ce qui lui épargne les contrôles, c'est une société financière qui travaille avec l'argent des épargnants mais aussi des très grosses entreprises, pour lesquels elle fait des investissements, notamment dans les fonds de pension, ce qui fait que c'est cette société qui verse leur retraite à beaucoup de monde. Dans cette spirale infernale, Black Rock est contrainte de gagner toujours plus, ou au pire de ne jamais perdre des actifs, car sa responsabilité est considérable et de ce fait

dangereuse pour elle. Aussi ses employés sont-ils soumis à une pression intense. Oui, c'est bien une spirale infernale.
La puissance de Black Rock est telle que cette société possède des parts importantes de Microsoft, de Yahoo, d'Apple, d'Adidas, dont elle est actionnaire majoritaire, et siège aux conseils d'administration de 1 700 entreprises, dont de nombreuses sociétés françaises parmi lesquelles Danone, Legrand, Axa, Renault, BNP, Publicis, Société générale, Michelin, Cap Gemini, Saint Gobain, Sanofi, Total, Valeo, Bouygues, Scheider, Unibail, Vivendi, Solvay, Lafarge, Air Liquide, Michelin, Safran.
Qui dit mieux ? Comme le monstre dirige en grande partie des entreprises qui semblent concurrentes mais en définitive ne le sont pas puisque appartenant aux mêmes mains, la concurrence normalement favorable aux consommateurs ne parvient plus à jouer son rôle. Et pas de concurrence, cela signifie que les fournisseurs sont en situation de quasi-monopole, pouvant imposer les prix qu'ils veulent. Les prix augmentent donc. Trop. Et les peuples ne s'y retrouvent plus. Révoltes des Gilets jaunes. Mais ils ne sont pas les seuls.

Black Rock fait partie des « Big Three » avec Vanguard et State Street. À eux trois ils gèrent 14 000 milliards de dollars. Black Rock investit partout dans le monde, dans la forêt amazonienne, au Mexique, en Europe, aux États Unis, partout ! Et dans tous les domaines-clés, informatique, énergie, banques, centres de recherche, universités pharmacie, immobilier. Des sommes considérables. Et les hommes politiques, prêts à favoriser l'emprise croissante de Black Rock, lèchent les pieds de Larry Finch. Plusieurs fois Macron a reçu Larry Finch à huis clos. Pour lui céder ADP ? Et puis quoi encore, nul ne le sait.
D'ailleurs le Président Macron a nommé à la tête de la commission des nationalisations l'un des plus importants dirigeants de Black Rock, Jean François Cirelli. Mais, non, ce n'est pas un complot. Seulement une grosse, une énorme magouille dont on aimerait connaître les rétrocessions. Vu que Black Rock pèse 6 000 milliards, quelques millions tombés par-ci par-là ne lui coûtent certainement que peu. AU demeurant en avril 2017 à la télévision suisse, l'ancien président de la banque nationale suisse, Philippe Hildebrand, devenu vice-président de BlackRock, avait affiché avant les présidentielles sa préférence pour le candidat Macron.
Aussi pourra-t-on citer Marianne qui fort justement publiait le 5 décembre 2017 dans un article intitulé « Comment Macron et ses principaux ministres ont bichonné le gotha de la finance » : « À l'heure où l'État s'apprête à privatiser quelques fleurons, l'enjeu était à l'évidence d'obtenir quelques milliards d'investissement de la part de Black Rock et ses confrères. Espérons que les révérences en ont valu la chandelle. [1]»
Ceci n'est qu'un survol de la puissance de Black Rock, et cette société n'est pas la seule à faire pression sur nos hommes politiques afin que ceux-ci protègent leurs intérêts et leur idéologie du néo-libéralisme. De telles puissances privées se rapprochent singulièrement de ce que appelait Big Brother : une conglomérat de sociétés et de dirigeants en petit nombre organisant dans le monde des politiques favorables à leurs activités et imposant aux peuples un mode de vie et de pensée qu'ils n'apprécient pas mais qu'ils ont des difficultés à mettre en cause sous la menace de se voir traités de complotistes.

L. G.

RÉFÉRENCE

1. https://www.marianne.net/.../comment-macron-et-ses-principaux...

La maison des légendes.

Vincent GOJON
Auteur, ingénieur et expert en aéronautique,
Prix de Mars de l'Ecole de Guerre (1996).

C'est une île au large de Dakar, pas très grande, et pas bien loin non plus de la côte, un mile nautique au large de la sortie du port.
C'est aussi l'excursion à faire dans cette capitale poussiéreuse qui a bien perdu de son lustre d'antan : un embarcadère, un petit village, d'intéressantes fortifications avec de splendides canons* de marine qui repoussèrent les Anglais et de Gaulle en septembre 1940, une belle vue sur l'océan.... et une maison.

L'excursion à Gorée ne se conçoit pas sans un passage obligé à ce qui s'appelle « la maison des esclaves », une agréable bâtisse que l'on vous présente comme ayant servi à ce commerce, avec les bureaux et les logements des négociants à l'étage, et au rez-de-chaussée les cachots de ces pauvres gens.
Un plaisant escalier à double volée dans la cour, un guide volubile, vous

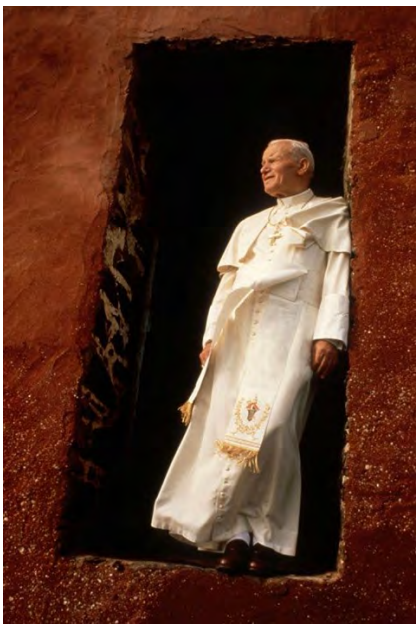
écoutez tout cela sagement, et vous pénétrez à sa suite dans ce sombre sous-sol.

Là au bout d'un couloir – nous sommes en 1984, ma première visite dans ce lieu alors peu connu - un peu de clarté, et c'est une porte, LA porte, que l'on vous présente comme étant le point d'embarquement des esclaves vers les Amériques.
Des navires venaient donc à l'extérieur tout contre le mur, se collaient à la paroi, et on

transférait alors les captifs sur ces bateaux. L'image est pleine de gravité et de signifiant – la porte, l'horizon lointain, cette triste histoire, combien sont-ils passés, en route vers les Amériques, voilà qui est matière à dissertation. Je passe une tête, regarde un peu.... et là pas de chance, je navigue un peu, j'ai quelques connaissances maritimes, y compris en ancienne marine à voile (qui connait le nom des trois mâts ? qui sait distinguer une corvette d'une goélette ? qui a lu tous les livres de Paul Chack et de Moitessier ? qu'est-ce qu'un étambot ?) et

l'évidence me tombe dessus : jamais aucun navire n'a accosté là !

Nous sommes à une trentaine de mètres de l'eau, déjà à trois mètres au-dessus de la surface, et c'est toute une chaussée de rochers qui nous sépare des flots. Et nous sommes face au sud-ouest, vers les Amériques certes, mais face à la houle du large – le petit port de l'île se trouve en zone abritée naturelle, de l'autre côté, face à Dakar..... et une porte pour embarquer sur un navire, cela existe sur des canaux, des rivières, dans d'anciennes structures des siècles passées (Venise, Vaison-la-Romaine, douves d'un château...) mais c'est pour monter dans un canot, pas sur un navire de haute mer. Il faut vraiment ne rien y connaître pour avaler ces salades, voilà ce que se dit le jeune homme que je suis en 1984.

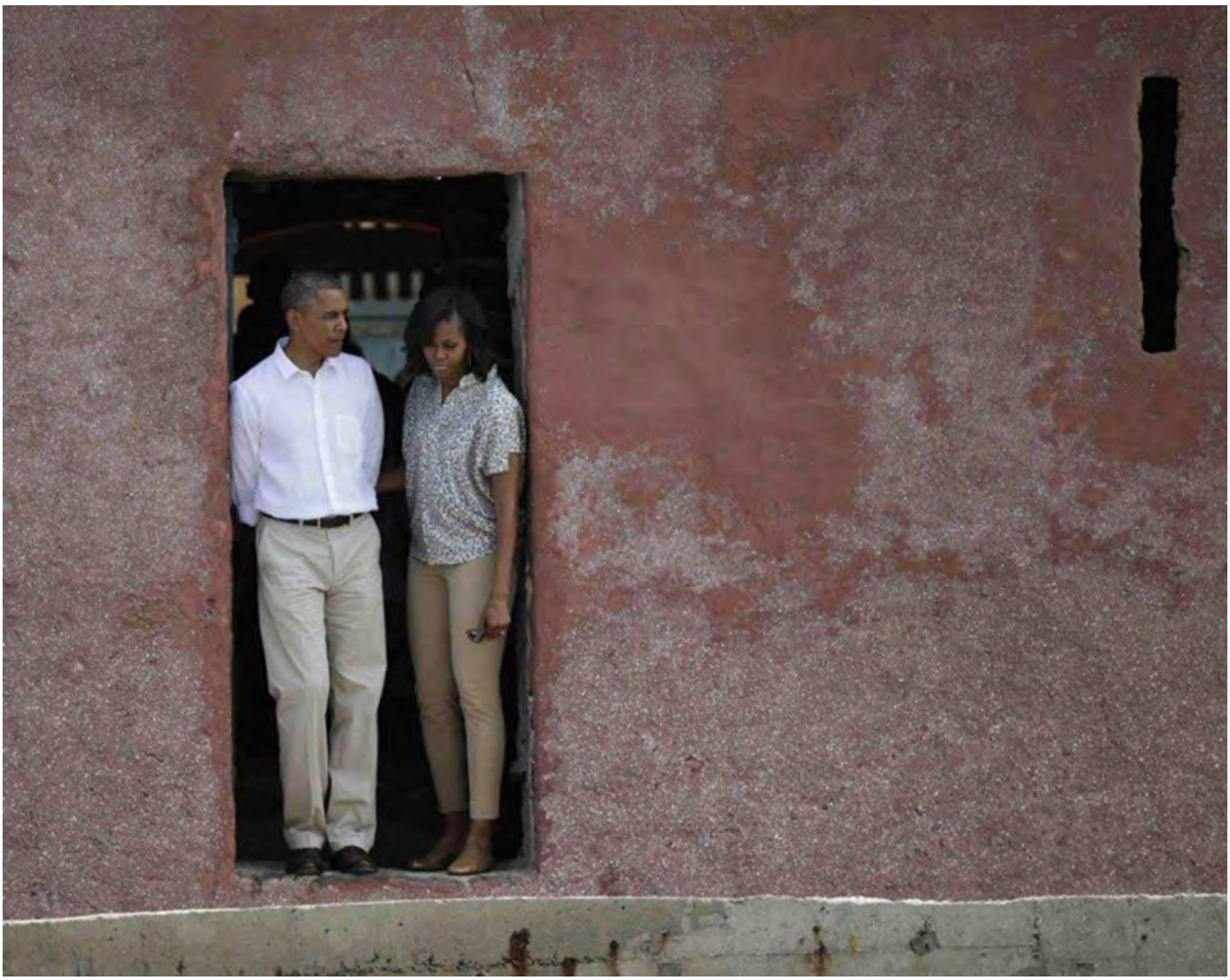


Je repartais donc un peu perplexe, et rangeais cela dans mes souvenirs de voyages – j'étais jeune et occupé ailleurs.

J'observais quand même au fil des années que tout ce que la planète comptait de leaders venait en pèlerinage à cet endroit que j'avais donc connu, et je revoyais avec amusement des images du guide dont la faconde m'avait à l'époque amusé.

Ainsi défilèrent tous les présidents américains, français, les premiers ministres anglais et français de nouveau, les sommités de l'ONU, le monde des artistes, chacun prenant un air de circonstance. Dakar étant devenue la base africaine de nombreuses organisations internationales, la visite d'un responsable ne s'y conçoit plus sans un passage obligé par la maison rose – avec obligation de photo de la personnalité à la porte, l'air pensif et regardant l'horizon. Je remarquais qu'au fil des années ces visites se faisaient de plus en plus nombreuses, et la repentance de plus en plus manifeste, de tous à propos de tout. Face à d'autres pays plus impliqués à l'époque dans la traite négrière (le Ghana et l'Angola, notamment) mais manquant d'attraits et d'un gouvernement commercialement affuté, la manne des touristes américains en quête de racines se déversait sur le Sénégal, même si ce pays avait finalement fourni bien peu de déportés vers le continent américain. Je conservai ma suspicion.....

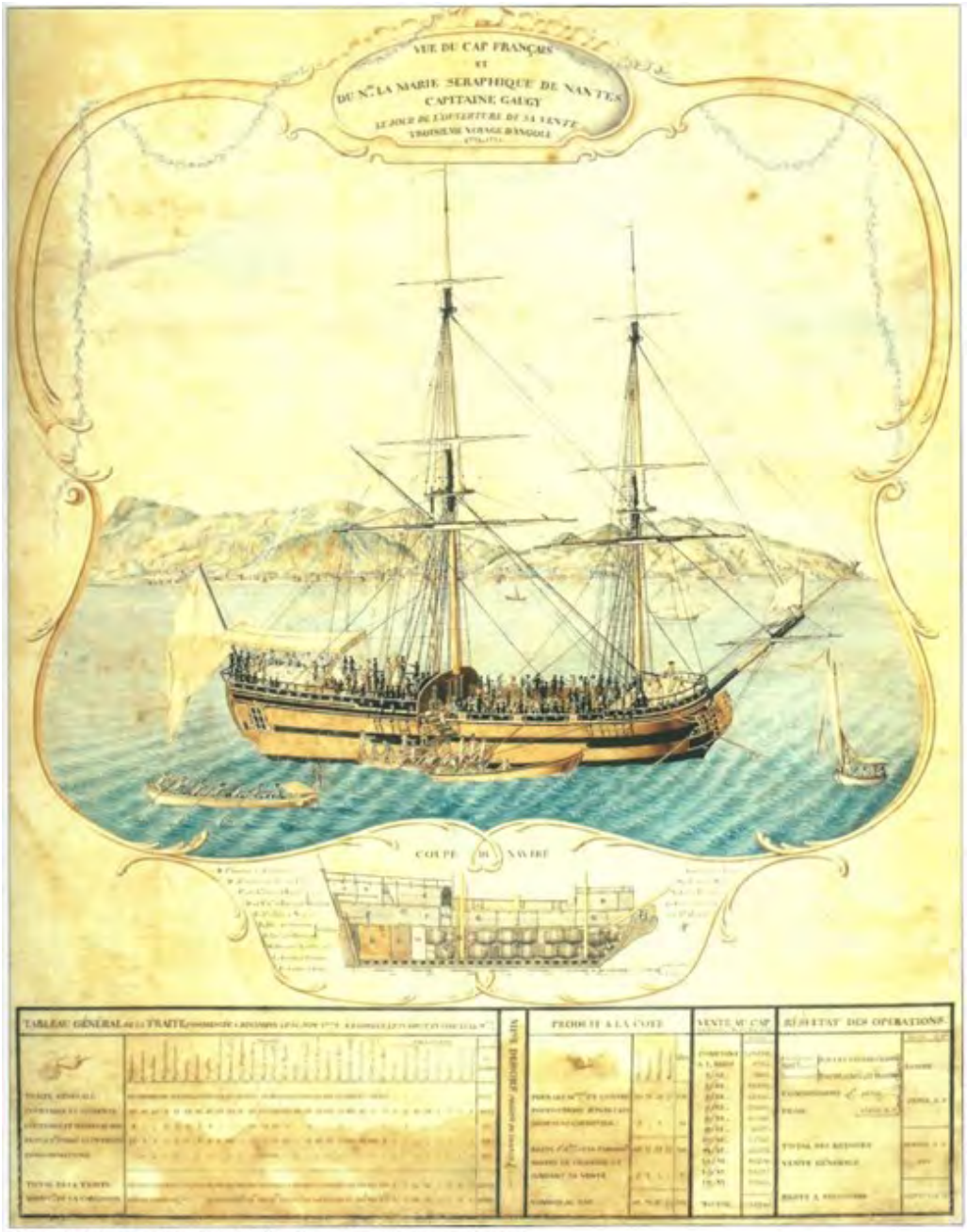
La vie, un nouveau métier, des liens



familiaux dans la diplomatie me donnèrent l'occasion de retourner plusieurs fois dans cette capitale sénégalaise, une vingtaine d'années après, et ce jusqu'à aujourd'hui. L'aéroport au milieu des baobabs est maintenant au sein d'une lèpre de béton, la plage des Mamelles a perdu tout son charme, les grands hôtels historiques des années 70 ont fermé (le Club Méditerranée des Almadies, le légendaire Méridien de N'Gor…)

L'île de Gorée quant à elle est toujours l'excursion que l'on me propose invariablement (il y a aussi un « lac rose » à une heure voiture à travers les bidonvilles, on sort du véhicule, ah oui il est rose, on prend une photo, et puis…. bon ben, on y va ?) Va donc pour l'île… et la maison des esclaves. La porte est toujours là - à quoi servait-elle au-dessus des rochers battus par les vagues ? j'ai bien une petite idée, mais je la garde pour moi. Il ne me viendrait pas à l'esprit d'exprimer mes doutes, pourquoi embarrasser ce guide qui nous raconte son histoire – sur un sujet qui n'est pas franchement drôle dans son ensemble, même s'il n'a rien à voir avec l'endroit, j'en suis de plus en plus persuadé. Surtout quand on nous dit que des millions de personnes sont passées par cette porte… faites le calcul vous-même, ça ne passe pas ! Il semble qu'au fil des années quelques doutes aient été émis (une recherche internet me l'a confirmé, encore que l'aspect maritime me soit resté personnel) Doutes aussitôt balayés par les pontes… et ceux qui profitent de la manne. On me dira sur place que des passerelles en bois maintenant disparues avaient été construites pour accéder aux bateaux – mais pourquoi auraient-ils fait ça, au risque de talonner sur les rochers, alors que le port naturel est de

l'autre côté ? il n'existe de surcroit aucun exemple, nulle part, de ce genre d'appontements sur une côte au vent. Puis ce sera un collègue éthiopien qui me sortira que c'est la dérive des continents qui aurait fait remonter les rochers (ou alors la poussée tectonique, peut-être même le réchauffement climatique, je ne sais plus)
Arrêtons là – la côte africaine est cernée par la barre, ces rouleaux permanents sur une côte linéaire, telle le littoral des Landes, et il n'y a pas d'abri sur des centaines, voire des milliers de kilomètres, sinon les estuaires de quelques rivières, surtout s'ils s'élargissent en lagunes (environs d'Abidjan, San Pedro) Les navires arrivaient donc après une éprouvante traversée (dont tout le monde a oublié la difficulté, sans radars, radios, cartes fidèles, moyens de navigation) et le défi était de retrouver l'entrée de ces mouillages naturels sans s'échouer, pour rejoindre les compatriotes qu'on avait laissés là pour des mois, dans un fort minuscule, une garnison réduite, exposés aux fièvres et à la nuit africaine… et sans espoir de secours immédiat, autant pour le navire que pour la garnison, si les choses tournaient mal.



Aquarelle de la *Marie-Séraphique*. (© Musée du château des ducs de Bretagne)

Brick négrier

Une fois l'ancre tombée dans cet abri naturel, on soufflait un peu, des pirogues venaient aborder, qui ravitaillaient le navire, emmenaient les hommes à terre, et finissaient donc par conduire à bord ce qui devait être embarqué …. Bien triste certes, mais enfin on a connu le servage, la question et le supplice de la roue jusqu'à une époque avancée chez nous, alors je ne vais pas me couvrir la tête de cendres. Revenons à l'ile de Gorée : il y avait un abri naturel à côté (là où est le port de Dakar maintenant, comme c'est curieux) et on ne voit pas pourquoi, non vraiment pas, on aurait embarqué ces pauvres gens pour les débarquer aussitôt sur cette poussière d'île, où le ravitaillement était rare, l'eau surtout … il n'y avait pas de quais dans les ports d'Afrique à cette époque, donc on

minimisait les ruptures de charge, c'est aussi simple que ça. La rivière Gambie, l'estuaire de la Guinée portugaise plus au Sud eurent, c'est reconnu, beaucoup plus d'importance pour le commerce de l'époque, que ce qui devait devenir Dakar, perdu au bout de son promontoire, et donc moins facile d'accès pour les caravanes des tribus africaines, qui arrivaient de l'arrière-pays pour camper au final avec leur butin humain sur le bord des eaux calmes de l'estuaire déjà cité.

Finissons sur quelques anecdotes de la visite : la plaque où étaient listées les familles d'armateurs français plus ou moins responsables, de Bordeaux, Nantes, la Rochelle... a disparu, dommage, on y retrouvait des noms connus (une jeune fille à mes côtés y lut en 84 le nom de famille d'une de ses camarades de classe à Toulon, il y a comme ça des dynasties chez ceux qui naviguent)

Depuis 1984, chaque pièce a maintenant une petite plaque, qui explique ce à quoi elle servait jadis : détention pour les hommes, les femmes, les enfants – encore une fois, manifestement les servants des maitres qui logeaient à l'étage, et rien d'autre, sauf si on n'y connait rien en architecture (après avoir déjà été ignare en navigation) Le dessous de l'escalier s'est ainsi vu baptisé "cellule des récalcitrants" et sous prétexte que Mandela y avait passé un quart d'heure pour en ressortir en pleurant, il m'a fallu pour faire plaire au guide me contorsionner pour rentrer dans ce placard aux balais, et y rester un peu par correction....

Mais que dire ? pourquoi engager une polémique avec ce brave homme ? Terminons avec la conclusion qui en est désormais tirée avec plus ou moins de conviction, par les intellectuels africains qui ont su sagement prendre un peu de recul : la cause est là, elle mérite certes mieux que cette gentille histoire de maison un peu fantaisiste, mais où est le mal finalement ? partout ailleurs sur la côte africaine, baraquements et campements de cette sombre époque ont disparu - ici le symbole est visible, on en avait sans doute besoin, et les visiteurs l'ont créé au fil du temps, comme le monument de Lady Diana au pont de l'Alma qui n'avait rien à voir avec l'affaire mais que les pèlerins se sont appropriés. Une fois de plus, l'inculture conduit à la crédulité, L'important est juste de savoir ce qu'on vous raconte, ici comme ailleurs.

V.G.

(*) *une autre légende que l'on se répète sur place de bouche à oreille depuis des années, est que ces canons servirent au tournage du film « les canons de Navarone ». Pour avoir vu le film plusieurs fois, je peux dire qu'il n'en est rien - donc une intoxication de plus. Je laisse à d'autres le soin de faire un article sur ce second sujet !*

DE LARGENTIERE A MOSCOU
ET RETOUR A LARGENTIERE

Jean-Marc TRUCHET
Ingénieur en nucléaire civil et auteur

Deuxième partie

La présence française à Moscou

La présence d'une colonie française de quelque importance s'est déroulée en deux phases dont la première remonte à la seconde moitié du XVIIIè siècle.
Dès son sacre en 1762 comme impératrice de Russie, la Grande Catherine (Catherine II) souhaitait développer au mieux son immense territoire. Ainsi, favorisa-t-elle l'installation d'étrangers, surtout d'agriculteurs partout où cela était possible dont particulièrement de Français. Toutefois, diverses difficultés étant survenues alliées à celle d'un éventuel retour en France, nombreux furent ceux qui se replièrent sur Moscou, constituant ainsi la première colonie française locale, essentiellement marchande.
Cependant, dès 1810, les velléités de conquête de l'empire russe par Napoléon 1er, sacré empereur des Français[1], puis sa campagne militaire de 1812 qui s'achèvera par une débâcle avec en prime, sous différents aspects, un coût élevé pour la France, conduiront la colonie à subir un retournement de comportement de la part des Russes ce qui peut se comprendre...
Pourtant, même si les Russes étaient préalablement animés des meilleures intentions à l'égard des Français, l'invasion napoléonienne changea la donne. il s'agit ici d'une situation que l'on retrouve toujours aujourd'hui entre les décisions des dirigeants d'un pays par rapport à ce que souhaiterait le peuple, initiatives qui conduisent généralement à de regrettables confusions, non sans conséquences.
Avec l'arrivée de l'empereur aux portes de Moscou, beaucoup de Français y laisseront leur vie, que ce soit du fait des Russes, ou que ce soit par enrôlement de force dans la Grande Armée puis durant sa terrible retraite à travers l'Europe.

Le quartier français à Moscou en 1903. Doc. RUSSIE INFO

Malgré ce qu'il faut bien appeler le traumatisme de 1812, dès les années 1820 des Français retentent l'aventure mais cette fois sous forme industrielle. C'est ainsi qu'ils construisirent et exploitèrent de grandes usines modernes à tel point d'ailleurs que l'on peut considérer qu'au début du XXè siècle, ils tenaient l'économie du pays dont celle de la capitale qu'était Moscou, soit par exemple :

- E.BEAUX et fils : conserves alimentaires de luxe.
- BROCARD et Cie. Parfums, savons.
- Victor BAUDY, porcelaine fine.
- A LA ROSE DES ALPES. Restaurant de bonne cuisine et prix modique.
- Adolf et Clarisse SIOU et Cie. Pâtisserie et salons de thé.
- C. DEPRET, vins en gros.
- CATOIRE : sucre et nombreux produits importés.
- Les maisons PAUZIE et FABERGE. Ce dernier fut médaille d'or à l'exposition universelle de Paris.
- GOUJON : grandes usines métallurgiques.
- GNOME et RHÔNE : moteurs d'avions et engins à moteurs, pièces détachées.
- CREDIT LYONNAIS : banque
- SOCIETE GENERALE : banque à St. Pétersbourg et par une filiale à Moscou[2].
- Liste non limitative.

Si la colonie dispose désormais de son église, elle ne possède aucun établissement pour l'éducation *[2]à la française[2]* des enfants. Pour cela, c'est en 1872 que l'on fait appel à des religieuses de Chambéry qui arrivent à Moscou sans aucune idée de la chose…

Toutefois, un premier établissement pour garçons, St. Philippe de Néri, est ouvert en 1869 suivi en 1889 par l'école Sainte Catherine dans le même bâtiment mais les religieuses ne s'arrêtent pas là…

Elles vont alors adapter leur enseignement de manière à en faire un établissement de haut niveau qui sera également fréquenté par des enfants russes désireux d'obtenir un

Usine A. Siou et Cie. Noter déjà l'importance… (Doc. d'origine non connue)

enseignement de qualité. Il y a même un dentiste et un cinéma ce qui fait qu'à la veille de la révolution russe cet ensemble privé était comparable à un établissement international.

Les Sœurs de l'école Sainte Catherine à Moscou au début du XXè siècle. Doc. Sœurs de St. Joseph de Chambéry

Toutefois, lors des premiers soulèvements populaires en 1905, cela ne va pas sans contestation à l'égard des religieuses et de la paroisse puis dès 1917 et surtout en 1918, période durant laquelle s'installe la terreur rouge. De nombreux Étrangers dont des Français sont alors incarcérés ce qui entraînera le départ vers différents pays d'Europe dont la France pour la grande majorité de la colonie. Ceci constitua un second repli, les biens étant alors soit détruits, soit nationalisés par les bolchevicks arrivés au pouvoir.

L'Église Saint Louis des Français

À cette époque, il n'existait qu'un lieu de culte catholique en Russie, la paroisse St. Pierre et St. Paul mais ouverte aux autres communautés européennes de même confession. Pour souder la communauté française, il lui manquait sa propre église ce qui demandera pas moins de neuf années de négociations avant que Catherine II ne cède à sa demande en 1789.

C'est ainsi que dès l'année suivante, dans le centre de la capitale, la première pierre de l'église St. Louis des Français fut posée, laquelle fut consacrée en 1849. Cet événement constitua une étape majeure dans l'intégration des Français à Moscou car il ne faut pas oublier qu'à cette époque, la France était beaucoup plus religieuse qu'elle ne l'est devenue désormais. L'un des premiers curés est l'abbé Surrugue, prêtre réfractaire ayant fuit la révolution française[3].

Située entre les rues Bolshaya Luyianka N°s 10-12 et Myasnitskaya, de nos jours elle n'est pas aisée à trouver car dans une impasse et fort discrète. On peut y accéder à pieds depuis la station de métro Lubyanka moyennant environ un kilomètre de marche, station qui est la même que celle donnant accès à l'immeuble du FSB (ex-KGB).

Photo. F.G juillet 2019

Devant l'église se trouve un parc verdoyant dans lequel il est agréable de se reposer. La messe y est servie le dimanche en six langues. Issue du projet de l'architecte italien A.O Gilardi, la construction commença en 1833 et fut achevée deux années plus tard. Elle fut consacrée le 17 juin 1849 mais dévastée lors de la révolution en 1917.

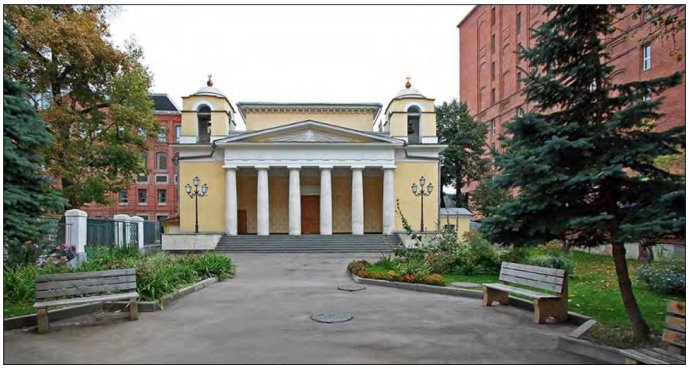
Depuis 1938, Saint Louis des Français est à nouveau ouverte à Moscou où il existe deux autres lieux pour la l'exercice du culte catholiques, soit :

- La cathédrale de l'Immaculée Conception de la Bienheureuse Vierge Marie.
- L'église Sainte Olga.

L'église St. Louis des Français à l'époque, située derrière, l'immeuble du télégraphe. D'après une carte postale.

En ce qui concerne Saint Louis des Français, il existe actuellement une école le dimanche, un groupe de Scouts et des concerts d'orgue y sont régulièrement donnés au profit d'œuvres de charité. Consulter le site internet pour plus de détails.

Intérieur de l'Église St. Louis des Français à Moscou. Photo. F.G



L'église St. Louis des Français et le petit square.
Photo. FG juillet 2019

L'église est divisée en trois nefs et la messe du dimanche y est tenue en six langues. Dans le transept de gauche l'on y trouve une statue de Saint Bernard de Clairvaux et dans celui de droite, une de Saint François de Sale. Près de l'autel on y voit deux petites

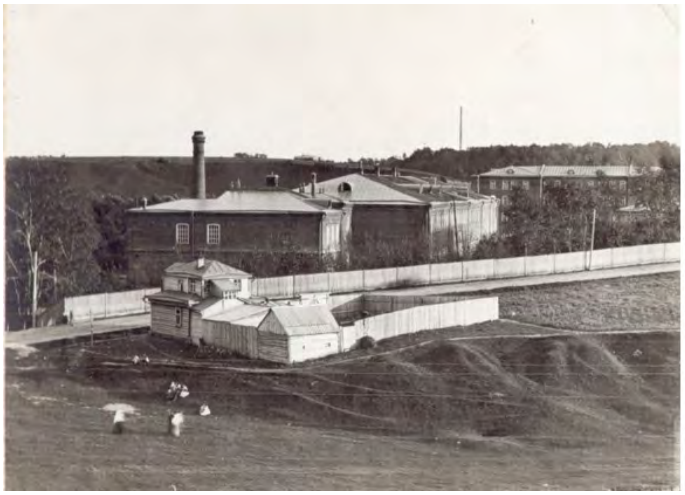
statues rappelant les fondements de la France chrétienne : Sainte Jeanne d'Arc et Sainte Thérèse de Lisieux.
En 1991, le 13 avril durant la courte période de la pérestroïka, le pape Jean-Paul II annonça la création de l'administration apostolique pour les catholiques de rite latin, ceci pour la partie européenne de la Russie.
L'inauguration suite à cette décision eut lieu dès le 28 mai suivant par l'archevêque Tadeusz Kondrusiewicz.

L'ÉGLISE DE NIJNI KOTLI

On trouve dans les archives de la famille Deroch, cette photographie qui montre une église à Kotli sans pour autant pouvoir préciser le culte célébré. Compte tenu qu'il s'agissait d'un hameau avant la construction des usines et que celle-ci n'est jamais mentionnée dans les archives consultées, on peut donc en déduire qu'elle fut élevée avant l'expansion industrielle des lieux et donc de confession orthodoxe ou qu'il s'agit d'un autre lieu car Kotli est écrit avec un i et non un y.

L'Usine de Kotly[4] et la vie industrielle

À partir de 1870, les affaires familiales étant désormais sous la direction d'Aimé Léon Ivanovitch, les Katuar décidèrent d'investir dans la fabrication industrielle. Pour cela, ils commencent par bâtir une briqueterie dans le village de Kotly, laquelle servira à la construction d'une partie du GOUM de Moscou puis de l'usine de soie dans laquelle à partir de 1901 on retrouve Abel Deroch comme contremaître puis comme directeur en 1905. À cette époque, Kotly était un village proche de Moscou mais il n'en est aujourd'hui devenu qu'un quartier qui dès 1932 fut absorbé par le district de Nagorny, situé au Sud de la capitale, plus précisément sur la grande route de Serpoukhov connue au XIVè siècle qui mène aux régions du Sud de la Russie. Pour finir, en 1951, Kotly devint la rue Nagornaya.
On note dans la littérature que durant le XIXè siècle le village est peu connu malgré



L'usine de Kotly et la direction de l'usine et les familles. En haut à gauche, Abel Deroch et à droite en bas, Baptistine avec René sur les genoux. Doc. MD

Du personnel de l'usine devant une isba

Des ouvriers de l'usine charriant du bois

sa proximité de Moscou. C'est une zone sombre car sans éclairage et plutôt un repère de brigands où il n'y avait que 12 maisons mais à la fin du XIXè siècle il sera absorbé par une vaste zone industrielle qui compte plusieurs grandes usines. Aujourd'hui, on y trouve une station de chemin de fer, NIZHNYE[5] KOTLY, dans la direction de Nagorny. C'est aussi une

L'arrivée des ouvrières à l'usine et une photo de groupe d'une partie du personnel. Doc. MD

station de transfert de la station de métro NAGATINSKAYA située à Moscou.

LE GOUM DE MOSCOU

(Glavany Ouniversalny Magazin ou magasin principal universel) est un grand centre commercial situé sur la place rouge, à Moscou, occupé par des enseignes destinées au commerce pour une clientèle plutôt financièrement aisée. Son origine remonte à 1886 lorsque des commerçants déjà présents depuis le XVIIè siècle, s'organisent en société des galeries supérieures de la place rouge à Moscou pour lancer un concours d'architecture qui sera retenu en 1889 suivant les plans proposés par les architectes Alexandre Pomerantsev et

Le GOUM de Moscou en 2019. Photo. FG

Vladimir Choukhov.
Il s'agit d'un bâtiment de forme trapézoïdale, semi-cylindrique construit entre 1890 et 1893, surmonté d'une grande verrière. Son inauguration officielle aura lieu en présence de membres de la famille du tzar Alexandre III le 2 décembre 1893.
Il s'agissait, à l'époque, du plus grand centre commercial du monde, à la fois moderne et esthétique qui manifestement préfigura les constructions plus récentes.
Il s'agit ici d'une information intéressante qui montre que le XXè siècle n'a rien inventé en matière commerciale
Toutefois, en 1917, le GOUM fut nationalisé par les bolchéviks puis transformé en bureaux pour les commissions quinquennales du plan. Il faudra attendre 1953 pour qu'il retrouve sa fonction première mais avec pas grand'chose à vendre... Aujourd'hui, il abrite environ 200 boutiques pour près de 2 500 m de galeries marchandes.
Depuis 1908, date du début de la construction du GOUM, un autre magasin similaire est apparu à Moscou, situé près du théâtre BolchoÏ : le TSUM (ou TSOUM) pour Magasin Central Universel. C'est l'un des plus grands centres commerciaux d'Europe où sont représentées plus de 1000 marques de prêt à porter et autres joaillerie, parfumerie, gastronomie, etc.

La vie industrielle à Moscou au XIXè siècle

L'INDUSTRIE DE LA SOIE TORSE EN RUSSIE

On trouve dans le BULLETIN DES SOIES ET DES SOIRIES de cette époque, des statistiques fort intéressantes, à savoir :
La fabrication de fils de soie torse, c'est-à-dire issus du moulinage du cocon du ver à soie (Bombix), date de 1891 en Russie. Avant cela, le pays ne possédait qu'une seule fabrique, celle de Mr. Sapojnikov, soit environ 250 pouds[6] de soie torse par années (4 095 kg) ce qui est déjà important compte tenu de la très faible masse volumique du produit (densité).
Pour l'ensemble de la Russie d'Europe et pour le Caucase, la production réalisée à la main était évaluée à 20 000 pouds, soit 327 600 kg ce qui devient considérable.
A partir de 1891, des droits de douane favorisèrent la production purement russe et à partir de 1896 l'avènement de la mécanisation permettra à la seule Russie de produire 25 000 pouds, soit 409 500 kg pour ce secteur et 30 000 pouds, soit 491 400 kg concernant les fabrications manuelles.
En 1896, avec 2 400 pouds (39 312 kg), les établissements Catoire et Simoneau (Moscou) étaient le 6è producteurs sur les 13 recensés, à égalité avec deux autres usines. Affichant un total général de 55 000 pouds par année, cette fabrication occupe environ 10 000 ouvrières ce qui représente 55 pouds chacune (901 kg) !.. On constate immédiatement qu'il s'agit ici d'une importante activité économique pour la Russie.

La vie de la famille Deroch à Moscou

Dès 1901, Abel avait demandé à ses parents de lui trouver une femme pour le seconder. Or, il s'avéra que les Gouy, des mouliniers de Tence[7], avaient encore une fille à marier, Baptistine. Les photos échangées, après seulement 15 jours de fiançailles, en mai 1902 ils se marièrent à Tence puis partirent sans tarder pour Moscou, plus précisément pour Kotly, alors un village au Sud de la capitale. En quelque sorte, il s'agit ici d'une rencontre par correspondance bien avant ce qui est aujourd'hui pratiqué à grande échelle...
Malgré son accent français, Abel commençait à bien parler russe de même qu'à le lire mais pour Baptistine, l'épreuve fut plus douloureuse ce qui posait des difficultés pour commander ses quatre bonnes comme le cocher qui l'emmenait

régulièrement à Moscou. Pour pallier cela, elle entreprit de suivre des cours donnés par un instituteur qui apprenait à lire et à écrire à quelques petits bourgeois russes.

Abel et Baptistine. Doc. MD

Sa première dictée fut une rude épreuve puisque pas moins de 45 fautes furent comptabilisées ! Cependant, au bout de quelques mois elle triompha des difficultés et maîtrisa rapidement la langue.
Baptistine donna quatre enfants à Abel, tous français enregistrés au consulat du même nom.

- Marthe, née le 9 avril 1903, décédée le 7 octobre 1964 à Paris. Elle épousera Nicolas Pétroff, un Russe né à Moscou en 1901 qui s'engagea dans l'armée Youdenitch (8) à 18 ans puis dans l'armée française du Général Maxime Weygand. Il reçut la Croix de guerre par le sang versé et devint français.

Marthe conduite à l'école. Doc. MD

- Jean Léon né le 3 décembre 1904. Beau bébé, vif et intelligent, malheureusement il décèdera le 5 juillet 1910 car à cette époque, la médecine n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui, que ce soit en France comme en Russie où il y avait peu de personnes qualifiées. C'est ainsi qu'ils perdirent leur fils ainé de la diphtérie car celle qui le vaccina commit l'erreur de confondre la dose injectée avec celle pour adulte. Une enquête de police demandée par son père, Abel, fit d'ailleurs scandale.
- Marie-Louise, née le 27 janvier 1907 affichant seulement 1.50 kg ne devait paraît-il pas survivre. Pourtant, elle décèdera en 2001 à l'âge de… 94 ans.
- **René Abel**, né le 30 septembre 1909 décèdera le 31 mars 1977 des suites d'un accident de voiture à Montreuil (banlieue sud de Paris). Il était le père de Madame Monique Deroch à qui l'on doit une large partie des documents ayant permis la réalisation de cet ouvrage.

René, né le 30 septembre 1909. Les premières neiges étaient tombées. Doc. MD

Les deux filles ainées furent mises en pension au lycée de Moscou. Tous étaient parfaitement bilingues, y compris le plus jeune, René, qui commença à lire et à écrire à la maison grâce à Macha, la bonne préférée. A cette époque, beaucoup de Russes, surtout de la bourgeoisie, parlaient la langue française et même l'écrivaient. Elle était leur seconde langue.
À l'usine, Abel, pour réduire les accidents avait fait diminuer la journée de travail des ouvrières afin qu'elles ne s'endorment pas sur leur poste. Les logements construits étaient salubres et la nourriture plus

Le cocher et sa femme. Les Maze vers 1906.

correcte. Par ailleurs, le personnel était encouragé pour apprendre à lire et à écrire.
Pour finir, Abel était très progressiste. En avril 1917 il reçut la visite de la délégation socialiste française conduite par Marcel Cachin[9] et le cousin d'Abel, Marius Moutet (voir généalogie simplifiée) qui était avocat. Ils étaient venus soutenir Alexandre Kerensky[10] et les Mencheviks[11]. Il pensait que comme en 1905, l'ordre en Russie serait rétabli avec les réforme sociales et politiques qui s'imposaient dans le pays mais Abel se trompait et manquera même de le payer de sa vie…

Abel avec Jean Léon sur les genoux. Baptistine est à son côté. Doc. MD

Il était très apprécié à Moscou et avait même été décoré par le Grand Duc Michel en personne avec 6 ou 7 autres Français pour leur dévouement au développement économique du pays.

Le jardinier Tripenfil. Doc. MD.

Un jour, ils accompagnèrent le Grand Duc Michel pour une visite à Kotly durant laquelle un événement peu banal surviendra sous forme d'un cafard qui tomba dans la pâte du pétrin !
Aussitôt qu'il vit l'insecte s'enliser, pour sauver son honneur et sa réputation, le boulanger le prit délicatement entre deux doigts et le dégusta avec un sourire gourmand : « raisin de Corinthe » précisa-t-il à son illustre visiteur…

La maison familiale des Deroch à Kotly et le jardinet. Doc. MD

Autre vue de la maison de la famille Deroch à Kotly au début du XXè siècle. Doc. MD

M. Maze est à gauche, Mme. Maze devant avec leurs enfants. Doc. MD

En bas au premier plan : Jean-Léon, déjà fiévreux et fatigué, lequel décèdera des suites du vaccin de la diphtérie. Derrière lui : Marie-Louise (1.5 kg à la naissance...) En canotier : Abel Deroch et devant lui, tenant René dans ses bras, Baptistine. A la gauche d'Abel, Mme. Maze. Devant, à droite de Jean-Léon et de Marthe, Marie-Louise coiffée d'un chapeau blanc car pour s'amuser elle avait rasé son crane !.. Derrière, à droite en canotier : Mr. Maze avec ses filles et derrière, des collaborateurs ardéchois.

Les amis russes et ardéchois sur les marches de l'Isba des Deroch à Kotly[13]

À Moscou, la colonie française était très solidaire. Les Deroch y avait trouvé une autre Largentièroise, Madame Marmosat, professeur chargée de l'éducation des enfants d'une très grande famille russe...

mais à l'automne 1918, ils se retrouveront tous… à Largentière…

BAPTISTINE, UNE FEMME DE CARACTÈRE…

Elle était une femme étonnante, courageuse et énergique ce qui transpire parfaitement dans le texte ci-dessous. Pendant la guerre de 1939/1945, Elle n'a pas hésité à se rendre seule à la gendarmerie répondre à une convocation pour avoir été dénoncée par un collaborateur de l'envahisseur germain comme hébergeant deux femmes du parti communiste dont l'une allait accoucher. Par la suite, elle les aidera à partir plus au sud, en Languedoc où elles ont été prises en charge par un réseau de Résistants.
Avec Marguerite Perbost-Demarne (voir plus loin), elles n'hésitaient pas à dire à ceux qui les avaient inscrites sur les listes prêtes à donner aux Allemands une fois la zone libre envahie, qu'ils seraient condamnés quand la France serait libérée.
En 1945, certains se suicidèrent, d'autres se firent oublier… Baptistine qui tremblait devant Abel avec qui elle se disputait souvent avait son caractère mais elle était également très mère poule…
En réalité, ce couple hâtivement bâti, éprouva encore plus de difficultés lorsque Jean-René décéda à l'âge 6 ans après l'injection de vaccin antidiphtérique car Abel n'était pas présent à ce moment-là. Il reprochera toujours à Baptistine de ne pas avoir prêté plus attention à la qualification de la pseudo-infirmière mais le pouvait-elle ?
Pour finir et suivant ce qui précède et ce qui suit, lorsque l'on observe la vie d'Abel, elle fut avant tout très difficile et l'on peut se demander s'il ne rejeta pas au moins une partie de ses propres souffrances sur sa femme…

Fin de la deuxième partie
(Troisième partie dans le prochain numéro : L'appel sous les drapeaux et La période révolutionnaire en Russie)

J-M. T.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Et non de France, ce qui n'est pas la même chose.

2. Lire avec grand intérêt : LES FRANÇAIS DE MOSCOU ET LA REVOLUTION RUSSE. 1900 - 1920. Sophie Hasquenoph - Ed. Champ Vallée. 2017

3. Suivant Sophie Hasquenoph, Maître de conférence en histoire. Étude des archives méconnue entreposées dans les sous-sols de l'église St. Louis des Français à Moscou et jamais ouvertes, y compris durant la période communiste.

4. On trouve également ce nom écrit sous la forme KOTLI (avec un i).

5. Nizhnye signifie inférieur.

6. Le poud est une ancienne unité de masse utilisée en Russie impériale, valant 16,38 kg. Elle sera abolie en 1918 par l'URSS post-révolution en même temps que d'autres unités de poids datant de cette époque.

7. Tence est une commune du Velay située à 850 m d'altitude, entre le Puy en Velay et la vallée du Rhône.

8. Nikolaï Nikolaïevitch Youdenitch est un officier russe d'État-major qui prit part à la guerre russo-japonaise entre 1904 et 1905. En 1914, il sera promu Chef d'État-major de la région militaire du Caucase et dès 1915 il commandera l'armée de cette même région engagée contre les Turcs.

9. Voir le chapitre qui lui est consacré.

10. Homme politique français, né le 20 septembre 1869 à Paimpol, décédé le 12 février 1958 à Choisy-le-Roi. Il est parlementaire socialiste puis communiste de 1914 à 1958. Marcel Cachin sera directeur du journal L'Humanité de 1918 à sa mort. En avril 1918, avec Marius Moutet, il fera le voyage à Moscou pour soutenir Kérenski puis une visite à Abel, son cousin.

11. Alexandre Fiodorovitch Kerenski est un avocat, membre du Parti socialiste révolutionnaire. Né le 4 mai 1881, décédé le 11 juin 1970

12. Les Mencheviks constituaient un courant socialiste russe mais se réclamant du marxisme. À l'origine, il s'agissait d'une fraction minoritaire du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

13. Habitation traditionnelle des paysans russes. Construite en bois, directement à partir de rondins comme un chalet auquel elle s'apparente.

UNE BRÈVE HISTOIRE DES MASQUES

Louise GUERSAN
Docteure en Histoire
Ancienne professeure de l'Education Nationale

« Les masques, ça ne sert à rien ! », nous serinaient il y a peu nos gouvernants, alors même que nous étions en déficit majeur de ce simple accessoire sauveur de vies et que nous avions assisté impuissants à la désintégration de l'usine bretonne qui nous approvisionnait jusque-là.

Ah, le masque ! Que de sens n'a-t-il pas et combien de causes, justes ou fausses, a-t-il servi. À quels objectifs, cachés ou affichés, n'a-t-il pas obéi ?

C'est complexe, un masque. **Le masque, c'est d'abord cet accessoire que l'on portait dans le théâtre grec** antique, dont le rôle était d'exalter les sentiments excessifs, la joie, la fureur, la terreur, le ridicule, la peur, la grâce. Son origine remonterait peut-être à Mycènes où on le moulait sur le visage des morts, afin de conserver d'eux une dernière image. Pour Suidas, ce serait le poète Hoerile qui en serait l'auteur, tandis que pour Horace les premiers masques hideux auraient été imaginés par Eschile pour ses *Euménides*. Athénée, quant à lui, prétendit que fut un acteur de Mégare qui inventa les masques comiques des valets.

Allez donc savoir ! Toute civilisation n'a-t-elle pas les siens ?

Que dire des terrifiants masques des sorciers africains dont le but est d'impressionner, afin de soumettre à sa volonté ? Le masque, cela fait travailler l'imaginaire.

Mais le Beau n'en est pas exclu. À preuve les somptueux masques du carnaval de Venise qui inspirent la beauté, la pureté, l'opulence. **Le masque, c'est aussi l'apparence qu'on veut donner, ce qui sous entend la tromperie.** Et il m'étonnerait fort que l'on puisse me reprocher de prétendre que nos politiciens ne nous présentent que des masques dont le rôle unique est de nous persuader. Ils n'ont pas besoin de masques en papier, ils savent travailler comme de bons comédiens les traits de leur visage qui dès lors leur sert de masque. Le masque, c'est donc l'apparence trompeuse sous laquelle on s'efforce de cacher ses vrais sentiments et ses vraies intentions. Mais est-on découverts qu'on jette le masque. Et aujourd'hui, le masque est tombé. Tout de même ! Que nos politiques nous présentent tant de visages-masques pour nous parler

Un médecin de la peste au XIVème siècle

des masques médicaux a quelque chose d'insensé. Car ce qui nous intéresse ici, **c'est l'usage médical du masque.** Et son usage est ancien. Je ne sais si l'usage du masque médical était connu dans l'Antiquité, mais au Moyen Age, nous avons la certitude de son emploi. Jean le Bel, Au XIVè siècle, nous raconte comment durant la grande peste les médecins de l'époque, par peur de la contamination, évitaient de s'approcher des malades des hôpitaux tenus par les religieux, et portaient des masques à bec pointu et des costumes censés les protéger. Les prêtres donnant aux mourants l'extrême onction se costumant de la même façon
Quant aux lépreux, peut-être peut-on les considérer comme masqués, car soustraits à l'œil du public puisqu'en l'absence de traitement on les exilait dans des léproseries, ceux qui les y conduisaient se couvrant entièrement de tissus, visage compris, qu'ils brulaient ensuite.
Il y a un siècle, durant la grippe espagnole, l'usage du masque devint généralisé, particulièrement aux États-Unis, tant dans la société civile que militaire. Et pour cause : alors que les médecins désemparés, sans information, sans aide, devaient faire face à l'épidémie comme ils le pouvaient, une infirmière sur quatre en mourait. Aussi en décembre 1918 à Seattle, les forces de l'ordre furent équipées en masques, et les poinçonneurs avaient ordre de ne pas laisser monter les passagers qui n'en étaient pas munis.
À défaut de masques, la distanciation sociale fut utilisée avec des résultats des plus satisfaisants. À Saint Louis, le Dr Max Starkloff réussit sa mise en place en limitant le nombre de personnes dans les attroupements et en fermant les écoles.
Militaires, fonctionnaires, travailleurs de tous bords furent fortement incités à porter le masque, comme l'illustrent les photos ci-dessous extraites d'un super site que je vous invite à visiter[1].

Des masques chez les civils

A Mill Valley , en Californie, une femme portant une pancarte avec l'inscription « *Portez un masque ou vous irez en prison* ». Les transports en commun ne laissaient pas entre les gens non masqués.

CONSEILS POUR SE PROTÉGER DE LA GRIPPE

THE VANCOUVER DAILY SUN, VANCOUVER, B. C., SUNDAY, NOVEMBER 3, 1918

Let Us Know One Another

BE SAFE

FROM THE

INFLUENZA

WEAR A NOSE AND MOUTH PROTECTOR

35c

Influenza is killing thousands every day all over the continent. Once the deadly germs take hold your life is in jeopardy. Doctors, Boards of Health, all Medical Men say positively—Prevent It.

WEAR A NOSE PROTECTOR

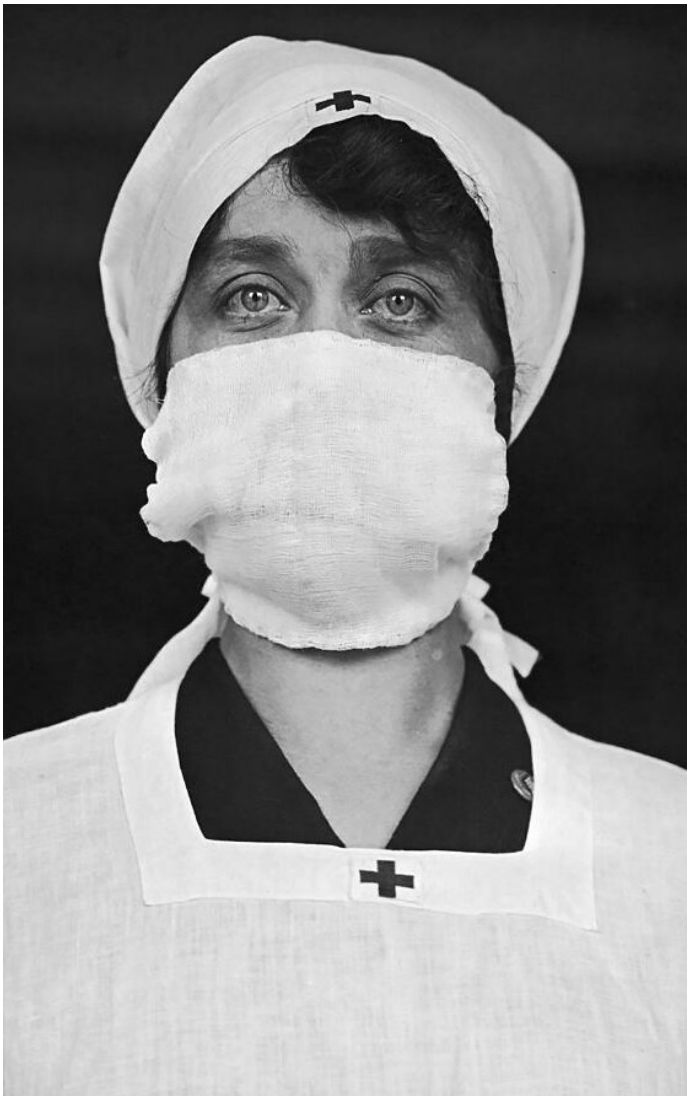
EASILY ADJUSTED NO DISCOMFORT

Why don't you wear one now—It is a positive preventive.

SAYS THAT "FLU" IS NOT ABATING

Cartoon from the 26 October 1918 issue of the *Calgary Herald* satirizing the Department of Health's order forcing all citizens to wear masks when outside their homes.

Des masques pour les personnels soignants



La Croix rouge en activité à saint Louis dans le Missouri et à Boston

Des masques pour les militaires

A Seattle, le 39ème régiment en route pour la France

Et à Royat en France le cinéma à l'hôpital militaire américain

Des masques pour les travailleurs

A New York : balayeur de rue, policier et postier.

A Cincinatti, dans l'Ohio, un barbier et à New York une dactylo.

On rappellera aussi que depuis quelques décennies, les Japonais, champions de l'hygiène, faisant des émules dans d'autres régions asiatiques, ont adopté l'usage du masque pour ne pas contaminer autrui même en cas de rhume. Et on a osé dans les débuts de la crise du covid 19 nous dire que les masques ne servaient à rien ? Je reste sidérée par le manque de références historiques de nos gouvernants. À quoi servent donc les leçons de l'Histoire ? À quoi sert la notion d'anticipation ?

L.G.

NOTE

1. https://www.touslesjourscurieux.fr/cetait-le-temps-de-la-grippe-espagnole/

Le premier ouvrage que j'ai publié en 2016 s'appelait « Vers la chute de l'Empire occidental. » Dans ce livre, je décrivais tous les facteurs politiques, géopolitiques et économiques qui concourraient au déclin du monde Occidental. Au-delà de l'accueil favorable qu'il reçut dans les milieux de droite, le livre me valut les étiquettes de décliniste, déclinologue, et autres noms d'oiseaux peu gratifiants. Constater avec des faits avérés, des arguments objectifs, le déclin de l'Occident ne mérite pas une contradiction sérieuse, un débat contradictoire qui opposerait d'autres arguments, et qui contribuerait à faire jaillir la vérité. Non, trouver que l'Occident va mal, c'est être décliniste, un point c'est tout. Une sorte de maniaco-dépressif qui projette ses angoisses sur le monde dans lequel il vit. Le terme décliniste se veut aussi infamant que défaitiste, mais en temps de paix.

Plus exactement en temps où l'Occident, tournant le dos à toutes ses valeurs millénaires, à toute son histoire, mais également à tous les principes de base de la géostratégie, se force à regarder le monde à travers un prisme préétabli par ses élites : le mondialisme. Un schéma qui ne se base pas sur la réalité telle qu'elle est, mais sur la vision fantasmée d'un monde qui, comme par hasard, correspondrait à la vision que l'Occident voudrait en avoir. Un monde prétendument pacifié, acquis aux valeurs occidentales, qui ne rêve plus que de blue jeans, de fast food, de cinéma hollywoodiens et de parcs d'attraction. Un monde qui ne veut plus de frontières, veut acheter des produits de tous horizons, se divertir avec des formats qui transcendent les différences, voyager partout, s'enivrer dans les loisirs et la consommation. Un monde acquis aux valeurs occidentales, qui veut entrer dans la sphère de liberté et de

prospérité qu'il fait miroiter aux autres continents. Un monde totalement occidentalisé, en somme : c'est ainsi que Fukuyama évaluait la situation au lendemain de la fin de la guerre froide. L'Occident avait gagné, il n'avait plus de modèle alternatif, plus de concurrent sérieux, tout le monde rêvait de devenir occidental. Il fallait désormais tendre la main à tous ces peuples, leur donner la possibilité de devenir eux aussi de vrais occidentaux en accompagnant leurs pays sur le chemin de la prospérité.
C'est ainsi que l'on parviendrait à la paix universelle. Il est évident qu'une telle foi dans un projet aussi utopiste rappelle curieusement les grands idéaux du marxisme, les rêves d'un monde délivré de la lutte des classes, de la propriété, où tous les hommes seraient égaux et vivraient en paix en partageant les fruits de la prospérité. C'est sans doute pourquoi le simple fait de contester la validité et le réalisme de ce projet attire les mêmes réactions que celles que les opposants au communisme pouvaient recevoir à la grande époque : ces critiques ne peuvent relever que d'esprits déviants, qui refusent le progrès, restent engoncés dans les mesquineries bourgeoises, ou maintenant nationales, ne voient pas le monde évoluer.
En recevant le qualificatif décliniste, on devient un peu réactionnaire, un peu raciste, un peu passéiste, pessimiste, bref on ne comprend rien au monde actuel, encore moins au monde de demain. Et dans ce cas, le débat est inutile, l'anathème suffit à disqualifier le contradicteur.
Cette théorie de la « Fin de l'histoire et du dernier homme » correspondait parfaitement à l'état d'esprit d'un occident désormais délivré de la hantise de la guerre froide, qui après avoir exorcisé le cauchemar de deux guerres mondiales, ne voulait plus entendre parler de conflit armé, de risques nucléaires, bref refusait le combat. Il correspondait aussi aux intérêts des élites occidentales, banques et multinationales, qui piaffaient depuis longtemps de pouvoir partir à la conquête de nouveaux marchés de pays du tiers monde, encore enfermés dans le glacis soviétique. L'ouverture de ces pays, Russie, Chine, Viet Nam, Cambodge, Angola, Pays de l'Est de l'Europe, allait leur procurer d'immenses opportunités. Car depuis trente ans, les milieux d'affaires n'avaient plus confiance dans la stabilité d'un monde du travail occidental traversé par de fréquentes convulsions, rebelle et vindicatif depuis la fin des années soixante. Alors que jamais l'Occident n'avait connu une telle prospérité, sa jeunesse s'était rebellée, entrainant derrière elle la classe ouvrière. Et l'Occident était pris de convulsions répétées, grèves, émeutes étudiantes, ouvrières, quand ce n'était pas mouvements terroristes comme les Brigades Rouges en Italie. Alors, il valait mieux trouver d'autres forces de travail parmi d'autres peuples, bien moins gâtés par la vie, bien plus corvéables, bien moins exigeants en termes de salaires et de conditions. Dès le sortir de la guerre froide, on s'empressa tout de suite de lever les barrières douanières à la circulation des produits, dans le cadre d'un cycle de négociation baptisé l'Uruguay Round. Qui avait pour mot d'ordre officiel : préférence

pour les pays du Tiers Monde. Il fallait aider ces pays en ouvrant les frontières des pays occidentaux, des marchés de consommateurs solvables, aux produits fabriqués dans l'hémisphère sud ou en extrême orient. Pour leur permettre de gagner leur vie, de marcher sur la voie de la prospérité. La stratégie des tenants de la mondialisation était simple : il fallait abandonner aux pays émergents les industries de base, à faible valeur ajoutée, les travaux pénibles, répétitifs, polluants, assommants à cause du bruit, des scories, des émanations, que les occidentaux ne voulaient plus occuper. Ainsi, une classe moyenne d'ouvriers, de cadres et d'industriels allait émerger dans le Tiers Monde, les Occidentaux allaient pouvoir lui vendre des produits de luxe, des voyages, des divertissements, des produits de technologie, à haute valeur ajoutée. Les délocalisations massives seraient un compromis gagnant-gagnant : les peuples du tiers monde seraient mis au travail et trouveraient ainsi emploi, revenu et dignité ; les peuples occidentaux pourraient se réorienter vers des métiers plus valorisants, plus qualitatifs, grâce aux opportunités qu'offrirait l'enrichissement de la moitié du monde.

Liés par des intérêts commerciaux communs, les échanges de marchandises, de capitaux, mais aussi culturels, les peuples marcheraient désormais ensemble sur un même chemin, dans un monde pacifié. Le rêve de paix universelle par le commerce international, proposé par Mgr de Boisgelin au XVIIIème siècle, serait désormais à portée de main. Or les choses ne se sont jamais déroulées ainsi. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'état d'esprit unanimiste, mondialiste, pacificateur qui imprégnait les Occidentaux au sortir de la guerre froide n'a jamais été partagé ailleurs qu'en Europe et en Amérique du nord. Les autres peuples n'étaient pas arrivés au même niveau de conscientisation du monde que les occidentaux. Les élites de ces pays restaient des politiques, quand l'Occident s'appuyait sur des élites issues du monde de la finance, du commerce ? Ces pays étaient encore restés bien plus ruraux et traditionnalistes que les occidentaux, urbanisés. Surtout, les stigmates de la colonisation étaient toujours là, et bien là. L'occident a oublié qu'elle a été la seule civilisation à avoir jamais planté son drapeau sur tous les continents. Et à avoir ainsi laissé des traces indélébiles, notamment une rancœur tenace, partagée partout, comme Jean Ziegler l'avait suggéré dans son livre « La haine de l'occident. » Les peuples d'enfants gâtés que nous sommes peuvent-ils comprendre le désir de revanche de peuples pauvres, qui se sont sentis humiliés, rabaissés, traités comme des laquais dans leur propre patrie ? Au lendemain des indépendances africaines, arabes, asiatiques, alors que les occidentaux ne voulaient plus célébrer les heures de gloire et les héros de légende qui ont fait leur grandeur, les pays émergents se créaient des mythes fondateurs en la personne des leaders des guerres d'indépendance, ou de ceux qui avaient résisté aux colons, comme Gandhi, Nehru, Nasser, Abd El Kader, Béhanzin etc…

Au début de la mondialisation, les pays émergents en quête de décollage ont accepté les conditions des multinationales occidentales, ont déroulé un tapis rouge sous leurs pieds, pour les inciter à y installer leurs usines : terrains industriels offerts, fiscalité dérogatoire, conditions sociales très avantageuses. Bien entendu, c'est en masse que les multinationales ont démonté leurs usines en Occident, pour les remonter en Asie, en Turquie, au Brésil. Très vite, dès le milieu des années quatre-vingt-dix, un pays comme la Chine connait des taux de croissance à deux chiffres. Pendant que l'Occident lui, voit sa production industrielle reculer, des millions d'ouvriers se retrouver au chômage. Sans que les

contreparties en termes d'emplois qualifiés ne pointent le nez à l'horizon, en tout cas dans les proportions des pertes causées par les délocalisations. Et pour cause : pendant que l'Occident jouait le jeu de la mondialisation, de l'ouverture, du partage des richesses, un pays comme la Chine raisonnait en termes de stratégie nationale, de puissance à bâtir, et planifiait sur le moyen et le long terme sa puissance future. Pendant que les pays occidentaux redistribuent la prospérité avec les états providences, et n'hésitent pas à s'endetter pour assurer le niveau de vie des populations malgré la désindustrialisation, la Chine elle capitalise les fruits de la croissance, monte des fonds souverains pour investir. Il y va de l'avenir de celle-ci, le décollage du pays étant lié avant tout au bas cout de la main d'œuvre, sa capacité à accepter les travaux les plus pénibles dans les conditions les plus spartiates… Mais il y va aussi de l'évolution du pays. Car un dirigeant aussi avisé que Deng Xiao Ping, qui a lancé la Chine dans cette voie, savait qu'il ne laisserait pas la Chine devenir un simple sous-traitant de l'Occident, que cette position ne ferait que prolonger la soumission coloniale, sous une forme édulcorée. Dès le début il savait qu'il fallait faire des efforts pour monter en gamme, s'améliorer en termes de qualité produite, de valeur ajoutée, pour devenir enfin un vrai concurrent des pays industrialisés, et se retrouver ainsi maitre de la situation et respecté. La Chine n'a pas joué en priorité le jeu de la vraie élévation générale du niveau de vie qui aurait permis aux occidentaux de lui vendre des produits à forte valeur ajoutée : elle a préféré sacrifier une génération entière, pour financer les structures aptes à assurer la montée en gamme de ses industries.

Outre les investissements colossaux dans les infrastructures, la formation, la Chine a réussi, au fur et à mesure qu'elle se rendait indispensable aux yeux des puissants, à opérer des transferts de technologie. Ainsi, un important contrat signé avec Airbus s'est conclu par l'obligation pour l'avionneur Européen d'installer une usine en Chine. Et depuis les Chinois ont mis le pied à l'étrier, avec la firme COMAC, qui a lancé en 2017 le premier avion de ligne en concurrence directe avec Boeing et Airbus…

COMAC C919

L'Inde a connu la même évolution, quoique moins fulgurante : à l'origine cantonnée au textile, à la chimie lourde, l'Inde a développé dans la région de Bangalore une véritable Sillicon Valley asiatique, avec toutes les firmes occidentales représentées, en particulier les fameux Gafam… Des centaines de milliers d'ingénieurs informaticiens y travaillent. Désormais, l'Asie domine dans de nombreux secteurs, y compris les plus pointus : composants électroniques, médicaments, téléviseurs, ordinateurs, l'Asie n'a plus rien à envier à l'Occident en termes de technologie. En même temps qu'il délocalise, et s'appauvrit, l'Occident ouvre grand ses portes à l'immigration : c'est cela aussi, le partage de la prospérité à l'échelle mondiale, cela l'un

des piliers du mondialisme. Plus l'immigration enfle, plus les sociétés occidentales se fracturent, se désunissent, et se trouvent confrontées à l'islamisation. Une islamisation planifiée et soutenue par les nouvelles puissances musulmanes, Turquie, Arabie Saoudite, Iran, Qatar. Comme l'avait prédit Huntington, la mondialisation n'a pas éteint la compétition entre les civilisations : au contraire, elle l'exacerbe. Et la pénétration à grande échelle de populations sur le territoire occidental est évidemment une arme dont se servent nos adversaires, comme l'avait clairement exprimé Erdogan : « Les turcs installés en Europe ne doivent en aucun cas s'assimiler, ce serait une trahison. Ils doivent devenir les vecteurs de l'islamisation du Vieux Continent. » On ne saurait être plus explicite : pourtant les états européens ont poursuivi sans frein la politique d'accueil massif, en particulier en 2015, quand Merkel décida unilatéralement de faire entrer 1,5 millions de migrants en Europe, sans même consulter ses « partenaires »…

Les économies occidentales ne cessent de reculer. Mais on continue à soutenir que la mondialisation est la solution, que si ça ne profite pas encore, c'est parce qu'on ne s'y est pas assez intégré, qu'on ne s'y est pas suffisamment adapté : les mêmes arguments avaient cours dans l'ex-URSS, quand les dirigeants constataient que les objectifs des plans n'étaient jamais atteints, et en attribuaient la faute à l'insuffisance de socialisme…

En 2015, le PIB des six puissances occidentales du G7 atteignait 25000 milliards de dollars, et se voyait rattrapé par le PIB des BRICS : Brésil, Inde, Russie, Chine Afrique du Sud. Car en même temps que l'Occident s'affaissait économiquement, les pays émergents en profitaient pour pousser leurs pions sur les affaires du monde. Et n'hésitaient pas à se coaliser, même si rien d'autre ne les rapprochait que la soif d'empiéter sur la puissance occidentale. La crise des subprimes aura été une occasion en or de marcher sur les plates-bandes occidentales : les pays émergents n'auront pas laissé passer une telle aubaine. Pour compenser la désindustrialisation, les pays occidentaux ont lâché la bride à une finance dérégulée, de plus en plus axée sur la spéculation, sur des produits dérivés particulièrement risqués. Surendettés, de plus en plus sevrés de recettes à l'export avec la saignée industrielle, les gouvernements occidentaux ont trouvé dans la finance un pis-aller, d'autant que leur équilibre budgétaire précaire se trouvait de plus en plus soumis au bon vouloir des banques : depuis des décennies, les pays occidentaux sont tous plus ou moins en déficit, pour colmater les brèches dues aux pertes industrielles. La crise des subprimes a secoué des économies occidentales paralysées par les risques de faillite bancaire, qui n'ont trouvé pour seule planche de salut que le soutien des pays émergents, Chine, Russie, Inde, monarchies du Golfe, qui disposaient d'excédents considérables, quand les pays occidentaux se trouvaient tous exsangues. Les émergents ont sauvé l'Occident, ils ne l'ont pas fait pour rien.

Le G7 qui gouvernait le monde depuis quarante ans a cédé la place au G20 : Russie, Chine, Arabie Saoudite, Brésil, Mexique, Turquie entrent dans la cour des grands, prennent part à la gouvernance mondiale, ce qui fit dire à Herman Van Rompuy, président de l'Union Européenne : aujourd'hui marque l'an I du gouvernement mondial…

Un président de l'Europe qui se réjouit de voir les pays Européens perdre la main sur les affaires internationales, voilà qui pourrait sembler étrange : sauf que l'Occident est depuis des années trahie par ses élites, qui jouent à plein le jeu des multinationales, pendant qu'elles semblent s'ingénier à défaire la puissance de leurs nations… Et les BRICS de réclamer une refonte de l'ONU, de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale… La Chine entre à l'OMC en 2001. Depuis, elle ne respecte aucune des conditions qui lui incombent en vertu de cette qualité, qu'il s'agisse des normes

sociales, environnementales, sanitaires, et ne parlons même pas des droits de l'homme… Elle ne respecte même pas la réciprocité commerciale, c'est-à-dire le minimum de règles de la compétition économique. Mais personne ne lui en tient rigueur : les multinationales et les banques réalisent là-bas de tels profits, qu'il serait malvenu de remettre cela en question. La Chine pratique un dumping monétaire, avec un yuan sous-évalué ? Qui est en mesure de lui imposer un retour à la normale, à présent qu'elle refinance les états occidentaux ?

Alors la Chine peut continuer à tailler des croupières en Occident, à racheter via ses fonds souverains des fleurons de notre industrie, des ports et des aéroports européens, personne n'est plus en mesure de l'arrêter, et surement pas Obama ni Jean Claude Junker, ni Madame Lagarde. Comme personne ne peut mettre les monarchies du golfe devant leurs responsabilités, alors qu'elles financent Daesh, Al Qaida, les Frères Musulmans : vu qu'elles financent aussi la dette Française et d'autres pays, mais aussi nombre d'entreprises américaines ou européennes via leurs fonds souverains, qu'elles tiennent nos approvisionnements énergétiques à leur merci, qui peut encore les arrêter ? Les attentats terroristes sont donc la contrepartie à accepter, si on veut continuer à recevoir l'oxygène qui maintient nos budgets et nos entreprises en vie. Malgré tout cela, l'Occident empêtré dans la nasse se trompe d'ennemi : il semble mobilisé contre la Russie, ne manque aucune occasion de lui infliger des sanctions, tandis qu'il continue à faire le dos rond devant la Chine, les pays du golfe, la Turquie… Sans l'intervention de Poutine en Syrie, Daesh n'aurait jamais été éradiqué : c'est pourtant la Russie qu'on sanctionne à la moindre incartade, tandis qu'on laisse la Chine contrevenir à toutes les règles internationales, sans réaction. L'Occident n'a plus de vraie stratégie, n'a plus les moyens de ses ambitions, de la défense de ses intérêts, alors, il se laisse porter par les circonstances, toujours à la remorque d'un autre. Poutine a décidé de soutenir son allié Assad contre Daesh ? Allons-y, laissons-le faire, apportons-lui notre concours, nous nous débarrasserons ainsi à moindre frais des terroristes que nous ne pourrions pas éradiquer nous-même… Même si Poutine est mal vu par les élites occidentales, car son projet de restauration des valeurs nationales est le parfait contre modèle au mondialisme triomphant. L'Occident affaibli devient veule, impotent, et pourtant, il se raccroche toujours au mondialisme qui l'a mis dans cet état alors qu'il croyait avoir gagné la partie, vingt-cinq ans plus tôt. En attaquant systématiquement la Russie, en la mettant sur la touche, il est en train de la pousser dans le camp de la Chine qui depuis quelques années, montre des velléités de puissance sur d'autres terrains que l'économie : avec Xi, la Chine s'arme, se renforce, s'affirme comme la grande puissance asiatique, envoie ses coups de griffes en mer de Chine, parvient à isoler Taiwan, à effrayer le Japon, la Corée du Sud… Sans que l'Occident ne parvienne à rassurer pleinement ses alliés traditionnels.

Puis vint le président Trump : pour la première fois, une action concrète est menée contre la Chine et sa concurrence déloyale, mais également contre le libre échangisme en général, et contre l'ouverture des frontières. Trump veut renouer avec la puissance Américaine en se recentrant sur les intérêts de son pays. Plus question d'ouvrir en grand la porte à une immigration qui fracture et appauvrit la société, plus question de se laisser dévorer sans réaction par l'ogre Chinois. La balance commerciale des Etats-Unis présentait un déficit de 500 milliards d'euros vis-à-vis de la Chine… Situation intenable, que le simple bon sens appelle à remédier, mais qui suscite une véritable levée de boucliers dans des médias totalement affidés aux multinationales, et qui poussent à bout de bras la logique mondialiste et libre-échangiste. Depuis quelques années, l'aggravation de la situation en Europe et aux Etats Unis provoque des réactions dans l'opinion publique, avec le Brexit et la montée des populismes : preuve que les occidentaux commencent à remettre sérieusement en cause le modèle qu'on leur

a imposé depuis trente ans. .
C'est dans ce contexte que survient la crise du coronavirus. Une crise partie de Chine, mais qui a surtout affaiblit l'Europe et dans une moindre mesure les Etats Unis. Ouverte à tous les vents, l'Europe n'a pas su réagir à temps, remettre en cause l'ouverture totale pour arrêter le virus : elle le paie cher aujourd'hui. Et se découvre impuissante, totalement dépendante de la Chine à l'heure où l'Empire du Milieu revient à la normale : masques, gels, médicaments, la Chine produit tout, y compris les produits les plus nécessaires, pendant que l'Europe est dans le dénuement le plus total. Et la Chine montre ses dents : dans un récent article du magazine pro-régime Global Times, on pointe du doigt les faiblesses de l'Europe et des Etats-Unis, on envisage de s'affirmer encore plus sur la scène internationale pour pallier aux défaillances de l'Occident…
Un Occident désormais piégé : pourra-t-il contrer les ambitions chinoises ? La Chine n'a plus aujourd'hui besoin d'envoyer ses troupes pour nous faire la guerre : il lui suffit de bloquer les approvisionnements, et toutes les forces productives occidentales se retrouveraient immédiatement à l'arrêt. Dans « Vers la chute de l'Empire Occidental, j'envisageais une collusion d'intérêts extra-occidentaux qui finiraient par venir à bout de notre puissance, et nous soumettraient. Pendant que l'Europe se débat contre le virus, Erdogan attend son heure. Lui non plus n'a plus besoin d'attaquer militairement l'Europe : Madame Merkel lui a confié la garde de 3 millions de réfugiés, moyennant finance. Toujours et jusqu'au bout le mondialisme, sa veulerie, sa faiblesse et sa naïveté. À tout moment, Ankara peut lâcher cette marée humaine sur une Europe qui sera bien incapable de résister, avec les pitoyables moyens de l'agence Frontex… Plus affaiblie que jamais, l'Europe est désormais soumise au bon vouloir de puissances étrangères, qui peuvent lui porter des coups fatals : à voir comment l'Union Européenne a géré la pandémie, on doute qu'elle puisse résister aux forces terribles qui ne manqueront pas de s'abattre sur nous dans les mois à venir ; car mondialisme ou pas, la faiblesse aiguise toujours les appétits, fait redoubler les coups des adversaires, jusqu'à achèvement définitif…

O.P.

"Méthode" recommande :

Broché : 126 pages
Editeur : Editions de Paris
ISBN-10 : 2846212562
ISBN-13 : 978-2846212564

La mondialisation totalitaire

de Olivier Piacentini

Mondialisation et totalitarisme : les deux termes semblent antinomiques, la mondialisation étant présentée comme une libération aux antipodes du totalitarisme, hypertrophie du nationalisme. Or, nous n'avons jamais autant subi un tel conditionnement, un tel rejet de tout ce qui n'entre pas dans les vues du politiquement correct comme du réalisme économique.

Sous nos yeux se met en place un système insidieux, souriant, en réalité phagocytaire. Délocalisations, concentration des entreprises, destruction des emplois, concurrence déloyale, laxisme en matière d'immigration, complaisance avec le communautarisme, le but est clair : asservir Nations et Etats, araser les particularismes, saper la démocratie, abaisser le niveau culturel, uniformiser les modes et les goûts pour parvenir à une gouvernance mondiale sans précédent. Parallèlement à la transformation des peuples occidentaux en consommateurs passifs et assistés, gavés de fêtes et de jeux, se développe une exploitation forcenée du tiers-monde, de ses richesses et de ses travailleurs, ressort de l'enrichissement accru des puissants privant les pauvres du nécessaire pour accroître leur abondance.

Depuis des décennies, un totalitarisme d'un nouveau genre tisse sa toile, substituant à la violence d'Etat le conditionnement par le marketing et les nouvelles technologies.

Dans cet essai, Olivier Piacentini décortique l'avènement des nouvelles oligarchies financières qui, ayant supplanté le pouvoir des Etats, déroulent un programme de domination planétaire visant à changer le cours de la vie humaine, voire transformer l'humain. Une perspective glaçante que voilà cinquante ans avaient pressentie Aldous Huxley et Georges Orwell.

Schopenhauer, l'anticorps.

Henri FENG
Docteur en histoire de la philosophie
Auteur.

Depuis que le monde est monde, l'idée est un virus, l'homme une bactérie : les conceptions freinent les actions, bien que l'être humain se présente comme le plus vorace des vivants. *In fine*, l'animal-homme a estimé qu'il pouvait mieux avancer en pensant. C'est ainsi que les réflexions devaient à jamais dicter leurs lois aux émotions. Seulement, les idéologies alimentent l'enthousiasme, qui lui se mute souvent en fanatisme. Parce que la dictature des émotions constitue clairement une idéologie : il faut se plaindre et hurler à grand cris, non seulement pour être écouté, mais aussi pour être craint et respecté. En résumé, dans une époque où la moraline dégouline de tout son poids et où les réclamations font la loi, le maître Schopenhauer n'apparait plus comme un recours, mais véritablement comme un anticorps.

Arthur Schopenhauer (1788-1860) est le philosophe d'hier et de demain à bien des égards. Le jeune Arthur, fils d'un père matérialiste et dépressif puis d'une mère bourgeoise et intellectuelle, connait le voyage, la solitude et le goût des études. Apprenant à lire et à parler l'anglais et le français, il s'ouvre rapidement à d'autres cultures que la sienne. Devant une globalisation industrielle rampante, il comprend que la vie a un sens cosmologique avant d'être politique. Entre un père qui l'hystérisait et une mère qui le dédaignait, il dut sans cesse se reconstruire, surtout par le travail intellectuel : il aurait dû être commerçant, il finit mal pensant.

Schopenhauer, c'est le goût de la survie et de la fureur. Une existence perpétuellement déchirée entre la souffrance intérieure et l'ennui extérieur.

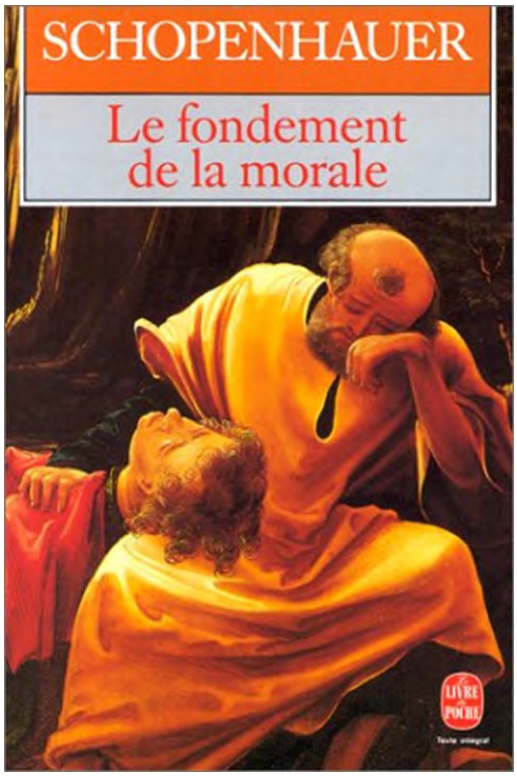
Conceptuellement, ce penseur anéantit la frontière entre l'intériorité psychique et l'extériorité physique. De plus, il subit le règne de la publicité face à son meilleur ennemi : Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831). Battu en brèche par l'immense succès de ce dernier dans le domaine

académique, il n'a d'autre choix que d'écrire des pages entières sans savoir si cela peut satisfaire. Malgré tout, il réussit à produire son œuvre majeure : Le monde comme volonté et comme représentation[1].

Deux thèses fondamentales pour révéler deux éléments d'une seule et même réalité : alors qu'il ne peut y avoir une quelconque vitalité sans volonté, la conception ne peut voir le jour sans imagination. Dès le §1 du Monde, il affirme : « Le monde est ma représentation [...] Le monde est ma volonté »[2]. En somme, la vie se rêve bien que la réalité persévère. Puis, si le vouloir-vivre persiste et signe, l'homme et la bête se différencient à l'aune d'un point accidentel : la réflexion. « L'animal sent et perçoit, l'homme pense et sait ; tous les deux ils veulent »[3]. Irrémédiablement, l'homme réfléchit parce qu'il ne veut plus faire confiance à son instinct primaire. Seulement, le désir avec son lot d'illusions se manifeste pathétiquement comme instinct de consommation. En définitive, Schopenhauer est un anthropologue essentiel : il faut s'éliminer pour ne pas éliminer. Cependant, le suicide individuel est une idée avariée : si chaque âme passe de corps en corps selon le « cycle des réincarnations » (le samsara en pali), se tuer ne change rien à son éternelle substantialité. Ainsi, dans ce kosmos, il faut vouloir pour pouvoir.

Mais la morale de notre temps nous promet un monde sans souffrance, et la technologie de demain un monde sans ennui : grandeur et décadence. Schopenhauer fut le premier à avoir compris, avant Nietzsche, que la morale inspirée des Lumières – en premier lieu, celle de Kant – s'était agglutinée à la politique, voire au juridique : la loi pouvait faire la morale. Voilà pourquoi le moralisateur des places publiques est à même d'ignorer qu'« il est plus facile de prêcher la morale que de la fonder »[4]. Toute vérité devrait donc s'identifier nécessairement au Bien, si ce n'est au Beau. Conséquence : l'argument qui fait mal n'est pas seulement le Mal, mais également l'horriblement laid. Alors, la parole acerbe et l'écriture acide n'ont plus le droit de cité dans nos contrées lénifiées.

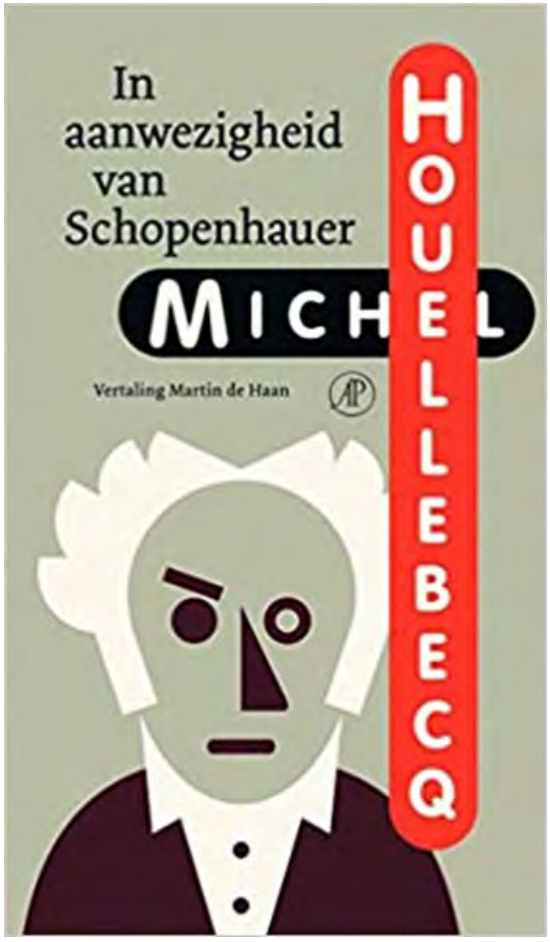
Par ailleurs, Schopenhauer serait incompris, de nos jours, au niveau de son antijudaïsme forcené, voire de son antisémitisme larvé. Bien évidemment, il s'agit d'une époque à analyser et aucunement à regretter. Car, sans passion ni moralité, il convient simplement de penser : le judaïsme peut se concevoir comme un réalisme sur le plan gnoséologique, et comme un matérialisme sur le plan ontologique. Pour les Juifs, le strict respect des règles de vie et de liturgie purifie davantage l'âme que toute méditation métaphysique[5]. En un mot, le judaïsme – comme l'islam – est une diététique. A l'exact inverse, le bouddhisme est idéaliste et spiritualiste : le moi subsiste en-deçà des âges du monde. Ou quand le thé n'a pas besoin de tasse pour subsister... Triomphe de l'immanence sur la transcendance, autrement dit celle du pessimisme sur l'optimisme.



De fait, Schopenhauer est le meilleur représentant du courant orientaliste de son temps, non sans excès ni outrance. Cependant, la fascination des élites allemandes pour l'Asie a allumé incontestablement une flamme permettant à l'idéologie nazie de s'embraser. Pour autant, le bouddhisme concevant que « toute vie est essentiellement souffrance » (ou « combien la souffrance est le fond de toute vie »[6]) enseigne la compassion non pas à l'endroit de l'homme, mais à l'endroit de tous les vivants.

Fondamentalement, le

bouddhisme n'est pas un humanisme. En outre, Schopenhauer n'a eu de cesse de rendre hommage au biologisme d'Aristote[7]. Le mot « race » n'était point, pour lui, un gros mot car il signifiait l'espèce ; ce qui fut d'usage au XIXème siècle. De son point de vue, le mariage, même bourgeois, avait un sens tant biologique qu'ethnologique : « Les mariages d'amour sont conclus dans l'intérêt de l'espèce, et non des individus »[8]. En bon Asiatique d'esprit, Schopenhauer comprit que le mariage était d'angoisse avant d'être d'amour : il ne saurait être spécifiquement multiculturaliste. En effet, l'instinct surpasse tragiquement les sentiments.



En matière d'immigration, Schopenhauer aurait été tout aussi radical. Sa méthodologie repose sur le principe de raison suffisante, principe logique millénaire remontant à Platon et à Aristote selon lequel rien n'est sans raison d'être. Il y consacre sa thèse de doctorat, dont d'ailleurs la première proposition fait mouche : « On doit satisfaire à deux lois, celle de l'homogénéité et celle de la spécification, dans la même mesure et non à l'une au détriment de l'autre »[9]. Sa prescription concernant le problème du maintien des civilisations se résume ainsi : ni d'homogénéisation absolue ni de spécification absolue.

En somme, notre globalisation économico-financière, doublée d'une globalisation ethnico-culturelle avec son cortège de droits à la différence, lui aurait donné la nausée. Assurément, son art de la polémique nourri par une aigreur dynamique avait de quoi défrayer la chronique. Ni vraiment réactionnaire ni véritablement identitaire, il était simplement solitaire. Il lui fallait écrire à coups de canne. Son style si proche de l'éloquence à la française était, pour lui, le seul moyen viable de redessiner sa vie : « Le style est la physionomie de l'esprit »[10]. Enfin, cet anticorps devait faire des petits : Emil Cioran (1911-1995) et Michel Houellebecq (né en 1956), entre autres. Mais que l'époque est triste, même si l'écriture reste ! Puisque le vouloir-vivre est condamné à résister contre vents et marées.

H.F.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. A. Schopenhauer, Le monde comme volonté et comme représentation, trad. par A. Burdeau, Edition revue et corrigée par R. Roos, Paris, P.U.F., coll. Quadrige, 1966.

2. Ibid., §1 , pp.25-27.

3. Ibid., §8, p.66.

4. A. Schopenhauer, Le Fondement de la morale, trad. par A. Burdeau, Paris, Librairie Générale Française, « le livre de poche-classiques de la philosophie », 1991, p.240.

5. A. Schopenhauer, Sur la religion, trad. par E. Osier, Paris, Flammarion, coll. G.F., 1996, §174, pp.92-99.

6. A. Schopenhauer, Le monde, op. cit., §56, p.393.

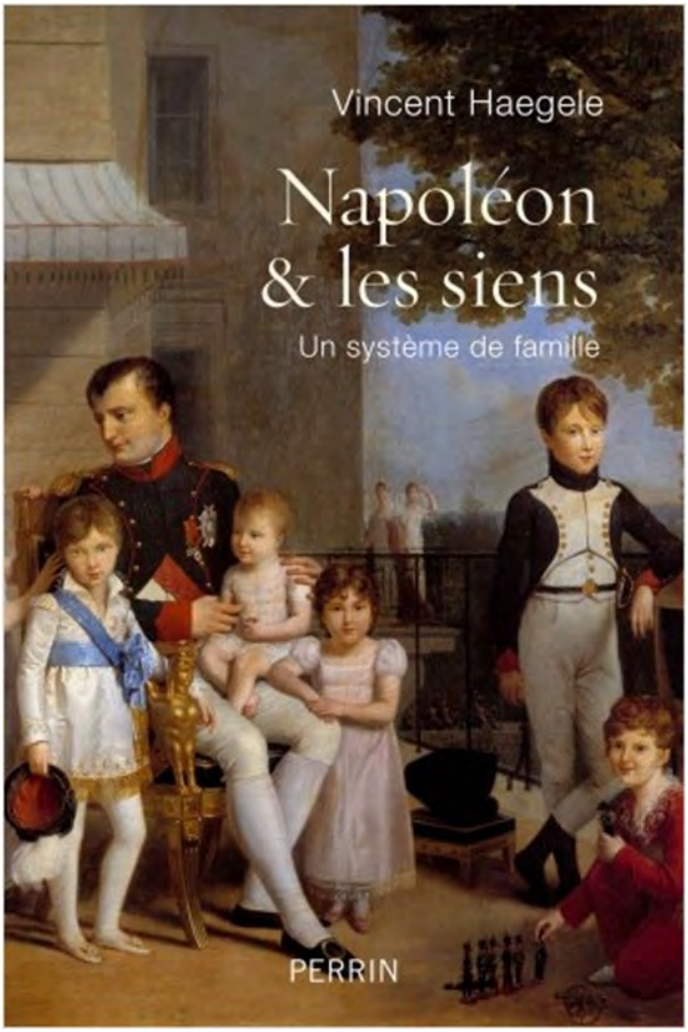
7. A. Schopenhauer, Correspondance complète, trad. C. Jaedicke, Paris, Editions Alive, 1978, p.335.

8. A. Schopenhauer, Le monde, op. cit., chapitre XLIV, « Métaphysique de l'amour », p.1316.

9. A. Schopenhauer, De quadruple racine du principe de la raison suffisante, trad. par F.-X. Chenet, Paris, Vrin, coll. Bibliothèque des Textes Philosophiques, 1997, §1, p.21.

10. A. Schopenhauer, Parerga & Paralipomena, trad par J.-P. Jackson, Paris, Coda et Jean-Pierre Jackson, 2005, §282, p.824.

Nous avons déjà chroniqué un livre de Vincent Haegele[1] consacré à « *Trois destins d'Ancien Régime* », que nous avions grandement apprécié. Avec cette étude intitulée « *Napoléon et les siens* », Haegele nous permet de suivre l'épopée impériale sous l'angle familial du clan Bonaparte.
Très souvent, les passionnés d'histoire napoléonienne suivent et étudient celle-ci en ne prenant en compte que la vision de l'acteur principal de cette tragédie, à savoir Napoléon.



En agissant ainsi, ils se placent d'un point de vue partisan. En effet, ils peuvent oublier que les autres héros de l'épopée (frères et sœurs de l'Empereur et les maréchaux par exemple) disposent aussi d'avis différents et de leur libre arbitre. En couvrant d'un voile les pensées des acteurs de l'époque ou en occultant leurs contextes forcément particuliers, les historiens professionnels et amateurs passent sûrement à côté de l'essentiel et commettent irrémédiablement des erreurs d'analyse. L'intérêt de cette passionnante lecture de Haegele réside donc dans ce point précis : suivre l'évolution d'une famille française dans la tourmente révolutionnaire, en prenant en compte chacun de ses membres. N'oublions pas que les Bonaparte ont présidé aux destinées de la France voire de l'Europe.
Dans la vie d'un individu, qu'est-ce qui compte le plus ? Nous citons Haegele qui écrit dès la première page : « *Tout oppose les partisans et les détracteurs du système né de la Révolution, excepté ce petit air : passent les régimes, la famille demeure quoiqu'il arrive* ». Il s'agit d'une loi anthropologique non écrite mais fondamentale qui remonte à la nuit des temps. Comment juger ou plus exactement comprendre Napoléon et sa famille ? L'auteur écrit : « *Que n'a-t-on pas dit et écrit sur la famille de l'homme dont le destin stupéfia le monde et changea radicalement le paysage européen, qui donna à la France des institutions pérennisées, une monnaie, un code ? À peu*

près tout et son contraire, mais une image domine toutefois, celle d'un clan avide d'argent, d'honneurs immérités et de dépouilles prélevées sur les cadavres d'antiques monarchies ».
Le tableau paraît tranchant mais, cependant, reflète-t-il réellement la vérité ? **Haegele** poursuit son propos de la manière suivante : « *Des frères dissipateurs, des sœurs ambitieuses et dépravées, des épouses indignes, des cousins sans scrupules et leurs entourages de courtisans… tous traîtres, dilapidateurs et voleurs : voilà le portrait peu flatteur que beaucoup n'ont pas hésité à reprendre, à noircir à volonté* ».

Pourtant, comme le précise l'auteur, l'un des grands moralistes du siècle Joseph Joubert avait écrit : « *Il est impossible de manier les affaires sans se salir de cupidité* ». Nous le laissons libre de son propos. Le plus important, nous semble-t-il, n'est pas dans la moralité ou l'immoralité de la famille Bonaparte. La question principale n'est-elle pas de savoir quelle place il faut accorder à la famille de Napoléon tout au long de son illustre et incomparable carrière ?
À ce sujet, Haegele estime que « *dès le commencement, le grand homme de son siècle est attaquable à travers sa famille : la publicité qui est faite de ses infortunes conjugales, les turpitudes avérées ou non de ses frères sont là pour mettre en péril un édifice aussi colossal que fragile, dont la légitimité est contestée. S'ajoute enfin la douloureuse question de l'hérédité et de la survivance. Voilà la faille.* »
Indépendamment du sujet de la transmission du pouvoir, Napoléon a toujours été considéré comme un parvenu par les vieilles têtes couronnées, même si le Pape Pie VII participa à son sacre.

De fait, Napoléon au début de sa carrière souhaite associer sa famille à sa réussite, à ses projets, à ses espérances, d'autant qu'il s'affirme vite comme le chef après la mort de leur père **Charles**, au grand désespoir de son frère aîné Joseph. Dans les biographies consacrées à Napoléon, Charles, se voit décrit comme un homme absent, lointain voire très effacé.

Pourtant, c'était un père aimant ses enfants et un époux tendre, nonobstant des écarts conjugaux réputés. Très vite, Charles a compris que fonder ses espoirs sur une Corse indépendante relevait d'une chimère.

Frères et sœurs de Napoléon Bonaparte

Haegele évoque dans de longues pages le contexte géopolitique et intellectuel de la Corse et de l'Europe. Il précise également que les choix décisifs de Charles permettent à ses deux aînés d'obtenir une bourse et de suivre une scolarité sur le continent. La suite est connue…

Une fois arrivé au pouvoir, Napoléon conscient des forces politiques en présence décide de rétablir la monarchie à son profit. Haegele note : « *Bien évidemment, nul ne peut construire une dynastie sans compter sur l'aide de son propre sang et c'est là le nœud gordien de toute l'entreprise complexe et incomparable de Napoléon Bonaparte : ses frères et sœurs ont accompagné, soutenu et parfois déterminé ce processus de conquêtes et de constructions civiles et militaires, partageant dès le début les douleurs de l'exil, la remise en cause systématique de leur place dans la société et les blessures d'amour-propre* ». Napoléon avait acquis sa gloire par ses propres mérites, mais ses frères et sœurs pouvaient-ils en dire autant ? Il y a peut-être ici un des paramètres qui expliquent la chute finale de l'aventure napoléonienne.

Ses frères et sœurs, et nous pensons ici au monologue de Figaro, ne s'étaient-ils pas donnés que la peine de naître ? **Louis**, un des petits frères de Napoléon, refusait les honneurs et les prébendes en justifiant

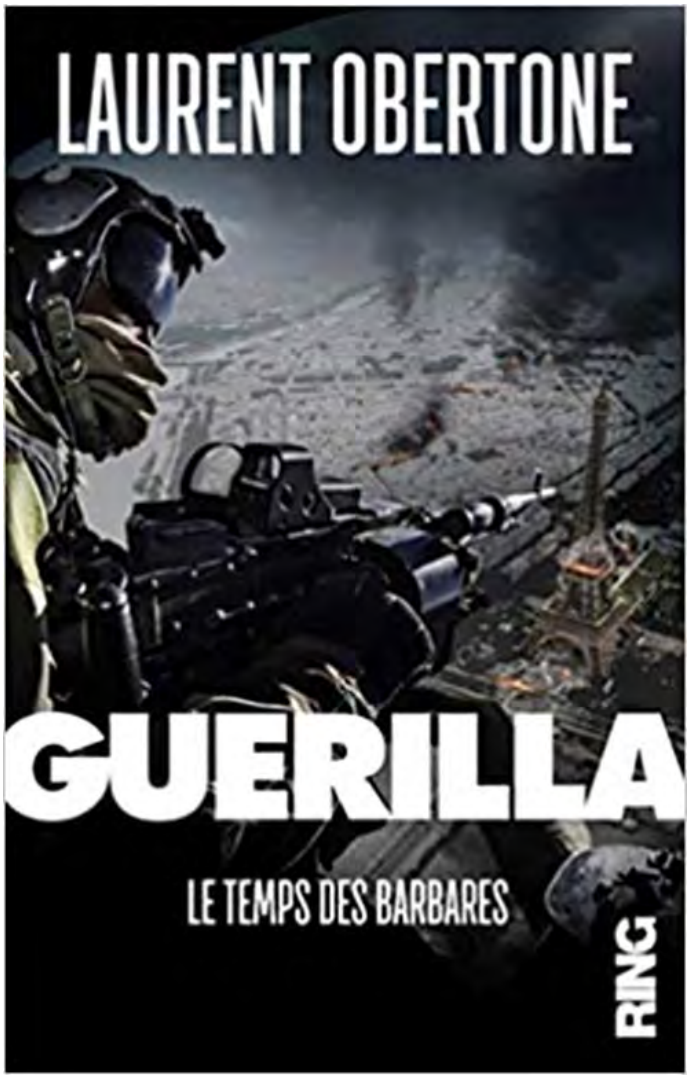
son choix par la réponse suivante : « *Je n'ai pas mérité cela…* »
Cependant, Haegele précise « *qu'il y a une mystique du pouvoir indéniable, qu'aucune Révolution ne pourra jamais abolir, et la force des Bonaparte est de l'avoir instinctivement mise en œuvre dès les premiers succès en Italie. C'est la perfection fine de cette mystique qui a permis aux Bonaparte de se hisser au plus haut niveau avec une aisance qui a confondu leurs contemporains, et confond encore aujourd'hui les historiens* ».
Tout au long de son entreprise, pour convaincre sa fratrie de la légitimité de ses actions, Napoléon parle toujours de « *son système* » sans vraiment jamais le définir.
Toutefois, les Bonaparte ont conquis le pouvoir, et certains oublient que les succès de Napoléon, notamment le coup d'État du 18 Brumaire, ont parfois dépendu de ses frères et sœurs…

Haegele nous propose une histoire de l'épopée napoléonienne à la fois originale et pertinente, car elle met en avant des analyses nouvelles sur le système familial impérial loin des images noires et dorées auxquelles certains semblent habitués. Pour finir, nous conclurons par une citation de Napoléon qui nous invite à méditer sur les destinées des Hommes : « *On peut s'arrêter quand on monte, jamais quand on descend* ».

F.A.

(1) *Des hommes d'honneur par Vincent Haegele,* chronique littéraire publiée par l'auteur

Le tome II de **Guérilla** de **Laurent Obertone**, porte en sous titre « **Le temps des barbares** » il a paru en septembre 2019 aux **éditions Ring**. Il est une suite du premier opus, paru en 2016 intitulé en sous titre « *Le jour où tout s'embrasa* ».



Le nombre de pages est à peu près équivalent pour les deux tomes (environ 400) et la couverture est quasiment la même : la Tour Eiffel. Le monument est vu de terre sur le premier ouvrage et vu du ciel, à bord d'un hélico, pour le second.

On retrouve dans l'aventure apocalyptique du tome II quasiment les mêmes personnages emportés par le chaos réaliste qui suit le déclin de la France.

Un vieil homme accompagnant une petite fille dans Paris, un jeune couple dans la Somme qui veut survivre. Un homosexuel, plutôt pleutre qui va s'aguerrir au fil des pages. Des militaires en rupture, qui livrent dans la proche banlieue un dernier baroud d'honneur et auxquels des civils *droitdelhomistes,* veules et lâches, mettent des bâtons dans les roues, tout en se réfugiant derrière eux.

Des bobos qui, envers et contre toute logique et contre toute évidence refusent de croire ce qu'ils voient. Enfin, pour compléter cette disparité de personnages, on suivra tout au long de l'aventure un couple hétérogène formé par un médecin gravement blessé et invalidé par des tirs de terroristes lors de l'attaque de son hôpital. Une psychologue, du même hôpital un peu délurée et très naïve qui pilotera un hélicoptère sous les directives du toubib.

On était plutôt habitués de la part d'Obertone à des essais de sociologie ou à des écrits sous forme de reportages journalistiques. Ses tentatives d'écritures « romancées » concernent d'ordinaire des

sujets d'actualité, issus de faits divers dramatiques. Ces romans sont très documentés et racontés avec brio tel *Utoya*. *Guérilla* est son véritable premier roman de fiction, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu, pour ces ouvrages, de documentation finement et patiemment rassemblée, même si parfois l'action entreprise paraît peu probable. Ce qu'il faut surtout retenir du deuxième opus est l'évolution de la langue, de l'écriture d'Obertone. Froide et mécanique comme le chien d'un révolver qu'on relève dans le premier volume, l'écriture atteint un style que l'on n'attendait pas et qui surprend agréablement :

« Et sur son corps s'était remise à tomber la neige, cette ode éphémère au silence éternel. » p.243

Ou bien encore :

« Le soleil rouge sombrait à la lumière du monde, et l'horizon buvait tranquillement la coupe de son sang. Comme si le ciel célébrait pour lui une dernière eucharistie. » p.249

Cette écriture a une puissance poétique dans la description des sentiments les moins nobles de l'humanité : la vilenie, la lâcheté. Les sentiments plus naturels afférents à l'homme, tels que la peur, sont décrits et résumés en des phrases aussi riches que brèves :

« La saveur métallique de la peur sur la langue. » p.46

Pour le plus grand plaisir du lecteur, cette dimension nouvelle et poétique de l'écriture d'Obertone ne tourne pas le dos à l'écriture naturelle et parfois un peu sèche à laquelle l'auteur nous avait habitués :

« Vraiment, Twaalf, je vous le dis : Ce pays est tout suppurant de merde. On peut vivre ensemble, mais pas avec n'importe qui. » p.76

Comme pour le premier volume, on peut parfois se demander si Obertone n'en fait pas un peu trop dans le descriptif de l'absurdité de notre société et de nos concitoyens. On avait rencontré dans le premier tome, la *Cité Taubira*, d'où tout s'était enflammé, on découvrira dans le deuxième opus une *esplanade Greta Thunberg* ! Comme quoi, un manuscrit peut toujours se retoucher à la dernière minute, histoire d'apporter une touche d'actualité à l'écrit.
Dans « *Le temps des barbares* » nous avions rencontré le Ministère du *Très bien Vivre Ensemble,* nous rencontrons à présent le *Ministère des Luttes interphobes :*

« Cette campagne était soutenue par le ministère des Luttes interphobes. » p.96

Exagérations extravagantes avais-je pensé, à l'époque, au sujet du *Ministère du Très bien vivre ensemble* ; je ne suis plus sûr d'avoir raison. Notre société évolue très vite vers une absurdité et un non sens inimaginables il y a seulement quelques années. Obertone a simplement une intuition plus aiguisée,

plus fine qu'il projette sur le futur proche avec un vocabulaire qui paraît caricatural aujourd'hui et qui sera dans la bienséance et le langage ordinaire de demain. Dans une société où, tous repères logiques et tout bon sens, ainsi que toutes normes auront disparu.
On est bien obligé d'adhérer à la pensée d'Obertone, quand dans notre réel quotidien, l'absurde, ne manque pas : à l'heure où les « laïcards » de gauche défilent dans les rues avec les islamistes au nom de la laïcité - chose proprement impensable il y a quelques mois - quoi de moins surprenant que de lire ce qui suit :

« Les six autres s'engouffrèrent dans la boutique. Ils y trouvèrent de la nourriture et des boissons, en quantité, friandises bariolées comprises, et le coin hallal conformément à la nouvelle loi sur la laïcité. » p.106

L'humour, parfois sous forme de clins d'œil, ne manque pas et le calife du Grand Paris pourra bientôt se distraire à loisir :

« Il pourrait continuer à superviser les opérations de conquête du Grand Paris, et se divertir de bon cœur avec ce chroniqueur juif, vaguement connu dans l'ancien monde, que lui avait procuré son second. »p.128

L'écriture, plaisante et puissante ne cesse de surprendre par la poésie insérée dans cette histoire tragique :

« Il avait raccroché le tisonnier, s'était affalé dans le fauteuil en regardant le feu. Et il s'était remis à écouter les épitres du vent. » p.307

Plusieurs narrations de personnes sur le point de mourir sont décrites avec brio et sobriété :

« La grande nuit était proche. Il sentait le vent couler dans son ventre. Le froid revenait. Il allait mourir, il le savait. Il espérait voir un dernier éclair. Il allait fermer les yeux, et l'éclair tomba, net, face à lui, lézardant le monde, figeant la bête, illuminant les alentours. Il pouvait mourir. Il avait vu dans cet éclair sa vie résumée : un absurde éclat de choses, entre deux éternités de vide. »p.317

Outre la beauté des phrases, dignes de nos plus grands auteurs, ce qu'il faut surtout

retenir de ce deuxième opus, c'est la trame et l'organisation du pouvoir.
Car, si l'État semble s'être liquéfié dans le chaos, le Pouvoir qui parait s'être volatilisé se réorganise dans l'ombre en profitant de ce chaos.
La France sombre dans l'anarchie, mais l'Europe est là, prête à « aider ».
Les politiciens, responsables du marasme, de la faillite des valeurs et de la perte de l'autorité de l'État qui ont conduit au cataclysme, sauront tirer leur épingle du jeu et s'innocenter à bon compte en rejetant les troubles sur ceux qui *attisent les haines*.
Les choses rentreront bientôt à peu près dans l'ordre, et les populations, trop heureuses d'avoir retrouvé leurs réseaux téléphoniques et leurs connexions Internet, ne chercheront pas trop loin les causes du chaos.
Si le tome I surprend agréablement par son réalisme, la fin du tome II nous invite à un troisième opus. Il est à craindre, hélas, qu'on ne rentre alors dans un roman cyclique. Si les deuxièmes volets, tant en littérature qu'au cinéma, surpassent parfois le premier jet, les troisièmes parties sont souvent édulcorées et perdent leur substantifique moelle. En ce qui concerne *Guérilla*, l'effet de surprise aura totalement disparu, d'autant plus que le terrain de jeu du troisième ouvrage se laisse entrevoir…

M.M.

Eloge de l'enchantement

Notes sur les Romantiques allemands

Luc Olivier d'ALGANGE
Poète, écrivain et essayiste

Le romantisme allemand fut à la fois une quête et une humeur. La quête romantique, au moins dans ses préférences, semble mieux connue que son humeur. Par des ouvrages didactiques, parfois hostiles, plus souvent hélas que par les œuvres, nous nous sommes formés, en France, une idée du Romantisme allemand comme d'une quête de l'irrationnel, d'un culte de la Nature et des forces obscures, d'un environnement de brumes et de forêts sur fond d'orchestrations wagnériennes. Nous savons de ces romantiques qu'ils écrivirent des romans d'initiation, qui s'aventurent du côté de l'orient et des arcanes du monde invisible. Les mieux informés, enfin, savent que les romantiques allemands furent aussi des philologues, des naturalistes, des mythologues qui eurent le souci de recueillir des contes et des légendes et d'esquisser une méditation sur la communauté de destin des Allemands.

La quête romantique, toutefois, ne se laisse pas distinguer de son humeur, qui ne se trouve que dans les œuvres, et relève d'une réalité plus subtile, plus impondérable que les « notions » dont la collecte peut satisfaire l'universitaire mais laisse ne suspens celui qui voudrait, lui aussi, « romantiser » avec les Romantiques, faire siennes leurs aspirations et leurs découvertes; ce qui est sans doute la seule manière de lire qui vaille mieux que l'ignorance.

Avant d'être une théorie, un système, s'il le fut jamais, le Romantisme allemand fut une façon d'être.

Pour savants qu'ils eussent été, férus de toute les sciences de leur temps non moins que d'excellents humanistes, connaissant souvent non seulement le grec, le latin, les langues romanes, mais encore le sanscrit et l'hébreu, pour encyclopédiques que fussent leurs curiosités (ne méconnaissons pas tout ce par quoi l'œuvre de Novalis, par exemple, relève encore du dix-huitième siècle), les

Romantiques n'en tinrent pas moins leur *modi essendi*, leurs façons d'être, leur présence au monde, comme supérieures aux *modi intellegendi*, aux « modes de connaissance », à l'intelligence didactique ou critique.

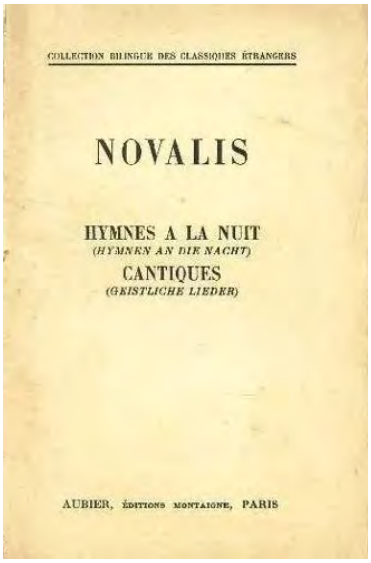
A ces poètes-métaphysiciens, qui revendiquèrent la phrase de Goethe : « *Je hais tout savoir qui ne contribue pas à rendre ma vie plus intense* », toute science était vaine qui ne fût ordonnée à l'être, autrement dit à une connaissance supérieure, à une sapience à la fois sensible et intelligible qui se laisse traduire non par des systèmes et des doctrines, mais par une qualité d'élégance et d'enchantement, de noblesse et de légèreté à laquelle les esprits pompeux et lourds ne peuvent rien comprendre et qu'ils tiendront toujours, à juste titre, pour ennemie.

Novalis, qui fut bien le contraire d'un esprit chagrin, Novalis qui fut tant aimé des dieux qu'il mourut à l'âge de trente ans, reprochait précisément à la seconde partie du *Wilhelm Meister* de Goethe ce retour au sérieux, à la vie domestique, au savoir planifié, cette trahison de l'intensité et de la joie, qui éclate, au profit du bonheur qui dure et qui s'étale. Rien n'est plus difficile à définir qu'une humeur, elle est ce « je ne sais quoi », ce « presque rien » dont parlait Fénelon, qui nous emporte. On peut, sans trop prendre le risque de se tromper, la dire juvénile, quand bien même Jean-Paul Richter en perpétua toutes les vertus jusqu'au grand âge).

On peut aussi, en hommage à Antoine Blondin, la dire *vagabonde*. La *Lucinde* de Schlegel, les *Mémoires d'un propre à rien* de Joseph von Eichendorf, annoncèrent la couleur : elle sera d'un bleu léger, d'une révolte sans pathos, souvent encline au libertinage, où le sens de la rencontre, du rêve et de l'ivresse avive le monde, délie les langues, dénoue les peurs, et nous précipite, avec impatience, vers le mystère des êtres et des choses.

Ces vertus, chères aux premiers Romantiques allemands, sont d'un genre viril. Elles se nomment liberté et courage, amitié chevaleresque et fidélité, et correspondent assez peu à l'image du Romantique se tordant les mains au clair de lune. L'humeur romantique se laisse aussi approcher par ce que Gobineau dit des « Calenders » dans son roman *Les Pléiades*, qui fut sans doute largement influencé par les romans de Jean-Paul Richter, et en particulier par *Titan*, - cet immense entrelacs de songes, d'aventures et de bonheurs. Si la peine et la mélancolie des temps qui nous abandonnent, la nostalgie et la déréliction, la folie même de ceux que frappe la foudre d'Apollon, la tragédie et la mort ne sont pas absente des œuvres romantiques, leur humeur, à qui fréquente leurs œuvres, fut d'emblée à la fantaisie, à l'audace, au rire et à l'ironie.

L'ombre et la lumière, au demeurant, n'existent que l'une par l'autre. Pour les Romantiques allemands, précurseurs, nous y reviendrons, de la logique du tiers-inclus, le Bien et le Mal ne sont pas des entités massive, irréductibles l'une à l'autre qu'affectionnent les esprits schématiques ; les crépuscules contiennent les aurores, et la Nuit dont Novalis écrivit les *Hymnes*, laisse se réfugier en elle, comme un éclat de lumière dans la prunelle de l'Aimée, tous les

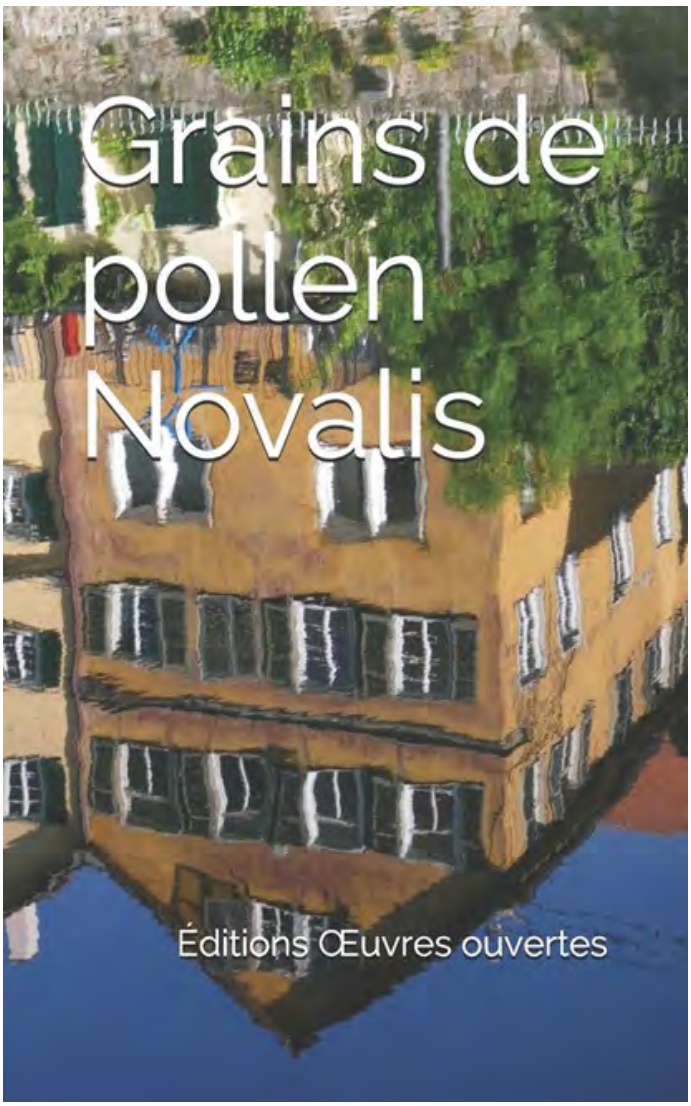


secrets du jour.
Il y aurait un livre entier à écrire sur l'ironie romantique.
Cette ironie n'est point le ricanement de la certitude ou de la supériorité, l'antiphrase didactique et condescendante de Voltaire, mais une reconnaissance de la nature double, visible-invisible, du réel. Tout sens apparent divulgue, à celui qui s'y rend attentif, un sens caché. Toute apparence est transparence. Le monde n'est pas cette prison de convenances ou cette autre prison que serait une liberté dépourvue de sens. Le monde nous parle. Pour les Romantiques allemand, le langage que le monde nous adresse à travers les cristaux de neige, les murmures des feuillages ou les rumeurs de la mer n'est pas radicalement différents de celui dont nous autres humains usons et mésusons à loisir. Cette similitude, cette parenté est, pour les Romantiques allemands, une leçon d'humilité et de prodiges. Elle témoigne d'un accord possible entre le monde et l'homme, elle annonce des solitudes immensément peuplées d'âmes.
« La nature ne montre pas, ne dissimule pas, mais fait signe » écrivait Héraclite. Le Grand-Œuvre des Romantiques allemands sera le déchiffrement de ces signes, - déchiffrement dont l'humour, comme en témoignent le Contes de Hoffmann, n'est pas exclu. Tant qu'il est possible de rire, à travers l'herméneutique elle-même, rien n'est perdu. Les Romantiques allemands sont d'autant moins obscurantistes que l'interprétation qu'ils proposent des apparences et des signes, des textes sacrés

Ruines du monastère d'Eldena, près de Greifswald de Caspar David Friedrich - 1824

(dont font partie les œuvres des poètes) est infinie. La sapience romantique est aussi peu administrative que possible. Le jeu de symboles et des correspondances, ne s'y trouve ni réglementé, ni instrumentalisé.
On pourrait dire, dans un apparent paradoxe, que ce qui sauve les Romantiques allemands de l'obscurantisme, c'est précisément cette défiance pour le rationalisme. Le culte de la « déesse Raison », dont on connaît les ravages, leur fut largement étranger. Le fou n'est pas celui auquel la raison fait défaut, mais bien celui qui a tout perdu sauf la raison. Toutefois, se défier de la raison n'interdit point d'être logicien ni de faire de la logique un instrument de spéculation et de prospection. L'accusation d'obscurantisme habituellement portée contre eux tient d'autant moins que ceux qui la formulent furent bien souvent les héritiers ou les instigateurs du totalitarisme moderne. Que le réel soit dialogique, pour reprendre le mot de Gilbert Durand, voire, polyphonique et gradué, - et avec une grande part d'imprévisible, - qu'il y eût une interdépendance entre la connaissance, celui qui connaît et la chose connue, que les ombres soient colorées et nos âmes chatoyantes et « tigrées » pour reprendre l'admirable formule de Victor Hugo, que les frontières entre la réalité et le songe soient indécises, que les métaphores soient à l'œuvre, qui changent les feuillages en serpents d'or, les amoureuses en sirènes, les arbres en patriarches, que les dieux puissent surgir et transparaître, que la parole soit donnée aux hiboux ou aux chats, que la différence entre les fées et les libellules puisse n'être, en certains cas, que de pure convenance, tout cela qui appartient au patrimoine imaginaire, ne reste point sans ouvrir des perspectives d'avenir, de nouvelles logiques et de neufs enchantements.
Peu encline à la linéarité, on ne saurait dire si la pensée romantique fut davantage tournée vers le passé ou vers l'avenir. Bien plus que rectiligne, la pensée romantique est encline à l'arborescence, à la sporade, à la spirale. « Grains de pollen », les pensées se dispersent, mais chacune d'elle tient en elle, mystérieusement, le ressouvenir de son origine. Ainsi, les Romantiques allemands ne furent ni progressistes, ni passéistes, ni excessivement confiant dans le « sens de l'histoire », ni adeptes d'une pure théorie de la décadence. Issus d'une tradition de l'intériorité, d'une spiritualité « paraclétique » illustrée par Angélus Silesius, Franz von Baader ou Jacob Böhme, ils répugnaient à se croire enchainés à quelque déterminisme historique : l'Histoire, avec des bonheurs divers, était en eux.
Certains critiques, non sans pertinence, ont distingué, chez les Romantiques allemands, deux courants, l'un « révolutionnaire » et quelque peu napoléonien, et l'autre, « réactionnaire», tourné vers l'*anamnesis*, l'ésotérisme, la recherche des fondements de « l'Allemagne secrète », ainsi que le nommera Stefan George. Ces deux courants, toutefois, s'opposent moins qu'il n'y paraît. Ce qui paraît juste, c'est de discerner un glissement, qui est moins d'ordre politique que mythologique. Peu à peu s'éloignant du dix-huitième siècle, de l'euphorie d'une Révolution vue de loin, Prométhée cède la place à Hermès. A la logique du voleur de feu (qui, par Hegel, est aux soubassements du marxisme qui voit en Prométhée la figure tutélaire des révolutions) succède le « feu de roue » des Alchimistes, les feux tournants de l'athanor, qui sont à la fois l'âme et le monde, l'intériorité et l'extériorité.
A la marche forcée du sens de l'Histoire, Novalis, Chamisso, Jean-Paul, préfèreront la promenade où, quelquefois, et comme par inadvertance, le vagabondage se change en pèlerinage, où la simple inclination au voyage devient une quête du Graal. On pourrait dire que le courant « hermésien » de l'Encyclopédie de Novalis s'oppose au courant prométhéen de la phénoménologie de l'Esprit de Hegel, comme, en retour, la volonté planifiante, étatique, hostile à la bigarrure du monde, s'oppose à la contemplation, au recueillement. Les choses, bien sûr, ne sont pas aussi simple, et il y eut bien un « hégélianisme de droite » qui, de Villiers de l'Isle-Adam à Jean-Louis Vieillard-Baron, tenta de donner à la procession hégélienne de l'Esprit une

dimension verticale, et, pour tout dire, gnostique. Force est cependant de reconnaître qu'en sa postérité, comme le sut montrer Michel Le Bris, l'œuvre de Hegel engendra les philosophies et les idéologies les plus closes, poussant la raison triomphante à la folie et les hommes à la servitude.
Paradoxalement, ce passage de Prométhée à Hermès, du rationalisme à une sorte de sapience holistique, ajoute à la pensée romantique une finesse questionnante, un scepticisme, un « je ne sais quoi » de pyrrhonien qui fera toujours défaut à la lignée rivale, demeurée fidèle à l'*hybris* du voleur de feu.
Il y a davantage de question que de réponses dans les «grains de pollen » de Novalis, et si peu d'acrimonie et de ressentiment, que son œuvre nous apparaît aujourd'hui venir d'un autre monde. Voici belle lurette que les hommes n'écrivent plus sans haïr, au point



que bien souvent la haine, le dépit, la rancœur semblent les seuls moteurs de leur écriture. Le fiel est ce qui demeure lorsque les enchantements ont disparu.
Au-delà la de leurs diversités qui sont grandes et qui rendent bien difficiles d'en parler en quelques pages, les Romantiques allemands, des plus sombres aux plus clairs, des plus rieurs aux plus tourmentés, des plus optimistes aux plus pessimistes, sont tous des hommes, et des femmes, de l'enchantement.
Ces enchantements peuvent, eux aussi, être lumineux ou ténébreux, tels de douces brises sur la joue ou de noirs ensorcellements, des rencontres éblouies avec des paysages italiens, de suaves ensommeillements dans les bras des amantes ou des combats furieux contre des dragons; ces enchantements peuvent être austères ou dionysiaques, nous pencher de longues nuits sur des grimoires ou nous lancer dans de folles fêtes de fleurs ou de flamme; ces enchantements peuvent nous perdre ou nous sauver, peu importe, nous porter au-devant du monde sensible, dans les fracas, ou nous rassembler dans le silence d'une méditation mathématique, ils n'en demeurent pas moins la ressource commune à la tous les Romantiques allemands, leur irréfutable singularité, leur étrangeté dans un monde aussi désenchanté que le nôtre.
Nous sommes désormais si loin de tout enchantement que certains de nos intellectuels ont fait de l'enchantement l'ennemi par excellence: il facile de se faire un ennemi de qui ne règne plus ! Véritable arrière-garde, ces « intellectuels » (par antiphrase) persistent à batailler contre ce qui ne demeure plus qu'aux marges extrême de la vie. Dans ce monde planifié, rationalisé, médiatisé, dans ce technocosme surveillé, informatisé, où jamais la part du secret ne fut si rabougrie, ils voudraient encore nous persuader que l'enchantement est ce Mal à l'origine de tous les maux, ce germe du totalitarisme qu'il faut écraser avant qu'il ne s'éploie. Le désenchantement, la démystification, la déconstruction sont leurs grandes affaires, tout ce qui est numineux ou sacré est leur adversaire,

comme si la grande « ruée vers le bas » et vers l'horreur n'était pas le démocratique produit du nihilisme et de l'*hybris* de la volonté, de la raison idolâtrée, planificatrice. Comme si de ne s'émerveiller de rien et de dénigrer toute chose, les hommes s'en trouvaient être meilleurs !

C'est méconnaître que l'enchantement est d'abord ce qui nous dénoue, ce qui nous surprend, ce qui sollicite notre hospitalité. C'est ne pas voir que l'enchantement est une « approche », ou, plus exactement, cette émotion qui survient au moment de l'approche, - à cette seconde magique où nous nous délivrons de nous-mêmes, de notre narcissisme individuel ou collectif, pour recevoir du monde un signe de bienvenue.

Voir dans l'enchantement un Mal est un étrange désespoir et ce désespoir mélangé d'optimisme historique ne laisse pas d'être inquiétant. Les Romantiques allemands pressentirent ce monde déserté des Anges et des Dieux, ce monde sans messagers, où plus rien n'advient de l'autre côté des apparences.

Le Voyageur contemplant une mer de nuages de Caspar David Friedrich

Mais si plus rien ne doit advenir, alors les apparences ne sont plus des apparences, mais des murs de néant. D'où l'élan romantique vers les prodiges, qui sont en nous tout autant que dans le monde: « *Il est étrange,* écrit Novalis *que l'homme intérieur n'ait été considéré que d'une manière si misérable et qu'on en ait traité que si stupidement. La soi-disant psychologie est aussi une de ces larves qui ont usurpé dans le sanctuaire la place réservée aux images véritables des*

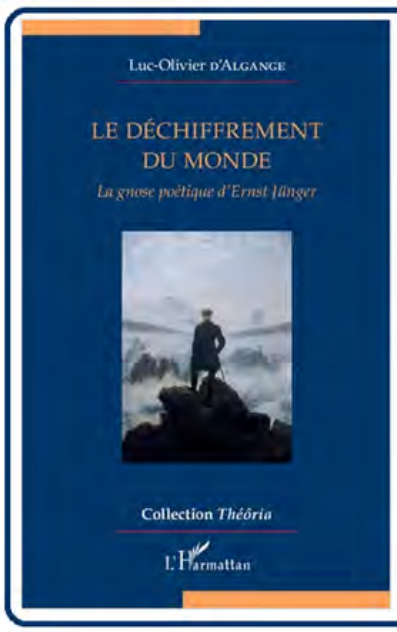
dieux… Qui sait quelles unions merveilleuses, quelles générations étonnantes sont encore renfermées en nous -mêmes ? »

L'entendement humain apparaît aux Romantiques allemands comme un instrument prodigieux et méconnu, un stradivarius dont on se servirait comme d'un tambourin avant de le laisser brisé et à l'abandon. Refuser l'enchantement, c'est ainsi refuser non seulement le poème, le chant des sirènes, mais la spéculation elle-même, l'Intellect dans ses plus hautes œuvres. Il y a, certes, un danger dans le chant, comme dans la pensée, on peut s'y perdre mais ce danger est le propre de l'humain et sans doute n'est-il point si grand que le danger que recèle, pour la beauté de la vie, le culte bourgeois de la sécurité à tout prix.

Par ailleurs, l'enchantement romantique est fort loin de sa caricature. Il n'est point cet abandon aux forces de la vie et de la nature, ce panthéisme primaire, cette passivité végétale ou infrahumaine, ce culte de la Magna Mater ou ce fondamentalisme écologique que ses adversaires dépeignent avec complaisance : « *Bien des gens,* écrit Novalis*, s'attachent à la nature, parce que, comme des enfants gâtés, ils craignent leur père et cherchent un refuge auprès de leur mère* ». S'il importe d'apprendre à manier la baguette magique de l'analogie, ce n'est pas au détriment de la déduction, mais en contraste avec elle, sachant que « *les contrastes sont des analogies inversées* ». Ainsi, « *la vie des dieux est mathématique* » mais « *c'est en l'humain que se manifeste l'empire des cieux* ».

Pour le Romantique, la science chante comme les nombres et rien n'est véritablement abstrait. « *Chaque descente du regard en soi-même est, en même temps, une ascension, une assomption, un regard vers l'extérieur véritable* ». L'enchantement est ce point, cette frontière incertaine où le monde intérieur et le monde extérieur se rencontrent. Nous pouvons choisir de lutter contre le monde, de le prendre à bras le corps, de le défier, mais, en dernière instance, cette joute est nuptiale. Entre l'élan prométhéen et la sagesse d'Hermès, il est un accord possible, que Novalis, avec génie, résume en une seule phrase : « *Nous ne nous comprendrons jamais entièrement ; mais nous ferons et nous pouvons bien plus que nous comprendre* ».

L.O. d'A.



"Méthode" recommande :

LE DÉCHIFFREMENT DU MONDE

La gnose poétique d'Ernst Jünger

Luc-Olivier D'Algange

Collection : Théôria

L'oeuvre d'Ernst Jünger ne se réduit pas à ses récits et journaux de guerre. C'est une méditation originale sur le Temps, les dieux, les songes et symboles. Elle mène de l'art de l'interprétation au rapport des hommes au végétal et à la pierre, elle est aussi une rébellion contre l'uniformisation, incarnée dans la liberté supérieure de l'Anarque envers tous les totalitarismes. Cet ouvrage qui met en regard la pensée de Jünger et celles de ses maîtres, de Novalis à Heidegger, entend rendre compte de son dessein poétique et gnostique. Il donne à voir le monde visible comme l'empreinte d'un sceau invisible.

- Date de publication : 1 novembre 2017
- Broché - format : 13,5 x 21,5 cm • 166 pages
- ISBN : 978-2-343-13346-1
- EAN13 : 9782343133461
- EAN PDF : 9782140050213
- EAN ePUB : 9782336802572

(Imprimé en France)

Figures de la Russie et la caricature émigrée en France

Kateryna LOBODENKO
Docteur en Études cinématographiques et audiovisuelles

La révolution de 1917, la guerre civile qui s'en suit, et les premières années du régime léninien poussent à l'exil plus d'une soixantaine de dessinateurs-caricaturistes. Près d'une trentaine d'entre eux, parmi lesquels les artistes de renom comme Mikhaïl Drizo (alias MAD), Paul Matjunine (alias PEM), Moïse Schlesinger (alias Michel Linsky) et Georges Annenkov, s'installent en France.
Après Berlin et Prague, Paris devient la capitale de la vie politique et culturelle de la « Russie hors frontières » guidée par les esprits brillants des hommes de lettres et des anciens hommes d'état, qui fondent en France leurs nombreux périodiques en langue russe. C'est également ici que la caricature émigrée connait son apogée. Outre les revues satiriques – *Bitche (Le Fouet)* (1920), *Oukwat (La Fourche)*(1926) et *Satyricon* (1931) dont la « vie » était assez courte, – les revues et quotidiens généralistes comme *La Russie illustrée* (1924 – 1934), *Les Dernières nouvelles* (1920 – 1940), *La Cause commune* (1918 – 1934), *La Renaissance* (1925 – 1940), *Le Chaînon* (1923 – 1923), *Le Temps Russe* (1925 – 1929), tournent souvent vers la caricature qui traite de l'actualité.

Les dessins humoristique et satiriques sont habituellement placés à côté de l'éditorial, et ne jouent presque jamais le rôle de simple illustration. Ils se présentent comme une œuvre, ou bien, un texte, à part entière, ce qui les rend complexes et indémodables, quelquefois même, intemporelles.
Leurs sujets principaux sont la vie en exil et le régime « ennemi » bolchevique, puis soviétique. Les figures de la Russie, imprégnées de la nostalgie, y tiennent aussi une place importante. À travers l'allégorie féminine de la Russie martyrisée, les figures de la Mort (le sang, les exécutions, le Faucheur symbolisant la famine des années 1920) et les images des soldats et des bolcheviks, les caricaturistes portent au grand jour le mal que la Russie tsariste a subi en devenant la Russie communiste : elles dénoncent la misère des campagnes,

les répressions et purges, l'arriération, l'incompétence des hommes politiques et petits fonctionnaires soviétiques.

Quelquefois, les publications des Russes rencontrent une forte critique de la part des autochtones, comme, par exemple, celle des auteurs de la revue *Détective* : « *Les Blancs publient, dans tous les pays du monde, de petits journaux, reflets incohérents de leur fanatisme* ». Malgré cela, et, surtout, malgré les difficultés financières, les périodiques des émigrés continuent à exister grâce à l'intérêt que leur portent leurs lecteurs émigrés.

Allégorie de la Russie a sa petite histoire...

« *Véritable baromètre politique* », l'apparition de journaux satiriques marque chaque tourment historique de la Russie : la fin de la guerre de Crimée et l'abolition du servage (1857 – 1861), la lutte anti tsariste et l'assassinat d'Alexandre II (1879 – 1881), la révolution de 1905-1907 et celle de 1917. Plusieurs centaines de titres sont alors créés au printemps 1917 et rendent compte non seulement de l'ardente aspiration au changement et à la liberté, mais aussi de toutes les peurs et angoisses qui accompagnent l'inconnu. C'est une des raisons pour laquelle la satire sociale y domine, au moins au début, les problèmes politiques et nationaux. « *Des archétypes sociaux (le pope rougeaud et grossier, le bourgeois repu, le bureaucrate arrogant, le policier brutal* », le Juif « typée » ou la belle -mère méchante, etc.), ainsi que les figures du tsar déchu et des personnalités de l'époque s'élaborent dans cette période et alimentent son imagerie.

Même si la Révolution de 1917 met en cause l'unicité de l'Empire russe (à travers les revendications des nationalités), les allégories et archétypes nationaux, excepté celle de la Russie, sont rares. Les archétypes

nationaux ne sont utilisés que pour les pays étrangers, représentés par leurs chefs d'État, des personnages-types comme John Bull, des soldats en uniformes ou encore à travers l'animalisation (lion britannique, coq français, dragon chinois, etc.) évitant cependant l'évocation, même positive, de l'ours russe, ce dernier restant longtemps un symbole « privilégié » utilisé par les caricaturistes étrangers. Cependant, dans la presse nationale, publiée à Petrograd (*Le Fouet*, *Le Nouveau Satyricon*, *Le Tambour* et d'autres), la patrie est symbolisée par une femme magnifiée, la Mère-Russie, l'équivalent des allégories traditionnelles antiques comme Helvetia, Britannia ou Germania.

La Femme-nation russe vêtue en tenue traditionnelle – une chemise brodée, une robe-sarafane, une couronne-kokochnik, et portant un collier de perles ou une croix, – servant de marques d'identification, est inspirée de la littérature ancienne russe qui personnifie la patrie par la Sainte Russie protectrice. La naissance de cette figure de style pourrait s'expliquer par le fait que les mots « pays », « patrie » et « nation » en russe sont féminins (« страна », «родина», « нация »), ce qui les approche à l'archétype de la mère prenant soins de ses enfants. Perpétuée dans la littérature classique (V. Trediakovski, M. Lomonosov, G. Boujinski), l'allégorie féminine de la Russie apparait au XVIIIe siècle, à l'époque de Pierre Le Grand, en tant qu'image, notamment, sur son sceau officiel. Elle revient, ensuite, dans des éléments architecturaux décoratifs, sculptures, médailles, gravures et dessins (S. Jivotovski, A. Koudriavtsev) .

L'artiste allemand Philipp Veit peint, vers 1840, *L'Allégorie de la Russie*, tableau exposé au Musée de l'Ermitage, à Saint-Pétersbourg, où il figure la Russie en jeune femme vêtue d'une tenue médiévale aux armoiries des Romanoff, aigle impériale bicéphale, brodées sur sa poitrine. Cette allégorie se développe en parallèle du mythe du « Tsar-Batiouchka », autrement-dit, le tsar, protecteur et défenseur, « père du peuple », sur qui depuis des siècles il fonde la légitimité de son pouvoir.

Lors de la guerre russo-japonaise (1904 – 1905) et au début de la Première Guerre mondiale (1914 – 1918), la Femme-nation protectrice en habit traditionnel ou vêtue en chevalier sauroctone, à la façon du Saint-Michel l'archange ou du Saint-Georges, devient une figure requérante des dessins patriotiques et des cartes postales. Elle conquiert, également, la presse satirique en tant un personnage dont la fonction principale est non seulement de représenter l'État russe, mais aussi de designer « les bons »/ « les amis » et « les méchants »/ « les ennemis » dans le discours national. Les premiers sont donc ceux qui la défendent, la protègent et la soutiennent, et les seconds sont ceux qui l'oppriment, la violentent ou la mettent à mort. Lors de la révolution de 1905 – 1907, l'allégorie de la Russie se lève contre l'autocratie (à la suite du Dimanche rouge), les bureaucrates et les hommes d'église avares. Pendant la Grande guerre, la Mère-Russie des caricaturistes combat les Allemands : les soldats-oppresseurs, l'empereur allemand Guillaume II, ainsi que contre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman; mais elle est aussi opprimée et souffre des

intrigues de ses «ennemis » intérieurs, hommes politiques favorables à la poursuite de la guerre.

Dans les années 1917 – 1918, nous retrouvons l'allégorie féminine de la Russie, une femme opulente coiffée d'un kokochnik, succomber aux ruses des nouveaux leaders politiques (Kerenski, Lénine, Trotski) ou subir des violences des bolcheviks. Par exemple, dans une planche de B. Antonovski, « La romance entre Lénine et la Russie », publiée dans *Le Nouveau Satyricon* en juillet 1917, le futur vojd séduit la Mère-Russie et réussit à avoir, avec elle, un enfant, un étrange bébé portant un casque germanique à pointe, ce qui sous-entendait les liens que Lénine entretenait avec l'Allemagne.

D'autres caricaturistes comme, par exemple, N. Nikolaevski, N. Remizov (alias Re-mi) ou A. Radakov, montrent une Russie malmenée, torturée ou mise à mort par les bolcheviks. Ainsi, si, en avril 1917, en quatrième de couverture de *L'Échafaud*, un bolchevik tente encore d'enfiler à l'allégorie féminine de la Russie une blouse d'ouvrier qui s'avère d'être une camisole de force, sur la couverture d'un numéro du *Tambour* publié en décembre 1917, les satiristes montrent son corps martyrisé, dénudé et attaché à un cheval fou, la trainant à travers un paysage en feu, ce qui représente le résultat des premiers mois du « règne » des « rouges » (*fig. 1*). Une autre caricature, parue à la même époque, figure la Russie pendue sur un arbre (probablement, par les Allemands, car un soldat en casque à pointe l'observe du haut d'une colline en arrière-plan du dessin), et dont la dépouille est pillée par les paysans (bolcheviks ?) saouls. Nous pouvons également noter que, dans le cadre du mythe du « Tsar-Batiouchka », l'abdication de Nicolas II (et, peu après, l'exécution de la famille impériale) et le changement du régime politique (d'abord le Gouvernement provisoire, puis les bolcheviks), entrainent cette déchéance de la Russie illustrée dans les caricatures.

En septembre 1917, Mikhaïl Drizo (alias MAD) publie un dessin sur lequel nous apercevons une géante en sarafane au regard triste, assise sur une colline. Sa robe

БАРАБАН

№ 27. Декабрь 1917 г. Сатирическій журналъ. Цѣна 35 коп.,

РОССІЯ БОЛЬШЕ НЕ МОЖЕТЪ УПРАВЛЯТЬ...

Figure 1., « La Russie ne contrôle plus rien », Tambour, n° 27, décembre 1917

est trouée, son voile est en lambeaux, sa bourse est vide. Des petits hommes sombres aux drapeaux, tous identiques comme une colonie de fourmis, s'agitent à ses genoux en la désertant. Leur taille d'insecte contraste avec celle de la Russie et sert à MAD à les stigmatiser. Par le mot « international » marqué sur l'un des drapeaux, nous comprenons qu'il s'agit des bolcheviks qui sont venus, armés de leurs beaux slogans, pour dépouiller leur patrie. « Tant de camarades et si peu d'amis! » telle est la réplique qu'attribue MAD à celle qu'il nomme « la solitaire » et qui symbolise la Russie épuisée par la guerre et tiraillée par les adversités politiques (un affrontement entre le général Kornilov, commandant en chef de l'armée russe, et Kerenski, en tête du gouvernement provisoire, dans le but d'instaurer une dictature militaire) (*fig. 2*). À cette même période, le caricaturiste montre, également, Kerenski en train de

Figure 2. MAD, « La Solitaire » : « La Russie: - Tant de camarades et si peu d'amis! », Il fut ainsi... (recueil de dessins)

Figure 3. MAD, « Près d'une bâtisse en feu » : « - De quoi parlent ces gens ? – Ils disputent le partage des chambres dans cette bâtisse », Il fut ainsi... (recueil de dessins)

noyer l'allégorie féminine de la Russie faisant allusion à sa politique à la dérive et sa popularité en baisse. Ainsi qu'un Allemand, reconnaissable à son casque à pointe, et un Ukrainien en tenue traditionnelle, tous deux en train de déchirer littéralement la Russie, une femme géante en couronne-kokochnik. La caricature fait référence à la volonté d'indépendance de l'Ukraine en 1917.

Après la révolution d'octobre, Lénine et ses partisans tâchent de remettre sur pieds la Russie poignardée et se vidant de son sang. Cependant, aux yeux de MAD cette démarche est meurtrière car les bolcheviks soulèvent leur Russie à l'aide d'une corde accrochée à une potence. En mars 1918, MAD compare le calvaire de la Russie à celui du Christ : nous la voyons crucifiée et portant une couronne d'épines. Durant les années 1917 – 1918, MAD propose quatre autres allégories de la Russie : une forteresse en flammes (*fig. 3*), une maison dont la vie des habitants est menacée, une voiture lancée par Kerenski dans un ravin et un ours blanc transformé en peau d'ours. À chaque fois, l'objet symbolisant la nation comprend en surimpression le mot « Russie ». En ce qui concerne l'ours, dans la légende du dessin, le caricaturiste l'appelle « l'ours russe » dont l'adjectif « russe » détermine l'appartenance ethnique du personnage-archétype.

Russie de MAD

En 1920, en exil, dans la première revue satirique émigrée *Bitche* (translittération du mot russe «Бич» signifiant « le fouet » et

placée en couverture du périodique), MAD reprend ces symboles pour évoquer la nation russe : nous voyons Kerenski s'apprêtant à conduire un train qu'il risque de faire dérailler et une maison-Russie habitée par les bolcheviks. En ce qui concerne l'ours russe, nous le croisons sur les pages de *La Cause commune* et *La Russie illustrée*. Cependant, ces figures restent rares. Parmi les caricaturistes émigrés, dans les années 1920, MAD reste le seul à aborder, dans son œuvre émigrée, la notion de nation russe et, pour y parvenir, fait généralement l'appel à l'allégorie féminine de la Russie. Dans les années 1930, nous retrouvons cette figure dans les dessins de G. Sciltian et A. Chariy publiés dans *Satyricon*.

Dans *Bitche*, MAD reprend, par exemple, la composition du dessin « La Solitaire » publié dans *Il fut ainsi…*, et, conserve même la légende : « Tant de camarades et si peu d'amis… » Cependant, la taille et l'apparence de son héroïne principale changent : il ne s'agit plus de la Russie de taille imposante, géante, mais d'une petite femme meurtrie, vieillie, vêtue de haillons, décoiffée et menottée. Elle est dépouillée des symboles (couronne, robe traditionnelle, colliers) permettant de l'identifier en tant qu'allégorie de la Russie. Seule la légende la définie en tant que telle et pointe, de sorte, sa transformation frappante. Cette fois-ci, la Russie est entourée de bolcheviks, ces bourreaux. Ils sont de la même taille que leur victime, qu'ils ont réussi à rapetisser, et ils portent toujours leurs étendards décorés d'étoiles à cinq branches, symbole du communisme et de l'Armée rouge, et du slogan « 3e International » .

Dans le tout premier numéro de *Bitche*, MAD propose un autre dessin, le diptyque « La Russie », qui représente la Russie pendant et après la Première guerre mondiale. Dans la première case de l'image, « 1914 – 1917 : l'alliée fidèle », la Russie, figurée en belle femme en robe brodée traditionnelle et bottes rouges, alliée de la France et du Royaume-Uni, combat acharnement, avec une épée, un aigle noir couronné qui représente les forces de la

Figure 4. MAD, « La Russie » : « 1914 - 1917 : l'alliée fidèle. 1917 - 1920 : l'alliée trahie », Bitche (Le Fouet), 1920

Triple Alliance. Le ciel est victorieusement rouge, l'allégorie de la Russie a une posture forte et sûre, et l'aigle, roué de coups, perd ses plumes. Sur la seconde case du dessin, « 1917 - 1920 : l'alliée trahie », le ciel et la terre sont rouges, imprégnés de sang et ne font qu'un. La Russie gît, brutalisée et mortellement poignardée, aux pieds d'un soldat bolchevik. Sa couronne est arrachée et sa robe est déchirée. Le soldat s'appuie en vainqueur sur elle, avec son genou et son fusil, en montrant ses dents avec la grimace animale d'une brute sauvage en direction des « ennemis » (l'aigle allemand trainant ses ailes) et « alliés » (un personnage ressemblant à John Bull, allégorie de l'Angleterre) qui s'éloignent, en arrière-plan (*fig. 4*).

Un autre dessin-diptyque basé sur le

contraste entre la Russie d'avant les bolcheviks et la Russie soviétique s'intitulant, également, « La Russie », est fondé, à nouveau sur la comparaison des deux périodes historiques et empreint de la nostalgie du passé. L'icône de gauche représente la Russie ancienne et ses valeurs d'antan. Belle, grande et gracile, elle porte une robe traditionnelle avec une aigle bicéphale, symbole de l'Empire russe. Dans ses mains, elle tient une gigantesque épée pour souligner sa force, son courage et sa puissance, ainsi que le respect et même la peur qu'elle essoufflait aux autres pays à l'époque des tsars, considéré, en exil, comme l'âge d'or. « *Avant on avait peur d'elle…* », annonce l'artiste dans la légende de ce tableau qui montre, également, trois hommes en smoking (ambassadeurs étrangers ? fonctionnaires russes ?) s'inclinant devant cette allégorie de la Russie. Sur l'icône de droite est figuré cette même Russie transformée sous les Soviets. Elle n'a plus rien d'autrefois : plus de couronne, ni de bijoux, ni d'épée.

Désormais, c'est une femme zombifiée, une clocharde en haillons au regard affolé. Elle est seule et adossée à une croix (la croix que les bolcheviks l'obligent de porter ?) en fixant son spectateur de ses yeux exorbités.

« *Maintenant, elle leur fait peur…* », soupire le caricaturiste à travers sa légende (*fig. 5*). Sa maigreur pourrait aussi faire allusion aux souffrances du peuple russe et, notamment, à la famine qui commence à toucher la Russie dès l'été 1920.

Ancienne puissance européenne, l'allégorie de la Russie « sous-les-Soviets », est réduite à l'image de la sorcière des contes populaires russes, dite « baba-yaga », qui horrifie tout le monde. Cette figure de la femme cadavérique, mortifiée, décoiffée, vêtue d'un sarafane en lambeaux s'installe progressivement dans l'iconographie de MAD des années 1920 en tant que métamorphose extrême de la nation et du peuple russe prérévolutionnaires. L'arrivée au pouvoir des bolcheviks est perçue, par MAD, comme la fin de la prospérité et de la moralité, la mise a mort des valeurs anciennes. Les bolcheviks (chefs de l'état soviétique, soldats de l'Armée rouge), montrés comme les premiers responsables de cette transformation effrayante, apparaissent souvent aux côtés de cette Russie « la Vie-en-Mort » pour rappeler au lecteur leur œuvre destructrice.

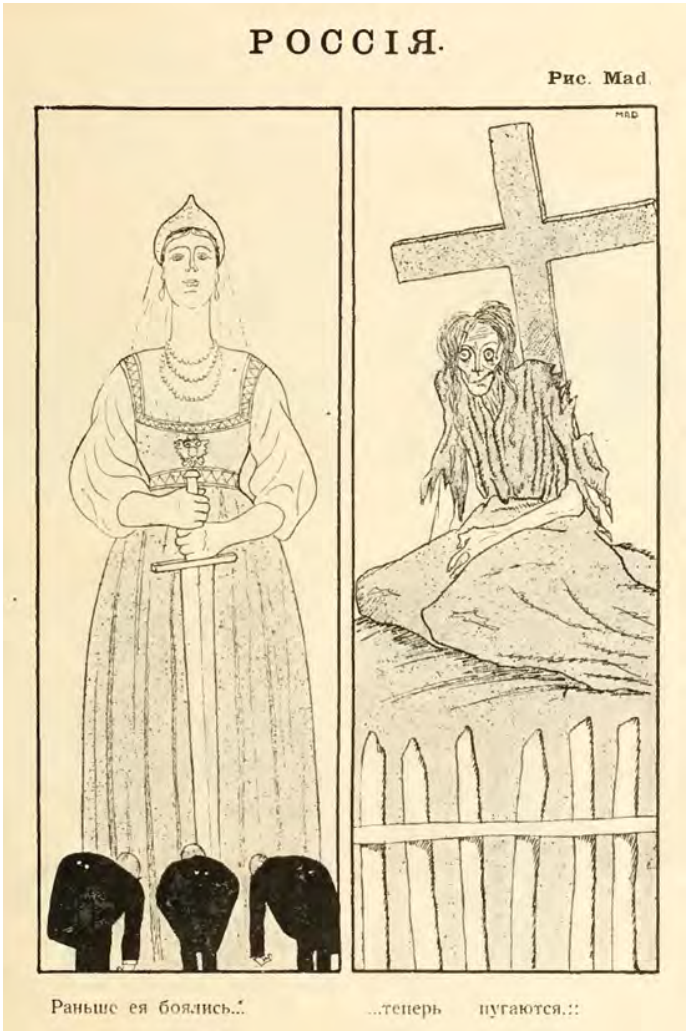


Figure 5. MAD, « La Russie » : « Avant, ils la craignaient… Maintenant, elle leur fait peur … », Bitche (Le Fouet), 1920

Ainsi, sur la caricature « Un loubok moscovite », dont l'intitulé renvoie aux gravures traditionnelles russes, MAD, représente Trotski accompagné de trois délégués étrangers devant un grand trompe-l'œil en bois figurant la Russie. Cette « fausse » Russie est grande et enrobée, elle porte les vêtements traditionnels, une étoile « bolchevique » à cinq branches sur sa couronne, et tient dans ses grosses mains un marteau et une faucille, symboles de l'industrie et de l'agriculture soviétiques. Un gros sac à l'étiquette

« pain » est censé compléter ce tableau de la prospérité des Soviets créé pour les étrangers. Cependant, tout comme dans ses diptyques précédents, MAD offre à son lecteur la suite de l'histoire. Le trompe-l'œil divise le dessin en deux : à gauche, nous avons la Russie soviétique illusoire, présentée aux étrangers, et à droite, nous avons la réalité soviétique. La Russie soviétique « véritable » est une femme anorexique en robe déchirée, pieds nus et poings liés. Elle est, peut-être même, morte car un soldat la soulève sur la pointe de sa baïonnette, afin que son visage puisse apparaitre dans l'orifice du trompe-l'œil prévu à cet effet.

En 1921, dans le journal hebdomadaire émigré de Vladimir Bourtzeff *La Cause commune*, le caricaturiste propose un autre dessin rappelant l'une de ses images publiées dans *Il fut ainsi…*, où il montre les dirigeants bolcheviks soulever l'industrie russe affaiblie figurée en femme à l'aide d'une corde attachée à une potence (*fig. 6*). Sur ce dessin, ainsi que dans les caricatures précédentes, le bolchevisme est présenté comme une oppression nationale. Il nous parait pertinent de noter qu'à coté de cette série de dessins évoquant l'allégorie féminine de la Russie, d'autres images de massacres hantent, dans les années 1920, les pages de la presse émigrée.

L'allégorie féminine de la Russie dans les représentations des satiristes européens a beaucoup de similitudes avec celles des caricaturistes émigrés. Par exemple, le dessinateur français Eugène Cadel, qui, en 1920 – 1921, partage, avec MAD, les pages de *La Cause commune*, ne nous montre sa Russie qu'en femme mortifiée ou crucifiée. Nous rencontrons les mêmes figures dans les dessins de Grey et SACH, publiés dans les mêmes périodiques. Dans la presse française, une caricature anonyme met en scène Lénine et Trotski en médecins amateurs qui dépècent la Belle Russie. Quant à la presse britannique, par exemple, le dessinateur anglais Bernard Partridge, dans *Punch*, figure, également, l'allégorie de la Russie en femme vêtue de tenue traditionnelle brutalisée par un bolchevik.

Au milieu des années 1920, MAD revient

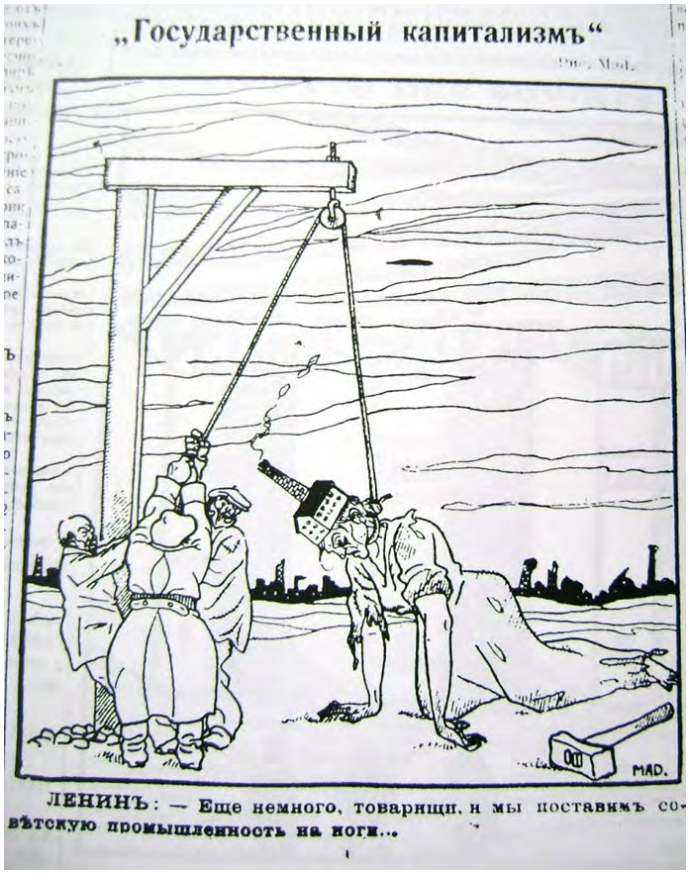


Figure 6. MAD, « Le capitalisme d'État » : « Lénine : « Encore un peu, chers camarades, et nous remettrons l'industrie soviétique sur pieds… », La Cause commune, 1921

vers la figure de la Russie dans deux caricatures publiées dans le quotidien de Piotr Strouve *La Renaissance*. L'une exprime l'espoir des émigrés de voir le pouvoir soviétique se dissoudre. Il s'agit de la Russie « sous les Soviets », martyre, vêtue de haillons et pieds nus, qui s'appuie, épuisée, sur le mur de Kremlin. Guettée par une brute-soldat, armée d'un fusil, l'héroïne est là pour accueillir la nouvelle année 1926 figurée en poupon assis en face d'elle. La légende, présentée comme une pensée, un souhait profond de cette Russie, énonce, également, les attentes des Russes qui s'opposent aux bolcheviks, et qui s'identifient à ce personnage allégorique : « - *Pourvu que celui-ci ne soit pas attend de la rougeole !* ». L'autre caricature publiée dans le même périodique dénonce le manque d'action au sein de la communauté émigrée. Intitulée « Lorsque la Russie meurt… », elle met en image une allégorie

féminine de la Russie sur le point de se noyer et que prie un exilé russe de la sauver. Cependant, l'homme n'est pas pressé de la secourir : assis tranquillement sur un rocher, un numéro de *La Renaissance* plié dans la poche, il prend son temps pour décider s'il lui tendra la main gauche ou la main droite.

À cette même époque, toujours dans *La Renaissance*, MAD propose un autre personnage, une allégorie de l'URSS figurée en homme laid, ressemblant aux personnages caricaturés des bolcheviks, avec une grosse bouche et les cheveux ébouriffés, qui porte une veste de smoking sur un habit simple, recousu sur un genou. Son chapeau haut-de-forme et sa veste entrent en dissonance avec ses bottes de soldat ou de moujik et sa chemise décorée d'une étoile à cinq branches. Afin d'enlaidir davantage son apparence de brigand, MAD le dessine avec un gros couteau attaché à la ceinture et un sac marqué de l'étiquette « propagande ». En russe, le mot « union » (« союз ») est masculin, ce qui pourrait expliquer le choix du personnage : si la Russie est figurée en femme, l'URSS est figuré en homme. Dans la caricature, ce drôle de héros marche bras dessous bras dessus avec l'allégorie féminine de l'Europe (« Madame l'Europe ») (le mot « Europe » en russe est féminin).

L'URSS piétine le pied de sa compagne ce qui pourrait faire allusion au désir des Soviétiques de dominer l'arène internationale, mais aussi au manque d'éducation et de savoir-vivre que les émigrés leur reprochent constamment (*fig.7*). Ce portrait répulsif de l'URSS s'oppose à l'allégorie de la Mère-Russie, qu'elle soit représentée dans sa splendeur ou dans sa déchéance.

Figure 7. MAD, « Madame l'Europe et le camarade l'URSS » : «- Ah, camarade, êtes-vous capable de marcher près de moi en tenant ma main, mais sans m'écraser tout le temps le pied ?! », La Renaissance, 1925

Figures de la Russie dans Satyricon

Les 28 numéros de *Satyricon* parisien sont publiés en 1931 et englobent 210 dessins. Cette revue satirique, dont le nom a été bien connu aux lecteurs russes avant la révolution de 1917, est dirigée, à Paris, par son ancien éditeur saint-pétersbourgeois Mikhaïl Kornfeld et l'écrivain satiriste Don-Aminado. Le peintre Georges Annenkov, qui œuvrait pour cette revue en Russie et qui s'installe en France en 1924, rejoint la rédaction sous le pseudonyme A. Chariy. Ensemble, avec le peintre Gregorio Sciltian, qui découvre en exil son talent de caricaturiste, ils proposent leurs interprétations de la Russie.

Pour A. Chariy, il s'agit de la Russie opprimée par les Soviets. Similaire à la Russie prématurément vieillie et mortifiée de MAD, l'allégorie féminine de la Russie d'Annenkov-Chariy parait sous les traits

PRIX EN FRANCE : Frs 3. — 20 JUIN 1931. ЦѢНА ВО ФРАНЦІИ: 3 ФР.

Сатирикон

SATYRICON

1931 еженедѣльное изданіе № 12

Hebdomadaire Russe — Rédaction et Administration : 51, Rue Vivienne, PARIS (2e) — Directeur M. Kornfeld

А. Чеховъ и А. Ситроенъ

AME SLAVE (dans les Usines Citroën)

Рис. А. Шарлю.

— А я васъ увѣряю, г. контрмэтръ, что черезъ двѣсти-триста лѣтъ жизнь будетъ невыразимо-прекрасной!..

— Je peux vous assurer, Mr le Contremaître, que d'ici 2 ou 3 siècles la vie sera infiniment belle!..

d'une paysanne au foulard rouge. Petite, elle est, pourtant, dotée de très grosses mains de travailleuse, qui ont l'air disproportionné par rapport à ses bras fin de femme squelettique. Clairement assimilée, à travers la légende, par le caricaturiste au peuple russe souffrant du pouvoir des Soviets « depuis treize ans », cette grand-mère pointe à la porte de l'Europe pour demander de l'aide, mais elle est aussitôt renvoyée car l'Europe n'est pas prête à se soulever contre les communistes soviétiques (*fig. 8*).

Dans un autre dessin, A. Chariy reprend la même figure de la Russie, une paysanne vieille et exténuée, afin de l'empaler sur le crochet du chiffre « 5 » dessiné en rouge et signifiant, dans la caricature, le plan quinquennal mis au point en 1928, visant à développer l'économie soviétique de manière équilibrée mais en mettant, au même temps, la paysannerie en situation difficile avec la collectivisation forcée et la « dékoulakisation ». Les paysans sont contraints à se fédérer en kolkhozes ou à devenir employés des fermes d'État, les sovkhozes, en mettent en commun terres, bétail, outils agricoles et réserves de blé.

HOTEL DE l'EUROPE

Рис. А. Шарлю.

У ПАРАДНАГО ПОДЪѢЗДА.

Помилосердствуй, батюшка... Обрати вниманіе! Тринадцать годковъ терплю, моченьки моей нѣту...

— Vous prétendez être la Russie, Madame? Seuls Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs, et Messieurs les Commissaires du Peuple sont admis ici, mais pas le peuple lui-même. Veuillez circuler s.v.p.!..

Figure 8. A. Chariy, « L'Hôtel de l'Europe » : « – Aie pitié, mon petit père… Regarde-moi ! Je souffre depuis treize ans, j'en peux plus… – Vous prétendez être la Russie, Madame ? Seuls Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Messieurs les Commissaires du Peuple sont admis ici, mais pas le peuple lui-même. Veuillez circuler, s.v.p. !.. », Satyricon, 1931

« *La Russie peut disparaître, mais le plan quinquennal doit être achevé à cent pour cent !..* » annonce la légende, et nous apercevons, en effet, deux gros trous noirs à la place des yeux de la Russie : est-elle donc déjà morte ? Le plan quinquennal est-il mis en œuvre afin d'exécuter le peuple russe qui a survécu aux purges ? (*fig. 9*).

En revanche, pour G. Sciltian, la Russie des Soviets pourrait être bien dans sa peau et même potelée. Sa Russie a donc un visage et une silhouette ronds d'une villageoise russe, une « baba », un sourire simplet et une étoile rouge sur sa poitrine. À côté de la femme toute menue, à l'air pédant, qui incarne l'Europe, cette Russie aux gros pieds nus ressemble à une barbare. Elle tend à l'Europe une robe rouge – un cadeau empoisonné, supposons-nous, que l'Europe

Figure 9. A. Chariy, « Le plan quinquennal » : « La Russie peut disparaître, mais le plan quinquennal doit être achevé à cent pour cent !.. », Satyricon, 1931

Figure 10. G. Sciltian, « L'Europe et NOUS » : «L'Europe : - « Il ne faut pas me coudre, ma petite maman, de sarafane rouge! », Satyricon, 1931

anticommuniste refuse par une strophe de la romance « Le sarafane rouge » de N. Tsyganov, poète et chanteur russe du XVIIIe siècle : « - *Il ne faut pas me coudre, ma petite maman, de sarafane rouge!* » Même si, initialement, la chanson n'a rien en commun avec le symbolique communiste, c'est elle, finalement, qui apporte une touche d'humour au dessin (*fig. 10*). La Russie soviétique de Sciltian, représentée en femme laide, se rapproche de l'iconographie de la femme soviétique, explorée également par les caricaturistes émigrés, mais portant toujours un caractère négative, à l'opposé de la belle image de propagande qui lui avait été accordée par les arts en URSS.

***

Restant une émigration essentiellement politique hostile au régime bolchevique, puis soviétique, l'émigration russe des années 1920 – 1930 est définie par un nombre de chercheurs comme particulière, ayant non seulement ouvert une nouvelle page de l'histoire culturelle russe, mais aussi ayant apporté un aspect significatif à l'évolution culturelle et intellectuelle de l'Occident. Persuadés de la temporalité de leur exil, ses leadeurs s'efforcent de récréer, dans les principaux centres de l'émigration russe – à Paris, à Berlin, à Prague, à Kharbin, – un prolongement de la Russie, avec des écoles, des lieux culturels et de culte, des restaurants, des associations, et, notamment, avec la presse qui, dans de nombreux cas, reprend les titres et la conception des périodiques parus en Russie en 1917 – 1918, ou même avant la révolution de 1917 (par exemple, *Satyricon*).

La caricature émigrée puise beaucoup son inspiration dans la presse russe satirique des années 1917 – 1918. Il s'agit des figures du bolchevik, des dirigeants soviétiques, de

certaines métaphores et allégories, comme, notamment, l'allégorie féminine de la Russie. L'anticommunisme né avant l'exil se déploie, en émigration, sur le registre esthétique, où le bolchevik-Soviétique apparaît comme l'exact contraire d'un homme éduqué, qui se soucie du sort de sa patrie (et, notamment, de l'émigré), ce qui permet de crée la distance par rapport à l'intolérable (la Russie des communistes). Différenciées par le trait unique, propre à chaque dessinateur, ces caricatures sont, cependant, toujours extrêmement négatives et sarcastiques. Incarnation de l'ennemi de l'émigré, le bolchevik-Soviétique, est doté de tous les défauts et sa laideur, tant extérieure qu'intérieure, se traduit par l'exagération des détails (grosses mains, « gueules » déformés, postures peu naturelles, etc.). En ce qui concerne l'allégorie féminine de la Russie martyrisée, ces caricatures s'inscrivent dans une anti-propagande soviétique de l'époque.

Les caricaturistes émigrés créent aussi un tout nouveau personnage, celui de l'émigré auquel ils s'identifient et auquel s'identifient leurs lecteurs. Nostalgique, mal dans sa peau, désargenté, vulnérable, ce héros en quête de repères est un paria qui tâche de partager, sur les pages de la presse, où il peut (enfin !) s'exprimer, à travers les légendes, en sa langue maternelle, ses mésaventures loin de sa patrie. La plupart des caricatures, dans une démarche militante, insistent sur les difficultés quotidiennes (travail, logement, papiers, apprentissage du français), le sentiment d'humiliation ou encore la solitude subie par les Russes en exil. Mais c'est une autre histoire…

K.L.

The BookEdition.com
DE LA PAGE BLANCHE... AU BEST SELLER

LIBRAIRIE

Accueil / Tous les livres / Littérature / Théâtre / Le Flambeau - Charle de Gaulle

La Pensée Russe: un média à voix haute
Kateryna LOBODENKO-SENANI

Kateryna Lobodenko-Senani

La Pensée Russe : un média à voix haute

Cet ouvrage évoque la première trentaine (1947 – 1977) de l'histoire du journal minoritaire La Pensée Russe, le plus connu et le plus diffusé dans la communauté russophone en France. L'auteur aborde le problème d'émigration des Slaves vers les pays d'Europe de l'Ouest, en particulier, vers la France, et le phénomène de la presse écrite russophone à l'Hexagone. Son objectif est de découvrir, à partir de cette presse, l'apport des médias minoritaires dans la naissance d'une communauté diasporique et le rôle du journal La Pensée Russe dans la vie de la communauté slave.

Référence : 45946 | Pages : 140
Reliures : Dos carré collé | Impression : Couleur
Formats : 14,8x21 cm | N° ISBN : 9782953667103

Chronique poétique de la Grande Armée

ÉLÉVATION D'UN THÉÂTRE PRÈS DU KREMLIN,

septembre 1812.

Pierre CABOT
Poète

ÉLÉVATION D'UN THÉÂTRE PRÈS DU KREMLIN, 1812.

Onze représentations par des Français trouvés dans la ville,
Jouant devant des militaires langue pendante de faim.
Ces acteurs craignaient de crever avant l'arrivée des Français,
Ils se cachaient plus bas que rats.

Le théâtre s'est monté parmi les décombres et l'ennui des bataillons.
Il fallait veiller à ce qu'aucun Russe se glisse parmi les ouvriers,
Les indigènes ne doivent pas contribuer à ce spectacle-là.

Les soldats préféreraient Paris sans théâtre, que cette estrade à Moscou.
Ils n'ont pas envie de poireauter de faim devant ces acteurs.
Quoi, une pièce, alors que Moscou brûle encore ?
Devoir s'amuser quand mille miséreux tournent autour des rideaux,
À essayer d'entrevoir le moyen de toucher ou tuer l'empereur ?

Napoléon n'assistera pas, trop de cent pas à effectuer au Kremlin.
Pas de pensions éternelles à espérer du coup.

Pierre CABOT

Poésie :

TON SOURIRE

Dédié à Anna Sherbinina

Gaétan BOUCHARD
Poète

TON SOURIRE

Belle actrice de mes rêves assoupis,
De tes yeux je vois le ciel de Russie,
De tes mains coule un noble ruisseau,
Sur les lacs endormis de ma peau.

Jolie blonde à la chevelure dorée,
De ma nuit de rêves sur tes prés,
Une jolie hirondelle m'a chanté
Les infinies merveilles de ta beauté.

Les bouleaux de tes forêts adorés,
Me murmurent des mots de ton pays,
Les plaines lointaines de ta contrée,
Me sifflent les chants de ton paradis !

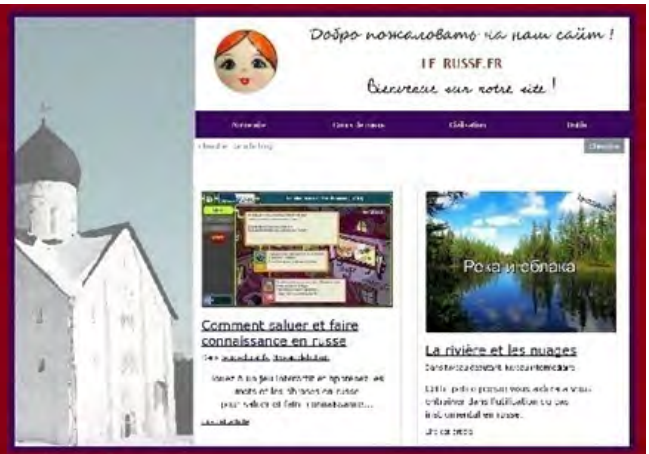
Dans le puits enchanté de ma terre,
J'ai puisé ces quelques vers inspirés.
Sur les rues pavées de mon enfer,
Je marche vers ton sourire étoilé !

Gaétan BOUCHARD

Parlons russe !

Leçon 12. Parlons de la pluie et du beau temps

Julia CASADO
Professeur de russe et Directrice du site le russe.fr



Здра́вствуйте, дороги́е люби́тели ру́сского языка́ ! (Bonjour, chers amateurs de la langue russe !) **Сего́дня мы поговори́м о пого́де.** (Aujourd'hui nous allons parler du temps qu'il fait). Ne confondez pas le mot russe **ПОГО́ДА** qui désigne le temps qu'il fait avec le mot **ВРЕ́МЯ** qui désigne le temps qui passe.

Ита́к, кака́я сего́дня пого́да ? (Donc, quel temps fait-il aujourd'hui ?)

Сего́дня у нас со́лнечная пого́да. (Aujourd'hui, chez nous il y a du soleil.) **А у вас ?** (Et chez vous ?) **Кака́я у вас сего́дня пого́да ?** (Quel temps fait-il chez vous aujourd'hui ?)

Voici quelques mots et expressions pour décrire le temps :

хоро́шая пого́да (il fait beau) ≠ **плоха́я пого́да** (il fait mauvais)

со́лнечная пого́да = со́лнце (il y a du soleil)

жа́ркая пого́да = жа́рко = жара́ (il fait très chaud)

тёплая пого́да = **тепло́** (il fait bon)

холо́дная пого́да = хо́лодно (il fait froid)

о́блачная пого́да = о́блачно (il fait nuageux)

па́смурная пого́да = па́смурно (le ciel est couvert)

дождли́вая пого́да = идёт дождь (il pleut)

идёт снег (il neige)

идёт град (il grêle)

моро́зная пого́да = моро́з (il gêle)

ве́треная пого́да = ду́ет ве́тер = ве́трено (il vente / il y a du vent)

тума́н (il y a du brouillard)

гроза́ (il fait orage)

Кака́я у вас сего́дня пого́да ? (Quel temps fait-il chez vous aujourd'hui ?) **У вас сего́дня хоро́шая и́ли плоха́я пого́да ?** (Aujourd'hui fait-il beau ou mauvais chez vous ?) **У вас сего́дня со́лнце и́ли дождь ?** (Aujourd'hui avez-vous du soleil ou de la pluie ?)

Отвеча́йте (Répondez) : **У нас сего́дня...** (Chez nous aujourd'hui…) или **У меня́ сего́дня ...** (Chez moi aujourd'hui…) Наприме́р (par exemple): **У меня́ сего́дня ве́треная пого́да и идёт дождь.** (Aujourd'hui chez moi il y a du vent et il pleut.)

Demandez à un ami quel temps il fait chez lui : **- Кака́я у тебя́ пого́да ?** (Quel temps fait-il chez toi ?) Donnez-moi sa réponse. Par exemple : **- У него́ идёт снег.** (Il neige chez lui.) **У него́ о́чень холо́дная пого́да.** (Il fait très froid chez lui.)

У меня́ сего́дня со́лнечная пого́да, а вчера́ у меня́ был дождь. (Aujourd'hui, chez moi il y a du soleil, mais hier il a plu.) **А кака́я у вас вчера́ была́ пого́да ?** (Et quel temps a-t-il fait hier chez vous ?) **У вас бы́ло хо́лодно, тепло́ и́ли жа́рко?** (A-t-il fait froid, bon ou chaud chez vous ?) **У вас был дождь и́ли бы́ло со́лнце?** (A-t-il plu ou avez-vous eu du soleil ?) **Мо́жет быть, у вас была́ гроза́ ?** (Peut-être, avez-vous eu de l'orage ?) **Отвеча́йте** (Répondez) : **У нас вчера́ был / была́ / бы́ло ...** Наприме́р (par exemple) : **У нас вчера́ был град.** (Il a grêlé hier chez nous.) **У нас вчера́ бы́ло хо́лодно и па́смурно.** (Hier il a fait froid et le ciel était couvert chez nous.) **У нас вчера́ была́ моро́зная пого́да.** (Il a gelé hier chez nous.)

Maintenant demandez à une amie quel temps il a fait chez elle hier : **- Кака́я у тебя́ была́ вчера́ пого́да ?** (Quel temps a-t-il fait hier chez toi ?) Donnez-moi sa réponse. Par exemple : **- У неё вчера́ бы́ло о́чень жа́рко.** (Il a fait très chaud hier chez elle.) **У неё была́ жа́ркая пого́да.** (Il a fait chaud chez elle.)

Вы зна́ете, что де́лают метеоро́логи ? (Savez-vous ce que font les météorologues ?) **Метеоро́логи предска́зывают пого́ду** (Les météorologues prédisent le temps). **Вы метеоро́лог** (Vous êtes météorologue). **Кака́я бу́дет за́втра пого́да ?** (Quel temps fera-t-il demain ?) Отвеча́йте : **За́втра бу́дет...** Наприме́р (par exemple) : **За́втра бу́дет тума́н.** (Demain il y aura du brouillard). **За́втра бу́дет о́блачно.** (Demain il fera nuageux). **За́втра бу́дет дождь.** (Demain il pleuvra).

А кака́я бу́дет пого́да послеза́втра? (Et quel temps fera-t-il après-demain ?) **А послепослеза́втра?** (Et après-après-demain ?) **А послепослепослеза́втра?** (Et après-après-après-demain ?)

Demandez à vos amis quel temps il fera chez eux après-demain : **- Кака́я у вас бу́дет пого́да послеза́втра ?** (Quel temps fera-t-il chez vous après-demain ?) Donnez-moi leur réponse. Par exemple : **- Послеза́втра у них бу́дет хо́лодно, дождь и ве́тер, а, мо́жет быть, бу́дет со́лнце, бу́дет тепло́ и́ли да́же о́чень жа́рко. Они́ не зна́ют !** (Après-demain il fera froid chez eux, il pleuvra et il y

aura du vent, ou peut-être il y aura du soleil, il fera bon ou même très chaud. Ils ne savent pas !)

УПРАЖНЕ́НИЕ 1 (EXERCICE 1)

Comment dire en français **вчера́, сего́дня, за́втра, послеза́втра** *? Devinez-vous ce que veut dire le mot* **позавчера́** *?*

УПРАЖНЕ́НИЕ 2

Complétez les phrases suivantes avec des mots ***был, была́*** *ou* ***бы́ло****.*

Кака́я у вас _____ пого́да вчера́? У нас вчера́ _____ дождь. У них вчера́ _____ со́лнечная пого́да. Вчера́ _____ о́блачная пого́да. У него́ вчера́ _____ хо́лодно. У неё вчера́ _____ па́смурно. Вчера́ _____ ве́тер. Позавчера́ _____ тума́н. Позапозавчера _____ гроза́. У нас вчера́ _____ тепло́, а у них _____ холо́дная пого́да.

УПРАЖНЕ́НИЕ 3

Comment peut-on dire autrement ? Exemple : **Сего́дня дождли́вая пого́да. = Сего́дня идёт дождь.**

Сего́дня хо́лодно. = Сего́дня _____ .

За́втра бу́дет тепло́. = За́втра бу́дет _____ .

Вчера́ была́ моро́зная пого́да. = Вчера́ был _____ .

Сего́дня со́лнце. = Сего́дня _____ .

За́втра бу́дет о́блачно. = За́втра бу́дет _____ .

Вчера́ бы́ло па́смурно. = Вчера́ была́ _____ .

Вчера́ была́ жара́ = Вчера́ бы́ло _____ . = Вчера́ была́ _____ .

Сегодня дует ветер. = Сего́дня _____ . = Сего́дня _____.

УПРАЖНЕ́НИЕ 4

Souvenez-vous comment conjuguer le verbe **знать** *au présent ? Conjuguez le verbe* **предска́зывать** *(prédire) de la même manière.*

УПРАЖНЕ́НИЕ 5

Ce dialogue n'est pas logique. Corrigez-le.
- Кака́я у вас сего́дня пого́да?
- У нас сего́дня о́чень хоро́шая пого́да: о́чень хо́лодно и идёт дождь.

Отве́тьте на вопро́сы (Répondez aux questions) :
Кака́я у вас сего́дня пого́да ?
Кака́я у вас была́ вчера́ пого́да ?
Кака́я у вас бу́дет за́втра пого́да ?
Кака́я у вас бу́дет послеза́втра пого́да?

A la fin de cette leçon, voici un petit dicton positif :

По́сле до́ждика бу́дет со́лнышко ! (Après la pluie, le beau temps !)

Écoutez le podcast de cette leçon, retrouvez le corrigé de l'exercice et entrainez-vous en faisant des jeux et exercices interactifs sur notre site le-russe.fr dans la rubrique « Cours de russe / Méthode ». Prenez soin de vous !

До свида́ния ! Ю́лия. (Au revoir ! Julia.)

Climat oblige, le petit-déjeuner est souvent un repas essentiel et passablement copieux en Russie. Il n'est pas rare qu'il s'apparente plus à un repas complet qu'à la collation que l'on sert généralement en France.
L'un des produits-phares du petit-déjeuner russe n'est autre que le fameux « Tvorog », également connu sous le nom de « Quark », qui est une espèce de fromage blanc caillé très typique de la région. On le trouve malheureusement peu en France, où l'on préfère les fromages blancs lisses, et sinon, dans les boutiques spécialisées en produits d'Europe de l'Est, sous sa forme industrielle. Rien ne vaut pourtant un bon tvorog frais pour réaliser cette recette. Bien qu'il soit très peu probable que vous en trouviez au marché à Paris ou en Province, la bonne nouvelle du jour est que je vais vous apprendre à en produire vous-mêmes.
Une fois votre tvorog prêt, façonner et cuire des syrniki est un jeu d'enfant. Je peux du reste vous confirmer que mes enfants sont toujours disposés à mettre la main à la pâte quand ils savent que des syrniki sont au menu…

Première étape : Préparer le tvorog

INGRÉDIENTS

1 litre de lait frais, idéalement micro filtré plutôt que pasteurisé

2 cuillères à soupe de vinaigre blanc

PRÉPARATION

Portez le lait à ébullition en remuant fréquemment pour ne pas qu'il attache (image 1)

Une fois à ébullition, retirez-le du feu

Versez le vinaigre dans le lait (image 2)

Remuez bien avec une spatule (image 3) jusqu'à obtention d'un caillage prononcé (image 4)

Égouttez et récupérez la pâte caillée (images 5 & 6), que vous laisserez refroidir

Pour un litre de lait, vous devriez récupérer environ 150 grammes de tvorog.

Deuxième étape : Façonner et cuire les syrniki

INGRÉDIENTS

Pour deux personnes et quatre syrnikis (multiplier les quantités en fonction de vos besoins)

150g de tvorog

1 œuf

1,5 cuillère à soupe de sucre

1,5 cuillère à soupe de farine

Un peu de matière grasse neutre

Une pincée de vanille en poudre (facultatif)

Un peu de farine pour le plan de travail

FAÇONNAGE ET CUISSON

Émiettez le tvorog à la fourchette (image 7)

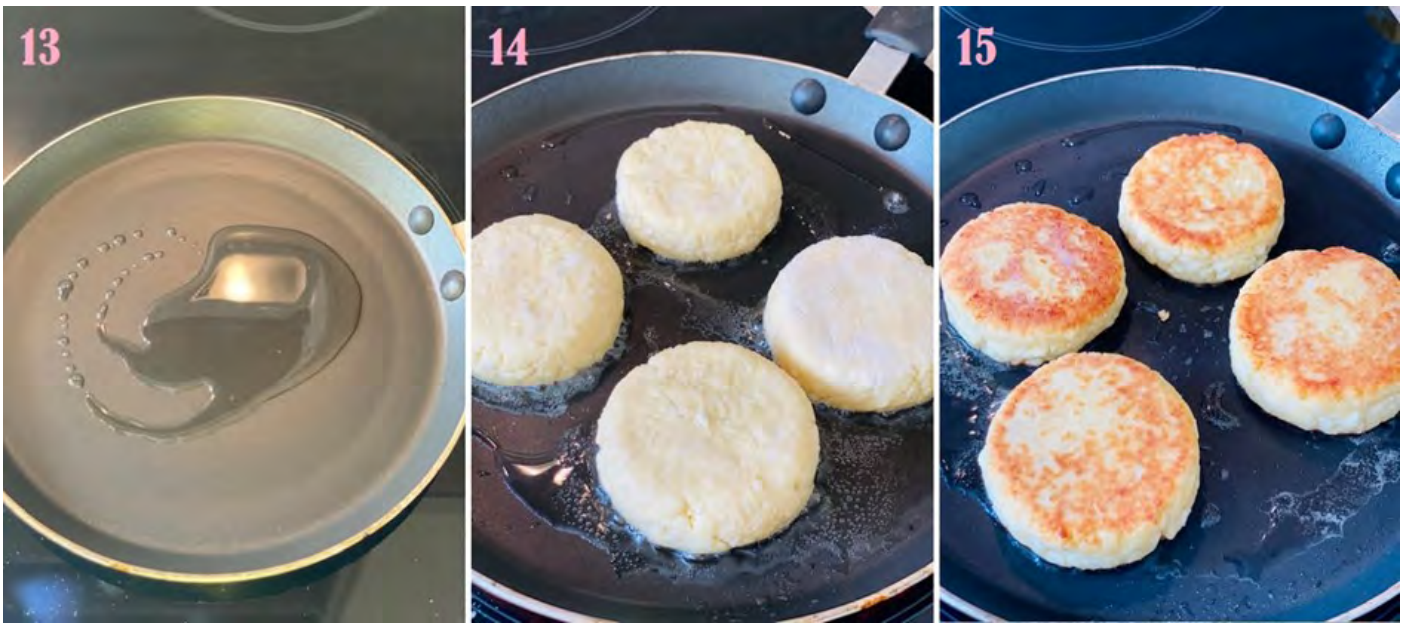
Cassez et ajoutez un œuf (image 8), et mélangez le tout

Ajoutez le sucre (image 9), la farine (image 10), et éventuellement une pincée de vanille, puis mélangez énergiquement pour obtenir une pâte homogène

Mouillez vos mains avec de l'eau afin que la pâte n'attache pas, farinez votre plan de travail, et confectionnez quatre petites boules de taille égale (image 11)

Aplatissez les boules pour en faire de jolies petites galettes rondes épaisses de quelques centimètres (image 12)

Dans une poêle, faites chauffer votre



matière grasse (image 13). Elle doit être bien chaude.

Faites cuire les galettes d'un côté jusqu'à ce qu'elles soient bien dorées (image 14), puis de l'autre (image 15). Les syrnikis sont déjà prêts !

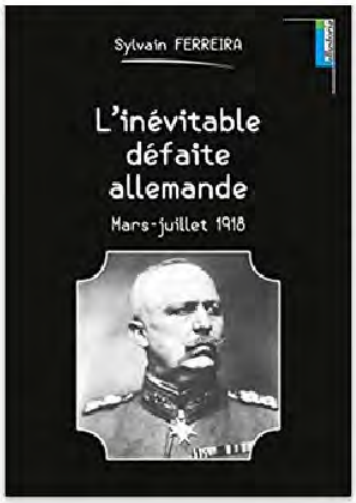
Service

Servez vos syrnikis tièdes plutôt que trop chauds avec de la crème fraiche ou aigre (« smetana »), ils tiendront beaucoup mieux. Vous pouvez les décorer avec un peu de sucre glace, ajouter un peu de douceur avec de la confiture, du miel ou, si la saison s'y prête, de l'acidité et de la fraîcheur avec des fruits des bois et un brin de menthe.

Bon appétit !
Приятного аппетита !

"Méthode" vous invite à découvrir deux ouvrages de notre ami historien Sylvain Ferreira.

Né en 1971 à Meaux, Sylvain Ferreira est journaliste et titulaire d'un Master en Histoire. Il collabore à plusieurs revues d'histoire militaire (Batailles & Blindés, Ligne de Front, LOS! et Vae Victis) et à la revue Méthode depuis 2016. Il est aussi concepteur de jeux de stratégie (Denain, Leuthen, Croix de Guerre). De janvier 2014 à mai 2017, il est rédacteur-en-chef du magazine du Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux. Il est également consultant pour l'émission "Champs de Bataille" (RMC Découverte).
Vous pouvez également retrouver ces travaux sur son blog : http://ideespourlhistoire.blogspot.fr/ et ses contributions sur le site theatrum-belli.org.



L'inévitable défaite allemande: Mars-juillet 1918

de Sylvain FERREIRA

Ludendorff propose de lancer une offensive d'envergure au printemps 1918 pour assurer la victoire de l'Allemagne avant l'entrée en lice des troupes américaines, tout en profitant de la fin probable des hostilités avec la Russie. De cette idée va découler la planification de sept opérations sur le front occidental, dont deux resteront à l'état de projet. Ces opérations sont entrées dans l'Histoire sous le nom d'"offensives Ludendorff". Loin d'aboutir à la victoire finale tant espérée, elles laissent l'armée allemande, en août 1918, dans une situation stratégique plus défavorable qu'au début de l'année et scellent le sort de la guerre en sa défaveur.

"Les opérations offensives pendant la Guerre mondiale n'étaient pas menées selon des impératifs opérationnels, mais selon des considérations tactiques. L'effort principal n'était pas à développer le long d'un axe porteur de résultats opérationnels, mais dans un espace où tactiquement la ligne de front pouvait être percée. L'offensive allemande de mars 1918 s'inscrit dans cette perspective," *Général Georgii Isserson*

Broché : 116 pages
Editeur : LEMME edit; **Édition :** 1 (28 juin 2018)
Collection : Illustoria
Langue : Français
ISBN-10 : 2917575727
ISBN-13 : 978-2917575727
Dimensions du produit : 14,2 x 1,1 x 20 cm

La Marne, une victoire opérationnelle: 5-12 septembre 1914

de Sylvain FERREIRA

Alors que depuis le milieu du XIXe siècle l'art de la guerre se transforme, notamment grâce à la révolution industrielle, la victoire française sur la Marne (5-12 septembre 1914), longtemps considérée comme un "miracle", doit désormais être analysée sous un nouvel angle : sa place dans l'émergence de l'art opérationnel. Il apparaît alors que la victoire française est avant tout celle d'un système de commandement incarné par Joffre et son état-major sur le Grand Etat-Major allemand, considéré en août 1914 comme le meilleur du monde et néanmoins coupable alors de graves carences dans l'exécution du Plan Schlieffen.

Broché : 120 pages
Editeur : LEMME edit; **Édition :** 1 (23 février 2017)
Collection : Illustoria
Langue : Français
ISBN-10 : 291757562X
ISBN-13 : 978-2917575628
Dimensions du produit : 14,2 x 1,1 x 20 cm

FÉDÉRATION DES INSTITUTS FRANCO-RUSSES
ФЕДЕРАЦИЯ ФРАНКО-РУССКИХ ИНСТИТУТОВ

NOS CONTACTS :
Comité de rédaction de la Revue « Méthode »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69, courriel : revuemethode@gmail.com
http://www.revuemethode.org

RÉSEAUX SOCIAUX :
https://www.facebook.com/revuemethode
https://vk.com/revuemethode
https://twitter.com/revuemethode